REPENSER LES FRONTIÈRES ÉCONOMIQUES
RETHINKING ECONOMIC BORDERS

Le régionalisme est-il une voie prometteuse pour relever les défis globaux ?
Is Regionalism a Promising Path to Address Global Challenges?

RICHARD OUELLET,
LY VAN ANH, NGUYEN NGOC HA
& HA CONG ANH BAO (DIRECTION)

teseo
UNIVERSITÉ LAVAL | Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique
FTU LAW FACULTY — THINK LEGAL, ACT PROPER!

REPENSER LES FRONTIÈRES ÉCONOMIQUES
RETHINKING ECONOMIC BORDERS

REPENSER LES FRONTIÈRES ÉCONOMIQUES
RETHINKING ECONOMIC BORDERS

Le régionalisme est-il une voie prometteuse pour relever les défis globaux ?
Is Regionalism a Promising Path to Address Global Challenges?

Richard OUELLET, LY Van Anh, NGUYEN Ngoc Ha & HA Cong Anh Bao (direction)

Actes des colloques étudiant internationaux 2024
15 mai 2024 à l'Université Laval (Québec, Canada)
30 mai 2024 à l'École supérieure de commerce extérieur (Hanoï, Vietnam)

teseo
UNIVERSITÉ LAVAL
Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique
FIU LAW FACULTY THINK LEGAL, ACT PROPER

teseopress.com

OUELLET, Richard; LY, Van Anh; NGUYEN, Ngoc Ha; HA, Cong Anh Bao (direction)
Repenser les frontières économiques : le régionalisme est-il une voie prometteuse pour relever les défis globaux? / Richard OUELLET, LY Van Anh, NGUYEN Ngoc Ha, HA Cong Anh Bao (direction). – 1re éd. – Buenos Aires: Teseo / SDL, 2025.
ISBN 978-1-917723-23-7
1. Intégration économique. 2. Commerce international. 3. Mondialisation. I. OUELLET, Richard. II. LY, Van Anh. III. NGUYEN, Ngoc Ha. IV. HA, Cong Anh Bao. V. Titre.
CDD 337.1

DOI: 10.55778/ts917723237

Le contenu de cette publication est de la responsabilité exclusive de leur/s auteur/s.

TeseoPress Design (www.teseopress.com)

ExLibrisTeseoPress 297612. Sólo para uso personal

Table des matières
Table of Contents

Résumé 11

Summary 13

Avant-propos 15
Richard OUELLET, LY Van Anh, NGUYEN Ngoc Ha et HA Cong Anh Bao

Foreword 19
Richard OUELLET, LY Van Anh, NGUYEN Ngoc Ha & HA Cong Anh Bao

Introduction 23
LY Van Anh

Chapitre I. Régionalisme et multilatéralisme • Chapter I. Regionalism and Multilateralism 33

Le grinch économique. Démêler les ACR et l'OMC, un équilibre délicat entre régionalisme et multilatéralisme 35
Mathilde CLOUTIER, Josuha MORVAN et Ilona MENNINI

The European Union Carbon Border Adjustment Mechanism and Its compatibility with WTO law 69
HUYNH Duc Ngoc Anh

Assessing the Impact of e-Commerce Provisions in Regional Comprehensive Economic Partnership on the Global Economy and Proposals for Enhancing the Agreement's Effectiveness in International Trade 111
BUI Thi Kim Hong, LE Thu Trang & NGUYEN Hoang Mai

Chapitre II. Régionalisme et enjeux géopolitiques • Chapter II. Regionalism and Geopolitical Challenges 157

Les coalitions dans le secteur agricole à l'OMC. Un terrain de jeu pour des confrontations géopolitiques 159
Marie-Joséphine Affoué KADJO

De l'économie à la politique. La CEDEAO face aux défis des coups d'état militaires 185
Sébastien Marcel MOUTOU–NKOUNKOU

ASEAN's Economic Integration Strategies in the Context of Economic Globalisation 199
NGUYEN Minh Anh & DINH Thao Nguyen

Chapitre III. Régionalisme et enjeux de développement • Chapter III. Regionalism and Development Challenges 237

Harmonization of Data Regulation. International Approaches and Recommendations for the ASEAN Digital Economy Framework 239
DINH TON Minh Duc & VU Phuong Linh

L'encadrement du règlement des différends dans la ZLECAf. Défis et perspectives pour parfaire l'intégration économique de l'Afrique 269
François Junior EZE'E ATANGANA MBALLA

Incorporating Corporate Social Responsibility in Free Trade Agreements and Its Impacts on the Multilateral Trade System 299
VU Phuong Mai, VU Nguyen Hoai Anh & NGUYEN Chau Giang

Regional Initiatives to Address Poverty in Vietnam and Their Impact on the Economy 337
PHAM Trong Anh, PHAM Minh Anh & NGUYEN Thi Thu Nga

Chapitre IV. Régionalisme et enjeux environnementaux • Chapter IV. Regionalism and Environmental Challenges 371

From Trade Liberalization to Trade Sustainability? L'intégration grandissante des enjeux de développement durable aux relations commerciales contemporaines 373
Carla GOMEZ

Trade, Sustainable Development and Climate Change. Leveraging Free Trade Agreements for Climate Action – the EU example 401
LE Thi Thanh Tam & NGUYEN Thi Mai Anh

ASEAN's Response to "Climate Refugees". Challenges and Prospects 435
TA Khanh-Linh

Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) for the Fertilizer Industry and Recommendations for Vietnamese Fertilizer Exporters 473
NGUYEN Thu Hien & NGUYEN Hai Anh

Chapitre V. Nouvelles approches, nouveaux horizons • Chapter V. New Approaches, New Horizons 515

Rompons les frontières du bilatéralisme. La régionalisation comme voie d'amélioration du droit international des investissements? 517
Paul URANGA

Le premier accord de commerce bi régional. Une analyse de l'accord UE – MERCOSUR..... 559
Leidy Natalia SERRANO BURBANO

L'encadrement juridique de la production d'insectes destinée à la consommation humaine, une approche comparée entre l'Union européenne et l'Asie du Sud-Est 593
Andréa Phonsavanh SIMONNET

Sur les directeurs de cet ouvrage collectif..... 629

About the Editors 631

Sur les auteurs 633

About the authors..... 639

Résumé

Cet ouvrage collectif présente les actes de la deuxième édition du Colloque étudiant de la Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique (NEME) (Université Laval), organisé en collaboration avec la Faculté de droit de l'École supérieure de commerce extérieur (ESCE) à Hanoï. Placé sous le thème « *Repenser les frontières économiques : Le régionalisme est-il une voie prometteuse pour relever les défis globaux?* », ce colloque a réuni des étudiant.e.s et des experts de divers horizons disciplinaires et géographiques pour explorer les multiples dimensions du régionalisme économique dans un monde en pleine mutation.

À travers deux sessions, tenues respectivement à l'Université Laval à Québec et à l'ESCE à Hanoï en mai 2024, les participants ont débattu des questions d'intérêt et d'actualité telles que les accords commerciaux régionaux, les politiques commerciales et les impacts socio-économiques du régionalisme. Ces échanges ont mis en lumière le potentiel transformateur du régionalisme pour relever des défis globaux majeurs, tels que le changement climatique, les inégalités ou encore la pauvreté, tout en favorisant une coopération économique plus approfondie entre les nations.

Tous ces travaux témoignent de l'engagement de la Chaire NEME dans la recherche collaborative et le dialogue international, en tant qu'espace privilégié pour explorer des solutions innovantes aux défis économiques et juridiques contemporains. La coopération avec l'ESCE au Viet Nam, associée à un soutien académique et financier des facultés partenaires

et des ministères québécois (MEIE et MRIF), a permis d'ancrer les débats dans une perspective pragmatique et prospective, tout en offrant aux jeunes chercheurs un cadre enrichissant d'échange et de formation.

Summary

This collective work presents the proceedings of the second edition of the Student Conference of the Research Chair on New Challenges of Economic Globalisation (NEME Chair) (Université Laval), and organized in collaboration with the Faculty of Law at the Foreign Trade University (FTU) in Hanoi. Centered on the theme *"Rethinking Economic Borders: Is Regionalism a Promising Path to Address Global Challenges?"*, this conference brought together students and experts from diverse disciplinary and geographical backgrounds to explore the many facets of economic regionalism in a rapidly evolving world.

Through two sessions, held in May 2024 at Université Laval in Quebec and at FTU in Hanoi, participants engaged in discussions on pressing and relevant topics, including regional trade agreements, trade policies, and the socio-economic impacts of regionalism. These exchanges highlighted the transformative potential of regionalism in addressing major global challenges – such as climate change, inequality, and poverty – while fostering deeper economic cooperation between nations.

The contributions in this work reflect the NEME Chair's commitment to collaborative research and international dialogue, establishing it as a key forum for exploring innovative solutions to contemporary economic and legal challenges. The partnership with FTU in Viet Nam, supported by the academic and financial contributions of partner faculties and the Quebec ministries (MEIE and MRIF), helped ground the discussions

in a pragmatic and forward-looking perspective while providing young researchers with a dynamic platform for exchange and professional development.

Avant-propos

Richard OUELLET, LY Van Anh, NGUYEN Ngoc Ha et HA Cong Anh Bao

C'est avec un immense plaisir que nous vous présentons les actes de la deuxième édition du Colloque étudiant de la Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique (NEME). Ce colloque, organisé en collaboration avec la Faculté de droit de l'École supérieure de commerce extérieur à Hanoï (ESCE), a eu pour thème « *Repenser les frontières économiques : Le régionalisme est-il une voie prometteuse pour relever les défis globaux?* ».

Dans un monde de plus en plus interconnecté, les questions liées au régionalisme et à la coopération économique prennent une importance croissante. Les défis mondiaux, tels que le changement climatique, la pauvreté, les inégalités, etc. exigent des réponses innovantes et coordonnées. Le régionalisme économique se présente comme une perspective potentiellement transformative, capable de répondre à ces enjeux tout en renforçant les liens entre les nations.

Cette deuxième édition du colloque s'est déroulée en deux sessions : le 15 mai 2024, à l'Université Laval, à Québec, et le 30 mai 2024, à l'ESCE, à Hanoï. Nous avons eu l'honneur d'accueillir des étudiant.e.s et des intervenant.e.s de divers horizons géographiques et disciplinaires, offrant ainsi une richesse de perspectives et d'expertises. Les discussions et analyses présentées ont exploré des sujets allant des accords commerciaux régionaux aux nouvelles formes du régionalisme

économique, en passant par les politiques commerciales régionales et leurs impacts socio-économiques.

La Chaire NEME, fondée à l'Université Laval en 2022, est dédiée à la recherche et à l'étude des enjeux économiques et juridiques mondiaux. Notre mission est de repousser les frontières de la connaissance et de promouvoir le dialogue international sur ces questions cruciales. La collaboration avec l'ESCE à Hanoï (Viet Nam) pour cette édition témoigne de notre engagement à soutenir la coopération internationale dans la recherche et l'éducation.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers les membres du jury qui ont contribué à évaluer et commenter les articles soumis. Leur expertise a grandement enrichi la qualité des travaux présentés. Les membres du jury pour la session à Québec étaient M. Yan Cimon et M. Érick Duchesne, professeurs à l'Université Laval; Mme Laurence Marquis, professeure à l'Université de Sherbrooke; M. Nguyen Ngoc Ha, professeur à l'ESCE; M. Jocelyn Tremblay, Conseiller aux affaires institutionnelles du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF); M. Maxence Messier, Conseiller en politique commerciale du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (MEIE) et M. Charles Codère, chercheur postdoctoral de la Chaire NEME. Pour la session à Hanoï, les membres du jury étaient: M. Ha Cong Anh Bao, M. Nguyen Ngoc Ha, Mme Nguyen Thi Quynh Yen, Mme Hoang Ngoc Thuan, Mme Nguyen Minh Hang, Mme Vu Kim Ngan, professeurs à l'ESCE; Mme Dang Thi Thuy, experte du ministère vietnamien des Finances; Mme Ly Van Anh, directrice-adjointe de la Chaire NEME; Mme Bui Thu Ha, experte d'Oxfam, M. Nguyen Duy Hieu, M. Nguyen Quang Ngoc et M. Nguyen Trung Nam, avocats.

Nous remercions également la Faculté de droit de l'Université Laval et la Faculté de droit de l'ESCE pour leur appui inestimable dans l'organisation de ce colloque. Grâce à leurs infrastructures académiques et administratives, ainsi qu'à l'engagement de leurs membres, ces deux facultés ont joué un rôle important dans la logistique et la coordination de l'événement. De plus, le soutien financier et scientifique des ministères québécois (MEIE et MRIF) a permis d'ancrer le colloque dans une perspective pragmatique et tournée vers l'avenir, ainsi que le dialogue global pour aborder les enjeux complexes de notre époque. Ce soutien multidimensionnel a non seulement contribué à la réussite de l'événement, mais a également ouvert de nouvelles opportunités pour les jeunes chercheurs et les universitaires de divers horizons. Grâce à ces partenariats, nous avons pu créer un espace de dialogue enrichissant, favorisant l'échange de connaissances et le développement de réseaux académiques et professionnels. C'est dans cet esprit de coopération et de soutien mutuel que nous avons pu offrir aux participants une expérience formatrice et inspirante, renforçant notre engagement envers l'excellence académique et la recherche collaborative.

Nous remercions enfin Séréna Ortigosa Fernandez, doctorante de la Chaire NEME, pour son travail de révision remarquable des chapitres.

Nous espérons que cet ouvrage collectif, rassemblant les contributions des étudiant.e.s participant.e.s, enrichira la réflexion sur le régionalisme économique dans ce monde de diverses dynamiques géopolitiques. Que cette publication serve de plateforme pour de futurs débats et recherches, et inspire de nouvelles pistes pour relever les défis globaux auxquels nous sommes confrontés.

Québec – Hanoï, 2024

Foreword

Richard OUELLET, LY Van Anh, NGUYEN Ngoc Ha
& HA Cong Anh Bao

We are delighted to present the proceedings of the second edition of the Student Conference organized by the Research Chair on New Challenges of Economic Globalisation (NEME Chair). This conference, held in collaboration with the Faculty of Law at the Foreign Trade University in Hanoi (FTU), explored the theme: *Rethinking Economic Borders: Is Regionalism a Promising Path to Address Global Challenges?*

In an increasingly interconnected world, issues related to regionalism and economic cooperation are gaining growing importance. Global challenges such as climate change, poverty, and inequality require innovative and coordinated responses. Economic regionalism presents itself as a transformative potential, capable of addressing these issues while strengthening ties between nations.

This second edition of the Student Conference took place in two sessions: on May 15, 2024, at Université Laval in Quebec, and on May 30, 2024, at FTU in Hanoi. We had the privilege of welcoming students and speakers from diverse geographical and disciplinary backgrounds, enriching the event with a wide range of perspectives and expertise. The discussions and analyses covered topics such as regional trade agreements, emerging forms of economic regionalism, and regional trade policies, along with their socio-economic impacts.

Founded at Université Laval in 2022, the NEME Chair is committed to advancing research and the study of global economic and legal issues. Our mission is to expand the frontiers of knowledge and foster international dialogue on these critical topics. The collaboration with FTU in Hanoi (Vietnam) for this edition underscores our dedication to promoting international cooperation in research and education.

We would like to express our deep gratitude to the members of the jury who contributed to evaluating and commenting on the submitted papers. Their expertise has greatly enriched the quality of the works presented. The jury members for the session in Quebec were: Mr. Yan Cimon and Mr. Érick Duchesne, professors at Université Laval; Ms. Laurence Marquis, professor at Université de Sherbrooke; Mr. Nguyen Ngoc Ha, professor at FTU; Mr. Jocelyn Tremblay, Advisor for Institutional Affairs at the Quebec Ministry of International Relations and Francophonie (MRIF); Mr. Maxence Messier, Trade Policy Advisor at the Quebec Ministry of Economy, Innovation, and Energy (MEIE); and Mr. Charles Codère, postdoctoral researcher at the NEME Chair. For the session in Hanoi, the jury members were: Mr. Ha Cong Anh Bao, Mr. Nguyen Ngoc Ha, Ms. Nguyen Thi Quynh Yen, Ms. Hoang Ngoc Thuan, Ms. Nguyen Minh Hang, and Ms. Vu Kim Ngan, professors at FTU; Ms. Dang Thi Thuy, expert at the Vietnamese Ministry of Finance; Ms. Ly Van Anh, Deputy Director of the NEME Chair; Ms. Bui Thu Ha, Oxfam expert; Mr. Nguyen Duy Hieu, Mr. Nguyen Quang Ngoc, and Mr. Nguyen Trung Nam, lawyers.

We also extend our sincere thanks to the Faculty of Law at Université Laval and the Faculty of Law at FTU for their invaluable support in organizing this conference. Thanks to their academic and administrative

infrastructures, as well as the dedication of their members, these two faculties played a crucial role in the logistics and coordination of the event. Furthermore, the financial and scientific support from the Quebec ministries (MEIE and MRIF) helped anchor the student conference in a pragmatic and forward-looking perspective, fostering a global dialogue to address the complex challenges of our time. This multidimensional support not only contributed to the event's success but also created new opportunities for young researchers and academics from diverse backgrounds.

Through these partnerships, we were able to create a dynamic space for dialogue, encouraging knowledge exchange and the development of academic and professional networks. It is in this spirit of cooperation and mutual support that we provided participants with a formative and inspiring experience, reinforcing our commitment to academic excellence and collaborative research.

Finally, we extend our heartfelt thanks to Séréna Ortigosa Fernandez, a doctoral candidate at the NEME Chair, for her outstanding work in reviewing the chapters.

We hope that this collective volume, bringing together the contributions of participating students, will enrich reflections on economic regionalism in a world of diverse geopolitical dynamics. May this publication serve as a platform for future debates and research, inspiring new avenues to address the global challenges we face.

Quebec – Hanoi, 2024

Introduction

LY VAN ANH

Dans un contexte mondial marqué par des crises économiques, environnementales et géopolitiques, la question des frontières économiques et des mécanismes de coopération internationale devient de plus en plus complexe. Les structures multilatérales classiques, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ne sont plus capables à elles seules de répondre efficacement aux enjeux contemporains. Face à cette situation, le régionalisme, qui promeut des accords commerciaux au sein de groupes géographiques spécifiques, est de plus en plus perçu comme une alternative pour répondre aux enjeux globaux.

Le régionalisme, en tant que phénomène, n'est pas nouveau, mais il prend une dimension accrue dans un monde où les défis transnationaux exigent des réponses collectives mais souvent adaptées aux particularités locales. La multiplication des accords commerciaux régionaux (ACR) ces dernières décennies a permis d'esquisser un modèle qui combine la nécessité de renforcer les relations économiques entre voisins, tout en répondant aux enjeux mondiaux comme la durabilité environnementale, la régulation des nouvelles technologies ou encore les enjeux de la gouvernance mondiale.

L'un des principaux moteurs de ce mouvement régionaliste réside dans la recherche d'une réponse plus rapide et plus ciblée aux problèmes communs, en particulier dans des domaines tels que la régulation des flux commerciaux, la protection de l'environnement,

et l'intégration des nouvelles puissances économiques. Dans ce cadre, les pays cherchent à renforcer leur compétitivité tout en relevant les défis posés par l'instabilité géopolitique et les crises environnementales. Les accords régionaux, en facilitant des compromis à une échelle géographique plus restreinte, peuvent ainsi offrir des solutions plus adaptées aux besoins spécifiques des pays participants, tout en créant des ponts vers une coopération plus large.

Cependant, cette dynamique régionale pose également la question de sa compatibilité avec le système multilatéral en place, notamment en ce qui concerne la non-discrimination et l'équité entre les pays. Les accords régionaux, tout en répondant à des besoins immédiats, peuvent parfois créer des disparités et des tensions avec les principes de l'OMC, qui défendent un libre-échange sans distinction entre les partenaires. Cela soulève des interrogations sur la viabilité à long terme de ce modèle, dans un contexte où la mondialisation exige une coopération de plus en plus inclusive.

Régionalisme et multilatéralisme: convergence ou divergence pour l'avenir du commerce global?

Mathilde Cloutier, Joshua Morvan et *Ilona Mennini* s'efforcent de démêler la relation complexe entre les ACR et l'OMC, cherchant à découvrir un équilibre délicat qu'ils qualifient de « Grinch économique ». Les auteurs examinent comment les ACR, tout en respectant certains principes du multilatéralisme, dérogent néanmoins à la règle fondamentale de non-discrimination de l'OMC, soulevant ainsi des questions sur leur impact potentiel sur l'intégrité du système commercial mondial. Ils analysent également les politiques protectionnistes

émergentes, telles que les droits de douane unilatéraux, et proposent une réflexion sur la manière de maintenir un équilibre entre ces deux systèmes en constante évolution. Selon eux, loin d'être incompatibles, le régionalisme et le multilatéralisme peuvent se compléter, à condition que des politiques commerciales ambitieuses et adaptées soient mises en œuvre.

En raison de l'incapacité du multilatéralisme à promouvoir un progrès réel dans la lutte contre le changement climatique, l'Union européenne (UE) se positionne en pionnière avec l'introduction du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (*Carbon Border Ajustment Mechanism* – CBAM). Destiné à contrôler les émissions de carbone grâce à des mesures tarifaires applicables à la frontière, le CBAM s'inscrit dans un ensemble des politiques environnementales ambitieuses de l'UE. Toutefois, sa compatibilité avec les règles de l'OMC, notamment en ce qui concerne les principes de non-discrimination et le traitement spécial des pays en développement, soulève des débats importants. À ce sujet, *Huynh Duc Ngoc Anh* analyse et questionne ses répercussions sur le commerce mondial.

Les interactions entre multilatéralisme et régionalisme sont examinées plus spécifiquement dans le domaine du commerce électronique par *Bui Thi Kim Hong, Le Thu Trang* et *Nguyen Hoang Mai*. L'évolution du commerce électronique, un secteur en plein essor, redéfinit les relations commerciales mondiales. Le Partenariat régional économique global (RCEP), signé en 2020, inclut des dispositions spécifiques sur le commerce électronique. Les auteures évaluent l'impact de ces engagements sur l'économie mondiale, mettant en lumière les opportunités offertes par la numérisation, mais aussi les défis rencontrés par certains pays en développement, notamment le manque d'infrastructure

numérique et l'harmonisation des régulations. Elles examinent aussi les pistes d'amélioration de ces dispositions pour renforcer l'efficacité du RCEP, tout en favorisant une intégration numérique mondiale.

Régionalisme et enjeux géopolitiques : entre commerce, pouvoir et stratégies d'intégration

Dans un monde de plus en plus interconnecté, les dynamiques de régionalisme et d'intégration économique sont devenues des éléments clés dans la définition des politiques commerciales mondiales. Le régionalisme économique peut s'inscrire et être appréhendé dans différents contextes géopolitiques.

Marie-Joséphine Affoué Kadjo analyse les coalitions régionales à l'OMC dans les négociations agricoles, telles que le Coton-4, le G-20 et le Cairns. Ces groupes, majoritairement composés de pays en développement, visent à réformer un système de subventions agricoles favorable aux grandes économies développées. Le Coton-4 montre comment le régionalisme peut être un levier diplomatique pour défendre des intérêts communs, comme l'accès équitable aux marchés. L'auteure souligne que ces coalitions permettent de mutualiser les ressources et de proposer des solutions concrètes pour l'avenir du secteur, tout en révélant les tensions entre impératifs économiques locaux et engagements multilatéraux, illustrant l'interdépendance complexe entre régionalisme et multilatéralisme.

Dans l'étude de *Sébastien Marcel Moutou-Nkounkou*, le régionalisme économique joue également un rôle clé dans la gestion des crises politiques, comme le montre l'exemple de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Depuis sa création,

cette organisation régionale a étendu ses missions à la gestion des crises, notamment avec l'Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group (ECOMOG). Cependant, sa crise de crédibilité depuis 2020 soulève des questions sur la pertinence de son rôle politique. Certains prônent un recentrage sur la gouvernance économique, tout en renforçant ses capacités politiques impartiales. Ce débat met en lumière les tensions entre ambitions politiques et réalités économiques des États membres, et la nécessité pour la CEDEAO de préserver son autonomie face aux influences extérieures.

Enfin, pour *Nguyen Minh Anh* et *Dinh Thao Nguyen*, l'ASEAN illustre un modèle de régionalisme économique original dans un contexte de mondialisation. L'ASEAN a consolidé ses liens économiques, notamment avec le RCEP, l'un des plus grands accords de libre-échange mondiaux. Cependant, l'intégration économique au sein de cette organisation se heurte à des défis, notamment les disparités de développement et d'infrastructures. Le principal défi pour l'Association est d'intégrer ses membres dans un marché unique tout en tenant compte des besoins des pays en développement et en maximisant les bénéfices de la numérisation. L'ASEAN doit aussi préserver son autonomie stratégique face aux grandes puissances dans un environnement mondial de plus en plus complexe.

Régionalisme et développement : stratégies d'intégration pour une croissance globale durable

L'intégration économique régionale peut-elle jouer un rôle actif dans la construction des systèmes économiques durables? Plusieurs études mettent en lumière

les défis et les opportunités que représentent ces stratégies d'intégration dans différentes régions du monde.

L'ASEAN, en pleine transformation numérique, fait face à des défis importants en raison de la diversité des législations nationales sur les données. *Dinh Ton Minh Duc* et *Vu Phuong Linh* étudient les approches internationales pour l'harmonisation de la réglementation des données et proposent des recommandations pour le cadre de l'économie numérique de l'ASEAN. L'accord-cadre sur l'économie numérique de l'ASEAN (DEFA) négocié en 2023 vise à faciliter les flux transfrontaliers de données tout en garantissant la protection des données. Les auteurs comparent les cadres de gouvernance des données des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne avec ceux de l'ASEAN et offrent des recommandations pour aligner la réglementation des données de l'ASEAN sur ses besoins régionaux.

Concernant l'Afrique, *François Junior Eze'e Atanga Mballa* analyse les défis de l'intégration économique régionale à travers l'encadrement du règlement des différends de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Bien que cette zone de libre-échange représente un progrès majeur pour l'intégration africaine, son mécanisme hybride de règlement des différends présente des faiblesses. Après avoir constaté que la ZLECAf souffre des chevauchements juridiques et des conflits de juridiction, l'auteur propose une réforme du mécanisme pour surmonter ces obstacles et renforcer l'intégration économique du continent.

Dans le domaine du commerce international, l'incorporation de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans les accords de libre-échange soulève de nombreuses questions. *Vu Phuong Mai, Vu Nguyen Hoai Anh* et *Nguyen Chau Giang* explorent cette tendance et son impact sur le système commercial multilatéral.

Bien que l'OMC ne dispose pas d'un mandat clair pour promouvoir un agenda mondial de RSE, l'intégration de la RSE dans les accords commerciaux pourrait influencer les systèmes commerciaux multilatéraux. Les auteurs évaluent si l'OMC pourrait incorporer des règles contraignantes de RSE dans ses accords multilatéraux, en tirant des enseignements des accords de libre-échange existants.

Enfin, *Pham Trong Anh, Pham Minh Anh* et *Nguyen Thi Thu Nga* examinent l'impact des initiatives régionales dans la lutte contre la pauvreté au Vietnam, notamment la Vision de la Communauté de l'ASEAN et le Plan d'action national. Leur étude montre que ces initiatives ont eu des impacts positifs sur les groupes vulnérables, mais qu'elles ne tiennent pas suffisamment compte des disparités entre les pays. Les auteures évaluent l'efficacité de ces solutions et proposent des recommandations pour améliorer leur impact économique et social.

Régionalisme et enjeux environnementaux : vers une intégration écologique des accords commerciaux

L'intégration des enjeux environnementaux dans les accords commerciaux est devenue essentielle pour répondre aux défis mondiaux du développement durable. *Carla Gomez* analyse l'interaction entre les différents enjeux de développement durable et de commerce au sein des accords de libre-échange, montrant qu'au départ, l'objectif des accords commerciaux était la libéralisation des économies. Cependant, ces dernières années, on constate une tendance croissante à inclure les enjeux environnementaux, sociaux et culturels, signalant une prise de conscience des liens entre

ces domaines et de leur impact mutuel. Cette transition est désignée par l'auteure sous le terme « *from freeing trade to greening trade* ».

Dans une étude centrée sur l'Union européenne, *Nguyen Thi Mai Anh* et *Le Thi Thanh Tam* explorent comment les accords de libre-échange peuvent être utilisés pour renforcer l'action climatique mondiale. Elles examinent l'inclusion de chapitres environnementaux dans ces accords, soulignant l'importance des engagements contraignants, des objectifs mesurables et des incitations commerciales pour promouvoir des pratiques écologiques. L'analyse met en lumière des mécanismes de transfert de technologies et des procédures de règlement des différends, offrant des recommandations pour faire des accords commerciaux des instruments efficaces pour la durabilité et la lutte contre le changement climatique.

La question des « réfugiés climatiques » en Asie du Sud-Est, où la montée des eaux et les événements climatiques extrêmes posent des risques accrus, est centrale dans l'étude de *Ta Khanh-Linh*. En soulignant les lacunes réglementaires concernant la protection de ces réfugiés, l'auteure explore l'application des politiques de migration liées au climat et des cadres juridiques sur les droits de l'homme pour améliorer la gouvernance régionale. Cette analyse met en lumière les défis de la région face à la migration climatique et les opportunités de renforcer la protection des personnes déplacées.

Portant également sur le CBAM de l'UE, l'étude de *Nguyen Thu Hien* et *Nguyen Hai Anh* se concentre sur une étude de cas spécifique, à savoir le secteur des engrais au Vietnam, confronté aux exigences de l'UE. L'impact de la transition vers des pratiques plus écologiques, notamment en raison de l'utilisation de technologies obsolètes et de niveaux d'émissions élevés,

recommande des investissements dans des technologies plus propres, une amélioration des rapports sur les émissions et une collaboration internationale pour garantir la durabilité du secteur tout en respectant les normes environnementales mondiales.

Nouvelles approches, nouveaux horizons : pour un régionalisme renouvelé

L'évolution des accords régionaux dans divers domaines économiques, tels que le commerce et les investissements, témoigne de l'importance croissante de la régionalisation dans un contexte global marqué par l'impasse multilatérale. Les approches émergentes redéfinissent les équilibres commerciaux et ouvrent de nouvelles perspectives pour la coopération entre blocs régionaux. Cette évolution s'accompagne des défis complexes, notamment l'intégration de normes non commerciales et la nécessité de concilier développement économique et durabilité.

Depuis les années 2010, le régionalisme en matière de protection des investissements étrangers a pris de l'ampleur avec l'apparition d'accords régionaux dits « méga-régionaux », qui remettent en cause le modèle bilatéral. *Paul Uranga* explore cette transition et son impact sur le cadre international des investissements, identifiant les promesses de réforme des normes de protection, mais aussi les imperfections liées à la superposition des traités bilatéraux et régionaux, ce qui rend le système plus complexe et incertain pour les investisseurs.

Le régionalisme évolue également vers des accords entre blocs régionaux. *Leidy Natalia Serrano Burbano* analyse l'accord historique conclu en 2019 entre

l'Union européenne et le Mercosur, le premier de ce type. Elle met en lumière le potentiel économique de cet accord, ainsi que son caractère innovant, intégrant des enjeux sociaux et environnementaux. Cependant, l'auteure souligne les résistances politiques qui ont empêché une conclusion définitive, illustrant les difficultés propres aux négociations entre deux blocs régionaux aux niveaux d'intégration variés.

En explorant la coopération inter-régionale, *Andréa Phonsavanh Simonnet* se penche sur l'encadrement et les opportunités de commerce des insectes comestibles entre l'UE et l'Asie. L'UE, en réglementant la mise sur le marché des insectes comme nouvelle denrée alimentaire, ouvre des opportunités pour l'industrie du sud-est asiatique. Toutefois, des obstacles liés à l'informalité de l'industrie dans certaines régions subsistent, nécessitant des régulations plus harmonisées pour une meilleure intégration dans le commerce international.

Pour conclure, les enjeux variés du régionalisme sont examinés par les auteur.e.s à travers une analyse approfondie de ses multiples dimensions. Cette exploration met en lumière les différentes facettes du régionalisme, notamment ses capacités à répondre aux défis économiques, environnementaux et géopolitiques, tout en interagissant avec les structures multilatérales existantes. En explorant comment ces interactions peuvent à la fois renforcer et fragiliser l'ordre multilatéral, selon les contextes et les acteurs impliqués, et en s'appuyant sur des études de cas pertinentes, les jeunes chercheurs proposent des pistes de réflexion sur l'avenir du régionalisme et son rôle dans la construction d'une gouvernance mondiale plus inclusive et adaptable. Ces perspectives offrent des avenues pour mieux articuler les niveaux régional et global, afin de relever les défis mondiaux de manière coordonnée et efficace.

Chapitre I. Régionalisme et multilatéralisme

●

Chapter I. Regionalism and Multilateralism

Le grinch économique

Démêler les ACR et l'OMC, un équilibre délicat entre régionalisme et multilatéralisme

Mathilde CLOUTIER, Josuha MORVAN et Ilona MENNINI

Résumé

L'un des principes fondamentaux de l'OMC est la non-discrimination. Les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont ainsi engagés, en général, à ne pas favoriser un partenaire commercial par rapport à un autre. Or, les accords commerciaux régionaux (ACR) constituent une exception à cette règle. L'étroite relation entre les ACR et le système commercial multilatéral de l'OMC n'est pas un phénomène nouveau. Au cours des 60 dernières années, et plus particulièrement depuis la fin de la Guerre froide à la fin des années 1980, le nombre d'ACR en vigueur a augmenté de façon exponentielle. Toutefois, certains estiment que le régime commercial libéral pourrait être mis à mal par les gouvernements nationaux qui reviendraient à des mesures protectionnistes, telles que la mise en place de droits de douane unilatéraux, comme les États-Unis l'ont annoncé pour l'acier et l'aluminium ces dernières années. Étant donné le risque de voir la légitimité du libre-échange s'affaiblir en raison de l'incapacité des États à s'accorder sur des enjeux majeurs, il est essentiel que les États poursuivent des politiques ambitieuses en matière d'accords commerciaux, non seulement pour

les bénéfices économiques futurs qu'ils promettent, mais aussi pour leur rôle de stabilisateur face à une potentielle escalade des tensions commerciales.
Mots–clés : ACR, OMC, protectionnisme, système multilatéral.

Abstract

One of the fundamental principles of the WTO is non-discrimination. Members of the World Trade Organization (WTO) are generally committed to not favoring one trading partner over another. Regional Trade Agreements (RTAs) are an exception to this rule. The close relationship between RTAs and the WTO multilateral trading system is not a new phenomenon. Over the past 60 years, and particularly since the end of the Cold War in the late 1980s, the number of RTAs in force has grown exponentially. However, some believe that the liberal trade regime could be undermined by national governments reverting to protectionist measures, such as the introduction of unilateral tariffs, as the USA has announced for steel and aluminum in recent years. Bearing in mind that the legitimacy of free trade may be weakened by the inability of states to agree on issues, it is imperative that states pursue ambitious trade agreement policies not just for the expected future economic benefits, but for their role in the event of widespread trade escalation.
Keywords: RTA, WTO, protectionism, multilateral system.

En 2001, le Communiqué ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concluait que « les accords commerciaux

préférentiels compatibles avec les règles de l'OMC [pouvaient] compléter, mais ne sauraient remplacer les règles multilatérales cohérentes et la libéralisation multilatérale progressive » [1]. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le système commercial multilatéral est apparu aux yeux des États comme la solution pour maintenir une paix durable. Cette idée a abouti à la signature de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)[2].

Par la suite, le système multilatéral de l'OMC a pendant longtemps été considéré comme le meilleur système de régulation du commerce international. Cependant, de nombreuses défaillances, notamment au niveau des négociations, ont démontré la difficulté des États à trouver des accords au niveau multilatéral. C'est avec l'échec du cycle de Doha en 2001 que certains membres de l'OMC, notamment l'UE, se sont tournés vers la négociation d'accords commerciaux régionaux, d'où la multiplication des ACR.

En décembre 2023, l'OMC enregistre 361 ACR en vigueur[3]. Ce phénomène ne peut donc pas être ignoré et montre l'intérêt grandissant des États pour ce type d'accords. Cela conduit inévitablement à la question de leur imbrication avec le système multilatéral : *les ACR sont-ils un obstacle au commerce multilatéral ?* L'augmentation considérable des ACR a eu pour conséquences d'entraîner de nouvelles problématiques pour le commerce international, telles que l'augmentation de l'incohérence, l'accentuation de la fragmentation du système commercial multilatéral. Il faut reconnaître cependant

1 OCDE, *Le régionalisme et le système commercial multilatéral*, Paris, OCDE, 2003.

2 *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 30 octobre 1947, 58 RTNU 187 (entrée en vigueur : 1er janvier 1948) [GATT de 1947].

3 OMC, *Base de données sur les accords commerciaux régionaux*.

teseopress.com

que ces derniers n'ont pas engendré que des difficultés et peuvent même servir de tremplin pour résoudre les crises du multilatéralisme, que ce soit par leur contenu normatif approfondi ou par leur cadre de négociation facilité. *In fine*, l'augmentation exponentielle des ACR illustre la nécessité de symbiose entre ces accords et l'OMC.

Cet article étudiera, dans un premier temps, l'impact négatif de la prolifération des ACR sur les relations commerciales (1), puis, dans un second temps, la volonté d'une complémentarité entre ACR et OMC bénéfique au commerce (2).

1. L'impact négatif de l'augmentation des ACR sur les relations commerciales

Durant ces dernières années, il a été possible d'observer une multiplication importante de l'adoption d'ACR entre les États[4]. Toutefois, cette augmentation engendre aussi un impact négatif sur le commerce international [5]. Cet impact s'articule notamment autour d'une absence de cohérence aussi bien entre les ACR, qu'au sein même de ceux-ci (1.1). Mais il est également possible de noter la survenance de cet impact par l'apparition d'une forme de protectionnisme par le biais des ACR (1.2).

1.1. Une absence effective de cohérence

L'existence même des ACR engendre une absence de cohérence entre les régimes juridiques qui y sont insérés. En effet, il est possible d'observer une hétérogénéité

4 *Ibid*.

5 Stéphane Paquin, *Introduction à l'économie politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2021 à la p 120.

des réglementations aussi bien entre les ACR qu'à l'intérieur même de ceux-ci (1.1.1). Cela s'étend également aux possibilités de recours, ce qui peut alors engendrer des désaccords entre les juridictions des ACR et de l'OMC (1.1.2).

1.1.1. L'hétérogénéité de la réglementation produite par les ACR

Aujourd'hui les ACR sont particulièrement prolifiques au niveau international et viennent encadrer une grande partie des échanges entre les États. Il n'est pas rare qu'une même entité soit partie à plusieurs ACR simultanément, avec des pays différen ts[6]. C'est par exemple le cas de l'Union européenne qui a signé l'AECG avec le Canada, mais qui est également partie aux accords de libre-échange avec le Japon[7], avec Singapour[8] et avec plusieurs autres pays. Le Canada, lui-même, est signataire de 13 accords de libre-échange avec 65 pays, dont l'AECG et le PTPGP. Ce dernier est signé entre le Canada et des pays de l'Indo-Pacifique, ce qui inclut Singapour et le Japon. Cette grande quantité d'accords entraîne en conséquence une grande diversité de régimes juridiques. Bien qu'il puisse exister des points communs dans ses accords, il n'en demeure pas moins que des différences existent au sein des normes qui y sont introduites. Cette multiplicité peut notamment s'expliquer par le fait que chaque État souhaite

6 Laurence Dubin, « Accords commerciaux préférentiels » dans Dominique Carreau, Paul Lagarde et Hervé Synvet, dir, *Répertoire de droit international*, Paris, Dalloz, 2017.

7 *Accord de partenariat économique UE-Japon*, Japon et Union européenne, 17 juillet 2018, RTUN I-56661 L 330/3, (entrée en vigueur : 1er février 2019).

8 *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour*, Singapour et Union européenne, 19 octobre 2018, JOUE L 294/3, (entrée en vigueur : 21 novembre 2019).

teseopress.com

faire valoir ses propres intérêts au sein de l'accord. Toutefois, les trop grandes distinctions de régimes juridiques, accentué es par la prolifération importante des ACR, entraînent également une complexification des relations commerciales internationales[9]. Cela engendre une explosion des ACR hétérogènes sur la scène internationale, nécessitant alors un vrai travail de démêlage pour appliquer un accord sans faire défaut à un autre. L'économiste Jadish Bhagwatti a appelé ce phénomène d'explosion des ACR hétérogènes le bol de spaghetti[10].

Cette théorie du bol de spaghetti s'incarne au travers du nombre important de règles d'origine au sein des ACR[11]. Les règles d'origines sont des règles qui permettent de déterminer l'origine d'un produit, afin de décider si ce produit peut bénéficier du tarif préférentiel accordé dans l'ACR où elles sont insérées[12]. En effet, un ACR est signé entre deux ou plusieurs États membres qui s'entendent notamment pour accorder aux produits qui proviennent de ces États un traitement particulier. Ainsi, si le produit n'est pas originaire d'un des États membres, il ne peut pas bénéficier du tarif préférentiel. Un exemple de règle d'origine peut être observé à l'article 2 du Protocole sur les règles d'origine de l'AECG qui dispose qu'il faut que le produit réponde à une des trois conditions alternatives selon qu'il soit obtenu directement sur le territoire d'une partie, confectionné par des matériaux issus du territoire d'un État partie à l'accord ou qu'il réponde aux règles d'origine spécifique. Si ces règles, notamment

9 Jean-Marc Siroën, « Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha : les leçons d'un échec annoncé », (2011) 16 Négociations 9.

10 Jagdish N. Bhagwati, *US trade policy: the infatuation with FTAs*, New York, Columbia University, 1995.

11 *Dubin*, *supra* note 6.

12 *Paquin*, *supra* note 5.

les règles d'origine spécifiques, peuvent apparaître de prime abord difficiles à cerner, cela est d'autant plus compliqué lorsque les règles d'origine ne sont pas harmonisées entre les ACR[13]. Prenons l'exemple des règles d'origines spécifiques du PTPGP et de l'AECG portant sur les produits classés au chapitre 7 du système harmonisé. Les règles d'origines spécifiques de ce chapitre prévoient de déterminer l'origine d'un produit selon son changement de ligne. Il semble donc y avoir un point commun. Toutefois, l'AECG impose, en plus du critère de changement de ligne, de prendre en compte des critères supplémentaires. Pour deux mêmes produits, il apparaît qu'une entreprise canadienne devra analyser avec précision selon l'État avec qui elle va traiter. Cela pourrait alors représenter un obstacle aux relations commerciales en raison d'une absence de sécurité juridique et de prévisibilité du droit[14].

La différence est également observée au sein des accords même, en particulier ceux qui comptent un grand nombre de membres, comme le PTPGP, qui réunit 11 parties. Ainsi, au sein du PTPGP, il est possible d'observer, par exemple, dans le chapitre 2, des mesures proprement applicables à chaque État membre. De même, les annexes prévoient des règles différentes. Un autre exemple concerne l'ACEUM, dont l'annexe 2-C du Chapitre 2 prévoit des règles spécifiques qui ne s'appliquent qu'entre les États-Unis et le Mexique. Le contenu même des accords n'échappe donc pas à l'hétérogénéité.

En somme, l'augmentation des ACR ces dernières années entraîne une hétérogénéité importante des règles, ce qui empêche l'uniformisation des régimes

13 Alan Hervé, « Accords de libre-échange » J-cl Eur Traité, Paris, LexisNexis, 2022 au fascicule 2360.

14 *Dubin*, *supra* note 6.

juridiques. Cela a un impact direct sur le commerce international, qui se retrouve en proie à des règles et interprétations variées selon l'ACR en question[15]. L'impact se fait également sentir sur les États, qui doivent se conformer à des règles différentes pour leur propre marché.

1.1.2. Le risque de conflits entre les juridictions des ACR et de l'OMC

Chaque ACR contient en général un ou plusieurs chapitres relatifs aux règlements des différends. De prime abord, ces chapitres ne semblent pas poser de problème, car une différence d'interprétation entre deux accords contenant des normes différentes n'est pas en soi un problème sur le plan juridictionnel. Pourtant, un conflit peut naître lorsque les États parties à un ACR sont également Membres de l'OMC. Il se peut que, dans le cadre d'un différend résultant d'un ACR, les Parties qui sont également membres de l'OMC se tournent vers cette institution pour résoudre leur litige, si cette possibilité existe[16]. Il y aurait alors un risque de conflit dans l'interprétation des normes, ce qui pourrait affecter la solution finale de ce litige[17]. Le juriste Klaus Bodemer avait d'ailleurs considéré que la détermination de solutions différentes à des questions similaires soulevées dans un même accord pouvait survenir en raison de l'existence du système de règlement des différends au sein de l'OMC[18].

---

15 *Bhagwati*, *supra* note 10.
16 *Dubin*, *supra* note 6.
17 *Ibid*.
18 Klaus Bodemer, « Le règlement des différends » dans Marie-Françoise Durand, Paolo Giordano et Alfredo Valladão, dir, *Vers*

Dans la plupart des ACR, les États ont la possibilité de choisir entre le mécanisme de règlement des différends à l'OMC ou d'autres mécanismes de règlement des différends prévus dans l'accord. Il est possible de citer comme exemple l'article 31.3 de l'ACEUM ou l'article 1 du Protocole d'Olivos qui régit le règlement des différends au sein du MERCOSUR[19]. Il apparaît donc que, pour éviter qu'une solution différente puisse être donnée pour un même litige, il faut pouvoir limiter le choix des parties[20]. Toutefois, même en présence d'une telle limitation, un problème peut survenir lorsque le Groupe spécial formé à l'OMC se déclare compétent en dépit d'une précédente procédure devant un autre mécanisme de règlement des différends. Ce problème a été relevé par la juriste Laurence Dubin[21]. Dans cette affaire, une première procédure avait été entamée devant le tribunal arbitral du MERCOSUR. À la fin de celle-ci, le Brésil avait été débouté. Malgré la solution rendue, le Brésil a quand même ouvert, par la suite, une procédure devant le système de règlement des différends de l'OMC pour le même litige. L'Argentine se défendit en faisant valoir que le litige avait déjà été solutionné lors d'une précédente procédure. De même, il était prévu dans le Protocole d'Olivos une clause d'exclusion qui indique qu'une fois l'instance choisie, il n'est plus possible de soulever le même litige devant une autre instance. Pourtant, l'argumentaire de l'Argentine

---

un accord entre l'Europe et le Mercosur, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

19 *Traité relatif à la création d'un Marché commun (Traité d'Asunción) entre la République argentine, la République fédérative du Brésil, la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay*, 26 mars 1991, 2140 RTNU 37341, (entrée en vigueur : 29 novembre 1991) [MERCOSUR].

20 *Ibid*.

21 *Dubin*, *supra* note 6.

teseopress.com

ne fut pas retenu par les membres du Groupe spécial[22]. En l'espèce, bien qu'il ne soit pas ici question d'un accord de libre-échange, mais d'un accord d'intégration économique, cet exemple démontre bien que les limitations qui peuvent être prévues dans les accords ont leurs propres limites. Cela pourrait représenter un obstacle aux relations commerciales en raison d'une absence de prévisibilité.

En outre, un problème peut également survenir dans l'interprétation des normes, même dans le cas où il n'est pas question d'un même litige. Un tel problème a de nouveau été relevé par la juriste Dubin[23] au travers de deux décisions. La première décision a été rendue par un Groupe spécial au sein de l'OMC et la seconde par le tribunal arbitral du MERCOSUR. Les deux décisions concernaient la possibilité pour une partie au MERCOSUR de prendre des mesures de sauvegardes par rapport à l'interprétation de l'article XXIV du GATT. Dans le cadre de l'OMC, le Groupe spécial avait rejeté l'interprétation de l'article XXIV qui a été avancé par l'Argentine. Il avait considéré que, même si l'article n'habilite pas expressément les parties à pouvoir recourir à des mesures de sauvegardes, il ne leur interdit pas non plus la possibilité de le faire. L'interprétation de l'article n'empêche donc pas l'Argentine d'appliquer des mesures de sauvegardes à d'autres États parties du MERCOSUR[24]. Par la suite, dans le cadre d'un litige devant le tribunal du MERCOSUR, l'Argentine a repris l'interprétation présentée par le Groupe

22 *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil* (2003), OMC Doc WT/DS241/R (Rapport du Groupe spécial).

23 *Dubin, supra* note 6.

24 *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* (1999), OMC Doc WT/DS121/R (Rapport du Groupe spécial).

teseopress.com

spécial. Toutefois, celle-ci a été rejetée par le tribunal. Celui-ci a considéré que les mesures de sauvegarde n'étant pas prévues dans l'article XXIV, l'Argentine ne peut appliquer de telles mesures dans ses échanges avec un autre État partie du MERCOSUR. Pour un même domaine et un même article, deux interprétations différentes avaient donc été apportées en même pas un an entre les deux affaires.

Ainsi, un risque de conflit dans l'interprétation des normes entre les juridictions de l'OMC et celles des ACR persiste.

1.2. L'apparition d'une forme de protectionnisme

Avec la création de l'OMC en 1995, une vision pyramidale de la structure du système commercial international a placé le multilatéralisme au sommet, suivi du régionalisme au centre et à la base de la structure, les politiques commerciales et économiques nationales de chaque État membre[25]. Or, dans la récente décennie, cette règle fut chamboulée avec la prolifération des ACR agissant à titre de *modus operandi* pour la libéralisation du commerce[26]. Le revers de la médaille peut désormais être observé, car de nombreux États, face à cette ouverture de marché, ont maintenant recours à des mesures protectionnistes, notamment afin de concilier leurs intérêts nationaux dans un premier temps. Ce protectionnisme occasionné par les conjonctures du système commercial international a également pour effet la création de discrimination entre les acteurs prenant part à l'OMC et ceux du spectre du régionalisme.

---

25 Rafael Leal-Arcas, « Proliferation of Regional Trade Agreements: Complementing or Supplanting Multilateralism? » (2011) 11:2 Chicago J of Intl L 1.

26 *Ibid*.

1.2.1. La difficulté de concilier les intérêts de chaque État

Tout d'abord, les États se tournent vers les accords commerciaux régionaux afin de discuter d'enjeux qu'ils partagent. Ils désirent encadrer les marches à suivre concernant cette vision commune en inscrivant des règles au sein d'accords. Les ACR sont le parfait véhicule afin de conduire tant à la création de commerce qu'au détournement de commerce [27]. L'idéal est la création de commerce par un simple avantage comparatif. Or, lorsque les États se retournent vers les ACR afin de discuter de leurs intérêts, il y a un fort risque de détournement des échanges si, en raison de l'ACR, les membres délaissent la production à faible coût dans le reste du monde et importent davantage de produits provenant de producteurs à coût plus élevé dans les pays partenaires[28]. Concrètement, « lorsque l'effet de distorsion des échanges est prédominant, l'un au moins des pays membres est forcément lésé, les deux combinés subissent un préjudice net, et il y a préjudice pour le monde extérieur et pour le monde en général »[29]. À titre d'exemple, le Partenariat économique régional global (RCEP) constitue le plus grand bloc de libre-échange au monde avec 30 % de la population mondiale et 30 % du PIB mondial[30]. Plusieurs se félicitent de cet accord, puisqu'il rend compte d'une certaine centralité dans la région au lieu d'avoir pris la décision de se rallier avec l'un des pôles d'alliance – soit la Chine ou les États-Unis. Le RCEP permet également aux signataires de s'aligner sur les enjeux en Asie-Pacifique et d'appréhender les défis communs de la région. Le RCEP est unique lorsque comparé

27 Abhinav Surana, « RTA as a building block to multilateralism – Arguments for and Against » (2005) SSRN 6.

28 *Ibid*.

29 *Ibid* à la p 7.

30 Ministère de l'économie, des finances et de la relance, Direction général du Trésor, *RCEP et CPTPP : quelles retombées économiques pour le Vietnam ?* (2022).

à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)[31] ou à l'Accord économique et commercial global (AECG) [32], du fait que ces deux ACR comportent moins d'acteurs et les acteurs sont davantage du même spectre politique. En effet, le stéréotype de l'ACR est qu'il vise souvent à établir des alliances stratégiques ou politiques plutôt que de libéraliser les échanges[33]. Or, cette affirmation ne doit pas être généralisée. Finalement, sans réelle surveillance, le régionalisme pourrait déboucher sur un monde commercial à trois blocs (États-Unis, Europe et Asie) et sur des guerres commerciales transatlantiques potentielles[34]. C'est pourquoi il faut surveiller la multiplication de ces ACR de près car, contrairement au multilatéralisme, ici les États ne sont pas liés aux mêmes règles. Aujourd'hui, les pressions protectionnistes sur les ACR sont bien réelles. En concluant des accords avec des pays aux vues similaires, les États visent très probablement, avant tout, à protéger leurs marchés. Cet appui marqué pour les ACR est, entre autres, le résultat du cycle de Doha pour le développement de l'Organisation mondiale du commerce qui est au point mort [35]. En effet, les ACR sont devenus un instrument de plus en plus populaire pour favoriser les objectifs de chaque État ainsi que la coopération et l'intégration économique internationales[36].

La renégociation de l'ALÉNA illustre des prémisses d'un ACR qui a pour but de gérer le commerce entre des

---

31 *Accord Canada-États-Unis-Mexique*, Canada, États-Unis et Mexique, 10 décembre 2019, RT Can 2020 n° 5 (entrée en vigueur : 1er juillet 2020) [ACEUM].

32 *Accord économique et commercial global*, Canada et Union européenne, 30 octobre 2016, (entrée en application provisoire : 21 septembre 2017) [AECG].

33 *ACEUM*, *supra* note 31.

34 *Ibid* à la p 8.

35 Jürgen Wandel, « Do Free Trade Agreements Promote Sneaky Protectionism? A Classical Liberal Perspective » (2019) 55:3 International Journal of Management and Economics 185.

36 *Ibid*.

teseopress.com

États et non pas de libéraliser le marché[37]. Cette dynamique est à garder à l'œil pour la création future d'ACR. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont par ailleurs de très bons antécédents à ce sujet. Ils ont été les précurseurs après la Seconde Guerre mondiale afin d'encourager le système multilatéral et la création du GATT [38]. Le GATT suivi de l'OMC aura permis en plus de soixante ans de réglementer le commerce des marchandises sur un éventail de sujet allant jusqu'au commerce des services, aux obstacles techniques au commerce, à l'investissement, aux mesures sanitaires et phytosanitaires[39] et à la propriété intellectuelle[40], pour ne nommer que ceux-ci. Or, ces deux États, quoique partisans de ce système à une époque, ont exprimé leur mécontentement et, en 2016, ils ont tous deux pris des décisions qui auront des impacts sur le multilatéralisme. D'une part, le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne et d'autre part, les États-Unis ont élu un grand supporteur du « Make America Great Again », Donald Trump[41]. Ce qui n'est que la pointe de l'iceberg sert à renforcer l'argument des États qui signent des ACR entre eux afin de voir des résultats sur les sujets qui leur tiennent à cœur. À titre d'exemple, l'AECG, en plus d'aborder les enjeux

37 *Wandel*, *supra* note 35 ; *ACEUM*, *supra* note 31 à l'article 32.10.

38 *GATT de 1947*, *supra* note 2.

39 *Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*, *Annexe 1A*, *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, 15 avril 1994, RTUN 31875 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995) [Accord SPS].

40 L'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, négocié au cours du Cycle d'Uruguay qui s'est tenu de 1986 à 1994, a introduit pour la première fois des règles relatives à la propriété intellectuelle dans le système commercial multilatéral. Voir : *Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*, *Annexe 1B*, *Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce,* 15 avril 1994, RTUN 31875 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995) [ADPIC].

41 Nancy Williams, « The resilience of protectionism in U.S. trade policy » (2019) 99:2 BUL Rev 683.

teseopress.com

reconnus de la scène multilatérale, introduit des chapitres et des dispositions qui représentent les intérêts du Canada et des pays de l'UE [42]. Le Canada et l'Union européenne ont pris soin de rédiger un accord complet qui inclut des chapitres sur des enjeux qui peinent à être abordé sur la scène internationale. Le chapitre 24 sur l'environnement et le commerce, bien qu'orienté sous forme de volonté, permet à ces États de démontrer leurs intérêts et de le montrer à l'échelle multilatérale[43]. À titre d'exemple, l'article 24.2 de l'AECG mentionne que les parties soulignent « qu'une coopération accrue aux fins de la protection et de la conservation de l'environnement a les effets bénéfiques suivants »[44], voire favorise le développement durable et compléter les objectifs du présent accord. En rédigeant des accords entre des *likeminded*, les États ont trouvé un moyen de faire avancer des sujets d'importances capitales et l'AECG est un bon exemple.

Sans un soutien multilatéral, le régionalisme pourrait devenir plus vulnérable à la désintégration. Les ACR risquent alors de perdre en intégration et de favoriser des mesures protectionnistes discriminant les non-membres. Il ne s'agit pas de choisir entre régionalisme et multilatéralisme, mais de promouvoir l'intégration contre la désintégration. Dans un contexte de conflits croissants, il est essentiel de revitaliser le multilatéralisme pour renforcer et compléter les ACR[45].

---

42 *Supra note* 32 notamment au chapitre 1 à 5 ainsi que les chapitres 8 sur l'investissement, 16 sur le commerce électronique, 20 sur la propriété intellectuelle et 24 sur le commerce et l'environnement.

43 *Ibid*., à l'article 24.

44 *Ibid*., à l'article 24.2.

45 Michele Ruta, « The Rise of Discriminatory Regionalism » (2023) IMF Finance & Development.

teseopress.com

1.2.2. La création d'une discrimination entre les États

L'article XXIV (4) du GATT reconnaît qu'il est souhaitable « d'augmenter la liberté du commerce en développant, par le moyen d'accords librement conclus, une intégration plus étroite des économies des pays participants à de tels accords »[46]. En ce sens, l'objectif de cet article est d'encourager les États à créer des rapprochements entre voisins et non pas de nuire à leurs éventuels rattachements économiques[47]. Or, avec les années, le nombre d'accords a augmenté de façon exponentielle. Leur variété est tout autant frappante du fait, entre autres, de la nomenclature de l'article XXIV du GATT[48]. Ainsi, ces règles du jeu ont laissé carte blanche aux États, ce qui a créé aujourd'hui un jeu à plusieurs niveaux, difficiles à saisir[49]. Ce jeu requiert des États, s'ils veulent participer, de se munir de moyens et de normes leur permettant d'être à jour. Christian Deblock évoque la faiblesse des règles qui entourent les accords ainsi que la dynamique de l'économie mondiale qui a refaçonné la diplomatie commerciale[50].

Partant, cette discrimination se matérialise sous plusieurs formes et il est clair que des préférences accordées à certains pays aboutiront à une discrimination à l'égard d'autres pays, et ce, même en présence de l'Article XXIV du GATT[51]. Un grand stéréotype porte sur le fait que les États en développements ou peu développés ne font pas partie du « jeu » et sont laissés pour compte, et ce, même si le GATT a été fondé sur le

---

46 *Supra* note 32 à l'article 24.
47 Christian Deblock, « Le régionalisme commercial. Y a-t-il encore un pilote dans l'avion? » (2016) 55 Revue interventions économiques 11-13.
48 *Ibid*, à la p 14.
49 *Ibid*, à la p 15.
50 *Ibid*, à la p 15.
51 *Surana*, *supra* note 27 à la p 10.

principe de la non-discrimination[52]. Or, Abhinav Surana, dément ce cliché et dresse des exemples concrets qui expliquent cette discrimination. Elle mentionne que certains pays sont inévitablement exclus des ACR ; soit parce qu'ils ne sont pas favorisés politiquement, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens de supporter les coûts de nombreuses négociations distinctes ou parce que le voisinage n'est pas ouvert à ce genre de pratique[53]. Ces États laissés pour compte sont très divers, allant de la Bolivie à l'Inde, la Mongolie et le Pakistan. Ces États ne bénéficient pas de la même proximité aux États-Unis ou à l'Union européenne que le Chili, le Mexique ou la Jordanie, et voient inévitablement leurs échanges diminuer lorsque de nouveaux accords bilatéraux sont signés[54].

Puis, l'effet du *bandwagon* connu des relations internationales impose un seuil à tous les États qui souhaitent participer au commerce international, ce qui entraine des discriminations entre les États. En effet, de nombreux économistes mentionnent la transition des États-Unis et de l'Union européenne, entre autres, vers le développement économique régional plutôt que multilatéral cette dernière décennie comme catalyseur de nouvelles normes[55]. Concrètement, de nouveaux pays développés d'influence s'engagent de plus en plus avec des pays en développement sur le plan régional[56]. Comme le mentionne Parthapratim Pal, cela a eu pour

52 *GATT de 1947*, *supra* note 2 au dernier paragraphe du préambule : « […] élimination des discriminations en matière de commerce international […] » ; *ibid*.

53 *Ibid* à la p 10.

54 Banque mondiale, *Global Economic Prospects 2005*, (2004) xv.

55 Parthapratim Pal, « Regional Trade Agreements in a Multilateral Trade Regime: A Survey of Recent Issues » (2005) 40:1 Foreign Trade Review 36.

56 *Ibid*.

teseopress.com

effet d'inciter plusieurs pays en développement à chercher à participer aux ACR avec ces pays développés, puisqu'ils voyaient en ces accords une nécessité défensive contre une éventuelle exclusion de ces marchés[57]. À titre d'exemple, un pays en développement sera plus enclin et motivé à conclure un accord avec un pays tel que les États-Unis, pays développé particulièrement fort, si d'autres pays avec lesquels il est en concurrence pour approvisionner le pays développé ont déjà un ACR avec le pays développé. Ainsi, aucun État ne veut être laissé à l'écart, ce qui crée un effet d'entrainement.

Par ailleurs, le risque de discrimination n'échappe pas aux États du « Sud global », voire les pays d'Afrique. Dans les dernières décennies, nombreux ont été les partenariats économiques avec cette région, ce qui facilite la transformation économique, le financement de projet ainsi que le transfert de connaissance, notamment dans le domaine de la technologie dans cette région[58]. L'auteur mentionne qu'il relève donc aux États africains de prendre les mesures appropriées afin que leurs nouvelles relations économiques avec les grands pays en développement, tels la Chine, l'Inde et le Brésil, aient pour réelle finalité une diversification de l'économie et non la multiplication du schéma connu des accords « Nord-Sud », majoritairement connus pour l'exportation de matières premières d'une part et d'autre part, l'importation de produits manufacturés[59]. En clair, plutôt que de promouvoir un authentique libre-échange, les ACR peuvent être considérés comme des instruments privilégiant un commerce régulé avec une part

57 *Ibid*.
58 Cheikh Tidiane Dieye, « L'Afrique et le chevauchement des accords régionaux » (2016) 55 Interventions économiques 158.
59 *Ibid*.

importante de protectionnisme pour sauvegarder les intérêts nationaux[60].

2. La volonté d'une complémentarité entre ACR et OMC bénéfique au commerce

Malgré les nouveaux enjeux que soulèvent les ACR, ces derniers ne sont pas en complète opposition par rapport au système multilatéral. Les ACR permettent, par certains aspects, de surmonter les crises de l'OMC (2.1), et affichent une volonté d'être compatible avec le système multilatéral (2.2).

2.1. Surmonter la crise de l'OMC grâce aux Accords commerciaux régionaux

Les ACR présentent une réelle utilité s'agissant des questions sensibles bloquées au sein de l'OMC, notamment l'environnement, car ils permettent de les approfondir (2.1.1). De plus, ces accords offrent un cadre de négociation efficace (2.1.2).

2.1.1. L'approfondissement de certaines thématiques bloquées au sein de l'OMC

Comme l'a mis en lumière le président Juncker dans son discours sur l'état de l'UE en 2017, « le commerce, c'est l'exportation de nos normes sociales et environnementales »[61]. Certaines thématiques, comme celles de l'environnement, sont au cœur des préoccupations actuelles et sont sujets de débats au sein de structure telles que l'UE. L'idée soutenue est que la libéralisation

60 *Wandel*, *supra note* 35 à la p 185.
61 Jean-Claude Juncker, *Discours sur l'état de l'Union* (13 septembre 2017).

des échanges pourrait même permettre d'apporter des ressources à la protection de l'environnement, par exemple [62].

Dès l'origine du système commercial multilatéral, la question des valeurs non marchandes a été centrale. La volonté des parties au GATT de conserver une marge de manœuvre dans leur politique nationale en a fait une problématique de premier plan. Cette inquiétude a abouti à prendre en compte les valeurs non marchandes sous le prisme des exceptions [63]. Il s'agit notamment de celles prévues à l'article XX du GATT de 1947 qui permettent aux membres de prendre des mesures incompatibles aux du GATT, mais nécessaires à la protection de la moralité publique, de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou encore la préservation des végétaux[64]. Cependant, certaines valeurs non marchandes, comme la protection de l'environnement, ne font pas l'objet d'un consensus au sein de l'OMC en tant qu'exceptions. L'une des illustrations de cette problématique est la négociation de l'accord plurilatéral spécifique sur les biens et les services environnementaux entre dix-huit membres de l'OMC, qui, depuis 2014, n'a pas enregistré de résultats significatifs, illustrant le blocage du cycle de Doha[65].

C'est pourquoi un nombre important d'États se sont tournés vers les ACR. En effet, ces accords permettent notamment de créer des forums d'échange et de

---

62 Emmanuel Castellarin, « L'articulation entre le commerce et l'environnement dans les accords de libre-échange avec l'Union européenne », dans Josiane Auvret-Finck, dir, *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne ?*, Nice, Éditions A. Pedone, 2017, 105.

63 Véronique Guèvremont, « Valeurs non marchandes et droit de l'OMC », dans *Mondialisation et droit international*, Bruxelles, Bruylant, 2013, à la p 19.

64 *GATT de 1947*, *supra* note 2 à l'article XX.

65 *Castellarin*, *supra* note 62.

teseopress.com

coopération sur les valeurs non marchandes. En ce qui concerne l'environnement, les ACR consacrent des chapitres entiers sur la question et prévoient notamment des normes dites de coopération en matière environnementale, des mécanismes de consultation, et de facilitation des échanges de renseignements[66]. Par exemple, l'AECG prévoit un chapitre 24 consacré à l'articulation du commerce et de l'environnement. Dans son article 24.7, il dispose que chaque Partie « encourage le débat public avec les acteurs non étatiques, et entre ceux-ci, en ce qui concerne l'élaboration et la définition de politiques qui pourraient mener à l'adoption par ses autorités publiques de normes du droit de l'environnement »[67]. Un grand nombre d'ACR contiennent également « des dispositions empêchant l'assouplissement des lois environnementales nationales et l'application de ces lois »[68]. Pour reprendre l'exemple de l'AECG, celui-ci prévoit dans son article 24.5 le maintien des niveaux de protection en disposant que les Parties « reconnaissent qu'il ne convient pas de stimuler le commerce ou l'investissement par l'affaiblissement ou la réduction des niveaux de protection prévus par leur droit de l'environnement ». Il prévoit également dans son article 24.3 le droit de réglementer des Parties en matière environnementale et encourage les Parties « à faire en sorte que cette législation et ces politiques assurent et encouragent des niveaux élevés de protection de l'environnement ». Les États-Unis sont allés plus loin et ont intégré des mécanismes de règlement des différends en matière sociale, mais aussi environnementale dans les accords

66 *OCDE*, *supra* note 1.
67 *AECG*, *supra* note 32 à l'article 24.7.
68 *OCDE*, *supra* note 1.

teseopress.com

de libre-échange[69]. L'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud (Korus FTA), entré en vigueur en 2012, en est un bon exemple. Dans le cadre du mécanisme de règlements des différends en matière de travail et d'environnement, des représailles commerciales sont possibles[70]. En effet, l'accord prévoit que les Parties doivent d'abord engager des consultations, et si celles-ci ne résolvent pas le différend, il prévoit un règlement formel avec l'établissement d'un groupe spécial. Ainsi, les ACR vont au-delà de la technique de l'exception pour prendre en compte des enjeux actuels tels que l'environnement. Ces derniers envisagent la réglementation environnementale comme une obligation et non plus comme une exception au commerce, ce qui change radicalement la vision de ces enjeux et permet d'aller plus loin dans leurs dispositions, qui encouragent la coopération et le développement d'un niveau élevé de protection. Le blocage au sein de l'OMC est appréhendé par les ACR.

2.1.2. La création de cadres de négociation efficace

Les États emploient les ACR à diverses fins. L'une d'entre elles sert de forum de discussion sur des enjeux précurseurs. À titre d'exemple, le commerce électronique est un sujet de plus en plus discuté au sein de l'OMC. Depuis 2017, aux suites de la 11e conférence ministérielle, des Membres de l'OMC ont convenu d'engager des travaux préparatoires sur le commerce

69 Laurence Dubin, « Accords commerciaux préférentiels », dans Dominique Carreau, Paul Lagarde et Hervé Synvet, dir, *Répertoire de droit international*, Paris, Dalloz, 2017, 1 à la p 115.

70 Sébastien Jean et Kevin Lefebvre, « Les règles du Partenariat Transpacifique seront-elles vraiment contraignantes ? » (15 décembre 2015), CEPII le blog (blogue).

teseopress.com

électronique liés au commerce international[71]. À ce jour, aucun accord n'a vu le jour, même si les 76 membres de l'initiative conjointe sur le commerce électronique ont convenu en 2019 de s'efforcer « d'obtenir un résultat de haut niveau qui s'appuie sur les Accords et cadres existants de l'OMC avec la participation du plus grand nombre possible de Membres de l'Organisation »[72]. Face à ce manque d'uniformisation sur le plan multilatéral, les États se retournent vers les ACR et dédient des chapitres complets sur le commerce électronique, qui comportent notamment des articles sur la protection des renseignements personnels et le transfert transfrontière de renseignements par voie électronique[73]. Par ailleurs, le PTPGP et l'ACEUM ont intégré des articles si similaires qu'ils adoptent le même numéro d'article pour le même sujet. C'est à croire qu'une nouvelle norme sur la matière a été créée de toutes pièces, et ce dans le cadre des ACR. Il n'est pas surprenant d'apprendre que le groupe de travail à l'OMC sur le commerce électronique s'inspire de ces articles déjà entrés en vigueur afin de rédiger un accord-cadre de l'OMC en la matière.

2.2. La volonté d'une compatibilité des ACR avec le système multilatéral de l'OMC

Au-delà d'apporter des solutions innovantes à des enjeux soumis à un blocage persistant au sein de l'OMC, les

71 OMC, *Initiative conjointe sur le commerce électronique*.

72 *Ibid*.

73 AECG au chapitre 16 ; *Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste*, Canada et dix autres pays de l'Indo-Pacifique, 8 mars 2018 (entrée en vigueur : 30 décembre 2018) [PTPGP] au chapitre 14, notamment les articles 14.8 *Protection des renseignements personnels* et 14.11 *Transfert transfrontières de renseignements par voie électronique* ; ACEUM au chapitre 19, notamment les articles 19.8 *Protection des renseignements personnels* et 19.11 *Transfert transfrontières de renseignements par voie électronique*.

ACR recherchent une compatibilité de leurs dispositions avec les normes de l'OMC. Ces derniers rappellent les réglementations de l'OMC (2.2.1) et apportent une vision multilatérale (2.2.2).

2.2.1. L'existence de renvoi dans les ACR aux réglementations de l'OMC

Dans l'affaire *États-Unis – Essence*, première affaire relative à l'environnement soumise à l'Organe d'appel, celui-ci explique que « Les membres de l'OMC dispose d'une large autonomie pour déterminer leurs propres politiques d'environnement […] cette autonomie n'est limitée que par la nécessité de respecter les dispositions de l'Accord général et des autres accords visés »[74]. Les ACR cherchent à renvoyer aux règlementations de l'OMC afin que les politiques développées, notamment environnementales, soient considérées comme respectant le droit de l'OMC.

En effet, en matière d'environnement, certaines de leurs dispositions adoptent l'approche des Accords de l'OMC, notamment en rappelant dans leur préambule la nécessité de préserver l'environnement et rappelle l'importance de respecter les objectifs de développement durable[75]. C'est le cas de l'AECG, dans lequel les parties réaffirment « leur engagement à promouvoir le développement durable et le développement du commerce international de manière à contribuer aux dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable »[76]. Certains ACR prévoient également des clauses d'exceptions générales assez similaires à

74 *États-Unis – Essence* (1996), OMC Doc WT/DS2/AB/R (Rapport de l'Organe d'appel).
75 *OCDE*, *supra* note 1.
76 *AECG*, *supra* note 32.

celles prévues par l'article XX du GATT. D'autres renvoient de manière plus explicite aux réglementations de l'OMC en intégrant directement les exceptions générales de l'article XX du GATT[77]. L'Accord de libre-échange avec la Corée du Sud (ALECS) intègre l'article XX du GATT dans son article 2.15 (1). Cet accord rappelle également l'interdiction de mesures plus restrictives que nécessaire dans son article 4.9.

D'autres accords vont plus loin en précisant la liste de l'article XX du GATT. Par exemple, l'article 28.3 de l'AECG indique que la lettre b) de la liste englobe les mesures environnementales. Il indique également que la lettre (g) s'applique aux mesures pour la conservation des ressources naturelles épuisables, qu'elles soient biologiques ou non. Il y a une volonté au sein des ACR « d'assurer une coordination de leurs dispositions avec des normes environnementales extérieures »[78]. L'Organe d'appel avait d'ailleurs souligné dans l'affaire *États-Unis – Essence* que certaines expressions comme « ressources naturelles épuisables » avaient été façonnées il y a plus de cinquante ans et que, par conséquent, elles doivent être analysées à la lumière des préoccupations actuelles de la communauté des nations[79].

Ainsi, les ACR opèrent un réel effort de mise en coordination de leurs dispositions avec les règlements de l'OMC, par le biais de la formulation de leur préambule ou de leurs dispositions relatives aux exceptions générales.

---

77 *GATT de 1947*, *supra* note 2.
78 *AECG*, *supra* note 32.
79 *États-Unis – Essence* (1996), OMC Doc WT/DS2/AB/R (Rapport de l'Organe d'appel).

2.2.2. La mise en place d'une vision multilatérale au sein des ACR

Comme il a été possible de l'observer, les ACR ont par principe une portée régionaliste. Toutefois, certaines dispositions des ACR semblent démontrer une vision multilatérale dans leur application. C'est notamment le cas pour les dispositions relatives au commerce de service ou lorsqu'il est question des pratiques anticoncurrentielles qui peuvent difficilement être appliquées de manière préférentielle[80]. De même, certains accords, comme l'AECG, prévoient explicitement la nécessité de coopérer à un niveau plus important que le simple bilatéralisme [81]. Dans le cadre de ces dispositions, le régionalisme semble s'étendre alors vers une forme de multilatéralisme s'inscrivant comme une continuité des objectifs de l'OMC. Cela permet alors de faire bénéficier, à des États qui ne seraient pas parties aux accords, des engagements prévus au sein de ces accords[82].

Ainsi, premièrement, une forme de multilatéralisation semble s'incarner *de facto*[83] en raison de la difficulté que cela peut être d'appliquer certaines normes de manière préférentielle à un ou plusieurs États. Cela est le cas dans le domaine du commerce de service. En effet, dans ce type de commerce, il n'est pas question d'un produit. Ce commerce régi principalement l'action des fournisseurs et des consommateurs. C'est la juriste Laurence Dubin qui a énoncé cette interprétation en

---

80 *Dubin*, *supra* note 6.

81 Antoine Comont, *Les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires – Accords commerciaux régionaux*, notes de cours personnelles, Faculté de droit, Université Laval, 2023.

82 *Dubin*, *supra* note 6.

83 Habib Ghérari, *Les accords commerciaux préférentiels*, Bruxelles, Larcier, 2013 à la p 236.

donnant comme exemple qu'encadrer la législation nationale peut apparaître comme entrainant des effets également pour les États tiers aux Parties de l'accord. Par exemple, lorsqu'un État doit modifier sa législation nationale pour se conformer aux exigences environnementales prévues dans un ACR, il apparaît difficile de faire une préférence entre les fournisseurs originaires d'un État partie à l'accord et ceux originaires d'un État tiers[84].

Deuxièmement, il apparaît que certains ACR prévoient explicitement l'objectif d'une vision multilatérale au sein de leur disposition. Cette particularité se retrouve notamment au sein de l'AECG qui encourage la coopération multilatérale en matière de réglementation. Cette disposition se retrouve à l'article 21.2 (3) du chapitre 21 de l'accord et dispose que les Parties s'efforcent d'étendre la coopération en matière de réglementation à d'autres partenaires internationaux. Cette multilatéralisation pourrait permettre de faire bénéficier à des États en développement de réglementation particulièrement intéressante car certains États ne disposent pas toujours de moyen pour négocier des accords importants avec d'autres États plus développés[85].

Cette multilatéralisation fait tout de même l'objet de critique. Jagdish Bhagwati vient notamment comparer cette multilatéralisation à des termites du système multilatéral[86]. Toutefois, une telle vision peut être relativisée au regard des résultats obtenus. En effet, ce phénomène a déjà permis que des normes à l'origine

84 *Dubin*, *supra* note 6.
85 *Ghérari*, *supra* note 83.
86 Dominique Carreau et Laurence Dubin, « Service » dans Dominique Carreau, Paul Lagarde et Hervé Synvet, dir, *Répertoire de droit international*, France, Dalloz, 2013.

teseopress.com

bilatérale, ou des actes résultants de ces normes, soient multilatéralisées au sein d'accord de l'OMC. Prenons par exemple l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information. Celui-ci a pu évoluer par la multilatéralisation des engagements de libéralisation introduits au sein des ACR[87].

En somme, tout en demeurant par essence régionalistes, certaines dispositions au sein d'ACR comme l'AECG peuvent s'étendre au niveau multilatéral, ce qui peut être considéré comme une évolution intéressante du régionalisme qui s'inscrit comme ayant un lien particulièrement profond avec le multilatéralisme. Par la conclusion d'accords, les États peuvent s'entendre pour multilatéraliser leurs engagements et même, à toutes fins utiles, parvenir à le faire dans le champ d'application de l'OMC.

Conclusion

En somme, il apparaît que les ACR, pris dans leur singularité, peuvent engendrer des difficultés au sein du commerce multilatéral. En effet, l'augmentation actuelle de ce type d'accords engendre une normativité particulièrement importante, ainsi qu'un accroissement des voies de recours possibles[88]. Cela est préjudiciable pour la sécurité et la prévisibilité de ce droit qui est censé régir un domaine particulièrement fluctuant comme le commerce. De même, ces accords engendrent une forme de protectionnisme. Au même titre que le Grinch qui semble tout mettre en place pour mettre à mal les fêtes de Noël, les ACR peuvent

87 *Dubin, supra* note 6.
88 *Dubin, supra* note 6.

représenter le méchant du conte relatif au commerce multilatéral. Néanmoins, on ne peut ignorer les avancées majeures qui ont été permises par le biais de ces accords, notamment au niveau de l'environnement et du commerce électronique, face à la paralysie de l'OMC. En réunissant un nombre moins important d'États qui ont des visions relativement similaires du commerce, les ACR permettent de constituer des cadres de négociations efficaces. Par la suite, ces mêmes États qui se sont déjà entendus peuvent se rendre aux négociations de l'OMC. De surcroît, certains accords vont même plus loin en tentant de multilatéraliser leur disposition, ce qui peut représenter un atout non négligeable pour le commerce et permettre de pallier les défauts des ACR dans leur application singulière. Ainsi, aux mêmes titres que le Grinch qui voulait mettre à mal Noël parce qu'il se sentait seul, mais qui finalement l'a sauvé avec l'aide des Chous, les ACR accompagner du multilatéralisme de l'OMC peuvent sauver la magie du commerce multilatéral qui permet alors d'engendrer de multiples bénéfices dans plusieurs secteurs que ce soit l'environnement ou le commerce électronique. Les ACR, pris à eux seuls, peuvent représenter des obstacles, mais, en symbiose avec le multilatéralisme, ils représentent des outils particulièrement performants.

Bibliographie

Traités

Accord Canada-États-Unis-Mexique, Canada, États-Unis et Mexique, 10 décembre 2019 (entrée en vigueur : 1er janvier 1994).

Accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour, Singapour et Union européenne, 19

octobre 2018, JOUE L 294/3 (entrée en vigueur : 21 novembre 2019).

Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, Annexe 1A, Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, 15 avril 1994, RTUN 31875 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995).

Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce – Annexe 1B Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, 15 avril 1994, RTUN 31875 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995).

Accord de partenariat économique UE-Japon, Japon et Union européenne, 17 juillet 2018, RTUN I-56661 L 330/3 (entrée en vigueur : 1er février 2019).

Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste, 8 mars 2018 (entrée en vigueur : 30 décembre 2018).

Accord économique et commercial global, Union européenne et Canada, 30 octobre 2016 (entrée en application provisoire : 21 septembre 2017).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 30 octobre 1947, 58 RTNU 187 (entrée en vigueur : 1er janvier 1948).

Traité relatif à la création d'un Marché commun (Traité d'Asunción) entre la République argentine, la République fédérative du Brésil, la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay, 26 mars 1991, 2140 RTNU 37341 (entrée en vigueur : 29 novembre 1991).

Jurisprudence

Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures (1999), OMC Doc WT/DS121/R (Rapport du Groupe spécial).

Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil (2003), OMC Doc WT/DS241/R (Rapport du Groupe spécial).

Brésil c. Argentine (2001), Résolution n° 574/2000 du ministère de l'Économie de la République argentine, décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR.

États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et anciennes formules (1996), OMC Doc WT/DS2/AB/R (Rapport de l'Organe d'appel).

Rapports

Banque mondiale, *Global Economic Prospects 2005* (2004).

Ministère de l'économie, des finances et de la relance, Direction générale du Trésor, *RCEP et CPTPP : quelles retombées économiques pour le Vietnam ?* (2022), en ligne : < https://www.tresor.economie.gouv.fr/ >.

Organisation for Economic Cooperation and Development, *Le régionalisme et le système commercial multilatéral*, 2003.

Ruta, Michele, « The Rise of Discriminatory Regionalism », *IMF Finance & Development*, 2023, en ligne : Fonds monétaire international < https://www.imf.org/>.

Monographies

Guèvremont, Véronique, « Valeurs non marchandes et droit de l'OMC », dans *Mondialisation et droit international*, Bruxelles, Bruylant, 2013.

Ghérari, Habib, *Les accords commerciaux préférentiels*, Bruxelles, Larcier, 2013.

Bhagwati, Jagdish N., *US trade policy: the infatuation with FTAs*, New York, Columbia University, 1995.
Paquin, Stéphane, *Introduction à l'économie politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2021.

Chapitres, articles de revue, entrées d'encyclopédie

Bodemer, Klaus, « Le règlement des différends » dans Marie-Françoise Durand, Paolo Giordano et Alfredo Valladão, dir, *Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.
Carreau, Dominique et Laurence Dubin, « Service » dans Dominique Carreau, Paul Lagarde et Hervé Synvet, dir, *Répertoire de droit international*, France, Dalloz, 2013.
Castellarin, Emmanuel, « L'articulation entre le commerce et l'environnement dans les accords de libre-échange avec l'Union européenne », dans Josiane Auvret-Finck, dir, *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne?* Nice, Éditions A. Pedone, 2017.
Deblock, Christian « Le régionalisme commercial. Y a-t-il encore un pilote dans l'avion? » (2016) 55 Interventions économiques 11-13.
Dieye, Cheikh Tidiane « L'Afrique et le chevauchement des accords régionaux » (2016) 55 Interventions économiques 158.
Dubin, Laurence, « Accords commerciaux préférentiels » dans Dominique Carreau, Paul Lagarde et Hervé Synvet, dir, *Répertoire de droit international*, France, Dalloz, 2017.
Hervé, Alan, « Accords de libre-échange » J-cl Eur Traité, Paris, LexisNexis, 2022 au fascicule 2360.
Hervé, Alan, « Chronique Action extérieure de l'Union européenne – L'Union européenne au chevet de

l'Organisation mondiale du commerce (OMC) » (2019) 1 RTD eur 129.
Leal-Arcas, Rafael, « Proliferation of Regional Trade Agreements: Complementing or Supplanting Multilateralism? » (2011) 11:2 Chicago J of Intl L 1.
Pal, Parthapratim, « Regional Trade Agreements in a Multilateral Trade Regime: A Survey of Recent Issues » (2005) 40:1 Foreign Trade Review 36.
Siroën, Jean-Marc, « L'avenir des traités commerciaux » (2020) 87 L'Économie politique 22.
Siroën, Jean-Marc, « Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha : les leçons d'un échec annoncé » (2011) 16 Négociations 9.
Wandel, Jürgen, « Do Free Trade Agreements Promote Sneaky Protectionism? A Classical Liberal Perspective » (2019) 55:3 International Journal of Management and Economics 185.
Williams, Nancy, « The resilience of protectionism in U.S. trade policy » (2019) 99:2 BUL Rev 683.

Sources électroniques

Hohnstein, Daniel et Greg Tereposky, « First WTO appeal initiated utilizing the procedures under the Multi-Party Interim Appeal Arbitration Arrangement (MPIA) », en ligne : <tradeisds.com/first-wto-appeal-initiated-utilizing-the-procedures-under-the-multi-party-interim-appeal-arbitration-arrangement-mpia/>.
Organisation for Economic Cooperation and Development, « Comment fonctionnent les échanges », en ligne : <oecd.org/fr/echanges/comprendre-le-systeme-commercial-global/comment-fonctionnent-les-echanges/>.
Olivier, Arthur, « CETA, JEFTA, Mercosur… qu'est-ce qu'un accord de libre-échange de "nouvelle généra-

tion" ? », mis à jour le 5 septembre 2022, en ligne : <https://bit.ly/3CcqavG>.
OMC, « Regional Trade Agreements », en ligne : <rtais.wto.org/>.
OMC, « Qu'est-ce que l'Organisation mondiale du commerce ? », en ligne : <wto.org/french/ >.
OMC, « Régionalisme : partenaires ou rivaux ? », en ligne : <wto.org/french/ >.
OMC, Initiative conjointe sur le commerce électronique, en ligne : <https://www.wto.org/french/tratop_f/ecom_f/joint_statement_f.htm >.

Conférences et discours

Comont, Antoine, *Les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires – Accords commerciaux régionaux*, notes de cours personnelles, Faculté de droit, Université Laval, 2023.
Jean-Claude Juncker, *Discours sur l'état de l'Union* (13 septembre 2017), en ligne : < https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH_17_3165>.

Autres sources

Surana, Abhinav, « RTA as a building block to multilateralism – Arguments for and against » (2005) SSRN 6, en ligne : < https://papers.ssrn.com/sol3>.
Jean, Sébastien et Kevin Lefebvre, « Les règles du Partenariat Transpacifique seront-elles vraiment contraignantes ? » (15 décembre 2015), CEPII le blog (blogue), en ligne : <www.cepii.fr/Blog/bi/post.asp?IDcommunique=449>.

The European Union Carbon Border Adjustment Mechanism and Its compatibility with WTO law

HUYNH Duc Ngoc Anh

Abstract

Climate change is a major global issue, with January 2024 being the warmest on record, and the 12-month average of 2023 over 1.5°C above preindustrial levels, according to the Copernicus Atmosphere Monitoring Service (CAMS)[1] of the European Union (EU).[2] In response, the European Commission has introduced the CBAM as part of its climate policy. The Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) aims to address the carbon footprint of imported goods, aligning with the EU's environmental goals. Additionally, the European Commission asserts that CBAM is crafted to align with various aspects of international law. However, the reassurance provided has not succeeded in mitigating the global dissatisfaction with the unilateral approach taken in trade policy.[3] Businesses engaged in exporting to the EU market and the EU's partner nations express a heightened level of concern. There is a growing

1 The Copernicus Climate Change Service (C3S), *About us*.

2 Samantha Burgess, *Monthly Climate Bulletin: Warmest January on record, 12-month average over 1.5°C above preindustrial*, Copernicus Climate Change Service (C3S).

3 Indra Overland & Rahat Sabyrbekov, "Know Your Opponent: Which Countries Might Fight the European Carbon Border Adjustment Mechanism?" (2022) 10 Energy Policy 113175.

focus on both the practical implications of CBAM and the potential conflicts with World Trade Organization (WTO) obligations arising from its reporting requirements. This unease stems from the perceived challenges that CBAM might pose to fair trade practices and the potential imposition of additional burdens on businesses navigating international markets.
Keywords: Carbon Border Adjustment Mechanism, WTO, CBAM, international trade law.

Résumé

Le changement climatique est un problème mondial majeur, janvier 2024 ayant été le mois le plus chaud jamais enregistré, et la moyenne des 12 mois de 2023 étant supérieure de plus de 1,5°C aux niveaux préindustriels, selon le Service de surveillance de l'atmosphère Copernicus (CAMS) de l'Union européenne (UE). En réponse, la Commission européenne a introduit le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) dans le cadre de sa politique climatique. Le MACF vise à réduire l'empreinte carbone des biens importés, en s'alignant sur les objectifs environnementaux de l'UE. De plus, la Commission européenne affirme que le MACF a été conçu pour être conforme aux divers aspects du droit international. Cependant, ces assurances n'ont pas suffi à apaiser les inquiétudes mondiales face à l'approche unilatérale adoptée dans la politique commerciale. Les entreprises exportant vers le marché de l'UE ainsi que les partenaires commerciaux de l'UE expriment une inquiétude croissante. L'attention se porte de plus en plus sur les implications pratiques du MACF et sur les conflits potentiels avec les

obligations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en raison de ses exigences en matière de déclaration. Ces préoccupations découlent des défis perçus que le MACF pourrait poser aux pratiques commerciales équitables et des charges supplémentaires potentielles pour les entreprises évoluant sur les marchés internationaux.
Mots-clés : Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, OMC, MACF, droit du commerce international.

Climate change poses one of the greatest problems of our time, with record-breaking global temperatures and widespread environmental impacts becoming increasingly evident. With ambition to address this issue, the European Union has implemented numerous environmental initiatives, including the Carbon Border Adjustment Mechanism, a key component of the European Green Deal. The CBAM aims to reduce carbon leakage by assigning a carbon cost to imports of certain goods, ensuring that the carbon footprint of these products aligns with the EU's stringent environmental standards. However, efforts to align the CBAM with international law have raised concerns about its impact on WTO rules, particularly on non-discrimination and Special and Differential Treatment for developing countries. The additional reporting and carbon pricing requirements on imports have made businesses and trade partners wary. This paper examines how WTO rules apply to the CBAM and explores its potential negative effects on international trade and development strategies. The objective is to assess whether the CBAM, as currently announced, can meet the dual objectives of advancing environmental sustainability while complying with global trade laws, or whether adjustments may be necessary to strike a balance between these two factors.

1. An Overview of Climate Change Mitigation and the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism

1.1. The Current State of the World in Environmental Policy Implementation

Global climate change continues to be fundamental and regarded as one of the most critical challenges for the planet. By 2023, 97 Parties (an increase of twelve from 2022), representing 101 countries and accounting for 80.7% of global greenhouse gas emissions, have communicated a net-zero target. The European Union (EU) has demonstrated ambition and commitment in facing the challenges of climate change through resolute actions such as the EU Green Deal. Climate change globally continues to be a fundamental challenge and is considered one of the most critical issues for the planet. By 2023, 97 Parties (an increase of 12 from 2022), representing 101 countries and accounting for 80.7% of global greenhouse gas emissions, have communicated a net-zero target.[4] The EU has demonstrated ambition and commitment to address the challenges of climate change through decisive actions such as its Green Deal.[5]

However, to achieve the objective of the Paris Agreement,[6] the urgency of scaling up climate ambition remains paramount.[7] Carbon pricing policies play a crucial role as an essential part of an effective emissions reduction strategy. Based on data last updated in March 2023, there are carbon pricing initiatives covering 72

4 Climate Watch, *Net-Zero Tracker*.
5 EC, "European Green Deal" (2024).
6 United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), *Key Aspects of the Paris Agreement*.
7 Climate Action Tracker, "CAT Warming Projections: Global Temperature Increase by 2100" (2022).

regional, national, and subnational authorities. These initiatives would cover 11.66 GtCO2e, representing 23% of global GHG emissions.[8]

1.2. CBAM Regulations in Executing Greenhouse Gas Reporting

1.2.1. General Objective and Scope of Application

A raised concern is that the climate policies of each country are becoming increasingly divergent. According to Article 4(3) of the Paris Agreement on Climate Change, countries with less stringent climate policies contribute to this divergence. Under these provisions, the climate policy is considered a "nationally determined contribution" and is implemented at the highest possible effort – a level that varies according to each country's conditions.[9] Faced with this reality, some countries find themselves in a dilemma, trying to balance the aspiration to strengthen environmental policies and prevent carbon leakage.

The EU has addressed this issue through the "Fit for 55"[10] package. This proposed package not only implements the EU Emission Trading System—the main tool of the EU in addressing emission reduction issues targeting domestic goods[11]—but also introduces the CBAM as the tool regulating imported products to

8 World Bank, *Carbon Pricing Dashboard*.

9 *Paris Agreement*, 174 States and the European Union, 12 December 2015, 3156 UNTS 177, article 4.3 (entered into force 4 November 2016).

10 EC, *Communication from the Commission 2019/640 final The European Green Deal*, [2019]; EC, *Communication 2021/550 final 'Fit-for-55': delivering the EU's 2030 Climate Target on the way to climate neutrality* [2021].

11 CEU, "Fit for 55" (2021).

prevent carbon leakage.[12] According to the perspective of EU leaders, the CBAM, as declared by the President of the European Commission, is a central part of its European Green Deal with the mission of avoiding the risk of carbon leakage.[13] Assigning a cost to products with increased carbon emissions will help avoid carbon leakage while fully complying with our international commitments.[14] Additionally, Frans Timmermans,[15] Executive Vice-President for the European Green Deal, pledges that this new mechanism is entirely WTO-compliant.[16]

In general assessment, through the statements above, CBAM functions as a mechanism to assign a cost to the carbon emissions associated with the production of carbon-intensive goods entering the EU. Its purpose is to promote environmentally friendly industrial production in non-EU nations. By verifying the payment of a price for the embedded carbon emissions in certain imported goods, the CBAM guarantees that the carbon cost of imports aligns with that of domestic production, preventing any compromise to the EU's climate goals. The CBAM is strategically crafted to adhere to WTO regulation.

Regarding its scope of application, the CBAM will initially apply to specific goods and key precursors with carbon-intensive production processes, posing the highest risk of carbon leakage. These include cement,

12 EC, *SWD 2021/643 final Impact Assessment Report: Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a carbon border adjustment mechanism* [2021].
13 EC, "European Green Deal: Agreement reached on the CBAM" (2022).
14 EC, "Valdis Dombrovskis: European Commission Executive Vice-President" (2022).
15 Climate Change News, "Frans Timmermans, Dutch climate change EU" (2023).
16 *Ibid*; *EC*, *supra* note 13.

teseopress.com

iron and steel, aluminium, fertilizers, electricity, and hydrogen. The transitional period is intended as a pilot phase to facilitate learning for all stakeholders, including importers, producers, and authorities, and to gather valuable data on embedded emissions to enhance the methodology for the definitive period. The gradual implementation of the CBAM allows for a cautious, predictable, and proportionate transition for both EU and non-EU businesses, as well as for public authorities. During this phase, importers of goods falling under the new regulations will only need to report greenhouse gas emissions (both direct and indirect) embedded in their imports, without any financial payments or adjustments required.

1.2.2. Latest Notable Developments

On April 18, 2023, the European Parliament endorsed the implementation of the CBAM with a substantial majority.[17] The EU initiated a carbon border adjustment mechanism on May 17, 2023, following its publication in the Official Journal of the European Union.[18] To offer clearer guidance on CBAM during the transitional period, the Commission Implementing Regulation (EU) 2023/1773 officially came into effect three months later. [19]

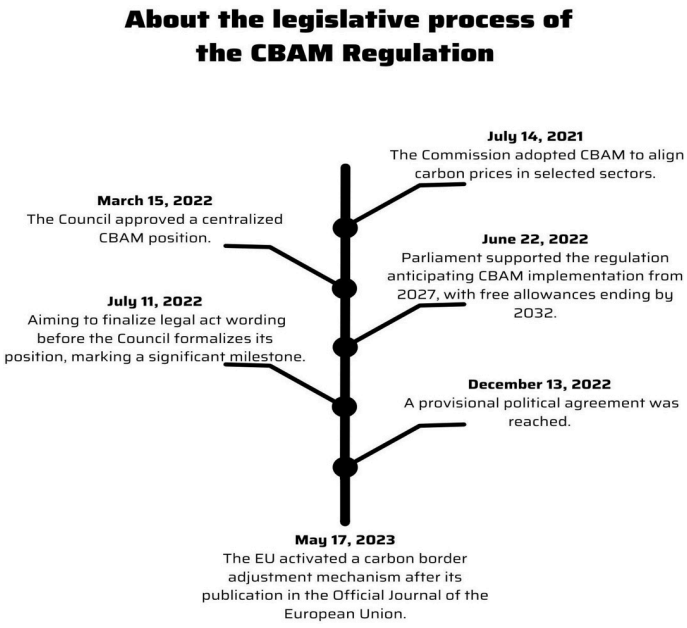
---

17 Ernst & Young (EY), "European Parliament Approves EU Emission Trading System Reform and New EU Carbon Border Adjustment Mechanism" (2023).

18 *CEU*, *supra* note 11.

19 *EC*, *supra* note 12.

Figure 1. About the timeline for the implementation of CBAM



In accordance with Regulation (EU) 2023/956[20] issued by the European Commission, which articulates the establishment of the CBAM in the EU, the CBAM mechanism is poised to embark on its transitional phase from October 1, 2023,[21] with the initial reporting obligation for importers concluding on January 31, 2024.[22] This phase serves as a transitional period for

20 *Ibid*; *EU*, *infra* note 28.

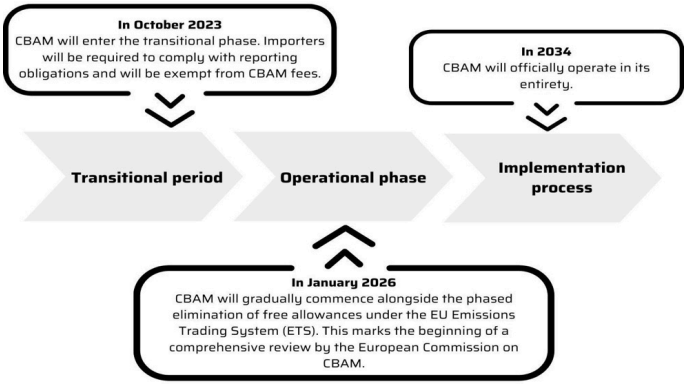
21 EU, *Regulation 2023/956 of the European Parliament and of the Council of 10 May 2023 establishing a Carbon Border Adjustment Mechanism*, [2023] OJ, L 130/52.

22 *Ibid*, article 35.1 : "[…] submit a report ('CBAM report') containing information on the goods imported during that quarter, to the Commission, no later than one month after the end of that quarter […]".

importers to familiarize themselves with the system, providing the EU with a valuable opportunity to meticulously evaluate the practical effectiveness and impact of CBAM, along with a comprehensive assessment of the associated legal risks, before its complete operationalization. The specific regulations and criteria governing the reporting of emissions under CBAM have been intricately detailed in the Implementing Regulation. They are poised to receive official endorsement from the European Commission through Commission Implementing Regulation (EU) 2023/1773.

To ensure a seamless implementation process, EU importers are granted exemption from both financial adjustments and third-party emission audits during this transitional phase.[23]

Figure 2. Timeline of CBAM transitional phases



Initially, CBAM will concentrate on product categories posing the highest risk of carbon leakage,

23 EC, "Carbon Border Adjustment Mechanism" (2025).

including cement, iron and steel, aluminium, fertilizers, electricity, and hydrogen, which collectively contribute significantly to the EU's industrial emissions. Furthermore, the practical impact of this transitional period will serve as a foundation for the European Commission to evaluate and potentially broaden the scope to include a wider array of products and services, encompassing value chains, and potentially incorporating "indirect emissions", such as carbon emissions from electricity used in the production of goods.

The next phase is the operational phase. Beginning in January 2026, there will be a gradual reduction to 0% of free allowances under the EU Emissions Trading System (ETS), coupled with a gradual increase to 100% of financial obligations under CBAM.[24] This transition will require importers to acquire CBAM certificates, with their price determined by the average weekly auction price of EU-ETS allowances. By 2034, the CBAM implementation process, along with the elimination of free EU ETS allowances, will be fully realized.[25]

1.2.3. The Rules and Requirements for Reporting Emissions under Commission Implementing Regulation (EU) 2023/1773

Chapter 2 of Commission Implementing Regulation (CIR) EU 2023/1773 delineates the rights and obligations of reporting declarants concerning reporting. As specified in both Article 8(2) of this Regulation and Article 35(1) of Regulation (EU) 2023/956, the reporting declarant is defined as either an importer or an indirect customs representative. The entity entrusted with reporting responsibilities must comply with the CBAM

24 International Carbon Action Partnership, "EU Adopts Landmark ETS Reforms and New Policies to Meet 2030 Target" (2023).

25 *Ibid*; *EU*, *infra* note 35.

report format as detailed in Table 1 of Annex I, accessible through the CBAM Transitional Registry. Furthermore, when submitting the CBAM report, they are required to include the specified information outlined in Table 2 of this Annex. Noteworthy elements subject to examination under the CBAM may encompass the number of imported goods, the aggregate embedded emissions associated with these goods, and factors related to carbon pricing or any potential rebate/compensation. It is evident that the content of the report relies heavily on the data furnished by the operator,[26] or the declarant may solicit the operator from providing specific information following the template in Sections 1 and 2 of Annex IV.[27] This section will focus on detailing the information that businesses are required to provide for the reporting declarant, directly impacting the carbon price the respective enterprise must pay. This constitutes the core content that the EU aims to capture through CBAM statistics.

About the entities targeted, in the course of this transitional period, the CBAM will be implemented as an initial measure targeting commodities and essential precursors distinguished by their carbon-intensive production processes. This strategic focus aims to address the heightened risk of carbon leakage within these industries, marking a critical step in the EU's efforts to curtail emissions and ensure the effectiveness of environmental policies. To determine the obligation to provide information for CBAM reporting, it is necessary to identify goods imported into the EU within

26 EU, *Regulation 2023/1773 laying down the rules for the application of Regulation (EU) 2023/956 of the European Parliament and of the Council as regards reporting obligations for the purposes of the carbon border adjustment mechanism during the transitional period*, [2023] OJ, L 228/94, article 3.1.

27 *Ibid*, article 3.5.

teseopress.com

the sectors of cement, iron and steel, aluminium, and certain chemical industries (including fertilizers and hydrogen), as well as electricity. Specifically, the classification of goods will be determined by their combined nomenclature (CN) code.[28] In Table 1 of Annex II of this Regulation, the EU has provided a CN code list to identify goods falling within the scope of CBAM reporting. Simultaneously, within this table, CBAM explicitly outlines the measurement of carbon dioxide for most products, perfluorocarbons for aluminium, and nitrous oxide for certain fertilizer products.

Regarding the calculation of total emissions, after identifying the goods subject to the greenhouse gas reporting requirements of the CBAM, the mechanism places a notable emphasis on the provision of detailed information regarding the potential emissions attributed to these goods. This is particularly crucial for actual emissions prioritized when calculating emissions for CBAM goods. As per Annex II, emissions are governed by the process outlined in point (22) of this Section, involving the incomplete oxidation of carbon in a gaseous state under standard conditions.[29] Once identified, these gases will be converted and presented as CO2e per tone, following Sections F and G of Section III (for regularly imported goods),[30] or expressed as tone CO2e per MWh, as detailed in Section D of Section III (for imported electricity).[31]

The CBAM utilizes information from routes that reflect the technology employed in goods production

28 *Ibid*, article 3.1 (b).
29 *Ibid,* Section 1 of Annex II: "(22) 'standard conditions' means temperature of 273.15 K and pressure conditions of 101 325 Pa defining normal cubic metres (Nm^3)."
30 *Ibid*, article 3.
31 *Ibid*.

and parameters specific to a category in Section 2 of Annex IV to ascertain embedded direct emissions. For imported electricity, essential details include the emission factor utilized for electricity (tCO2e/MWh) and the methodology employed to establish this emission factor. CBAM relies on information related to the electricity consumption per tone of goods during the production process and the corresponding emissions factor in determining embedded indirect emissions. To delineate the methodology for determining the emissions of goods, the CBAM introduces several prioritized methods. According to Article 4(1) of Regulation (EU) 2023/1773, two methods are specified: (1) the calculation-based methodology[32] and (2) the measurement-based methodology,[33] designed to ascertain the specific embedded emissions of the source stream[34] and emission source of goods.[35] These methodologies are considered new and are recognized as EU methods. Post January 1, 2025, the method outlined in Article 4(1) will be the exclusive accepted approach. The selection of the method will hinge on the nature of each source to meet the stipulated requirements in Section B.3.4 or Section B.6 of Annex III of this Regulation with precision and reliability. During the initial transitional

32 *Ibid*, Annex III, Section B.2: "[…] which consists in determining emissions from source streams on the basis of activity data obtained by means of measurement systems and additional parameters from laboratory analyses or standard values. The calculation-based methodology may be implemented according to the standard method or the mass balance method."

33 *Ibid*, Annex III, Section B.2: "[…] which consists in determining emissions from source streams on the basis of activity data obtained by means of measurement systems and additional parameters from laboratory analyses or standard values. The calculation-based methodology may be implemented according to the standard method or the mass balance method."

34 *Ibid*, Annex II, Section 1.3.

35 *Ibid*, Annex II, Section 1.4.

period until December 31, 2024, if the aforementioned methods are impractical, the determination of specific embedded emissions may be achieved through three alternative approaches: (1) a site-specific carbon pricing scheme; or (2) a mandatory emissions monitoring scheme at the facility's site; or (3) an emissions monitoring program at the site, possibly involving validation by an accredited verifier.[36]

According to Article 4(3) of Regulation (EU) 2023/1773, when direct or indirect emissions cannot be fully determined through the aforementioned methods, default values will be employed to assess goods' emissions. The European Commission will calculate, update, and issue default values for the average emissions performance of each exporting country for CBAM-covered goods based on the latest and most reliable information, including data provided by the exporting country or group of countries. These default values represent X% of the "world" average weighted by EU production volumes for each product category and may be adjusted by a designated ratio in subsequent CBAM-related documents to ensure environmental integrity. This provisional regulation is effective until July 31, 2024. Default values do not signify a compromise by the European Commission but function as a tool to aid exporters, providing additional time to implement the two methods for determining specific embedded emissions under Article 4(1) of this Regulation.

The use of default values is divided into two stages: for the first three quarterly reports covering Q4 of 2023 and Q1&2 of 2024, declarants can choose to disclose embedded emissions using default values with no specific quantitative limitations. For the remaining period

36 *Ibid*, article 4.2.

until the end of 2025, declarants can still estimate emissions, limited to complex goods, and capped at 20% of overall embedded emissions.[37] The estimation method is considered a less prioritized option under Article 5 of Regulation EU 2023/1773.

To minimize double counting and address data gaps, any method must identify a suitable diagram and process description of the installation.[38] The CBAM also regulates data reporting about goods regarding inward processing, including goods released for free circulation following inward processing and goods placed under inward processing that resulted in processed products released for free circulation.[39]

About the reduction in carbon prices, in order to ensure parity in the treatment of installations within the EU-ETS and those situated in other countries, the practice of paying a carbon price in the country or sub-national region where a CBAM-regulated good, along with its precursors, is manufactured becomes instrumental in effecting a reduction in the CBAM obligation. This adjustment is particularly applicable during the definitive period starting from 2026 onwards. It is noteworthy that the obligation to report such carbon pricing details is imperative throughout the transitional phase of CBAM, specifically extending until the culmination of the year 2025. The CBAM permits the deduction of emissions if importers can substantiate the payment

37 EU, "Commission Publishes Default Values for Determining Embedded Emissions During the CBAM Transitional Period and Updated Guidance on Reporting Obligations" (2023).

38 *Ibid*, Annex III, Section B.2: "[…] The monitoring methodology documentation shall clearly identify […] (a) by means of a suitable diagram and process description of the installation, evidence that there is neither double counting nor data gaps in the emissions of the installation."

39 *Ibid*, article 6.

of a carbon price during the production of imported goods.

About reporting period , throughout the transitional phase of the CBAM spanning from October 1, 2023, to December 31, 2025, the reporting process will occur quarterly. It will entail the assessment of greenhouse gas emissions linked to specific products imported into the EU, with reports due within 30 days following the conclusion of each quarter.[40] The initial deadline is January 31, 2024, but it can be extended to an additional 30 days, until March 1, 2024, due to technical glitches in the CBAM registration system.[41] Furthermore, Article 9 of this Regulation allows for an extended period for adjustments for the first two quarterly reports, until the deadline for the third-quarter report.

In conclusion, CBAM reporting responsibility lies with EU buyers or authorized authorities, technical emission-related data heavily relies on input from exporting businesses. Although Regulation (EU) 2023/1773 provides supportive provisions, businesses need to choose suitable methods in line with CBAM requirements actively. Moreover, countries aiming to export to the EU should create policies to assist businesses in swiftly adapting to emission calculations and reduction strategies, mitigating potential financial impacts from CBAM in future phases.

40 *EU*, *supra* note 21, article 35.
41 Ulf Narloch, "Deadline for CBAM Reports Extended" (2024).

2. The Analysis of the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism under WTO Law

The WTO stands as the sole global international organization tasked with regulating trade rules among members.[42] The legal relationship between the European Union CBAM and the WTO involves a complex interplay between the EU's efforts to address climate change and the rules governing international trade. Even though EU leaders have spoken about the environmental benefits of CBAM, it is still an international trade mechanism that must comply with WTO regulations. Due to its novelty, legal risks are considered significant and require careful attention and analysis. Several key aspects highlight the legal relationship between the CBAM and the WTO, including: i) technical regulations and standards; ii) non-discrimination; iii) legitimate environmental exceptions; and iv) transparency.

2.1. The Risks of Disputes Related to Provisions on Special and Differential Treatment for Developing Countries in the Trade Barrier Technical Agreement

CBAM involves a system where certain products entering the EU are taxed or adjusted based on their carbon content. If a product is produced in a country that does not have an equivalent carbon pricing mechanism, the CBAM adjusts for the difference. This adjustment mechanism can be considered a form of "technical regulation" under TBT, as it sets a requirement for importers to disclose or pay a price corresponding to the carbon emissions

42 World Trade Organization, "The WTO".

associated with their goods. The reporting requirements of CBAM impose the obligation on manufacturing enterprises to provide some specific technical information. This could potentially give rise to the risk of violating WTO rules, specifically concerning leading legal issues related to reporting standards under the Technical Barriers to Trade (TBT) Agreement. Concerning CBAM, the TBT Agreement is formulated to guarantee that the procedures for certifying and quantifying carbon emissions "do not create an unnecessary obstacle to international trade".[43]

Therefore, the obligatory administrative requirements of the CBAM, specifically the mandate for an authorized declarant to determine the total "embedded emissions" using the intricate methods specified in Annex III of the Regulation EU 2023/1773, might be construed as a technical trade barrier if they become excessively challenging to calculate.

Applying the definition of "Standards"[44] to CBAM leads to several conclusions. Concerning the applicability of standards related to the CBAM, the TBT Agreement addresses international standards adopted by international standardization bodies without the necessity of consensus. The crucial question is whether these international standards exist and are suitable for CBAM. An international standard relevant to the implementation of CBAM could be the Paris Agreement, which may be considered as

---

43 *Agreement on Technical Barriers to Trade*, 1st January 1995 [TBT], article 2.2.

44 *Ibid*, Annex 1.2: "Documents approved by a recognised body, that provides, for common and repeated use, rules, guidelines, or characteristics for products or related processes and production methods, with which compliance is not mandatory […]" .

endorsed by almost all global participants. In particular, Article 6 of the Paris Agreement specifies two critical criteria[45] for environmentally supportive measures, namely (i) the objective of reducing carbon emissions and (ii) the prevention of double counting. Thus, if CBAM is designed to decrease carbon emissions and avoid double counting, it could be deemed following the criteria outlined in Article 6 of the Paris Agreement.

Moreover, an alternative standard that holds significant relevance for calculating carbon emissions within CBAM is the ISO standard. The ISO is acknowledged as an authorized standardization organisation under the TBT Agreement. The most recent certification meeting the requirements of CBAM is ISO 14067:2018 Greenhouse Gases—Carbon Footprint of products.[46] ISO 14067:2018[47] aids in computing the carbon emissions of a product based on its life cycle. Therefore, if the EU can refer to these standards for calculating carbon emissions as per the reporting requirements of CBAM, it may avoid the risk of violating TBT.

---

45 Charles E. Di Leva & Scott Vaughan, "The Paris Agreement's New Article 6 Rules" (2021) International Institute for Sustainable Development", "Throughout the course of the Article 6 negotiations, governments sought to ensure that the new international market rules would learn from the mixed record of the CDM […] The new rules are designed to ensure that GHG emission reductions cannot be counted twice […]"

46 Ng Jia Xin, "CBAM—What Do Business Leaders Need to Know?" (2024) Bernard Business Consulting.

47 International Organization for Standardization, *Greenhouse gases—Carbon footprint of products – Requirements and guidelines for quantification* (2018), ISO 14067:2018, Edition 1.

2.2. The Risk of Violating the Principles of Non-Discrimination Outlined in the GATT

The principles of non-discrimination within the GATT come into play when assessing the "likeness"[48] between domestic and imported products. If these products are deemed to be similar, their treatment must adhere to the principles of Most-Favoured Nation (MFN) and National Treatment (NT).

2.2.1. The Risk of Violating the MFN Principle under Article I of the GATT

The MFN principle is fundamental to the WTO's multilateral trading system. Its objective is to replace disputes arising from bilateral policies by ensuring that international norms and trading rights remain unaffected by the economic or political influence of contracting parties.[49] Particularly, it forbids either legal or practical discrimination between products considered "like" that come from different trading partners. In summary, any benefit provided by the Regulation to a product originating in the territory of any WTO member should be granted without bias to all equivalent products originating from other WTO members. Considering the design and operation of CBAM, there may be certain features that do not align with the MFN principle.

48 *General Agreement on Tariffs and Trade*, 30 October 1947, 58 RTNU 187 [GATT], article I.1 and article III.2.

49 World Trade Organization, "Basic Purpose and Concepts".

Firstly, differentiation in the treatment of products based on specific national origins

Legal discrimination will exist if the CBAM is considered to impose restrictions on like products manufactured in countries with carbon-intensive production processes compared to other countries with cleaner production technologies. This is expected to arise during the transitional phase if the selection of cement, iron and steel, aluminium, fertilizers, electricity, and hydrogen by CBAM for its benefit purposes imposes restrictions on certain specific countries. In reality, this negative impact is currently unfolding, notably affecting countries such as China, and the USA, which are the largest overall exporters to the EU, and Russia, and Turkey, which have the largest exports to the EU in the five CBAM-applicable sectors. However, the EU justifies the inclusion of these sectors based on the greenhouse gas emissions situation within the EU, aiming to address sectors with a substantial risk of carbon leakage. Additionally, there is a potential for allegations of actual discriminatory treatment due to administrative complexities and practicalities arising from the implementation of CBAM reporting. Specifically, regarding the obligation of manufacturing enterprises to provide information for CBAM reporting, geographical disparities between developing countries and advanced economies may lead to unintended consequences for importers in calculating and verifying greenhouse gas emissions under the CBAM. Developing countries may lack the technical expertise to calculate and verify the carbon content in their exported products. Regarding the calculation method, it can be observed that currently, the CBAM does not explicitly demand the implementation of proprietary or restrictive technologies. Concerning measurement methods during the transitional

phase, there are relatively open provisions, facilitating the involved parties in greenhouse gas reporting to familiarize themselves with five different measurement methods and using default values.

Secondly, the elements constituting the "carbon price" under the CBAM

The Regulation allows for a pricing adjustment for countries with a domestically designed carbon tax scheme or an emissions trading system. However, not every policy is recognized, and in reality, there are numerous different carbon pricing tools operating worldwide. Countries may have a combination of different climate policies or regulations.[50] Therefore, it will be a challenge to impose a group of countries exempted under their climate agreements, as in principle, similar treatment would apply to all other signatories.

2.2.2. The Risk of Violating the NT Principle under Article III of the GATT

The NT principle, as outlined in Article III of the GATT, prohibits any form of discrimination, whether *de jure* or *de facto*, between domestically produced and foreign products within the domestic market of each member state of the WTO. Essentially, the NT principle in the GATT serves as a crucial legal mechanism to regulate non-tariff barriers that may intentionally or unintentionally disrupt international trade. In this context, the CBAM may be related to two specific provisions: (1) imported products shall not be subject, directly or indirectly, to any internal taxes or other internal charges

50 Rafael Leal-Arcas, Manuliza Faktaufon & Anna Kyprianou, "A Legal Exploration of the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism" (2022) 14:1 Indian Journal of International Economic Law 18.

above those applied to like domestic products, if considered a financial measure, and (2) imported products must receive treatment equal to that given to domestically produced like products in the territory of any contracting party if considered a non-financial regulatory measure. As the CBAM involves aspects of both fiscal and regulatory dimensions, its alleged legality is examined under GATT provisions in the subsequent sections.

To assess under Article III(2) of GATT 1994, it is necessary to determine whether the products within the scope of the CBAM are considered "like"[51] or "directly competitive or substitutable".[52] Additionally, it involves examining whether the treatment given to the products leads to discrimination against imported products when compared to domestic products. The identification of whether products are similar or directly competitive and substitutable carries significant implications. If two products are not considered similar or directly competitive and substitutable as per Article III(2) of the GATT, countries are allowed to treat the imported product less favourably. However, if the two products are considered similar or directly competitive and substitutable under Article III GATT, then the country must ensure fair treatment for these products in its domestic market, and this fairness should be maintained indefinitely. The CBAM addresses specific areas within the scope, all following the CN goods code.[53] This allows for a clearer determination of whether they are like or not. In this context, a CBAM applied at the European

51 *General Agreement on Tariffs and Trade*, 30 October 1947, 58 RTNU 187 [GATT], article III.2, first sentence.

52 *Ibid*, second sentence.

53 EU, *Regulation 2023/1773 of the European Parliament and of the Council of 6 December 2023*, [2023] OJ, L 228/94, Annex II.2, Table 1.

teseopress.com

level can be deemed consistent with Article III(2) if it leads to a fee (on imported products) equivalent to an internal tax or fee on similar domestic products EU-ETS. Conversely, if similar goods produced within the EU do not face a corresponding charge, it would result in a protectionist impact, violating the principles outlined in Article III(2). Assessing the similarity between the carbon pricing mechanisms of CBAM and EU ETS is challenging. If the CBAM accurately reflects the costs that EU businesses incur under the EU ETS, this could help ensure the CBAM doesn't violate Article III(2). This similarity can be considered as ensuring "equal treatment" between imported and domestic goods. The CBAM can be understood as a mechanism determining carbon prices at the product level, whereas ETS, particularly the EU-ETS, operates at the enterprise level. However, this distinction is not difficult to explain, given that the EU-ETS is designed to manage national enterprises within the EU's authority. The EU does not have authority over enterprises in other countries; instead, it can only regulate the products imported through markets within the EU.

Regarding Article III(4) of GATT 1994, this article applies to "laws, regulations, and requirements" (non-fiscal measures) affecting the internal sale, offering for sale, purchase, transportation, distribution, or use of products. CBAM is considered a non-fiscal measure under Article III:4 because it imposes procedural requirements and conditions on imported goods related to the sale and use of products within the EU territory. After determining the "likeness" of the imported products within the scope of CBAM with domestic products, CBAM will be concluded as inconsistent with Article III:4 if the treatment accorded to imported products is "less favourable" than that accorded to

like domestic products. the term "treatment no less favourable" requires effective equality of opportunities for imported products to compete with like domestic products.[54] To avoid violating the national treatment principle under Article III(4), the EU must demonstrate that domestic products bear a similar burden to the requirements imposed on imported products to meet additional conditions, such as demonstrating carbon emissions and purchasing carbon certificates. Furthermore, even if it can be demonstrated that CBAM applies similar regulations to both imported and domestic goods, differences in costs and procedures could cause discrimination, reducing the competitiveness of imported goods, especially for countries without comparable emissions reduction systems. Therefore, the potential for CBAM to violate Article III(4) of GATT 1994 exists. However, the EU could argue that CBAM pursues a legitimate objective, such as environmental protection, under Article XX of GATT, provided the measure is necessary and does not constitute arbitrary or unjustifiable discrimination or a disguised restriction on international trade.

54 *United States—Measures Affecting the Production and Sale of Clove Cigarettes* (2012), WTO Doc WT/DS406/17 at para 176 (Appellate Body Report), citing *United States—Section 337 of the Tariff Act of 1930* (1989), WTO Doc L/6439-36S/345 at para. 5.10 (Panel Report); *China—Measures Affecting Trading Rights and Distribution Services for Certain Publications and Audiovisual Entertainment Products* (2009), WTO Doc WT/DS363/19 at para 305 (Appellate Body Report), citing *Korea—Measures Affecting Imports of Fresh, Chilled and Frozen Beef* (2000), WTO Doc WT/DS161/12 at para 135–36 (Appellate Body Report); *Thailand—Customs and Fiscal Measures on Cigarettes from the Philippines* (2011), WTO Doc WT/DS371/46 at para 126 (Appellate Body Report), citing *Japan—Alcoholic Beverages II* (1996), WTO Doc WT/DS8/17/Add.1 (Appellate Body Report).

2.3. Assessing the Compatibility of the Reporting of Emissions under Chapter II of Commission Implementing Regulation (EU) 2023/1773 with Article XX of the GATT Provisions on General Exceptions

The CBAM on imports are driven by either competitiveness concerns, aiming to establish a level-playing field internationally, or environmental concerns, such as reducing CO2 emissions or addressing carbon leakage. In the context of the WTO, competitiveness concerns are dealt with by invoking GATT Articles I and III, which relate to non-discrimination, as discussed in the preceding sections. If it is determined that CBAM does not align with the EU's international trade agreements regarding non-discrimination, the measure could still be deemed justified under one or more of the general exceptions outlined in Article XX GATT. Environmental measures in the realm of trade are typically justified under paragraphs (b) and (g) of Article XX (General Exceptions).[55]

Regarding Article XX(b), this exception stipulates that a measure may be justified if (1) it is designed to protect human, animal, or plant life or health, and (2) the measure is deemed necessary to achieve the policy objective. To demonstrate that the reporting requirements of the CBAM fall within the ambit of this exception, it must be shown that its nature aligns with Article XX(b) and that its implementation is necessary. The CBAM aims to prevent carbon leakage, thereby addressing challenges related to climate change and other environmental

55 Asif Khan, "Environment and Trade Matters under GATT Article XX" (2011).

concerns.[56] So, it can be considered as a regulatory measure related to the protection of human, animal, or healthy life, as it is aimed at addressing the consequences of climate change disasters. The EU is likely to meet this threshold of the CBAM by demonstrating the consequences of carbon emissions on human, animal, and plant health, referencing available scientific data. Explaining and demonstrating that the areas CBAM regulates align with the criteria of Article XX(b) is essential According to the 1990 Panel Report on "Thailand – Restrictions on Importation of and Internal Taxes on Cigarettes",[57] The panel's conclusion regarding Thailand's import restrictions was that they could only be considered "necessary" within the meaning of Article XX(b) of the General Agreement on Tariffs and Trade if no alternative measure existed that would achieve the same objective while being fully consistent with the General Agreement, or at least less inconsistent with its provisions. In other words, the restrictions were justifiable only as a last resort, if no other reasonable policy option was available that better aligned with GATT principles. The CBAM, aimed at controlling imports with high emissions levels, introduces reporting requirements for emissions data to determine carbon pricing. However, this mechanism also addresses rebates or reductions in carbon pricing for goods originating from countries or regions with existing carbon pricing mechanisms. Therefore, to ensure uniformity in CBAM data collection and prevent confusion for declarants, the implementation of CBAM reporting will be considered

56 *Ibid*.

57 *Thailand—Restrictions on Importation of and Internal Taxes on Cigarettes* (1990), WTO WT/DS10/R at para 21 (Panel Report).

"necessary" if no more GATT-consistent measures achieving the same objective is identified. Crucially, the burden of proof for less trade-restrictive alternatives rests with the complaining WTO member, who must propose specific alternative measures capable of achieving the measure's objective to an equivalent extent. equivalent extent.[58]

Related to Article XX(g), a measure affecting imports, such as CBAM, is deemed justified under Article XX(g) of the GATT if it proves that it must be implemented concurrently "with restrictions on domestic production or consumption",[59] a condition commonly referred to as the "even-handedness"[60] requirement. The EU would be required to demonstrate that (1) the measure is linked to the conservation of depletable natural resources and (2) that the measure is implemented concurrently with limitations on domestic production or consumption. In this context, the CBAM, as an import-impacting measure, is a response to a domestic initiative, specifically, the EU-ETS.[61] Moreover, in *US-gasoline*, the Panel acknowledged that "clean air"[62] could be considered a depletable natural resource within the context of applying Article XX(g).

58 World Trade Organization, "Burden of Proof".

59 *United States—Standards for reformulated and conventional gasoline* (1996), WTO Doc WT/DS2/9 (Dispute Settlement Reports).

60 *Ibid*.

61 *Ibid*.

62 *Ibid*, mentioned in overall conclusions of Panel, "[…] clean air was an exhaustible natural resource within the meaning of Article XX(g) of the General Agreement […]" at para 71.

teseopress.com

2.4. Assessing the Compatibility of CBAM with WTO Regulations Related to Transparency

CBAM officially entered its transitional phase on October 1, 2023.[63] Based on the analysis in Chapter I, the CBAM creates obligations for exporters to the EU market to provide information enabling importers to report emissions for their products, which then determines the carbon price applied to imported goods. These characteristics classify the CBAM as both a requirement on imports and an environmental charge, falling within the scope of Article X of GATT 1994. Therefore, the CBAM must adhere to the following criteria: (1) t*ransparency in publication*, (2) *transparency in the implementation timeline* and (3) *transparency in dispute resolution.*

Regarding transparency in publication, the CBAM must adhere to the Article X:1 requirement that regulations "be published promptly in such manner as to enable governments and traders to become acquainted with".[64] *EEC—Restrictions on Imports of Dessert Apples, Complaint by Chile*[65] provides an example of compliance with Article X(1). According to the panel report, the EEC contended that the regulations establishing and modifying the Community's import licensing system were published quickly and appropriately in the Official Journal. For instance, Regulation 346/88 introducing surveillance was published just three days after it was adopted, with the entry into force scheduled for eight days following publication.[66] This indicates that there was no specific time limit or delay set between

63 *EU*, *supra* note 21.

64 *GATT 1994*, article X.1.

65 *European Economic Community—Restrictions onj Imports of dessert apples—Complaint by Chile* (1989), WTO Doc WT/L/6491/36S/93 (Panel Report) on article X(1) under GATT 1994.

66 *Ibid*; *Restrictions and Taxes on Cigarettes*, *supra* note 58 at para 5.19,

publication and the implementation of the regulation. Regarding the case of CBAM, this mechanism timeline has been a subject of concern, particularly regarding how promptly importers could adjust to the new rules. The definitive version of the CBAM regulation was published on July 14, 2021,[67] but its provisional implementation started in October 2023.[68] During this period, importers were required to start collecting data on the carbon content of goods imported into the EU. While the extended timeline between publication and data collection could allow importers to familiarize themselves with the new requirements, the critical question is whether it provides enough time for businesses and traders to "become acquainted". Thus, although the publication period might allow some time for acquaintance, the lengthy delay in full enforcement should be carefully scrutinized from the perspective of ensuring adequate time for adaptation.

Regarding t*ransparency in the implementation process*. According to GATT Article X:2, any measures that increase duties, impose new charges, or introduce restrictions on imports must be officially published before enforcement. In the case of CBAM, while the timeline provides importers with a transitional period to adjust, the EU's lack of guarantees regarding changes to the mechanism until 2034 raises concerns about its transparency. Potential future modifications could undermine the stability and predictability of the rules, which may cause uncertainty among affected nations and traders, further emphasizing the need for consistent transparency throughout the process. Moreover, If the CBAM regulations, including aspects like carbon

67 EC, "Carbon Border Adjustment Mechanism".
68 *Ibid*.

data collection or adjustment costs, are not administered equitably, they could result in unfair trade practices, potentially violating the principle of administering trade measures in a uniform, impartial, and reasonable manner, as stated in Article X:3(a) of the GATT 1994.

Regarding transparency in dispute resolution, the CBAM mechanism can be examined through Article X:3(b) of the GATT 1994. This article mandates that any administrative actions related to trade should be reviewed and corrected in a timely, ensuring that disputes are addressed efficiently. According to Article X:3(b) of the GATT 1994, this provision allows the EU to prioritize internal dispute resolution; however, it also requires the EU to have an independent system in place for resolving disputes related to carbon pricing on imports. This would offer importers a fair opportunity to challenge decisions if they believe they are unfairly treated. Therefore, while CBAM aims to achieve its environmental goals, special attention must be given to its administration and dispute resolution processes. This is crucial to avoid disputes and ensure that the implementation of CBAM is seen as fair and transparent for all parties involved.

3. Some Recommendations for Vietnamese Businesses

3.1. Swiftly Update CBAM Reporting Guidelines

The Swift Update of CBAM Reporting Guidelines can help Vietnamese businesses avoid disputes with CBAM within the WTO framework. This is because it provides businesses with the opportunity to quickly adapt to the new reporting requirements of CBAM. In doing so,

businesses can ensure that their reporting information complies with the CBAM requirements, reducing the risk of legal conflicts and disputes. The prompt updating of guidelines also assists Vietnamese businesses in maintaining flexibility and efficiency in the reporting process, avoiding unnecessary risks. Additionally, staying abreast of changes in guidelines demonstrates a business's commitment to complying with both CBAM and WTO regulations. In this way, businesses can establish a robust reporting system that is adaptable and responds promptly to policy changes, helping them navigate international trade challenges and maintain positive relations with the EU market.

3.2. Refer to International Standards

Referring to international standards in reporting data plays a pivotal role in aiding Vietnamese businesses to effectively adapt to the CBAM. By aligning their reporting practices with globally recognized standards, these businesses can ensure compliance with CBAM regulations, minimizing the risk of legal complications. Moreover, the use of international standards fosters consistency in data generation, providing universal language and accepted measurement methods. This consistency not only facilitates straightforward comparisons but also reduces confusion in the reporting process. The credibility of Vietnamese businesses in the global market is significantly enhanced when they adhere to international standards. Partners and customers are more likely to trust the accuracy and reliability of reported data, establishing a positive reputation. The incorporation of international standards acts as a safeguard against potential legal issues related to CBAM. In conclusion, integrating international standards into data reporting not only ensures adaptation to the CBAM but

also provides a range of general benefits, positioning Vietnamese businesses for success in a sustainable and compliant global market.

3.3. Proactively Engaging with the EU

Proactively engaging with the EU regarding the potential WTO violations that the CBAM could pose to Vietnam is essential. Trade disputes are generally undesirable and should be avoided. Additionally, the EU is currently in the process of receiving feedback from exporters about the CBAM regulations. By maintaining an open dialogue with the EU, Vietnam can address any concerns or risks associated with WTO compliance early on. This proactive approach not only helps prevent potential trade conflicts but also allows Vietnam to contribute to shaping the regulations in a manner that considers the interests of its exporters. Engaging in such discussions demonstrates Vietnam's commitment to fair trade practices and helps protect the country's trade interests in the long term.

3.4. Updating Responses of Foreign Importing Businesses to the EU Market with Similar Positions to Vietnam

Updating the responses of foreign importing businesses with similar positions to Vietnam in the EU market is crucial for Vietnamese businesses to comprehend potential WTO violations associated with the CBAM. Firstly, understanding how businesses from similar positions respond to CBAM regulations in the EU market provides valuable insights into the challenges and compliance issues they may face. This knowledge allows Vietnamese businesses to proactively address these challenges and implement strategies to navigate

potential WTO-related concerns. Additionally, monitoring the responses of foreign counterparts helps Vietnamese businesses stay informed about the evolving landscape of the CBAM and its implications on international trade. By staying updated, these businesses can align their strategies with global market trends and anticipate potential disputes related to WTO regulations. In conclusion, updating the responses of foreign importing businesses with similar positions in the EU market is a strategic approach for Vietnamese enterprises. It equips them with the necessary information to comprehend potential WTO violations associated with the CBAM, fostering an initiative-taking and compliant approach in the global market.

Conclusion

Through this study, the examination of the greenhouse emissions report under the CBAM has raised several potential WTO legal challenges that the European Union (EU) may face. The CBAM, as a unilateral trade-based measure, aims to align with the EU's domestic climate ambitions and ensure fair competition conditions for certain emissions-intensive products. Despite the European Commission's claims about its compatibility with various arms of international law, concerns and debates surrounding its unilateral nature persist. The international community, including businesses exporting to the EU and EU trade partners, has expressed reservations and raised questions about the WTO compliance of the CBAM. Issues related to the WTO's non-discrimination principle and the potential imposition of an additional technical burden on importing

businesses have fuelled these concerns. Furthermore, the research has highlighted the importance of assessing the CBAM within the WTO framework, not only to identify potential legal pitfalls for the EU and importing businesses but also to provide insights for other nations considering similar mechanisms. The potential conflicts with WTO obligations necessitate a thorough understanding of the implications and the exploration of alternatives that are both effective and legally sound. As the EU navigates the complexities of implementing the CBAM, it becomes imperative for the European Commission to engage in a constructive dialogue with WTO members, addressing concerns and seeking common ground. This collaborative approach would not only contribute to the effectiveness of the CBAM but also foster international cooperation in addressing the challenges of climate change.

In conclusion, while the CBAM represents a significant step toward environmental protection, the EU must carefully navigate the legal intricacies within the WTO framework. Striking a balance between climate ambitions and international trade obligations requires thoughtful consideration and diplomatic engagement to ensure the successful implementation of the CBAM without compromising global trade norms.

Bibliography

International Agreements

Agreement on Technical Barriers to Trade, 15 April 1994, 1868 UNTS 120 (entered into force 1st January 1995).

General Agreement on Tariffs and Trade, 30 October 1947, 58 UNTS 187 (entered into force 1 January 1948) [GATT].

Paris Agreement, 12 December 2015, UNTC No 54113 (entered into force 4 November 2016).

Jurisprudence

China—Measures Affecting Trading Rights and Distribution Services for Certain Publications and Audiovisual Entertainment Products (2009), WTO Doc WT/DS363/19 (Appellate Body Report).

European Economic Community—Restrictions onj Imports of dessert apples—Complaint by Chile (1989), WTO Doc WT/L/6491/36S/93 (Panel Report).

Japan—Alcoholic Beverages II (1996), WTO Doc WT/DS8/17/Add.1 (Appellate Body Report).

Korea—Measures Affecting Imports of Fresh, Chilled and Frozen Beef (2000), WTO Doc WT/DS161/12 (Appellate Body Report).

Thailand—Customs and Fiscal Measures on Cigarettes from the Philippines (2011), WTO Doc WT/DS371/46 (Appellate Body Report).

Thailand—Restrictions on Importation of and Internal Taxes on Cigarettes (1990), WTO WT/DS10/R (Panel Report).

United States—Measures Affecting the Production and Sale of Clove Cigarettes (2012), WTO Doc WT/DS406/17 (Appellate Body Report).

United States—Section 337 of the Tariff Act of 1930 (1989), WTO Doc L/6439-36S/345 (Panel Report).

United States—Standards for reformulated and conventional gasoline (1996), WTO Doc WT/DS2/9 (Dispute Settlement Reports).

European Official Documentation

EC, *Communication 2021/550 final 'Fit-for-55': delivering the EU's 2030 Climate Target on the way to climate neutrality* [2021].

EC, *Communication from the Commission 2019/640 final The European Green Deal* [2019] online: <commission.europa.eu>.

EC, *SWD 2021/643 final Impact Assessment Report: Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a carbon border adjustment mechanism* [2021], online: <eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A52021SC0643>.

EP, *Amendments adopted by the European Parliament on 22 June 2022 on the proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a carbon border adjustment mechanism* [2022] P9_TA (2022) 0248.

EP ENVI Committee, *Report Towards a WTO-compatible EU carbon border adjustment mechanism* [2020] 2020/2043(INI), online: <https://www.europarl.europa.eu>.

EU, *Commission Implementing Regulation 2023/1773 of 17 August 2023 laying down rules for the application of Regulation (EU) 2023/956 of the European Parliament and of the Council* [2023] OJ, L 228/94, at 1.

EU, *Regulation 2023/1773 of the European Parliament and of the Council of 6 December 2023* [2023] OJ, L 228/94, Annex II.2, Table 1.

EU, *Regulation 2023/956 of the European Parliament and of the Council of 10 May 2023 establishing a Carbon Border Adjustment Mechanism* [2023] OJ, L 130/52.

Doctrinal Sources

Di Leva, Charles E. & Scott Vaughan, "The Paris Agreement's New Article 6 Rules" (2021) International Institute for Sustainable Development, online: <iisd.org/articles/paris-agreement-article-6-rules>.

Overland, Indra & Rahat Sabyrbekov, "Know Your Opponent: Which Countries Might Fight the European Carbon Border Adjustment Mechanism?" (2022) 10 Energy Policy 113175, online: <sciencedirect.com>.

Khan, Asif, "Environment and Trade Matters under GATT Article XX" (2011), online: <ssrn.com/abstract=1887205> or <dx.doi.org/10.2139/ssrn.1887205>.

Xin, Ng Jia, "CBAM—What Do Business Leaders Need to Know?" (2024) Bernard Business Consulting, online: <bernardbc.com/>.

Leal-Arcas, Rafael, Faktaufon, Manuliza & Anna Kyprianou, "A Legal Exploration of the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism" (2022) 14:1 Indian Journal of International Economic Law 18, online: <https://www.researchgate.net/>.

Narloch, Ulf, "Deadline for CBAM Reports Extended" (2024), online: < https://co2-iq.com>.

Reports

International Organization for Standardization, *Greenhouse gases—Carbon footprint of products—Requirements and guidelines for quantification* (2018), ISO 14067:2018, Edition 1, online: <iso.org/standard/71206.html>.

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), *Key Aspects of the*

Paris Agreement, online: <unfccc.int/most-requested/key-aspects-of-the-paris-agreement>.

Press

EC, "European Green Deal: Agreement reached on the CBAM" (2022), online: <ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_7719>

EC, "Valdis Dombrovskis: European Commission Executive Vice-President" (2022), online: <ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_7719> (accessed 22 February 2024).

Online Sources

CEU, "EU climate action: provisional agreement reached on Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM)" (2022), online: <consilium.europa.eu/>.

CEU, "Fit for 55" (2021), online: <consilium.europa.eu/en/policies/green-deal/fit-for-55-the-eu-plan-for-a-green-transition/#package>.

Climate Action Tracker, "CAT Warming Projections: Global Temperature Increase by 2100" (2022), online: <climateactiontracker.org>.

Climate Change News, "Frans Timmermans, Dutch climate change EU" (2023), online: <climatechangenews.com/2023/07/20/frans-timmermans-dutch-climate-change-eu/> (accessed 22 February 2024).

Climate Watch, "Net-Zero Tracker", online: <climatewatchdata.org/net-zero-tracker>.

EC, "Carbon Border Adjustment Mechanism" (2025), online: <taxation-customs.ec.europa.eu/>.

EC, "Commission Publishes Default Values for Determining Embedded Emissions During

the CBAM Transitional Period and Updated Guidance on Reporting Obligations" (2023), online: <taxation-customs.ec.europa.eu/news/commission-publishes-default-values-determining-embedded-emissions-during-cbam-transitional-period-2023-12-22_en>.
EC, "Commission welcomes completion of key 'Fit for 55' legislation, putting EU on track to exceed 2030 targets" (2023), online: <ec.europa.eu/>.
EC, "European Green Deal" (2024), online: <https://www.consilium.europa.eu>.
EC, "Fit for 55" (2025), online: <https://www.consilium.europa.eu>.
Ernst & Young (EY), "European Parliament approves EU Emission Trading System reform and new EU Carbon Border Adjustment Mechanism" (2023), online: <https://taxnews.ey.com/>.
International Carbon Action Partnership (ICAP) (03/05/2023), "EU adopts landmark ETS reforms and new policies to meet 2030 target", *ETS News,* online: <https://icapcarbonaction.com/>.
Samantha Burgess, *Monthly Climate Bulletin: Warmest January on record, 12-month average over 1.5°C above preindustrial*, Copernicus Climate Change Service (C3S), online: <climate.copernicus.eu/>.
The Copernicus Climate Change Service (C3S), *About us*, online: <climate.copernicus.eu/about-us>.
World Bank, *Carbon Pricing Dashboard*, online: <carbonpricingdashboard.worldbank.org/>.
World Trade Organization, "Basic Purpose and Concepts", online: <wto.org/>.
World Trade Organization, "Burden of Proof", online:<wto.org/>.
World Trade Organization, "History of the multilateral trading system", online: <wto.org/>.

World Trade Organization, "Members and Observers", online: <wto.org/>.
World Trade Organization, "The WTO in brief", online: <https://www.wto.org/>.
World Trade Organization, "The WTO", online: <wto.org/>.

Assessing the Impact of e-Commerce Provisions in Regional Comprehensive Economic Partnership on the Global Economy and Proposals for Enhancing the Agreement's Effectiveness in International Trade

BUI Thi Kim Hong, LE Thu Trang & NGUYEN Hoang Mai

Abstract

The Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) is a major free trade agreement signed in 2020 between the ten ASEAN member states and their key trade partners – China, Japan, South Korea, Australia, and New Zealand. RCEP aims to reduce tariff and non-tariff barriers among member economies, facilitate trade and investment flows, and promote inclusive growth across the region.

As one of the largest free trade deals to date, covering nearly a third of global GDP, RCEP introduced forward-looking provisions addressing many new-age issues, including electronic commerce (e-commerce). Considering the fast-paced digital transformation and the rising dominance of cross-border e-commerce, the e-commerce chapter within RCEP seeks to establish an inclusive, and secure environment for digital trade flows between signatories.

This research paper examines the key e-commerce commitments incorporated under RCEP. It focuses on

assessing their expected impact on the regional and global economies, especially opportunities and challenges in the burgeoning digital sector. Despite some opportunities it presents for businesses to invest in new technologies and services and for consumers to access a wider range of products at competitive prices, there need to be several challenges to the full implementation of RCEP's e-commerce provisions. The challenges may include the lack of digital infrastructure in some developing countries, the need to harmonize data protection regulations across the RCEP region, etc. Recommendations are then provided to further maximize RCEP's effectiveness in harmonizing standards, liberalizing e-commerce regulations, and boosting international digital connectivity, thereby enhancing RCEP's implementation to benefit both members and non-members through greater regional economic integration.
Keywords: RCEP, e-commerce, global economy, international trade, ASEAN.

Résumé

Le Partenariat économique régional global (RCEP) est un accord de libre-échange majeur signé en 2020 entre les dix États membres de l'ASEAN et leurs principaux partenaires commerciaux – la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le RCEP vise à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires entre les économies membres, à faciliter les flux commerciaux et d'investissements, et à promouvoir une croissance inclusive dans toute la région.

En tant que l'un des plus grands accords de libre-échange à ce jour, couvrant près d'un tiers du PIB

mondial, le RCEP introduit des dispositions prospectives traitant de nombreuses questions contemporaines, y compris le commerce électronique. Compte tenu de la transformation numérique rapide et de la montée en puissance du commerce électronique transfrontalier, le chapitre du RCEP dédié au commerce électronique vise à créer un environnement inclusif et sécurisé pour les flux commerciaux numériques entre les signataires.

Cet article de recherche examine les engagements clés relatifs au commerce électronique intégrés dans le RCEP. Il se concentre sur l'évaluation de leur impact attendu sur les économies régionales et mondiales, en particulier les opportunités et les défis dans le secteur numérique en pleine expansion. Malgré les opportunités qu'il présente pour les entreprises d'investir dans de nouvelles technologies et services, ainsi que pour les consommateurs d'accéder à une gamme plus large de produits à des prix compétitifs, plusieurs défis demeurent pour la mise en œuvre complète des dispositions relatives au commerce électronique du RCEP. Parmi ces défis figurent le manque d'infrastructures numériques dans certains pays en développement et la nécessité d'harmoniser les réglementations en matière de protection des données dans toute la région RCEP, entre autres. Des recommandations sont ensuite proposées pour maximiser l'efficacité du RCEP en matière d'harmonisation des normes, de libéralisation des réglementations du commerce électronique et de renforcement de la connectivité numérique internationale, contribuant ainsi à améliorer la mise en œuvre du RCEP au bénéfice des membres et non-membres grâce à une intégration économique régionale accrue.

Mots-clés : RCEP, commerce électronique, économie mondiale, commerce international, ASEAN.

In a world where digitalization is gradually transforming the existing structure of the global economy, electronic commerce ("e-commerce") has become a crucial component in fostering innovation, encouraging global expansion, improving productivity, and creating job opportunities. With the dynamic shift towards digitalization and globalization that the global economy experiences in modern days, e-commerce is emerging as the central drive for transformation and development. In this context, regional trade agreements (RTAs)—agreements signed by two or more countries to encourage the free movement of goods and services across the borders of the state members—are expected to promote trade and economic growth upon being established and coming into effect. Therefore, this research paper delves into the impact of the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP Agreement), one of the major RTAs containing e-commerce provisions, on the global economy.

1. Overview of Electronic Commerce in the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) Agreement

1.1. Overview of the RCEP Agreement

1.1.1. Introduction of the RCEP Agreement

The establishment of the RCEP trade bloc can be traced back to 2006, when four countries, including Brunei, New Zealand, Chile, and Singapore, founded the Pacific Four (P4) grouping, and the United States, Australia, Malaysia, Vietnam, and Peru expressed interest in

joining them in.[1] Following the formation of the Trans-Pacific Partnership (TPP) agreement in 2009, these countries began negotiations with numerous challenges to maintain their relevance and prominence in East Asia.[2]

After several rounds of negotiation beginning in 2012 and almost 10 years after it was conceived at the ASEAN Summit in Bali in 2011, the RCEP Agreement was signed in 2020 and is currently in effect. In the year 2020, as regional economies take steps to deal with the impact of the coronavirus disease (COVID-19) and amid the pandemic's economic fallout, the signing of the RCEP provides crucial momentum to its members' strong commitment to pursuing free trade, strengthens regional supply chains, and is a pivotal moment toward building a regional trading bloc on a massive scale.[3] Simply put, the agreement aims to lower tariffs, expand trade to include services, and promote investment opportunities, especially to support emerging ASEAN economies to catch up with the rest of the world.[4]

Involving 15 countries—10 members of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) plus five regional partners including China, Japan, South Korea,

---

1 Inkyo Cheong & Jose Tongzon, "Comparing the Economic Impact of the Trans-Pacific Partnership and the Regional Comprehensive Economic Partnership", (2013) 12:2 Asian Economic Papers 144.

2 Mahani Hamdan, Mohammad Anshari & Norainie Ahmad, "An Overview of Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)" in *Regional Comprehensive Economic Partnership* (Charjah: Bentham Science Publishers, 2023) at 2.

3 Jong Woo Kang et al, "Regional Comprehensive Economic Partnership: Overview and Economic Impact" (2020) 164 Asian Development Banks Briefs 1.

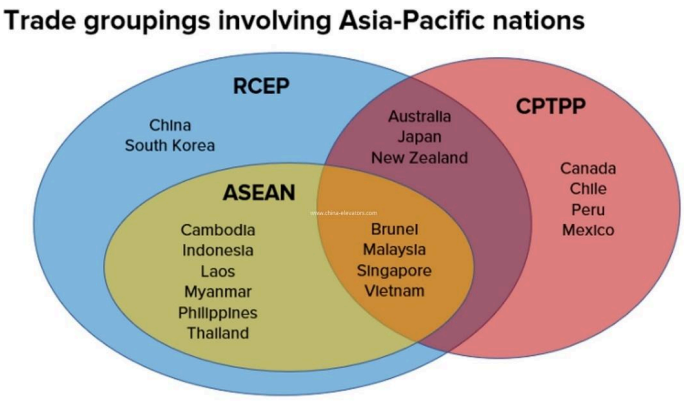
4 Wen Chong Cheah et al, "Accelerating Growth: How RCEP Facilitates ASEAN Trade in the Digital Era" (2020) #03-2020 Asia Competitiveness Institute Research Paper Series 2.

teseopress.com

Australia, and New Zealand—the RCEP bloc has become one of the world's largest trade impacts, covering nearly one-third of the world's population and contributing around 30 percent of its gross domestic product.[5]

RCEP and the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), which concluded in 2018, are the major multilateral free trade agreements signed and dominated by East Asian members. India and the United States were supposed to be members of the RCEP and the CPTPP, but they withdrew under the Modi and Trump eras. As they are now constructed (see Figure 1), the accords strongly encourage intra-East Asian cooperation around China and Japan[6].

Figure 1: RCEP, ASEAN and CPTPP



Source: The Economist Intelligence Unit.

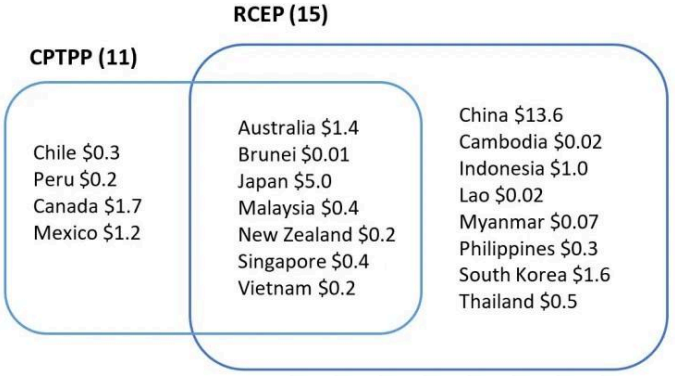
5 Grace Ho, "A Trade Pact Nearly 10 Years in the Making: 5 Things to Know About RCEP" (2020) The Straits Times.

6 Peter A. Petri & Michael Plummer, "RCEP: A New Trade Agreement That Will Shape Global Economics and Politics" (2020) Brookings.

Together, RCEP's 15 participants account for about 29% ($25.8 trillion) of global gross domestic product (GDP), 30% (2.3 billion) of the world's population, and 25% ($12.7 trillion) of global trade in goods and services.[7]Economic forecasts by the Peterson Institute for International Economics suggest that RCEP could add US$209 billion annually to global income levels and US$500 billion to world trade by 2030.

The same forecasts estimate ASEAN to gain US$19 billion annually by 2030.[8] RCEP will be the world's biggest free trade agreement (FTA) measured in GDP – larger than the CPTPP, the European Union, the South America trade bloc, and the recent United States–Mexico– Canada FTA (see Figure 2).

Figure 2: GDP of Members of RCEP and CPTPP – in trillions of U.S. dollars



Source: authors.

7 *Jong Woo Kang et al, supra* note 3.
8 *Wen Chong Cheah et al, supra* note 4.

teseopress.com

1.1.2. Key Features of the RCEP Agreement

The RCEP is extensive, comprising 20 chapters that cover a wide range of topics not included in previous ASEAN Plus One Free Trade Agreements (ASEAN+1 agreements). For trade in goods, it establishes rules on aspects such as rules of origin, customs procedures, trade facilitation, sanitary and phytosanitary measures, standards, technical regulations, conformity assessment, and trade remedies. Additionally, it includes chapters on trade in services, with specific provisions for sectors such as financial services, telecommunications, and professional services. The agreement further addresses investment, intellectual property, electronic commerce, economic and technological cooperation, support for small and medium-sized enterprises, government procurement, and legal and institutional matters, including dispute resolution.[9]

Notably, the RCEP successfully provides a consolidated rule book for trade in all 15 member states, which the ASEAN+1 agreements could not offer as there were still notable differences in the rules and requirements in each FTA due to separate negotiation processes. This research will further demonstrate the 4 selected major sectors of the RCEP Agreement, including Trade in goods, Trade in service, E-commerce and Investment.

Trade in goods: The RCEP aims to further liberalize trade in goods between the member states by following a number of measures.

---

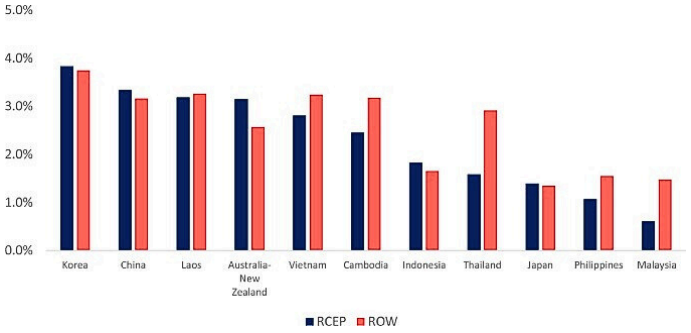
9 *Jong Woo Kang et al, supra* note 3.

- Reduce or eliminate tariffs on goods traded between member states, with a target of 92% reduction over 20 years.
- Prohibit non-tariff barriers such as quotas and licenses, promoting transparency in trade regulations.
- Facilitate trade through measures like simplified customs procedures and faster clearance for qualifying businesses.
- Establish clear rules of origin to determine which goods qualify for preferential treatment within the bloc. This includes allowing materials from different member states to be combined for origin purposes, fostering greater supply chain integration.[10]

While RCEP doesn't lead to significant overall tariff reductions due to existing agreements, it consolidates them and simplifies trade procedures, potentially bringing Asia closer to a unified trading region (see figure 3).

10 Ivy Tan. et al, "Understanding the Regional Comprehensive Economic Partnership Agreement (RCEP) What does the RCEP mean to businesses?" (2020) Baker Mckenzie.

Figure 3: Average tariff applied by RCEP countries



Source: Asia and the Global Economy with data from MacMap and UN Comtrade.

Trade in services: The RCEP agreement aims to enhance trade in services by eliminating restrictive and discriminatory barriers to entry. It establishes broad regulations, including market access rules, national treatment, most-favored-nation treatment, and local presence requirements. RCEP employs a "negative list" approach, meaning that member economies are generally open to foreign service providers unless specific sectors are listed as exceptions. However, eight member states—Cambodia, China, Laos, Myanmar, New Zealand, the Philippines, Thailand, and Vietnam—have initially adopted a "positive list" approach, which only permits foreign access to specified sectors. These states are required to transition to the "negative list" approach within six years after the Agreement's implementation.

E-commerce: The agreement encourages member economies to improve trade administration and processes with electronic means. It requires them to adopt or maintain a legal framework that creates an environment conducive to e-commerce development, including

data privacy and consumer protection. RCEP members agreed to maintain the practice of not imposing customs duties for electronic transmissions. RCEP covers commitments on cross-border data flows – the first of its kind for several large and emerging members. These commitments will not apply to financial services and they include exceptions for national security or other public policy reasons.[11]

Investment: The RCEP aims to improve the investment climate in the region by offering greater protection, liberalization, promotion, and facilitation. It guarantees fair treatment to investors from member countries, prohibits performance requirements such as local hiring quotas that go beyond WTO rules, and locks in current investment policies while allowing for future liberalization. Additionally, the agreement focuses on assisting investors even after the investment is made, particularly with resolving any issues or complaints that may arise.

1.1.3. The Macroeconomic Impact of the RCEP Agreement

Economically, the RCEP is significantly larger than the CPTPP. The 15 countries in RCEP make up 29% of global GDP, 25% of world trade, and encompass a population of 2.3 billion, while the 11 CPTPP countries represent 13% of global GDP, 14% of global trade, and a population of 507.7 million.[12] RCEP is expected to boost intraregional trade and reinforce value chains, especially among China, Japan, and South Korea, and between these and other members. In a business-as-usual scenario where the economic impacts of CPTPP and RCEP are added sequentially, the CPTPP is projected

11 *Jong Woo Kang et al*, *supra* note 3.
12 *Ibid*.

to increase global real income by $147 billion by 2030, while RCEP could add an additional $186 billion.[13]

The RCEP trade agreement is expected to benefit member countries by reducing trade costs, making imports cheaper, and boosting the competitiveness of local production. This can lead to increased trade, economic growth, and productivity gains. Countries with lower initial trade barriers and stronger comparative advantage in sectors benefiting from the agreement are likely to see the biggest gains.

It is estimated that RCEP will increase real income in member countries by up to 2.5% by 2035, depending on the specific measures implemented (tariffs, non-tariff measures, rules of origin, and productivity improvements). While there might be a minor negative impact on non-member countries due to trade diversion, this is offset by potential positive effects if RCEP member economies experience significant productivity gains.[14]

1.2. Overview of Provisions Regarding Electronic Commerce in RCEP

The RCEP Agreement is set to significantly reshape e-commerce within the region, with Chapter 12 on Electronic Commerce aimed at facilitating smooth cross-border transactions and driving economic growth. This chapter has three key objectives: (i) to foster e-commerce among RCEP member nations, (ii) to build a trustworthy e-commerce environment, and (iii) to strengthen

13 Peter A. Petri & Michael Plummer, "East Asia Decouples from the United States: Trade War, COVID-19, and East Asia's New Trade Blocs" (2020) PIIE, Working Paper.

14 Carmen Estrades et al, "Estimating the Economic Impacts of the Regional Comprehensive Economic Partnership" (2023) 3:2 Asia and the Global Economy 100060.

collaboration among stakeholders to support its development. These goals highlight RCEP's commitment to expanding digital trade, benefiting businesses and consumers alike.

There are five sections in Chapter 12. Section A regulates General Provisions, Definitions, Principles and Objectives, Scope, and Cooperation. Section B includes Trade Facilitation provisions: Paperless Trading, Electronic Authentication, and Electronic Signature. Section C on Creating a Conducive Environment for Electronic Commerce deals with Customs Duties, Online Consumer Protection, Online Personal Information Protection, Unsolicited Commercial Electronic Messages (spam), Domestic Regulatory Frameworks, Transparency, and Cyber Security. Section D covers the Location of Computer Facilities and Cross-border Transfer of Information by Electronic Means. The final section provides for Dialogue on Electronic Commerce, especially TPP/CPTPP matters omitted from RCEP.

Chapter 12 of the RCEP is comparable to the ASEAN Agreement on Electronic Commerce, which was signed in January 2019 and took effect in December 2021. Under Article 12.3, the scope of this chapter applies to "measures adopted or maintained by a Party that affect electronic commerce". Particularly, "measures" are broadly defined in the agreement to include any legislation, regulation, rule, procedure, decision, administrative action, or other type of government action. The term "affect" refers to a broad range of initiatives, not just those aimed directly at e-commerce. Although the term "electronic commerce" is not defined, the chapter's prohibitions include considerably more than cross-border online business transactions, including personal privacy and spam. Moreover, Chapter 12 is specifically excluded from the dispute

resolution mechanism mentioned in Article 12.17.3: "No Party shall have recourse to dispute settlement under Chapter 19 (Dispute Settlement) for any matter arising under this Chapter". Accordingly, disagreements over the interpretation and application of e-commerce provisions should be resolved initially through mutual consultation and by the RCEP Joint Committee in case the consultation fails. Thus, the e-commerce chapter's commitments are essentially non-binding and not enforceable.

For further analysis, the key provisions of e-commerce cover the following points:

- Acknowledgement of the validity of electronic signatures, unless otherwise regulated (Article 12.6).
- Enactment of legal frameworks on the protection of personal data and protection of e-commerce users from fraud and misleading practices (Article 12.16).
- Maintaining the current practice of not imposing customs duties on electronic transmissions between member states (Article 12.11).
- Prohibiting the requirement to use or locate a computing facility in a certain territory to conduct business in that territory (Article 12.14).
- Prohibiting the prevention of cross-border transfer of information unless otherwise provided to achieve public policy objectives and protect security interests (Article 12.15).[15]

15 *Tan I. et al, supra* note 10.

2. Impact of Electronic Commerce Provisions in the RCEP Agreement on the Global Economy

2.1. Impact on the Economies of RCEP Member Countries

RCEP covers trade in traditional commodities which are transacted with the assistance of digital technologies. Chapter 12 has two provisions designed to facilitate that kind of trade, covering three kinds of measures: paperless trading, electronic signatures, and electronic authentication.

The first two measures, paperless trading and electronic signatures, reflect the RCEP preference for flexibility and good faith commitments over enforceable obligations and seek to balance assistance to exporters and importers with the burdens of compliance on businesses and governments. Specifically, under Article 12.5 RCEP, the general obligation on *paperless trading* is mandatory ("shall"). However, it only requires parties to "work towards" implementing paperless trading initiatives and to "endeavour" to accept trade administration documents as the legal equivalent of paper versions and make trade administration documents available to the public in electronic form. Additionally, regarding *e-signatures* under Article 12.6 RCEP, full implementation of obligations on it would make transactions easier for ASEAN businesses to operate across the border, and potentially within the domestic economy. The last measure is *e-authentication*, with its provision also under Article 12.6 potentially benefiting all businesses by providing assurance of identity in sensitive transactions and minimizing risks of fraud. This provision also provides some flexibility for governments to impose performance standards or certification requirements on a particular category of e transactions.

In recent years, e-commerce provisions under the RCEP have the potential to generate significant impacts on the countries involved. In 2020, RCEP had approximately 2.2 billion people who engaged in online purchases of consumer goods, with a combined size of 26.2 trillion USD or 30 percent of the world's GDP.[16] Furthermore, within the RCEP member countries, the average annual consumer spending on consumer goods reached US$1,022 in 2020, surpassing the global average of US$703 by a significant margin.[17] The e-commerce market for consumer goods within the RCEP experienced remarkable growth, with a substantial increase of 28.5% from US$1.1 trillion in 2019 to US$1.4 trillion in 2020.[18] Notably, China has emerged as the dominant player in the RCEP's consumer e-commerce market, with the highest number of people purchasing consumer goods via the Internet (926.1 million). It is projected that China will continue to maintain its position as the largest market for consumer goods e-commerce among the RCEP member nations. Furthermore, South Korea recorded the highest average annual consumer spending on consumer goods e-commerce, with an amount of US$2,012. Australia followed closely with US$1,492, while China, New Zealand, and Japan had average annual consumer spending figures of US$1,206, US$1,102, and US$1,078, respectively.

16 "GDP and population of RCEP member countries" (2020), Vietnam plus.
17 "Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP): E-commerce & SMEs" (2021) Socio-Economic Research Centre at 5.
18 *Ibid*.

Figure 4: E-commerce Consumer Spending in RCEP Countries

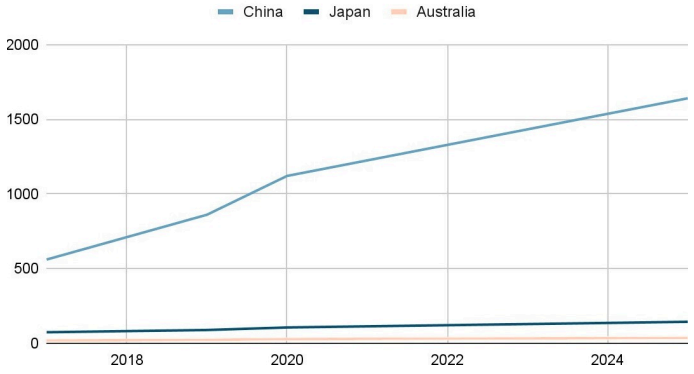
RCEP members[19]	Numbers of people purchasing consumer goods via the Internet	Average annual consumer spending on consumer goods e-commerce purchases
China	926.1 million	1,206
Indonesia	138.1 million	219
Japan	97.1 million	1,078
Vietnam	45.6 million	132
Philippines	38.9 million	91
South Korea	36.9 million	2.012
Thailand	33.7 million	216
Australia	18.3 million	1,492
Malaysia	13.1 million	341
New Zealand	3.1 million	1,102
Singapore	3.1 million	785

Sources: Data Reportal and SERC.

The data below also show that e-commerce is expected to grow among RCEP countries.

19 No data is available for Brunei, Cambodia, Laos and Myanmar.

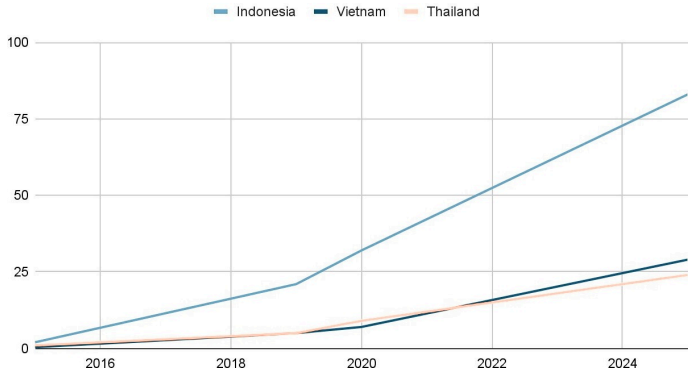
Figure 5: The Potential of E-commerce Value and Growth in China, Japan and Australia



Source: Statista, Google, TEMASEK, Bain & Company, and Global Data.

The provided chart illustrates the potential of e-commerce value and growth in China, Japan, and Australia from 2018 to 2024. China, a key RCEP member, demonstrates the most substantial expansion, with its e-commerce value tripling from $500 billion in 2018 to $1,500 billion in 2024. Japan and Australia also exhibit promising growth rates.

Figure 6: The Potential of E-commerce Value and Growth in Indonesia, Vietnam, Thailand



Source: Statista, Google, TEMASEK, Bain & Company, and Global Data.

This given chart shows the potential of e-commerce value and growth in Indonesia, Vietnam, and Thailand from 2016 to 2024. It can be observed that Indonesia dominates e-commerce among the 3 countries, with its value surging from approximately $10 billion in 2016 to nearly $75 billion in 2024, a staggering 650% growth. While Vietnam and Thailand's growth rates are lower at 500% and 200%, respectively, they still exhibit substantial expansion.

Besides, the ASEAN-6 countries,[20] although currently falling below the RCEP's benchmark average annual spending of US$1,022, present significant untapped market potential due to their increasing economic growth, higher income levels, and consumerism. This indicates that the implementation of e-commerce

[20] ASEAN-6 refers to Brunei, Indonesia, Malaysia, Singapore, Thailand and Philippines.

provisions within the RCEP framework has the potential to create fresh opportunities for businesses in these countries to expand their e-commerce presence and tap into a burgeoning market.[21] Moreover, more than half of the internet users in several RCEP member countries have already embraced mobile commerce ("m-commerce") by making online purchases through their mobile devices. For instance, Indonesia leads the way with 79.1% of internet users engaging in m-commerce, followed by Thailand (74.2%), the Philippines (69.6%), Malaysia (68.4%), China (64.3%), Vietnam (61.4%), South Korea (59.9%), and Singapore (56.9%).[22] These figures highlight a robust trend towards m-commerce in these nations, indicating that the e-commerce provisions under the RCEP have the potential to further fuel this growth.

Regarding e-commerce payment, RCEP's e-commerce provisions have the potential to exert a significant influence on consumers' preferred payment methods. For instance, in China, e-wallets accounted for 72% of e-commerce payments, demonstrating the highest adoption rate among RCEP member countries. Singapore, Japan, and South Korea also exhibited a substantial percentage (45%-58%) of e-commerce payments made through credit cards. In Indonesia, Malaysia, Thailand, and Vietnam, a notable portion (23%-31%) of customers have embraced bank transfers as their preferred e-commerce payment method.[23]

Besides, the impact of RCEP's e-commerce provisions extends to consumer behavior, particularly in terms of online product research. Statistics reveal that the Philippines has the highest percentage of internet

21 *Socio-Economic Research Centre, supra* note 17 at 7.
22 *Socio-Economic Research Centre, supra* note 17 at 7.
23 *Socio-Economic Research Centre, supra* note 21.

users, with 74.1%, engaging in online product research before making a purchase within the RCEP countries. This is closely followed by Indonesia (73.9%), Malaysia (68.2%), South Korea (64.9%), and New Zealand (63.5%). Moreover, in Singapore, Thailand, Australia, and Vietnam, more than half of internet users (from 56.5% to 59.8%) also conduct online product research. In Japan and China, the percentages are slightly lower, at 55.1% and 42.8%, respectively.[24]

2.2. Impact on the General Global Economy

RCEP establishes a framework for digital trade that tackles key issues such as cybersecurity and consumer and privacy protections in e-commerce. These measures have made international enterprises more willing to engage in trade, highlighting e-commerce's role in advancing globalization. RCEP's chapter on the digital economy includes multilateral guidelines, commitments to liberalize e-commerce, a moratorium on customs duties for electronic transmissions, and rules on data localization. Similar to provisions in the CPTPP, RCEP commits members to safeguard personal data and uphold the moratorium on e-transmission duties. While this framework is a promising foundation, increased cooperation is essential to fully realize the potential of the digital economy.

Protecting consumers' legitimate rights in cross-border e-commerce is essential for fostering a reliable e-commerce environment. While cross-border e-commerce enhances convenience and provides high-quality experiences, it also presents challenges such as unauthorized personal data disclosure and buyer

24 *Socio-Economic Research Centre, supra* note 17 at 8.

harassment. To address these, RCEP includes provisions focused on safeguarding online consumer rights. These include stringent regulations with substantial penalties for illegal activities, mechanisms for protecting overseas consumer rights, and rules on online data security. Additionally, RCEP encourages partners to publicly share their methods for consumer information protection and detail the steps in their security processes. These initiatives emphasize the importance of consumer protection, aiming to build a healthy cross-border e-commerce ecosystem. The measures enhance consumer trust and satisfaction, driving the sector's overall growth.[25] The RCEP also plays a pivotal role in developing rules to address both emerging economic opportunities and security challenges presented by new technologies, such as 5G telecommunications and digital trade. While multilateral rules under the WTO may sufficiently cover trade in goods, they fall short for a significant portion of 21st-century international commerce, which increasingly encompasses services, investment, data flows, and novel technologies. The existing patchwork of rules from smaller agreements leaves substantial gaps and contributes to economic fragmentation, underscoring the importance of RCEP's contributions to harmonizing standards and fostering greater economic integration across the region.

Practically, RCEP's e-commerce contributes greatly to the world's economy, which can be seen through the total amount spent in RCEP's consumer e-commerce in 2020 regarding food and personal care at US$375

25 Ji Meiyu, Xinxiang Gao & Yichang Liang, "Opportunities and Challenges of Cross-Border E-Commerce Development Cooperation between China and Southeast Asian Countries—Based on the Perspective of the Entry into Force of RCEP" (2023) 5:13 Academic Journal of Business & Management 136.

billion, occupying a 66.5% share of the world, followed by toys, DIY and hobbies (61.8%), fashion and beauty (52.9%), furniture and appliances (51.9%), electronic physical media (51.2%) and video games (51.2%).[26]

RCEP provisions on e-commerce and the digital economy are similar to those included in the CPTPP, with stronger carve-outs for national security and public policy measures that may stifle the free flow of data and information. Despite being narrower in coverage than agreements such as the Australia–Singapore Digital Economy Agreement, RCEP provisions reflect the extent to which the RCEP agreement represents the current consensus among countries of varying sizes and levels of development.[27] Given that most RCEP economies, excluding Cambodia, Indonesia, the Philippines, and Vietnam, are part of the WTO Joint Statement Initiative, RCEP demonstrates how any future multilateral agreement on e-commerce could be framed.[28] Additionally, as RCEP also has a role to play in updating the global rules for the digital economy, ensuring that subsequent agreements pursue an open regionalism approach will guarantee that this global perspective is reflected in the future governance regime for the digital economy in Asia and the Pacific.[29]

---

26 *Socio-Economic Research Centre, supra* note 17 at 6.

27 Eduardo Pedrosa & Christopher Findlay, "State of the Region Report 2020" (2020) Pacific Economic Cooperation Council.

28 *Ibid.*

29 Shiro Amstrong, Rebeca Sta Maria & Tetsuya Watanabe, "Towards an Asia-Pacific Digital Economy Governance Regime" (2021) Research Institute of Economy, Trade and Industry.

teseopress.com

3. Challenges in Implementing RCEP's E-Commerce Provisions

3.1. Differences among RCEP Members

3.1.1. Different Regulations and Platforms

One of the main obstacles in the RCEP framework is the regulatory differences among the member countries. The agreement includes nations with diverse e-commerce regulations and standards, creating challenges in harmonizing these rules. The varying stages of economic development, sizes of e-commerce markets, and differing views on desirable e-commerce rules, customs, and trade regulations complicate cross-border e-commerce activities. For example, one country may enforce strict data privacy laws, while another may have more relaxed regulations, making it difficult for businesses to operate seamlessly across multiple jurisdictions. This disparity forces businesses to navigate a complex web of regulations.

Additionally, the absence of a unified cross-border e-commerce platform within the RCEP member states exacerbates these challenges. Establishing a unified platform that streamlines transactions and resolves regulatory and logistical obstacles would simplify cross-border e-commerce operations. Without such a platform, businesses are forced to contend with multiple platforms and systems, introducing unnecessary complexity into their operations and potentially limiting the growth of cross-border e-commerce ventures within the region.

3.1.2. Different Cultures

The cultural diversity of RCEP members poses a significant challenge for enterprises in integrating historical backgrounds, religious beliefs, traditional cultures, consumer preferences, and business habits while designing and operating cross-border e-commerce platforms. This cultural heterogeneity makes it difficult to create a unified regional e-commerce platform. As a result, there is a prevalence of numerous local e-commerce platforms within each country, but fewer regional platforms that cater to the entire Southeast Asian market. This fragmentation hampers the seamless integration of cross-border e-commerce activities and limits the potential for businesses to tap into the broader regional market. For instance, consumer preferences and purchasing behaviors may vary significantly between countries due to cultural differences, which necessitates businesses tailoring their strategies and offerings accordingly. Effective localization strategies are essential for businesses to reach a wider audience.

The use of different national languages on e-commerce platforms across member countries is one of the difficulties. While English is considered an international language, each RCEP country has its national language, resulting in diverse language requirements on e-commerce platforms. This language barrier can pose obstacles for businesses engaging in cross-border e-commerce, as a significant percentage of global consumers (65% according to the "Can't Read, Won't Buy" survey) prefer to purchase exclusively in their native language. Furthermore, customer service plays a crucial role in driving customer satisfaction and repeat purchases. A Zendesk survey revealed that 62% of B2B and 42%

of B2C customers are more likely to make additional purchases after experiencing good customer service. Therefore, addressing language challenges in e-commerce provision under RCEP is essential to enhance customer experience and foster e-commerce.

3.1.3. Different Payment Methods

Another challenge is the discrepancy in digital payment systems across RCEP member countries. E-commerce heavily relies on digital payments, but the availability and acceptance of digital payment methods can differ significantly. This discrepancy is evident in the adoption rates of different payment methods. For example, China has the highest adoption rate of e-wallets, with 72% of e-commerce payments made through this method. Meanwhile, Singapore, Japan, and South Korea have a high percentage (45%-58%) of e-commerce payments made via credit cards. In Indonesia, Malaysia, Thailand, and Vietnam, a significant portion (23%-31%) of customers prefer e-commerce payments through bank transfers. Additionally, cash on delivery (COD) is a common payment method in the Philippines, Thailand, and Vietnam, accounting for a considerable share (22%-28%) of e-commerce payments.[30] Fragmented payment systems and a lack of interoperability can make it difficult for consumers to pay for online purchases across borders. These disparities in payment methods pose challenges for businesses and consumers engaging in cross-border e-commerce transactions within the RCEP region. The lack of interoperability and varying security

30 *Socio-Economic Research Centre*, *supra* note 21.

standards across payment systems can hinder seamless cross-border transactions and create barriers to the growth of e-commerce in the region.

3.2 Difficulties in Transportation, Infrastructure, Lack of Knowledge and Skills

In cross-border e-commerce, transportation plays a crucial role, but it is often fraught with challenges. The complex logistics of multiple transportation links can lead to frequent issues such as customs clearance delays, blocked shipments, and complications arising from force majeure events. These factors can contribute to slow delivery times, frustrating both businesses and consumers. Consumers on major e-commerce platforms are increasingly unwilling to accept shipments that take more than 3-4 days to arrive.[31] This demand for faster delivery highlights the urgency of improving cross-border transportation processes and customs procedures within the RCEP region to meet consumer expectations and support the growth of international e-commerce.

31 *Socio-Economic Research Centre*, *supra* note 17 at 13.

Figure 7: Comparative Analysis of Export and Import Compliance Times of RCEP Countries

	Australia	China	Japan	Malaysia	New Zealand	Singapore
Time to export, in terms of	**Hours**	**Hours**	**Hours**	**Hours**	**Hours**	**Hours**
Border Compliance	36	21	27	28	37	10
Documentary compliance	7	9	2	10	3	2
Time to import, in terms of	**Hours**	**Hours**	**Hours**	**Hours**	**Hours**	**Hours**
Border compliance	39	36	40	36	25	33
Documentary compliance	4	13	3	7	1	3

Source: Doing business 2020.

The data above comparing export and import times across RCEP countries sheds light on potential challenges in cross-border e-commerce transportation. The differences in border compliance times, ranging from 10 hours in Singapore to 36 hours in Australia, indicate that the customs clearance process can be a source of delays and complications in cross-border transportation. Besides, the data shows that the time required for border compliance and documentary compliance varies significantly across the RCEP countries. This suggests that the cross-border transportation process can be complex and time-consuming, as it involves navigating different customs and regulatory requirements in each country.

Furthermore, in Malaysia, according to Tam Yong Sheng, eBay Southeast Asia's Head of Cross-Border Trade Business Development, Malaysian small and

medium enterprises (SME) face difficulties due to their unfamiliarity with export shipping documentation and difficulties in obtaining competitive shipping rates for global e-commerce. Despite Malaysia being recognized as a manufacturing hub for automotive and furniture products on eBay's platform, the lack of knowledge and experience in export shipping processes hampers SMEs' ability to effectively engage in cross-border trade.

Additionally, Southeast Asia countries' logistic infrastructure is inadequate, including poor road networks, inadequate ports, and limited air transportation.[32] Also, infrastructures of these countries vary significantly. This can be a challenge for cross-border e-commerce operations under RCEP.[33] As trade volumes increase, more logistics infrastructure may be needed to support the movement of goods.[34] Differences in transportation networks, customs procedures, and warehouse facilities can lead to delays, inefficiencies, and increased costs for businesses involved in cross-border trade. For example, a company may face difficulties in shipping products from one country to another due to inadequate transportation infrastructure or complex customs clearance processes.

32 "Changing Dynamics of Logistics in Southeast Asia" (2023) PortCalls.
33 "In the context of RCEP: New Situation and Challenges for Cross-border e-Commerce Logistics" (2024) WallTech.
34 *PortCalls*, *supra* note 32.

teseopress.com

Figure 8: Logistics Infrastructure of Countries in ASEAN

	Port	Airport	Railway	Road
Cambodia	Poor	Fair	Poor	Poor
Indonesia	Poor	Fair	Good	Fair
Laos	Not applicable	Poor	Not applicable	Fair
Malaysia	Good	Good	Good	Good
Philippines	Fair	Fair	Poor	Fair
Singapore	Good	Good	Good	Good
Thailand	Good	Good	Good	Good
Vietnam	Fair	Fair	Fair	Fair

Source: CIA The World Fact Book.

The data above shows that the quality of transportation infrastructure differs greatly among the Southeast Asian countries. While countries such as Malaysia, Singapore appear to have a good transportation network overall, countries like Cambodia and Laos seem to have more limited and poorer infrastructure. These disparities can lead to imbalances and inefficiencies in the movement of goods across borders.

The lack of digital infrastructure in certain developing countries poses a significant challenge for e-commerce provision under the RCEP agreement.[35] Access to reliable and affordable internet infrastructure, as well as digital literacy, varies greatly among RCEP member countries. This discrepancy creates an uneven playing field for e-commerce businesses, with those in developed economies enjoying a clear advantage. Inadequate internet connectivity and limited access to digital technologies hinder the growth and adoption of e-commerce in some countries, limiting

35 *WallTech*, *supra* note 33.

their participation in cross-border trade. For instance, businesses in developed economies may have access to high-speed internet, reliable online payment systems, and advanced logistics infrastructure, enabling them to operate smoothly in the e-commerce space. In contrast, businesses in developing economies may face challenges due to slow internet speeds, limited online payment options, and inadequate logistics networks. This disparity not only affects the competitiveness of businesses in developing countries but also limits their ability to fully leverage the benefits of cross-border e-commerce.

The implementation of the e-signatures provision also requires technology and relevant platforms, which could be challenging for smaller businesses and those from countries with limited technology and connectivity. Moreover, governments may face substantial implementation costs to achieve full compliance.

The growth of e-commerce can be hindered by unreliable and slow internet connections, as they negatively impact business productivity by slowing down response times and communication with customers and suppliers.[36]

36 *Socio-Economic Research Centre*, *supra* note 17 at 13.

teseopress.com

Figure 9: Internet Speed by RCEP Countries

RCEP countries	Mobile (Mbps)	Fixed broadband (Mbps)
South Korea	192.6	217.2
China	153.1	178.6
Australia	125.7	80.0
Singapore	82.2	250.4
NewZealand	82.1	164.2
Japan	59.7	177.4
Global average	**54.5**	**105.2**
Brunei	52.0	36.1
Thailand	50.3	214.3
Vietnam	44.5	70.1
Philippines	32.0	58.7
Laos	30.3	43.0
Cambodia	24.7	24.4
Myanmar	22.2	22.7
Indonesia	21.0	26.1

Source: Global speed index as of May 2021.

The table above shows that while the global average internet speed is 105.2 Mbps, several countries like Myanmar, Cambodia, Malaysia, and Laos have much lower internet speeds, ranging from around 22 Mbps to 102 Mbps. This can create challenges for businesses, especially those engaged in e-commerce operations that rely on fast and reliable internet.

The implementation of the e-signatures provision, therefore, may face difficulties when it requires technology and relevant platforms, especially for smaller

businesses and those from countries with limited technology and connectivity.[37]

Another significant challenge is the lack of understanding and skills related to e-commerce among businesses, particularly small and medium-sized enterprises (SMEs).[38] Research conducted by ACCCIM M-BECS[39] for 2H2018 and 1H2019F highlighted that the lack of IT knowledge or IT technicians has been a barrier for SMEs in adopting e-commerce. This lack of understanding hampers their ability to leverage the potential of e-commerce platforms and technologies. Additionally, the absence of digital marketing resources and e-commerce skills further inhibits local businesses from effectively connecting with potential customers and identifying market segments. A study by Workday in 2020 revealed that 67% of Malaysian businesses indicated that less than half of their employees possess digital skills and capabilities, and 13% of respondents stated that almost none of their employees have digital experience or skills. This shortage of digital expertise within organizations limits their capacity to navigate the complexities of e-commerce, implement effective digital marketing strategies, and adapt to the changing landscape of online business.

---

37 Jane Kelsey, "Opportunities and Challenges for ASEAN and East Asia from the Regional Comprehensive Economic Partnership on E-Commerce" in Fukunari Kimura, Shandre Thangavelu & Dionisius Narjoko, eds, *Dynamism of East Asia and RCEP: The Framework for Regional Integration* (Jakarta: Economic Research Institute for ASEAN and East Asiaria, 2022) at 30.

38 *Socio-Economic Research Centre*, *supra* note 17 at 12.

39 "ACCCIM Malaysia's Business and Economic Conditions Survey Report (M-BECS) Report 2H 2023 and 1H 2024F" (2024) Socio-Economic Research Centre.

3.3. Challenges of Intellectual Property Rights (IPR) Protection and Sales of Unqualified Products

E-commerce provisions under RCEP face challenges related to intellectual property protection, online consumer information protection, and the sale of unqualified products. Intellectual property protection is crucial in the digital economy, as it involves safeguarding copyrights, trademarks, patents, and trade secrets. However, enforcing intellectual property rights in the online environment can be challenging due to the borderless nature of e-commerce and the ease of digital piracy. Sellers could potentially employ a different company's trademark to promote their products or sell merchandise using the name of a famous trademark without obtaining consent.

Additionally, the sale of unqualified products poses risks to consumers and undermines fair competition. Counterfeit goods and substandard products can proliferate in the e-commerce space, requiring effective mechanisms for product quality control, certification, and enforcement. Addressing these challenges within the e-commerce provisions of RCEP necessitates robust frameworks for intellectual property rights enforcement, data protection regulations, and mechanisms to combat the sale of unqualified products, promoting trust and confidence in cross-border e-commerce transactions.

3.4. Difficulties concerning tax management

The e-commerce provisions under RCEP present significant challenges in effectively taxing the digital economy. These challenges include the extra-territorial operation of digital multinational enterprises (MNEs), sophisticated tax planning strategies that facilitate

profit shifting through related party arrangements, and the opacity of business models that rely on mining data obtained from sources for free. The extra-territorial nature of digital MNEs makes it difficult for governments to assert tax jurisdiction and capture their fair share of tax revenue. These companies often employ complex tax planning techniques, such as engaging in transactions with related parties like arms-length contractors, royalties, and management fees, which can lead to profit shifting and erosion of taxable income. Moreover, the opaqueness of business models that rely on data mining obtained from sources for free can complicate tax assessment and enforcement efforts. Additionally, specific e-commerce provisions within RCEP, particularly those that prevent requirements for a local presence and data localization, may further hinder a government's ability to effectively tax the digital economy. These challenges underscore the need for robust international cooperation and coordination to develop effective tax frameworks that address the unique characteristics and complexities of the digital economy.

4. Recommendations to Promote the Effectiveness of e-Commerce Provisions of RCEP

First, to address the challenges posed by regulatory differences within the member countries of the RCEP, efforts should be made to harmonize e-commerce regulations and standards among RCEP member countries. This involves facilitating dialogue and cooperation to establish common frameworks that promote consistency and interoperability in cross-border e-commerce activities. Regular consultations and negotiations can help align regulatory approaches and minimize dis-

crepancies. Establishing mechanisms for sharing information and best practices among member countries can facilitate understanding and learning from each other's experiences, promoting convergence towards commonly accepted e-commerce rules and practices.

Second, it is crucial to establish a unified platform for the RCEP cross-border e-commerce market. This platform would serve as a centralized hub for businesses and consumers to engage in cross-border trade seamlessly. The platform should prioritize features such as language localization, secure payment systems, standardized product listings, and integrated logistics services. By providing a unified platform, businesses from RCEP countries can easily access a larger consumer base, while consumers can enjoy a wider range of products and services. For example, the platform could offer language options for different countries within the region, making it easier for businesses and consumers to communicate and conduct transactions. Additionally, integrating secure payment systems and logistics services into the platform would streamline the entire cross-border e-commerce process, ensuring efficient and reliable transactions. Furthermore, the platform should adhere to standardized product listings to enhance transparency and build trust among businesses and consumers. Such a platform needs to promote the circulation of Central Bank Digital Currency (CBDC) within the RCEP region.[40] By leveraging the secure and efficient nature of digital currencies,

40 Linwei Ye & Fei Wang, "Research on the Impact of Digital Currency on Cross-Border E-Commerce Under RCEP: Based on Entropy Method and Regression Model" (2023) in Nebojša Radojević, Gang Xu & Datuk Dr Hj Kasim Hj Md Mansurat, *Proceedings of the 2022 International Conference on Artificial Intelligence, Internet and Digital Economy (ICAID 2022)*, Paris, Atlantis Press at 171.

coupled with blockchain distributed technology, cross-border e-commerce can expand the utilization of digital currencies. Integrating the payment systems of cross-border e-commerce platforms with the payment systems of other countries can be taken into consideration.

Third, countries should fully utilize technologies such as cloud computing, big data, and the Internet of Things to encourage the integration of cross-border e-commerce with new technologies. RCEP countries also need to prioritize the construction and promotion of robust e-commerce infrastructure. This includes investing in broadband internet connectivity, developing reliable logistics networks, and ensuring secure online payment systems. By improving the informatization level and e-commerce operation capability, RCEP countries can enhance their core competitiveness in cross-border e-commerce. For example, upgrading internet infrastructure, expanding high-speed internet access in remote areas, and establishing efficient logistics networks can facilitate smoother and faster cross-border transactions.

Fourth, efficient customs clearance procedures for exports and imports are crucial to facilitate seamless e-commerce transactions. Governments should prioritize reliable customs clearance for goods shipped through selected e-commerce platforms in RCEP countries, ensuring on-schedule, hassle-free processing with reduced charges and simplified procedures. Streamlining customs clearance can significantly enhance the efficiency and competitiveness of cross-border e-commerce.

RCEP countries should prioritize capacity-building efforts to enhance e-commerce operation capabilities. This involves providing training and support to businesses, especially SMEs, in areas such as digital

marketing, e-commerce platform management, and online payment systems. By equipping businesses with the necessary skills and knowledge, RCEP countries can empower SMEs to participate more effectively in cross-border e-commerce. For example, organizing training programs, workshops, and mentoring initiatives can help SMEs adapt to the digital landscape and seize opportunities in cross-border markets. Moreover, collaboration and knowledge-sharing among RCEP countries can significantly enhance the effectiveness of e-commerce provisions. By fostering cooperation in areas such as technology standards, best practices, and cross-border data flows, RCEP countries can create a supportive ecosystem for cross-border e-commerce. For instance, establishing platforms for information exchange, joint research projects, and policy dialogues can facilitate the sharing of experiences and lessons learned, leading to more efficient and effective e-commerce practices.

Regarding IP issues, IPR protection should also be paid attention to. Enterprises should conduct thorough investigations into IP issues in their target markets, gaining a comprehensive understanding of local IP policies. They should also take reasonable preventive measures to address potential IP problems. Before engaging in foreign trade, enterprises should conduct detailed searches for trademarks, patents, and other relevant trade goods to avoid infringement issues. It is advisable to apply for patents and trademarks in advance to establish a competitive advantage in terms of intellectual property rights and reap the benefits of IP ownership. Additionally, enterprises should prioritize the preservation and protection of data related to intellectual property rights throughout the transaction process.

They should remain vigilant about local policies, consider hiring local experts for training and knowledge exchange, and elevate the importance of intellectual property rights within their cross-border e-commerce operations. By adopting these measures, enterprises can safeguard their IP assets, mitigate the risk of infringement, and position themselves for sustained success in the competitive cross-border e-commerce landscape.

Relevant laws and regulations governing the development and operation of internet technologies in cross-border e-commerce need to be developed. This includes establishing legal frameworks for data protection, consumer rights, and intellectual property rights. Clear and standardized regulations can provide a stable and predictable environment for businesses, foster trust among consumers, and encourage cross-border trade. For instance, enacting laws that protect personal data and regulate online transactions can enhance consumer confidence in cross-border e-commerce.

Besides, establishing robust mechanisms for product quality control and certification is crucial. This can include implementing stringent standards, conducting inspections, and certification processes to ensure that products sold in cross-border e-commerce meet the required quality and safety standards. Collaboration between law enforcement agencies, customs authorities, and e-commerce platforms can help identify and take action against sellers involved in the sale of counterfeit products. Promoting consumer awareness campaigns, providing information about authorized sellers and genuine products, and encouraging consumers to report suspicious activities can help mitigate the risks and empower consumers to make informed purchasing decisions.

Furthermore, given the extra-territorial nature of digital MNEs, international cooperation and coordination among RCEP member countries are crucial. Governments should collaborate to develop common tax frameworks and share information to effectively tax digital transactions and capture their fair share of tax revenue. Governments should review and update their tax rules and regulations to address the complexities of the digital economy. This may involve introducing specific provisions that target digital activities, such as digital service taxes or equalization levies, to ensure that digital MNEs are subject to a fair and reasonable level of taxation. Governments can also consider revising transfer pricing rules to prevent profit shifting through related party transactions and ensure that taxable income is not artificially reduced.

There is also a need to encourage digital MNEs to be more transparent in their tax reporting. Requiring these companies to disclose key financial and tax-related information, including revenues, profits, and taxes paid in each jurisdiction, can provide governments with the necessary data to assess and enforce tax obligations effectively. Enhanced transparency can be achieved through international reporting standards and the exchange of information agreements among RCEP member countries.

Governments should invest in building robust digital tax administration capabilities to keep pace with the rapidly evolving digital economy. This includes developing advanced data analytics tools and technologies to identify tax risks, detect profit-shifting patterns, and enforce tax compliance effectively. Governments can also explore the use of blockchain or other innovative technologies to enhance transparency and traceability in digital transactions.

To promote the effectiveness of e-commerce within RCEP countries, it is necessary to encourage research and development by promoting the development of unique or high-quality products that can command premium prices in the market, enhancing brand awareness for businesses. With the increasing adoption of e-commerce, it becomes essential for companies to differentiate their products' brand from competitors. Research shows that a significant percentage of RCEP consumers conduct online product research before making a purchase.[41] Therefore, having accurate and useful information available online about a company's background, product specifications, and customer feedback can strongly influence a buyer's decision. One recommendation is for businesses, particularly SMEs, to invest in digital advertising, including a well-designed and informative website. This allows companies to showcase their brand, provide detailed product information, and engage with customers. Businesses should actively utilize digital marketing strategies to increase their brand visibility and reach a broader audience. This can include search engine optimization techniques, social media marketing, influencer collaborations, targeted online advertising, etc.

By implementing these recommendations effectively, the effectiveness of RCEP's implementation can be enhanced, thereby promoting the global economy.

Conclusion

The RCEP holds immense potential to transform the e-commerce landscape within its member countries. Its

41 *Socio-Economic Research Centre*, *supra* note 17 at 8.

dedicated chapter on e-commerce, crafted to streamline cross-border transactions, presents an opportunity for economic growth and empowerment for businesses and consumers alike.

RCEP's e-commerce provisions offer several advantages. They promote paperless trading, facilitate the use of electronic signatures and authentication, and establish a legal framework for electronic transactions. These measures aim to simplify trade processes, enhance security, and foster consumer trust. Additionally, RCEP's commitment to not imposing customs duties on electronic transmissions encourages the growth of the digital economy.

The impact of RCEP's e-commerce provisions extends beyond the member states. It contributes to the global economy by boosting international trade, fostering innovation, and promoting consumer welfare. RCEP sets a precedent for future multilateral agreements on e-commerce, paving the way for a more inclusive and prosperous digital future.

However, implementing RCEP's e-commerce provisions effectively comes with its own set of challenges. The diverse regulatory environments, varying levels of digital infrastructure development, and cultural differences among member countries pose significant hurdles. These challenges necessitate a collaborative effort from governments, businesses, and other stakeholders.

Governments can play a crucial role in harmonizing regulations, establishing a unified e-commerce platform, and investing in infrastructure development. Businesses need to adapt their strategies to cater to the diverse cultural landscape within the RCEP region, while also prioritizing data security and consumer protection. Finally, fostering regional cooperation and knowledge sharing among stakeholders is essential

for overcoming these challenges and maximizing the potential benefits of RCEP's e-commerce provisions.

In conclusion, while RCEP's e-commerce provisions present a significant step forward in facilitating cross-border trade and promoting digital integration, their successful implementation requires a multipronged approach that addresses the existing challenges. By working together, RCEP member countries can unlock the full potential of this agreement and contribute to a more prosperous and inclusive digital future for the region and beyond.

Bibliography

Institutional Documentation

Eduardo Pedrosa & Christopher Findlay, "State of the Region Report 2020" (2020) Pacific Economic Cooperation Council, online: <l1nq.com/2hdLT>.

Jong Woo Kang et al, "Regional Comprehensive Economic Partnership: Overview and Economic Impact" (2020) 164 *Asian Development Banks Briefs* 1, online: <tinyurl.com/yc82fmm4>.

Chapters

Linwei Ye & Fei Wang, "Research on the Impact of Digital Currency on Cross-Border E-Commerce Under RCEP: Based on Entropy Method and Regression Model" (2023) in Nebojša Radojević, Gang Xu & Datuk Dr Hj Kasim Hj Md Mansurat, *Proceedings of the 2022 International Conference on Artificial Intelligence, Internet and Digital Economy (ICAID 2022)*, Paris, Atlantis Press at 171, online: <doi.org/10.2991/978-94-6463-010-7_19>.

Mahani Hamdan, Mohammad Anshari & Norainie Ahmad, "An Overview of Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)" in *Regional Comprehensive Economic Partnership* (Charjah: Bentham Science Publishers, 2023) at 2, online: < doi.org/10.2174/9789815123227123010004>.

Articles

Li Cong, Cong Kun & Cuimeng Ran, "Research on the Path and Policy of RCEP Promoting the High-quality Development of China's Cross-border E-commerce" (2022) 2:5 *Frontiers in Sustainable Development* 47.

Cai, Li, Cheng Jie & Wen-Xia Wang, "The Impact of Trade Facilitation on China's Cross-Border E-Commerce Exports: A Focus on the Trade Facilitation Index in RCEP Member Countries" (2022) 26:7 *Journal of Korea Trade* 109.

Carmen Estrades et al, "Estimating the Economic Impacts of the Regional Comprehensive Economic Partnership" (2023) 3:2 Asia and the Global Economy 100060, online: <doi.org/10.1016/j.aglobe.2023.100060>.

Inkyo Cheong & Jose Tongzon, "Comparing the Economic Impact of the Trans-Pacific Partnership and the Regional Comprehensive Economic Partnership", (2013) 12:2 *Asian Economic Papers* 144, online: <dx.doi.org/10.1162/ASEP_a_00218>.

Ji Meiyu, Xinxiang Gao & Yichang Liang, "Opportunities and Challenges of Cross-Border E-Commerce Development Cooperation between China and Southeast Asian Countries—Based on the Perspective of the Entry into Force of RCEP" (2023) 5:13 *Academic Journal of Business & Management* 136, online: </doi.org/10.25236/AJBM.2023.051319>.

Research Papers

Cheah, Wen Chong et al, "Accelerating Growth: How RCEP Facilitates ASEAN Trade in the Digital Era" (2020) #03-2020 *Asia Competitiveness Institute Research* Paper Series 2.

Martin Luther Munu, "E-Commerce Provisions in the Regional Comprehensive Economic Partnership: A Milestone for a Global Rule?" (2023) 8 World Trade Institute, Working Paper, online: <tinyurl.com/4bnkjas4>.

Peter A. Petri & Michael Plummer, "East Asia Decouples from the United States: Trade War, COVID-19, and East Asia's New Trade Blocs" (2020) PIIE, Working Paper, online: <tinyurl.com/4dve76aa>.

"Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP): E-commerce & SMEs" (2021) Socio-Economic Research Centre.

Shiro Amstrong, Rebeca Sta Maria & Tetsuya Watanabe, "Towards an Asia-Pacific Digital Economy Governance Regime" (2021) Research Institute of Economy, Trade and Industry.

Online Sources

"Changing Dynamics of Logistics in Southeast Asia" (2023) PortCalls, online: <tinyurl.com/26rybh6t>.

"GDP and population of RCEP member countries" (2020), Vietnam plus, online: <tinyurl.com/4y85pavj>.

Grace Ho, "A Trade Pact Nearly 10 Years in the Making: 5 Things to Know About RCEP" (2020) The Straits Times, online: <tinyurl.com/7bn4svr>.

"In the context of RCEP: New Situation and Challenges for Cross-border e-Commerce Logis-

tics" (2024) WallTech, online: <etowertech.com/industry-news/>.

Ivy Tan. et al, "Understanding the Regional Comprehensive Economic Partnership Agreement (RCEP) What does the RCEP mean to businesses?" (2020) Baker Mckenzie.

Peter A. Petri & Michael Plummer, "RCEP: A New Trade Agreement That Will Shape Global Economics and Politics" (2020) Brookings, online: <tinyurl.com/362w76nb>.

Chapitre II. Régionalisme et enjeux géopolitiques

●

Chapter II. Regionalism and Geopolitical Challenges

Les coalitions dans le secteur agricole à l'OMC

Un terrain de jeu pour des confrontations géopolitiques

Marie-Joséphine Affoué KADJO

Résumé

L'agriculture a toujours été un sujet délicat dans les politiques commerciales, depuis son inclusion dans le GATT en 1947 jusqu'à son intégration complète dans le cadre juridique de l'OMC en 1995. En raison de ses implications sur des enjeux cruciaux tels que la sécurité alimentaire, le développement durable et la croissance économique, l'agriculture reste aujourd'hui au cœur des débats internationaux. Ainsi, certains membres ont jugé nécessaire de former des coalitions afin de renforcer leur poids dans les négociations agricoles et de mutualiser leurs ressources. Notre analyse se concentrera d'abord sur les principales coalitions actives dans le domaine agricole, telles que le groupe Coton-4, le G20, le Cairns et le G90, en examinant leurs revendications et leur influence dans le processus de négociation. De plus, nous exposerons les résultats prometteurs découlant de l'engagement du groupe Coton-4, un exemple concret de réussite de l'intervention diplomatique des pays en développement à l'OMC. Leur action a conduit progressivement à l'élimination des politiques

de subvention excessives sur le marché du coton et à la fourniture d'une aide au développement aux membres du groupe ainsi qu'aux autres producteurs de coton affectés.
Mots–clés : agriculture, OMC, coalition, coton, pays en développement.

Abstract

Agriculture has always been a delicate subject in trade policies, from its inclusion in the GATT in 1947 to its full integration into the legal framework of the WTO in 1995. Due to its implications on crucial issues such as food security, sustainable development, and economic growth, agriculture remains at the forefront of international debates. As a result, some Member States have deemed it necessary to form coalitions to strengthen their influence in agricultural negotiations and pool their resources. Our analysis will first focus on key coalitions active in the agricultural domain, such as the Cotton-4 Group, the G20, the Cairns and the G90, examining their demands and their influence in the negotiation process. Furthermore, we will outline the promising outcomes stemming from the Cotton-4 Group, an example of successful diplomatic intervention by developing countries at the WTO. Their actions have gradually led to the elimination of excessive subsidy policies in the cotton market and the provision of development assistance to group members and other affected cotton producers.
Keywords: agriculture, geopolitics, WTO, coalition, cotton, developing countries, subsidy.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) représente une arène cruciale où se déroulent les négociations commerciales à l'échelle internationale et le secteur agricole[1] s'y avère être l'un des domaines les plus sensibles et les plus contestés. Les échecs successifs des conférences de Cancún[2] et de Hong Kong[3] ont mis en évidence l'importance croissante des coalitions dans la défense des intérêts agricoles des pays les moins développés. Au cœur de ces pourparlers, ces coalitions jouent un rôle essentiel en promouvant des agendas, en proposant des initiatives ou en bloquant les actions d'autres membres. Ainsi, des coalitions telles que le G90, le G20, le Cairns et le groupe Coton-4 (ou C-4) deviennent des acteurs clés dans les discussions et les confrontations géopolitiques agricoles à l'OMC.

Néanmoins, au fil du temps, le secteur agricole est devenu un environnement complexe où se dessinent des rivalités et des alliances entre les différentes puissances commerciales mondiales. Dans ce contexte, il est nécessaire de démontrer comment ces alliances peuvent être bénéfiques pour les pays en développement (PED) et les pays les moins avancés (PMA), en sensibilisant davantage la communauté commerciale internationale à leurs défis spécifiques.

La problématique qui ressort du sujet est la suivante : dans quelle mesure les coalitions agricoles

---

1 Au titre de l'article 20 de *l'Accord sur l'agriculture*, les Membres de l'OMC sont appelés à poursuivre des négociations en vue de réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture par les pouvoirs publics.

2 Organisation mondiale du commerce (OMC), *Conférence ministérielle, Cinquième session, Cancún, 10–14 septembre 2003, « Communication ministérielle »* (2003), OMC Doc WT/MIN(03)/20.

3 OMC, *Conférence ministérielle, sixième session, Hong Kong, 13–18 décembre 2005, « Programme de travail de Doha – Déclaration ministérielle »* (2005), OMC Doc WT/MIN(05)/DEC.

teseopress.com

constituent-elles un terrain de jeu pour les confrontations géopolitiques à l'OMC ? Plus précisément, en quoi les coalitions permettent-elles de mieux défendre les intérêts des pays en développement en matière agricole ?

Les coalitions agricoles sont importantes dans la mesure où elles offrent une voix aux sans-voix. Elles visent à faire respecter les règles existantes de l'OMC dans le domaine agricole et à promouvoir un commerce réglementé par des règles plus inclusives. C'est dans cette perspective que nous analyserons dans notre travail l'origine et la portée des coalitions agricoles à l'OMC (1), puis leurs influences réelles dans le cas du commerce du coton (2).

1. L'étendue des coalitions agricoles à l'OMC : origine et portée

L'évolution des négociations multilatérales a engendré une floraison d'alliances lors des débats sur l'agriculture, depuis l'ère du GATT jusqu'à l'époque de l'OMC. Il est donc essentiel d'explorer la dynamique actuelle du système commercial multilatéral pour comprendre comment il catalyse la naissance de ces coalitions (1.1), tout en soulignant la palette de motivations géopolitiques qui les gouverne (1.2).

1.1. Le système commercial multilatéral : un cadre propice à la formation de coalition?

Les engagements multilatéraux des membres sont le fruit des négociations menées lors des conférences

ministérielles, qui ont lieu environ tous les deux ans[4]. Ces rencontres internationales réunissent les hauts fonctionnaires des 164 membres[5], généralement les ministres du Commerce ou les ambassadeurs des délégations nationales[6]. Depuis la création du GATT en 1947, huit cycles de négociations commerciales ont été initiés[7]. Un neuvième cycle, lancé dans le cadre du programme de Doha pour le développement, est en cours depuis l'année 2001.

Lors des conférences ministérielles, toutes les décisions substantielles sont prises par consensus[8]. Ce principe hérité du GATT de 1947 a été largement considéré comme une « fenêtre d'opportunité »[9] pour tous les membres, car il accorde à chaque membre un pouvoir de *veto*, indépendamment de son niveau de développement économique ou de son influence dans le commerce mondial[10].

Cependant, il faut souligner que dans la pratique, cette règle du consensus peut entraver la participation de plusieurs membres, en particulier les pays en développement, au processus décisionnel de l'organisation. En effet, la lecture de l'article IX de l'Accord

4 OMC, « Conférences ministérielles ».
5 OMC, « Membres et Observateurs de l'OMC ».
6 Olajumoke Omoniyi Oduwole, *Realigning International Trade Negotiation Asymmetry : Developing Country Coalition Strategy in the WTO Doha Round Agriculture Negotiations* (Stanford: Stanford University, 2011) à la p 44.
7 WTO, « Understanding the WTO – principles of the trading system ».
8 Mary E. Footer, « The WTO as a 'living instrument': the contribution of consensus decision-making and informality to institutional norms and practices » dans Manfred Elsig & Thomas Cottier, dir, *Gov World Trade Organ Past Present Doha*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 217, à la p 223.
9 Jean-Marc Siroën, « L'OMC, une organisation sans avenir ? » (2021) 387:3 Paysans Société 17, à la p 18.
10 Hervé Agbodjan Prince, *Le droit de l'OMC et l'agriculture : analyse critique et prospective du système de régulation des subventions agricoles*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2012, à la p 257.

teseopress.com

de Marrakech[11] nous indique qu'un membre désireux d'exprimer son désaccord sur une question donnée doit être physiquement présent lors des négociations[12]. Il est également précisé en note de bas de page que « l'organe concerné sera réputé avoir pris une décision par consensus sur une question dont il a été saisi si aucun Membre, présent à la réunion au cours de laquelle la décision est prise, ne s'oppose formellement à la décision proposée »[13]. Toutefois, de nombreux petits pays en développement ne disposent pas de ressources nécessaires pour déployer des représentants permanents à Genève. À la différence des Membres développés tels que les États-Unis et l'Union européenne, qui disposent d'une forte délégation sur place, la plupart des pays en développement ne peuvent pas se permettre de faire venir des fonctionnaires par avion pour des réunions spécifiques de l'OMC[14]. Par conséquent, il devient clairement difficile pour un seul délégué de suivre tous les développements au sein de la structure, étant donné qu'il existe plus de 70 conseils, comités, groupes de travail et autres groupements différents qui organisent plus de 2 800 réunions annuellement[15].

En plus de cela, il faut noter que plusieurs PED et PMA hésitent à contester ouvertement un pays indus-

11 *Accord de Marrakech instituant l'Organisation Mondiale du Commerce, dans GATT, Résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. Textes juridiques*, Genève, GATT, 1994, aux pp 5-20.

12 *Oduwole*, *supra* note 6.

13 Voir la note de bas de page de l'article IX de *l'Accord de Marrakech.*

14 Gregory Shaffer, « The challenges of WTO law: strategies for developing country adaptation » (2006) 5:2 World Trade Rev 177, à la p 181.

15 Gary P. Sampson, *Trade, environment, and the WTO the post-Seattle agenda*, Policy essay 27, Washington D.C., Overseas Development Council, 2000, à la p 24.

trialisé qui leur accorde un traitement préférentiel[16] ou avec lequel ils entretiennent des liens commerciaux et politiques historiques[17]. De ce fait, dans un contexte où l'absence et le silence sont interprétés comme un consentement, il est évident que les PED et les PMA sont constamment exposés aux abus du système, car il limite leurs possibilités « d'initier ou de mettre en œuvre un programme au sein de l'organisation sans le consentement des membres plus puissants »[18].

Face à ces multiples contraintes, les pays en développement ont progressivement considéré la formation de coalitions comme un moyen potentiel d'atteindre leurs objectifs et améliorer « their bargaining position »[19]. Un exemple illustratif est celui du G10, la première coalition formelle de pays en développement, qui s'est constitué au début du cycle de l'Uruguay en 1982[20], à la suite de l'introduction des services dans l'ordre du jour des négociations[21].

Bien que les coalitions des PED n'aient pas été initialement bien accueillies ni durables au sein du GATT[22], cette dynamique a évolué, en particulier dans des secteurs tels que l'agriculture, où la quasi-totalité des pays est désormais membre d'au moins une coalition, voire de plusieurs[23]. Le secrétariat de l'OMC lui-même a favorablement accueilli et activement utilisé les

16 Amanda Pamela Dakoure, « Cotton-4 and the Cotton Subsidies Issue: A Litmus Test for the WTO's Benefits to Least-Developed Countries » (2013) 14:5 J World Invest Trade 852, à la p 868.
17 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 46.
18 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 46. Nous traduisons.1/20/25 2:02:00 PM
19 Hsu-Hua Chou, « Coalition Building as Taiwan's Strategic Option in the WTO Lawmaking Negotiations » (2007) 25 Chin Taiwan Yearb Int Law Aff 45, à la p 48.
20 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 50.
21 *Ibid*.
22 *Ibid*.
23 *Oduwole*, *supra* note 6.

coalitions comme moyen de répondre à la complexité croissante des négociations. Il soulignait que, grâce à ces coalitions, « tous les pays peuvent être représentés dans le processus si les coordinateurs et autres acteurs clés sont présents »[24]. Les coordinateurs assument ainsi la responsabilité à la fois de transparence et d'inclusivité en tenant leurs coalitions informées et en adoptant les positions arrêtées au sein de leurs alliances.

En somme, retenons que le système traditionnel de négociation de l'OMC a souvent été critiqué pour exclure *de facto* la plupart des pays en développement d'une participation active aux échanges. Toutefois, avec l'émergence des coalitions, de nombreux PMA et PED semblent avoir réduit considérablement leur mécontentement à l'égard du système OMC. Néanmoins, quelles ont réellement été les positions de ces coalitions dans le secteur agricole ? Ont-elles été principalement guidées par des ambitions géopolitiques[25] ?

1.2. La consécration progressive de coalitions agricoles guidées par des ambitions géopolitiques variées

Depuis son lancement en 2001, le cycle de Doha a été confronté à des défis majeurs, entraînant la formation d'un nombre sans précédent de coalitions. Nous étudierons trois coalitions agricoles, le Cairns, le G20 (1) et le G90 (2) où les PED et les PMA ont collaboré pour défendre leurs intérêts dans un système commercial mondial de plus en plus ouvert.

---

24 *WTO*, *supra* note 7.

25 L'expression géopolitique utilisée dans cet article fait en réalité référence à la géoéconomie. Cette branche de la géopolitique permet d'analyser les stratégies économiques menées par les États dans le cadre de leurs politiques intérieures ou extérieures.

teseopress.com

1.2.1. Du Cairns au G20

Créé en 1986 juste avant le cycle d'Uruguay[26], le groupe de Cairns est une coalition unique de 20 pays en développement et de pays développés exportateurs de produits agricoles. Dans les négociations multilatérales, les membres du Cairns vont très souvent « milit[er] en faveur de la libéralisation des échanges dans le secteur [agricole] »[27]. C'est notamment à la suite de leurs interventions que l'agriculture, longtemps laissée en marge de la réglementation commerciale multilatérale, va être intégrée à part entière dans les négociations du cycle d'Uruguay[28]. Ainsi, avec l'adoption de l'Accord sur l'agriculture, l'action du Cairns a contribué à mettre fin à la guerre des subventions à l'exportation et à l' « open subsidies war », qui avait plongé l'agriculture mondiale dans une crise à la fin des années 1980[29].

Bien que le Groupe de Cairns ait joué un rôle crucial lors du cycle d'Uruguay, son influence a progressivement diminué au cours du cycle de Doha[30]. En effet,

---

26 Il s'agit de négociations commerciales multilatérales lancées à Punta del Este (Uruguay) en septembre 1986 et conclues à Genève en décembre 1993.

27 OMC, « Programme de Doha pour le développement: paquet de juillet 2008 – notes d'information – Groupements de pays ».

28 La force de négociation et la pression exercée par les Cairns ont abouti à l'inclusion du premier accord sur l'agriculture dans les résultats du cycle d'Uruguay en 1994. Voir The Cairns group, « Contexte du Groupe de Cairns et du Cycle de Doha de l'OMC ».

29 Durant cette période, les souvenirs des pénuries alimentaires pendant la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale ont incité certains États, notamment la Communauté européenne (CE), les États-Unis et le Japon, à accorder un niveau élevé de soutien à leur secteur agricole. Dès lors, l'octroi de subventions agricoles et les droits de douane élevés ont entraîné d'énormes excédents alimentaires qui ont ensuite été écoulés sur le marché mondial, entraînant une baisse des prix mondiaux. En conséquence, au début des années 1980, le commerce agricole international était historiquement déprimé. Voir : The Cairns group, « Contexte du Groupe de Cairns et du Cycle de Doha de l'OMC ».

30 Mark Beeson, « Groupe de Cairns » (2024) Encyclopedia Britannica.

plusieurs PED ont noté la réticence des pays développés membres tels que le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande à contester les propositions des États-Unis et de la Communauté européenne[31]. Face à cette situation, les PED membres du Cairns vont décider de s'unir et de former une nouvelle coalition appelée le G20[32].

Le G20[33] est une « coalition de pays en développement qui souhaitent des réformes ambitieuses de l'agriculture dans les pays développés et une certaine flexibilité pour les pays en développement »[34]. À la différence du Cairns, les Membres du G20 ont « both liberal and conservative trade interests »[35]. Le noyau du G20 s'est formé à Genève lors des réunions préparatoires à la conférence ministérielle de Cancún et s'est officiellement constitué en une coalition de PED le 20 août 2003, sous l'initiative du Brésil[36] qui a ensuite convié la Chine et l'Inde[37]. En tant que coordinateur du G20, le Brésil a investi beaucoup de volonté politique pour s'assurer que le groupe reste cohérent et pertinent dans les négociations agricoles. Il est intervenu dans d'importants différends contre les États-Unis (coton)[38] et la Communauté européenne (sucre)[39] afin d'atteindre une position de force dans les négociations multilatérales[40].

---

31 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 133.
32 *Ibid.*
33 Cette coalition est composée de 23 PED Membres. À ne pas confondre avec le G20 qui est un forum intergouvernemental. Voir : OMC, « Agriculture – Groupes dans les négociations sur l'agriculture ».
34 *Ibid.*
35 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 133.
36 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 132.
37 *Chou*, *supra* note 19 à la p 49.
38 *États-Unis – Subventions concernant le coton Upland (Plainte du Brésil)* (2005), OMC Doc WT/DS267/AB/R, (Rapport de l'Organe d'appel).
39 *Communautés européennes – Subventions communautaires à l'exportation de sucre (Plainte de l'Australie)* (2004), OMC Doc WT/DS265/R (Rapport du Groupe spécial).
40 *Oduwole*, *supra* note 6 aux pp 131-144.

teseopress.com

La création du G20 est une réponse immédiate au texte UE-USA sur l'agriculture, rendu public avant la conférence de Cancún[41]. Après que l'UE et les États-Unis ont publié une proposition commune, principalement axée sur leurs propres intérêts agricoles internes[42], le G20 a riposté en décembre 2003 par le biais d'un communiqué appelant les membres de l'OMC à « aborder les négociations à venir avec un esprit ouvert et la volonté de parvenir à un consensus »[43]. À la suite de cela, la réunion ministérielle de Cancún a été écourtée en raison de divisions profondes, avec des accusations selon lesquelles le G20 aurait été un élément perturbateur. En réalité, on observait « A good deal of finger-pointing followed the failure at Cancun, with the US claiming that the G20 countries had been spoilers »[44]. En effet, si officiellement, c'est le désaccord sur l'inclusion des questions de Singapour qui a fait échouer les négociations, il était largement admis que l'agriculture était tout aussi litigieuse, et ce, même si les textes sur l'agriculture n'ont pas été réellement discutés.

Le G20 a continué à réaffirmer sa position avant la conférence ministérielle suivante, celle de Hong Kong, en mettant en avant la nécessité de réformer les règles commerciales agricoles de l'OMC. Malgré la diversité des membres et de leurs intérêts, la stratégie du G20 vise à trouver un équilibre dans les négociations en favorisant la collaboration et l'unité des pays en développement dans le cadre du cycle en cours. Reconnu pour ses propositions réfléchies et techniquement solides, le

41 OMC, « Agriculture – Aperçu général – Impasse à Cancún: septembre 2003 ».

42 *Oduwole*, *supra* note 6 aux pp 131-144.

43 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 132. Nous traduisons.

44 Jennifer Clapp, *Developing Countries and the WTO Agriculture Negotiations*, Rochester, NY, 2006, à la p 13.

teseopress.com

G20 a réussi à faire accepter de nombreuses idées lors des négociations multilatérales, qui ont ensuite été intégrées dans le projet révisé de modalités sur l'agriculture de décembre 2008[45]. Cette réussite témoigne bien de l'efficacité de sa stratégie collaborative. Qu'en est-il du second groupe de pays en développement nommé G90 ?

1.2.2. Le groupe G90

La création et l'évolution du G90[46] ont marqué une étape significative dans l'histoire de l'OMC, mettant en lumière les préoccupations et les intérêts communs des pays en développement, au cours du cycle de Doha. Constitué lors de la réunion ministérielle de Cancún, le G90 s'est affirmé comme la principale coalition des pays en développement, cherchant à exclure les questions de Singapour[47] de l'agenda des négociations du cycle de Doha. Composé du groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), du groupe africain et du groupe des pays les moins avancés, le G90 représente la plus grande coalition commerciale de l'OMC[48].

Fondamentalement axé sur les questions agricoles et de développement, le G90 représente une coalition agricole de pays en développement, et ce, malgré sa classification technique en tant que « coalition générale »

---

45 OMC, « Agriculture – Comment lire le texte du 6 décembre 2008 sur l'agriculture ».

46 Cette coalition est composée de 72 Membres de l'OMC appartenant également aux coalitions de pays d'Afrique, de pays ACP et de pays les moins avancés. Voir : *OMC*, *supra* note 33.

47 Quatre questions ont été ajoutées au programme de travail de l'OMC à la Conférence ministérielle de Singapour qui s'est tenue en décembre 1996: commerce et investissement, commerce et politique de la concurrence, transparence des marchés publics et facilitation des échanges.

48 *Clapp*, *supra* note 44 à la p 12.

teseopress.com

par le secrétariat de l'OMC[49]. La coopération au sein du G90 est un exemple clé de la solidarité et de la collaboration des pays en développement pour défendre leurs intérêts communs dans le système commercial mondial[50]. En effet, la création du G90 est intervenue à un moment où les PED ressentaient un besoin urgent de s'unir pour faire entendre leur voix dans les négociations internationales. Dès lors, l'importance de cette coalition a été illustrée lors de la réunion ministérielle de Cancún, où le G90 a réussi à perturber les délibérations en mettant en avant des questions telles que le coton, et en appelant à une action rapide sur les aspects commerciaux et de développement liés à ce produit[51].

Bien que présentant des défis en raison de la diversité des intérêts de ses membres, le G90 demeure un acteur influent dans les négociations commerciales internationales, pour promouvoir des questions liées au développement qui affectent largement les PED et les PMA. En dépit de ses limites en tant que coalition proactive, le G90 a démontré sa capacité à bloquer les accords considérés comme indésirables, renforçant ainsi son rôle crucial dans le processus décisionnel de l'OMC et dans la défense des intérêts des pays en développement.

Après avoir examiné le contexte géopolitique dans lequel les coalitions opèrent à l'OMC, nous analyserons leurs impacts sur le commerce agricole, notamment celui du coton.

---

49 *Oduwole*, *supra* note 6 à la p 15.

50 *Oduwole*, *supra* note 6 aux pp 153-162.

51 Jumoke Oduwole, « An Appraisal of Developing Country Coalition Strategy in the WTO Doha Round Agriculture Negotiations » (2011) 20:2 Int Trade Law J 45-59, à la p 46.

teseopress.com

2. Les coalitions agricoles, une voie porteuse pour les pays en développement ? Le cas du groupe Coton-4

Les coalitions agricoles se révèlent être des mécanismes essentiels de protection des intérêts des pays en développement. Parmi elles se trouve le groupe Coton-4, reconnu pour son importance stratégique et ses efforts concertés visant à défendre les producteurs de coton et à promouvoir l'équité sur ce marché. Cette section débutera par une vue d'ensemble du marché du coton (2.1), puis examinera les implications de l'intervention diplomatique du groupe Coton-4 (C-4) (2.2).

2.1. L'état des lieux du marché cotonnier et revendications du groupe C-4

Pendant de nombreuses années, le marché du coton a été profondément affecté par le protectionnisme d'État. Les pays développés ont encouragé la production de coton en octroyant des subventions aux producteurs locaux, stimulant ainsi la production et l'exportation. Par exemple, les États-Unis (plus grand exportateur actuel de coton) ont pendant longtemps subventionné leurs producteurs par l'adoption d'une loi appelée *Farm Bill*, qui prévoyait une augmentation de près de 60 % des aides apportées aux fermiers américains, soit 173 milliards de dollars sur 10 ans[52].

En revanche, faute de moyens financiers, les pays moins riches ne peuvent pas se permettre la même pratique. En effet, dans les PED et les PMA, le secteur du coton ne bénéficie pas de subventions des pouvoirs

52 Concertation ministérielle sur la filière Coton en Afrique de l'ouest et du Centre, *Mémorandum de la concertation des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur la filière Coton* (2002).

publics. Les producteurs de coton (pour la plupart des petits producteurs) sont donc contraints de supporter personnellement les coûts et les charges liés à la culture. Tout ceci entraîne une distorsion de la concurrence, avantageant les grandes puissances économiques au détriment des pays moins riches.

Face à cette situation pénible pour plusieurs PED, certains acteurs africains exportateurs de coton vont introduire l' « Initiative sectorielle en faveur du coton »[53]. Dans un document présenté le 10 septembre 2003 à la Conférence de Cancún, le groupe Coton-4 exposait les dommages qu'il aurait subi à cause des « subventions sur le coton octroyées dans des pays plus riches (et) appel[ait] à l'élimination des subventions [tout en demandant] qu'une compensation […] soit versée d'ici la fin des subventions, pour couvrir les pertes économiques causées par l'octroi de ces subventions »[54]. À la suite de l'exposé de cette initiative, l'on a observé une certaine sympathie internationale à leur endroit de la part du groupe des Cairns et du G90. Cependant, le sentiment était mitigé avec les États-Unis et l'Union européenne qui voyaient leurs politiques de subventionnement nationales être pointées du doigt. En effet, les États-Unis indiquaient que « les distorsions dans le commerce du coton n'étaient pas uniquement dues aux subventions dans ce secteur »[55]. Ils mentionnaient par exemple « les politiques industrielles qui soutiennent la production de fibres synthétiques, les tarifs élevés sur les produits finis et les bonnes récoltes dues à des

53 OMC, *Comité de l'agriculture – Session spéciale – Négociations de l'OMC sur l'agriculture, « Réduction de la pauvreté : Initiative sectorielle en faveur du coton – Proposition conjointe du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali »*, OMC Doc. TN/AG/GEN/4 (2003).

54 OMC, « Conférences ministérielles – La cinquième Conférence ministérielle, 2003 – Résumé des réunions du 10 septembre 2003 ».

55 *Ibid*.

teseopress.com

conditions climatiques favorables »[56] comme raisons pouvant expliquer la chute des prix du coton.

Dès lors, le véritable théâtre des opérations s'est déplacé des salles de négociations vers des lieux de contacts informels, ce qui a conduit à l'établissement de nouvelles alliances, d'une part « [le G90], et, d'autre part, la formation d'une coalition objective UE/EU faisant de l'ouverture des discussions sur les questions dites "de Singapour", le préalable à toute éventuelle concession sur d'autres sujets, notamment l'agriculture »[57].

2.2. Les conséquences de l'intervention diplomatique du groupe C-4

À la suite de l'intervention du groupe C-4, le secteur cotonnier a bénéficié d'un traitement « rapide, ambitieux et spécifique »[58]. Cela s'est traduit par des résultats plutôt satisfaisants, à la fois en ce qui concerne la réglementation des subventions agricoles (2.1) et l'octroi d'une aide au développement aux PED et aux PMA (2.2).

2.2.1. Des nouvelles réformes en matière de subventionnement agricole

Les discussions entamées dans les négociations sur le coton ont permis d'enregistrer des avancées considérables en ce qui concerne les règles régissant les trois piliers de l'agriculture que sont le soutien interne, l'accès au marché et les subventions à l'exportation[59].

---

56 *Ibid*.

57 Denis Pesche & Kako Nubukpo, « L'Afrique du coton à Cancún : les acteurs d'une négociation » (2004) 95:3 Polit Afr 158, à la p 164.

58 OMC, « Agriculture – Coton ».

59 Antoine Martin & Bryan Mercurio, « Doha Dead and Buried in Nairobi: Lessons for the WTO » (2017) 16:1 J Int Trade Law Policy 49 à la p 52.

teseopress.com

Toutefois, notre analyse tiendra exclusivement compte des réformes relatives au soutien interne et aux subventions à l'exportation. D'emblée, notons que les résultats de ces discussions ont été traduits dans les déclarations ministérielles de Bali en 2013 et de Nairobi en 2015.

Au niveau de la Conférence ministérielle de Bali, elle s'inscrit dans le même courant que les réunions ministérielles antérieures, en particulier la Décision du Conseil général de 2004, la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005, et l'engagement pris à la Conférence ministérielle de 2011 à Genève. C'est en cela qu'elle servira

> à renforcer la transparence et le suivi en relation avec les aspects de la question du coton liés au commerce [en convenant] de tenir deux fois par an une discussion spécifique dans le contexte de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture [afin] d'examiner les faits nouveaux pertinents liés au commerce du coton[60].

En effet, la Décision de Bali a mis en place les Journées du coton en 2013[61]. Ces journées consistent à tenir en parallèle des discussions spécifiques sur les aspects liés au commerce et des séries de consultations sur l'aide au développement. Les Journées du coton sont uniques, car elles fournissent l'occasion d'aborder de façon globale la conjoncture du marché, les mesures liées au commerce, les politiques nationales ainsi que les projets de développement portant sur le coton, un produit de base qui revêt une importance toute particulière pour les PMA[62].

---

60 OMC, *Conférence ministérielle, neuvième session, Bali, 3-6 décembre 2013 « Coton, Décision ministérielle du 7 décembre 2013 »*, OMC Doc WT/MIN (13) /41, WT/L/916 (2013) à la p 1 au para 5.

61 OMC, « Agriculture – Coton ».

62 *Ibid*.

teseopress.com

Au niveau de la Conférence ministérielle de Nairobi, rappelons que cette dernière a réitéré les engagements des Membres pris à Bali, puis a conduit à l'interdiction immédiate des subventions à l'exportation dans le commerce du coton, ce qui est encore aujourd'hui considéré comme une avancée historique dans le commerce international[63]. De plus, le Paquet de Nairobi[64] invitait les pays développés et les PED qui sont en mesure de le faire à « accorder dans la mesure prévue par leurs arrangements commerciaux préférentiels respectifs en faveur des pays les moins avancés, l'accès en franchise de droits et sans contingent au coton et produits dérivés, produits et exportés par les pays les moins avancés »[65].

En somme, l'on constate que toutes les discussions qui ont eu lieu dans le cadre du commerce du coton ont permis de mettre en lumière les problématiques spécifiques à ce marché afin de les aborder de manière précise, ambitieuse et urgente dans les négociations commerciales internationales. Qu'en est-il alors de l'aspect développement, lequel était durement touché par les subventions abusives ?

2.2.2. L'attribution d'aides en faveur du développement aux PED affectés

Étant donné que le marché du coton supporte plus de 4 millions d'agriculteurs en Afrique, dont environ

63 OMC, *Conférence ministérielle, dixième session, Nairobi, 15 – 18 décembre 2015 « Concurrence à l'exportation – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 »*, OMC Doc WT/MIN (15) /45, WT/L/980 (2015).

64 *Ibid*.

65 OMC, *Décision ministérielle, Dixième session – Nairobi, 15 – 18 décembre 2015 « Coton – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 »*, OMC Doc WT/MIN(15)/46/WT/L/981 (2015) à la p 2.

teseopress.com

1 million se trouve dans les pays du groupe C-4[66], la Conférence ministérielle de Bali et la Décision ministérielle sur le coton adoptée à Nairobi ont également mis en lumière l'importance qu'attachent les membres de l'OMC aux aspects de la question du coton relatifs à l'aide au développement. Ainsi, les membres ont décidé de traiter les priorités identifiées par les producteurs de coton des PMA à travers des programmes de soutien aux infrastructures et autres activités d'assistance[67]. Il s'agit notamment de programmes et de projets multidimensionnels intégrés aux niveaux régional et sous-régional qui sont présentés aux partenaires de développement. À titre d'exemple, en 2021, une liste de demandes de projets présentées par des PED souhaitant obtenir une aide internationale pour leur secteur cotonnier a été incluse dans le tableau évolutif. En ce qui concerne le suivi et l'encouragement de l'aide au développement, ceux-ci s'effectuent *via* des projets de coopération et à la diffusion de l'information[68].

L'ensemble de ces réformes ont progressivement permis d'obtenir un marché cotonnier plutôt stable dans lequel l'on observe de moins en moins de plaintes relatives au recours aux subventions à l'exportation[69]. Aujourd'hui, le marché du coton tient désormais compte du lien entre agriculture et développement, une initiative qui a été saluée par l'ONU qui a consacré le 7 octobre comme la journée mondiale du coton[70].

---

66 OMC, « L'OMC célèbre le premier anniversaire de la Journée mondiale du coton le 7 octobre ».
67 OMC, « Agriculture – Coton ».
68 OMC, « La célébration de la Journée mondiale du coton est l'occasion de reconnaître l'importance du coton au niveau mondial ».
69 Depuis 2002, aucune plainte relative au commerce du coton a été déposé à l'Organe de règlement des différends.
70 *OMC*, *supra* note 61.

teseopress.com

Outre les aspects de développement, ce traitement particulier permet également de prendre en compte de nouveaux événements fragilisant le marché du coton, tels que le COVID-19. C'est en cela que des conférences des partenaires du secteur cotonnier ont été organisées en 2019 et 2022 pour renforcer la résilience de l'industrie cotonnière à la suite de la pandémie de COVID 19[71].

Pour conclure, l'intervention diplomatique du groupe C-4 a permis à l'OMC de réaliser son objectif de développement en octroyant des compensations financières aux Membres affectés, producteurs de coton.

Conclusion

En définitive, l'évolution des coalitions dans le secteur agricole à l'OMC reflète un paysage complexe de confrontations géopolitiques, impliquant à la fois les échanges Nord-Sud et Sud-Sud. Face à un sentiment d'exclusion, des coalitions telles que le G90, le G20 et le groupe Coton-4, représentant respectivement les intérêts des PED et ceux des PMA, ont émergé comme des acteurs influents dans les négociations commerciales internationales. Par ailleurs, le succès du groupe C-4 dans la défense des intérêts des PED producteurs de coton va souligner l'importance de telles alliances dans la promotion de la justice et de l'équité dans le commerce agricole mondial. Néanmoins, dans de nombreux domaines agricoles, les divergences géopolitiques persistent et continuent de façonner le déroulement des négociations, témoignant ainsi des défis auxquels sont confrontés les Membres au sein du cycle de Doha.

71 OMC, « Agriculture – Coton ».

Le contexte actuel étant marqué par le blocage de l'Inde à la Conférence ministérielle 13 sur les questions agricoles, il devient impératif pour les États membres de rechercher des compromis et des solutions inclusives qui favoriseront un système commercial international plus équilibré et respectueux des besoins et des intérêts de tous les pays membres de l'OMC. Dans cette démarche, les coalitions agricoles ne représenteraient-elles pas comme une fenêtre d'opportunité permettant d'atteindre un consensus prochain ?

Bibliographie

Traités

Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, dans GATT, Résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. Textes juridiques, Genève, GATT, 1994.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947), dans GATT, Résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. Textes juridiques, Genève, GATT, 1994.

Accord sur l'agriculture, dans GATT, Résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. Textes juridiques, Genève, GATT, 1994.

Jurisprudence

Communautés européennes – Subventions communautaires à l'exportation de sucre (Plainte de l'Australie) (2004), OMC Doc WT/DS265/R (Rapport du Groupe spécial).

États-Unis – Subventions concernant le Coton upland (Plainte du Brésil) (2005), OMC Doc WT/DS267/AB/R (Rapport de l'Organe d'appel).

Documents internationaux

Concertation ministérielle sur la filière coton en Afrique de l'Ouest et du Centre, *Mémorandum de la concertation des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur la filière coton* (2002).

OMC, « Agriculture – Aperçu général – Impasse à Cancún: septembre 2003 », en ligne : <wto.org>.

OMC, « Agriculture – Coton », en ligne : <wto.org>.

OMC, « Agriculture – Comment lire le texte du 6 décembre 2008 sur l'agriculture », en ligne : <wto.org>.

OMC, « Agriculture – Groupes dans les négociations sur l'agriculture », en ligne : <wto.org>.

OMC, *Comité de l'agriculture – Session spéciale – Négociations de l'OMC sur l'agriculture, « Réduction de la pauvreté : Initiative sectorielle en faveur du coton – Proposition conjointe du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali »*, OMC Doc TN/AG/GEN/4 (2003).

OMC, *Conférence ministérielle, Cinquième session, Cancún, 10 – 14 septembre 2003 « Communication ministérielle »*, OMC Doc WT/MIN(03)/20 (2003), en ligne : <wto.org>.

OMC, *Conférence ministérielle, dixième session, Nairobi, 15 – 18 décembre 2015 « Concurrence à l'exportation – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 »*, OMC Doc WT/MIN (15) /45 ; WT/L/980 (2015).

OMC, « Conférences ministérielles – La cinquième Conférence ministérielle, 2003 – Résumé des réunions du 10 septembre 2003 », en ligne : <wto.org/> (consulté le 15 février 2024).

OMC, *Conférence ministérielle, neuvième session, Bali, 3-6 décembre 2013 « Coton, Décision ministérielle du 7 décembre 2013 »*, OMC, Doc WT/MIN (13) /41, WT/L/916 (2013).

OMC, *Conférence ministérielle, quatrième session – Doha, 9 – 14 novembre 2001, « Déclaration ministérielle du 20 novembre 2001 »*, OMC Doc WT/MIN(01)/DEC/1.
OMC, *Conférence ministérielle, sixième session, Hong Kong, 13 – 18 décembre 2005 « Programme de travail de Doha – Déclaration ministérielle »*, OMC Doc WT/MIN(05)/DEC (2005), en ligne : <wto.org>.
OMC, « La célébration de la Journée mondiale du coton est l'occasion de reconnaître l'importance du coton au niveau mondial », en ligne : <wto.org>.
OMC, « L'OMC célèbre le premier anniversaire de la Journée mondiale du coton le 7 octobre », en ligne : <wto.org>.
The Cairns group, « Contexte du Groupe de Cairns et du Cycle de Doha de l'OMC », en ligne : <cairns-group.org>.
WTO, « Understanding the WTO – principles of the trading system », en ligne : <wto.org>.

Monographies

Agbodjan Prince, Hervé, *Le droit de l'OMC et l'agriculture: analyse critique et prospective du système de régulation des subventions agricoles*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2012.
Clapp, Jennifer, *Developing Countries and the WTO Agriculture Negotiations*, Rochester, New York, 2006.
Díaz-Bonilla, Eugenio, Søren Elkjær Frandsen & Sherman Robinson, *WTO negotiations and agricultural trade liberalization: the effect of developed countries' policies on developing countries*, CAB books, Wallingford, CABI Pub., 2006.
Narlikar, Amrita, *International Trade and Developing Countries: Bargaining Coalitions in GATT and WTO*, London, Routledge, 2003.

Oduwole, Olajumoke Omoniyi, *Realigning International Trade Negotiation Asymmetry: Developing Country Coalition Strategy in the WTO Doha Round Agriculture Negotiations*, Stanford, Stanford University, 2011.

Sampson, Gary P., *Trade, environment, and the WTO the post-Seattle agenda*, Policy essay 27, Washington D.C., Overseas Development Council, 2000.

Sharma, Sachin Kumar & Indian Institute of Foreign Trade Centre for WTO Studies, *The WTO and food security: implications for developing countries*, Singapore, Springer, 2016.

Articles de revues et d'ouvrages collectifs

Beierle, Thomas C., « Agricultural Trade Liberalization: Uruguay, Doha, and Beyond » (2002) 36:6 Journal of World Trade, en ligne : <kluwerlawonline-com.acces.bibl.ulaval.ca/api/Product/CitationPDFURL?file=Journals-TRADTRAD2003001.pdf>.

Chou, Hsu-Hua, « Coalition Building as Taiwan's Strategic Option in the WTO Lawmaking Negotiations » (2007) 25 Chinese (Taiwan) YB Int'l L & Aff 45-64.

Dakoure, Amanda Pamela, « Cotton-4 and the Cotton Subsidies Issue: A Litmus Test for the WTO's Benefits to Least-Developed Countries » (2013) 14:5 J World Invest Trade 852.

Enghis, Andre-Stefan, « Globalization and Trade Liberalization: "A Threat or an Opportunity"? » (2006) 6:2 Romanian J Eur Aff 31.

Footer, Mary E, « The WTO as a 'living instrument': the contribution of consensus decision-making and informality to institutional norms and practices » dans Manfred Elsig & Thomas Cottier, dir, *Gov*

World Trade Organ Past Present Doha, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 217.

Martin, Antoine & Bryan Mercurio, « Doha Dead and Buried in Nairobi: Lessons for the WTO » (2017) 16:1 J Int Trade Law Policy 49.

Odell, John S, « Negotiating from Weakness in International Trade Relations » (2010) 44:3 TRAD 545.

Oduwole, Jumoke, « An Appraisal of Developing Country Coalition Strategy in the WTO Doha Round Agriculture Negotiations » (2011) 20:2 Int'l Trade LJ 45.

Pesche, Denis & Kako Nubukpo, « L'Afrique du coton à Cancún : les acteurs d'une négociation » (2004) 95:3 Polit Afr 158.

Shaffer, Gregory, « The challenges of WTO law: strategies for developing country adaptation » (2006) 5:2 World Trade Rev 177.

Siroën, Jean-Marc, « L'OMC, une organisation sans avenir ? » (2021) 387:3 Paysans Société 17.

Stewart, Terence P & Stephanie Manaker Bell, « Global Hunger and the World Trade Organization: How the International Trade Rules Address Food Security Symposium: The 9 Billion People Question: The Challenge of Global Resource Scarcity » (2014) 3:2 Penn St JL & Int'l Aff 113.

Billet de blog

Beeson, Mark, « Groupe de Cairns », *Encyclopedia Britannica*, 28 février 2024, en ligne : <britannica.com>.

De l'économie à la politique

La CEDEAO face aux défis des coups d'état militaires

Sébastien Marcel MOUTOU-NKOUNKOU

Résumé

Le présent article met en lumière les changements opérés dans la gouvernance régionale menée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En effet, après sa création en mai 1975, la CEDEAO a commencé, à partir des années 1990, à se tourner vers un processus de gouvernance politique, en plus de sa gouvernance économique. À cet effet, l'organisation ouest-africaine s'est davantage impliquée dans la gestion des crises politiques et sécuritaires des pays membres. C'est dans cette lancée qu'a été créé l'*Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group* (ECOMOG). Au fil du temps, la CEDEAO a su s'imposer et renforcer sa crédibilité dans la gestion des crises politiques. Ce faisant, l'organisme régional a servi d'exemple en montrant comment le régionalisme pourrait constituer un tremplin pour faire face aux crises politiques, en Afrique. Toutefois, depuis 2020, la CEDEAO fait face à une perte de crédibilité dans sa gouvernance politique, au sein de la région intégrée. Plusieurs voix se sont levées, estimant que l'organisation régionale devrait se limiter à sa vocation première : la gouvernance économique. Pour remédier à

cette situation, d'une part, la CEDEAO doit s'assurer de mener une gouvernance politique faisant preuve d'impartialité, évitant le double standard, à l'égard des États membres. D'autre part, la CEDEAO doit créer les conditions pour garantir les États intégrés, de son autonomie vis-à-vis de l'influence des puissances étrangères. Enfin, cela pourrait contribuer à pallier l'impopularité de la CEDEAO, auprès des populations ouest-africaines.
Mots–clés : intégration régionale, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), interventions militaires, gouvernance politique, gouvernance économique.

Abstract

This article highlights the changes made in regional governance led by the Economic Community of West African States (ECOWAS). Indeed, after its creation in May 1975, ECOWAS began, from the 1990s, to turn towards a process of political governance in addition to its economic governance. To this end, the West African organization has become more involved in the management of political and security crises in member countries. It is in this spirit that the Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group (ECOMOG) was created. Over time, ECOWAS has established itself and strengthened its credibility in the management of political crises. In doing so, the regional organization served as an example of how regionalism could provide a springboard for addressing political crises in Africa. However, since 2020, ECOWAS has faced a loss of credibility in its political governance, within the integrated region. Several

voices were raised, believing that the regional organization should limit itself to its primary vocation: economic governance. To remedy this situation, on the one hand, ECOWAS must ensure that it carries out political governance that demonstrates impartiality, avoiding double standards, regarding member states. On the other hand, ECOWAS must create the conditions to guarantee integrated States its autonomy from the influence of foreign powers. Finally, this could help to compensate for the unpopularity of ECOWAS among West African populations.
Keywords: Regional integration, Regional organization, Economic Community of West African States (ECOWAS, Military interventions, Political governance, Economic governance.

Le Traité de Lagos du 28 mai 1975 est à l'origine de la création de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette organisation régionale a été créée dans le but premier de promouvoir la stabilité macro-économique et l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres, à travers la création d'un bloc commercial unique, par le biais d'une coopération économique renforcée[1]. L'intégration est vue comme le moyen d'atteindre une croissance économique plus rapide, plus diversifiée, plus durable et de réduire la dépendance vis-à-vis des sources extérieures[2]. Pourtant, au cours des années 1990, durant la guerre civile au Libéria, la CEDEAO intervient dans ce pays en se dotant de façon *ad hoc* d'une force d'interposition militaire l'ECOMOG (Economic Community of

1 Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), « À propos de la CEDEAO ».

2 Berg Elliot, « L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies » (1993) 2 Revue d'économie du développement 51.

West African States Cease-fire Monitoring Group). Par la suite, consciente que la sécurité est un prérequis pour favoriser la prospérité économique dans la région intégrée, la CEDEAO décide de mettre en place un dispositif de prévention de conflits, en décembre 1999 : le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité[3]. Temporaire au départ, l'ECOMOG devient alors une force permanente. Bref, plus de 30 ans après, entre 2020 et 2023, l'Afrique de l'Ouest fait de nouveau face à des crises politiques qui sont caractérisées par des coups d'État militaires. Face à cette situation, le rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises politiques a été de nouveau mis en avant. L'instabilité politique dans quatre pays membres (Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger) est une occasion de tenter de comprendre dans quelle mesure le régionalisme ouest-africain, symbolisé par la CEDEAO, est un instrument à double usage, économique, mais aussi politique. Nombreux estiment que, grâce à ses interventions militaires et à sa gouvernance politique, la CEDEAO a pu créer les conditions pour pacifier la région. Par ailleurs, plusieurs voix se sont levées pour contester la gouvernance politique de la CEDEAO. On se pose alors la question de savoir si le régionalisme ouest-africain, symbolisé par la CEDEAO, constitue l'outil idéal de gouvernance pour remédier aux défis d'instabilité politique, notamment les coups d'État militaires. Nous soutenons la thèse selon laquelle la CEDEAO dispose des atouts nécessaires. À condition, d'une part, de s'assurer de mener une gouvernance politique impartiale, évitant le double standard, à

3 Nadieline Lucien, « Le rôle de la CEDEAO dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest » (2016) Centre de ressources virtuel des rivières du Sud.

l'égard des États membres. D'autre part, créer les conditions pour garantir et rassurer les États intégrés, de son autonomie vis-à-vis de l'influence des puissances étrangères. Enfin, cela pourrait contribuer à pallier l'impopularité de la CEDEAO, auprès des populations ouest-africaines. Pour éclairer le tout, nous procédons par une analyse de la documentation, des reportages et des entretiens télévisés. Nous collectons l'information sur les sites officiels de médias africains et étrangers, notamment Jeune Afrique, TV5 Monde Afrique, BBC Afrique, etc. Nous analysons aussi de l'information en provenance du site officiel de la CEDEAO.

1. Gouvernance politique de la CEDEAO : la période des 30 glorieuses (1990-2020)

La CEDEAO est l'une des rares Communautés économiques régionales (CER) à bénéficier d'une certaine crédibilité renforçant sa légitimité, auprès des États membres. Certes, parfois secouée par des divergences internes, entre membres, cette CER a toujours su parler d'une même voix. De 1990 à 2020, que nous qualifions de la *période des 30 glorieuses*, la gouvernance politique de la CEDEAO, notamment en matière de résolution des crises politiques, a été marquée par des interventions militaires et diplomatiques réussies, surtout grâce au leadership du Nigéria.

1.1. Interventions militaires

La CEDEAO s'est démarquée des autres CER du continent africain, au regard de ses interventions militaires dans diverses crises survenues dans les pays membres : Liberia, 1990 et 2003 ; Sierra Leone, 1997 et 1999 ;

Guinée-Bissau, 1999, 2012 et 2022 ; Mali, 2013 ; Côte d'Ivoire, 2003[4]. En Afrique, au début des années 90, la CEDEAO a été l'une des rares organisations à avoir mis sur pied une force d'intervention militaire (ECOMOG), intervenant directement dans des pays membres, contribuant au retour à la paix[5]. La CEDEAO s'est également démarquée en menant des actions louables, notamment le rétablissement au pouvoir d'un président déchu. Il s'agit du président sierra-léonais, Ahmad Tejan Kabbah, destitué lors d'un coup d'État en 1997. Avec le leadership du Nigéria, l'ECOMOG parvient alors à chasser du pouvoir la junte militaire responsable du putsch de 1997-1998.

1.2. Médiations politiques

La CEDEAO a su jouer de son poids de médiateur pour prévenir certaines crises politiques. L'une des médiations réussies est celle menée en Gambie, lors de la crise postélectorale de 2017. En fait, après avoir tenté de s'accrocher au pouvoir, le président sortant Yahya Jammeh accepte sa défaite et cède le pouvoir au président élu, Adama Barrow. Dès lors, la force d'interposition militaire de la CEDEAO positionnée à la frontière sénégalo-gambienne rebrousse chemin, marquant la fin de l'opération militaire appelée « Restaurer la démocratie »[6]. Ces exemples montrent comment la CEDEAO a su s'imposer comme gendarme de la paix, en Afrique de l'Ouest, entre 1990 et 2020. Cela a été rendu possible en partie parce que, lors des interventions militaires ou

4 TV5 Monde, « Où est déjà intervenue militairement la CEDEAO en Afrique ? » (2023).

5 Gazibo Mamoudou, « L'intégration économique. Introduction à la politique africaine » (2010) Presses de l'Université de Montréal 252.

6 BBC News Afrique, « Coup d'État au Niger : Comment se sont déroulées les précédentes interventions militaires de la CEDEAO » (2023).

diplomatiques de la CEDEAO, les États membres ont généralement été en accord par rapport à la gouvernance politique de l'organisation régionale. Permettant à la CEDEAO de mener comme souhaité sa stratégie politique, sans vraiment faire face à de fortes oppositions internes, comme cela est le cas dans la *période de vaches maigres,* amorcée depuis 2020.

2. Gouvernance politique de la CEDEAO : la période de vaches maigres (2020 – ?)

Depuis 2020, l'ordre constitutionnel dans l'espace intégré s'est davantage dégradé, au regard de la répétition de plusieurs prises de pouvoir anticonstitutionnelles, en moins de trois ans. Les sanctions politiques et juridictionnelles jusque-là prises par les instances de la CEDEAO sont peu exécutées et dissuadent rarement[7]. Par ailleurs, la CEDEAO est de plus belle confrontée à des résistances internes de certains de ses membres, sans oublier la contestation à l'égard du leadership nigérian, au point où elle fait face à une crise de crédibilité[8]. Nous discutons de trois facteurs pouvant expliquer la *période de vaches maigres*, où la CEDEAO semble se retrouver.

2.1. Sanctions politiques partisanes

Lors des crises politiques, la CEDEAO est accusée de sanctionner rigoureusement certains États et d'en épargner d'autres : une politique de deux poids deux

7 Falilou Diop Mamadou, « Les sanctions juridictionnelles aux violations de l'ordre constitutionnel dans l'espace CEDEAO » (2023) 134 Revue française de droit constitutionnel 265.

8 AJ+ français, « La CEDEAO appelée à disparaître ? » (2024).

mesures. Entre 2020 et 2023, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Niger ont tous connu des coups d'État. Toutefois, pour certains, la Guinée semble avoir été sanctionnée avec moins de rigueur, contrairement aux trois autres États[9]. Par ailleurs, face aux menaces d'une intervention militaire de la CEDEAO au Niger, après le coup d'État de juillet 2023, l'Alliance des États du Sahel (AES) voit le jour. Il s'agit d'un pacte de défense mutuelle conclu en septembre 2023, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ces trois États n'ont pas hésité à se dresser contre la gouvernance politique de la CEDEAO et le leadership du Nigéria, mettant à rude épreuve la crédibilité de l'organisation régionale[10]. Pour rappel, la CEDEAO a adopté une posture mitigée, voire moins sévère, en janvier 2022, lors du coup d'État du lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba. Ce dernier a été renversé par le capitaine Ibrahim Traoré, en septembre 2022. Pour certains, le lieutenant-colonel Damiba, considéré modéré au vu de sa position quant à la politique de la France au Burkina Faso, n'a pas été victime d'une forte pression politique de la CEDEAO, contrairement au capitaine Ibrahim, considéré de radical et proche de la Russie.

2.2. Manque d'autonomie politique

Dans le cadre de sa gouvernance politique, la CEDEAO est davantage accusée d'être influencée par des puissances étrangères. Les dirigeants de certains États membres de la CEDEAO, le cas d'Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et Macky Sall l'ancien

9 Maliweb.net, « Accélération du processus de création de l'AES : S'échauffer et attendre la CEDEAO ? » (2023).

10 Jeune Afrique, « Entre la CEDEAO et l'AES, l'impossible dialogue » (2024).

président du Sénégal, sont considérés comme des serviteurs aux intérêts occidentaux, en particulier de la France[11]. En janvier 2024, les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont annoncé leur retrait sans délai de la CEDEAO, accusant l'organisation régionale d'être à la solde de la France. Toutefois, selon le Traité de la CEDEAO, cette décision de retrait ne pourra être effective qu'au terme d'une année. Pour sa part, l'organisation régionale a invité les trois États à des négociations pour espérer sortir de l'impasse politique[12]. Néanmoins, cela fragilise la CEDEAO dans la mesure où d'autres États, en cas de crises politiques, pourraient être tentés de suivre l'exemple des membres de l'AES afin de contourner la gouvernance politique de l'organisation régionale.

2.3. Perte de confiance des peuples

À la suite des coups d'État militaires, au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger, entre 2020 et 2023, les populations ont manifesté leur joie. Les putschistes ont souvent été considérés comme des sauveurs. Soit, parce qu'ils stoppent les projets de troisième mandat des dirigeants civils, le cas de la Guinée face à l'instabilité sociopolitique survenue après les deux premiers mandats du président déchu, Alpha Condé[13]. Soit, ils renversent les régimes civils jugés incapables de stabiliser le pays, face au terrorisme, le cas du Burkina Faso et du Mali. Soit, semble-t-il, les putschistes délivrent

11 Le Devoir, « La CEDEAO déploiera sa "force en attente" à la suite du coup d'État au Niger » (2023).

12 Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), « Communiqué de la CEDEAO sur le Burkina Faso, le Mali & le Niger ».

13 Radio France internationale (RFI), « Guinée : mésentente avec la CÉDÉAO Le débat africain » (2022).

le pays du néo-colonialisme. Le cas du Niger, où les putschistes ont accusé le président déchu, Mohamed Bazoum, d'être à la solde de la France. De ce fait, pour la majorité de la population de ces États en crise, les sanctions de la CEDEAO n'ont pas raison d'être. En outre, la population s'insurge face à l'attitude de la CEDEAO qui consiste à sanctionner les militaires qui prennent le pouvoir aux civils, mais agir rarement lorsque des civils élus tentent de se maintenir au pouvoir, en modifiant la constitution : coups d'État constitutionnels[14]. Par ailleurs, l'impopularité que connaît la CEDEAO est aussi due au fait que certains dirigeants politiques, ayant fait dévier leur pays de la voie démocratique, ont siégé ou continuent de siéger dans l'organisation régionale. Cela empêche la CEDEAO de gagner le respect des populations et de s'ériger en tant que structure démocratique[15].

Conclusion

En 1975, l'intégration régionale dans l'espace CEDEAO a d'abord été pensée comme un outil pour renforcer la cohésion économique entre les États intégrés. Dès 1990, l'organisation régionale s'est bien lancée en ajoutant à sa gouvernance économique une approche politique. Cela s'est matérialisé par les interventions de l'ECOMOG, bras armé de la CEDEAO, dans plusieurs États instables politiquement[16]. De ce point de vue, le régionalisme

14 BBC News Afrique, « La CEDEAO en crise : Pourquoi le bloc de l'Afrique de l'Ouest est divisé » (2024).

15 Oumnia Boutaleb, « Le rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises politiques et sécuritaires internes de ses États membres » (2022) 49:22 Policy center.

16 France 24, « L'ECOMOG, bras armé de la CEDEAO » (2010).

économique a servi de tremplin pour résoudre des crises politiques. Entre 1990 et 2020, la CEDEAO a été dans ce que nous qualifions de la période des *trente glorieuses*, en ce qui concerne sa gouvernance politique.

Malheureusement, depuis 2020, l'organisation régionale semble être plongée dans une *période de vaches maigres*. La gouvernance politique de la CEDEAO fait de moins en moins l'unanimité, dans la région intégrée. Les menaces d'interventions militaires de la CEDEAO sont davantage contestées, voire défiées. Cette situation pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment, (1) l'adoption par la CEDEAO des sanctions politiques considérées de partisanes, (2) les accusations d'une absence d'autonomie politique de l'organisation régionale, à l'égard des puissances étrangères, ainsi que (3) la perte de confiance d'une grande majorité de la population ouest-africaine. De ce fait, la CEDEAO n'a su maintenir sa dynamique de départ, observée entre 1990-2020, consistant à s'appuyer sur le régionalisme économique pour résoudre les crises politiques. En rétablissant l'ordre constitutionnel, dans les délais souhaités, notamment après les coups d'État militaires survenus entre 2020 et 2023.

Le fait que la CEDEAO exhorte le Burkina, le Mali et le Niger de privilégier le dialogue et la réconciliation, face aux incertitudes liées à leur retrait de la communauté[17], l'organisation régionale envoie un signal de faiblesse à ses membres. Pour ne pas rester longtemps dans cette *période de vaches maigres,* l'organisation doit créer les conditions pour regagner sa crédibilité et son influence. Cela passe en partie par sa capacité à adopter une attitude cohérente, veiller à ne pas mettre en place toutes formes de politiques ambiguës, notamment lors

17 *CEDEAO*, *supra* note 12.

des coups d'État, au risque d'être jugée de double standard. Cela pourrait contribuer à réduire les soupçons d'une instrumentalisation étrangère. Une fois ces prérequis atteints, la confiance des populations pourrait s'ensuivre.

Bibliographie

Documentation régionale

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), « À propos de la CEDEAO », en ligne : <ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr>.

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), « Communiqué de la CEDEAO sur le Burkina Faso, le Mali & le Niger », en ligne : <ecowas.int/communique-de-la-cedeao-sur-le-burkina-faso-le-mali-le-niger/?lang=fr>.

Articles de revue

Berg Elliot, « L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies » (1993) 2 Revue d'économie du développement 51, en ligne : <persee.fr/doc/recod_1245-4060_1993_num_1_2_878>.

Falilou Diop Mamadou, « Les sanctions juridictionnelles aux violations de l'ordre constitutionnel dans l'espace CEDEAO » (2023) 134 Revue française de droit constitutionnel 265, en ligne : <cairn.info/revue-francaise-de-droit-constitutionnel-2023-2-page-265.htm>.

Gazibo Mamoudou, « L'intégration économique. Introduction à la politique africaine » (2010) Presses de l'Université de Montréal 252, en ligne : <books.openedition.org/pum/6392>.

Nadieline Lucien, « Le rôle de la CEDEAO dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest » (2016) Centre de ressources virtuel des rivières du Sud, en ligne : <rivieresdusud.uasz.sn/xmlui/handle/123456789/1168>.

Oumnia Boutaleb, « Le rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises politiques et sécuritaires internes de ses États membres » (2022) 49:22 Policy center, en ligne: <policycenter.ma/publications/le-role-de-la-cedeao-dans-la-gestion-des-crises-politiques-et-securitaires-internes-de>.

Articles de presse

AJ+ français, « La CEDEAO appelée à disparaître ? » (2024), en ligne : <youtube.com/watch?v=mOA-MILrprgk&t=145s>.

BBC News Afrique, « La CEDEAO en crise : Pourquoi le bloc de l'Afrique de l'Ouest est divisé » (2024), en ligne : <bbc.com/afrique/region-68275589>.

France 24, « L'ECOMOG, bras armé de la CEDEAO » (2010), en ligne : <france24.com/fr/20101228-ecomog-bras-arme-cedeao-cote-ivoire-nigeria>.

Jeune Afrique, « Entre la CEDEAO et l'AES, l'impossible dialogue » (2024), en ligne : <jeuneafrique.com/1537214/politique/entre-la-cedeao-et-laes-limpossible-dialogue/#>.

Le Devoir, « La CEDEAO déploiera sa "force en attente" à la suite du coup d'État au Niger » (2023), en

ligne : <ledevoir.com/monde/afrique/796001/la-cedeao-deploie-sa-force-en-attente-a-la-suite-du-coup-d-etat-au-niger>.

Maliweb.net, « Accélération du processus de création de l'AES : S'échauffer et attendre la CEDEAO ? » (2023), en ligne : <maliweb.net/economie/cooperation/acceleration-du-processus-de-creation-de-laes-sechauffer-et-attendre-la-cedeao-3045458.html#>.

Radio France internationale (RFI), « Guinée : mésentente avec la CÉDÉAO Le débat africain » (2022), en ligne : <youtu.be/g8CgvT49vhg?t=201>.

TV5 Monde, « Où est déjà intervenue militairement la CEDEAO en Afrique ? » (2023), en ligne : <information.tv5monde.com/afrique/ouest-deja-intervenue-militairement-la-cedeao-en-afrique-2664844>.

ASEAN's Economic Integration Strategies in the Context of Economic Globalisation

NGUYEN Minh Anh & DINH Thao Nguyen

Abstract

This proposed research focuses on the economic integration of the Southeast Asian community within the context of globalization. It aims to enhance ASEAN's economic integration by evaluating the effectiveness of current ASEAN strategies and policies while identifying the challenges member states face in this integration process. The research also examines the relationship between strengthening ASEAN's economic integration and promoting overall economic development. Additionally, it presents new initiatives to sustain and reinforce economic integration among ASEAN countries amid the challenges of economic globalization.
Keywords: ASEAN, globalization, trade liberalisation, economic growth, intra-regional trade, institutions, initiatives.

Résumé

Le principal objectif de cette recherche proposée est l'intégration économique de la communauté d'Asie du Sud-Est dans le contexte de la mondialisation. Elle vise à renforcer l'intégration économique de l'ASEAN en

évaluant l'efficacité des stratégies et politiques actuelles de l'ASEAN en matière d'intégration économique, tout en identifiant les défis auxquels sont confrontés les États membres dans ce processus. La recherche explore également le lien entre le renforcement de l'intégration économique de l'ASEAN et son développement économique global. De plus, elle propose de nouvelles initiatives visant à soutenir et à renforcer l'intégration économique des pays de l'ASEAN face aux défis de la mondialisation économique.
Mots-clés : ASEAN, mondialisation, libéralisation du commerce, croissance économique, commerce intra-régional, initiatives.

Recognizing that globalization has spurred unprecedented economic development, ASEAN has seized this opportunity by establishing a fundamental vision. It aims to position itself as a single market fully integrated into the global economy, fostering high competitiveness and equitable economic growth among its member countries. One of its most notable strategies has been to strengthen economic cooperation between member countries and non-members, as well as to facilitate economic integration into the dynamic global economy through the establishment of free trade areas.

We support ASEAN's key economic integration strategy and see substantial economic potential for ASEAN in the context of globalization. In recent years, ASEAN has emerged as one of the fastest-growing and most open economic communities, benefiting from the advantages of economic globalization, including increased trade, foreign investment, and exchanges in information and technology. Additionally, this community aims to promote trade, investment, production,

and a consistent flow of goods, actively engaging with the global economy. Nevertheless, ASEAN faces both internal and external challenges that could impede its progress toward becoming a highly integrated, cohesive economy in an era of globalization. For instance, regional economic integration within ASEAN is not as robust as external economic integration, and non-tariff barriers continue to limit the flow of imports and exports.

Given these challenges, maintaining and strengthening economic integration is essential for ASEAN's economic development in the globalized context. While global economic integration allows ASEAN members to access international goods, services, capital, technology, and knowledge with fewer trade barriers, regional economic integration within ASEAN promotes regional economic equity and shared prosperity.

Acknowledging the importance of both global and regional economic integration, we aim to propose supportive initiatives to help ASEAN achieve its economic integration and development vision amid globalisation.

1. ASEAN Economic Integration and Its Role in Regional Development

1.1. ASEAN Economic Integration

Economic integration is an arrangement among nations that typically involves reducing or eliminating trade barriers and coordinating monetary and fiscal policies. Its goal is to lower costs for both consumers and producers and to increase trade between the countries

participating in the agreement.[1] Economic integration is also sometimes referred to as regional integration, as it often occurs among neighboring nations.

ASEAN is a regional organization that brings together disparate neighbors to address issues in general and problems relating economic in particular. ASEAN is more outward-looking (engage more with non-ASEAN members), as emphasized by the Indonesian economist Hadi Soesastro (2006). This is rare, particularly for a group of developing countries.[2] ASEAN is more market-driven (through trade and FDI) rather than government-driven (different from the EU).

PTAs strategies first emerged when ASEAN states' sought to reinforce their solidarity as an economic group and later engaged with extra-ASEAN states on multiple fronts to construct a web of interdependence. ASEAN states have turned to both Southeast Asian and Northeast Asian neighbours through the formation of AFTA, ACFTA, and AJCEP. These developments occurred when economic ties within signatories seemed less promising. ASEAN states also aimed to keep their external economic linkages as diversified as possible by forming PTAS with other regions.

1.2. Economic Integration's Pivotal Role in ASEAN's Development

Economic integration is crucial for ASEAN's economic development in the context of globalization. First and foremost, economic integration can help ASEAN

1 Babu John Mariadoss, *Core Principles of International Marketing*, LibreTexts (Lubbock: Texas Tech University, 2019).

2 Hal Hill & Jayant Menon, "ASEAN Commercial Policy: A Rare Case of Outward-Looking Regional Integration" (2014) Asian Development Bank, Working Paper No 144 at 1.

members reap the fruits of economic globalization. One of the main benefits of globalization is forging connections with other countries. By participating in economic integration with other members and non-ASEAN countries, ASEAN states can form and deepen economic ties with different states by agreeing upon common policies and regulations, such as limiting or removing trade barriers. Economic integration also allows access to the global market and foreign markets of countries that are parties to a regional or an FTA negotiation.

Economic integration can also impel ASEAN countries to embark on and strengthen domestic reforms. Joining free trade agreements can motivate ASEAN members to improve the conditions necessary to attract investment and boost economic growth. Such conditions range from transparent and non-discriminatory policies and laws, tariff liberalization, business environment, environmental and sustainable values, investment climate, labour quality to administration, governance, and socioeconomic and political stability. Not only can economic integration instigate and promote the implementation of structural and fundamental reform but it also unlocks a country's potential, capitalize on their strengths, ignite the labour force's innovation and creativity, and improve people's lives. Vietnam's achievements after joining FTAs serve as a great example. New-generation FTAs necessitate legal reforms and restructuring in Vietnam since they set out much deeper and broader commitments than WTO regulations and aim to build an equal, fair, and transparent competitive environment.[3] According to the Ministry of Industry and Trade, total import-export turnover

3 "Kinh tế Việt Nam khi gia nhập các hiệp định thương mại tự do thế hệ mới" (2023), Viện Nghiên cứu, Chính sách Công thương.

teseopress.com

in 2023 was estimated to have reached 683 billion USD, of which exports were estimated to have reached 354.5 billion USD, and imports were estimated to have reached 328.5 billion USD.[4] In 2023, the trade balance continued to see a trade surplus for the 8th consecutive year with an estimated surplus of 26 billion USD.[5] FTAs have also positively impacted the industrial sector by contributing to shifting the structure of Vietnam's export goods, increasing the export proportion of processed goods, and reducing the proportion of raw and semi-processed goods[6]. For the agricultural sector, participating in FTAs has spurred trade growth, thus creating conditions for developing domestic production, creating jobs, and increasing farmers' income.[7]

Regional integration increases ASEAN's competitiveness and affirms group positioning in the international arena. This can be proven by the establishment of AFTA. By establishing and fostering AFTA, ASEAN can speak with one voice, represent smaller countries, take a more assertive stance, and garner greater attention. This represented ASEAN's fundamental evolution of ASEAN from an association primarily focused on ensuring stability and peace in the region to a true community that is also dedicated to strengthening regional economic ties. This is a testament to ASEAN's willingness and determination to represent the voice of ASEAN nations, envision, and realise ASEAN's future of a "highly integrated, competitive, innovative, and cohesive economy". ASEAN states must have acknowl-

4 "Triển khai hiệu quả các FTA: Đòn bẩy nâng cao vị thế Việt Nam" (2023), Báo Công Thương.
5 *Ibid*.
6 "Khai thác hiệu quả các hiệp định thương mại tự do, mở rộng và đa dạng hóa thị trường nhập khẩu" (2021), Cổng TTĐT Bộ Tài Chính.
7 *Ibid*.

teseopress.com

edged the difficulty of forming trade agreements and leading negotiations with Western countries. Generally, smaller countries have less strategic leverage than large countries in trade negotiations and face sharper reductions in trade flows with larger partners.[8] Therefore, ASEAN, as a group, has more bargaining power in arranging agreements with big FTA partners such as the United States, Japan, China, etc. Since 2003, ASEAN has successfully secured free trade agreements with East Asian countries (China, South Korea, Japan) as well as India, Australia, and New Zealand. ASEAN's most recent success is initiating the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), which helped establish one of the largest free trade areas of the world with the aforementioned dialogue partners (with the exception of India withdrawing from the agreement). With ASEAN playing a central role in RCEP [9] and actively taking part in future trade deals, ASEAN is much more likely to maximize benefits, acquire better trade terms, and send strong signals of ASEAN's trade openness to attract attention in the international market.[10] Emerging as a dynamic economic hub has also cemented ASEAN's position on the global stage, particularly in numerous leading international discussions, namely the Asia-Europe Meeting, the Asia-Pacific Economic Cooperation Forum, and the World Economic Forum.

Engaging in economic integration encourages ASEAN countries to expand their trading opportunities, thus reducing their reliance on traditional export

---

8 John Whalley, "Why Do Countries Seek Regional Trade Agreements?" (1998) 80 National Bureau of Economic Research.

9 Aladdin D. Rillo, Anna Maria Rosario D. Robeniol & Salvador M. Buban, "The Story of RCEP: History, Negotiations, Structure, and Future Directions" (2022) Eria, Discussion Paper Series No 438.

10 Guanyi Leu, "ASEAN's Preferential Trade Agreements (PTA) Strategy" (2011) 30:2 Journal of Current Southeast Asian Affairs 31 at 38.

teseopress.com

markets. Many Southeast Asian states saw an increased sense of vulnerability as their economies became more reliant on trade and focused on the US market or Japanese investment.[11] Southeast Asia was burdened by fluctuations caused by the policy preferences of major trading partners on whom they relied.[12] The business cycles and structural economic instability of those external markets put ASEAN states in a state more vulnerable to external economic shocks. For example, although Japan had been the largest investor, its investment flows reached a peak by the mid-1990s because of an economic slowdown known as "the Lost Decade". Due to Japan's stringent policies in an attempt to curb the effects of economic stagnation, Japanese bank lending and FDI in Southeast Asian states drastically decreased by the second half of the 1990s.[13] The recurring downturn in the US market also had an impact on the growth of exports from ASEAN states. As a result, concerns were raised by several ASEAN members over the US' ability to import goods from other countries, especially in the event of a recession in the US economy.[14]

Since businesses are economic actors, economic integration would benefit them since it facilitates and liberalises trade. A free trade area or a single market provides local and international firms the opportunity to expand their production networks and sources of goods; therefore, ASEAN states can have stronger links in global value chains. Regional economic integration will expand existing markets as well as creating new markets for regional and local businesses to engage in

11 *Aladdin D. Rillo, supra* note 9.
12 *Guanyi Leu, supra* note 10.
13 *Ibid*.
14 *Ibid*.

trading. Additionally, it enhances the mobility of capital and production factors, thus boosting trade openness and trade efficiency.

Economic integration can enhance people's welfare in the region. The establishment of regional trade agreements spurs the expansion of market access. With a larger market in the region, it is likely that businesses gain access to a larger consumer base. An increase in the size of the market and consumer base leads to greater demand for goods and services, leading to higher production levels. This, in turn, can boost job creation as firms employ more workers to meet the growing demands. Economic integration also helps foreign companies to discover other countries' development, which can result in the expansion of their business, particularly through establishing branches or representative offices overseas or investing in sectors that can yield economic benefits. In the case of ASEAN, it has attracted a substantial amount of foreign investment thanks to its efforts in integrating economically with developed economies as well as emerging countries. FDI inflows into Southeast Asia have increased ninefold over the past two decades ,[15] with the US being ASEAN's largest foreign direct investor.[16] FDI has not only contributed considerably to employment and capital flows but also to sustainable development in Southeast Asia.[17]

Additionally, economic integration in the region is crucial for ASEAN to effectively address internal and external challenges. It promotes dialogues and discussions between member states, thus laying the ground

15 "Southeast Asia is one of the largest recipients of FDI among emerging regions" (2022), Vietnam National Trade Repository.

16 Ayman Falak Medina, "An Overview of US Trade and Investment in ASEAN" (2023), ASEAN Briefing.

17 *Vietnam National Trade Repository*, *supra* note 15.

for addressing both emerging regional and global issues that hinder regional economic integration and growth such as balance between economic growth and sustainability, economic inequality between ASEAN countries, digital transformation, protectionism, geopolitical dynamics, environmental degradation, etc. It also facilitates cooperation between member states to strengthen regional research and technological capacity, as well as to address the shortage of skilled workers and the lack of high-quality infrastructure.

The progression of globalization has led ASEAN to be one of the most highly-integrated regional organizations in the world. It helps ASEAN to enhance trade and foreign investment, increase information and technological exchange, and extend employment opportunities thanks to foreign investment and economic openness. As a result, ASEAN has become the fourth-largest exporting region in the world, trailing only the European Union, North America and China/Hong Kong. As its member states have developed more sophisticated manufacturing capabilities, their exports have diversified.

2. ASEAN's Strategy and Policy to Navigate Through Economic Globalisation and Bring About Regional Economic Development

By establishing the ASEAN Economic Community (AEC), ASEAN is committed to empowering businesses to fully capitalize on the region's potential as a unified and cohesive investment hub. Rather than navigating 10 separate economies, ASEAN is shaping a single market that provides investors with access to a combined population of 600 million. In comparison, accessing only

one ASEAN country's market would reach a population ranging from as few as half a million to a maximum of 240 million.

2.1. ASEAN's Strategy and Policy

At the 27th ASEAN Summit in November 2015, ASEAN leaders released the *Kuala Lumpur Declaration on ASEAN 2025: Forging Ahead Together.* They also endorsed the AEC Blueprint 2025, which aimed to strengthen the implementation of unfinished elements from the 2015 Blueprint and introduced new areas of cooperation in response to shifts in the regional trade landscape. The AEC Blueprint 2025 is built upon five interconnected and mutually reinforcing pillars:[18] (a) a highly integrated and cohesive economy, (b) a competitive, innovative, and dynamic ASEAN, (c) enhanced connectivity and sectoral cooperation, (d) a resilient, inclusive, people-oriented, and people-centered ASEAN, and (e) a global ASEAN.

While there are similarities with the pillars of the old AEC Blueprint, the new blueprint focuses on more difficult areas of reform. As a whole, the AEC 2025 provides a more concrete and comprehensive, but less ambitious, work plan and M&E framework for the economic integration of the region.[19] To be specific, first, the AEC Blueprint 2025 is less ambitious and more realistic than the 2015 Blueprint. As an example, the primary objective of AEC 2015, which aimed to establish a single market and production base facilitating the

18 ASEAN, "ASEAN Economic Blueprint 2025" (2015) The ASEAN Secretariat at 3.

19 Deborah Elms, "Impact of the ASEAN Economic Community and implications for Latin America" (2020) Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Project Documents 148 at 26.

free movement of goods, services, capital, and skilled labor, evolved into a vision of a "highly integrated and unified regional economy fostering sustained high economic growth through enhanced trade, investment, and job opportunities" in the AEC 2025. Second, the AEC Blueprint 2025 reinforces and broadens commitments outlined in goals 2 to 4 of the 2015 Blueprint, which include establishing a competitive economic region, promoting equitable economic development, and integrating into the global economy. For example, under goal 2, "a competitive, innovative and dynamic ASEAN", the AEC 2025 Blueprint introduces fresh commitments regarding governance and the establishment of efficient, coherent, and responsive regulations, along with adherence to good regulatory practices. This adjustment was prompted partly by the necessity to align with improved international standards.[20] Third, the AEC 2025 incorporates brand new objectives promoting enhanced connectivity and sectoral cooperation across 9 key sectors: transport, ICT, e-commerce, energy, food agriculture and forestry, tourism, healthcare, minerals, and science and technology.[21] Lastly, the AEC 2025 includes robust implementation and monitoring and evaluation (M&E) frameworks absent from the 2015 Blueprint.

The AEC Blueprint 2025 sets out strategic actions corresponding to each of the five characteristics of AEC 2025. To put the Blueprint into action, these strategic actions will be further detailed and executed through the action plans of various sectoral bodies within ASEAN. These sectoral plans will undergo periodic review and refinement to maintain their relevance and

20 ASEAN, *supra* note 18.
21 *Ibid*.

efficacy. Collaboration with the private sector, industry groups, and broader communities at both regional and national levels will be actively pursued and nurtured to ensure an inclusive and participatory integration process. Institutions will be fortified, and improved methods for monitoring and public engagement will be developed to bolster the successful execution of the Blueprint.

2.3. Significant Achievements in ASEAN's Economic Integration Process

ASEAN has made considerable progress in the implementation of the Asean Economic Community (AEC) Blueprint 2025, said Minister of International Trade and Industry, Datuk Darell Leiking.[22]

Despite the impact of COVID-19 pandemic, ASEAN's integration efforts continue to bear fruit.[23] The implementation of trade-related initiatives, such as the ASEAN Trade in Goods Agreement and the ASEAN Trade in Services Agreement, for instance, have contributed significantly to ASEAN trade growth. With a total trade of more than USD 3 trillion in 2021, ASEAN has become the fourth largest traders in the world, behind only the EU, China, and the US.

More than 90 per cent of ASEAN countries' tariff lines have a preference margin of zero, where preferential tariffs are no lower than the MFN rate. More than 70 per cent of intra-ASEAN trade is also conducted at MFN rates at zero. ASEAN rarely uses preferences because there are hardly any preferences to

22 "ASEAN makes progress in implementing AEC Blueprint 2025" (2019) Bernama.

23 "ASEAN Economic Integration Brief 2022" (2022) The ASEAN Secretariat, Working Paper No 12 at 2.

use. Multilateralization has minimized trade diversion effects and in part accounts for the stubbornly low intra-ASEAN trade shares. These low shares are a sign of success, not failure.[24]

Additionally, the ASEAN Comprehensive Investment Agreement has enhanced the region's business climate and increased ASEAN's attractiveness to global investors. In 2021, ASEAN attracted a total of USD 175 billion in Foreign Direct Investment (FDI) inflows, making it the third-largest FDI recipient globally, after the US and China. Progress in other key sectors has further deepened regional cooperation and strengthened collective resilience. Ongoing initiatives, such as infrastructure development for physical and digital connectivity, the promotion of sustainable agriculture to enhance food security, fostering innovation in science and technology, and the integration of Micro, Small, and Medium Enterprises (MSMEs) into the global market, are among ASEAN's notable achievements. Recognizing the importance of the global market, ASEAN, along with China, Japan, the Republic of Korea, Australia, and New Zealand, also launched the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), the world's largest Free Trade Agreement, which entered into force earlier this year.

24 Jayant Menon, "How should we measure ASEAN's success?" (2018) East Asia Forum.

3. Challenges to ASEAN's Regional Economic Integration

3.1. Uneven Economic Growth among Member States

The ASEAN community is facing disproportionate economic growth among its members, often referred to as the "two-tier gap". The first group comprises higher-income countries such as Brunei, Malaysia, and Singapore while the second group includes lower-middle income countries like Vietnam, Myanmar, Cambodia, and Laos.[25] These disparities in economic development are evident not only in the gap in national income among ASEAN members but also in factors such as the number of highly skilled workers, infrastructure and technological development, institutional capacity, and competitiveness indices. Consequently, the benefits of economic globalization are not equally felt by all ASEAN members. Lesser-developed states in ASEAN lack the resources needed to integrate into the global market and capitalize on its opportunities as effectively as more developed countries.

These economic disparities hamper the process of ASEAN's regional economic integration. They create challenges in harmonizing economic policies, trade mechanisms, and international standards that are crucial for regional trade. Each member's policies and regulations vary based on their political and institutional regimes as well as their levels of socioeconomic development. As a result, differences in regimes and development levels require tailored priorities and approaches

25 Bruno Jetin & Pascal Petit, "Development gaps in the ASEAN process of regionalisation: mid-term prospects for their reduction" (2018) SASE Conference at 4.

to policy-making. Balancing the diverse needs and interests of member countries while promoting regional integration necessitates extensive coordination and negotiation, which is often complicated by the development gap and differences in national interests.

There are also large differences in economic structure among ASEAN nations, reflecting both the levels of economic development and factor endowments[26] (resources used for a country's economic activities). Laos, Cambodia, and Myanmar are still agrarian economies, with one-third or more of GDP derived from agriculture.[27] Regarding their national workforces, agricultural workers make up a majority of the labour markets there. On the contrary, more prosperous economies in ASEAN have shifted out of agriculture to a great extent.[28] Several economies in ASEAN have experienced rapid industrialisation over the recent decades, with industry and service accounting for a large portion of GDP in Singapore, Brunei, Malaysia, Indonesia, and Thailand. Middle-income countries like the Philippines and Vietnam have also seen impressive growth in the industry and service sectors. However, economic restructuring in those two countries and the economic region has not yet reached its full potential[29] due to the lack of high-quality labourers.

The development gap also leads to trade imbalance within ASEAN. ASEAN members with more advanced economies such as Singapore tend to have higher-skilled workforces, stronger industrial bases

26 Hal Hill & Jayant Menon, "ASEAN Economic Integration: Features, Fulfillments, Failures and the Future" (2010) Asian Development Bank, Working Paper No 69 at 10.

27 *Ibid*.

28 *Ibid*.

29 "Chuyển đổi cơ cấu kinh tế còn chậm khiến thúc đẩy nâng cao năng suất hạn chế" (2023) KHCN Công Thương.

and communication systems, higher productivity levels, and more modern infrastructure. These factors enable them to produce goods of higher quality and export a wider range of goods and services. On the other hand, lesser-developed states often face difficulties meeting the standards of more developed trade counterparts, resulting in trade deficits.

3.2. Non-Tariff Barriers

The second challenge is that the prevalence of non-tariff barriers (NTBs) in the ASEAN region hampers the free flow of goods. Although the community has made admirable progress on tariff liberalisation thanks to the establishment of AFTA and the signing of ATIGA, this progress has been marred by the rise of NTBs .[30] NTBs are trade barriers other than customs tariffs that may take the form of licenses, quotas, a variety of regulations, and requirements such as rules of origin, sanitary conditions, packaging, and labelling standards, etc. NTBs are often misconstrued as NTMs. NTMs cover a broader set of measures than NTBs. NTBs are considered to be discriminatory, while NTMs do not necessarily hinder trade movement.[31] While customs tariffs have a direct and certain effect on trade, the enforcement of NTBs is ambiguous. There have not been internationally accepted criteria for appropriate levels for imposing NTBs on foreign goods and services. As a result, the employment of NTBs is inconsistent and varies across countries. For

30 Myrna S. Austria, "Non-Tariff Barriers: A Challenge to Achieving the ASEAN Economic Community" in Sanchita Basu Das, Rodolfo C. Severino & Jayant Menon, eds, *The ASEAN Economic Community: A Work in Progress* (Mandaluyong: Asian Development Bank, 2013) 31.

31 Anne-Célia Disdier & Marco Fugazza, *A Practical Guide to the Economic Analysis of Non-Tariff Measures*, UNCTAD (Geneva: World Trade Organization, 2019) at 13.

example, NTBs are not applied uniformly among trading partners.[32] They can also include unjustified and/or inappropriate application of sanitary and phytosanitary (SPS) measures and other technical requirements.[33] This practice inadvertently raises the overall cost of production for goods destined for foreign markets. This can put foreign businesses at a disadvantage as they have different sets of standards for the quality of goods and services. Less-developed countries are even at a greater risk because they lack the capability to comply with stringent requirements enforced by developed states.[34] In addition, NTBs are ever-changing as they can take on new forms when they are targeted or dismantled.[35] As a consequence, NTBs can put a limit on exporting goods, thus undermining free trade and economic integration in ASEAN. It is crucial that ASEAN members make a cohesive effort to address NTBs and regulate their imposition so as to boost regional economic integration and realise the AEC's targets.

There are challenges in monitoring the use of NTBs in the region. ASEAN has made limited progress in defining, identifying, and classifying NTMs and NTBs. The lack of commonly accepted approaches to differentiate between NTMs and NTBs is due to conflicting stances on the definition, classification, and measurement across ASEAN members. Since NTMs and NTBs are multifaceted, unlike ordinary tariffs, their characteristics can vary depending on the wide variety of economic interests and purposes of importing countries and other factors such as laws, policies, regulations,

---

32 *Myrna S. Austria*, *supra* note 30 at 33.
33 *Ibid*.
34 *Ibid*.
35 Jayant Menon, "Using Regionalism for Globalisation: The ASEAN Way" (2021) ISEAS Yusof Ishak Institute, Working Paper No 2, at 11.

teseopress.com

practices of the private sector, etc. Likewise, there is little information on the legitimacy of NTMs and the scope of their implementation, such as whether they are uniform across member states and industries, which poses a challenge to identifying which NTM is a barrier to trade.[36] Although NTMs do not always manifest as trade impediments (in some cases they even boost trade), they can discriminate against foreign goods and induce additional production costs due to poor design and enforcement. Further, ASEAN has struggled to assess the impacts of both NTMs[37] as well as their implementation in the region despite commitments to eliminate trade- impeding barriers. It is important to effectively assess NTMs in order to determine if they limit trade or have the potential to cross over and change into NTBs. What's more, while ASEAN has made efforts in transparency towards NTMs (which means that ASEAN members inform both members and non-members about import regulations), regulations and policies regarding foreign goods are overlooked by businesses in ASEAN .[38] This is largely due to the fact that they are uninformed of the practices of other member countries and non-members.

3.3. An Imbalance between Regional Economic Integration and External Economic Integration

An imbalance between regional economic integration and external integration also poses a risk to ASEAN's regional economic integration. While economic glo-

36 *Anne-Célia Disdier & Marco Fugazza*, *supra* note 31.

37 "Non-Tariff Barriers (NTBs) in ASEAN and their elimnation from a business perspective" (2019) Asian Trade Center 5.

38 Lily Yan Ing, Olivier Cadot & Janine Walz, "Transparency in Non-tariff Measures: An International Comparison" (2017) Eria, Policy Brief No 6.

balisation has provided ASEAN countries with the opportunity to build and strengthen economic ties with nations outside Southeast Asia, the region's internal economic integration remains less vibrant than its external relations. In fact, ASEAN members increasingly depend on trade and investment from non-ASEAN countries rather than engaging in intra-regional trade.[39] From 2001 to 2016, less than a quarter of foreign direct investment (FDI) flowing to ASEAN members originated within the region.[40] The share of ASEAN's intra-regional trade has stayed at a low level and plateaued at around 20%-25% for almost two decades.[41] The reason intra-ASEAN trade has not increased is the expectation and need to expand trade with non-ASEAN states, especially great powers such as China. For instance, trade with China increased 4.4 times from 89.2 USD billion in 2004 to 391.5 USD billion in 2018.[42]

The lack of intra-ASEAN trade is best discerned by the low utilisation rate of AFTA. The following factors that contribute to low utilisation of AFTA are: (i) low margin of preference between MFN and CEPT; (ii) the prevalence of NTBs; (iii) complicated procedures and protracted issuance of acceptance forms, especially pertaining to rules of origin; (iv) small and medium businesses' lack of information on how to apply for tariff preferences; (v) businesses' lack of awareness of non-

39 Fajar Hidayat, "Balancing ASEAN's internal and external economic integration" (2023) The Diplomat.
40 *Ibid*.
41 ASEAN, "ASEAN Integration Report" (2019) ASEAN Secretariat at 17.
42 Koichi Ishikawa, "The ASEAN Economic Community and ASEAN economic integration" (2021) 10:1 Journal of Contemporary East Asia Studies at 35.

teseopress.com

tariff requirements, especially the ones from developing countries.[43]

While relatively low intra-regional trade compared to extra-regional trade is not a threat to ASEAN states' economic development, nor it should be construed as a failure, it can hinder economic integration in the region. Intra-regional trade is an integral part of ASEAN's economic integration and overall economic growth. Owing to being integrated with the global market, ASEAN, along with other countries in the world, is not immune to external shocks, such as COVID-19, economic recession periods, geopolitical dynamics, etc. However, ASEAN may be more vulnerable to global uncertainties because it is still a developing region that is most dependent on exports.[44] Therefore, increasing intra-regional trade can strengthen members' economic resilience when facing external shocks. For instance, ASEAN states can engage in trading activities with each other in case there are hindrances to trading with their non-ASEAN partners.

3.4. Institutional Problems

ASEAN's existing institutional base needs to be strengthened and reformed so that its members can address current challenges as well as ones that may arise in the future in the process of regional integration. Institutions can be known as governance mechanisms, including sets of norms, rules, policies, procedures, and organizational structures for aiding collective and

---

43 Siow Yue Chia & Michael G. Plummer, *ASEAN Economic Cooperation and Integration: Progress, Challenge and Future Direction*, Cambridge (Cambridge: Cambridge University Press, 2015) at 54-55.

44 Phi Minh Hong, "The importance of export diversification for developing ASEAN economies" (2021) ISEAS Yusof Ishak Institute.

cooperative actions in politics, security, economics, cultures, welfare and justice.[45]

In this context, we focus on the effects of ASEAN's current institutions on its economic integration and economic growth. An ASEAN concern is delayed decision-making and limited implementation of economic integration mechanisms owing to the need for consensus-building and slow progress in required domestic reforms in areas such as laws, policies, business and investment environment, rights of business owners, labour rights, trade and price liberalization.[46] For example, ASEAN governments initiated both the AEC and AFTA because they recognized opportunities to spur national economic growth by strengthening ASEAN's competitiveness and economic potential in the international area.[47] Nonetheless, the extent of their commitment to regional economic integration is still limited by the need to consider national socioeconomic and political priorities. Having to balance AEC's economic integration and national interests, the governments in ASEAN have traditionally favoured relatively limited institutional structures that lack the power to enforce stronger discipline on member governments to adhere to the timelines, action plans, and commitments that they themselves had previously established.[48] As a consequence, implementation of these commitments has faced obstacles, with member states occasionally

45 Helen E.S. Nesadurai, "Non-Tariff Barriers: Enhancing the Institutional Framework for AEC Implementation: Designing Institutions that are Effective and Politically Feasible" in Sanchita Basu Das, Rodolfo C. Severino & Jayant Menon, eds, *The ASEAN Economic Community: A Work in Progress* (Mandaluyong: Asian Development Bank, 2013) at 415.

46 Siow Yue Chia, "The ASEAN Economic Community: Progress, Challenges, and Prospects" (2013) Asian Development Bank, Working Paper No 440 at 4.

47 *Myrna S. Austria*, *supra* note 30 at 414.

48 *Ibid* at 27.

teseopress.com

requesting adjustments to initial targets or exemptions from them, as well as failing to reach set targets.[49]

It is evident that ASEAN members prefer non-intrusive institutional structures and mechanisms that emphasize consensus, inclusivity, and flexibility.[50] These institutions allow ASEAN governments to have sufficient autonomy in deciding which sectors to deregulate, liberalize, or reform to what extent and at what speed.[51] While this may be necessary to give ASEAN states autonomy in policymaking, it also results in collective decision-making processes based on the lowest common denominator.[52] Consequently, member states occasionally diverge from economic cooperation in favor of fulfilling the goals of their national interests.

The ASEAN Secretariat has also been criticized for its lack of a proactive role in promoting economic integration in the region. The role of the Secretariat is constrained by the limited mandate "providing for greater efficiency in the coordination of ASEAN organs and for more effective implementation of ASEAN projects and activities".[53] In addition, it is criticized to lack inadequate human and financial resources. It only employs about 300 staff,[54] which is diminutive compared to other regional organizations of similar size and missions.[55] However, we do not believe the lack of staff is a significant hindrance to the Secretariat's work. It

---

49 *Ibid* at 412.
50 *Ibid* at 413.
51 *Ibid* at 414.
52 "Re-Thinking ASEAN Integration: European Precedents and Southeast Asian Futures" (2019) Asia House at 5.
53 *Ibid* at 6.
54 Ernest Z. Bower, "Balance & Good Health Come from a Strong Core: Is the ASEAN Secretariat Properly Resourced" (2010) Center for Strategic & International Studies.
55 Pattharapong Rattanasevee, "ASEAN yet to lay the foundations of the AEC" (2015) East Asia Forum.

teseopress.com

is more efficient and sustainable to augment the Secretariat's function. This could be done by expanding the Secretariat's scope and authority outlined in the existing mandate. This would prompt the Secretariat to strengthen its research capacity and advisory role that supports ASEAN states strategically and administratively. Although there is a demand for ASEAN countries to align their policies and regulations with the association's goal of making the region an economically integrated hub, there is no need for ASEAN to depart from its traditional ways of centrality and intergovernmentalism. Likewise, the Secretariat does not need to transform into a supranational and overarching institution. Whilst ASEAN does not follow an EU-like institution and secretary, it is still important to have adequate, competent staff work as well as a stable financial state that can unite ASEAN states in the process of economic integration.

4. Strategic Recommendations for Enhancing ASEAN's Economic Integration

In order to efficiently deal with the uneven economic growth among members, first, each country will have to address its own specific needs and take opportunities to strengthen growth and achieve its goals. To enhance their resilience, these nations must allocate greater funds towards fundamental social services, social safety nets, and essential infrastructure. Additionally, efforts to increase the income of impoverished populations are vital. Prioritizing intra-regional trade and investment, particularly to support landlocked developing nations, is crucial. This necessitates initiatives to foster integrated markets, reduce both tariff and non-tariff

barriers, invest in physical infrastructure, establish reliable transportation networks and information systems, and implement more effective regulatory frameworks. Therefore, less developed countries can strengthen their economies inclusively, narrow the economic gap with those more developed countries, and more developed countries can consolidate their economy as well.

Developed ASEAN countries should support developing ASEAN countries in the economic aspect. Backing the economic development of less affluent ASEAN nations contributes to overall regional stability, shared prosperity and inclusive growth across the region. By narrowing the economic gap between developed and developing nations, ASEAN countries can foster a more equitable and sustainable economic environment for all member states.

Another sphere ASEAN needs to address is the quality of its available economic and social data so that it can effectively measure economic integration progress.[56] The absence of comprehensive development data remains an issue not only within the region but globally as well. This deficiency may stem from irregular data collection or insufficient disaggregated data. Member states must allocate greater resources to improve the accessibility, accuracy, and disaggregation of data. Inadequate development data will hinder member states' ability to establish distinct policy objectives, impeding the ASEAN community from formulating a unified action plan across nations, particularly in advancing economic and social inclusivity.

By improving the quality of the data, ASEAN can enhance accountability and transparency. Transparent

56 "Q&A: Narrowing the Development Gap: Follow-Up Monitor of the ASEAN Framework for Equitable Economic Development" (2023) Asian Development Bank.

teseopress.com

and reliable data enhances accountability among governments, institutions, and stakeholders. It allows for the evaluation of performance ensures that actions taken align with stated goals and objectives, and enables ASEAN to make informed decisions regarding economic and social policies. Without quality data, policymakers may implement ineffective strategies or overlook critical issues. Then, member states monitor the progress. High-quality data allows for the monitoring of progress towards development goals and targets. It helps ASEAN to track trends over time, identify areas of improvement, and measure the effectiveness of interventions and policies.

It is unlikely that ASEAN will depart from core institutional structures and values, namely centrality and flexibility since they guarantee each member's national autonomy. As a result, consensus-building, intergovernmentalism, and strict adherence of the principle of non-interference will remain as key practices .[57] Nevertheless, uncertainty as a result of ASEAN states' flexible approaches to the implementation of AEC goals regarding economic integration still needs to be minimised. At the regional and intergovernmental level, the importance of regional economic integration and the necessary reforms required to accomplish AEC goals need to be included in the discussions of high-level decision-makers.[58] ASEAN could also provide precise action plans that are time-bound with detailed schedules and clear end dates.[59] Mechanisms such as "negotiated

57 Rizal Sukma, "ASEAN Beyond 2015: The Imperatives for Further Institutional Changes" (2014) Eria, Discussion Paper No 1 at 9.

58 Sanchita Basu Das, "Mind the Gap: Explaining Implementation Shortfalls in the ASEAN Economic Community" (2017) ISEAS Yusof Ishak Institute, Working Paper No 7.

59 *Myrna S. Austria , supra* note 30 at 431.

teseopress.com

flexibility", "in-built flexibility" or even "ASEAN-X" should be limited or thoroughly supervised.[60] It should not be the impetus for ASEAN's decision-making concerning economic integration as well as issues that threaten regional security. On the other hand, it would be more productive to incorporate those models into deferred implementation plans with time constraints, which include explicitly defined schedules or premeditated dates for the completion of specific stages in the economic integration process.[61]

Enhancing individual members' commitment to economic integration could also benefit from the use of monitoring and feedback.[62] Regarding the monitoring of NTMs in ASEAN, such progress must be maintained so that businesses can be more aware of trade barriers that can hamper their business and fulfill requirements for foreign goods set out by countries of destination. Besides publicizing the use of NTMs and NTBs transparently through an open database, ASEAN countries should adopt and promote feedback and analysis mechanisms. Under these mechanisms, ASEAN members can conduct cross-reviews of the effects of NTMs that each member enforces and identify whether NTMs can evolve into NTBs. In addition to analyzing the impacts of NTMs, ASEAN states can assess the process of economic integration in the region and propose what approaches should be considered when tackling obstacles in achieving ASEAN's goal of a single market. In addition, assessment should also cover the social and socio-economic costs of economic integration so that groups facing or being at risk of dislocations as a result of integration or globalisation can become better

60 *Ibid*.
61 *Ibid* at 431.
62 *Ibid*.

teseopress.com

integrated into the regional market.[63] Effective feedback mechanisms could help ASEAN overcome limitations caused by its members' preference for flexibility and national policy autonomy.[64]

To enforce compliance with regional economic goals, ASEAN could introduce and implement the following means. Besides cross-evaluation carried out by ASEAN governments, there is a need for a free-standing assessment task force that evaluates ASEAN's progress in economic integration and AEC implementation as well as proposing solutions.[65] Assessment shall be conducted by people within ASEAN or among ASEAN's stakeholders in the region.[66] For instance, the assessment body should consist of prominent individuals such as leading experts or scholars in the field from ASEAN states.[67] Regarding ASEAN's stakeholders, research institutes such as the Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA) could provide ASEAN members with valuable knowledge and recommendations on regional integration.[68] Similarly, universities and businesses can also participate in the undertaking, particularly through research and innovation networks, informal and formal discussions, and educational programs organized on relevant platforms. The lack of compliance can also be addressed by establishing a system to ensure responsibility for members who do not comply with regional standards.

Balancing regionalism and globalism in economics requires navigating the tension between promoting

63 *Ibid* at 430.
64 *Ibid*.
65 *Rizal Sukma*, *supra* note 57 at 15.
66 *Ibid*.
67 *Ibid*.
68 *Ibid*.

regional integration and engaging in the global economy. ASEAN should embrace the concept of "open regionalism" which encourages regional integration while remaining open to global trade and investment. Regional blocs should aim to complement, rather than replace, global trade agreements and frameworks.

To begin with, ASEAN members need to enhance their regional activities and strengthen intra-ASEAN trade. This will allow the economies of ASEAN member states to integrate more effectively while also better connecting them to global markets. At the same time, ASEAN should adopt a flexible approach to regional integration that preserves member states' autonomy in their economic policies and decisions, avoiding rigid models that may limit flexibility and hinder adaptation to global economic shifts.

Furthermore, ASEAN member states should negotiate trade agreements at both the regional and global levels that promote free and fair trade, while addressing the diverse needs and priorities of each country. Harmonizing trade rules and regulations will facilitate seamless integration into both regional and global markets, ensuring that ASEAN remains competitive in an increasingly interconnected world.

Since aligning national interests and economic policies among ASEAN members is a hindrance to regional economic integration, these states shall strive for collective action and harmonization of national interests and policies. One major challenge that should be addressed is the ASEAN Secretariat, which possesses rather limited functions and authority. Its mandates are stated ambiguously, thus leaving the Secretariat in a normative, rigid state rather than transformative.[69]

---

69 *Ibid* at 12.

Therefore, ASEAN is advised to grant the Secretariat more implementation authority across the three pillars of the ASEAN community, including AEC goals; and ensure that it is not influenced by conflicting national priorities among member states[70]. Regarding financing, ASEAN should change the formula determining the financial contributions of its member states to the Secretariat.[71] The current budget framework, which relies on "equal annual contributions"[72] of each state is not feasible because it is based on the lowest common denominator and does not specify the monetary value of those contributions.[73] Amendments should hence be made to the budget structure, through stipulating either an equal portion of each country's yearly expenditure or an equal allocation based on each country's economic development.[74] These measures could empower the Secretariat to act as a central institution that possesses an inclusive and comprehensive vision of regional economic integration.

Coordinative measures should be taken to tackle the prevalence of NTBs in ASEAN. Since there is an absence of definition and classification of NTMs and NTBs, ASEAN states need to work together on this matter. ASEAN governments can rely on definitions laid out by international treaties like TBT agreements or those provided by international organizations and agencies such as WTO and UNCTAD. While they are useful, the interpretations certainly do not represent the will and interests of ASEAN countries. In addition,

---

70 *Ibid* at 15.
71 *Ibid* at 16.
72 *ASEAN Charter*, 20 November 2007, art 30.
73 Evan Laksmana, "Time to consider refinancing options for the ASEAN Secretariat" (2017) The Strategist.
74 *Ibid*.

teseopress.com

they can be inadequate since they cannot cover all possible situations, due to the ever-changing attributes of NTMs.[75] Instead of solely depending on international standards, ASEAN members can combine them with their own interpretations within the framework of a standardized institutional mechanism, whilst taking into account domestic conditions and region-specific situations[76] and strictly adhering to ASEAN's NTMs guidelines. Regarding an institutional mechanism, each government can establish a council or body specialized in international trade and ASEAN's trade liberalization.[77] Its task is to review existing NTMs circulating in the region[78] and speculate if new NTMs can arise or whether current NTMs can become barriers in the future, as well as tracking the elimination of NTBs. Additionally, the council should be given the power to develop trade and investment policies, laws, and regulations as well as revising them. These initiatives could help reduce NTBs in the region and further advance toward trade liberalization.

To enhance transparency regarding the implementation of Non-Tariff Measures (NTMs) and Non-Tariff Barriers (NTBs), businesses should be given the opportunity to voice their concerns about trade-impeding measures and propose business-oriented legal and institutional reforms. ASEAN should establish effective mechanisms that allow businesses to inform their governments about the impacts of NTMs on their operations and request necessary changes in their

75 Lili Yan Ing et al, "Non-tariff Measures in ASEAN: A Simple Proposal" in Lili Yan Ing, Santiago Fernandez de Cordoba & Olivier Cadot, eds, *Non-Tariff Measures in ASEAN*, Eria (UNCTAD, 2016) at 30.
76 *Ibid.*
77 *Ibid.*
78 *Ibid.*

teseopress.com

enforcement. For example, each ASEAN government could create an online platform dedicated to collecting firms' requests regarding NTMs and NTBs. In addition, private sector representatives should be invited to participate in ASEAN working committees that focus on the use and regulation of NTMs and NTBs across the region. This would ensure that businesses' voices are heard in decision-making processes. Furthermore, the private sector could collaborate with both governmental and intergovernmental bodies to identify areas most impacted by NTBs, helping to prioritize efforts to address these barriers. This cooperative approach would facilitate smoother trade flows and contribute to the overall goal of reducing trade impediments within the region.

Conclusion

ASEAN has made significant strides in regional economic integration, as evidenced by the establishment of initiatives like the ASEAN Economic Community (AEC), ASEAN Political-Security Community (APSC), ASEAN Socio-Cultural Community (ASCC), and the adoption of the AEC Blueprint 2015 and AEC Blueprint 2025. However, the Southeast Asian community has yet to fully realize the goals of the AEC, particularly in achieving a single market and production base. This delay is largely due to four main challenges: uneven economic development, the proliferation of Non-Tariff Barriers (NTBs), the imbalance between intra-regional and extra-regional trade, and institutional limitations.

To overcome these obstacles, ASEAN must implement fundamental reforms in its institutional structures and take concrete actions to reduce NTBs in the

region. By enhancing coordination and fostering a collective commitment to economic integration, ASEAN can better position its member states to integrate into both the global and regional economies. Ultimately, with continued efforts, ASEAN can drive economic development and establish itself as a leading economic region in the future.

Bibliography

International Documents

A Practical Guide to the Economic Analysis of Non-Tariff Measures, UNCTAD "ASEAN Integration Report" (2019) ASEAN Secretariat.

ASEAN, "ASEAN Economic Blueprint 2025" (2015) The ASEAN Secretariat.

ASEAN Charter, 20 November 2007.

Books

Mariadoss, Babu John, *Core Principles of International Marketing*, LibreTexts (Lubbock: Texas Tech University, 2019).

Siow Yue Chia & Michael G. Plummer, *ASEAN Economic Cooperation and Integration: Progress, Challenge and Future Direction*, Cambridge (Cambridge: Cambridge University Press, 2015).

Chapters

Austria, Myrna S., "Non-Tariff Barriers: A Challenge to Achieving the ASEAN Economic Community" in Sanchita Basu Das, Rodolfo C. Severino & Jayant Menon, eds, *The ASEAN Economic Community: A*

Work in Progress (Mandaluyong: Asian Development Bank, 2013) 31.

Ing, Lili Yan et al, "Non-tariff Measures in ASEAN: A Simple Proposal" in Lili Yan Ing, Santiago Fernandez de Cordoba & Olivier Cadot, eds, *Non-Tariff Measures in ASEAN*, Eria (UNCTAD, 2016), online: <Chapter 2. Non-Tariff Measures in ASEAN: A Simple Proposal Country Report (eria.org)>.

Articles

Ishikawa, Koichi, "The ASEAN Economic Community and ASEAN economic integration" (2021) 10:1 Journal of Contemporary East Asia Studies.

Research Papers

Bower, Ernest Z., "Balance & Good Health Come from a Strong Core: Is the ASEAN Secretariat Properly Resourced" (2010) Center for Strategic & International Studies, online: <csis.analysis/balance-asean-secretariat-properly-resourced>.

Elms, Deborah, "Impact of the ASEAN Economic Community and implications for Latin America" (2020) Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Project Documents 148 at 26, online: <repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/82dd567b-116a-4671-9e83-f9d986393f13/content>.

Hill, Hal & Jayant Menon, "ASEAN Commercial Policy: A Rare Case of Outward-Looking Regional Integration" (2014) Asian Development Bank, Working Paper No 144, online: <adb.org/sites/default/files/publication/150385/reiwp-144.pdf>.

Hill, Hal & Jayant Menon, "ASEAN Economic Integration: Features, Fulfillments, Failures and the Future" (2010) Asian Development Bank, Working Paper No 69, online: <adb.org/sites/default/files/publication/28551/wp69-hill- menon-asean-economic-integration.pdf>.

Jetin, Bruno & Pascal Petit, "Development gaps in the ASEAN process of regionalisation: mid-term prospects for their reduction" (2018) SASE Conference, online: <shs.hal.science/halshs-01875902/document>.

Leu, Guanyi, "ASEAN's Preferential Trade Agreements (PTA) Strategy" (2011) 30:2 Journal of Current Southeast Asian Affairs 31.

Medina, Ayman Falak, "An Overview of US Trade and Investment in ASEAN" (2023), ASEAN Briefing, online: <aseanbriefing.com/news/an-overview-of-us-trade-and-investment-in-asean>.

Menon, Jayant, "Using Regionalism for Globalisation: The ASEAN Way" (2021) ISEAS Yusof Ishak Institute, Working Paper No 2, online: <iseas.edu.sg/wp-content.pdf>.

Nesadurai, Helen E.S., "Non-Tariff Barriers: Enhancing the Institutional Framework for AEC Implementation: Designing Institutions that are Effective and Politically Feasible" in Sanchita Basu Das, Rodolfo C. Severino & Jayant Menon, eds, *The ASEAN Economic Community: A Work in Progress* (Mandaluyong: Asian Development Bank, 2013).

Rillo, Aladdin D., Robeniol, Anna Maria Rosario D. & Salvador M. Buban, "The Story of RCEP: History, Negotiations, Structure, and Future Directions" (2022) Eria, Discussion Paper Series No 438, online: <chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.eria.org/uploads/

media/discussion-papers/FY22/The-Story-of-RCEP-History-Negotiations-Structure-and-Future-Directions.pdf>.
Rizal Sukma, "ASEAN Beyond 2015: The Imperatives for Further Institutional Changes" (2014) Eria, Discussion Paper No 1, online: <eria.org/ERIA-DP-2014-01.pdf>.
Sanchita Basu Das, "Mind the Gap: Explaining Implementation Shortfalls in the ASEAN Economic Community" (2017) ISEAS Yusof Ishak Institute, Working Paper No 7, online: <iseas.edu.sg/wp-content/uploads/pdfs/20Sanchita.pdf>.
Siow Yue Chia, "The ASEAN Economic Community: Progress, Challenges, and Prospects" (2013) Asian Development Bank, Working Paper No 440, online: <.adb.org/sites/default/files/publication/156295/adbi-wp440.pdf>.
Whalley, John, "Why Do Countries Seek Regional Trade Agreements?" (1998) 80 National Bureau of Economic Research, online: <nber.org/system/files/chapters/c7820/c7820.pdf>.

Online Sources

"ASEAN Economic Integration Brief 2022" (2022) The ASEAN Secretariat, Working Paper No 12 at 2, online: <asean.org/wp- content/uploads/2022/12/AEIB_No.12_9Dec2022.pdf>.
"Chuyển đổi cơ cấu kinh tế còn chậm khiến thúc đẩy nâng cao năng suất hạn chế" (2023), KHCN Công Thương, online: <khcncongthuong.vn/t18142/chuyen-doi-co-cau-kinh-te>.
"Equitable Economic Development" (2023) Asian Development Bank, online: <adb.org/>.
"Khai thác hiệu quả các hiệp định thương mại tự do, mở rộng và đa dạng hóa

thị trường nhập khẩu" (2021), Cổng TTĐT Bộ Tài Chính, online: <mof.gov.vn/webcenter/portal/vclvcstc/pages_r/l/chi-tiet-tin>.

"Kinh tế Việt Nam khi gia nhập các hiệp định thương mại tự do thế hệ mới" (2023) Viện Nghiên cứu, Chính sách Công thương, online: <vioit.org.vn/kinh-te-viet-nam-khi-gia-nhap-cac- hiep-dinh-thuong-mai-tu-do-the-he-moi>.

Laksmana, Evan, "Time to consider refinancing options for the ASEAN Secretariat" (2017) The Strategist, online: <aspistrategist.org.au/time-to-consider-refinancing-options-for-the-asean-secretariat/>.

Menon, Jayant, "How should we measure ASEAN's success?" (2018) East Asia Forum, online: <eastasiaforum.org/2018/04/10/how-should-we-measure-aseans-success/>.

Pattharapong Rattanasevee, "ASEAN yet to lay the foundations of the AEC" (2015) East Asia Forum, online: <eastasiaforum.org/asean-yet-to-lay-the-foundations-of-the-aec/>.

Phi Minh Hong, "The importance of export diversification for developing ASEAN economies" (2021) ISEAS Yusof Ishak Institute.

"Q&A: Narrowing the Development Gap: Follow-Up Monitor of the ASEAN Framework for Equitable Economic Development" (2023) Asian Development Bank, online: <adb.org/>.

"Southeast Asia is one of the largest recipients of FDI among emerging regions" (2022), Vietnam National Trade Repository, online: <vntr.moit.gov.vn/news/southeast-asia-is-one-of-the-largest- recipients-of-fdi-among-emerging-regions>.

"Triển khai hiệu quả các FTA: Đòn bẩy nâng cao vị thế Việt Nam" (2023) Báo Công

Thương, online: <https://congthuong.vn/trien-khai-hieu-qua-cac-fta-don-bay-nang-cao-vi- the-viet-nam-294994.html>.

Chapitre III. Régionalisme et enjeux de développement

●

Chapter III. Regionalism and Development Challenges

Harmonization of Data Regulation

International Approaches and Recommendations for the ASEAN Digital Economy Framework

DINH TON MINH DUC & VU PHUONG LINH

Abstract

In recent years, the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) has emerged as a dynamic region at the forefront of global digital transformation. However, the complexity of data regulation, coupled with the divergent national data legislation of ASEAN Member States, presents significant challenges to achieving harmonized data rules within the region. This lack of uniformity impedes the development of ASEAN's digital economy. In response, the negotiation of the ASEAN Digital Economy Framework Agreement (DEFA) in September 2023 highlights ASEAN's commitment to realizing its ambition of a unified and competitive digital economy. One of the key objectives of the DEFA is to facilitate cross-border data flows while ensuring data protection. This paper explores the potential for harmonizing data regulations within ASEAN by: (1) examining global data governance frameworks through case studies of the United States, China, and the European Union; (2) analyzing the current data regulatory landscape in ASEAN; and (3) assessing the potential of the DEFA. The paper concludes by offering

recommendations for the development of an ASEAN data regulatory framework that aligns with regional needs and enhances ASEAN's integration into the global digital economy.
Keywords: Data governance, Data regulation, ASEAN, DEFA, Digital economy.

Résumé

Ces dernières années, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) s'est imposée comme une région dynamique à l'avant-garde de la transformation numérique mondiale. Cependant, la complexité de la réglementation des données, associée aux législations nationales divergentes des États membres de l'ASEAN, pose des défis importants pour l'harmonisation des règles sur les données au sein de la région. Ce manque d'uniformité entrave le développement de l'économie numérique de l'ASEAN. En réponse à cela, la négociation de l'Accord-cadre sur l'économie numérique de l'ASEAN (DEFA) en septembre 2023 souligne l'engagement de l'ASEAN à réaliser son ambition d'une économie numérique unifiée et compétitive. L'un des objectifs clés du DEFA est de faciliter la circulation transfrontalière des données tout en garantissant leur protection. Cet article explore le potentiel d'harmonisation des réglementations sur les données au sein de l'ASEAN en : (1) examinant les cadres mondiaux de gouvernance des données à travers des études de cas des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne ; (2) en analysant le paysage actuel de la réglementation des données au sein de l'ASEAN ; et (3) en évaluant le potentiel du DEFA. L'article propose enfin des recommandations

pour le développement d'un cadre réglementaire des données adapté aux besoins régionaux et visant à renforcer l'intégration de l'ASEAN dans l'économie numérique mondiale.
Mots-clés : gouvernance des données, régulation des données, ASEAN, DEFA, économie numérique.

The digital revolution has rapidly transformed the global landscape, ushering in an era where data—the by-product of individuals' interactions with the Internet—is often referred to as the "new currency" or the "new oil". Indeed, both modern production and consumption processes are heavily dependent on data. Individuals rely on data for daily activities that require modern technology to access the web while simultaneously generating data. Companies, in turn, collect this data for processing and analysis, driving product customization and innovation. Data, in this sense, is a non-depletable resource.[1] The interactions between users and companies, combined with the borderless nature of the platforms facilitating these interactions, have fostered an increasingly integrated digital world. Ideally, this integration would allow data to be transferred seamlessly within a coherent framework. However, the growing divergence in domestic data regulations across nations presents significant challenges to the continued prosperity of the digital economy.

Against the backdrop of the booming global digital transformation, Southeast Asia (SEA) emerged as a dynamic, fast-paced market, with an estimated growth from approximately $300 billion to almost $1 trillion

1 "Frontier Technology Quarterly: Data Economy: Radical transformation or dystopia?" (2019) United Nations.

by 2030 from the World Economic Forum.[2] Realizing the need for a unified regional development strategy moving forward, a key initiative was created—the Digital Economy Framework Agreement (DEFA)—in which one of the nine core negotiation targets is data: "Cross-border Data Flows and Data Protection aims to facilitate cross-border data flow and establish frameworks to protect data privacy".[3] This is a statement of determination from ASEAN policymakers to establish a coherent, binding regional data governance framework with privacy and security playing a pivotal role while integrating such a framework in the wider context of the digital economy. This paper shall examine the potential of DEFA in achieving this aim by analyzing existing data governance models as possible examples and inspecting the past and current data governance landscape within the region before offering some recommendations for a comprehensive ASEAN data regulatory framework through DEFA.

1. The Digital Economy and Data Regulation

The term "digital economy" refers to the integration of digital technologies into the economy, characterized by rapid change and expansion.[4] This concept encompasses a variety of activities in which digital inputs play a significant role in economic output. ASEAN has also

2 Douglas Broom, "Young people in ASEAN are embracing digitalization" (2024) World Economic Forum.

3 Association of Southest Asian Nations [ASEAN], *Framework for Negotiating ASEAN Digital Economy Framework Agreement* (2023).

4 ASEAN Economic Ministers, *Bandar Seri Begawan Roadmap: An ASEAN Digital Transformation Agenda to Accelerate ASEAN's Economic Recovery and Digital Economy Integration* (2021).

defined the digital economy in its Work Plan on the Implementation of ASEAN Agreement on Electronic Commerce (AAEC) as e-commerce and all other digitized economic activities. Although lacking a consistent definition, a digital economy fundamentally includes many components of digitalization, such as policy and regulation, e-commerce, trade facilitation, logistics optimization, digital payment platforms, digital identity management, and e-government services. Moreover, individuals play a crucial role as end-users as they must be equipped with digital skills to harness the advantages of the digital economy.[5] Thus, it can be inferred that a digital economy has the ability to harmonize technology, policy, and human capital and emphasize the need for infrastructure, concise regulatory frameworks, and individual capabilities to drive economic growth and development.

One central aspect of digital economy integration is data regulations, which serve as a cornerstone for enabling secure cross-border interactions in an expanding digital landscape.[6] In essence, data protection aims to balance the benefits of personal data processing for businesses and the potential risks to individuals' privacy and security. Data protection laws typically include fundamental principles governing personal data processing, including the requirement for data processing to be lawful, accurate, secure, transparent to individuals whose data is being processed, and limited to specified purposes. Moreover, these laws emphasize giving

5 Mima Sefrina, "Understanding the ASEAN Digital Economy Framework Agreement: A Means to Support ASEAN Integration" (2023) Economic Research Institute for ASEAN and East Asia, Working Paper No 1.

6 Jesslene Lee, "Asean's window of opportunity to write its own data rules" (2023) The Business Times.

teseopress.com

individuals a degree of control over how their personal data is being used and establish regulatory bodies tasked with overseeing compliance, conducting investigations, and enforcing obligations when necessary.[7]

2. International Approaches to Data Governance

2.1. The State of Global Data Governance Landscape

The desire for a coherent data governance framework or harmonizing the law is by no means recent, especially among developed nations. As early as 1980, the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) issued the Guidelines on the Protection of Privacy and Transborder Flows of Personal Data, outlining basic principles in citizen's data privacy protection such as limited data collection and protection against cyberattacks, as well as laying the foundation for uninterrupted and secure flows of data cross-border. Based on the guidelines, the OECD adopted two other texts: the Declaration on Transborder Data Flows (1985) and the Ministerial Declaration on the Protection of Privacy of Global Networks (1998). In 1990, the United Nations General Assembly adopted the Guidelines for the Regulation of Computerized Personal Data Files, calling for data to be protected from unlawful collection and threats and emphasizing the right of a person to know whether their information is being obtained or processed. All the above-mentioned texts aim to protect individual data as a fundamental right. However, those documents are merely political declarations

7 Seharish Gillani, Ahmed Dermish & Jeremiah Grossman, "The role of data protection in the digital economy" (2021) Unlocking Public and Private Finance for the Poor, Working Paper.

without binding effects, providing no mechanism or precise rules to realize their ambitions.

It was only when the Council of Europe adopted the Convention for the Protection of Individuals with Regard to Automatic Processing of Personal Data in 1981 (Convention 108) that a binding agreement existed. Ratified by States both within and outside the Council of Europe, Convention 108 contains high-level principles on data regulations in line with the abovementioned declarations, aiming to be a universal instrument in the field of data protection.[8] The EU, still finding it necessary for a more detailed set of regulations, adopted the Data Protection Directive in 1995, which was replaced by the General Data Protection Regulation (GDPR) in 2016, marking the arrival of a truly regional and comprehensive regulatory framework harmonizing data regulation. The establishment of the GDPR opened up opportunities for countries and regional blocs to establish legally binding frameworks addressing data-related challenges that come with an increasingly integrated global digital economy.

2.2. Approaches to Data Regulation: Differing Interests at Odds

Given the complexity of data governance, it is essential for policymakers to consider all relevant aspects in order to gain a comprehensive understanding of the issue. In this regard, Henry Gao argued that: "Any framework for data regulation would involve three groups of

8 Cécile de Terwangne, "Privacy and data protection in Europe: Council of Europe's Convention 108+ and the European Union's GDPR" in Gloria González, Rosamunde Van Brakel & Paul De Hert, eds, *Research Handbook on Privacy and Data Protection Law* (Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2022) at 10.

players: the individual, who provides the raw data and uses the processed data; the firm, which processes the raw inputs from the consumer and typically controls such data; and the state, which monitors and regulates the data used by the first two groups".[9] This categorization of stakeholders offers a clear perspective on how their interests often conflict. Specifically, individuals are primarily concerned with the protection of privacy and personal security; private enterprises value the free flow and use of data; and the state focuses on ensuring societal security. Different regulatory approaches tend to prioritize one stakeholder over the others, resulting in three distinct models: (i) the EU model, which emphasizes the protection of individuals; (ii) the United States model, which prioritizes private enterprise; and (iii) the Chinese model, which focuses on the interests of the public and the state.[10]

2.2.1. The United States Model

The US model is characterized by a market-based approach consisting of two underlying elements: free and fair competition between firms.[11] As with traditional goods and services, the US promotes a free, undisrupted data flow that allows the market to regulate itself. Firms will have to amend their policies based

9 Henry S. Gao, "Data regulation in trade agreements: different models and options ahead" in Smeetz, Maarten, eds, *Adapting to the Digital Trade Era: Challenges and Opportunities* (Geneva: World Trade Organization, 2021) at 324.

10 *Ibid*.

11 François LeSieur, "Regulating cross-border data flows and privacy in the networked digital environment and global knowledge economy" (2012) 2:2 International Data Privacy L 93.

on consumers' opinions to avoid controversies and reputational damage.[12]

Being market-based, this model views data as a fundamental component of electronic commerce. As such, data is addressed in numerous free trade agreements (FTAs) in which the United States participates, with the most recent example being the United States-Mexico-Canada Agreement (USMCA). These FTAs typically aim to prevent protectionist policies by applying principles of national treatment and most-favored-nation treatment to digital products. Additionally, they include provisions specifically designed for e-commerce, such as restrictions on the cross-border transfer of information, requirements for forced localization, and mandates for the forced transfer of source codes. At first glance, the purpose of these provisions is simply to prevent government intervention from distorting a digital market that would otherwise flourish under the free interaction of enterprise and consumer. However, simultaneously, they aim to harmonize basic rules for a digital marketplace where convoluted and incompatible national regulations pose a digital trade barrier. Recognizing the utmost importance of national security, these FTAs also incorporated cybersecurity cooperation provisions and excluded data procured, held and processed by its Members.[13]

A market-based approach also safeguards consumers, as it recognizes the market's and consumers' vulnerability to big corporations' immense influence and unfair practices. The most advanced of these safeguards is the "Principles on Access to and Use of the Internet

---

12 Dan J. B. Svantesson, "A Legal Method for Solving Issues of Internet Regulation; Applied to the Regulation of Cross-Border Privacy Issues" (2010) European University Institute Law, Working Paper No 18.

13 *Henry S. Gao*, *supra* note 9.

teseopress.com

for Electronic Commerce", which first appeared in the US-Korea Free Trade Agreement (KORUS) and later in the USMCA. Accordingly, the consumers are entitled to (a) access and use services and digital products of their choice; (b) connect their choice of end-user devices to the Internet; and (c) access information on the network management practices of a consumer's Internet access service supplier. These rights empower consumers with the benefit of competition among network providers, application and service providers, and content providers[14].

2.2.2. The EU Model

The EU model separates data regulation into its framework and is much more geographically focused, with "the main purpose [being to] protect against risks posed by the country or location to which the data are to be transferred".[15]

Among its Member States, the GDPR set out very detailed standards on data protection along with rules and restrictions binding upon both the state and the private sector—a clear demonstration of prioritizing citizens' interests. Under the regulation, data must be: (a) processed in a lawful, fair, and transparent manner; (b) collected for specified, explicit, and legitimate purposes and not further processed in a manner that is incompatible with those purposes; (c) adequate,

---

14 *United-States-Mexico-Canada Agreement*, Can-Mex-US, 30 November 2018, art 19.10 (entered into force 1st July 2020) [USMCA];
Free Trade Agreement between the United States of America and the Republic of Korea, US-S Kor, 30 June 2007, art 17.7 (entered into force 15 March 2012) [KORUS].

15 Christopher Kuner, "Regulation of Transborder Data Flows under Data Protection and Privacy Law: Past, Present, and Future" (2010) TILT Law & Technology, Working Paper 16.

relevant and limited to what is necessary in relation to the purposes for which they are processed; (d) accurate and, where necessary, kept up to date by rectify or erase all inaccurate data; (e) stored in a form that does not permit the identification of data subjects beyond the time necessary to achieve the purposes of processing; and (f) ensured appropriate security of the personal data.[16] To this end, all data controllers are accountable for ensuring compliance with legal requirements and demonstrating that all appropriate measures have been taken.[17]

Regarding data flow, the GDPR approach differs significantly from that of the US. Under the GDPR, authorization is required before data can be transferred to a third country, unless that country is recognized by the EU as having an adequate level of data protection. Additionally, if data is handled by firms operating outside the EU but offering services within the EU,[18] EU rules still apply. If a company intends to transfer data to a partner in a third-party country with standards that are incompatible with the EU's, it must establish contractual obligations with that partner to ensure data is secured and processed in accordance with EU standards.

2.2.3. The China Model

The China model is established through three key legislations: the 2017 Cybersecurity Law (CSL), the 2021 Data Security Law (DSL), and the 2021 Personal

16 EU, *Regulation 2016/679 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (General Data Protection Regulation)*, [2016] OJ, L 119/1, ch 1 [GDPR].

17 *Ibid*, arts 5.2, 24.

18 *GDPR*, *supra* note 16 at ch 5.

Information Protection Law (PIPL). The CSL stipulates that critical information infrastructure operators must collect and generate data in their operations domestically. The DSL shifts the scope of data localization and transfer requirements to "core" or "important" data, regardless of the controller. Finally, the most stringent of these laws, PIPL, requires that should firms process an amount of data above a threshold, all processing must be done locally. Under this regime, if data is deemed important or controlled by certain controllers, they must not be transferred outside China with few exceptions being: (a) the company has cleared a security review by China's Cyberspace Authority; (b) the exporter and the recipient have agreed on standard contractual clauses; or (c) the Chinese subsidiary of multinational corporations has obtained a certification from the relevant authorities.[19] Even if data outside this regime can be transferred cross-border, they must comply with the PIPL.[20]

Understanding that these regulations might be confounding, the government of China released a series of documents to guide relevant stakeholders through the matrix of legal and administrative processes, including the Measures for Data Export Security Assessment, Guidelines for Data Export Security Assessment and Declaration, Cybersecurity Standards Practical Guide—Security Certification Specifications for Cross Border Processing of Personal Information V2.0 and Standard

19 Taojun Xie et al, "Navigating Cross-Border Data Transfer Policies: The Case of China" (2023) Asia Competitiveness Institute Research, Working Paper No 1.

20 Hunter Dorwart, "Demystifying Data Localization in China: A Practical Guide" (2022) Future of Privacy Forum.

teseopress.com

Contract Provisions on the Export of Personal Information.[21]

The legal requirements and standards, coupled with administrative "hoops" that firms must jump through in this framework, demonstrate that to China, data governance is neither a matter of human rights nor economy but national security, and the government made full use of its extensive authority to realize its goals. President Xi himself affirmed this when addressing the Internet and information security as "a matter of national security and social stability",[22] proclaiming that "there is no national security without cybersecurity".[23]

3. Data Regulatory Landscape in ASEAN

3.1. ASEAN's Previous Data Regulation Efforts

For its part, ASEAN has made numerous attempts to achieve its own cross-border data rule, with the first initiative to strengthen the region's data ecosystem being the ASEAN Framework on Personal Data Protection in 2016. At the time, international data flows greatly emerged, boosting global GDP by 10.1 percent and accounting for US$2.8 trillion in 2014.[24] This framework establishes principles and rules for data privacy at regional and national levels by

21 *Taojun Xie et al, supra* note 19.

22 "Explanatory notes for the 'decision of the Central Committee of the Communist Party of China on some major issues concerning comprehensively deepening the reform" (2014) China Daily.

23 Nabil Alsabah, "China's Quest for Cybersecurity Causes Headache for Foreign Companies" (2017) The Diplomat.

24 James Manyika et al, "Digital Globalization: The New Era of Global Flows" (2016) McKinsey Global Institute, Report at 10.

aligning legal frameworks in ASEAN Member States and promoting data-driven innovation. Afterward, the ASEAN Framework on Digital Data Governance was introduced in 2018, offering general guiding principles for data governance. Since then, various regional efforts have been initiated to promote digital economy integration, all of which include provisions on data protection, namely the AAEC, Work Plan on the Implementation of the AAEC, AEC Blueprint 2025, ASEAN Comprehensive Recovery Framework, ASEAN Digital Masterplan 2025, ASEAN Digital Integration Framework Action Plan 2019-2025, and the Master Plan on ASEAN Connectivity 2025.

However, aside from the AAEC, none of the aforementioned initiatives impose legally binding national or international obligations. Instead, they represent a commitment by ASEAN Member States without any enforcement mechanisms or consequences for non-compliance.

3.2. Issues in Implementation: The 'ASEAN Way' and Divergence of Domestic Legislations

The "ASEAN Way" is a foreign relations mechanism that prioritizes consensus and consultation, aligning with the principle of non-interference in international law. However, this approach sometimes faces challenges in practice since Member States do not always fully comply with ASEAN's decisions[25]. Past conflicts among ASEAN Member States have raised questions on this particular mechanism and high-

[25] Hiro Katsumata, "Reconstruction of Diplomatic Norms in Southeast Asia: The Case for Strict Adherence to the 'ASEAN Way'" (2003) 25:1 Contemporary Southeast Asia: A Journal of International & Strategic Affairs 104.

lighted the need to balance cooperation and non-interference[26].

Despite a shared understanding of the importance of regulation, achieving consensus on the frameworks has proven difficult. In response to the growing flow of data in the region, ASEAN Member States have independently adopted privacy legislation and data protection laws. Some countries, such as Indonesia[27] and Vietnam[28], have focused on data localization, requiring the storage of locally generated data within their borders. In contrast, countries like Malaysia[29], Indonesia[30], the Philippines[31], Thailand[32], and Singapore[33] have enacted comprehensive data protection and privacy laws. Vietnam is set to join this group with its updated Law on Protection of Consumers' Rights, which includes new obligations for safeguarding consumer information, set

26 Salsabila Siliwangi Surtiwa & Christian Jeremia Gultom, "ASEAN for Data Protection: Remarks On 2016 ASEAN Framework on Personal Data Protection and The Impact Towards Regional Peer to Peer Lending" (2019) 558 Advances in Social Science, Education and Humanities Research 720 at 724.

27 Republic of Indonesia, *Government Regulation no 71 on Electronic Systems and Transactions*, Government of Indonesia, (2019), entered into force 10 October 2019.

28 Socialist Republic of Vietnam, *Law on Cyber Information Security*, National Assembly, (2015), entered into force 1 July 2016; *Decree no 13/2023/ND-CP on the Protection of Personal Data*, National Assembly, (2023), entered into force 1st July 2023.

29 Malaysia, *Personal Data Protection Act*, Parliament, (2010), entered into force 15 November 2013.

30 Republic of Indonesia, *Law no 27 on Personal Data Protection*, Parliament, (2022), entered into force 17 October 2022.

31 Republic of the Philippines, *Republic Act 10173*, Congress, (2012), entered into force 8 September 2012.

32 Kingdom of Thailand, *Personal Data Protection Act*, National Assembly, (2019), entered into force 1st June 2022.

33 Republic of Singapore, *Personal Data Protection Act*, Parliament, (2020), entered into force 1st February 2021.

teseopress.com

to take effect in July 2024[34]. However, the varying legal frameworks and compliance requirements across these jurisdictions create complexities for businesses, potentially leading to greater regional unpredictability.

3.4. Disparities in Data Regulations within FTAs of ASEAN Member States

Another indication of the varying data governance preferences within ASEAN is the disparity in harmonizing cross-border data regulations between ASEAN Member States and their external trading partners. The adoption of data rules within free trade agreements (FTAs) aimed at aligning cross-border data regulations among signatories varies significantly across ASEAN Member States. While some countries are actively advancing digital economy agreements and enhancing existing FTAs with comprehensive data rules, others are lagging behind in this area.

Singapore stands out within ASEAN as a party to numerous FTAs that include data-related provisions. It is also a significant influencer in global data governance, with its agreements featuring many innovative data management and protection provisions.[35] Outside of Singapore, however, commitments to data rules by other ASEAN Member States are generally limited, with data-related provisions often absent or weakly regulated in their FTAs. Vietnam is the second most committed ASEAN Member State regarding data regulation in its FTAs, ensuring that the maintenance of data protection

34 Manh Hung Tran et al, "Vietnam: New Law on Protection of Consumers' Rights, new obligations for digital services providers" (2023) Baker & McKenzie.

35 Ayman Falak Medina, "An Overview of Singapore's Free Trade Agreements" (2023) ASEAN Briefing.

measures and provisions related to data protection are in accordance with its domestic law. Indonesia, Malaysia, the Philippines, Thailand, and Cambodia have also incorporated similar provisions in their FTAs.[36]

The significant variance in FTAs among ASEAN Member States has hindered the region's path in meeting data governance norms and further exacerbated the gap between ASEAN and the global digital economy. Furthermore, the divergent data legislations across ASEAN Member States have threatened ASEAN's objective of creating an integrated and competitive digital economy within its borders and increasing the region's susceptibility to international fragmentation pressures.

4. The Potential of DEFA to Form ASEAN Data Governance Rules

The negotiation process for DEFA—the world's first region-wide digital economy agreement—was officially launched at the 23rd AEC Council meeting one month after the endorsement of the Study on the ASEAN DEFA by the ASEAN Economic Ministers on August 19, 2023.[37] Successful implementation of the Agreement is anticipated to unlock US$2 trillion by 2030 within the region's digital economy landscape. Within the negotiation framework, DEFA seeks to address nine focal points: Digital trade, Cross-border E-commerce, Payments and E-Invoicing, Digital ID and Authentication, Cross-border Data Flows and Data Protections, Online Safety and Cybersecurity, Cooperation on Emerging

36 Jesslene Lee, "ASEAN Window of Opportunity for Shaping Global Data Governance" (2023) The Diplomat.

37 "Digital Economy Framework Agreement (DEFA): ASEAN to leap forward its digital economy and unlock US$2 Tn by 2030" (2023), ASEAN.

Topics, Talent Mobility and Cooperation, and Competition Policy. DEFA represents a renewed determination to achieve a framework to safeguard data privacy while achieving a seamless cross-border flow.[38] Upon the negotiation's conclusion in 2025, it will be a milestone for ASEAN to set its own rules for data governance. Said rules are crucial to ensure a safe and resilient digital economy in the region, especially in the context of increasing global integration. Furthermore, it poses significant implications for ASEAN's position in the global digital economy by bringing various opportunities to elevate ASEAN's attractiveness in the market.

Regionally, an immediate outcome would be smoother cross-border transactions and trade activities among its Member States. By reducing administrative processes, businesses can navigate transactions much more efficiently. Furthermore, simplifying administrative procedures would not only benefit multinational corporations but also encourage domestic entrepreneurship and small to medium enterprises—usually more hesitant and susceptible to risks—to participate in the digital economy. With reduced barriers created by a secured data regulatory framework, businesses are better equipped to compete, innovate, and enhance efficiency.

On an international scale, a harmonious ASEAN data regulatory framework means creating a transparent and cohesive environment that will attract foreign direct investments into the region. Harmonizing regulations and standards within ASEAN will build a certain and reliable atmosphere for foreign investors. This, in turn, diminishes uncertainties from the adaptation

38 ASEAN, *Study on the ASEAN Digital Economy Framework Agreement* (2024).

to varying legal frameworks, thereby fostering greater confidence to invest in the region's digital economy. DEFA will also have significant implications for other regional blocs worldwide, being an instrument created by a bloc primarily composed of developing nations. A framework built upon the diverse landscapes and priorities of its Member States could serve as a model for developing nations navigating through similar challenges. This could substantially contribute to global data governance standards in a global digital economy where data transcends borders rapidly.

5. Recommendations for Establishing an ASEAN Data Governance Rule Through DEFA

As previously analyzed, ASEAN's digital governance landscape presents a dichotomy for its Member States, as they strive to balance various factors such as economic prosperity versus regulatory control, and non-interference versus regional cooperation. When examining the data regulatory models of China, the US, and the EU, it is essential to take into account ASEAN's regional characteristics and its capacity to determine the most suitable approach.

China's model, which emphasizes government oversight and data localization policies, has proven effective within its own borders. However, this approach cannot be directly applied to ASEAN's increasingly integrated, cooperative, and dynamic market. Additionally, China's unique position in the global market, bolstered by its domestic digital service providers and strong economic capacity, enables it to enforce such control. In contrast, ASEAN faces significant challenges in adopting a similar model. The region's lack

of advanced technological infrastructure and financial resources presents substantial obstacles to establishing a data regulatory framework akin to China's. Therefore, ASEAN must adopt a model that aligns with its own economic realities and regional integration goals, rather than attempting to replicate models that work for other global players.

This leaves ASEAN with two alternatives: the EU model, which prioritizes personal privacy and the facilitation of privacy safeguards for cross-border data transfers, or the US model, with a more *laissez-faire* approach, highlighting market dynamics and implementing less regulatory intervention. In this comparison, it is natural to conclude that the EU way, i.e., the GDPR, is the answer. After all, it is the only existing complete transnational framework designed explicitly around data regulation in combination with the prospect of harmonizing the regional legal landscape, which is similar to ASEAN's goal. However, as analyzed, this model is built with a hyper-focus on privacy protection. In other words, the principles, rules, and obligations of the GDPR are set out to serve primarily as a safeguard of data privacy and security, with other factors such as market interests and state interests pushed into the background. Given the diverse views on human rights, different interests, economic development gaps, and technological capability of ASEAN Member States, such a singular approach to data regulation might not be practical or a viable option for the organization. Applying the US approach is also problematic as, while it is crucial to prioritize economic growth, a rigid focus on economic interest could hinder protecting individual privacy rights. This, combined with the "ASEAN Way" of decision-making and the different technological and economic development levels between Member

States, may not allow ASEAN Member States to reach common ground to build a common data regulatory framework.

Therefore, amidst the emergence of global data governance models, ASEAN must strive to create its own data governance rule. To establish such a rule, the following recommendations are to be considered:

First, above all priorities, the central focus for establishing an ASEAN data governance regime for now should be harmonizing data regulatory frameworks across its Member States, which can be built upon existing domestic laws on privacy protection, data localization, and cybersecurity. DEFA will allow ASEAN to transition from a passive position in global trade regulations to an active participant by promoting economic integration of the entire bloc, including nations less developed in data governance, such as Laos, Cambodia, and Myanmar. This further emphasizes the need for a cohesive data governance rule for ASEAN, given the diversity of ASEAN Member States' digital landscapes and regulatory approaches.

Second, to-be-created rules and standards for data must be concise and clear. It is important to note that while data regulation is an important agenda, it is not a new one; thus, consideration of preexisting data-related clauses in previous ASEAN initiatives on the digital economy is also essential as they provide valuable findings and references for the creation of DEFA, as well as to avoid duplication of regulations.

Third, ASEAN can utilize its existing digital economy partnerships to enhance the objective of the DEFA. For example, the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) may offer a platform for ASEAN to expand its provisions in the DEFA further and address additional data-related issues beyond those already

covered by the RCEP.[39] In this regard, ASEAN can learn from Singapore's experience as a frontrunner in data governance in the region through its various digital economy agreements, including with the United Kingdom (UKSDEA), Australia (SADEA), New Zealand and Chile (DEPA), and Korea (KSDPA), to draw out best data regulatory practices to be included in the DEFA.

Fourth, regulatory bodies dedicated to managing data regulation could be established, given the rapid growth of the digital economy within the region and the increasing reliance on cross-border data flows. These regulatory bodies would be tasked with formulating and implementing policies that promote transparency, security, and compliance with data protection laws across ASEAN Member States. Additionally, such regulatory bodies would play an important role in addressing emerging challenges and technological advancements, ensuring that ASEAN remains at the forefront of data governance in the digital age.

Conclusion

This paper has sought to conceptualize how the ASEAN Digital Economy Framework Agreement (DEFA) could harmonize ASEAN data rules and facilitate regional digital economy integration, while also considering its broader implications for global data governance. The paper first examined current global data governance approaches, identifying three primary regulatory models: the US, the EU, and China, each representing the

39 *Jesslene Lee*, *supra* note 6.

priorities of key stakeholders in the data sphere: private enterprises, individuals, and the state, respectively.

ASEAN has also expressed its ambition to develop its own data regulatory framework, resulting in various initiatives and blueprints. However, the ASEAN Economic Community (AEC) Agreement, which includes only general provisions, is the sole binding data-related instrument within ASEAN. With each Member State adopting different data regulations in their national laws and FTAs, coupled with disparities in economic and technological capabilities, achieving consensus on a unified agreement has proven challenging.

Upon closer examination, this paper concludes that directly applying any of the current models would not be feasible, given ASEAN's unique context. An ASEAN-specific approach is required—one that strikes a balance between the existing models and the national interests of its Member States. This approach should focus on harmonizing domestic laws, creating clear and concise new regulations based on existing ASEAN initiatives, learning from data-related provisions in ASEAN Member States' FTAs, and establishing a regulatory body to oversee the enforcement of the ASEAN data regulatory framework.

At the time of writing, the DEFA negotiation process was still in its early stages, with few official documents available. As such, the data rules within DEFA remain largely speculative. However, if successfully implemented, DEFA could stimulate a thriving regional digital economy, attract foreign investments, and provide an alternative model for other emerging digital economies. As the negotiation progresses and more information becomes available, further analysis of the proposals in the *travaux préparatoires* will be necessary

to assess the potential impact of DEFA on both the regional and global digital economy.

Bibliography

International Agreements

ASEAN Agreement on Electronic Commerce, 22 January 2019 (entered into force 2 December 2021).

Convention for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data, 28 January 1981, ETS 108 (entered into force 1st October 1985).

Free Trade Agreement Between the United States of America and the Republic of Korea, 30 June 2007 (entered into force 15 March 2012).

United-States-Mexico-Canada Agreement, 30 November 2018 (entered into force 1st July 2020).

International Documents

ASEAN, *ASEAN Community Vision 2025* (2015), online: <asean.org/>.

ASEAN, *ASEAN Comprehensive Recovery Framework* (2020), online: <asean.org/>.

ASEAN, *ASEAN Digital Integration Framework Action Plan 2019-2025* (2019), online: <asean.org/>.

ASEAN, *ASEAN Digital Masterplan 2025* (2021), online: <asean.org/>.

ASEAN, *ASEAN Economic Community Blueprint 2025* (2015), online: <asean.org/>.

ASEAN, *ASEAN Framework on Digital Data Governance* (2018), online: <asean.org/>.

ASEAN, *ASEAN Framework on Personal Data Protection* (2016), online: <asean.org/>.

ASEAN, *Declaration of ASEAN Concord II (Bali Concord II)* (2003), online: <asean.org/>.

ASEAN Economic Ministers, *Bandar Seri Begawan Roadmap: An ASEAN Digital Transformation Agenda to Accelerate ASEAN's Economic Recovery and Digital Economy Integration* (2021), online: <asean.org/>.

ASEAN, *Framework for Negotiating ASEAN Digital Economy Framework Agreement* (2023), online <asean.org/>.

ASEAN, *Master Plan on ASEAN Connectivity 2025* (2017), online: <asean.org/>.

ASEAN, *Study on the ASEAN Digital Economy Framework Agreement* (2023), online <asean.org/>.

ASEAN, *Work Plan on the Implementation of ASEAN Agreement on Electronic Commerce* (2021) 2, online: <asean.org/>.

EU, *Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data*, [1995] OJ, L 281/31.

EU, *Regulation 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, and repealing Directive 95/46/EC (General Data Protection Regulation)*, [2016] OJ, L 119/1.

Guidelines for the Regulation of Computerized Personnel Data Files, UNGAOR, GA RES/45/95, 45th sess, suppl. no 49, UN Doc A/45/49 (1991) 178.

OECD, *Declaration on Transborder Data Flows* (1985) OECD/LEGAL/0216, online: <legalinstruments.oecd.org/>.

OECD, *Guidelines on the Protection of Privacy and Transborder Flows of Personal Data* (1980), online: <oecd-ilibrary.org/>.
OECD, *Ministerial Declaration on the Protection of Privacy on Global Networks* (1998), OECD/LEGAL/0301, online: <legalinstruments.oecd.org/>.

National Legislation

Kingdom of Thailand, *Personal Data Protection Act*, National Assembly, (2019), entered into force 1st June 2022.
Malaysia, *Personal Data Protection Act*, Parliament, (2010), entered into force 15 November 2013.
Republic of Indonesia, *Government Regulation No. 71 on Electronic Systems and Transactions, Government of Indonesia*, (2019), entered into force 10 October 2019.
Republic of Indonesia, *Law No. 27 on Personal Data Protection*, Parliament, (2022), entered into force 17 October 2022.
Republic of Singapore, Personal Data Protection Act, Parliament, (2020), entered into force 1st February 2021.
Republic of the Philippines, *Republic Act 10173*, Congress, (2012), entered into force 8 September 2012.
Socialist Republic of Vietnam, *Decree No. 13/2023/ND-CP on the Protection of Personal Data. National Assembly*, (2023), entered into force 1st July 2023.
Socialist Republic of Vietnam, *Law on Cyber Information Security*, National Assembly, (2015), entered into force 1st July 2016.
People's Republic of China, *Cybersecurity Law of the People's Republic of China*, National People's Congress, (2016), entered into force 1st June 2017.

People's Republic of China, *Data Security Law of the People's Republic of China*, National People's Congress, (2020), entered into force 1st September 2021.

People's Republic of China, *Personal Information Protection Law of the People's Republic of China*, National People's Congress, (2020), entered into force 1st November 2021.

Chapters

de Terwangne, Cécile, "Privacy and data protection in Europe: Council of Europe's Convention 108+ and the European Union's GDPR" in Gloria González, Rosamunde Van Brakel & Paul De Hert, eds, *Research Handbook on Privacy and Data Protection Law* (Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2022).

Gao, Henry S., "Data regulation in trade agreements: different models and options ahead" in Smeetz, Maarten, eds, *Adapting to the Digital Trade Era: Challenges and Opportunities* (Geneva: World Trade Organization, 2021).

Articles

Burri, Mira, "The Governance of Data and Data Flows in Trade Agreements: The Pitfalls of Legal Adaptation" (2017) 51:1 UC David L Rev 65.

Katsumata, Hiro, "Reconstruction of Diplomatic Norms in Southeast Asia: The Case for Strict Adherence to the 'ASEAN Way" (2003) 25:1 Contemporary Southeast Asia: A Journal of International & Strategic Affairs 104.

François LeSieur, "Regulating cross-border data flows and privacy in the networked digital environment

and global knowledge economy" (2012) 2:2 International Data Privacy L 93.
Nesadurai, Helen E. S., "ASEAN and regional governance after the Cold War: from regional order to regional community?" (2009) 22:1 The Pacific Review 92.

Encyclopedia Entries

Bukht, Rumana & Richard Heeks, "Defining, Conceptualising and Measuring the Digital Economy" (2017) Centre for Development Informatics, Working Paper No 68.
James Manyika et al, "Digital Globalization: The New Era of Global Flows" (2016) McKinsey Global Institute, Report.
Sefrina, Mima, "Understanding the ASEAN Digital Economy Framework Agreement: A Means to Support ASEAN Integration" (2023) Economic Research Institute for ASEAN and East Asia, Working Paper No 1.
Surtiwa, Salsabila Siliwangi & Christian Jeremia Gultom, "ASEAN for Data Protection: Remarks On 2016 ASEAN Framework on Personal Data Protection and The Impact Towards Regional Peer to Peer Lending" (2019) 558 Advances in Social Science, Education and Humanities Research 720.
Svantesson, Dan J. B., "A Legal Method for Solving Issues of Internet Regulation; Applied to the Regulation of Cross-Border Privacy Issues" (2010) European University Institute Law, Working Paper No 18.
Xie, Taojun et al, "Navigating Cross-Border Data Transfer Policies: The Case of China" (2023) Asia Competitiveness Institute Research, Working Paper No 1.

Online Sources

"Explanatory notes for the 'decision of the Central Committee of the Communist Party of China on some major issues concerning comprehensively deepening the reform" (2014) China Daily, online: <subsites.chinadaily.com.cn/>.

"Frontier Technology Quarterly: Data Economy: Radical transformation or dystopia?" (2019) United Nations, online: <un.org/>.

Alsabah, Nabil, "China's Quest for Cybersecurity Causes Headache for Foreign Companies" (2017) The Diplomat, online: <https://thediplomat.com/>.

"Digital Economy Framework Agreement (DEFA): ASEAN to leap forward its digital economy and unlock US$2 Tn by 2030" (2023), ASEAN, online: <asean.org/>.

Tran, Manh Hung et al, "Vietnam: New Law on Protection of Consumers' Rights, new obligations for digital services providers" (2023) Baker & McKenzie, online: <insightplus.bakermckenzie.com/>.

Broom, Douglas, "Young people in ASEAN are embracing digitalization" (2024) World Economic Forum, online: <weforum.org/>.

Lee, Jesslene, "ASEAN Window of Opportunity for Shaping Global Data Governance" (2023) The Diplomat, online: <thediplomat.com/>.

Lee, Jesslene, "Asean's window of opportunity to write its own data rules" (2023) The Business Times, online: <businesstimes.com.sg/>.

Medina, Ayman Falak, "An Overview of Singapore's Free Trade Agreements" (2023) ASEAN Briefing, online: <aseanbriefing.com/>.

Gillani, Seharish, Dermish Ahmed & Jeremiah Grossman, "The role of data protection in the digital economy" (2021) Unlocking Public and Private Finance for the Poor, Working Paper, online: <policyaccelerator.uncdf.org/>.

L'encadrement du règlement des différends dans la ZLECAf

Défis et perspectives pour parfaire l'intégration économique de l'Afrique

François Junior EZE'E ATANGANA MBALLA

Résumé

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) se présente comme une avancée majeure comparativement à tous les processus intégrationnistes qui ont eu cours en Afrique à ce jour. De par le potentiel économico-commercial qu'on lui reconnaît, sa couverture géographique, le périmètre des matières qu'elle régit et l'aménagement de dispositifs singuliers, notamment au plan juridique, la ZLECAf offre des opportunités pour l'intégration économique de l'Afrique à nulle autre pareilles. Cependant, son talon d'Achille semble résider dans son mécanisme de règlement des différends. Malgré la volonté des États membres d'innover en dotant la ZLECAf d'un mécanisme hybride qui capitalise à la fois les meilleurs procédés de résolution des différends en matière de commerce international, et qui intègre les préférences et particularités africaines pour l'extinction des litiges, aux plans conceptuel et opérationnel, la ZLECAf souffre de quelques infirmités. En plus des chevauchements juridiques et fonctionnels, ainsi que des conflits de juridiction ou de conventions

qui peuvent apparaître, la déclinaison opérationnelle des procédures de règlement des différends soulève plusieurs problèmes. L'encadrement du règlement des différends au sein de la ZLECAf doit donc être reformé pour surmonter les défis actuels et amplifier sa contribution à l'intégration économique de l'Afrique.
Mots–clés : ZLECAf, encadrement du règlement des différends, défis, réformes.

Abstract

The African Continental Free Trade Area (AfCFTA) represents a revolution compared to all the integrationist processes that have so far taken place in Africa. Thanks to its recognized economic and commercial potential, its geographical coverage, the scope of the matters it governs and its unique arrangements, particularly in legal terms, the AfCFTA offers unparalleled opportunities for Africa's economic integration. However, its min setback seems to lie in its dispute settlement mechanism. Despite the willingness of member States to innovate by equipping the AfCFTA with a hybrid mechanism that capitalizes both on the best dispute resolution procedures in international trade, and incorporates African preferences and peculiarities for the extinction of disputes, both conceptually and operationally, the AfCFTA suffers a number of problems. In addition to legal and functional overlaps, as well as potential conflicts of jurisdiction or convention, the operational implementation of dispute settlement procedures raises a number of issues. The AfCFTA dispute settlement framework must therefore be reformed to overcome the current challenges and amplify its contribution to Africa's economic integration.

Keywords: AfCFTA, dispute settlement framework, challenges, reforms.

De l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à l'Union africaine (UA), les dynamiques unitaires[1] sous le prisme de l'intégration économique de l'Afrique sont au cœur de toutes les initiatives politiques et économiques d'envergure menées sur le continent depuis la période postindépendance. La poursuite de cet objectif est à l'origine de la création de Communautés économiques régionales (CER)[2]. Plus tard, il a donné lieu à l'adoption du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique et du Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja) signée en 1991, qui se trouve par ailleurs être la principale base juridique du programme d'intégration économique du continent[3].

De nos jours, la coexistence de huit CER officiellement reconnues par l'UA[4], loin de traduire une volonté des États africains d'évoluer en rang dispersé, témoigne plutôt de la consolidation d'une véritable *affectio inte-*

1 Mohieddine Hadhri, « Les expériences d'intégrations régionales africaines : approche transversale et comparative sud-sud » dans Centre universitaire francophone, Université de Szeged, dir, L'Afrique : un continent sur la voie de l'intégration, 2018, à la p 90.

2 Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Union du Maghreb arabe (UMA), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

3 Ce traité a défini une stratégie visant à utiliser l'intégration régionale comme étape intermédiaire dans la création d'une communauté économique africaine d'ici 2028. Abdessalam Jaldi, « La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) : regard juridique » (2021) Policy brief No 4.

4 *UMA et al*, *supra* note 2.

grationis, d'une aspiration plus large des acteurs et des organisations à partager les valeurs africaines d'intégrations. C'est dans cette logique qu'émerge la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)[5], projet phare de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et objet de la présente réflexion.

En effet, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a été pensée pour accélérer le commerce intra-africain, principalement en redéfinissant les politiques et tarifs douaniers, et en aménageant des conditions préférentielles entre les États membres, ceci en vue d'accroître l'intégration économique de l'Afrique, et aussi, d'améliorer son insertion et son poids dans le commerce mondial.

Appréhendée sous l'angle de l'intégration économique, la ZLECAf correspond à la première phase du processus d'intégration tel qu'énoncé par Bela Balassa. Ce dernier identifie dans sa théorie de l'intégration cinq principales étapes : la zone de libre-échange, l'union douanière, le marché commun, l'union économique et l'union économique et monétaire[6]. Dans son acception commune, l'intégration fait référence à une mise en commun ou fusion assimilatrice de deux ou de plusieurs entités séparées dans le but d'obtenir une entité unique nouvelle.

La ZLECAf étant également un instrument d'encadrement juridique de la mondialisation économique en

---

5 La décision de sa création fut prise en janvier 2012 et les négociations lancées à Johannesburg en juin 2015, pour ce faire, n'ont été réalisées qu'en 2016, avec date de signature de l'accord d'établissement le 21 mars 2018 à Kigali, par 44 États membres de l'Union africaine, pour une entrée en vigueur le 30 mai 2019 (après 22 ratifications). Cependant, du fait de la survenance de la pandémie de Covid 19, elle est finalement entrée définitivement en vigueur le 1er janvier 2021, sous la ratification d'une trentaine de pays africains.

6 Béla Balassa, *The Theory of Economic Integration*, Westport, Green-wood Press, 1961.

Afrique, elle pose corrélativement les bases d'une intégration juridique pouvant aboutir à un ordre juridique continental des échanges[7], un ordre juridique intégré. Sauf qu'en pratique, les choses risquent de ne pas aller de soi.

Il se trouve effectivement que la ZLECAf prend pied dans un écosystème normatif où cohabite une pléthore de règles matérielles sous-régionales et universelles, ainsi que des juridictions adossées à des CER ou non, pouvant éventuellement être saisies d'une matière pourtant régie par un protocole adopté par la ZLECAf. Des problèmes liés à des chevauchements juridiques et fonctionnels, ou encore à des conflits de conventions peuvent ainsi survenir. En outre, en interne, l'activation des mécanismes de règlement des différends peut tout aussi être paralysée par des considérations qui prennent source dans les *habitus* des justiciables étatiques africains, dans le modèle ayant inspiré la conception de l'Organe de règlement des différends (ORD), ou alors dans la non-prise en compte des possibilités qu'offrent certaines institutions à l'expérience éprouvée, telles que l'OHADA[8].

À travers la mise en évidence de ces inquiétudes et lacunes, on peut se poser la question de savoir comment surmonter les défis et amorcer des réformes anticipatrices pour permettre à la ZLECAf de dynamiser l'intégration économique de l'Afrique à travers son mécanisme de règlement des différends ?

L'énonciation d'une telle question peut paraître prématurée, voire prétentieuse, dans la mesure où la

---

7 Voir dans ce sens la note introductive du colloque organisé par le cabinet Hogen Lovells, le 9 septembre 2020 à Paris sur le thème « Conflits de lois et contrariété de décisions dans l'arbitrage international ».

8 Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA).

ZLECAf est entrée en vigueur en 2021, et l'on pourrait arguer qu'il ne s'est pas écoulé un temps suffisamment long pour avoir un retour d'expérience pertinent des goulots d'étranglement qui peuvent mettre à mal l'application de ses textes, en particulier ceux régissant le mécanisme de règlement des différends. Tel n'est pas le cas cependant. D'abord, parce qu'en pratique l'analyse des processus intégrationnistes en Afrique et ailleurs, ayant inclus un mécanisme de règlement des différends similaire à celui de la ZLECAf, laisse à voir que des constances existent. Ensuite, la doctrine qui s'est penchée sur cet angle particulier du sujet a relevé qu'il y avait de pertinentes raisons d'être inquiet des difficultés visibles dans l'implémentation du règlement des différends. Enfin, dans la mesure où « gouverner c'est prévoir »[9], l'analyse prédictive suggère qu'il est judicieux de s'organiser pour d'ores et déjà palier les travers juridiques susceptibles d'amenuiser les effets recherchés par les « Founding Fathers » de l'Union africaine, en mettant en place un mécanisme de règlement qui se veut innovant.

En mobilisant une approche juridique qui fait la part belle aux méthodes positiviste, exégétique, casuistique et comparative, nous nous attèlerons à présenter la singularité du mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf, avant d'en exposer les défis et d'énumérer quelques propositions pour une réforme salutaire.

9 Littéralement, « gouverner c'est prévoir ; et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte », Émile de Girardin, *La politique universelle : décrets de l'avenir*, Paris, Librairie nouvelle, 1852.

1. L'encadrement du règlement des différends dans la ZLECAf

L'Accord portant création de la ZLECAf est un objectif clé de la politique africaine en matière d'intégration économique. Au vu de l'importance des secteurs qu'il couvre et de sa position sur l'échiquier international, en tant que l'un des plus grands accords jamais conclus, les États africains se sont efforcés d'adopter un texte qui tienne compte des enjeux juridiques du moment (1.1), notamment, en prévoyant un organe de règlement des différends susceptible d'attirer et de rassurer les justiciables grâce à son efficacité supposée (1.2).

1.1. L'importance du mécanisme de règlement des différends

Le règlement des différends est une fonction cruciale dans les procédés de régulation économique et commerciale, en particulier lorsque les enjeux en présence sont de grande importance. La ZLECAf peut être considérée comme le terrain d'expression par excellence de ces enjeux en Afrique[10]. Il s'agit pour ainsi dire de la plus remarquable initiative d'intégration économique des États africains et l'étape de base dans la mise sur pieds d'un Marché commun africain (MCA) et d'une Communauté économique africaine (CEA) à l'horizon 2063. C'est à proprement parler un espace commercial continental où les pays membres de l'UA ont décidé d'abolir leurs barrières tarifaires entre eux, en les conservant vis-à-vis du reste du monde, dans le but d'intégrer

10 C'est le plus important accord commercial en termes géographiques. Elle est également créditée d'un PIB combiné de plus de 2.300 milliards de dollars et une population de 1,2 milliard d'habitants, dont la plupart est âgée de moins de 30 ans.

les échanges entre les différentes communautés économiques régionales, dans un marché continental élargi et sécurisé pour les marchandises et les services ainsi que la politique de concurrence, l'investissement et la propriété intellectuelle entre les États parties[11]. Le large champ des objectifs qui sont ceux de la ZLECAf, et qui, par ailleurs, justifie un encadrement juridique robuste, est extirpable de son article 3, qui énonce qu'elle vise à

> (a) créer un marché unique pour les marchandises et les services facilité par la circulation des personnes afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain et conformément à la vision panafricaine d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique » telle qu'énoncée dans l'Agenda 2063; (b) créer un marché libéralisé pour les marchandises et services à travers des cycles successifs de négociations; (c) contribuer à la circulation des capitaux et des personnes physiques et faciliter les investissements en s'appuyant sur les initiatives et les développements dans les États parties et les CER; (d) poser les bases de la création d'une union douanière continentale à un stade ultérieur; (e) promouvoir et réaliser le développement socio-économique inclusif et durable, l'égalité de genres et la transformation structurelle des États parties; (f) renforcer la compétitivité des économies des États parties aux niveaux continental et mondial; promouvoir le développement industriel à travers la diversification et le développement des chaînes de valeurs régionales, (g)le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire; et (h) résoudre les défis de l'appartenance à une multitude d'organisations qui se chevauchent, et accélérer les processus d'intégration régionale et continentale.

À la lecture de cet article, on se rend rapidement à l'évidence, la ZLECAf couvre un spectre d'action

11 *Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)*, 21 mars 2018, préambule.

teseopress.com

élargie et touche à plusieurs secteurs. De fait, il est possible d'envisager que le développement des activités autour des secteurs qui entrent dans le périmètre de la ZLECAf soit proportionnel à celui du contentieux qu'elle pourra engendrer. Malgré son positionnement marqué pour l'intégration économique, il ne faut pas s'y tromper, la ZLECAf n'est pas qu'un instrument au service de l'économie, elle est aussi un mécanisme institutionnel et structurel pour le suivi, l'application et la protection sociale, bref, une perspective sur les droits humains en Afrique. Elle accorde une importance tout aussi grande à l'égalité, la justice et l'équité, notamment lorsque les engagements en faveur de la libéralisation portent atteinte à ces valeurs[12]. C'est sous ce dernier angle qu'il importe de faire un lien avec l'article 4 du Protocole sur les règles et procédures relatives au règlement des différends (PRPRD). Cet article stipule à son alinéa 1 que

> Le mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial régional. Le mécanisme de règlement des différends préserve les droits et obligations des États parties résultant de l'Accord et clarifie les dispositions existantes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

Il s'infère de cette énonciation que la ZLECAf consacre le principe de la sécurité juridique qui induit ici une certaine stabilité économique dans la mesure où

12 Communication scientifique par Serges François Sobze « La Zone de libre-échange continentale africaine à l'épreuve de l'harmonisation des processus d'intégration régionale en Afrique subsaharienne » (2021) Colloque international de Yaoundé « La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la dynamique de l'intégration régionale en Afrique », à la p 11.

un règlement efficace des différends favorise un environnement commercial stable et prévisible. De plus, le mécanisme de règlement dont il est fait mention lorsqu'il repose sur de solides bases est de nature à renforcer la confiance des investisseurs et à garantir une résolution rapide des litiges, soutenant ainsi au passage l'activité économique.

1.2. L'ORD : principal mécanisme de règlement des différends

Selon la nature des situations, l'ensemble des opérations de la ZLECAf peut être dévolu soit à sa structure institutionnelle, soit à son mécanisme de règlement des différends. Concernant uniquement le règlement des différends, il faut dire que sa mission en la matière incombe en priorité à l'Organe de règlement des différends (ORD). L'ORD, établi en vertu de l'article 5 du PRPRD, est le principal outil de résolution des différends entre les parties liées par l'Accord instituant la ZLECAf. Il a été créé sous le modèle du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce qui ne présente pas que des avantages. Tel que l'énonce l'article 5, il est composé de représentants des États parties et a, à sa tête, un président qui est élu par les États parties (article 4 du PRPRD). Afin de pleinement remplir les missions qui lui sont dévolues, il est admis que l'ORD puisse poser un certain nombre d'actions comme, par exemple, mettre en place des groupes spéciaux de règlement des différends et un organe d'appel (OA), adopter les rapports des groupes spéciaux et de l'OA, assurer la surveillance de la mise en œuvre des décisions et recommandations des groupes spéciaux et de l'OA (article 24, alinéa 8 du PRPRD) et, enfin, autoriser la suspension des concessions et autres obligations qui résultent de l'Accord (article 25, alinéa 3

du PRPRD). Par ailleurs, pour ses besoins de gestion courante, l'ORD a le pouvoir d'élaborer les règles de procédures nécessaires pour l'exécution de ses fonctions (article 4 du PRPRD) et d'adopter le Règlement de procédure pour la sélection des membres du Groupe spécial, y compris les questions de conduite pour assurer leur impartialité (article 6, alinéa 3 du PRPRD). Selon les nécessités de service, l'ORD se réunit aussi pour s'acquitter de ses fonctions telles qu'énoncées dans le Protocole. Il travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf en ce sens qu'il est tenu de l'informer sur tous les différends qu'il examine (article 5, alinéa 7 du PRPRD). Enfin, aux termes de l'article 5, alinéa 6 du PRPRD, les décisions de l'ORD sont prises par consensus, le « consensus » s'entendant en l'espèce comme le fait qu'aucun État partie présent à la réunion de l'ORD au cours de laquelle une décision est prise ne puisse s'opposer formellement à la décision proposée (article 1, a) du PRPRD). Cependant, il est rappelé que les recommandations et décisions rendues par l'ORD doivent viser un règlement satisfaisant des différends, conformément aux droits et obligations en vertu de l'Accord (article 4, alinéa 2 du PRPRD).

2. Gradation additionnelle du règlement des différends

L'ORD a beau être le principal organe de règlement des différends institué par la ZLECAf, il n'est pas le seul rempart à la portée des parties en opposition. Bien avant d'arriver à sa saisine, les États membres ont prévu que le nœud de leur différend puisse être défait par le recours aux consultations (2.1), le recours aux bons offices, à la médiation et et à la conciliation (2.2), voire

encore, en cas d'extrême nécessité, par la mise en place d'un groupe spécial (2.3).

2.1. Le recours aux consultations

La survenance d'un différend entre les parties n'implique pas *ipso facto* la saisine de l'ORD. Avant toute chose, les parties sont invitées à se rapprocher de bonne foi en vue de résoudre leur différend à l'amiable. Cette obligation, qu'on retrouve dans la plupart des procédures courantes, a une ferveur particulière en Afrique, en particulier lorsque des entités étatiques sont impliquées. La raison en est qu'en puisant dans les ressorts culturels ancestraux de l'application de la justice en terre africaine, on s'aperçoit que la logique de « l'arbre à palabres » prévalait. Celle-ci militait pour une justice apaisée, viscéralement orientée vers la recherche du compromis avant toute dérive ou mesure de représailles, et surtout avant qu'un comité de « sages » ne vienne prendre une décision devant s'imposer aux parties. L'influence de cette façon de faire n'a pas totalement quitté l'Afrique malgré l'importation, à première vue, d'une justice occidentale très peu soucieuse des particularités culturelles locales. Elle s'est transmise, certes, sous une forme diluée aux institutions et à d'autres modes de résolution de litiges. De plus, la très grande considération accordée à l'État sur le continent justifia qu'il puisse bénéficier d'un traitement particulier pour la défense de ses intérêts et éventuellement de ceux de ses partenaires en ayant recours à des mécanismes que les options d'une justice automatique et rigide n'offraient pas nécessairement. On peut donc comprendre l'esprit et les objectifs recherchés par les États parties à l'Accord de la ZLECAf en prévoyant la consultation et d'autres modes de résolution moins contraignants. Pour revenir à la ZLECAf,

l'article 6, alinéa 1 du PRPRD prévoit que la recherche d'une solution à l'amiable peut se faire par un recours préalable à la procédure des consultations en vue de trouver une telle solution. À cet effet, l'article 7, alinéa 2 du PRPRD souligne que chaque État partie s'engage à examiner toute présentation que pourra lui adresser un autre État partie au sujet des mesures affectant la bonne application des règles de la ZLECAf. La requête introductive de la procédure de consultations devant être notifiée à l'ORD, elle doit comporter les mentions relatives à l'objet de la demande, notamment l'identification des mesures en cause et une indication du fondement juridique de la plainte (article 7, alinéa 3 du PRPRD). Il est important d'indiquer que, bien qu'étant frappée du sceau de la confidentialité, l'ouverture d'une procédure de consultations ne préjudicie pas aux droits que tout État partie peut exercer dans une suite éventuelle de la procédure (article 7, alinéa 7 du PRPRD). En ce qui concerne le lieu de la procédure, l'article 7, alinéa 8 précise que sauf décision contraire des parties, les consultations peuvent se tenir sur le territoire de la partie défenderesse, et qu'à moins d'une volonté contraire de ces mêmes parties, les consultations sont considérées terminées dans un délai de soixante jours. Toutefois, il importe de préciser que lorsqu'il n'a pas été possible de trouver une solution à l'amiable, la partie lésée, après notification faite aux autres parties au différend, peut recourir à une autre action prévue dans le PRPRD. Il s'avère en effet qu'au plan procédural, lorsqu'un État partie ne répond pas à une demande formulée dans un délai de dix jours suivant la date de réception de la demande, ou refuse d'engager des consultations dans un délai de trente jours, ou dans un délai convenu par ailleurs de commun accord, après la date de réception de la demande, l'État partie qui a demandé l'ouverture

des consultations peut saisir le président de l'ORD pour demander l'établissement d'un Groupe spécial de règlement des différends (article 7, alinéa 5 du PRPRD) en vue de la résolution dudit différend (article 6, alinéa 2). De même, en cas d'urgence, notamment pour des marchandises périssables, lorsque les parties ne parviennent pas à régler le différend dans un délai de vingt jours après la date de réception de la requête des consultations, la partie demanderesse peut référer l'affaire à l'ORD pour l'établissement d'un Groupe spécial (article 7, alinéa 9, b) du PRPRD).

2.2. Le recours aux bons offices, médiation et conciliation

Les bons offices, la médiation et la conciliation sont des modes de résolution des litiges usités depuis des temps immémoriaux. L'absence d'une clarification notionnelle dans le PRPRD, bien qu'étant une lacune qui aurait pu être comblée, ne fait pas obstacle à la pertinence de l'entendement qu'on peut avoir de ces concepts, en particulier dans la mesure où l'Accord sur la ZLECAf se place sous la coupole du droit international public en ce qu'il s'agit d'un Accord interétatique soumis aux règles applicables en la matière, et n'ouvre – on peut le regretter –, son mécanisme de règlement des différends qu'aux seuls États parties. Nonobstant ces imperfections, le recours à ces modes alternatifs de règlement des différends est prévu à l'article 8 du PRPRD, dont il ressort que tout État partie à un différend peut, à tout moment, initier les procédures de bons offices, de conciliation ou de médiation. En outre, cet État peut y mettre un terme à tout moment. Lorsque tel est le cas, la partie plaignante peut demander la mise en place d'un Groupe spécial. Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer que, si ces procédures sont engagées après la date de

réception d'une demande de consultations, l'État partie plaignant se doit d'attendre que s'écoule un délai de soixante jours après la date de réception de la demande de consultations pour demander l'établissement d'un Groupe spécial. Une exception est cependant prévue. Elle admet, aux termes de l'article 8, alinéa 3 du PRPRD, que la partie plaignante puisse demander l'établissement d'un Groupe spécial dans le délai de soixante jours, lorsque les États parties au différend considèrent tous que les procédures de bons offices, de conciliation ou de médiation n'ont pas abouti à un règlement du différend.

Cette interpellation ne ferme pas pour autant toutes les portes, l'article 8, alinéa 5 prévoyant que, selon la volonté exprimée des États parties à un différend, les procédures de bons offices, de conciliation ou de médiation peuvent continuer pendant que les travaux du Groupe spécial se poursuivent. À titre d'exemple, du rôle qu'il joue auprès des autres modes de règlement de différends, il est admis que l'ORD puisse également, sous demande d'un État partie à un différend, venir en soutien à celui-ci dans le but de faciliter le processus des bons offices, de conciliation ou de médiation, ou d'offrir de tels services. Pour être effective, une telle demande doit être notifiée à l'ORD. Enfin, tout comme en matière de consultations, les procédures des bons offices, de conciliation ou de médiation, sont également confidentielles et ne préjudicient pas aux droits des États parties dans toute autre action prévue dans le Protocole sur le règlement des différends de la ZLECAf (article 8, alinéa 1 du PRPRD).

2.3. La mise en place d'un groupe spécial

Elle est activée à la suite des échecs constatés des procédures amiables préalables. Lorsqu'elle n'a donc pas pu

obtenir satisfaction, la partie demanderesse peut saisir, par écrit, l'ORD pour demander l'établissement d'un groupe spécial. Au soutien de cette demande, elle devra, comme le prévoit l'article 9, alinéa 2 du PRPRD indiquer la procédure amiable suivie, énumérer les points faisant grief et énoncer, en résumé, la base juridique de la contestation soulevée et l'objet du différend qui l'oppose à la partie défenderesse. Prenant acte de sa requête, une réunion de l'ORD devra être convoquée dans un délai de quinze jours à compter de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Au bout de ladite réunion, un groupe spécial devra être constitué dans un délai de dix jours à compter de sa tenue (article 9, alinéa 5 du PRPRD). C'est alors que le Président de l'ORD pourra informer les États parties au différend de la composition du Groupe spécial nouvellement mis en place.

Sauf convenance particulière des parties en litige, le Groupe spécial mis sur pied devra, dans un délai de vingt jours à compter de la date de son établissement, conduire une mission qui consistera à examiner, sous le fondement des dispositions pertinentes de l'Accord portant création de la ZLECAf, ainsi que de ses textes additionnels visées par les parties au différend, l'affaire dont l'ORD est saisi par la partie défenderesse (article 11 a du PRPRD).

En pratique, il est attendu, à ce niveau du Groupe spécial, qu'il procède à un examen minutieux des arguments et prétentions des parties, ainsi que de la conformité de ceux-ci aux règles et procédures édictées par la ZLECAf. À la suite de cette opération d'analyse, le Groupe spécial devrait tirer des conclusions objectives capables d'éclairer l'ORD dans la formulation de ses recommandations ou dans sa prise de décision (article 11, b) et 12, alinéa 2 du PRPRD). Il est à noter que

toute cette procédure est partiellement soumise à des exigences de confidentialité, comme l'exige l'article 17 du PRPRD. Les parties sont tenues du reste de considérer comme confidentielle toute information soumise au Groupe spécial et ainsi désignée par l'autre partie au différend.

Le travail du Groupe spécial n'échappe pas à cette exigence de confidentialité, en plus de l'anonymat qui doit être observé dans l'expression des avis des différents membres. Le rapport qu'il rend doit être rédigé à l'abri des regards des parties au différend eu égard aux informations délivrées et aux arguments avancés.

À l'exception des hypothèses où une partie au différend notifie officiellement à l'ORD sa décision de faire appel ou que l'ORD décide par consensus de ne pas adopter le rapport du Groupe spécial, dans les soixante jours à compter de sa transmission aux États parties, le rapport est examiné, adopté et signé à une réunion de l'ORD convenue à cet effet. Dans le cas où une partie a notifié sa décision de faire appel, le rapport du Groupe spécial n'est pas examiné par l'ORD, son adoption éventuelle, ne pouvant survenir qu'après l'achèvement de la procédure d'appel. Ce procédé, qui offre de meilleures garanties aux justiciables, s'explique aussi par le fait que la décision de l'ORD, qui est en principe définitive (article 19, alinéa 4 du PRPRD), risque fortement de préjudicier leurs droits s'ils ne sont pas en mesure de faire objection au rapport rendu par le Groupe spécial. En vue de garantir l'exécution diligente de ses actes et, partant, son efficacité, l'article 24 du PRPRD invite les États parties à mettre en application, à bref délai, les recommandations et décisions de l'ORD. L'article 24, alinéa 2 prévoit expressément qu'un État partie à un différend peut informer l'ORD de ses intentions concernant l'exécution des recommandations et décisions de

l'ORD au cours d'une réunion de l'ORD à tenir, trente jours après la date d'adoption du rapport par le Groupe spécial. À titre exceptionnel, cependant, lorsqu'un État partie à un différend se trouve dans l'impossibilité d'exécuter promptement les recommandations et décisions de l'ORD, il est possible de lui accorder un délai raisonnable pour s'y conformer (article 24, alinéa 3 du PRPRD).

Malgré la flexibilité qui semble caractériser ces principaux outils de règlement des différends, ils demeurent exposés à de nombreuses failles et insuffisances.

3. Les défis actuels du règlement des différends dans la ZLECAf

Au-delà des défis purement liés aux aspects économiques et internes aux États, d'autres faiblesses sont visibles dans l'aménagement juridique de la ZLECAf (3.1), et en particulier dans son mécanisme de résolution des différends (3.2).

3.1. Les faiblesses et défaillances consécutives aux aménagements juridiques dans la ZLECAf

Quoique saluée à plusieurs échelles pour ses caractéristiques et potentialités déjà évoquées, la ZLECAf présente quelques faiblesses juridiques congénitales qui peuvent constituer de véritables obstacles à l'utilisation optimale de son mécanisme de règlement des différends. Ceci d'autant plus qu'en situant la ZLECAf dans l'espace géopolitique et géojuridique, où se déploient des CER qui existaient bien avant elle, il s'observe des chevauchements de plusieurs natures dont les effets soulèvent des inquiétudes pour la ZLECAf elle-même

et ledit mécanisme en particulier. En s'attardant en premier sur des dispositions textuelles, il est loisible de constater que des mesures anticipatrices doivent être mises à l'ordre du jour pour éviter des blocages liés à la mauvaise foi des États qui seraient tentés de multiplier les actes dilatoires afin de contester le transfert de souveraineté économique et juridique qui adviendrait après l'adoption de certains protocoles[13], et qui les mettraient en ballotage défavorable dans une concurrence transfrontalière.

Ensuite, depuis son entrée en vigueur, l'Accord portant sur la ZLECAf est confronté à d'autres accords bilatéraux ou multilatéraux, notamment à l'échelle des CER en Afrique. À la question du Professeur Hajer[14] de savoir si cela a donné lieu à des chevauchements entre les accords, des double emplois, des contradictions, des disparités entre le texte continental et les textes sous-régionaux, on peut répondre par l'affirmative[15]. Pourtant, l'article 19 de l'Accord avait semblé écarter tout handicap de cette nature en stipulant que

> 1. En cas de conflit et d'incompatibilité entre le présent Accord et tout autre accord régional, le présent Accord

13 ZLECAf, *supra* note 12, Protocoles sur le commerce des marchandises, le commerce des services, la concurrence, la propriété intellectuelle, etc.

14 Hajer Gueldich, *Accord portant création de la Zone de libre -échange continentale africaine*, thèse de doctorat en droit, Centre d'Études Juridiques Africaines, 2019, à la p 10.

15 D'autres auteurs ont régulièrement soulignés les inconvénients de ces chevauchements dans les zones intégrées : Hafsa El Bekri, « Les Communautés économiques régionales améliorent-elles le commerce intra-régional dans le cadre de la ZLECAf ? » (2023) 70 Revue Interventions économiques, à la p 35 ; Gislain Stéphane, « La prolifération des communautés économiques régionales constitue-t-elle une barrière aux échanges pour les pays d'Afrique Centrale ? » (2017) 45 Région et Développement 59 ; Cheikh Tidiane, Dieye « L'Afrique et le chevauchement des accords régionaux » (2016) 55 Revue Interventions économiques.

teseopress.com

> prévaut dans la mesure de l'incompatibilité spécifique, sauf dispositions contraires du présent article.
> 2. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 du présent article, les États parties qui sont membres d'autres communautés économiques régionales, d'autres accords commerciaux régionaux et d'autres unions douanières, et qui ont atteint entre eux des niveaux d'intégration régionale plus élevés que ceux prévus par le présent Accord, maintiennent ces niveaux entre eux.

À la lecture de cette disposition, on est d'emblée heurté par la confusion et l'imprécision de certains concepts. Nous pouvons, pour illustration, retenir l'assimilation des notions de conflits et d'incompatibilités qui, en matière juridique, renvoient le plus souvent à des réalités totalement différentes. Plus encore, tel qu'énoncé, l'article en question opère une sorte de hiérarchisation en établissant au passage la prééminence de la ZLECAf sur d'autres textes adoptés par des CER. Même si on peut s'efforcer de comprendre les raisons de cet aménagement en scrutant l'horizon poursuivi par l'UA à travers cet accord, force est de reconnaître son impraticabilité manifeste. Celle-ci ressort, comme le souligne un auteur de l'analyse, de deux arguments articulés autour du concept de chevauchement juridico-institutionnel. Le premier découle de l'impossibilité pratique des accords régionaux d'intégration économique qui ont atteint des niveaux d'intégration plus élevés que celui prévu par l'Accord de 2018 de la ZLECAf de se soumettre à cette dernière, qui est, au demeurant, dans ses prémisses. Le second, quant à lui, viendrait du fait qu'un accord qui régit une zone plus intégrée ne saurait fondamentalement se soumettre, en cas d'incompatibilité ou de conflit de compétence, à un accord récent et embryonnaire, qui régit une zone

d'intégration purement hypothétique, même si ce dernier accord régit une zone plus large[16].

Enfin, l'une des dernières faiblesses, et de loin la plus importante qu'on peut relever de la ZLECAf au plan juridique, s'infère de la discontinuité institutionnelle et normative qui existe entre la ZLECAf et d'autres processus d'intégration à l'exemple de l'OHADA et des CER. Comme le soutien le Professeur Guimdo, ces organisations ont institué des ordres juridiques autonomes, des « ordres propres, intégrés au système juridique des États membres » qui sont issus d'une source autonome et indépendante desdits États[17]. Elles ont, par ailleurs, pour la plupart, mis en place des cours de justice chargées de connaître des contentieux en lien avec les normes élaborées dans leur périmètre géojuridique respectif. Il va donc sans dire, en se projetant, que la compétence de ces cours est susceptible de se heurter à celle des organes de la ZLECAf dans la mesure où ses protocoles additionnels ont également vocation à régir des domaines déjà couverts par les CER, comme en matière d'investissements.

---

16 Communication scientifique par Eric Zo'obo Endelemang « L'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la problématique du chevauchement juridico-institutionnel en Afrique » (2021) Colloque international de Yaoundé « La zone de libre – échange continentale africaine (ZLECAf) et la dynamique de l'intégration régionale en Afrique » à la p 13.

17 Communication scientifique par Bernard-Raymond Guimdo Dongmo, « L'avenir des rapports entre l'OHADA et les CERs à l'aune de la ZLECAf » (2022) Conférence internationale « L'OHADA et les communautés économiques régionales : champs d'intervention et méthodes d'intégration », ERSUMA, à la p 6.

teseopress.com

3.2. Les faiblesses et défaillances inhérentes aux mécanismes de résolution des différends retenus

Il s'agit principalement ici des réserves qu'on peut émettre à l'endroit du mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf. Ce mécanisme n'est en effet accessible qu'aux États, en tant que parties au différend ou en tant que tierces parties. Par conséquent, seuls les États peuvent y participer directement. Pourtant, ce modèle, largement inspiré de celui de l'OMC, a, par le passé, essuyé de nombreuses critiques[18], ce qui a d'ailleurs incité l'OMC à effectuer quelques réajustements visant à impliquer *a minima* les tierces personnes et non plus exclusivement les États. L'option de n'admettre que les États auprès de l'ORD peut davantage paraître curieuse dans la logique où on sait que les États africains membres de l'OMC n'ont que très rarement fait usage de son système de règlement de différend, qui repose pourtant sur des bases égalitaires entre les États, quel que soit leur poids économique ou influence géopolitique. Par ailleurs, même au niveau africain, le recours aux juridictions logées au sein des CER ne témoigne pas d'un véritable enthousiasme. Plusieurs d'entre elles ayant fini par élargir leur champ de compétences pour intégrer les questions relatives aux droits de l'Homme afin de continuer à exister. Sous un autre registre, des faiblesses sont également identifiables au travers de l'incitation des États à recourir aux méthodes amiables pour résoudre leurs différends. Dans la pratique, cet état de choses a souvent conduit à de vives tensions qui ont eu pour effet de polariser les États au point où la poursuite des revendications devant des organes aux

18 Voir à cet effet, Richard Ouellet, « Les limites du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce » (2016) Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval.

pouvoirs plus contraignants devenait quasi impossible, les mesures de représailles étant susceptibles de faire dégénérer les choses et de porter atteinte à la viabilité d'importants investissements sur le territoire des États en question.

4. Proposition de quelques réformes

La ZLECAf dispose de nombreux leviers pour instaurer une ère nouvelle dans les échanges économiques et commerciaux en Afrique. Seulement, il est capital qu'elle puisse dès à présent être plus ambitieuse en choisissant de se lier à un système qui a fait ses preuves, tel que l'OHADA (4.1), et, aussi, de remettre sur l'agenda continental le processus de rationalisation des rapports entre les communautés intégrées africaines (4.2).

4.1. Renforcer la coopération entre la ZLECAf et l'OHADA

Il est pour le moins surprenant de constater que l'OHADA n'est mentionnée nulle part dans les textes élaborés pour organiser la ZLECAf. Contrairement à d'autres auteurs[19], nous nous associons aux responsables du Secrétariat permanent de l'OHADA et à d'autres auteurs[20] pour défendre l'idée selon laquelle

19 À l'exemple de Jules Masuku Ayikaba, « Le mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf : un choix adéquat pour l'intégration économique en Afrique? » (2021) 4 Word Comparative Law 528. Ce dernier suggère que la ZLECAF ait pour juridiction une cour de justice régionale à l'image de la Cour africaine de justice et des droits de l'Homme et des peuples (CAJDHP).

20 Thomas Kendra, « Collaboration ZLEC-OHADA : une potentielle solution à la résolution des différends relatifs aux investissements panafricains? » (2020) 160 Revue Lamy Droit des affaires 46.

une étroite collaboration entre la ZLECAf et l'OHADA est la voie la plus crédible pour permettre à cette première institution d'avoir un système juridique, un mécanisme de règlement des différends à la hauteur des enjeux que la ZLECAf permet d'entrevoir. En effet, l'OHADA est aujourd'hui l'espace géojuridique le mieux intégré d'Afrique. Elle dispose d'institutions fortes et d'un cadre législatif unifié dans des domaines variés grâce à ses actes uniformes, qui a su rassurer aussi bien les acteurs publics et privés originaires du continent que les investisseurs étrangers. Spécifiquement en ce qui concerne le règlement des différends, l'OHADA a l'avantage d'avoir pu mettre en place une Cour de justice hybride dont la réputation n'est plus à faire[21], et qui connaît des affaires liées aux contentieux du droit OHADA, tout en offrant aux justiciables la possibilité de recourir à son centre d'arbitrage ou à l'acte uniforme sur l'arbitrage ou médiation pour organiser eux-mêmes leur procédure. En plus du fait que l'OHADA s'est également positionnée pour régir les questions de propriété intellectuelle, la dernière réforme de son système d'arbitrage a inclus le contentieux des investissements dans son champ de compétences. Dans l'optique où la ZLECAf intervient dans ses protocoles dans plusieurs secteurs assez connectés au droit des affaires, et où elle est loin de disposer des ressources et de l'ingénierie juridico-institutionnelle pour faire vivre un mécanisme de règlement des différends plus compétitif et adapté aux évolutions, il serait judicieux qu'elle accentue sa coopération avec l'OHADA en vue de combler ses manquements. Ceci pourrait se faire, comme l'exprimait le Secrétaire permanent de l'OHADA, en intégrant l'OHADA aux travaux concernant la ZLECAf et en

21 La Cour commune de justice et d'arbitrage.

dotant l'OHADA d'un poste de commissaire au sein du siège de la ZLECAf, notamment au Comité des hauts fonctionnaires, une telle coopération pouvant bien sûr déboucher sur une meilleure intégration juridique et économique du continent.

4.2. Adopter une stratégie de convergence normative continentale

Le droit est le carburant qui alimente le moteur de l'économie qui impulse l'intégration. Il convient donc de recourir à la formule dite de l' « intégration par le droit » conceptualisé par le professeur Issa Sayegh. Cette formule postule que le droit doit irradier toutes les strates de l'intégration si on veut obtenir une zone de libre-échange plus compétitive et contraignante. Le meilleur moyen d'arriver à un tel degré d'intégration est, au préalable, de rationaliser l'action des CER et d'autres mouvements intégrationnistes. Le protocole de coordination des activités des différentes institutions régionales et l'UA adopté en 2007 pour organiser et régir les relations entre l'UA et les CER est une belle illustration de ce qui peut être fait dans ce sens. Schématiquement, pour rendre cela possible à une grande échelle, nous partageons le point de vue du chercheur Dibi, qui suggère que des critères de convergence continentale pourraient être définis et mis en œuvre dans un premier temps au niveau régional, pour finalement aboutir à une convergence continentale. Vu que les niveaux d'intégration des CER sont différents, les critères et les échéances pourraient être adaptés selon le cas avec un horizon commun. Un accent particulier doit être mis sur la convergence institutionnelle, moteur du processus d'intégration régionale conformément à la théorie de l'intégration. Cette intégration institutionnelle devra

s'atteler à coordonner et harmoniser les normes, les procédures et les politiques nationales[22].

Conclusion

La ZLECAf est à ses débuts, pourtant, elle suscite déjà beaucoup d'espoir. L'engouement inédit des États parties qui a permis son entrée en vigueur en un temps record semblait être à la hauteur du temps qui s'est écoulé depuis l'émergence de l'idée d'instituer un tel espace. Aujourd'hui, si l'on veut que ses perspectives économiques s'articulent parfaitement avec les retombées attendues, il est important que l'on puisse dès à présent effectuer les réajustements qui s'imposent au plan juridique. Cela demeure possible puisque tous ses protocoles additionnels n'ont pas encore été adoptés et, surtout, les défaillances de son mécanisme de règlement des différends n'ont pas encore eu à causer de graves torts aux parties qui pourraient y recourir. Une innovation salutaire devrait être de connecter la ZLECAf à l'OHADA aussi bien au plan fonctionnel que juridique. L'OHADA, qui bénéficie depuis longtemps d'un transfert de souveraineté, pourrait mieux permettre au droit de la ZLECAf de contraindre durablement les structures internes et les opérateurs.

22 Delchande Dibi, « Union africaine : quel avenir pour les Communautés économiques régionales après la Zone de libre-échange continentale africaine? » (2019) 2:3 Vigie Afriques, à la p 27.

Bibliographie

Traités internationaux

Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), 21 mars 2018.

Monographies

Balassa, Béla, *The Theory of Economic Integration*, Westport, Green-wood Press, 1961.

Articles de revues

Dibi, Delchande, « Union africaine : quel avenir pour les Communautés économiques régionales après la Zone de libre-échange continentale africaine? » (2019) 2:3 Vigie Afriques.

Dieye, Cheikh Tidiane, « L'Afrique et le chevauchement des accords régionaux » (2016) 55 Revue Interventions économiques.

El Bekri, Hafsa, « Les Communautés économiques régionales améliorent-elles le commerce intrarégional dans le cadre de la ZLECAf ? » (2023) 70 Revue Interventions économiques.

Stéphane, Gislain, « La prolifération des communautés économiques régionales constitue-t-elle une barrière aux échanges pour les pays d'Afrique Centrale ? » (2017) 45 Région et Développement 59.

Gueldich, Hajer, *Accord portant création de la Zone de libre -échange continentale africaine*, thèse de doctorat en droit, Centre d'Études Juridiques Africaines, 2019.

Communication scientifique par Bernard-Raymond Guimdo Dongmo, « L'avenir des rapports entre l'OHADA et les CERs à l'aune de la ZLECAf » (2022) Conférence internationale « L'OHADA et

les communautés économiques régionales : champs d'intervention et méthodes d'intégration », ERSUMA.

Hadhri, Mohieddine, « Les expériences d'intégrations régionales africaines : approche transversale et comparative sud-sud » dans Centre universitaire francophone, Université de Szeged, dir, L'Afrique : un continent sur la voie de l'intégration, 2018.

Jaldi, Abdessalam, « La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) : regard juridique » (2021) Policy brief No 4.

Kendra, Thomas, « Collaboration ZLEC-OHADA : une potentielle solution à la résolution des différends relatifs aux investissements panafricains? » (2020) 160 Revue Lamy Droit des affaires 46.

Masuku Ayikaba, Jules, « Le mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf : un choix adéquat pour l'intégration économique en Afrique? » (2021) 4 Word Comparative Law 528.

Communication scientifique par Serges François Sobze « La Zone de libre-échange continentale africaine à l'épreuve de l'harmonisation des processus d'intégration régionale en Afrique subsaharienne » (2021) Colloque international de Yaoundé « La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la dynamique de l'intégration régionale en Afrique »,

Communication scientifique par Eric Zo'obo Endelemang « L'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la problématique du chevauchement juridico-institutionnel en Afrique » (2021) Colloque international de Yaoundé « La zone de libre – échange continentale africaine (ZLECAf) et la dynamique de l'intégration régionale en Afrique ».

Travaux académiques

Ouellet, Richard, « Les limites du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce » (2016) Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval.

Incorporating Corporate Social Responsibility in Free Trade Agreements and Its Impacts on the Multilateral Trade System

VU PHUONG MAI, VU NGUYEN HOAI ANH & NGUYEN CHAU GIANG

Abstract

Under challenging socio-economic global issues, it is an urgent need to incorporate rules governing corporate social responsibility (CSR) in Free Trade Agreements (FTAs) to promote the development of sustainable trade worldwide. The embedment of CSR in trade agreements could bring up broad discussion of: (1) whether it should establish a binding legal commitment for the Parties; (2) which legal instruments are incorporated; (3) how CSR clauses may influence multilateral trade systems by being included in FTAs. However, as the biggest intergovernmental organization to regulate and facilitate international trade, the World Trade Organization (WTO) has no clear mandate to promote any global CSR agenda. The preamble to the WTO Agreement only generally refers to the importance of promoting sustainable development and the preservation of the environment. In the Doha round, the WTO members only had negotiations on bringing multilateral environmental agreements (MEAs) into the trading system but did not yet introduced broader policies on ethical/human rights responsibility, philanthropic

responsibility, and economic responsibility. Therefore, with the growth of CSR regulations being included in many FTAs, the authors will assess the possibility that the WTO will incorporate CSRs into binding rules for its members in multilateral trade agreements with experiences learned from these FTAs. Then, the author will provide assessments of both the positive and negative effects of CSRs to see whether these rules will promote or cause constraints that hinder the multilateral trading system in the world.
Keywords: Corporate Social Responsibility, Free Trade Agreement, World Trade Organization.

Résumé

Face aux défis socio-économiques mondiaux, il est urgent d'incorporer des règles régissant la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les accords de libre-échange (ALE) afin de promouvoir le développement d'un commerce durable à l'échelle mondiale. L'intégration de la RSE dans les accords commerciaux pourrait susciter un large débat sur : (1) la question de savoir si elle devrait établir un engagement juridique contraignant pour les parties ; (2) quels instruments juridiques sont incorporés ; (3) comment les clauses de RSE peuvent influencer les systèmes commerciaux multilatéraux en étant incluses dans les ALE. Cependant, en tant que plus grande organisation intergouvernementale chargée de réglementer et de faciliter le commerce international, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a pas de mandat clair pour promouvoir un programme mondial de RSE. Le préambule de l'accord de l'OMC ne fait référence que de manière générale à l'importance de promouvoir le développement durable

et la préservation de l'environnement. Lors du cycle de Doha, les membres de l'OMC n'ont mené que des négociations sur l'intégration des accords environnementaux multilatéraux (AEM) dans le système commercial, mais n'ont pas encore introduit de politiques plus larges en matière de responsabilité éthique et en matière de droits de l'homme, de responsabilité philanthropique et de responsabilité économique. Par conséquent, avec la croissance des réglementations RSE incluses dans de nombreux ALE, les auteurs évalueront la possibilité que l'OMC intègre les RSE dans des règles contraignantes pour ses membres dans les accords commerciaux multilatéraux en s'appuyant sur les expériences tirées de ces ALE. Ensuite, l'auteur évaluera les effets positifs et négatifs des RSE pour voir si ces règles favorisent ou entraîneront des contraintes qui entravent le système commercial multilatéral dans le monde.
Mots–clés : responsabilité sociale des entreprises, accord de libre-échange, Organisation mondiale du commerce.

Since global trade continues to expand and the world now faces complex challenges such as climate change, poverty, and inequality, Corporate Social Responsibility (CSR) has been playing an increasingly important role in promoting sustainable development.

The term CSR was first used by H.R.Bowen in the book *Social Responsibility of the Businessmen* in 1953 to call on businessmen not to harm the rights and interests of others and shareholders and they should conduct charitable activities to compensate for the damage businesses cause to society.[1] Driven by society's ever-

1 Phùng Thị Yến, "Các quy định về trách nhiệm xã hội của doanh nghiệp trong các hiệp định thương mại tự do thế hệ mới của Việt Nam và những vấn đề đặt ra" (2019) 3 Khoa học pháp lý Việt Nam.

changing expectations at a given point in time, CSR is considered a moving target, constantly adapting to the economic, legal, ethical, and discretionary or philanthropic expectations of society.[2]

While pinpointing a universally accepted definition of CSR remains elusive, it generally demands companies to operate beyond the bare minimum of legal compliance. As referred to by the United Nations Global Compact, CSR goes beyond minimum legal requirements regulating the behaviors of private entities in trade or investment activity. This expanded scope recognizes the legitimate interests of a diverse set of stakeholders, including civil society groups, consumers, employees, governmental entities, international organizations, media outlets, suppliers, trade unions, trustees, and future generations.[3]

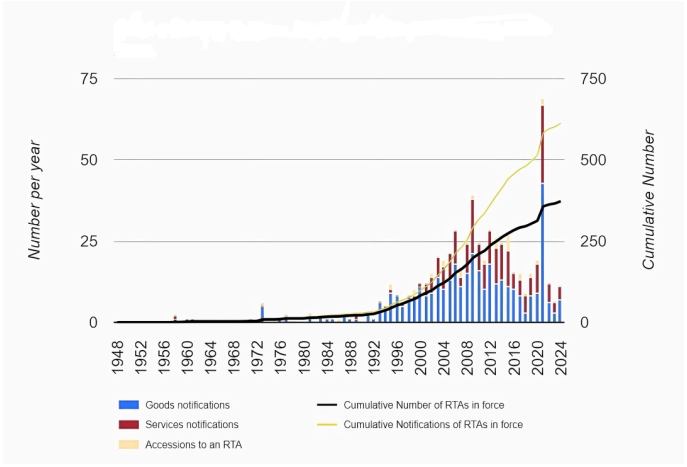
In today's world, CSR will no longer be an optional add-on for businesses. It is becoming an essential component of long-term success and societal responsibility in many Free Trade Agreements (FTAs) which are international agreements between two or more countries to reduce barriers to trade among them. FTAs often includes clauses on trade facilitation and rule-making in areas such as trading goods and services, investment, intellectual property, government procurement, technical standards and sanitary and phytosanitary issues. Under an FTA, goods and services can be bought and sold across international borders with little or no government tariffs, quotas, subsidies, or prohibitions

2 Asan Vernyuy Wirba, "Corporate Social Responsibility (CSR): The Role of Government in promoting CSR" (2023) Journal of Knowledge Economy.

3 William Gamson, "The UN Global Compact: A Primer on the Principles" in *The Strategy of Social Protest. Homewood, IL: Dorsey* (Austin: Greenleaf Publishing, 2004).

to inhibit their exchange.[4] The number of these agreements has increased dramatically *(see Figure 1)* and there are 364 RTAs in force under Database of World Trade Organization until March 1, 2024.[5]

Figure 1: RTAs in force from 1948 – 2024



Source: WTO RTA Database.

Traditionally, CSR is typically divided into four key areas: environmental responsibility, philanthropic responsibility, ethical responsibility, and economic responsibility ;[6] however, based on Tripple Bottem Line (TBL) Approach[7]—a framework for

4 International Trade Administration, "Free Trade Agreement Overview" (2023).
5 WTO, "Regional Trade Agreement Database".
6 Tim Stobierski, "What Is Corporate Social Responsibility?" (2021) Havard Business School Online.
7 Jeff Civens & Mary Mendoza, "Corporate Sustainability and Social Responsibility: A Legal Perspective" (2008) 71 TEX. B. J. 368, 369.

assessing and reporting corporate performance across economic, social, and environmental dimensions—the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) identifies some key elements of CSRs, such as environmental management, eco-efficiency, responsible sourcing, stakeholder engagement, labour standards and working conditions, employee and community relations, social equity, gender balance, human rights, good governance, and anti-corruption measures.[8] These elements are gradually reflected in FTAs and environment and labour issues have been first mentioned in The North American Free Trade Agreement (NAFTA) signed in 1992 between Canada, Mexico and the United States.[9] Since then, a number of countries and organizations have included environmental commitments and labour-related issues in trade agreements,[10] such as the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), or the EU-Vietnam Free Trade Agreement, to name but a few.[11] But not restricted to labour standards and environmental protection, CSR has a very broad interpretation. As its definition has not yet been determined officially for global application, CSR provisions in FTAs generallly refer to clauses that encourage or obligate companies to adhere to a variety of socially responsible practices *(see Figure 2)*. This integration under CSR will

8 UNIDO, "What is CSR" (2024).

9 Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), *Environment and Regional Trade Agreements* (Paris: OECD, 2007).

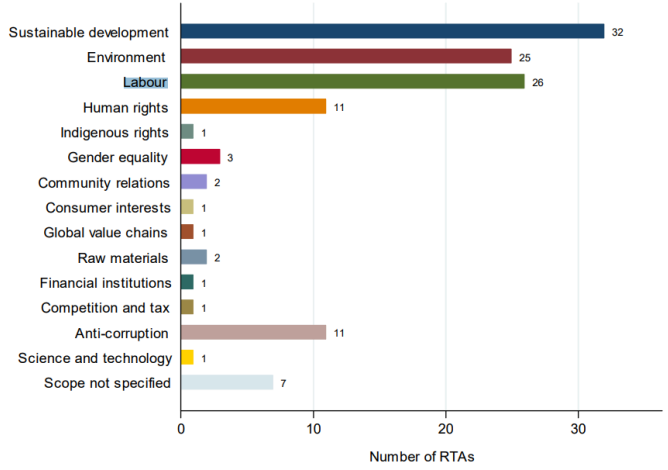
10 Simone Gigli, "Environment and Regional Trade Agreements: Developments in 2008" (2009) OECD Trade and Environment, Working Paper No 01.

11 Rafael Peels et al, "Corporate Social Responsibility (CSR) in International Trade and Investment Agreements: implications for states, businesses and workers" (2015) GLU conference 2015, at 16.

teseopress.com

align businesses with the TBL approach—while reflecting ethical responsibilities by ensuring that businesses are accountable not only to shareholders and profits but also to employees, communities, and future generations.

Figure 2: RTAs cover different dimensions of CSR (recorded to 2021)[12]



This increasing incorporation of CSRs regulations in many bilateral and regional trade agreements has set many entities under strict regulations, thus raising many concerns, particularly on its legal commitment and legal instruments being applied. If CSR provisions are not well incorporated, FTAs can lack transparency and accountability mechanisms for enforcing CSR

12 José-Antonio Monteiro, "Social corporate responsibility provisions in regional trade agreements" (2021) WTO Economic Reasearch and Statistics Division, Staff Working Paper ERSD-2021-11 at 15.

teseopress.com

standards. Therefore, a thorough research of this issue can help identify effective mechanisms for monitoring and enforcing CSR provisions.[13]

Moreover, in an interconnected today's world, its potential negative impacts on social and environmental well-being are worth considering as integrating CSR into FTAs can have two-sided impacts on trade flows, investment patterns, and consumer behaviour. In a broader view, without strong CSR provisions, FTAs can disadvantage companies operating in countries with higher social and environmental standards. Therefore, researching the incorporation of CSR in FTAs and its impacts on trade is important to upgrade its efficiency and address these concerns while still leveling the fair playing field and promoting sustainable economic growth.

Therefore, the article will provide an overview of the basic content of CSRs, the problems when incorporating CSR into FTAs, and the positive impact of CSRs on the multilateral trade system. In addition, the article will expand the research by evaluating the possibility that the WTO will incorporate CSRs as clearly separate and binding rules for its members in multilateral trade agreements. At the same time, the authors will rely on the current status of implementation of CSR provisions in FTAs to draw suggestions for the WTO.

13 United Nations Environment Programme (UNEP), "Corporate Social Responsibility and Regional Trade and Investment Agreements" (2011).

1. Current Status of CSR Regulation in Free Trade Agreements

The current status of CSR regulations within FTAs reflects a growing trend of integrating responsible business practices into international trade frameworks. Many modern FTAs now include provisions that promote CSRs, encouraging businesses to comply with significant standards related to labor rights, environmental protection, and ethical governance.[14] These regulations signal an evolution towards sustainability yet bring about specific challenges.

1.1. Evolution of CSR Clauses in Free Trade Agreements

The inclusion of CSR clauses in trade agreements is in an embryonic state. This suggests that while the vast majority of agreements do not refer to CSR, the number of trade agreements including CSR language in their provisions is increasing.[15]

The reference to CSR in trade agreements extends back to 2003 with the appearance of the Joint Declaration concerning Guidelines to Investors, developed parallel to the EU-Chile Association Agreement (2003), the US-Chile Trade Agreement (2004), the EU-Cariforum Economic Partnership Agreement (2008), and the Canada-Peru Trade Agreement (2009). However, the increased emphasis on CSR clauses in international trade and investment agreements started in 2010 under the call of the European Parliament for the systematic integration of CSR clauses in all future

14 *Monteiro*, *supra* note 15.

15 Rafael Peels & Elizabeth Echeverria Manrique, "CSR in International Trade and Investment Agreements" (2016) 5:6 ECDPM.

international trade agreements in the Resolution of 25 November 2010 on Corporate Social Responsibility in International Trade Agreements 2009/2201(INI). By December 2020, over 65 trade agreements include at least one provision mentioning explicitly CSR, not to mention trade agreements that include references to CSR such as the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) and the EU-Vietnam Free Trade Agreement (EVFTA).[16]

In terms of ways of incorporation, some trade agreements refer increasingly to CSR in the preamble, which is the case for EFTA and Canada. For instance, the Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) preamble states the parties "Encourage enterprises operating within their territory or subject to their jurisdiction to respect internationally recognized standards and principles of corporate social responsibility, notably the OECD Guidelines and to pursue best practices of responsible business conduct." Several other references to CSR are made throughout the text of trade agreements. These include Article 810 of the Canada-Peru Free Trade Agreement (CPFTA),[17] Article 16 of the Canada-Chile Free Trade Agreement (CCFTA),[18] Article 18 of the ASEAN Comprehensive Economic Partnership Agreement (CEPA),[19] etc.

A limited number of trade agreements even refer to existing CSR instruments such as the OECD Guide-

16 Monteiro, *supra* note 15.

17 "Each Party should encourage enterprises operating within its territory or subject to its jurisdiction to voluntarily incorporate internationally recognized standards of corporate social responsibility in their internal policies, […] address issues such as labor, the environment, human rights, community relations and anti-corruption".

18 "encouraging adherence to internationally recognized standards on corporate social responsibility."

19 "corporate social responsibility, including the observance of internationally recognized core labor standards."

teseopress.com

lines, or the UN Global Compact, which is the case for the EU and EFTA. The EFTA-Montenegro agreement (2012) exemplifies this in the preamble:

> importance of good corporate governance and corporate social responsibility for sustainable development, and affirms their aim to encourage enterprises to observe internationally recognized guidelines and principles in this respect, such as the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the OECD Principles of Corporate Governance and the UN Global Compact.

When taking a closer look at these CSR clauses, the signing parties typically use "double soft" references, understood as soft language[20] in terms of states' commitment with regard to supporting purely voluntary CSR engagement of the private sector.[21] This is understandable considering that since multinational corporations and enterprises are yet to be recognized as full subjects of international law and holders of human rights obligations, the CSR-related obligations under FTAs are attributed to the States.[22]

The States' CSR commitments in trade agreements typically include (i) cooperation activities on CSR, (ii) encouraging enterprises to voluntarily incorporate CSR

---

20 Soft language in CSR provisions refers to encouraging (e.g., "promote," "encourage") rather than mandating (e.g., "shall enforce," "must comply") responsible business practices. For instance, Article 810 of the Canada-Peru Free Trade Agreement (CPFTA) states: "Each Party *should encourage* enterprises operating within its territory or subject to its jurisdiction to voluntarily incorporate internationally recognized standards of corporate social responsibility in their internal policies, […] address issues such as labor, the environment, human rights, community relations and anti-corruption".

21 Rafael Peels et al, *supra* note 14.

22 Francesca Romanin Jacur, "Corporate Social Responsibility in Recent Bilateral and Regional Free Trade Agreements: An Early Assessment" (2018) 23:4 European Foreign Affairs Review, at 464.

teseopress.com

mechanisms or (iii) facilitating and promoting trade in goods that are subject to CSR schemes. The labor chapter of the US-Peru FTA (2009) mentions the first commitment, as follows: "[…] regional cooperation activities on labor issues, may include, but need not be limited to … dissemination of information and promotion of best labor practices, including corporate social responsibility, that enhance competitiveness and worker welfare" (Annex 17.6, Article 2(o)). The second commitment to encourage voluntary incorporation and observation of CSR mechanisms among enterprises is referred to in the preamble of the EFTA-Montenegro agreement.[23] Finally, an illustration of the third commitment can be found in the EU-South Korea FTA (2011), as follows: "The Parties shall strive to facilitate and promote trade in goods that contribute to sustainable development, including goods that are the subject of schemes such as fair and ethical trade and those involving corporate social responsibility and accountability" (Article 13.6(2)).

Vietnam has become a signatory to several FTAs with robust CSR clauses. Two notable examples are the CPTPP and the EVFTA. Articles 19.7[24] and 20.10[25] of the CPTPP encourages businesses to voluntarily adopt CSR initiatives related to labor and environment,

23 "[…] aim to encourage enterprises to observe internationally recognized guidelines and principles in this respect, such as the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the OECD Principles of Corporate Governance and the UN Global Compact".

24 "Each Party shall endeavor to encourage enterprises to voluntarily adopt *corporate social responsibility* initiatives on labor issues that have been endorsed or are supported by that Party".

25 "Each Party should encourage enterprises operating within its territory or jurisdiction, to adopt voluntarily, into their policies and practices, principles of *corporate social responsibility* that are related to the environment, consistent with internationally recognised standards and guidelines that have been endorsed or are supported by that Party."

teseopress.com

aligning with internationally recognized standards. Similarly, Articles 13.10[26] and 13.14[27] of the EVFTA promotes CSR through information sharing, education, and technical advice, referencing international instruments like the OECD Guidelines and the UN Global Compact. These clauses underscore Vietnam's commitment to responsible trade practices, fostering ethical labor conditions and environmental sustainability within its borders.

In conclusion, while still in an early stage, CSR integration in FTAs is gaining traction. However, it is open to question how these principles and instruments should be incorporated and reflected in trade and investment agreements and whether such inclusion is an effective means of promoting CSR.

1.2. Challenges of Incorporating CSR Clauses in Free Trade Agreements

Although it is accepted that CSR clauses move beyond the traditional focus on shareholder value to embrace a multi-stakeholder perspective, the definition of CSR has not yet been given officially for global application. The reflection of CSR in several FTAs also mostly depends on focused dialogues between trade partners

---

26 "in accordance with their domestic laws or policies agree to promote *corporate social responsibility*, provided that measures related thereto are not applied in a manner which would constitute a means of arbitrary or unjustifiable discrimination between the Parties or a disguised restriction on trade; measures for the promotion of *corporate social responsibility* include, among others, exchange of information and best practices, education and training activities and technical advice […]" (art13.10(2)(e)).

27 "The Parties, recognising the importance of working together on trade related aspects of sustainable development in order to achieve the objectives of this Chapter, may work together in, inter alia, the following areas: […] (i) promoting *corporate social responsibility* and accountability, including with regard to the internationally agreed instruments that have been endorsed or are supported by each Party" (art 13.14(1)(i)).

as each country, based on its current social situations, has its own priority in implementing sustainable objectives.[28] Therefore, it is worth considering the challenges in the embedment of trade agreements.

First, it is necessary to and whether CSR should become a binding legal commitment for the Parties. The scope of CSR remains unclear in various FTAs. While some specify "within their territory and under their jurisdiction" and provisions limit the scope of the commitment on the territory of the State, others omit such details. This vagueness may leave a margin for the extraterritorial application of CSR for States to potentially influence multinational corporations operating via overseas subsidiaries.[29]

Moreover, Article 9.17 of Canada-Panama FTA about CSR, which still limits the scope of CSR as a voluntary effort of signatories in a trade agreement, particularly states that:

> Each Party should encourage enterprises operating within its territory or subject to its jurisdiction to voluntarily incorporate internationally recognized standards of corporate social responsibility in their internal policies, such as those statements of principle that have been endorsed or are supported by the Parties.

This expression still exists in many agreements such as the Canada–Colombia FTA, Article 816, or Canada

28 EC, *Report from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on Implementation of Free Trade Agreements January 1 2018 – 31 December 2018*, [2019] COM/2019/455 final.

29 N. Boschiero, "Corporate Responsibility in Transnational Human Rights Cases. The U.S. Supreme Court Decision in Kiobel v. Royal Dutch Petroleum" (2013) 2 Rivista di diritto internazionale private processuale 249, at 253.

teseopress.com

–Benin Agreement for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments, Article 16.

Instead, to ensure broad compliance, CSR can be framed with "shall" as a more compulsory obligation. As an illustration, the Canada–Côte d'Ivoire Agreement (2015) states that the Parties "shall encourage" their companies to adopt CSR instruments in Article 15 (2).[30]

> Each Party shall encourage enterprises operating within its territory or subject to its jurisdiction to voluntarily incorporate internationally recognized standards of corporate social responsibility in their practices and internal policies, such as statements of principle that have been endorsed or are supported by the Parties.

In addition, in the EU-CARIFORUM Agreement, Article 72 mentions that the EC Party and the Signatory CARIFORUM States shall cooperate and take, within their own respective territories, such measures as may be necessary, inter alia, through domestic legislation, to ensure that "(b) Investors act in accordance with core labor standards as required by the International Labour Organization (ILO) Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work, 1998, to which the EC Party and the Signatory CARIFORUM States are parties."[31]

Unlike provisions with potential extraterritorial reach, this clause demonstrates a firm commitment within national borders. States Parties agree to actively ("shall cooperate and take") apply stronger measures ("necessary") to enforce CSR rules within their territories.

---

30 *Agreement between Canada and the Republic of Côte d'Ivoire for the Promotion and Protection of Investments*, Canada and Côte d'Ivoire, 30 November 2014.

31 *EU-CARIFORUM Economic Partnership Agreement*, CARIFORUM and European Union, 31 October 2008.

teseopress.com

Therefore, it is needed to upgrade CSR instruments so as to meet the requirements of language used so that CSR clauses could become a compulsory responsibility (for instance, using "shall" instead of "should" or "encourage").

Second, the scope of CSR provisions is not universally determined and brings up board discussion since in some agreements the provision refers specifically to the promotion of CSR related to the environment, labour or sustainable development. But some other provisions contain a general reference to "internationally recognized standards" or refer explicitly to the promotion of internationally recognised standards, guidelines and principles of CSR endorsed or supported by one or both parties. In the long term, without proper incorporation, this inconsistency will create uncertainty and confusion when it comes to implementation and compliance, thus making companies and governments struggle to interpret their obligations.

For example, Article 9.17 of Canada-Panama FTA identifies CSR principles vaguely as it will "address issues such as labor, the environment, human rights, community relations and anti-corruption". Yet, in the EFTA-Montenegro FTA, preamble, paragraph 11, CSR is defined in a clearer way as followed:

> ACKNOWLEDGING the importance of good corporate governance and corporate social responsibility for sustainable development, and affirming their aim to encourage enterprises to observe internationally recognised guidelines and principles in this respect, such as the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the OECD Principles of Corporate Governance and the UN Global Compact.

Therefore, a general reference to "internationally recognized standards" should be transformed into a precise reference. FTAs should avoid vague references and instead provide a clearly outlined framework specifying the exact scope and fields covered. Additionally, these agreements should refer precisely to established guiding documents, such as the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the OECD Principles of Corporate Governance, the UN Global Compact, the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, the ISO 26000 guidelines or the ILO Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy.[32] In this way, this approach would ensure that CSR commitments in FTAs are more actionable and enforceable.

Third, governmental support is a key factor in ensuring the application of CSR in FTAs in force. The largest initiative was recorded in 2000 as the UN Global Compact launched the effort to advance CSR in global business to integrate labor rights, environmental sustainability, and other CSR principles into the practices of multinational corporations. However, the UN Global Compact's voluntary norms faced a critical lack of government support.[33] This stemmed from a perceived conflict of interest because a multilateral framework and mechanism is not always effective in balancing the interests of many signatories, especially when there might be development gaps between different levels of economies. In addition, regarding governments prioritizing corporate well-being, stricter implementation of

32 *Jacur*, *supra* note 26.

33 Ashley Wganer, "The Failure Of Corporate Social Responsibility Provisions Within International Trade Agreements And Export Credit Agencies As A Solution" (2017) 35:195 BU ILJ.

CSR regulations might be a barrier that creates hesitation and deters business trade and investment.

Moreover, it is essential to ensure that incorporating CSR standards addresses foundational concerns relating to consistency, participation, and transparency within arbitral practice. For example, by improving a systematic and transparent framework, CSR disclosures can improve firm access to external finance needed to invest in profitable projects in markets where severe information asymmetry and agency conflicts.[34] Therefore, the role of the government in implementing the regulations and putting them into force is important to guarantee the effectiveness of CSR.

2. Incorporating Corporate Social Responsibility into the World Trade Organization Agreements

As the largest intergovernmental economic organization, the World Trade Organization (WTO) plays a pivotal role in shaping global trade policies. Given its significant influence and diverse membership, exploring the intentions and challenges of incorporating CSR provisions into WTO trade agreements is crucial. This part will provide some thoughts on how the inclusion of CSR provisions in WTO agreements can affect international trade practices in general and the operations of this organization in particular.

---

34 Farah Zamir, Greg Shailer & Abubakr Saeed, "Do corporate social responsibility disclosures influence investment efficiency in the emerging markets of Asia?" (2022) 18:1 International Journal of Managerial Finance 28.

2.1. Current Status of the CSR Discussions within the WTO

WTO was established with the overall objective of dealing with the global rules of trade. This statement also means that the WTO's main function is "to ensure that trade flows as smoothly as possible, predictably and freely as possible"[35] and thus, CSR is not a direct function of this organization. However, global trade has a strong impact on society as a whole and thus, there is therefore a rising concern of the WTO towards CSR-related matters, which is primarily reflected indirectly in some of its multilateral agreements.

WTO has never referred to CSR matters in both direct and indirect ways. In practice, WTO only has paid attention to several matters such as labor, environment, society… (which are, to some extent, related to the scope of CSR) in a small number of multilateral agreements negotiated within its framework, for example, Article XX – General Exception of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT 1994). This article sets out a number of specific situations in which member states are exempt from GATT trading regulations. Some of these situations are in some way connected to CSR, such as protecting public morals; protecting the life and health of humans, animals, and plants; environmental issues, especially "the conservation of exhaustible natural resources"; and other matters relating to the products of prison labor. Allowing member states to invoke one of the aforementioned exceptions to exclude GATT provisions demonstrates the intention of WTO to encourage and promote member states acting in accordance with the common interests of the community. Indeed, the goal of sustainable

35 World Trade Organization, "The WTO in brief" (2007).

development, effective resources use, environmental protection and preservation along with global trade development has long been a fundamental of WTO.[36] Therefore, the inclusion of an exception provision for members who adopt and enforce particular measures to safeguard natural resources at risk of depletion, once again shows the WTO's recognition of the strong linkage between global trade and environmental policies. However, the above provisions are only recommended in the sense that they empower member states to establish measures related to certain corporate social responsibilities, even if these measures may violate one or more of GATT's principles. At the same time, according to the Preamble of GATT, it is stated that the key objective of this multilateral agreement is to promote global trade by reducing or eliminating tariffs and other trading barriers. In general, CSR has never been referred to in WTO's multilateral trade agreements. The above-mentioned matters expressed through the General Exception clause only reflect the responsibility and concern of the WTO for the environmental and social protection. And WTO members are inclined to sign separate agreements on social responsibility (mainly about environmental issues) and global trade, such as the Agreement on Sanitary and Phytosanitary Measures (SPS), rather than merging CSR in any existing multilateral trade agreements.

During the Doha Round, which has taken place since 2001, the relationship between environmental and global trade was negotiated by WTO members as a crucial and specific part of the agenda. The negotiations focused solely on 3 main topics: (1) harmonization of

36 World Trade Organization, "An introduction to trade and environment in the WTO".

the relationship between WTO's trading regulations and multilateral environmental agreements (MEAs), especially MEAs containing provisions which can create trading barriers; (2) coordination of activities between MEAs Secretariat and WTO Committee; (3) elimination of tariff and non-tariff barriers for environmental goods and services.[37] Nevertheless, discussions only revolved around determining the ability to adhere to WTO's trading regulations of members that are the signing parties of MEAs, which include some provisions contradicting or violating WTO's agreements. Additionally, the Doha Round failed in its final negotiating session in November of 2011 and therefore, there is no new agreement adopted between WTO members.

Overall, it can be argued that WTO has paid certain attention to CSR-related issues, especially environmental protection issues. However, no multilateral agreements that incorporate CSR-related provisions have been approved and enforced within this global trading organization so far.

2.2. Impacts of Corporate Social Responsibility Regulations in Free Trade Agreements on International Trade

The inclusion of Corporate Social Responsibility (CSR) provisions in Free Trade Agreements (FTAs) has become increasingly common in recent years. While these provisions aim to promote responsible business practices and address social and environmental concerns, they can also have significant implications for international trade. This section will explore both the negative and positive impacts of CSR regulations in FTAs.

---

37 World Trade Organization, "Negotiations on trade and the environment".

2.2.1. Negative Impacts of Corporate Social Responsibility Regulations in Free Trade Agreements on International Trade

The Court of Justice of the EU (CJEU) has ruled in past cases (e.g., EU-Singapore FTA) that certain provisions in FTAs, such as those on non-direct foreign investments and investor-state dispute settlement mechanisms, can transform the agreements into mixed agreements under EU law. The inclusion of CSR clauses could potentially have a similar effect, altering the trade nature of FTAs and requiring their ratification under both EU and national procedures. As countries continue to explore various approaches to integrate responsible business practices into international trade, the legal and practical issues surrounding mixed agreements and the nature of FTAs will likely continue to be open to interpretation.

The proliferation of mixed FTAs with diverse CSR provisions could further fragment the global trading system, creating a complex web of overlapping and potentially conflicting regulations. The EU often incorporates references to international instruments like the OECD Guidelines for Multinational Enterprises and the UN Global Compact, which address a wider range of CSR issues beyond environment and labor. These instruments address a wider range of CSR issues beyond just environment and labor, such as human rights, corporate governance, and consumer protection. Additionally, EU FTAs also commonly refer to the ILO's Conventions, which establish a comprehensive set of international labor standards. On the other hand, FTAs signed by Asian countries have diverse focuses, such as the Japan-Viet Nam Economic Partnership Agreement (VJEPA) focusing on good governance as stated in preamble: "Emphasizing the importance of good governance to ensure a predictable and transparent legal and regulatory framework for trade and investment […]"

and others such as CPTPP addressing more issues such as labor (Article 19.2(1)), environmental stewardship (Article 20.5), corporate governance (Article 26.3). This lack of harmonization can fragment the global trading system, creating a complex and challenging environment for businesses operating in multiple markets, requiring them to navigate a diverse and often overlapping set of regulations. Each market requires enterprises to adapt their business practices differently, making it a complex and time-consuming process to understand all the specific requirements. The fragmentation caused by diverging CSR standards can further erode trust and cooperation between trading partners. When businesses and countries lack clarity and certainty about regulations in different markets, it can lead to disputes, protectionist measures, and diminished collaboration. This can weaken the overall predictability and stability of the multilateral trade system, hindering its effectiveness in promoting sustainable and inclusive trade practices.

In addition to the inconsistencies in focus and emphasis, FTAs often lack strong enforcement mechanisms for CSR provisions. While some FTAs, like the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), have strong dispute settlement mechanisms, other FTAs among multiple signing parties may rely more heavily on dialogue and cooperation. On the other hand, bilateral FTAs utilize a wide range of enforcement methods from consultations and dispute settlement to voluntary initiatives. To exemplify, the EU and Chile established a multi-stakeholder forum where government officials, businesses, and civil society organizations can discuss and collaborate on implementing CSR principles under the EU-Chile Comprehensive Trade Agreement. The aforementioned

inconsistencies in enforcement mechanisms across agreements might worsen the uneven playing fields for businesses operating in different markets, especially businesses from the developing world.

Finally, the fragmentation and complexity of CSR provisions in FTAs could also increase compliance costs for businesses and make it harder for developing countries to participate in the global market. Significant costs could incur to enterprises in the process of acquiring certifications, and establishing internal monitoring systems to meet CSR standards, not to mention the increased paperwork, reporting requirements, and internal audits to demonstrate compliance. Most enterprises entering demanding markets such as the EU and US must hire consultants or experts to navigate the legal complexities. These costs can be particularly burdensome for SMEs, who may have limited resources to invest in CSR compliance, potentially discouraging them from engaging in international trade altogether.

2.2.2. Positive Impacts of Corporate Social Responsibility Regulations in Free Trade Agreements on International Trade

While there are ongoing debates about the effectiveness and implementation of CSR regulations in FTAs, several potential positive impacts on the multilateral trade system can be identified.

First, including clear and enforceable CSR provisions in FTAs can help prevent "social dumping" where countries attract businesses by offering lax labor, environmental, or human rights standards. This creates an unfair advantage for companies operating in those countries and disadvantages those adhering to stricter standards. Strong CSR regulations in FTAs can help level the playing field, ensuring competition is based on

quality, innovation, and efficiency rather than exploiting social or environmental weaknesses. For instance, the US-Mexico-Canada Agreement (USMCA) includes provisions on labor rights (Article 23.3), environmental protection (Article 24.3), and corporate governance, aiming to address concerns about unfair competition due to Mexico's lower standards in these areas.

Second, by incorporating environmental and social sustainability principles into FTAs, governments can encourage businesses to adopt responsible practices throughout their supply chains. For example, FTAs can require businesses to disclose information about their supply chain practices, including environmental and social performance. This transparency can increase accountability and encourage businesses to adopt more responsible practices. This can lead to reduced environmental impact, improved labor conditions, and better community engagement, ultimately contributing to a more sustainable global trade system. One case in point is the EU-Vietnam FTA, which includes commitments to sustainable forest management, biodiversity protection, and labor rights, aiming to promote responsible trade practices and address environmental and social concerns.

Third, FTAs with robust CSR provisions can serve as building blocks for broader multilateral cooperation on developing and harmonizing global CSR standards. By sharing best practices and establishing common ground, countries can collectively address global challenges like climate change, labor exploitation, and human rights abuses. To exemplify, the Trans-Pacific Partnership (TPP) negotiations aimed to establish comprehensive and ambitious CSR standards, although the agreement itself is currently not in effect. However, the discussions and frameworks developed during the TPP

negotiations can still inform future multilateral efforts on trade and sustainability.

2.3. Impacts of Merging of CSR-Related Provisions into Multilateral Trade Agreements on the Operations of the World Trade Organization

WTO has not made any clear movement to include CSR-related regulations in multilateral trade agreements in the near future. The inclusion of CSR into binding provisions of the WTO multilateral trade agreements still faces many practical and theoretical difficulties, because of its significant impact on the operations of the WTO.

2.3.1. Impacts on the Implementation of Fundamental Principles of the WTO

The decision to include CSR-related provisions into an agreement comes from the intentions of engaging parties in that agreement. A study suggests that the number of CSR-related provisions correlates with the socio-economic similarities between the parties.[38] Accordingly, RTAs and FTAs signed by parties with minimal differences in economic size (expressed in GDP) and development (expressed in GDP per capita) tend to incorporate more CSR-related provisions. Conversely, RTAs and FTAs between parties with significant socio-economic differences are less likely to include such provisions. Moreover, the study also demonstrates that RTAs and FTAs negotiated by developed countries with higher living standards often contain more comprehensive CSR-related provisions. Thus, it can be concluded that parties with similar high levels of development

38 *Monteiro*, *supra* note 15 at 10.

find it easier to reach a consensus on including CSR provisions into their agreements. Meanwhile, WTO, comprising 166 members with varying levels of socio-economic development, faces greater complexity and time constraints in deciding whether to incorporate CSR into its agreements. Additionally, corporate social responsibility is an issue raised for private bodies such as corporations, businesses and so on. Meanwhile, the WTO solely governs the behaviors of the governments of its members, therefore, it is argued that the WTO has no direct authority over private bodies within states.[39] Although activities of corporations are heavily influenced by government policies and practices, WTO is more concerned with relationships between states rather than within states.[40] As a result, imposing social and environmental standards on corporations is likely not the priority of WTO agreements.

Trade without discrimination and freer trade are fundamental principles of the WTO agreements.[41] The non-discrimination principle consists of two parts: "Most-favored-nation" (MFN) and "National treatment", which means treating trading partners equally and not discriminating between citizens and non-citizens, respectively. "Freer trade" principle is a vital instrument to encourage global trade by reducing tariff and non-tariff trade barriers. These two basic principles are reflected in the most important trading agreements approved by WTO members, including GATT and GATS. Meanwhile, many kinds of restriction and

39 Susan Ariel Aaronson, "A Match Made in the Corporate and Public Interest: Marrying Voluntary CSR Initiatives and the WTO" (2007) 41:3 Journal of World Trade 629.

40 Laura Ani, "Interrogating the multilateral trading system and paradigms of corporate social responsibility: Implications for Nigeria" (2020) 11:1 Journal of Sustainable Development Law and Policy.

41 World Trade Organization, "Principles of the trading system".

prohibition policies adopted by governments for the benefit of community health, public morals and environmental protection may violate one of the aforementioned WTO fundamentals. For example, governments may initiate a restriction on a specific product exported from a particular country and the policy may be justified as a means to protect the community health of the importing country. This kind of government activity may lead to discrimination between different trading partners, which is opposite to the MNF principle. In certain circumstances, CSR policies may result in a reduction of trade freedom as some barriers may be created in the sense of community interest guarantee.

2.3.2. mpacts of Binding and Non-Binding Approaches on Performing a Non-Discriminatory International Trade Environment along with Sustainable Development

There are plenty of ways to include CSR into multilateral or regional agreements, which may be classified into two styles: binding and non-binding. These methods, indeed, have both advantages and disadvantages.

2.3.2.1. Non-Binding CSR-Related Regulations

Voluntary CSR is a common way used in several multilateral agreements to promote states and corporations to adhere to social, environmental, and labor standards. Language used to reflect CSR in this way is inclined to be aspirational and located within the preamble of the agreement.[42] The advantage of this option is that freedom of trade is guaranteed because participating states are only encouraged to promulgate social or environmental policies and corporations are not required to

42 *UNEP*, *supra* note 17.

implement CSR in their activities. However, this option also faces a disadvantage in the sense that a non-legal binding CSR provisions also means adapting CSR into policies is not an obligation of state members, therefore, there may be no schemes to guarantee that CSR standards are adhered to by corporations and state members.

2.3.2.2. Binding CSR-Related Regulations

Mandatory CSR is another selection, in which promulgating particular social, environmental, or labor policies or tools is the obligation of participating states. Therefore, members must commit to not only trade-related provisions but also CSR requirements by cooperating with other members on international level and promoting CSR instruments at the domestic level, such as compliance with a performance standard to attain permits, mandatory impact assessments and mandatory sustainability reporting.[43] The merit of this approach is that CSR-related provision can be enforced in practical circumstances. However, this way may result in several side effects which may violate some of WTO's crucial principles such as: MFN and National treatment. Strong financial and human resources are necessary for members to fulfill their social responsibilities, which can be a discrimination toward developing countries that are lacking those resources.

These aforementioned may be some of the reasons leading to the hesitation of WTO in incorporating CSR provisions into any multilateral trade agreements signed within this organization.

---

43 *Ibid*.

2.4. Notes on Merging Corporate Social Responsibility into the World Trade Organization Multilateral Trade Agreements

Despite the hesitating attitude of WTO in including CSR-related regulations in its agreements, the global community still increasingly recognizes the importance of CSR. Therefore, the WTO should consider the challenge that it may face to incorporate CSR into its multilateral trade agreements. This task requires a careful balance between economic interests and the imperative to foster sustainable business practices. Here are some essential notes that the WTO should consider in this pursuit:

2.4.1. Defining the Scope of CSR-Related Provisions

It is crucial for the WTO to limit the scope of CSR in the trade context. Defining CSR clearly and concisely within the context of international trade may ensure a common understanding among member states. In general, there are many controversial opinions about how many key components CSR includes. Thus, negotiation for adopting CSR international standards as uniform provisions in WTO agreements is an option to resolve this matter. Some international standards that have been recently conducted are the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the OECD Principles of Corporate Governance, the UN Global Compact, the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, the ISO 26000 guidelines or the ILO Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy.

There is an opinion that the WTO should apply CSR standards that have already existed in several FTAs. However, it is probably challenging to use CSR

regulations in recent FTAs as sources of CSR in the WTO rules. Since most of the FTAs are bilateral or multilateral but only signed with no more than 5 states, it is relatively impossible for adopted CSR regulations to balance the benefits of 166 member states of the WTO. Additionally, as mentioned above, there are a lot of existing FTAs and RTAs containing CSR provisions, which only refer to the "internationally recognized standards" without adding any further precise explanation. Therefore, instead of invoking some vague CSR provisions in recent FTAs and RTAs, the WTO should create its own scope of CSR, along with detailed internationally recognized CSR standards and then include these standards into its multilateral trade agreements in the form of CSR provisions.

2.4.2. Selecting an Appropriate Approach in Merging CSR into WTO Trade Agreements

As mentioned above, there is a debate about the feasibility of making CSR commitments mandatory or voluntary within WTO agreements. Both measures have several merits and demerits. However, from our point of view, it is recommended to consider incentivizing compliance with CSR standards rather than imposing strict obligations, so WTO will be able to promote a non-barrier trading environment and sustainable development simultaneously. Since the WTO does not want to command state members to follow CSR standards, which is out of this organization's primary objective, it is more appropriate for them to encourage CSR through releasing guidelines.

2.4.3.Establishing Effective Enforcement Mechanisms and Dispute Resolution

One of the cornerstones of a successful CSR framework within a multilateral trade agreement is the establishment of robust enforcement mechanisms and dispute resolution processes. To ensure that CSR commitments are not merely lip service, it is important to monitor and enforce these commitments effectively. This involves contemplating the creation of dispute resolution mechanisms within the WTO framework. Defining consequences for non-compliance is equally important to ensure accountability and incentivize adherence to CSR principles.

2.4.4. Maintaining the Adaptability and Regular Review on CSR Provisions

The dynamic nature of global standards and priorities necessitates an adaptable CSR framework. To remain relevant and effective, it is essential to build flexibility into the framework. This flexibility allows for the accommodation of evolving global standards and priorities. Additionally, implementing regular reviews of CSR provisions is crucial. These reviews enable the incorporation of advancements in sustainable business practices and the addressing of emerging challenges, ensuring that the CSR framework remains robust and responsive to changing circumstances.

2.4.5. Coordinating with Other International Bodies

Collaboration with other international organizations involved in CSR and sustainable development is paramount for harmonizing standards and avoiding the duplication of efforts. Establishing effective communication channels between the WTO, United Nations

(UN) agencies, and other relevant bodies is essential for fostering coherence in global CSR efforts. This collaborative approach not only leverages the expertise of various organizations but also facilitates a unified and coordinated approach to addressing global sustainability challenges. Merging CSR into WTO multilateral trade agreements requires a delicate balance between economic interests and responsible business practices. The ultimate goal should be to create a framework that harmonizes the linkage between promoting sustainable development and fostering a fair and open global trading system.

Conclusion

This research has explored the complex landscape of incorporating CSRs into FTAs and its potential impact on the multilateral trade system. The authors have examined the arguments for and against such integration, analyzed existing efforts, and discussed the potential benefits and challenges to find that integrating CSR into FTAs holds promise for promoting responsible business practices, enhancing social and environmental standards, and protecting labor rights within the global trading system. However, concerns exist regarding uniformity, enforcement, potential protectionism, and the burden on developing countries.

As a result, successful implementation requires careful design, clear definitions, effective enforcement mechanisms, and capacity building for developing countries. The multilateral trading system, such as the WTO, plays a crucial role in setting minimum standards and fostering harmonization of CSR measures across FTAs. Stakeholder involvement, including civil society

and worker organizations, is essential for transparency, accountability, and ensuring the effectiveness of CSR provisions. Further research is also needed to evaluate the actual impact of CSR integration on FTAs and the development of effective monitoring and enforcement mechanisms. Ultimately, the success of this endeavor will depend on a balance between promoting responsible business practices, preserving free trade principles, and ensuring equitable development for all.

Bibliography

International Agreements

Agreement between Canada and the Republic of Côte d'Ivoire for the Promotion and Protection of Investments, Canada and Côte d'Ivoire, 30 November 2014.

Canada-Panama Free trade agreement, 14 May 2010.

EU-CARIFORUM Economic Partnership Agreement, CARIFORUM and European Union, 31 October 2008.

EU-Vietnam Free Trade Agreement, 30 June 30 2019.

Peru-US Trade Promotion Agreement, 14 December 2017.

The Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership, 8 March 2018.

International Documents

EC, *Report From the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on Implementation of Free Trade Agreements January 1 2018 – 31 December 2018*, [2019] COM/2019/455 final.

United Nations Environment Programme, "Corporate Social Responsibility and Regional Trade

and Investment Agreements" (2011), online: <wedocs.unep.org/20.500.11822/25936>.

Official Documents

International Trade Administration, "Free Trade Agreement Overview" (2023), online: <trade.gov/free-trade-agreement-overview>.

Books & Chapters

Boschiero, N., "Corporate Responsibility in Transnational Human Rights Cases. The U.S. Supreme Court Decision in Kiobel v. Royal Dutch Petroleum" (2013) 2 Rivista di diritto internazionale private processuale 249.

William Gamson, "The UN Global Compact: A Primer on the Principles" in *The Strategy of Social Protest. Homewood, IL: Dorsey* (Austin: Greenleaf Publishing, 2004).

Articles

Ani, Laura, "Interrogating the multilateral trading system and paradigms of corporate social responsibility: Implications for Nigeria" (2020) 11:1 Journal of Sustainable Development Law and Policy.

Ariel Aaronson, Susan, "A Match Made in the Corporate and Public Interest: Marrying Voluntary CSR Initiatives and the WTO" (2007) 41:3 Journal of World Trade 629, online: <kluwerlawonline.com/journalarticle/>.

Ashley Wganer, "The Failure Of Corporate Social Responsibility Provisions Within International Trade Agreements And Export Credit Agencies As

A Solution" (2017) 35:195 BU ILJ, online: <bu.edu/ilj/files/2017/04/35-BU-ILJ-Wagner.pdf>.

Civens, Jeff & Mary Mendoza, "Corporate Sustainability and Social Responsibility: A Legal Perspective" (2008) 71 TEX. B. J. 368.

Jacur, Francesca Romanin, "Corporate Social Responsibility in Recent Bilateral and Regional Free Trade Agreements: An Early Assessment" (2018) 23:4 European Foreign Affairs Review, online: <iris.unibs.it/bitstream/final.pdf>.

Peels, Rafael et al, "Corporate Social Responsibility (CSR) in International Trade and Investment Agreements: implications for states, businesses and workers" (2015) GLU conference 2015, online: <global-labour-university.org/GLU_conference_2015/papers/>.

Peels, Rafael & Elizabeth Echeverria Manrique, "CSR in International Trade and Investment Agreements" (2016) 5:6 ECDPM, online: <ecdpm.org/shifts-in-trade-development-volume-5-issue-6-dec2016-jan-2017/>.

Wirba, Asan Vernyuy, "Corporate Social Responsibility (CSR): The Role of Government in promoting CSR" (2023) Journal of Knowledge Economy.

Yến, Phùng Thị, "Các quy định về trách nhiệm xã hội của doanh nghiệp trong các hiệp định thương mại tự do thế hệ mới của Việt Nam và những vấn đề đặt ra" (2019) 3 Khoa học pháp lý Việt Nam.

Zamir, Farah, Shailer, Greg, & Abubakr Saeed, "Do corporate social responsibility disclosures influence investment efficiency in the emerging markets of Asia?" (2022) 18:1 International Journal of Managerial Finance 28.

Research Documents

Simone Gigli, "Environment and Regional Trade Agreements: Developments in 2008" (2009) OECD Trade and Environment, Working Paper No 01.

José-Antonio Monteiro, "Social corporate responsibility provisions in regional trade agreements" (2021) WTO Economic Reasearch and Statistics Division, Staff Working Paper ERSD-2021-11 at 15, online: <wto.org/english/res_e/reser_e/ersd202111_e.pdf>.

Online Sources

Stobierski, Tim, "What Is Corporate Social Responsibility?" (2021) Havard Business School Online, online: <online.hbs.edu/blog/post/types-of-corporate-social-responsibility>.

UNIDO, "What is CSR" (2024), online: <unido.org/our-focus-advancing-economic-competitiveness-competitive-trade-capacities-and-corporate-responsibility-corporate-social-responsibility-market-integration/what-csr>.

World Trade Organization, "An introduction to trade and environment in the WTO", online: <wto.org/english/tratop_e/envir_e/envt_intro_e.htm>.

World Trade Organization, "Negotiations on trade and the environment", online: <wto.org/english/tratop_e/envir_e/envir_negotiations_e.htm>.

World Trade Organization, "Principles of the trading system", online: <wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/fact2_e.htm>.

WTO, "Regional Trade Agreement Database", online: <rtais.wto.org/UI/PublicMaintainRTAHome.aspx>.

World Trade Organization, "The WTO in brief" (2007), online: <wto.org/english/thewto_e/whatis_e/inbrief_e/inbr_e.pdf>.

Regional Initiatives to Address Poverty in Vietnam and Their Impact on the Economy

PHAM Trong Anh, PHAM Minh Anh & NGUYEN Thi Thu Nga

Abstract

This paper investigates regional initiatives to address poverty in Vietnam and their impact on the economy against the backdrop of the socio-economic challenges exacerbated by the Covid-19 pandemic. The studied regional initiatives include the ASEAN Community Vision and the National Action Plan (NAP). The research objective is to assess the impact of these initiatives on Vietnamese society and their effects on individuals, businesses, and the economy. The research methodology involves analysis, comparison and evaluation of the impacts of each initiative on specific target groups, from various perspectives, and assessment of their overall impact on the economy. The study's findings reveal that regional initiatives have had significant positive impacts, contributing to improving the conditions of vulnerable groups in society. However, the regional solutions exhibit shortcomings in adequately considering the differences among countries affected by them. In conclusion, based on empirical evidence, we provide evaluations of the effectiveness of regional solutions and propose recommendations to enhance their effectiveness.

Keywords: Poverty Alleviation, Regional Initiatives, Economic Development, ASEAN Community Vision 2025, Sustainable Development Goals.

Résumé

Cet article examine les initiatives régionales visant à lutter contre la pauvreté au Vietnam et leur impact sur l'économie, dans un contexte marqué par les défis socio-économiques exacerbés par la pandémie de Covid-19. Les initiatives régionales étudiées incluent la Vision de la Communauté de l'ASEAN et les Objectifs de développement durable (ODD). L'objectif de la recherche est d'évaluer l'impact de ces initiatives sur la société vietnamienne ainsi que leurs effets sur les individus, les entreprises et l'économie. La méthodologie de recherche repose sur l'analyse, la comparaison et l'évaluation des impacts de chaque initiative sur des groupes cibles spécifiques, sous divers angles, et sur l'évaluation de leur impact global sur l'économie. Les résultats de l'étude révèlent que les initiatives régionales ont eu des effets positifs significatifs, contribuant à l'amélioration des conditions des groupes vulnérables au sein de la société. Toutefois, ces solutions régionales présentent des lacunes dans la prise en compte des différences entre les pays touchés par ces initiatives. En conclusion, sur la base de preuves empiriques, nous proposons des évaluations de l'efficacité des solutions régionales et formulons des recommandations pour renforcer leur efficacité.

Mots-clés : réduction de la pauvreté, initiatives régionales, développement économique, Vision de la Communauté de l'ASEAN 2025, Objectifs de développement durable.

Poverty is a global issue that affects millions of people around the world.[1] It poses a great challenge to the development of each region, each country, and each locality in the economic, political, and social aspects, especially for human beings. Therefore, this issue is of great concern to most countries in the world and needs to find initiatives to address it. In Vietnam, two prominent regional initiatives have been implemented: the ASEAN Community Vision 2025 and the National Action Plan, both of which aim to eradicate hunger, reduce poverty, protect the environment, and promote peace and prosperity by 2030. These initiatives aim to create a cohesive community in terms of politics, economic integration and have many other solutions to develop, which have had certain impacts and influences on the economy and the poverty alleviation in Vietnam. This paper is structured to first provide an overview of these initiatives and their specific objectives within the Vietnamese context. Subsequently, it analyzes the impact of these initiatives on poverty reduction and economic development, detailing both achievements and existing limitations. Finally, the paper offers strategic recommendations to enhance the effectiveness of regional initiatives, followed by a concluding section that synthesizes key findings and policy implications for sustainable development in Vietnam.

1 Ha Anh, "Extreme Poverty – A Worrying Situation" (2023) Nhan Dan.

1. Implementation of Regional Initiatives in Vietnam

1.1. The ASEAN Community Vision 2025

The Kuala Lumpur Declaration on the ASEAN Community Vision 2025 is a document outlining the ASEAN roadmap for the next decade, providing the basis and framework to link ASEAN during 2016-2025.[2] This is a broader vision and strategy aimed at strengthening regional communities to achieve an ASEAN with political cohesion, economic links and shared social responsibility, based on a true ASEAN rule of law, towards the people and people centered. With the goal of "Our People, Our Community, Our Vision", an ASEAN integration is expected to bring higher living standards and social progress to the peoples of ASEAN more rapidly.

In their Joint Statement on the ASEAN Community Vision 2025, the countries in the region have made commitments to promote hunger eradication, poverty reduction, and sustainable development, the ASEAN countries have unanimously agreed to build "[…] a community with the effective participation of the business sector and related sectors, sub-regional development projects and cooperation, and greater economic opportunities to support poverty eradication".[3]

To concretize that goal, ASEAN countries continuously make commitments under, for example, the Strategic Framework of Action on Rural Development and Poverty Eradication 2021-2025, the ASEAN Development Outlook and the Forum for Research and Action on Poverty Eradication under the ASEAN Socio-Cultural

2 Vietnam Consulate, "The ASEAN Community Was Officially Formed" (2015) Vietnam Consulate.

3 ASEAN, "Tầm nhìn Cộng đồng ASEAN 2025" (2016) Vietnam Chamber of Commerce and Industry.

Community… Especially, in the High-Level Declaration "ASEAN is the Center of Growth" (Jakarta, September, 2023), the goal of eradicating hunger, reducing poverty, and sustainable development is oriented by the countries with specific measures such as: (i) Promoting global supply chains, trade and investment through effectively implementing the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) and the new generation of ASEAN+1 free trade agreements (FTAs); (ii) Accelerating the Digital Transformation, towards the ASEAN Digital Economy Community 2045; (iii) Enhancing the Green Economy, towards carbon neutrality and net zero emissions; (iv) Promoting the Blue Economy and (v) Promoting the Creative Economy and developing the Inclusive Economy.[4]

At the same time, the ASEAN Community Vision also outlines three main pillars for the community to help promote the economy of all member countries to develop, integrate, compete effectively and enhance the central role of ASEAN to bring the whole community forward comprehensively and sustainably. The three pillars include:

(1) ASEAN Political-Security Community

The main statement in this pillar is that the member countries orient themselves to build their community into a community of "unity, inclusiveness and self-reliance"; "always cohesive, capable of responding and playing an appropriate role in dealing with the challenges to peace and security in the region, as well as playing a central role in shaping the regional security structure, while deepening relations with external

4 Thanh Tuan, "ASEAN Commits to Eradicating Poverty and Ensuring Sustainable Agriculture" (2023) VietnamPlus.

partners and contributing to global peace, security and stability.[5]

(2) ASEAN Economic Community

The common goal of the whole bloc is to transform ASEAN into "a cohesive and closely linked regional economy, promoting high and sustainable economic growth; increasing trade, investment and job creation; enhancing regional capacity in responding to the challenges and trends on the global scale; accelerating the agenda of a unified market through strengthening the commitments on goods trade; including effectively resolving the non-tariff barriers, integrating deeper in the service trade sector, and facilitating the flow of investment, skilled labor, entrepreneurs and capital"[6]. At the same time, "enhancing economic connectivity and cross-sectoral integration through improving the frameworks and policies in the strategic sectors […]"[7] as well as focusing on "[…] orienting towards the people, putting the people at the center, bringing about the balanced and comprehensive development and growth […]" by "[…] the effective participation of the business sector and the related sectors, the sub-regional development projects and cooperation, and the greater economic opportunities to support poverty eradication […]".[8]

5 *ASEAN*, *supra* note 6, art 7.
6 *ASEAN*, *supra* note 6, art 10.1.
7 *ASEAN*, *supra* note 6, art 10.3.
8 *ASEAN*, *supra* note 6, art 10.4.

(3) ASEAN Socio-Cultural Community

With the orientation of "being an inclusive, sustainable, self-reliant and dynamic community",[9] ASEAN countries make commitments to realize by 2025 a "[…] responsible and inclusive mechanism for the benefit of the people, sustained by good governance principles […]"[10] to create "a community dedicated to the participation of all classes and with social responsibility". At the same time, ASEAN countries commit to ensure "[…] equal access to opportunities for all people, and promote and protect human rights for women, children, youth, elderly, people with disabilities, migrant workers and other vulnerable and marginalized groups" and "[…] protect the environment through effective mechanisms […]"[11] to "[…] adapt and respond to the vulnerable fluctuations in the economy and society, disasters, climate change as well as the emerging threats and challenges […]".[12]

1.2. The National Action Plan

The National Action Plan (NAP) originates from the United Nations Sustainable Development Goals (SDGs). The SDGs, or Global Goals, are universal goals designed to end poverty, protect the planet and ensure that all people enjoy peace and prosperity by 2030 within each member United Nations (UN) member country. The NAP are based on six themes: dignity, people, planet, partnership, justice and prosperity. Includes 17 goals and 115 specific targets covering most issues such as social development, climate change, economic

9 *ASEAN*, *supra* note 6, art 11.
10 *ASEAN*, *supra* note 6, art 12.1.
11 *ASEAN*, *supra* note 6, art 12.2.
12 *ASEAN*, *supra* note 6, art 12.3.

inequality, innovation, sustainable consumption, peace, fairness… At the same time, the goals are also interlinked and success in one goal can address issues related to other fields.

The 17 SDGs have been integrated and concretized by the Vietnamese Government into the Socio-Economic Development Strategy (2011-2020) and the Socio-Economic Development Plan (2016-2020) focusing on four main areas (investing in people; ensuring adaptability to climate and environmental sustainability; prosperity and cooperation; promoting justice, peace and comprehensive governance).[13]

With the support of the UNDP, Vietnam has developed the National Action Plan (NAP)[14] according to Decision No. 622/QD-TTg dated May 10, 2017, of the Prime Minister to review the current development strategies, policies, and programs to see how they are aligned with the SDG. This plan was used to develop the SDG goals of Vietnam (VSDG) with the consultation of the ministries, provincial agencies, civil society and development partners.[15] Although most of them are quite similar, these goals have some differences from the global SDGs, such as:

1. Poverty eradication: Vietnam only sets the goal of reducing poverty for poor households while the UN SDG aims to reduce poverty per capita. Vietnam has not integrated specific poverty reduction

13 Vietnam Government and UN, "One Strategic Plan 2017-2021 between the Government of the Socialist Republic of Viet Nam and the United Nations" (2018) Open Development Mekong.

14 Vietnam, Prime Minister, *Decision No. 622/QĐ-TTg on the National Action Plan for Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*, (2017) Open Development Mekong.

15 Nguyen Le Thuy, "Strengthen the Implementation of the 2030 Program in Vietnam" (2017).

targets for gender, vulnerable groups, children and geographical location. However, Vietnam is assessed to be capable of completing SDG 1 on time, even for some specific targets before the 2030 deadline of the 2030 Agenda.

2. Zero hunger: The global goals integrate gender, vulnerable groups and children, but the goals of Vietnam are more general.
3. Health and well-being: Although quite similar, the goals of Vietnam only set goals for all SDGs but lack specific indicators for some of them such as SDG 3.5, 3.9.
4. Ensuring quality education: Vietnam's education plans have not yet focused clearly on ensuring universal access for all groups, and most of the new goals are only planned until 2020
5. Gender equality: Some indicators have not been adjusted for the local context.
6. Clean water and sanitation: The national goal does not integrate the inclusive development factors into the water-related goals.
7. Affordable and clean energy: Vietnam's goal has not collected data on energy concentration for economic development (VSDG target 7.3).
8. Decent work and economic growth: This goal is expressed by Vietnam in the plans of the Government at many levels but still lacks specific indicators to measure comprehensive development.
9. Industry, innovation and infrastructure: The aspects of the concept of "Inclusive" development as well as the reliable, sustainable, and robust aspects of the infrastructure have not been mentioned in the current policies of Vietnam. At the same time, there is a lack of specific indicators for evaluation.

teseopress.com

10. Reduced inequalities among countries: The indicators of financial health, the proportion of people discriminated against, have not been collected systematically.
11. Sustainable cities and communities: Some data such as the size of informal settlements in urban areas, housing quality, indicators related to public transport, participation in the decision-making process on urban planning… have not been collected.
12. Responsible consumption and production: Sustainable production is more concerned while sustainable consumption is still not focused in Vietnam. There is no specific policy for sustainable production and consumption as well as low social awareness, lack of technical and financial support.
13. Climate action: The concept of resilience is also understood in a general way, without full implications and quantitative methods for each specific object.
14. Resources and marine environment: SDG target 14.3 on ocean acidification is a new focus for Vietnam that needs attention.
15. Resources and land environment: The focus on forest ecosystems is not consistent with the efforts for aquatic, marine, coastal or desert environments.
16. Peace, justice and strong institutions: Some indicators proposed by the United Nations are not easy to collect in Vietnam such as the rate of violence victims, the crime reporting rate, illicit financial flows and corruption, and small arms distribution.
17. Partnerships for the goals: Vietnam has promoted multilateral trade systems; and strengthened global partnership relations with the country relatively well.

From the stipulated in the United Nations Sustainable Development Goals (SDGs), Vietnam has developed and implemented national policies tailored to the political, economic, cultural, and social characteristics of each locality across the country, named the National Action Plan (NAP). Through the implementation of policy groups under the ASEAN Vision 2025 program and the NAP, Vietnam has initially achieved some successes in promoting economic and social improvements in various regions of the country. Firstly, the living conditions of the people have clearly improved. From the statistical data shown in Table 1 on the access to living conditions of households nationwide, it can be seen that household rules for the use of electricity for daily life and production, access to clean water, safe sanitation, and the use of quality goods and products are all at high levels, over 96%. These figures not only show that the Vietnamese government has been gradually achieving the goals set out from the NAP and ASEAN Vision 2025 by improving health, living conditions, and quality of life for the people, reducing disparities in access to basic living conditions between rural and urban areas. Regarding education in Vietnam, according to current statistics, the literacy rate among 15-year-old is nearly universal, and the gender gap in education access and the discrepancy between the literacy rate of rural residents and urban dwellers are relatively small. Therefore, it can be seen that there is a positive impact in ensuring equality in education and gender equality in access to education for all citizens.

The successes from implementing the contents of the NAP and ASEAN Vision 2025 have not only improved the quality of life for the people, ensured social security, but also created a motivation for rapid and sustainable economic growth.

2. The Impact of Regional Initiatives on Poverty Alleviation and Economic Development in Vietnam

2.1. Achievements

Regional initiatives such as the ASEAN Vision 2025 and the National Action Plan by 2030 have complementary impacts on poverty alleviation and economic development for Vietnam.

Typically, the ASEAN Economic Community (AEC) is one of the crucial pillars of ASEAN's economy. When Vietnam joining AEC, it had a large common market with a population of more than 650 million and a total GDP of 3,657 billion USD through economic linkages based on unified production such as free trade in investment, services, labor, capital… In addition, the basic goal of the AEC is to create a highly competitive economic region and fully integrate into the global economy, so Vietnam has had many opportunities for economic growth in general and stronger economic development. From there, it also contributes to the sustainable poverty reduction and hunger eradication in Vietnam.

During the period of 2020-2023, the world's economic and political situation underwent many complex fluctuations, along with the Covid-19 pandemic and climate change, which seriously affected the economic growth of all economies. However, Vietnam's economy still maintained growth with a rate of about 4.64%[16] and no year had negative growth.

[16] According to the statistics of Vietnam General Statistics Office, Vietnam's GDP growth rate through 2020 is 2.91%; 2021 is 2.58%; 2022 is 8.02% and 2023 is 5.05%.

The main activities that drive the economy such as exports and imports are always maintained and increased. Vietnam's export market still maintains its diversity and its growth over the year. Exports to the main markets which are FTA partners increased: Exports to ASEAN reached 34 billion USD, up 17.8% compared to 2021. This is one of Vietnam's largest markets with many agreements such as: Agreement on Trade in Services (ATISA), ASEAN Framework Agreement on Facilitation of Goods in Transit (AFAFGIT), and especially the ASEAN Economic Community (AEC), inside that, many agreements that have been signed: ASEAN trade in goods agreement (ATIGA), ASEAN Framework Agreement on Services (AFAS), ASEAN Comprehensive Investment Agreement (ACIA). With these agreements, ASEAN countries in general and Vietnam in particular have enjoyed great economic incentives such as: tariff reduction almost to zero, countries in the bloc are easily free to exchange because procedures or free flow of services from country to country, creating a vibrant and bustling economic model similar to the EU; In addition, exports to Canada reached 6.3 billion USD, up 19.8%.[17] With the advantages of CPTPP such as: cutting – reducing tariffs, detailed instructions on export procedures and especially customs taxes that have special incentives, in 2022 Vietnamese products will be exported to Vietnam. Canada has seen a clear increase, for example: Iron and steel increased by 79%; machinery and electrical equipment increased by 36%; garments and accessories increased by 19%; footwear increased by 11%;

17 Ministry of Industry and Trade, *Vietnam Import and Export Report 2022* (Hanoi: Hong Duc Publishing House, 2023).

teseopress.com

furniture and wooden furniture increased by 19%… and total exports to Canada reached 6.3 billion USD, an increase of 19.8%.[18] By 2022, the export turnover of goods is estimated to reach 371.85 billion USD, up 6.5%, accounting for 25.6% of total export turnover; the foreign-invested sector (including crude oil) reached 276.76 billion USD, up 12.1%, accounting for 74.4%.[19]

2.2. Foreign Direct Investment Capital into Vietnam

Vietnam's foreign direct investment (FDI) attraction activities also increased in this period. Through the implementation of regional initiatives, effective implementation of the goals and vision of the Vietnam Sustainable Development Goals VSDG as well as participation in many international trade agreements, Vietnam's total FDI capital in the years has continuously increased. In 2022, the total FDI capital registered in Vietnam reached nearly 27.72 billion USD, the implemented FDI capital reached a record of 22.4 billion USD, up 13.5% compared to the same period in 2021. This is the highest FDI capital implemented in 5 years (2017-2022). Accumulated in the period of 1986-2022, Vietnam has attracted nearly 438.7 billion USD of FDI capital; of which, 274 billion USD has been disbursed, accounting for 62.5% of the total registered investment capital still in effect.[20] By 2023, FDI capital into Vietnam reached

18 Lam Giang, "Hơn 60% sản phẩm xuất khẩu của Việt Nam sang Canada thuộc nhóm các doanh nghiệp FDI" (2023) Hà Nội Mới.

19 General Statistics Office of Vietnam, "Efforts to Recover Import-Export Activities in 2022 Set a New Record" (2023) General Statistics Office of Vietnam.

20 Phan Thi Thu Binh & Vu Van Ha, "Attracting FDI in Vietnam in 2022 and Developing Prospects" (2023) State Bank of Vietnam.

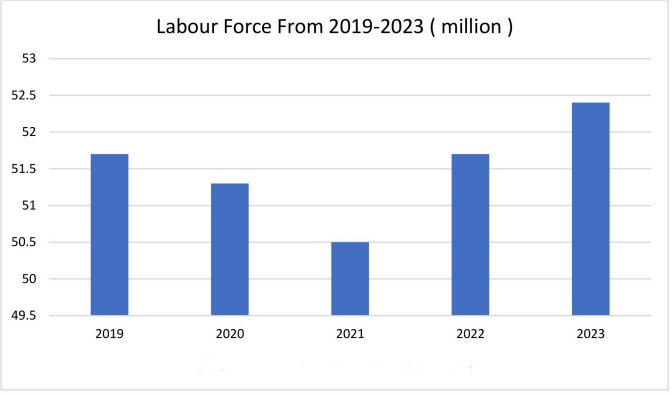
36.61 billion USD (as of December 20, 2023), disbursement reached 23.18 billion USD – the highest level in the period of 2018-2023, up 32.1% over the same period, including total newly registered capital, adjustment and contribution capital to buy shares, buy part of the capital contribution of foreign investors. New registered capital increased by 20.19 billion USD and the number of new registered projects increased by 3,188 projects – a very noteworthy point. The number of new projects increased by 66.3%, much higher than the growth rate of total new investment capital (up 43.6%).[21]

Leading among them is Singapore, one of the countries within the ASEAN bloc, with a total investment capital reaching $6.46 billion by 2022. Following that are South Korea and Japan, with investment amounts of $4.88 billion and $4.77 billion, respectively. These foreign investments are primarily concentrated in the following sectors: processing and manufacturing industries, real estate business, production sectors, electricity distribution, and specialized scientific and technological activities. Notable projects include the Heineken brewery, which was inaugurated in September 2022 in Vung Tau; the Samsung Electro-mechanics Vietnam project (Thai Nguyen), which saw two capital increases: $920 million (first increase) and $267 million (second increase); the Samsung Electronics HCMC CE Complex project, which increased its capital by over $841 million; and electronic manufacturing plants for network equipment and multimedia sound products in Bac Ninh (increased by $306 million),

21 Phan Thi Thu Binh & Vu Van Ha, "Foreign Direct Investment in Vietnam in 2023 and Prospects for 2024" (2024) Vietnam Banking Review.

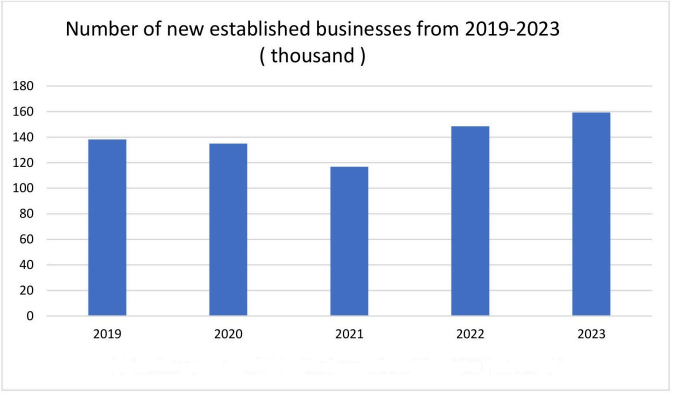
Nghe An (increased by $260 million), and Hai Phong (increased by $127 million).[22] Recently, Singapore's mega-project in Vietnam is the liquefied natural gas (LNG) power plant.[23]

From the above, it is evident that foreign investors have a special interest in and trust in Vietnam's investment environment. Moreover, the continuous influx of foreign investment into Vietnam and the ongoing projects have created more jobs and boosted domestic consumption. This is reflected in the two charts below:



22 *Binh & Ha, supra* note 23.

23 Nguyen Tuan, "Singapore businesses invest 80 billion USD in Vietnam" (2023) VietnamNet.



Source: General Statistics Office of Vietnam, "Vietnam Labor Market Situation in 2023" (2024).

Except for the years 2020 and 2021, which were affected by Covid-19, all other years have shown growth figures compared to the period before 2018. Moreover, this growth has remained resilient despite the post-Covid-19 impact, as it continues on an upward trajectory.

In 2019, the entire Tax sector achieved a total budget revenue of 1,276.4 trillion VND, surpassing the estimated target by 9.3%. Specifically, the total corporate income tax (CIT) paid by companies listed in the V.1000 (top 1000 highest tax-paying enterprises) for 2019 contributed 61.5% of the total state budget revenue from CIT, equivalent to 118.1% compared to the amount paid by V.1000-listed companies in 2018. And consistently from 2019 to 2022, the top 10 companies with the highest CIT payments include three foreign-invested companies: Samsung Vietnam, Samsung

Electronics Vietnam Co., Ltd., and Heineken Vietnam Brewery.[24]

From these factors, Vietnam has achieved a stable budget for government activities related to providing public services, infrastructure, education, healthcare, and especially social welfare.

The multidimensional poverty rate in Vietnam during the 2020-2022 period has consistently improved. In 2020, the government doubled its investment resources for poverty reduction compared to the previous period. Approximately 21% of the state budget was allocated to social welfare, the highest proportion among ASEAN countries. During the COVID-19 pandemic, direct support was provided to 13 million people across various dimensions.[25] In 2022, the state budget allocated about 23 thousand billion dong to implement comprehensive support policies for the people such as health insurance support; exemption, reduction of tuition fees, support for learning costs; support for electricity, legal aid; support for vocational training, job connection; support for housing, clean water and sanitation; poverty reduction in information.[26] Specific social security measures were issued in a timely manner to support poor households and near-poor households severely affected by the COVID-19 epidemic such as policies to

24 Quynh Trang, "Top Tax-Paying Enterprises in 2022" (2023) VnExpress.

25 State Bank of Vietnam, "Kết nối hệ thống chính trị – xã hội thành một thể thống nhất cả về trí và lực tham gia công cuộc giảm nghèo" (2020).

26 According to a report from the Ministry of Labor, War Invalids and Social Affairs, in 2022, the total value of money and gifts to support beneficiaries is more than 14.4 trillion VND. Of which, support for people with meritorious services and relatives of people with meritorious services is 4.7 trillion VND, support for poor households and near-poor households is 2.4 trillion VND; Hunger relief support for social protection subjects according to Decree No. 20/2021/ND-CP dated March 15, 2021, is more than 2.7 trillion VND; Support for other sudden, unusual and outstanding situations arising locally is nearly 4.6 trillion VND. There are nearly 29.8 million social insurance cards/books/free medical examination and treatment cards distributed and given to beneficiaries.

teseopress.com

support money, food, health care, computer support, internet service for online learning for poor children; support for living water costs; support for poor households under the social protection object.

Table 1: Multidimensional poverty rate in the period 2020-2022 (%)[27]

	2020	2021	2022	2019-2020 reduction	2020-2021 reduction
Country	4,8	4,4	4,2	-0,9	-0,4
Divided by urban and rural areas					
Urban	1,1	1,0	1,5	-0,1	-0,1
Rural	7,1	6,5	5,7	-0,9	-0,6

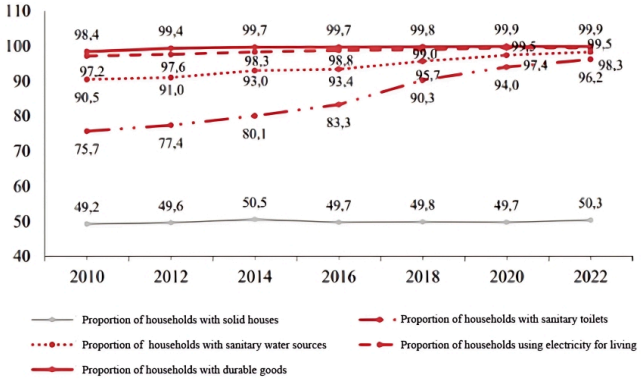
From the above data, it can be easily seen that the poverty rate in Vietnam is improving over the years. However, there is still a large gap between urban and rural areas when the rural area's multidimensional poverty rate is usually higher than the urban area by about 5 units. At the same time, by 2022, the urban multidimensional poverty rate tends to increase.

According to the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the malnutrition rate of Vietnamese people in 2020 was 5.7%, down 0.5 percentage points compared to 2019. However, the situation of moderate or severe food insecurity in the population tends to increase. In 2020, the rate of moderate or severe food insecurity in the population was 7.6%, up 1.1 percentage points compared to 2019 while the rate of severe food insecurity in the population was 0.6%, up 0.1 percentage points compared to 2019. The cause is due to the impact of climate change, natural disasters, environmental pollution, COVID 19 epidemic, the process of industrialization,

27 General Statistics Office of Vietnam, *Statistical Yearbook of Vietnam 2022* (Hanoi: Statistical Publishing House, 2023).

urbanization that has taken place strongly in the past time has seriously affected the lives of the people.

Figure 1: Percentage of households accessing basic living conditions in Vietnam (%)[28]



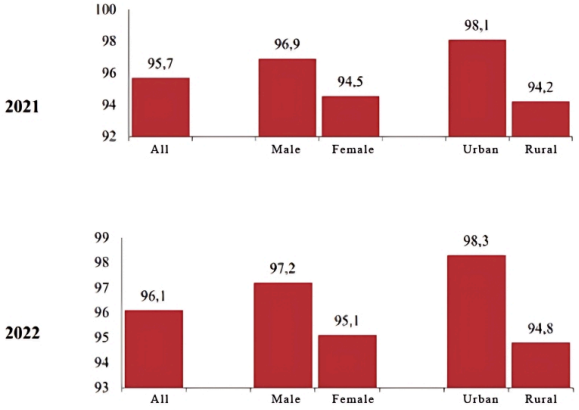
The proportion of households accessing basic living conditions also improved over the years. By 2022, in addition to the indicators of the proportion of households using electricity for living and the proportion of households with durable goods unchanged, the proportion of households accessing the remaining 3 basic living conditions all tended to increase compared to the previous period. Specifically, the proportion of households with solid houses reached 50.3% (up 0.6 percentage points compared to 2020), the proportion of households with sanitary toilets reached 96.2% (up 2.2 percentage points compared to 2020), the proportion of households

28 General Statistics Office, *Statistical yearbook and results of annual population living standards surveys*.

teseopress.com

with sanitary water sources reached 98.3% (up 0.6 percentage points compared to 2020). This clearly shows that the social security policies of the Vietnamese Government have been and are promoting the impacts when maintaining these indicators regularly improved. However, it can be seen that the proportion of households with solid houses still accounts for a low rate when only accounting for half of the households with solid houses.

Figure 2: Literacy rate of population aged 15 and over (%)[29]



According to the General Statistics Office, the literacy rate of the population aged 15 and over in 2022 reached 96.1%; this rate in 2021 was 95.7%, slightly higher than the level of 95.4% in 2020. In addition, there is still a difference by gender and region, in which, the literacy rate of the female population is 95.1% lower than 2.1 percentage

29 *General Statistics*, *supra* note 31.

teseopress.com

points compared to the male population (97.2%); of the rural population is 94.8% lower than 3.5 percentage points compared to the urban population (98.3%). To achieve this result, the universal education policies have always been implemented and maintained by the Vietnamese Government until now. The result of mobilizing children of primary school age to school was maintained stably in 2022. According to the report of the Ministry of Education and Training, the proportion of students attending primary school and attending school at the right age of primary school are respectively 101% (101.1% for boys and 100.8% for girls) and 98% (97.9% for boys and 98.1% for girls). The proportion of students recognized as completing the primary school program reached 99.6%, there was no big difference between female, male and ethnic minority areas. The proportion of students attending lower secondary school, the proportion of students graduating from lower secondary school, the proportion of students completing lower secondary school, the proportion of transferring from primary school to lower secondary school in 2022 reached respectively 98.4% (97.6% for male and 99.2% for female); 98.1%; 86.9%; 99.9%.

2.3. The Points Are Still Limited

Besides the achievements, Vietnam's poverty eradication and reduction still has some shortcomings.

2.3.1. Challenges in Multidimensional Poverty Reduction: Urban-Rural Disparities and Labor Market Dynamics

The multidimensional poverty rate has decreased but the gap between urban and rural areas is still a big challenge for the government.

In the period of 2019-2023, only the year of the Covid-19 pandemic caused a lot of disruption to the labor

market in urban areas, causing the unemployment rate in urban areas to be higher than rural areas, while in the whole cycle, the unemployment rate of workers in the age group in urban areas is always lower than rural areas.[30]

Comparing with the data in Table 1, it can be seen that while most of the poor people in Vietnam are concentrated in rural areas, the employment rate and the activities to create jobs have not yet been focused much on this area. This makes the unemployment rate in this area still a problem that needs to be solved. The lack of stable income makes poverty reduction in this area of Vietnam increasingly difficult. Moreover, we see that although the trend of poverty reduction in rural areas tends to decrease in the period of 2020-2022 (Figure 1), looking back at the context of the labor picture at that time, this may not be the real index. In 2020 and into 2021, when the Covid-19 epidemic broke out strongly in Vietnam, the trend of workers leaving the city to avoid the epidemic took place in Vietnam, along with many types of online work being deployed, making many workers have jobs to bring their work away from urban areas to rural areas to avoid the epidemic. By 2022, when the epidemic situation improved, the jobs in the city were reopened, then this wave of migration was reversed, however, due to the speed of workers looking for jobs in urban areas too fast compared to the recovery speed of jobs, from which it can be seen that the multidimensional poverty rate in urban Vietnam

30 *General Statistics*, *supra* note 27 : specifically, in 2019, the unemployment rate in the working age in urban areas was 0.72%, in rural areas it was 1.62%; in 2020, the unemployment rate in the working age in urban areas was 1.65%, in rural areas it was 2.80%; in 2021, the unemployment rate in the working age in urban areas was 3.33%, in rural areas it was 2.96%; in 2022, the unemployment rate of workers in the working age in urban areas was lower than in rural areas (corresponding to 1.57% and 2.22%); in 2023, the unemployment rate in urban areas was lower than in rural areas (corresponding to 1.61% and 2.26%).

teseopress.com

in 2022 increased more than in 2021 while the trend in rural areas is still decreasing. This also continues to pose challenges for Vietnam in the sustainable poverty eradication and reduction when continuing to maintain the current poverty reduction rate in rural areas while avoiding the urban people from becoming poor again.

2.3.2. Challenges in Vietnam's Economy: FDI Dominance, Skilled Labor Shortage, and Domestic Enterprise Competitiveness

Through the implementation of regional policies such as the ASEAN vision or VSDG, Vietnam's economy has improved a lot but the main driving force for Vietnam's economy still depends on the FDI enterprise group. For example, in the export activity in 2022, the FDI enterprise group increased by 11.8% compared to 2021 while the export of the 100% domestic capital enterprise sector only increased by 6.8%. In some groups of high-value goods such as phones or components or computers, machinery and equipment, the FDI enterprise group even accounted for 99.67%, 98.31% and 93% of the industry respectively.[31]

Meanwhile, the proportion of Vietnamese workers with diplomas and certificates by the end of 2023 is only 27.0%, up 0.6 percentage points compared to 2022. Vietnam's untrained labor force is still very large (about 38 million people).[32] This is not a small challenge when the fields with good positions and incomes are difficult for Vietnamese workers to meet.

At the same time, the number of domestic enterprises in Vietnam is mostly small and medium

---

31 General Statistics Office of Vietnam, "Efforts to Recover Import-Export Activities in 2022 Set a New Record" (2023).

32 *General Statistics*, *supra* note 34.

enterprises. Competing directly with FDI enterprises in important fields until now is still a big challenge for the country.

3. Some Recommendations to Promote Regional Initiatives in Vietnam

One is, to focus more on developing the economic sector associated with rural areas. As analyzed above, Vietnamese enterprises are mostly small and medium enterprises, their strength is not in heavy industries, service and agriculture are the strengths of these subjects. Moreover, most of the goods that Vietnam can export billions of dollars are in the agricultural sector such as rice, forestry or fruits. Therefore, this can be considered more correct for Vietnam when aiming to link domestic enterprises with rural areas. This linkage can be through forms of end-to-end linkage, output guarantee or focus on developing economic models associated with agriculture such as cooperatives. This not only helps to take advantage of the unskilled labor force that is still redundant at present but also creates more livelihoods for workers in rural areas, helping these workers have jobs, stable income to ensure life. From there, the steps to eradicate hunger and reduce poverty in Vietnam will become more sustainable.

Moreover, linking enterprises with rural areas also helps to create the premise and basis for Vietnam to move towards modernizing agriculture, bringing the achievements of modern science and technology into agricultural production, increasing productivity while reducing the burden on the environment. This helps Vietnamese agriculture have the premise and basis to develop sustainably, aiming to support Vietnam to

achieve the goal of building a zero-emission economy, minimizing the impacts of agricultural activities on the environment, thereby also achieving the United Nations' sustainable development goals.

Two is, Vietnam needs to pay more attention to resources for training activities, including vocational training and training of high-level workers. Currently, Vietnam's education and training system still focuses mostly on universal education for the people. This shows that Vietnam's literacy rate is always high. But the employment data shows that Vietnam's gap lies mostly in the high-level training sector when the labor force with qualifications only accounts for less than 1/3 of the total labor force of the whole economy. This is increasingly being affected by the money-making jobs from the online platform that are expanding, causing the trend of learning a trade or participating in higher levels of education among Vietnamese youth to decrease. When searching on social networks, the headlines or debates of young people such as whether to go to college pose a bigger question for this issue. This comes from many reasons, it may be because the training programs of some occupations are not really linked to the practical occupational activities of the learners or learning according to the trend of society instead of choosing according to their own abilities, making many young people confused when sitting on the school bench. Therefore, the Vietnamese Government needs more drastic measures to tighten higher education. Currently, according to the regulations of the Law on Higher Education, quality accreditation is mandatory for all higher education institutions and training programs. Quality accreditation of training programs is currently carried out with the set of standards for assessing the quality of training programs at

the levels of higher education issued together with Circular No. 04/2016/TT-BGDĐT dated March 14, 2016, of the Minister of Education and Training. This set of standards is basically translated from the set of standards for assessing the quality of training programs of the ASEAN University Network – Quality Assurance (AUN-QA) version 3.0, consisting of 11 standards and 50 criteria. By the end of May 2023, there have been 802 programs accredited according to the standard in Vietnam, but the average score of the criteria is quite low.[33] The 10 criteria with the lowest average score are all core criteria, directly related to the training activities that create the quality of the training program such as the objectives and outcomes of the training program, the description of the training program, the structure and content of the teaching program, the approach in teaching and learning, the evaluation of the learning outcomes of the learners, improving the quality and output results. In the trend of realizing the ASEAN Vision by 2025, aiming to bring Vietnam's education and training to the same level as other countries in the region, Vietnam still needs to further strengthen the solutions to improve the quality of education and training, and the core issue is probably changing the strategic vision of those responsible for building training programs when they have to link the training program more closely with the needs of employers as well as equipping learners with more adaptive skills to the changes and requirements of future careers. From there, it can help to improve the quality of Vietnam's labor force, allowing them to access jobs with higher levels and pay levels, thereby having a better financial life.

---

33 Nguyen Huu Cuong et al, "Analysis of the Training Program Quality of Vietnamese Higher Education Institutions from Quality Accreditation Results" (2023) 23:9 Educational Journal 67.

teseopress.com

Three is, Vietnam needs more drastic policies in improving the social welfare system, especially the social welfare system for workers. Currently, the social welfare system for workers in Vietnam mainly focuses on the compulsory social insurance system including social insurance, health insurance and unemployment insurance. However, this system has not proven much of its effectiveness. The type of insurance with the highest contribution rate in this system is social insurance. Regarding social insurance, in the report assessing the situation of implementing the policy of enjoying social insurance once according to Resolution No. 93/2015/QH13, the Ministry of Labor – Invalids and Social Affairs said that in the period of 2016- 2021, the whole country had 4,058,317 workers requesting and being resolved to enjoy social insurance once, on average each year there were nearly 700 thousand people enjoying social insurance once, the number of the following year was always higher than the previous year with an average growth rate of about 11.6% per year.[34] Among them, the main beneficiaries of social insurance once are young workers, from over 20 years old to 40 years old (accounting for about 77.5% of the total number of people enjoying social insurance once). The explanation for this situation is mainly due to the low average monthly payment for workers and the requirement of a minimum contribution period of 20 years to receive (this is a quite long period of time). Meanwhile, many young workers work in the private sector, if they are in a situation of losing their jobs, between the burden of maintaining the insurance fee and canceling and receiving insurance once, clearly very few

34 Dang Quang, "Why Are Many Young Workers Withdrawing Social Insurance in One Lump Sum?" (2023) Communist Party of Vietnam.

people want to maintain the insurance fee. Therefore, the situation of having social insurance for Vietnamese workers is still low, thereby creating a burden of living costs for these individuals later. Meanwhile, private social security channels are not well developed in Vietnam. According to the current law on personal income tax, workers in Vietnam are only supported to reduce a maximum of 1,000,000 VND into the taxable income of individuals on 1 month when participating in voluntary pension funds, meaning that the average income per capita of Vietnam in 2023 is 4,284 USD/year, they are only reduced by about 10% of income for 1 year for paying voluntary pension funds. This does not encourage people to participate in these forms and therefore Vietnam does not have any reputable voluntary pension fund for this activity. With the above situation, workers will be very likely to become poor again when they no longer have the ability to work and earn money. Therefore, the Vietnamese Government needs to reconsider and help adjust the operation of the social insurance fund more effectively as well as loosen the mechanism to create conditions for private social security funds to develop, thereby helping workers in general have a sustainable financial cushion for eradicating hunger and reducing poverty.

Conclusion

In the difficult context of the Covid-19 pandemic, regional initiatives such as the ASEAN Community Vision and The National Action Plan play an important role in poverty reduction and have a positive impact on the economy. This study focused on analyzing in detail the impact of regional initiatives on

different groups of subjects, thereby clarifying their undeniable role for the vulnerable groups in society and how they promote sustainable development of the economy. The profound impact of these initiatives on the whole society has helped narrow the gap between rich and poor in accessing basic living conditions and improving education, as well as improving living conditions for the classes with differences in education level and living circumstances. However, the study also pointed out that there are still many challenges that reduce the effectiveness of these initiatives. One of the notable points is the lack of uniformity among the regionals participating in the initiative and the difference between these regionals and the specific conditions that they face when implementing the initiative. From Vietnam's experience, optimizing and adjusting regional initiatives to suit local conditions is an effective solution, making them practical and realistic policies in everyday life. The study also suggested that continuing research and monitoring of regional initiatives is necessary and needs to be carried out in a long-term process. This is necessary to be able to find effective methods and strategies to solve current challenges, overcome the consequences of the past and prevent the future. Although regional initiatives have brought significant results, there are still some shortcomings that need to be overcome. This emphasizes the need to continue improving and refining these initiatives so that they can truly bring the greatest benefits to the community.

Bibliography

Official Documents

ASEAN, "Tầm nhìn Cộng đồng ASEAN 2025" (2016) Vietnam Chamber of Commerce and Industry, online: <aecvcci.vn >.

Vietnam, Prime Minister, *Decision No. 622/QĐ-TTg on the National Action Plan for Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*, (2017), Open Development Mekong, online: <data.vietnam.opendevelopmentmekong.net>.

Books & Chapters

General Statistics Office of Vietnam, *Statistical Yearbook of Vietnam 2022* (Hanoi: Statistical Publishing House, 2023).

Ministry of Industry and Trade, *Vietnam Import and Export Report 2022* (Hanoi: Hong Duc Publishing House, 2023).

Vietnam Government and UN, "One Strategic Plan 2017-2021 between the Government of the Socialist Republic of Viet Nam and the United Nations" (2018) Open Development Mekong, online: <data.vietnam.opendevelopmentmekong.net>.

Articles

Nguyen Huu Cuong et al, "Analysis of the Training Program Quality of Vietnamese Higher Education Institutions from Quality Accreditation Results" (2023) 23:9 Educational Journal 67.

Online Sources

Anh, Ha, "Extreme Poverty – A Worrying Situation" (2023) Nhan Dan, online: <nhandan.vn >.

General Statistics Office of Vietnam, "Efforts to Recover Import-Export Activities in 2022 Set a New Record" (2023), online: <gso.gov.vn/du-lieu-va-so-lieu-thong-ke/2023/01/no-luc-phuc-hoi-xuat-nhap-khau-nam-2022-lap-ky-luc-moi/> (accessed 15 February 2024).

General Statistics Office of Vietnam, "Vietnam Labor Market Situation in 2023" (2024), online: <gso.gov.vn/du-lieu-va-so-lieu-thong-ke/2024/01/tinh-hinh-thi-truong-lao-dong-viet-nam-nam-2023/> (accessed 15 February 2024).

Giang, Lam, "Hơn 60% sản phẩm xuất khẩu của Việt Nam sang Canada thuộc nhóm các doanh nghiệp FDI" (2023) Hà Nội Mới, online: </hanoimoi.vn>.

Quang, Dang, "Why Are Many Young Workers Withdrawing Social Insurance in One Lump Sum?" (2023) Communist Party of Vietnam, online: <dangcongsan.vn>.

State Bank of Vietnam, "Kết nối hệ thống chính trị – xã hội thành một thể thống nhất cả về trí và lực tham gia công cuộc giảm nghèo" (2020), online: <sbv.gov.vn> (accessed 15 February 2024).

Thuy, Nguyen Le, "Strengthen the Implementation of the 2030 Program in Vietnam" (2017), online: UNOHRLLS <unohrlls.org/custom-content/uploads/2017/03/Vietnam.pdf> (accessed 1 February 2024).

Thu Binh, Phan Thi & Vu Van Ha, "Attracting FDI in Vietnam in 2022 and Developing Prospects" (2023) State Bank of Vietnam, online: <sbv.gov.vn> (accessed 25 August 2024).

Thu Binh, Phan Thi & Vu Van Ha, "Foreign Direct Investment in Vietnam in 2023 and Prospects for 2024" (2024) Vietnam Banking Review, online: <tapchinganhang.gov.vn>.

Trang, Quynh, "Top Tax-Paying Enterprises in 2022" (2023) VnExpress, online: <vnexpress.net>.

Tuan, Nguyen, "Singapore businesses invest 80 billion USD in Vietnam" (2023) VietnamNet, online: <vietnamnet.vn>.

Tuan, Thanh, "ASEAN Commits to Eradicating Poverty and Ensuring Sustainable Agriculture" (2023) VietnamPlus, online: <vietnamplus.vn>.

Vietnam Consulate, "The ASEAN Community Was Officially Formed" (2015) Vietnam Consulate, online: <vnconsulate-fukuoka.mofa.gov.vn>.

Chapitre IV. Régionalisme et enjeux environnementaux

●

Chapter IV. Regionalism and Environmental Challenges

From Trade Liberalization to Trade Sustainability?

L'intégration grandissante des enjeux de développement durable aux relations commerciales contemporaines

Carla GOMEZ

Résumé

Alors qu'aux premiers temps de la régulation des échanges mondiaux l'objectif des accords de commerce était de garantir la libéralisation de l'économie, il semblerait que, depuis quelques années, la tendance soit celle d'une inclusion de plus en plus importante des enjeux environnementaux, sociaux et culturels au sein de certains des accords de libre-échange. S'en suit une forme d'intégration des pans du développement durable tel que défini en 1992 au sein des textes régulateurs du commerce mondial, témoin d'une reconnaissance indirecte de l'interconnexion et de l'apport mutuel des différents intérêts en jeu. L'objectif de cette contribution sera d'analyser l'interaction entre les différents enjeux de développement durable et les enjeux de commerce au sein des accords de libre-échange afin d'observer la façon dont les relations économiques contemporaines peuvent promouvoir un développement plus durable.

Mots-clés : droit international économique, accords commerciaux, développement, mondialisation, durable.

Abstract

In the early days of global trade regulation, the main objective of trade agreements was to guarantee economic liberalization. In recent years, the trend seems to have been for environmental, social, and cultural issues to be increasingly included within some of these trade liberalization agreements. This has led to a form of integration of sustainable development, as defined in 1992, into the texts regulating world trade, and an indirect recognition of the interconnection and mutual contribution of the various interests at stake. The aim of this contribution will be to analyze the interaction between sustainable development and trade issues within free trade agreements and to examine how contemporary economic relations can promote a more sustainable development.
Keywords: international economic law, trade agreements, development, globalization, sustainability.

Il était énoncé en 1992 que les « États devraient coopérer pour promouvoir un système économique international ouvert et favorable propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays, qui permettrait de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement »[1]. Cette constatation est encore aujourd'hui d'actualité, bien que des progrès soient à noter. Certains acteurs de la mondialisation ont œuvré

1 *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 1992, Principe 12.

pour la rendre « durable et plus équitable »[2] et travaillent encore à rendre le « commerce plus durable et plus responsable »[3], en alignement avec les principes du développement durable[4].

Cette contribution aura pour objectif d'étudier la participation des relations économiques contemporaines au développement durable. Pour ce faire, elle recontextualisera la place du développement durable au sein des politiques commerciales des acteurs du commerce mondial (1), illustrera les différents pans du développement durable que l'on retrouve dans certains des accords de commerce contemporains (2) et permettra de s'interroger quant au fait de savoir si certains d'entre eux pourraient permettre d'ouvrir la voie à des accords de libre-échange plus durables (3). Le corps du texte s'attachera à tirer les conclusions des dispositions observées, leurs références exactes se trouvant dans les notes.

1. La progression timide du développement durable au sein du droit international des échanges

La notion de développement durable renvoie à un développement qui permettrait de répondre « aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs […, s'appuyant] sur une vision à long terme qui prend en compte le

2 Commission européenne, *Questions-réponses: Une politique commerciale ouverte, durable et volontariste* (18 février 2021) QANDA/21/645.

3 Présidence française du Conseil de l'UE, Franck Riester, « Pour un commerce plus durable et plus responsable » (27 janvier 2022).

4 Voir également à ce sujet les travaux et initiatives de l'OMC. En ce sens, OMC, « Mettre le commerce au service du développement durable et de l'économie verte ».

caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement »[5]. Approfondie par l'Organisation des Nations Unies et déclinée en 17 objectifs principaux[6], la notion de développement durable a pu se raffiner avec le temps et englobe aujourd'hui les piliers environnemental, social, économique, mais aussi culturel[7]. Le besoin d'un commerce respectueux de ces différents enjeux se veut d'ailleurs de plus en plus évident avec l'importance croissante des préoccupations environnementales et sociales.

Une consécration historique en demi-teinte. Cette conscience de l'importance d'un développement durable a toujours existé au sein du système commercial international, et ce, malgré l'échec de la Charte de La Havane[8]. Historiquement, les accords de libre-échange ont pu faire référence au développement durable, notamment dans leurs préambules[9]. Considérant leur valeur non contraignante[10], la question de la participation du commerce mondial à un développement plus durable pouvait et peut encore se poser. Les accords de commerce étaient alors des textes de libéralisation du

5 *Loi sur le développement durable*, Québec, 2006.

6 Nations Unies, « Objectifs de développement durable ».

7 Véronique Guèvremont, « La reconnaissance du pilier culturel du développement durable: vers un nouveau mode de diffusion des valeurs culturelles au sein de l'ordre juridique mondial » (2013) 50 Annuaire canadien de droit international 163.

8 *Charte de la Havane*, 1948, art premier et ch VI (prévision d'une certaine liberté du commerce, dans un objectif de développement et de consolidation de l'emploi).

9 *Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (1994) 1867 RTNU 192, entrée en vigueur : 1er janvier 1995, préambule [*Accord de Marrakech*].

10 Bob Kieffer et Clément Marquet, *L'Organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public*, Bruxelles, Bruylant, 2020 au para 346 : caractère « interprétatif » des préambules en référence à J. Bhagwati.

teseopress.com

commerce, intégrant les questions non purement commerciales au second rang, par les préambules ou les exceptions[11]. Mais ces dernières années ont vu apparaître certaines évolutions en matière d'intégration du développement durable dans les accords commerciaux et leurs négociations. C'est ainsi que l'on a pu constater le développement des discussions entourant les questions de commerce et d'environnement ou les questions de commerce et de santé au sein des travaux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)[12] ainsi que l'octroi d'une part de plus en plus importante à ces enjeux au sein des accords eux-mêmes.

Un activisme grandissant en matière de commerce et de développement durable. Si l'importance du développement durable n'est pas nécessairement source de débats, l'importance qui lui est accordée au sein des politiques commerciales des différents acteurs de la mondialisation est à géométrie variable. Alors que certains États n'en font pas – ou pas encore – une priorité ou une intégration dans leur politique commerciale, certains acteurs font la promotion d'un commerce qui se voudrait plus responsable et s'adaptent face aux nouveaux enjeux de développement auxquels ce siècle fait face[13]. Ils se dotent ainsi de programmes commerciaux favorables à une vision plus durable du commerce et mettent en place des accords plus respectueux de la notion de développement durable. Le Canada s'est, par

11 Voir en ce sens les exceptions des articles XX et XXI *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 1994.

12 Voir en ce sens les initiatives conjointes et les Conférences ministérielles : OMC, « Initiatives conjointes » ; OMC, « Les Conférences ministérielles ».

13 Tel est, par exemple, le cas de l'Union européenne : il est possible de retrouver certains des valeurs et objectifs de l'UE, tels que rassemblés aux articles 2 et 3 du Traité sur l'Union européenne, dans le cadre de l'Agenda progressiste du Canada, qui s'est lui aussi doté d'un programme commercial favorable à certaines valeurs.

teseopress.com

exemple, engagé à négocier ses accords conformément à son Agenda progressiste, « perspective nouvelle qui contribue aux priorités gouvernementales en matière d'économie, de société et d'environnement »[14]. Ce dernier met en avant des valeurs liées à l'environnement, au travail, à l'égalité des genres ainsi qu'au « renforcement du droit des gouvernements à réglementer dans l'intérêt public »[15]. Le parallèle avec les piliers du développement durable est ici aisément observable. L'Union européenne, quant à elle, a reconnu à travers ses textes fondateurs des valeurs et objectifs[16] qu'elle s'est engagée à promouvoir dans ses relations extérieures[17]. Parmi ces derniers, on retrouve notamment le « développement durable de la planète »[18], l'environnement[19], la « gestion durable des ressources naturelles mondiales, afin d'assurer un développement durable »[20] et plus largement le développement durable[21] dans l'optique d'un commerce plus durable [22].

---

14 Stéphane Paquin et X. Hubert Rioux, « L'agenda progressiste et les accords commerciaux de nouvelle génération » (2021) 65 Revue Interventions économiques Papers in Political Economy au para 1.

15 *Ibid* au para 6.

16 *Traité sur l'Union européenne*, 2007, entrée en vigueur : 1er décembre 2009 [TUE], arts 2 et 3.

17 *Ibid*, art 21.

18 *Ibid*, art 3§5.

19 *Ibid*, art 3§3.

20 *Ibid.*, art 21§2f).

21 Cour de justice de l'Union européenne, *Avis 2/15 – Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour* (2017) 2015/C 363/22 au para 147 [*Avis 2/15*] commenté par Emanuel Castellarin, « L'articulation entre le commerce et l'environnement dans les accords de libre-échange de l'Union européenne » dans Josiane Auvret-Finck, dir, *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne ?*, Paris, Pedone, 2018, 105.

22 Lisa Rolland, « Commerce international et environnement sont-ils (in) conciliables? » (2017) 21:2 Regards croisés sur l'économie 77. Pour ce paragraphe, voir la contextualisation dans Carla Gomez, « Normes commerciales et principes fondamentaux de l'Union européenne : vers un système commercial d'un genre nouveau », dans Olivier Delas,

Hétérogénéité de la quête d'un « commerce durable ». Certains accords contemporains, conclus par ces acteurs désireux d'adapter le commerce à son environnement – comme le Canada ou l'UE[23] –, se veulent conséquemment novateurs et plus durables. Ils ne se contentent plus de promouvoir un libre commerce mais semblent s'orienter vers la promotion d'un commerce qui se voudrait favorable à certaines exigences de durabilité. Cela ne signifie toutefois pas que tous les accords de commerce conclus par tous les partenaires commerciaux se veulent intégratifs de ces considérations. Il est classique de retrouver une mention du développement durable dans le cadre des préambules des accords de commerce contemporains[24] que les partenaires reconnaissent[25] ou pour lesquels les partenaires réaffirment[26] leurs engagements. Certains de ces accords demeurent donc des accords de libéralisation des échanges[27] classiquement connus. Certains accordent une place aux pans du développement durable[28]. D'autres semblent

---

Mulry Mondelice et Olivier Bichsel, dir, *L'Union européenne, puissance globale dans les relations internationales et transatlantiques*, Bruylant, 2023 [« Vers un système commercial d'un genre nouveau »].

23 Globalement, les membres du Groupe d'Ottawa (Australie, Brésil, Canada, Chili, UE, Corée du Sud, Japon, Kenya, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Singapour, Suisse) tendent à suivre cette tendance lorsque cela est possible, tout comme les États-Unis. Mais la Chine aussi a pu accepter des accords contenant des normes environnementales ; e.g. *Accord de libre-échange entre la Chine et Singapour* (signé 23 octobre 2008, entré en vigueur 1er janvier 2009), Annexe 8. La tendance est donc globale.

24 Tel était déjà le cas au sein de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, tel est le cas dans les accords cités dans ce papier, tel est également le cas pour les accords commerciaux tel que le RCEP.

25 Voir *Partenariat régional économique global*, 2020 [RCEP] ; *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon*, 2019.

26 Not. *Accord Économique et Commercial Global entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part* (2016), entré en application provisoire : 21 septembre 2017 [AECG].

27 RCEP, *supra* note 25 qui retranscrit les principes de l'OMC.

28 *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon*, *supra* note 25 ch 16.

teseopress.com

aller encore plus loin et ouvrir la voie vers un commerce plus inclusif et responsable, que cela soit par la voie des accords commerciaux régionaux (ACR) – comme c'est le cas de l'Accord économique et commercial global (AECG)[29] – ou par la voie de l'OMC[30]. Ces accords, aussi inclusifs soient-ils, demeurent logiquement des accords de libéralisation du commerce consacrant la majeure partie de leur texte à réguler les relations commerciales entre les parties contractantes. Mais c'est au-delà des aspects commerciaux qu'il est notable que certaines dispositions ou certains chapitres de ces accords se veuillent innovants en matière de développement durable.

2. L'adaptation des accords de commerce à certains aspects du développement durable

Au sein de certains des accords de commerce contemporains, l'on retrouve parfois des chapitres généraux traitant des liens entre commerce et développement durable[31], parfois non[32], des chapitres parfois plus spécifiques en matière de commerce et d'environnement[33]

29 Voir not. AECG, *supra* note 26.

30 Voir en ce sens la dynamique de mutation au sein de l'OMC avec les initiatives conjointes, European Commission, « Ottawa Group proposes a global Trade and Health Initiative », (23 novembre 2020).

31 *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon*, *supra* note 25 ch 16 ; AECG, *supra* note 26 ch 22.

32 Voir en ce sens *Accord entre les États-Unis d'Amérique, les États-Unis mexicains et le Canada*, 2018 [ACEUM].

33 AECG, *supra* note 26 ch 24 ; ACEUM, *supra* note 32 ch 24 ; *Accord de partenariat transpacifique global et progressiste*, 2018 ch 20 [PTPGP].

ou de commerce et de travail[34], parfois non[35], et parfois même certaines dispositions plus novatrices comme en matière de commerce et d'égalité des genres[36].

Si ces dispositions et chapitres se rapportent à des questions en lien avec le commerce, il semblerait que les acteurs promoteurs de ce type de textes fassent évoluer les accords de commerce qui deviennent pour certains d'entre eux de véritables accords de « commerce durable », voire, pour certains des accords les plus récents[37], des accords se rapprochant d'un plus « juste échange »[38]. Une analyse de quelques-uns des accords conclus par les deux partenaires précités permet de mettre en exergue cette affirmation. La tendance générale de rédaction qui s'en dégage pourrait être analysée selon deux prismes : celui des chapitres généraux portant sur le développement durable et celui des chapitres plus spécifiques portant sur les différents pans du développement durable. Dans les deux cas, ces chapitres ont tendance à prévoir des règles substantielles et des mécanismes de suivi.

La consécration de chapitres généraux portant sur le développement durable. Certains accords contemporains prévoient un chapitre général portant sur l'inclusion globale des divers pans du développement durable. Tel est le cas du chapitre 16 de l'accord conclu entre l'UE et le Japon. Il prévoit des dispositions en matière

---

34 AECG, *supra* note 26 ch 23 ; ACEUM, *supra* note 32 ch 23; PTPGP, *supra* note 33 ch 19.

35 Par exemple, *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon*, *supra* note 25 ne contient pas de chapitre spécifique dédié à un des pans du développement durable.

36 Voir en ce sens les accords conclus entre le Canada et le Chili ou le Chili et l'Union européenne.

37 Le cas de l'Accord UE-Nouvelle-Zélande sera étudié à ce titre.

38 Voir Jacques Sapir, « Libre-échange ou juste échange ? » (2010) 41:1 Cités 71.

teseopress.com

de travail[39], d'environnement[40], de développement économique durable[41] ou encore en matière de gestion durable des forêts et de la pêche[42]. Il instaure un Comité du commerce et du développement durable[43] et un mécanisme spécifique de règlement des différends sur la question du commerce et du développement durable[44] alternatif au chapitre propre au mécanisme de règlement des différends de l'accord[45]. Au sein de l'accord UE-Japon, le chapitre 16 est le seul chapitre traitant des liens entre commerce et développement durable. Il est donc relativement développé, mais peu spécifique, puisqu'il ne rentre pas dans le détail de chacun des pans du développement durable et permet d'en consacrer globalement certains aspects.

Cette logique diffère des cas du chapitre 22 de l'AECG intitulé « Commerce et développement durable » et du chapitre 23 du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) intitulé « Développement » dans sa version française. Ces chapitres se veulent eux aussi généraux mais surtout introductifs de chapitres plus spécifiques aux différents pans du développement durable. Le chapitre 22 de l'AECG prévoit, par exemple, des mesures de coopération globales[46] ainsi que la mise en place du Comité du commerce et du développement durable[47] et renvoie aux chapitres afférents. Il en va de même pour le PTPGP, bien que le chapitre 23 soit un peu plus fourni. Il prévoit globalement

39 *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon*, *supra* note 25 art 16.3.
40 *Ibid*, art 16.4.
41 *Ibid*, art 16.5.
42 *Ibid*, arts 16.7 et 16.8.
43 *Ibid*, art 16.13.
44 *Ibid*, arts 16.17-16.19.
45 *Ibid*, art 16.17.
46 AECG, *supra* note 26, art 22.3.
47 *Ibid*, art 22.4.

teseopress.com

lui aussi des mesures de coopération et de promotion du développement durable[48] et institue un Comité sur le développement[49]. Il insiste également sur la promotion de certains domaines tels que l'éducation, les sciences ou la recherche[50]. Ces chapitres sont néanmoins à lire en connexion avec les chapitres plus spécifiques contenus dans ces accords.

La possible consécration de chapitres spécifiques au développement durable. Aux chapitres généraux peuvent parfois s'ajouter ou se substituer[51] des chapitres spécifiques portant sur les différents pans du développement durable au sein même des accords de commerce ; l'environnement (1.1), les normes sociales (1.2), la culture (1.3), et bien évidemment une vision de l'économie (1.4) plus respectueuse du développement durable. L'apport de ces chapitres est notable puisqu'ils peuvent permettre soit de raffiner ce qui est brièvement évoqué dans les chapitres généraux, soit de développer des règles claires et précises pour des domaines spécifiques liés à la durabilité.

2.1. L'environnement et le développement durable de la planète

Certains chapitres des ACR peuvent porter spécifiquement sur l'inclusion de considérations environnementales liées au commerce. C'est le cas du chapitre 24 de l'AECG ou de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique

48 PTPGP, *supra* note 33, art 23.2.
49 *Ibid*, art 23.7.
50 *Ibid*, art 23.5.
51 Certains ACR ne disposent pas de chapitres généraux mais de chapitres spécifiques portant sur certains piliers du développement durable ; c'est le cas de l'ACEUM. La même logique s'applique aux considérations environnementales. Voir Carla Gomez, « La prise en compte des enjeux environnementaux par les accords de commerce : de l'exception à la consécration ? » (2023) MJLR.

(ACEUM) et du chapitre 20 du PTPGP. Dans ces chapitres, un renvoi est systématiquement fait aux conventions multilatérales sur l'environnement[52]. Globalement, ces chapitres sont des chapitres de coopération en matière environnementale[53] qui mettent l'emphase sur certains enjeux particuliers tels que la gestion durable des forêts ou de la pêche[54]. Ils servent principalement à encourager la coopération sur certaines questions environnementales et à renforcer les partenariats entre les signataires : l'article 24.9 §1 de l'AECG prévoit par exemple que les parties « sont résolues à faire les efforts voulus en vue de faciliter et de promouvoir le commerce et l'investissement en ce qui concerne les marchandises et services environnementaux, y compris par la réduction des obstacles non tarifaires attachés à ces marchandises et services ». Des études portent sur l'analyse de ces règles novatrices et concluent à leur intégration grandissante, bien qu'hétérogène, au sein des ACR ainsi qu'à la diversité des dispositions utilisées pour parvenir à l'intégration de l'environnement aux règles commerciales ; certaines dispositions peuvent ainsi porter sur des questions plus spécifiques telles que la coopération pour la qualité de l'air[55], la « conduite responsable des entreprises »[56], les « espèces exotiques envahissantes »[57] ou l'institution d'un Comité spécifique sur l'environnement[58].

---

52 AECG, *supra* note 26, art 24.4 ; ACEUM, *supra* note 32, art 24.8 ; PTPGP, *supra* note 33, art 20.4.

53 AECG, *supra* note 26, art 24.12 ; ACEUM, *supra* note 32, art 24.9, 24.11 ; PTPGP, *supra* note 33, art 20.12.

54 E.g. AECG, *supra* note 26, arts 24.10 et 24.11 ; ACEUM, *supra* note 32, arts 24.23 et 24.17.

55 ACEUM, *supra* note 32, art 24.11.

56 *Ibid*, art 24.13. Voir aussi PTPGP, *supra* note 33, art 20.10.

57 PTPGP, *supra* note 33, article 20.14.

58 ACEUM, *supra* note 26, art 24.26 ; PTPGP, *supra* note 33, art 20.19. Quant aux études en général, voir not. Paul R. Baker, *Handbook on*

teseopress.com

D'une manière générale, ces règles favorables à l'environnement ne permettent toutefois pas de conférer des droits et obligations complémentaires par la voie de l'accord de commerce ; elles servent d'incitatif à une plus grande coopération en matière environnementale en marge du commerce[59]. Ces chapitres peuvent ne pas être soumis aux mécanismes de règlement des différends éventuellement prévus par les accords ou se voir soumis à une procédure particulière[60].

2.2. Les normes sociales : le travail, les droits autochtones et l'égalité des genres

La présence de dispositions propres au droit du travail. Au même titre qu'en matière environnementale, la plupart des accords susmentionnés contiennent des dispositions voire des chapitres intégratifs de la dimension sociale du développement durable. Les chapitres 23 de l'AECG et de l'ACEUM ainsi que le chapitre 19 du PTPGP traitent ainsi des liens entre commerce et travail. Ces divers chapitres font tous référence à

Negotiating Sustainable Development Provisions in Preferential Trade Agreements, UNESCAP, 2021 ; Lukasz Gruszczynski, « Standard of review of health and environmental regulations by WTO panels » dans Geert Van Calster et Denise Prévost, dir, *Research Handbook on Environment, Health and the WTO*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2013, 731 ; Katrin Kuhlmann, *Handbook on Provisions and Options for Inclusive and Sustainable Development in Trade Agreements* (2023), UN ; Aaditya Mattoo, Nadia Rocha et Michele Ruta, *Handbook of Deep Trade Agreements* (2020), International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank ; Paul R. Baker, *Sustainable development provisions in Preferential trade agreements* (2021), UN.

59 Au sujet de la coopération environnementale dans les ACR, voir Markus W. Gehring et al, *Climate Change and Sustainable Energy Measures in Regional Trade Agreements (RTAs) An Overview* (2013) ICTSD Global Platform on Climate Change, Trade and Sustainable Energy, Issue Paper 3, au point 6.

60 Voir respectivement PTPGP, *supra* note 33, art 23.9 ; AECG, *supra* note 26, arts 24.13-24.16.

teseopress.com

l'Organisation internationale du travail[61]. Ils œuvrent à imposer un certain niveau de protection des travailleurs[62] et mettent l'emphase sur la lutte contre le travail forcé[63]. Certains d'entre eux instituent même un Conseil du travail[64] pour améliorer la prise en compte des droits des travailleurs par les accords.

La timidité des dispositions propres aux populations autochtones. En matière de protection des populations autochtones, les apports sont plus minces mais tout de même présents. Il n'y a généralement pas de chapitre spécifique qui leur est dédié, comme cela peut être le cas dans l'accord conclu entre l'UE et la Nouvelle-Zélande[65]. Dans la plupart des accords, lorsque les peuples autochtones sont mentionnés, ils le sont au titre des exceptions ou des annexes. Le Canada a ainsi réussi à préserver certaines préférences pour les populations autochtones dans l'Annexe II de l'AECG ou dans l'article 32.5 de l'ACEUM. Il en va de même dans le cadre du PTPGP, au sein duquel la Nouvelle-Zélande est parvenue à consacrer elle aussi une exception pour les Maoris[66]. Les populations autochtones parviennent donc parfois à être timidement prises en considération au sein des accords de certains partenaires.

La rareté des dispositions propres à l'égalité des genres. Il est également possible de remarquer certaines inclusions en matière d'égalité des genres qui se veut progressive. Une évolution se constate, par exemple, avec

61 AECG, *supra* note 26, art 23.3 ; ACEUM, *supra* note 32, arts 23.2-23.3 ; PTPGP, *supra* note 33, arts 19.2-19.3.

62 ACEUM, *supra* note 32, art 23.4 ; PTPGP, *supra* note 33, art 19.4.

63 ACEUM, *supra* note 32, art 23.6 ; PTPGP, *supra* note 33, art 19.6.

64 ACEUM, *supra* note 32 art 23.14 ; PTPGP, *supra* note 33, art 19.2.

65 *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande*, 2022, ch 20 « Coopération économique et commerciale Maori » (signé le 9 juillet 2023, entré en vigueur le 1er mai 2024) [Accord UE-Nouvelle Zélande].

66 PTPGP, *supra* note 33, art 29.6.

teseopress.com

l'introduction de l'article 23.4 du PTPGP « Femmes et croissance économique » ou l'article 19.4 de l'Accord UE-Nouvelle-Zélande « Commerce et égalité des genres ». Cela se constate également par le chapitre N bis « Commerce et genre » de l'Accord Canada-Chili[67]. Grand absent de l'AECG, son Comité mixte travaille à améliorer les questions de genre en matière de commerce[68] alors que l'OMC s'est aussi récemment saisie de la question afin d'améliorer le rôle des femmes dans le commerce international[69] et a même créé le Fonds pour les exportatrices dans l'économie numérique (WEIDE).

Certains des ACR contemporains se veulent ainsi plus intégratifs de considérations sociales, permettant la reconnaissance de l'importance de ce volet du développement durable en plus d'encourager les discussions sur la question, consolidant de fait les liens entre commerce et enjeux sociaux[70].

2.3. La préservation de la diversité culturelle

Innovation de la part des accords contemporains, la question de la culture se fait aussi une place croissante au sein de la réglementation du commerce mondial. Laissée pour compte dans le cadre des négociations à l'OMC, elle s'est imposée comme quatrième pan du développement durable[71]. C'est ainsi que les exceptions

---

67 *Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili*, 2019.

68 Voir en ce sens Chloé Brière, Areg Navasartian, *Recommandation 002/2018 du 26 septembre 2018 du Comité mixte de l'AECG relative au commerce et au genre*, 2022.

69 « OMC | Les femmes et le commerce ».

70 Tancrede Voituriez, « Mettre le commerce au service de l'environnement : les insuffisances de l'approche européenne et les possibles options » (19 novembre 2019). Les questions de genre sont également parfois intégrées à des ententes collaboratives. Voir en ce sens *Global Trade and Gender Arrangement* (2020).

71 *Guèvremont*, *supra* note 7.

culturelles ont pu se faire une place au sein des accords de commerce. L'ACEUM contient, par exemple, certaines exceptions à l'application de dispositions spécifiques pour les industries culturelles[72]. Le PTPGP reconnait lui aussi la protection des « expressions culturelles traditionnelles »[73]. L'AECG, quant à lui, fait une référence expresse à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005 dans le cadre de son préambule et prévoit certaines exceptions propres à la culture[74]. La question de la diversité culturelle dans le cadre de l'AECG est également présente au sein de son « jumeau politique »[75], l'Accord de Partenariat stratégique (APS)[76]. Même le pan le plus récent du développement durable a su se faire une place – bien que moindre par rapport à l'environnement ou le droit du travail – au sein des accords de commerce.

2.4. L'économie et le développement économique durable

Dernier pan conséquent du développement durable, le développement économique durable. Il serait aisé de recouper cette idée de développement économique durable avec celle d'économie verte entrainant « une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale

---

72 ACEUM, *supra* note 32, art 32.6, annexe 15-E du Mexique par exemple.

73 PTPGP, *supra* note 33, art 29.8.

74 AECG, *supra* note 26, art 28.9 : en matière de subventions, d'investissements, de services, de règlementation intérieure et de marchés publics.

75 Laurence Marquis, « L'Accord de partenariat stratégique Canada Union européenne: jumeau politique méconnu de l'Accord économique et commercial global » (2018) RQDI 205.

76 *Accord de Partenariat Stratégique entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part* (2016) art 16 [APS], accord politique conclu en parallèle de l'AECG. Il complète d'ailleurs la plupart des pans précédemment évoqués.

teseopress.com

tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources [… se caractérisant] par un faible taux d'émission de carbone, l'utilisation rationnelle des ressources et l'inclusion sociale » [77]. Il en va de même pour la notion de croissance verte permettant de veiller « à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre bien-être »[78]. Ces concepts flous à l'étendue débattue[79] ne viennent pas se substituer à celui de développement durable mais permettent de le compléter tout en proposant une vision pratique de la durabilité dans le contexte actuel[80].

C'est justement ce à quoi aspirent ces accords contemporains. Rappelant leurs attaches au multilatéralisme[81], les accords contemporains novateurs reconnaissent pourtant « qu'une mondialisation durable et une prospérité accrue ne sont possibles que dans une économie mondiale ouverte, fondée sur les principes du marché, des réglementations efficaces et des institutions mondiales solides »[82]. Considérant les différentes catégories susmentionnées, il est possible de constater que les accords initialement commerciaux viennent intégrer de nouvelles dimensions. Tout en demeurant des accords commerciaux, ils affirment le passage d'une

77 Programme des Nations Unies pour l'Environnement, *Vers une économie VERTE Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, Synthèse à l'intention des décideurs* (2011) à la p 2.

78 OCDE, « Qu'est-ce que la croissance verte et comment peut-elle aider à assurer un développement durable ? ».

79 Certains travaux universitaires existent à ce sujet e.g. Jules Aimable Muhizi, *L'économie verte nous conduira-t-elle au développement durable ?,* Mémoire de Maitrise, Ottawa, 2013 [non publié].

80 OCDE, *supra* note 78, en matière de croissance verte.

81 Voir en ce sens les références faites à l'OMC dans les préambules des accords cités et les renvois faits au droit de l'OMC dans les parties portant sur le Traitement national et l'accès aux marchés, les obstacles techniques au commerce ou les règles sanitaires et phytosanitaires.

82 *APS*, *supra* note 76, art 9.

teseopress.com

logique de libéralisation des échanges à une libéralisation des échanges qui se voudrait plus raisonnée prenant en compte la durabilité de manière plus conséquente que par le passé.

3. Des accords de libre-échange… aux accords de commerce plus durables ?

Des politiques commerciales de plus en plus « conscientes ». Certains acteurs, à l'instar des 78 Membres faisant partie de l'initiative sur la durabilité environnementale à l'OMC, semblent vouloir faire évoluer la régulation des échanges mondiaux, conscients qu'un commerce pérenne ne pourra être mis en place dans un environnement instable ; de même qu'un environnement et des sociétés pérennes ne pourront, considérant le degré actuel d'interdépendance économique lié à la mondialisation[83], prospérer sans commerce raisonné. Il est donc logique que les partenaires commerciaux partageant des vues commerciales similaires et ayant les moyens de le faire évoluer parviennent à la conclusion d'accords allant plus loin que le simple commerce, en alignement avec les principes directeurs du développement durable. Les accords conclus par ces acteurs peuvent ainsi approfondir les relations commerciales et y intégrer les dimensions environnementale, sociale et culturelle. Certains de ces accords les plus récents vont même plus loin et permettent de flouter les différentes catégories susmentionnées pour parvenir à des

83 Raoul Delcorde, « Une réponse multilatérale décevante face à la crise de la COVID-19 ? » dans Olivier Delas, Olivier Bichsel et Baptiste Jouzier, dir, *L'après COVID-19: quel multilatéralisme face aux enjeux globaux?,* Bruxelles, Bruylant, 2021, 125 à la p 126.

chapitres originaux tels que le « Bien-être animal » ou les « Systèmes alimentaires durables »[84].

Un intérêt concret pour la question de la durabilité. L'objectif de durabilité trouve d'ailleurs application dans la pratique et fait l'objet d'un intérêt grandissant, ce quel que soit le forum. Cette contribution a surtout insisté sur la place accordée par les ACR aux enjeux de durabilité. Ces derniers sont également pris en compte au sein de l'enceinte multilatérale que représente l'OMC. Outre l'initiative sur la durabilité environnementale précitée[85], la 13ème Conférence ministérielle de l'OMC l'a démontré. Si le développement durable n'était pas une priorité en termes de négociation – ces dernières se concentrant sur des aspects commerciaux à mettre à jour –, il a été et est toujours au cœur de nombreuses discussions. Des Membres de l'Organisation se sont réunis pour échanger sur les questions de durabilité environnementale, de pollution plastique[86] et de subventions aux combustibles fossiles. Certaines discussions ont également été engagées avec la société civile, puisque le développement durable a été le sujet de deux jours de colloque organisé par l'Institut international du développement durable portant spécifiquement sur la question du commerce et de la durabilité. L'accent a été mis sur la durabilité sociale mais surtout

84 Accord UE-Nouvelle Zélande, *supra* note 65, arts 8 et 7.

85 Voir OMC, « L'initiative sur le commerce et la durabilité environnementale trace la voie vers l'obtention de résultats concrets pour la CM14 » (27 février 2024).

86 Ce thème fait également l'objet de discussions parallèles au sein des enceintes internationales, Sühendan Göksal et Gabriel Andrés Suárez Gómez, « Traité sur les pollutions plastiques : quelle ambition pour la négociation de Paris ? » (2023) 321 Droit de l'Environnement : « En fin 2022, le CIDCE a publié un projet de convention sur la pollution plastique, suite à l'adoption par les Nations unies d'une résolution pour élaborer un texte international juridiquement contraignant contre la pollution plastique ».

teseopress.com

environnementale, considérée comme un défi « d'une ampleur sans précédent »[87] pour lequel des solutions pérennes se révèlent aujourd'hui plus que nécessaires[88].

Limites et failles à l'intégration. Certaines critiques peuvent toutefois être émises à l'endroit de cette pratique d'introduction d'enjeux durables aux ACR. D'abord, celle selon laquelle ce qui est fait n'est pas suffisant. Le déséquilibre entre l'économie et l'importance du développement durable est toujours notable, alors même que l'urgence de solutions plus durables n'a jamais été aussi criante. Ce déséquilibre, classique si l'on prend en compte la nature commerciale de ces accords, ne l'est en revanche plus lorsque l'on considère la place qui devrait idéalement être accordée au développement durable dans le contexte actuel. Cette limite s'applique aux différents niveaux, régional, plurilatéral comme multilatéral[89] : le développement durable, préoccupation à l'importance généralement considérée comme essentielle, n'est pas au cœur des négociations à l'OMC, qui portent davantage sur les aspects du commerce qui doivent être actualisés pour répondre aux enjeux contemporains en la matière.

De la réflexion entourant les failles et les risques de ne pas inclure de dispositions sur le développement durable dans les ACR, plusieurs observations sont ainsi

87 Jean-Marie Paugam, « Commerce, durabilité et climat: quels enjeux 30 ans après la création de l'OMC ? » (2024) Réflexions sur le commerce mondial, blog de l'OMC.

88 Quant aux résultats de cette Conférence, Carla Gomez et al, « Guest Post: Back from the WTO MC13 – A brief report and some remarks from four scholars who were in Abu Dhabi » (2024) IELP.

89 Le déséquilibre est un déséquilibre « historique » que l'on retrouve aux différents niveaux de négociation des règles ayant vocation à encadrer la mondialisation économique ; au niveau des ACR (régional), des discussions récentes à l'OMC (plurilatéral) ou au niveau des règles traditionnelles de l'OMC (multilatéral). Leur étude montre que l'intérêt économique reste prépondérant.

teseopress.com

possibles. La première observation tient au fait que l'inclusion de ces dispositions dépend uniquement de la volonté des parties à l'accord. La conclusion d'un ACR apparaît comme un exercice de concessions lorsque l'objectif est de parvenir à un texte mutuellement satisfaisant pour plusieurs partenaires sur des aspects commerciaux divers. L'ajout du volet durable est donc un élément de négociation non négligeable qui tend sans doute parfois à plier face aux intérêts commerciaux, que cela soit au sein des négociations régionales ou multilatérales ; alors que le sujet de la durabilité est fondamental et peu récent, la raison pour laquelle il peine à être intégré au cahier des négociations de l'OMC tient certainement au fait que ses Membres souhaitent prioritairement se pencher sur les aspects du commerce mondial restant à réguler[90]. La logique d'intégration de ces questions dépend donc bien entendu des ambitions de la politique commerciale du pays qui conclut les ACR ainsi que de sa capacité à promouvoir ces normes.

La deuxième observation porte sur le décalage entre la théorie et la pratique. En théorie, les accords inclusifs d'enjeux durables sont novateurs et intégratifs. Néanmoins, la pratique n'est pas toujours convaincante : certaines dispositions ne bénéficient pas du mécanisme de règlement des différends prévu pour le reste de l'accord mais sont plutôt soumises à médiation ou à un mécanisme de règlement des différends spécifique[91]. La problématique longtemps débattue mais

---

90 Béatrice Quenault, « Le développement durable comme pierre d'achoppement des relations Nord/Sud au sein des négociations commerciales multilatérales à l'Organisation mondiale du commerce » (2004) 123:3 Mondes en développement 11 : l'OMC fonctionne selon les « préoccupations politiques prioritaires » de ses Membres.

91 E.g. *ACEUM*, *supra* note 32, art 24.16 : « 1. Pour tout différend découlant du présent chapitre, les Parties ont uniquement recours aux règles et aux procédures prévues au présent chapitre. 2. Les Parties font tout leur

teseopress.com

jamais résolue de la mise en œuvre et de l'application de ces dispositions est en effet un obstacle de taille[92]. Or, il appert que ces dispositions servent souvent davantage à promouvoir qu'à véritablement appliquer des critères de durabilité aux accords en l'absence de mécanismes de suivi et de mise en œuvre efficaces[93]. Un écart serait alors à constater entre la théorie – qui supposerait que les pans du développement durable sont intégrés aux accords de commerce – et la pratique – qui supposerait parfois que ces introductions ne soient pas forcément pourvues d'effets concrets[94].

Conclusion

De cette brève analyse ressortent plusieurs constats qui peuvent être résumés sous celui selon lequel de l'appétence des partenaires de négociations pour les enjeux de durabilité dépendra leur intégration dans l'accord. L'intégration de la durabilité dans les ACR se fait donc à géométrie variable afin de s'adapter au contexte de

possible pour régler un différend de manière mutuellement satisfaisante. Elles peuvent recourir à tout moment aux bons offices, à la conciliation ou à la médiation pour résoudre ce différend. ».

92 E.g. Alan Hervé, *Les accords de libre-échange de l'Union européenne. Contribution de l'Union à un nouveau modèle de régulation du commerce international*, Bruxelles, Bruylant, 2024 à la p 138 ; Nations Unies, ESCAP, Paul R. Baker, *Handbook on negotiating sustainable development provisions in Preferential trade agreements* (2018) ; Clara Brandi and Jean-Frédéric Morin, « Trade and the Environment: Drivers and Effects of Environmental Provisions in Trade Agreements » (2023) Elements in Earth System Governance, présentent les différents points de vue quant aux mécanismes de mise en œuvre et d'application des dispositions propres au développement durable dans les ACR.

93 Sharon Anglin Treat, « Trade agreements and sustainability: innovations and illusions in EU and US agreements » (2021).

94 Quant aux développements de ce paragraphe, voir *Gomez*, *supra* note 22 à la p 510.

négociation de l'accord ; absence de référence, apparition dans le préambule, règles générales, règles spécifiques, mécanismes institutionnels et mécanismes de suivi et de mise en œuvre sont autant de moyens déployés de manière irrégulière dans les ACR, en fonction des marges de manœuvre des différents acteurs, afin d'intégrer les enjeux de durabilité à ceux du commerce contemporain.

L'alignement des règles commerciales existantes aux objectifs de développement durable reste néanmoins à parfaire. Les efforts allant en ce sens restent perceptibles et les initiatives se multiplient pour parvenir à cet objectif devenu central[95]. Cette promotion d'un commerce plus conforme aux objectifs de développement durable permet la mise sur pied d'une nouvelle logique économique consciente des enjeux de ce siècle. C'est cette nouvelle logique économique qu'il s'agirait maintenant de développer mais surtout de mettre en œuvre pour promouvoir une vision des échanges mondiaux intégrative du développement durable. Quoi qu'il en soit, « le commerce fait partie de la solution aux défis »[96] auxquels ce siècle est confronté et il est bienvenu que certains États se saisissent de l'opportunité de le mettre au service du développement durable.

---

95 E.g. OMC, « Contribution de l'OMC à la réalisation des ODD » ; WTO, *Re-globalization to promote environmental sustainability*, (2023) World Trade Report ; International Trade Council (ITC), « The Growing Importance of Sustainable Practices in International Trade » (2022) ITC. La base de données TRENDS, met en avant l'évolution notable de l'intégration et de la diversification des normes favorables à l'environnement dans les ACR sur la période 1945-2018 (dates de l'étude), Jean-Frédéric Morin et al, « TREND analytics – Environmental Provisions in Preferential Trade Agreements » (2017), German Development Institute, Université Laval.

96 OMC, « La DG Okonjo-Iweala déclare que "le commerce fait partie intégrante de la solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés" lors d'une conférence sur la durabilité » (2022).

teseopress.com

Bibliographie

Traités et documents officiels

Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande, 2022 (signé, non ratifié, non entré en vigueur).

Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, 2019.

Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili, 2019.

Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (1994) 1867 RTNU 192, entrée en vigueur : 1er janvier 1995.

Accord de Partenariat stratégique entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, (2016).

Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste, 2018.

Accord économique et commercial global entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, (2016), entrée en application provisoire : 21 septembre 2017.

Accord entre les États-Unis d'Amérique, les États-Unis mexicains et le Canada, 2018.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 1994.

Brière, Chloé et Areg Navasartian, *Recommandation 002/2018 du 26 septembre 2018 du Comité mixte de l'AECG relative au commerce et au genre*, 2022.

Charte de la Havane, 1948.

Commission européenne, *Questions-réponses: Une politique commerciale ouverte, durable et volontariste* (18 février 2021) QANDA/21/645.

Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, 1992.

Loi sur le développement durable, Québec, 2006.

Nations Unies, ESCAP, Paul R. Baker, *Handbook on negotiating sustainable development provisions in Preferential trade agreements* (2018).

Partenariat régional économique global, 2020.

Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Vers une économie VERTE Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, Synthèse à l'intention des décideurs* (2011).

Traité sur l'Union européenne, signé en 2007, entrée en vigueur : 1er décembre 2009.

WTO, *Re-globalization to promote environmental sustainability*, (2023) World Trade Report.

Jurisprudence

Cour de justice de l'Union européenne, *Avis 2/15 – Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour* (2017) 2015/C 363/22.

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Castellarin, Emmanuel, « L'articulation entre le commerce et l'environnement dans les accords de libre-échange de l'Union européenne » dans Josiane Auvret-Finck, dir, *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne ?*, Paris, Pedone, 2018, 105.

Delcorde, Raoul, « Une réponse multilatérale décevante face à la crise de la COVID-19? » dans Olivier Delas, Olivier Bichsel et Baptiste Jouzier, dir, *L'après COVID-19: quel multilatéralisme face aux enjeux globaux?,* Bruxelles, Bruylant, 2021, 125.

Hervé, Alan, *Les accords de libre-échange de l'Union européenne. Contribution de l'Union à un nouveau modèle de régulation du commerce international*, Bruxelles, Bruylant, 2024.

Kieffer Bob et Clément Marquet, *L'Organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public*, Bruxelles, Bruylant, 2020.

Articles de doctrine et travaux universitaires

Brandi Clara et Jean-Frédéric Morin, « Trade and the Environment: Drivers and Effects of Environmental Provisions in Trade Agreements » (2023) Elements in Earth System Governance, en ligne : <cambridge.org/core/elements/trade-and-the-environment/8DDFCD193957CD11C185572CB0D61B11>.

Guèvremont, Véronique, « La reconnaissance du pilier culturel du développement durable: vers un nouveau mode de diffusion des valeurs culturelles au sein de l'ordre juridique mondial » (2013) 50 Annuaire canadien de droit international 163.

Marquis, Laurence, « L'Accord de partenariat stratégique Canada Union européenne: jumeau politique méconnu de l'Accord économique et commercial global » (2018) RQDI 205.

Paquin, Stéphane et X. Hubert Rioux, « L'agenda progressiste et les accords commerciaux de nouvelle génération » (2021) 65 Revue Interventions économiques Papers in Political Economy.

Rolland, Lisa, « Commerce international et environnement sont-ils (in) conciliables? » (2017) 21:2 Regards croisés sur l'économie 77.

Voituriez, Tancrede, « Mettre le commerce au service de l'environnement : les insuffisances de l'approche européenne et les possibles options » (2019) en ligne: <iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/mettre-le-commerce-au-service-de-lenvironnement-les>.

Billets de blogue et communications électroniques

Anglin Treat, Sharon, « Trade agreements and sustainability: innovations and illusions in EU and US agreements » (2021), en ligne : <iatp.org/documents/trade-agreements-and-sustainability-innovations-and-illusions-eu-and-us-agreements>.

European Commission, « Ottawa Group proposes a global Trade and Health Initiative », (2020), en ligne : <trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=2215>.

Gomez, Carla et al, « Guest Post: Back from the WTO MC13 – A brief report and some remarks from four scholars who were in Abu Dhabi » (2024) IELP, en ligne : <ielp.worldtradelaw.net/2024/03/guest-post-back-from-the-wto-mc13-a-brief-report-and-some-remarks-from-four-scholars-who-were-in-abu.html>.

International Trade Council (ITC), « The Growing Importance of Sustainable Practices in International Trade » (2022) ITC, en ligne : <tradecouncil.org/the-growing-importance-of-sustainable-practices-in-international-trade/>.

Morin, Jean-Frédéric et al, « TREND analytics – Environmental Provisions in Preferential Trade Agreements » (2017) German Development Institute, Bonn, Germany, et Université Laval, Canada, en ligne : <klimalog.idos-research.de/trend/index.html>.

OCDE, « Qu'est-ce que la croissance verte et comment peut-elle aider à assurer un développement durable ? », en ligne : <oecd.org/fr/croissanceverte/quest-cequelacroissanceverteetcommentpeut-elleaideraassurerundeveloppementdurable.htm>.

OMC, « Contribution de l'OMC à la réalisation des ODD », en ligne : <wto.org/french/thewto_f/coher_f/sdgs_f/wtoachsdgs_f.htm>.

OMC, « La DG Okonjo-Iweala déclare que "le commerce fait partie intégrante de la solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés" lors d'une conférence sur la durabilité » (2022) en ligne : <wto.org/french/news_f/news22_f/dgno_28jan22_f.htm>.

OMC, « L'initiative sur le commerce et la durabilité environnementale trace la voie vers l'obtention de résultats concrets pour la CM14 » (2024), en ligne : <wto.org/french/news_f/news24_f/tessd_27feb24_f.htm>.

OMC, « Mettre le commerce au service du développement durable et de l'économie verte », en ligne : <wto.org/french/res_f/publications_f/brochure_rio_20_f.pdf>.

OMC, « OMC | Les femmes et le commerce », en ligne : <wto.org/french/tratop_f/womenandtrade_f/womenandtrade_f.htm>.

Paugam, Jean-Marie, « Commerce, durabilité et climat: quels enjeux 30 ans après la création de l'OMC ? » (2024) Réflexions sur le commerce mondial, blog de l'OMC, en ligne : <wto.org/french/blogs_f/ddg_jean_marie_paugam_f/blog_jp_28feb24_f.htm>.

Présidence française du Conseil de l'UE, Franck Riester, « Pour un commerce plus durable et plus responsable » (2022), en ligne : <presidence-francaise.consilium.europa.eu/fr/actualites/pour-un-commerce-plus-durable-et-plus-responsable>.

Trade, Sustainable Development and Climate Change

Leveraging Free Trade Agreements for Climate Action – the EU example

LE THI THANH TAM & NGUYEN THI MAI ANH

Abstract

This paper explores the critical intersection of trade, sustainable development, and climate change, using the European Union's (EU) groundbreaking initiatives as a case study. The primary aim is to identify effective strategies for leveraging Free Trade Agreements (FTAs) to bolster global climate action. Through a detailed examination of the EU's approach, the study investigates key elements such as the incorporation of dedicated environmental chapters within FTAs, the establishment of binding commitments and measurable targets, and the application of trade incentives to promote green practices. Furthermore, it examines collaborative regulatory frameworks, technology transfer mechanisms, dispute resolution procedures, and inclusive stakeholder engagement strategies embedded in EU FTAs. By analyzing these dimensions, the paper seeks to provide actionable insights and recommendations to guide international efforts, offering a blueprint for utilizing FTAs as robust instruments to advance sustainable development and combat climate change.

Keywords: Trade, climate change, sustainable development, FTA, the linkage.

Résumé

Cet article explore l'intersection cruciale entre le commerce, le développement durable et le changement climatique, en prenant les initiatives révolutionnaires de l'Union européenne (UE) comme étude de cas. L'objectif principal est d'identifier des stratégies efficaces pour tirer parti des accords de libre-échange (ALE) afin de renforcer l'action climatique à l'échelle mondiale. À travers une analyse approfondie de l'approche de l'UE, l'étude examine des éléments clés tels que l'intégration de chapitres environnementaux dédiés dans les ALE, l'établissement d'engagements contraignants et d'objectifs mesurables, ainsi que l'utilisation d'incitations commerciales pour promouvoir les pratiques vertes. En outre, elle analyse les cadres réglementaires collaboratifs, les mécanismes de transfert de technologies, les procédures de résolution des différends et les stratégies d'engagement inclusif des parties prenantes intégrées dans les ALE de l'UE. En étudiant ces dimensions, cet article vise à fournir des idées et des recommandations concrètes pour guider les efforts internationaux, offrant ainsi un plan directeur pour utiliser les ALE comme instruments puissants pour promouvoir le développement durable et lutter contre le changement climatique.
Mots-clés : commerce, changement climatique, développement durable, ALE, interconnexion.

In the contemporary global landscape, the nexus of trade, climate change, and sustainable development has

emerged as a critical and widely debated issue. As nations ardently pursue sustainable development goals, the looming challenges posed by climate change cast a significant shadow over these endeavors, impacting commercial activities to varying extents. Recognizing the pivotal role played by these three factors in economic progress, Trade and Sustainable Development (TSD) programs encounter the pressing need for continuous refinement of existing agreements. This research article, structured into four parts, initiates with an exploration of the intricate relationship between trade and climate change. Following this, Part II delineates the frameworks for sustainable trade practices pioneered by the European Union (EU). Part III provides an overview of key features characterizing TSD in existing trade agreements. The concluding section synthesizes insights from the preceding sections and puts forth recommendations aimed at enhancing climate standards within free trade agreements.

1. Trade, Sustainable Development, and Climate Change

From 2030 to 2050, the impacts of climate change may lead to an annual increase of 250,000 deaths due to malnutrition, malaria, diarrhea, and heat stress combined (WHO 2018).

Climate change and sustainable development profoundly affect human existence and has substantial implications for commercial activities. Global warming reduces capital and labor productivity. The value of goods significantly influences labor productivity, and there is a direct connection between climate change and the quantity and worth of goods. Unusual warming

can lead to a deterioration in the quality of goods, and in more severe instances, it can hinder the trade of raw materials through canals due to reduced water levels. Furthermore, certain research indicates that climate change directly contributes to the devaluation of assets.[1] Effectively controlling global climate change within acceptable bounds over the long haul will likely demand the integration of climate change policies with sustainable development strategies in both developing and industrialized nations. To delve into the connections between climate change and sustainable development from the viewpoint of developing countries, it's imperative to commence by examining the specific local and regional conditions as well as the policy frameworks in place.[2] A notable relationship exists among trade, sustainable development, and climate change, with each exerting considerable influence on the others.

The initial impact of trade on climate change and sustainable development is the emergence of disparities among nations, particularly those relying on climate and environmental advantages. Agricultural-dependent countries are vulnerable to the adverse effects of global warming on crop yields and quality, leading to food insecurity and hindering sustainable development. In contrast, nations less affected by environmental factors can more easily sustain their positions in various sectors.

Furthermore, extreme weather events have the potential to disrupt supply chains and inflict damage on the essential transport infrastructure required for

1 Panagiotis Tsigaris & Joel Wood, "The potential impacts of climate change on capital in the 21st century" (2019) 162 Ecological Economics 74.

2 Noreen Beg et al, "Linkages between climate change and sustainable development" (2002) 2 Climate Policy 129.

the trade of goods.[3] The growing geographical reach of extreme weather events indicates an escalating global challenge, with an increasing number of nations grappling with the impacts of climate change on sustainable development. Global trade is particularly vulnerable to these changes. The expansion of extreme weather events poses a direct threat to port operations, while shifts in precipitation patterns disrupt vital maritime hubs and routes. A prime illustration is the Panama Canal, which facilitates approximately 6% of worldwide maritime trade.[4] Its operation is heavily reliant on available freshwater resources, making it highly susceptible to alterations in rainfall and drought conditions. Similarly, China's Yangtze River has encountered shipping disruptions due to reduced rainfall and heightened evaporation.[5]

In contrast to the potential threats posed by climate change, trade is actively working towards mitigating its impacts and fostering sustainable development. International trade serves as a catalyst for enhancing production efficiency, encouraging the judicious use of resources, and optimizing natural resource utilization.[6] The widespread scope of contemporary global trade enables the upscaling of production through progressively efficient methodologies. This, in turn, allows for the increased output of goods using consistent units of labor, resources, and technology. Consequently, this

3 Danae Kyriakopoulou, Georgina Kyriacou & Natalie Pearson, "How does climate change impact on international trade?" (2023) The London School of Economic and Political Science.

4 Peter Vanham, "What the new Panama Canal tells us about globalization" (2016) World Economic Forum.

5 Alex Hadwick, "Global trade must face up to drought threat" (2023) Reuters.

6 Marie Catherine Riekhof et al, "Economic growth, international trade, and the depletion or conservation of renewable natural resources" (2019) 97 Journal of Environment Economics and Management 116.

contributes to minimizing the environmental footprint on the climate while upholding living standards. Moreover, trade serves as an effective driver for technological innovation. Heightened levels of trade and business activities can stimulate progress in energy efficiency by facilitating the exchange of technological knowledge, resulting in the creation of goods and services with reduced greenhouse gas emissions. The augmented income generated through trade can also generate a demand for enhanced environmental standards within society, thereby mitigating the impact of climate change. For instance, increasing awareness about health preservation may lead to a decrease in the usage of plastic bags to prevent the release of harmful microplastics, ultimately reducing environmental waste and contributing to the achievement of sustainable development goals.

Acknowledging the interconnection between trade, sustainable development, and climate change, an increasing number of Free Trade Agreements (FTAs) are being established with clauses focusing on sustainable development. This assumes a crucial role in shaping a global economic framework that prioritizes environmental accountability, social equity, and enduring prosperity. These clauses act as a significant structure, integrating sustainability principles into the core of international trade. Primarily, these provisions underscore a commitment to harmonizing economic growth with environmental preservation. Through the establishment and enforcement of environmental standards, FTAs motivate participating nations to adopt measures reducing their ecological footprint, fostering a global economy that is more sustainable and resilient. Additionally, these provisions are instrumental in advancing social inclusivity and just labor practices. By

incorporating commitments to safeguard labor rights, FTAs contribute to ensuring that the advantages of economic development are distributed fairly among workers. Furthermore, sustainable development provisions often facilitate the exchange of green technology and knowledge. This collaboration stimulates innovation and the adoption of eco-friendly practices, promoting the growth of cleaner and more sustainable industries. In essence, these sustainable development clauses within FTAs play a crucial role in steering international trade towards a model that not only prioritizes economic prosperity but also aligns with environmental stewardship and social well-being. This collective effort aims to build a sustainable and inclusive global economy, recognizing the importance of balancing present needs with the preservation of resources for future generations.

2. Frameworks for Sustainable Trade Practices Established by the EU

2.1. The Latest State of Play Regarding the Sustainability of the EU's Trade Policy

FTAs have also become increasingly important to the trade-climate-energy nexus for key reasons, such as the fact that the WTO and global trade multilateralism have significantly weakened over the last two decades or so, and FTAs have filled into the trade-climate governance vacuum created by an inert WTO and UNFCCC in this area.[7]

7 Christopher M. Dent, "Trade, climate and energy: A new study on climate action through free trade agreements" (2021) 14:14 Energies 4363 at 4.

However, it is only in the past decade that climate action in FTAs has markedly intensified and grown on a much larger scale, from which more discernible instances of norm leadership and influence can be observed. At a general level, the EU is one of the trading partners with the most significant provision scope and the largest number of agreements, and by far remains the leader and most influential country on climate norms in FTAs.[8]

The EU is known for its strong sociocultural values and policies on the environment and climate change, and early on, EU leaders identified climate diplomacy as an area where the EU could establish a position of global leadership.[9] Since the 1990s, the EU has negotiated FTAs with Central and Eastern European countries, with the most common climate-related theme in these agreements being the promotion of energy efficiency. This aims to overcome the past apathy of Eastern European communist governments in this sector and minimize the significant levels of transboundary pollution affecting EU member states.[10] However, these provisions are placed in a relatively weak text framework due to a lack of substantive basis.[11]

It took some time, though, for the EU to emerge as a form of climate norm leader and influencer. A key milestone was the EU-Korea FTA (2010) with the EU's most important new progress on climate norms being the introduction of the "Trade and Sustainable Development" (TSD) chapter, which cognitively framed

8 *Ibid* at 20.

9 Charles F. Parker, Christer Karlsson & Mattias Hjerpe, "Assessing the European Union's global climate change leadership" (2017) 39:2 J Eur Integration 239 at 240.

10 Frank Carter & David Turnock, *Environmental Problems in Eastern Europe* (London: Routledge, 1996).

11 *Dent*, *supra* note 7 at 20.

teseopress.com

many climate action measures in later FTAs.[12] Since then, EU's FTAs have included a separate chapter on trade and sustainable development that includes provisions on environmental protection, labour rights, and climate change.

In June 2022, the European Commission announced a new approach to TSD Chapters in its FTAs aiming to address civil society's concerns related to the contribution of economic growth from trade liberalization to global sustainability challenges. The new approach aims to integrate the EU' commitment to "ensuring its trade agreements foster sustainability".[13]

Overall, the new approach of the TSD Chapter is seen as a positive move towards improving the sustainability regulations of EU FTAs. However, gaps remain as some of the most important parts of TSD assessment will not apply to existing FTAs,[14] thus limiting the scope of this new approach. However, by employing the "Review" clause found in current agreements or other appropriate procedures, this can be partially fixed.

Since the publication of the new approach to TSD Chapters, three FTAs have been signed under this new approach, namely the EU-New Zealand, EU-Chile and Kenya trade agreements. Of these three agreements, only the EU-New Zealand FTA[15] has the most fully-fledged revised TSD approach. The EU-New Zealand FTA, signed on 9 July 2023, is the first agreement to integrate the new TSD approach. It sets high standards

12 Gabriel Siles-Brugge, "The power of economic ideas: A constructivist political economy of EU trade policy" (2013) 9:4 Journal of Contemporary European Research 597 at 598.

13 European Commission, "The power of trade partnerships: together for green and just economic growth" (2022a).

14 Eline Blot, "Reflections on the new approach to the TSD Chapters for greener trade" (2023) Institute European Environmental Policy.

15 EC, "The EU-New Zealand trade agreement" (2023a).

by committing the Parties to effectively implement the Paris Agreement and their Nationally Determined Contributions (NDCs). Serious actions or omissions breaching this commitment would be subject to the agreement's dispute settlement mechanism with sanctions as a last resort. Moreover, the Parties reaffirm their commitment to reforming and reducing fossil fuel subsidies.[16]

The EU-Chile Advanced Framework Agreement[17] contains a dedicated TSD chapter in the trade section of the agreement, in which the EU and Chile have made clear TSD commitments, along with a dedicated dispute settlement mechanism, but are unlikely to impose sanctions. In addition, there are fewer ambitious provisions to address fossil fuel subsidy reform and trade-related transportation emissions. The lack of such commitments in the agreement's sector-specific Chapters is a key flaw in addressing the negative impacts of trade on sustainability, especially considering the importance of the mining sector in Chile. However, the Commission indicated that it would then recommend the fully-fledged TSD approach to Chile, including the possibility of trade sanctions, as a last resort.[18]

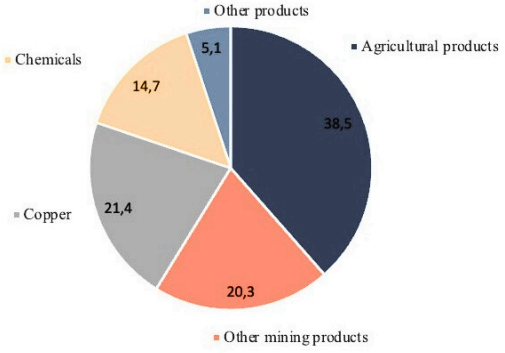
The anticipation surrounding the EU-Chile agreement was high, both regarding the further implementation of the new TSD approach and in the context of the European Critical Raw Materials Regulation, published in March 2023.[19] In particular, because Chile is

16 Eline Blot & Susanna Li, "Post-FTA briefing: EU-New Zealand" (2023) Institute European Environmental Policy.
17 EU, "EU-Chile – Advanced Framework Agreement" (2023).
18 EC, "The EU-Chile agreement explained" (2022).
19 EU, *Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a framework for ensuring a secure and sustainable supply of critical raw materials and amending Regulations (EU) 168/2013, (EU) 2018/858, 2018/1724 and (EU) 2019/1020*, [2023] COM(2023) 160 final, 2023/0079.

teseopress.com

a global supplier of both lithium and copper and with the modernization of their existing trade agreement, the EU wants to secure a steady supply of critical raw materials for the green and digital transitions.[20] Figure 1 shows EU imports from Chile in 2022. It underscores Chile's importance as a trade partner for the EU for the import of mining products, including lithium and copper. Moreover, Chile is also an important supplier of counter-seasonal products to the EU market, including fruits, vegetables, and fish.[21]

Figure 1: EU imports from Chile in 2022



Source: Figure by the author using Eurostat trade data with Chile.

The EU-Kenya Economic Partnership Agreement (EPA)[22] (negotiations concluded in June 2023) also

20 Eline Blot & Susanna Li, "Post-FTA briefing: EU-Chile" (2023) Institute European Environmental Policy.
21 *Ibid* at 1.
22 Eric Pichon, "Economic Partnership Agreement with Kenya (East African Community)" (2023) European Parliament Research Service, Briefing.

includes a dedicated TSD chapter covering labor, gender equality, environmental, and climate issues, as well as the possibility of activating a dispute settlement mechanism[23] in case of breach of TSD commitments. Like the EU-Chile agreement, it does not envisage the possibility of sanctions, but it does contain a commitment to start the process of reviewing TSD aspects of the agreement as soon as the trade agreement enters into force. The EU is expected to introduce a new TSD approach in ongoing FTA negotiations, such as with Australia, India, and Indonesia.[24]

2.2. Assessing the EU's New Approach to TSD Chapters and Enforcement

The Committee identified 20 action points from the new TSD approach,[25] presented in Table A of the Annex, which can be classified into five categories: (i) leveraging FTAs for cooperation on sustainability, (ii) enhancing the sustainability credentials of FTAs, (iii) consulting broader civil society, (iv) targeted actions for the Domestic Advisory Groups (DAGs), and (v) strengthening enforceability of environmental and social commitments.. More specifically, with six policy priorities as shown in Table 1 below:

23 EC, "Key elements of the EU-Kenya Economic Partnership Agreement" (2023c).

24 Marc Jütten, "Trade and sustainable development in EU free trade agreements" (2023) European Parliament Research. Service, Briefing.

25 EC, "The power of trade partnerships: together for green and just economic growth" (2022c).

Table 1: The EU's new TSD approach

- **more proactive in its cooperation with partners;**
- **stepping up the country-specific approach;**
- **mainstreaming sustainability beyond the TSD chapter of trade agreements;**
- **increasing the monitoring of the implementation of TSD commitments;**
- **reinforcing the role of civil society;**
- **enhancing enforcement by means of trade sanctions as a measure of last resort.**

Source: European Commission.[26]

The first, leveraging FTAs for cooperation on sustainability, including cooperation and supporting trading partners in compliance with international labor and environmental standards, through technical and financial assistance; using the trade agreements to facilitate dialogues with trade partner countries. Although these avenues of cooperation are not new in trade and cooperation frameworks, the Commission reaffirms the role of FTAs as a means for positive dialogue and cooperation to promote positive environmental action and sustainable development.

The second type to enhance the sustainability of FTAs includes integrating tailor-made country-specific TSD Chapter provisions based on improved sustainability impact assessment (SIA), to negotiate time-appropriate targets and roadmaps to implement sustainability commitments and prioritise market access for green goods, services, and raw materials. Despite progress in the new TSDs such as with New Zealand or Chile compared to previous chapters,[27] some parties

26 EC, "Commission unveils new approach to trade agreements to promote green and just growth" (2022d).

27 *Blot & Li*, *supra* note 20, at 4-8; *Blot & Li*; *supra* note 16 at 5-10.

teseopress.com

criticised the Commission's reluctance to commit to negotiations more binding sustainability than the provisions of the new TSD approach.[28] Another difficulty in the implementation of the new TSD approach is the lack of an implementation roadmap accompanying the new FTAs.

The third category is consulting broader civil society, which aims to improve processes for civil society, stepping up monitoring of the implementation of TSD Chapters. This ensures better consultation with civil society in the early stages of SIA, from the FTA life cycle to implementation. Furthermore, the Operating Guidelines of the Single Entry Point (SEP) have been revised to enhance predictability for FTA parties by clarifying that systemic failures to apply laws or regulations aligned with TSD commitments would constitute a violation.[29] This could limit the scope of violations from trading partners.

The fourth category includes targeted actions for DAGs, which are a small group of business, labor, and environmental stakeholders tasked with overseeing the implementation of the TSD Chapter.[30] These actions aim to strengthen the DAG's capacity, legitimacy, effectiveness, and transparency, in addition to promoting and facilitating interaction between EU DAGs and partner countries, and expanding the scope of DAG supervision beyond the TSD to cover the entire FTA. The strengthening of DAGs is a positive development, as EU DAGs already face limited efficiency issues such

28 *Blot*, *supra* note 14 at 5.

29 EC, "Operating guidelines for the Single Entry Point and complaints mechanism for the enforcement of EU trade agreements and arrangements" (2022).

30 Alberto Mazzola, "The role of Domestic Advisory Groups in monitoring the implementation of Free Trade Agreements" (2018) European Economic and Social Committee.

as insufficient time and resources to further investigate socio-environmental concerns and a lack of representation of environmental stakeholders.[31] The final category relates to strengthening the TSD enforcement mechanism for future trade agreements as well as modernizing all FTAs in force. The introduction of sanctions as a last resort is a good sign of the EU's more assertive stance.[32] Furthermore, the Commission has now integrated the compliance phase of the state-to-state dispute settlement process in the TSD Chapter, meaning that the Party found to be non-compliant must discuss actions or measures taken taking into the expert panel's recommendations.

The European Commission considers the new TSD approach "a major step in making EU trade greener, fairer and more sustainable". However, some of the most important parts of the new TSD will not apply to existing FTAs,[33] thus limiting the scope of the new approach to deliver sustainable trade. However, there is the possibility of revisiting the content of the TSD Chapter after the agreement enters into force if it includes a "Review" clause. However, not all existing FTAs include this clause, so the possibility of amending an existing trade agreement will likely lie with both Parties agreeing to update or modernize the FTA.

For instance, in the EU-New Zealand FTA, the possibility of sanctions would only apply to actions or omissions that materially defeat the object and purpose

---

31 Eline Blot & Marianne Kettunen, "Environmental credentials of EU trade policy: A comparative analysis of EU free trade agreements" (2021) Institute European Environmental Policy; Eline Blot, Antoine Oger & James Harrison, "Enhancing sustainability in EU Free Trade Agreements: The case for a holistic approach" (2022) Institute European Environmental Policy.

32 *Blot*, *supra* note 14 at 5.

33 *Blot*, *supra* note 14 at 4.

of the Paris Agreement and for the violations of the fundamental ILO conventions.[34] While the scope of the ILO's core conventions is clear, the Paris Agreement is not the same. Therefore, in practice,the enforceability for non-compliance with environmental commitments through sanctions in this FTA remains uncertain.[35] Moreover, the EU-Chile agreement does not include the possibility of sanctions for non-compliance with the Paris Agreement or fundamental ILO conventions.[36] Another example of an FTA being negotiated by the EU-Mercosur, does not seem to address important aspects, such as the lack of a sanctioning mechanism for TSD commitments "makes their implementation to a large extent dependent on the parties' political goodwill."[37] This suggests that not all future EU FTAs include the concept of sanctionable green provisions. Some experts also point out that the new approach has certain gaps and ambiguities. For example, the language in TSD chapters is too vague and non-commital, making it impossible to enforce. BusinessEurope[38] remains skeptical about whether sanctions for non-compliance encourage enforcement and how sanctions will be applied if they are introduced. With regard to potential violations of climate provisions, some experts have asked how a dispute settlement panel could deliver an objective assessment of whether a party's introduced

34 EC, "EU-New Zealand: Text of the agreement" (2022f).

35 *Blot & Li*, *supra* note 16 at 9.

36 EC, "EU-Chile: Text of the agreement" (2022b).

37 Axel Marx et al, "Dispute Settlement in the Trade and Sustainable Development Chapters of EU Trade Agreements" (2017) Leuven Centre for Global Governance Studies.

38 BusinessEurope is the main European-level social partner organization, representing employers of all sizes in the private sector in Europe through its national member federations. The organization was established in 1958 as UNICE (the Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe, its acronym being derived from its French name).

teseopress.com

action or omission contradicts the objectives of an FTA.[39]

3. Case Study: EU-Chile Advanced Framework Agreement

Every contemporary trade agreement formed by the European Union (EU) incorporates sections dedicated to both trade and sustainable development, encompassing a comprehensive array of jointly established commitments. The Communication outlines policy priorities and essential action items, aiming to strengthen the existing approach to Trade and Sustainable Development (TSD). This approach relies on active engagement within the international framework and adherence to established standards, emphasizing more robust implementation and enforcement mechanisms to enhance effectiveness.

The trade agreement between the European Union and Chile has incorporated fresh sustainability components within the Trade and Sustainable Development (TSD) Chapter and throughout the entirety of the Free Trade Agreement (FTA).[40] The selection of the EU-Chile agreement as a practical illustration is rooted in Chile's notable strengths in agriculture and mining. This highlights that the potential growth in these sectors during the trade process could exert substantial environmental pressure. Anticipated challenges include issues related to the cleanliness of water environments and the preservation of biodiversity.[41] Consequently, the TSD

39 *Jütten*, *supra* note 24 at 7.
40 *Blot & Li*, *supra* note 20 at 1.
41 *Ibid*.

chapters consistently emphasize the integration of measures within the agreements between the EU and Chile to address these concerns. The TSD chapters within the EU-Chile free trade agreement largely maintain consistent policies regarding management, transparency, and collaborative activities. However, there is potential for enhancements in other provisions, particularly in the new TSD, with a focus on specific environmental domains such as climate change, forests, biodiversity, and fisheries.[42]

The new free trade agreement between New Zealand and the EU sets bold precedence on environmental objectives. From both an economic and political standpoint, policymakers find it challenging to envision that entering into Free Trade Agreements (FTAs) with New Zealand will yield substantial economic advantages in the foreseeable future. The country's susceptibility to political instability and conflicts directly affects it, coupled with a relatively small population, a GDP representing only 1.5% in comparison to EU nations, and unappealing tariff structures. The primary rationale behind deeming New Zealand unsuitable for initiating FTAs was its inherent characteristics and circumstances.[43] Nevertheless, the aspiration to broaden the geographical reach of Free Trade Agreements (FTAs) and the eagerness to establish TSD components have been the motivating factors leading to the signing of these FTAs. Essentially, the TSD chapters in both the EU-Chile and EU-New Zealand agreements are largely identical, except for specific elements such as forestry,

42 Eline Blot, "Green horizons – Towards more sustainable trade after the TSD Review" (2022) 27:Special Issue Perspectivas Journal of Political Science 93 at 95.

43 John Ballingall, "Sustainability and the New Zealand-EU Free Trade Agreement: A step up in accountability" (2023) IISD.

biodiversity, and climate change. Additionally, there are new chapters introduced in relation to TSD. The inclusion of the Sustainable Food Systems (SFS) Chapter is a recent addition, introduced first in the EU-New Zealand Free Trade Agreement. The EU-Chile's SFS Chapter closely resembles that of the EU-New Zealand, with the notable addition of articles addressing animal welfare and the combat against antimicrobial resistance. The primary aim of this chapter is to establish a close collaborative effort between the partnering nations for the transition toward sustainable food systems. In this context, the partners acknowledge the significance of reinforcing policies and formulating programs that contribute to the establishment of sustainable, inclusive, healthy, and resilient food systems, recognizing the role of trade in advancing this objective. Within this chapter, a Sustainable Food System (SFS) is characterized as a system that ensures food security, safety, and nutrition for everyone without compromising the economic, social, and environmental foundations necessary for providing food security and nutrition for future generations. Given that the primary goal of the chapter is to enhance collaboration on SFS, its scope encompasses provisions for cooperation on specific facets. These include dedicated sections on ensuring the sustainability of the food chain, minimizing food loss and waste, combating food fraud across the food chain, addressing animal welfare, fighting antimicrobial resistance, and reducing the use of fertilizers and chemical pesticides, especially those identified through risk assessments as posing unacceptable risks to health or the environment. Additionally, the chapter includes a provision on cooperation within multilateral forums, although the specific fora are not explicitly specified.

A specific chapter focused on gender equality is a recent inclusion in EU Free Trade Agreements (FTAs). While gender equality has been previously addressed as an article in the EU-New Zealand Trade and Sustainable Development (TSD) Chapter, the EU-Chile agreement's dedicated chapter is notably more comprehensive. Within this chapter, the parties acknowledge that the active involvement of women in international trade plays a crucial role in promoting their economic empowerment and independence.

Conclusions and Recommendations to Improve Climate Standards of Free Trade Agreements

With its efforts to raise climate standards and sustainable development throughout the past decades, the EU has emerged as a leader in expanding its sphere of influence with trading partners through FTAs. Following progress on climate standards through the introduction of the TSD chapter in FTAs, the EU's climate norm leadership and influence was attaining a broader and deeper level of acceptance.[44]

However, the EU's impact is relatively limited to a small group of trading partners, often regionally concentrated. Despite more than 40 years of climate action measures in FTAs, there is still little evidence that these measures determined standard norms of trade, energy or other types of policy practice and behaviour among trading partners. Instead, only very general norms have arisen approaching a universal level, focusing on cooperation, not consistent in all FTAs, but mainly

44 *Dent*, *supra* note 7 at 24.

specific to each stage and each group, leading to limited replication and distribution efficiency.

In order to promote and ensure the effective implementation of existing FTAs including the TSD chapter that are enforceable in practice, the Commission adopted the communication on "The power of trade partnerships: together for green and just economic growth"[45] in 2022 to enhance sustainability in EU FTAs, in particular by intensifying the enforcement of their TSD chapters in a new approach with the most notable point being the possibility of trade sanctions, as a last resort.

Overall, the EU's new approach is not significantly different from those outlined in the United States-Mexico-Canada Agreement (USMCA) and Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) in terms of consultations processes, dispute settlement mechanisms and the possibility of sanctions. However, the CPTPP's more consultative but broader scope for sanctions for non-compliance with environmental provisions, and the USMCA's targeted and fast approach to non-compliance with labour provisions. The EU's approach is also more advanced than some major trade agreements, such as the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) and the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), which lack sustainability provisions that ensure the enforceability of environmental commitments.[46] This new strategy is considered a step in the right direction, as it includes dedicated provisions for sustainable development. These provisions aim to increase market access for environmental goods and services while enabling

45 *EC*, *supra* note 25 at 28.

46 Eline Blot, "Leveraging free trade agreements for sustainability: Reviewing the implementation of the EU's new approach to sustainable trade" (2023) Institute European Environmental Policy.

civil society to participate in monitoring the implementation of TSD chapters, as seen in the EU-Chile and EU-New Zealand FTAs.

However, the EU's new TSD approach may not be sufficient to significantly enhance sustainability on a global scale, as its sphere of influence is limited to its trading partners. Furthermore, the most ambitious aspects of this new approach to sustainability are not retroactively applied to existing FTAs unless they include "review" clauses and agreements between the parties. Even with the new EU-Chile agreement, it remains challenging to address critical sustainability issues, such as sustainable water use in the mining sector. Additionally, the integration of sustainability provisions beyond the TSD chapter—such as dedicated chapters on energy, raw materials, and investment liberalization—continues to be absent. The EU-Mercosur agreement is also at an impasse, as the parties have failed to reach consensus due to concerns about the potential for increased environmental damage and climate change.[47]

In this context, what is the future for sustainable trade practices? One option is to promote the further integration of sustainability provisions and principles in trade and investment agreements. For example, the quality of environmental impact assessments (e.g., SIAs and FTA ex-post assessments) underpinning the FTA negotiations should systematically utilize the new methodology that assesses the impact of an FTA on biodiversity.[48]

---

47 Dave Keating, "EU-Mercosur trade deal stalls on climate concerns" (2023) Energy Monitor.

48 Marianne Kettunen et al, "Methodology for assessing the impacts of trade agreements on biodiversity and ecosystems" (2021) Institute European Environmental Policy, Trinomics, IVM & UNEP-WCMC, Report,

teseopress.com

Another example might include the use of tariff and non-tariff barriers, which are thought to favour carbon-intensive goods compared to "clean industry" goods.[49] The EU-New Zealand FTA has included a non-exhaustive list of environmental goods and services in the TSD Chapter annex[50] to promote the use of these goods and services. However, the use of tariffs to disincentivise trade in environmentally harmful goods and services may be contested by some EU trading partners as a measure aimed at disrupting trade. Therefore, the idea of using tariffs to restrict trade in goods and services that are harmful to the environment is likely to be a long and uphill battle.

Simultaneously, the EU will need to determine a consistent approach for the design and implementation of non-tariff barriers in FTAs. With the planned implementation of the Ecodesign for Sustainable Products Regulation (ESPR),[51] it will be beneficial to leverage its trade frameworks to collaborate with trading partners in the design and implementation of sustainability standards.

The EU can also pursue trade and investment agreements where sustainability goals are considered core objectives, or the "Trade and Environment Agreement"

Service contract for the European Commission No 07.0202/2019/812941/SER/ENV.D.2.

49 Joseph S. Shapiro, "The Environmental Bias of Trade Policy" (2020) 136:2 The Quarterly Journal of Economics 831.

50 *EC*, *supra* note 35.

51 Eline Blot, Antoine Oger & Emma Watkins, "Trade in support of circular economy: A synthesis report" (2022) Institute European Environmental Policy; EU, *Proposal for a Regulation establishing a framework for setting ecodesign requirements for sustainable products and repealing Directive 2009/125/EC*, [2022] COM(2022) 142 final, 2022/0095.

teseopress.com

(TEA).[52] The focus of these negotiations will be to better integrate sustainability provisions throughout the agreement. This could start with reinforcing the Paris Agreement as an essential element of every trade agreement, ideally also retroactively. In addition, such agreements should also add new MEAs such as as the WTO Agreement on Fisheries Subsidies and the Agreement under the United Nations Convention on the Law of the Sea.[53]

Recommendation

To support the promotion of best practices on sustainable trade, the EU should consider some of the following during the negotiation and implementation phase of its trade agreements:

First, the EU needs to expand the scope of sanctions for non-compliance with environmental targets and take more targeted and swift actions, learning from the approach of the CPTPP and USMCA.

Second, expanding the number of MEAs is considered an essential element in FTAs to strengthen the TSD enforcement mechanism.

Third, in new FTAs, it is necessary to mainstream the introduction of binding commitments to reduce and eliminate fossil fuel subsidies as well as actions that help harmonize carbon pricing systems.

---

52 Tancrede Voituriez & Klaudija Cremers, "A cup of Trade-and-Environment Agreement – TEA?" (2021) Institute European Environmental Policy.

53 Gabriel Aubert et al, "Building on the GBF towards more ambitious global environmental commitments: The EU as a diplomatic leader in biodiversity negotiations" (2023) Institute European Environmental Policy.

Fourth, integrating the sustainability provisions of the TSD chapter into sector-specific chapters to encourage raising standards for environmental protection and sustainable business.

Fifth, appropriately combine tariff and non-tariff measures to encourage trade in green goods—services, and raw materials while discouraging trade in environmentally harmful goods and services.

In order to raise standards at the global level thereby creating greater environmental and climate impacts, the EU can pursue cooperation in sustainable trade practices with like-minded partners, especially influential partners through encouragement, financing and improving access to green technologies and pursuing stronger Trade and Environment Agreements.

The level of acceptance and broad allocation of climate standard awareness frameworks from trading partners will affect the effectiveness of efforts to raise climate standards through EU FTAs. Heterogeneity, however, among FTAs still prevails, which facilitates policy and norm innovation, but it will not be truly effective if trading partners do not commit to set new innovative benchmarks on substantive climate-relevant commitments.

Overall, climate action measures in EU FTAs over the past decade have been optimally strengthened, with significant new policy changes. Obviously, this general development trend is also happening at the global level, however, international norms of practice on this important and still emerging frontier of the trade-climate nexus remain relatively weak and patchy. In order to strengthen and better distribute efforts from major trading partners such as the EU, it is essential that global governance institutions such as the WTO and UNFCCC need to become more actively involved

in managing the deepening links between the global trading system and climate change, thereby creating more consistency in climate standards and sustainable development.

Appendices

Table A: The TSD Chapter Action Points and their categorization

Categorization	TSD Chapter Action Points
Leveraging FTAs for cooperation on sustainability	(1) Step up cooperation with trade partners on compliance with international labour and environmental standards.
	(2) Support and incentivise reform processes and capacity building in trade partner countries through technical and financial assistance, when needed.
	(3) Use trade agreements to facilitate dialogue with partner countries.
Enhancing the sustainability credentials of FTAs	(4) Tailored approach to TSD Chapters, identifying country- specific sustainability priorities, and early and better targeted impact assessments.
	(5) Negotiate detailed and time-bound roadmaps with milestones, where appropriate, with a clear role for civil society for the monitoring and implementation.
	(6) Prioritise market access for environmental goods and services.
	(7) Ensure (sustainability) impact assessments analyse all relevant FTA chapters, and identify which provisions and commitments are most likely to have an impact on sustainability issues.
Consulting broader civil society	(8) Develop a comprehensive EU approach across services, using all available instruments to monitor the implementation of the TSD commitments.
	(9) Work with EU Delegations in their support and definition of best practices, as trade partners work with their local DAGs.

	(10) Support continuous involvement of the European Parliament in the implementation of TSD Chapters and assist it in its effort for regular country-specific discussions on trade and sustainable development.
	(11) Revise the Operating Guidelines for the Single Entry Point to increase transparency and predictability for stakeholders.
	(12) Ensure an inclusive consultation process with civil society through all stages of the lifecycle of FTAs.
Targeted actions for the DAGs	(13) Further strengthen the role of EU DAGs by providing resources for their logistical support, capacity building and functioning.
	(14) Increase involvement of EU DAG representatives in TSD Member States' Expert Groups and TSD Committee meetings.
	(15) Promote and facilitate interaction between EU and partner countries' DAGs.
	(16) Foster transparency on the composition of DAGs.
	(17) Exchange views with EU DAGs on EU TSD-related technical assistance projects.
	(18) Ensure that the remit of the DAGs extends beyond TSD in order to cover the entirety of the FTA.
Strengthening enforceability of environmental and social commitments	(19) Further strengthen enforcement of TSD commitments in future agreements: (a) Extend the general state-to-state dispute settlement (SSDS) compliance stage to the TSD Chapter. (b) Involve DAGs in monitoring the compliance stage. (c) Extend the possibility to apply trade sanctions in cases of failure to comply with obligations that materially defeat the object and purpose of the Paris Agreement or in serious instances of non-compliance with the ILO fundamental principles.
	(20) Prioritize the enforcement of TSD cases based on the importance of the nature of the commitments at issues, the seriousness of the violation and the impact on the environment or workers.

Source: Eline Blot, "Green horizons – Towards more sustainable trade after the TSD Review" (2022) 27:Special Issue Perspectivas Journal of Political Science 93 at 95.

Bibliography

European Union Documents

EU, Operating guidelines for the Single Entry Point and complaints mechanism for the enforcement of EU trade agreements and arrangements, (2023), online: <trade.ec.europa.eu/access-to-markets/en/form-assets/operational_guidelines.pdf>.

EU, *Proposal for a Regulation establishing a framework for setting ecodesign requirements for sustainable products and repealing Directive 2009/125/EC*, [2022] COM(2022) 142 final, 2022/0095, online: <environment.ec.europa.eu/publications/proposal-ecodesign- sustainable-products-regulation_en>.

EU, *Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a framework for ensuring a secure and sustainable supply of critical raw materials and amending Regulations* xx, [2023], online: <eur-lex.europa.eu/legal- content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52023PC0160>.

Books

Carter, Frank W. & David Turnock, *Environmental Problems in Eastern Europe* (London: Routledge, 1996).

Articles

Beg, Noreen et al, "Linkages between climate change and sustainable development" (2002) 2 Climate Policy 129 online: <sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1469306202000281>.

Blot, Eline, "Green horizons – Towards more sustainable trade after the TSD Review" (2022) 27:Special

Issue Perspectivas Journal of Political Science 93, online: <perspectivasjournal.com/index.php/perspectivas/article/view/4566/507.

Dent, Christopher M., "Trade, Climate and Energy: A New Study on Climate Action through Free Trade Agreements" (2021) 14:14 Energies 4363 at 4, online: <doi.org/10.3390/en14144363>.

Parker, Charles F., Karlsson, Christer & Mattias Hjerpe, "Assessing the European Union's global climate change leadership" (2017) 39: 2 J Eur Integration 239.

Riekhof, Marie Catherine et al, "Economic growth, international trade, and the depletion or conservation of renewable natural resources" (2019) 97 Journal of Environment Economics and Management 116.

Shapiro, Joseph S., "The Environmental Bias of Trade Policy" (2020) 136:2 The Quarterly Journal of Economics 831, online: <doi.org/10.1093/qje/qjaa042>.

Siles-Brugge, Gabriel, "The power of economic ideas: A constructivist political economy of EU trade policy" (2013) 9:4 Journal of Contemporary European Research 597.

Tsigaris, Panagiotis & Joel Wood, "The potential impacts of climate change on capital in the 21st century" (2019) 162 Ecological Economics 74, online: <sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S092180091831423X>.

Research Documents

Aubert, Gabriel et al, "Building on the GBF towards more ambitious global environmental commitments: The EU as a diplomatic leader in biodiversity negotiations" (2023)

IEEP, online: <ieep.eu/wp-content/uploads/2023/02/Building-on-the-GBF-towards-more-ambitious-global-environmental-commitments_IEEP-2023.pdf>.

Blot, Eline, "Leveraging free trade agreements for sustainability: Reviewing the implementation of the EU's new approach to sustainable trade" (2023) Institute European Environmental Policy, Policy Report, online: <ieep.eu/wp-content/uploads/2023/07/Leveraging-free-trade-agreements-for-sustainability-policy-report-IEEP-2023.pdf>.

Blot, Eline & Marianne Kettunen, "Environmental credentials of EU trade policy: A comparative analysis of EU free trade agreements" (2021) Institute European Environmental Policy, Policy Report, online: <ieep.eu/publications/environmental-credentials-of-eu-trade-policy/>.

Blot, Eline, Oger Antoine & Emma Watkins, "Trade in support of circular economy: A synthesis report" (2022) Institute European Environmental Policy, Policy Report, online: <ieep.eu/wp-content/uploads/2022/12/CE-and-trade_Synthesis-report.pdf>.

Blot, Eline, Oger Antoine & James Harrison, "Enhancing sustainability in EU Free Trade Agreements: The case for a holistic approach" (2022) Institute European Environmental Policy, Policy Report, online: <ieep.eu/publications/enhancing-sustainability-in-eu-free-trade-agreements-the-case-for-a-holistic-approach/>.

Blot, Eline, "Reflections on the new approach to the TSD Chapters for greener trade" (2023) Institute European Environmental Policy, Briefing, online: <ieep.eu/publications/reflections-on-the-

new-approach-to-the-%20%20tsd-chapters-for-greener-trade/>.

Blot, Eline & Susanna Li, "Post-FTA briefing: EU-Chile" (2023) Institute European Environmental Policy, Briefing, online: <ieep.eu/publications/post-fta-briefing-eu-chile/>.

Blot, Eline & Susanna Li, "Post-FTA briefing: EU-New Zealand" (2023) Institute European Environmental Policy, Briefing, online: <ieep.eu/publications/post-fta-briefing-eu-new-zealand/>.

Jütten, Marc, "Trade and sustainable development in EU free trade agreements" (2023) European Parliament Research Service, Briefing, online: <europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/754613/EPRS_BRI(2023)754613_EN.pdf>.

Kettunen, Marianne et al, "Methodology for assessing the impacts of trade agreements on biodiversity and ecosystems" (2021) Institute European Environmental Policy, Trinomics, IVM & UNEP-WCMC, Report, Service contract for the European Commission No 07.0202/2019/812941/SER/ENV.D.2, online: <environment.ec.europa.eu/system/files/2021-05/Methodology-for-assessing-the-impacts-of-trade-agreements-on-biodiversity-and-ecosystems.pdf>.

Marx, Axel et al, "Dispute Settlement in the Trade and Sustainable Development Chapters of EU Trade Agreements" (2017), Leuven Centre for Global Governance Studies, online: <ghum.kuleuven.be/ggs/publications/books/final-report-9-february-def.pdf>.

Pichon, Eric, "Economic Partnership Agreement with Kenya (East African Community)" (2023) European Parliament Research Service, Briefing, online: <europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/751390/EPRS_BRI(2023)751390_EN.pdf>.

Online Sources

Alex Hadwick, "Global trade must face up to drought threat" (2023) Reuters, online: <reutersevents.com/supplychain/supply-chain/global-trade-must-face-drought-threat>.

Danae Kyriakopoulou, Georgina Kyriacou & Natalie Pearson, "How does climate change impact on international trade?" (2023) The London School of Economic and Political Science, online: <lse.ac.uk/granthaminstitute/explainers/how-does-climate-change-impact-on-international-trade/#:~:text=Climate%20change%20is%20affecting%20prospects,restrict%20people's%20ability%20to%20travel>.

Keating, Dave, "EU-Mercosur trade deal stalls on climate concerns" (2023) Energy Monitor, online: <energymonitor.ai/policy/international-treaties/eu-mercosur-trade-deal-stalls-on-climate-concerns/?cf-view>.

EC, "Commission unveils new approach to trade agreements to promote green and just growth", (2022), online: <ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_3921>.

EC, "EU-New Zealand: Text of the agreement" (2022), online: <policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/new-zealand/eu-new-zealand-agreement/text-agreement_en>.

EU, "EU-Chile – Advanced Framework Agreement" (2023), online: <eeas.europa.eu/eeas/eu-chile-advanced-framework-agreement_en>.

EC, "Key elements of the EU-Kenya Economic Partnership Agreement" (2023), online: <policy.trade.ec.europa.eu/news/key-elements-eu-

kenya-economic-partnership-agreement-2023-06-19_en>.
EC, "The EU-Chile agreement explained" (2022), online: <policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/chile/eu-chile-agreement/agreement-explained_en#sustainability>.
EC, "The EU-New Zealand trade agreement" (2023), online: <policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/new-zealand/eu-new-zealand-agreement_en>.
EC, "The power of trade partnerships: together for green and just economic growth" (2022), online <ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_3921>.
Mazzola, Alberto, "The role of Domestic Advisory Groups in monitoring the implementation of Free Trade Agreements" (2018), online: <eesc.europa.eu/en/our-work/opinions-information-reports/opinions/role-domestic-advisory-groups-monitoring-implementation-free-trade-agreements>.
Peter Vanham, "What the new Panama Canal tells us about globalization" (2016) World Economic Forum, online: <weforum.org/agenda/2016/07/what-the-new-panama-canal-tells-us-about-globalization/>.
Voituriez, Tancrede & Klaudija Cremers, "A cup of Trade-and-Environment Agreement – TEA?" (2021) Institute European Environmental Policy, online: <ieep.eu/news/a-cup-of-trade-and-environment-agreement-tea/>.

ASEAN's Response to "Climate Refugees"

Challenges and Prospects

TA KHANH-LINH

Abstract

Since 1990, the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) has identified human mobility as a significant consequence of climate change. Despite this acknowledgment, individuals referred to as "climate refugees" remain excluded from protection under the 1951 Refugee Convention. Furthermore, national and international responses to this crisis have been inadequate, leaving those displaced by climate change without sufficient safeguards. Southeast Asia, where over one-third of the population resides in regions highly vulnerable to coastal floods and rising sea levels, faces heightened risks from severe weather events and ongoing environmental degradation.

This paper addresses the regulatory gaps concerning "climate refugees" in Southeast Asia by building on Beatriz Felipe Pérez's four categories of migration in the context of climate change. It examines the potential application of ASEAN's climate and labour migration policies, as well as human rights and statelessness frameworks, to assess their effectiveness in providing regional governance for climate-induced displacement. The analysis highlights the mutual reinforcement of

these regimes and evaluates their practical significance in enhancing the protection of "climate refugees" in the region. Finally, it considers the challenges and opportunities for ASEAN in advancing the rights and welfare of affected individuals, providing a forward-looking perspective on regional cooperation.
Keywords: ASEAN, Climate change, Human mobility, Regional governance, Labour migration, Refugees, Statelessness.

Résumé

Depuis 1990, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a identifié la mobilité humaine comme une conséquence majeure du changement climatique. Malgré cette reconnaissance, les individus qualifiés de « réfugiés climatiques » restent exclus de la protection offerte par la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Par ailleurs, les réponses nationales et internationales à cette crise se révèlent insuffisantes, laissant les personnes déplacées en raison du changement climatique sans protection adéquate. En Asie du Sud-Est, où plus d'un tiers de la population vit dans des zones particulièrement vulnérables aux inondations côtières et à l'élévation du niveau de la mer, les risques liés aux catastrophes climatiques et à la dégradation environnementale sont particulièrement élevés.

Cet article aborde les lacunes réglementaires concernant les « réfugiés climatiques » en Asie du Sud-Est en s'appuyant sur les quatre catégories de migration dans le contexte du changement climatique proposées par Beatriz Felipe Pérez. Il examine l'application potentielle des politiques de l'ASEAN en matière de climat

et de migration de main-d'œuvre, ainsi que des cadres relatifs aux droits de l'Homme et à l'apatridie, pour évaluer leur efficacité à établir une gouvernance régionale en faveur des déplacements causés par le changement climatique. L'analyse met en lumière les interactions entre ces régimes et évalue leur importance pratique pour renforcer la protection actuelle des « réfugiés climatiques » dans la région. Enfin, l'article explore les défis et les opportunités pour l'ASEAN afin de mieux garantir les droits et les intérêts des individus affectés, en offrant une perspective tournée vers l'avenir sur la coopération régionale.
Mots-clés : ASEAN, changement climatique, mobilité humaine, gouvernance régionale, migration de main-d'œuvre, réfugiés, apatridie.

The effects of climate change can interact with and potentially amplify pre-existing threats and other sources of instability, making it a "threat multiplier" that increases security vulnerabilities.[1] As such, it has become one of the major reasons that people migrate. The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) issued a warning in 1992, emphasising the potential severity of climate change's impact on human mobility, that one of the most important effects could be the displacement of millions of people due to shoreline erosion, coastal flooding, and severe drought.[2] Moving forward, the International Organization for Migration (IOM) recognises that the projections for environmental migrants

1 Sherri Goodman & Pauline Baudu, "Climate change as a 'threat multiplier': history, uses and future of the concept" (2023) 38 Center for Climate and Security 1 at 1.

2 See also: Steve Lonergan, "The Role of Environmental Degradation in Population Displacement" (1998) 4 Environmental Change and Security, Project Report No 5.

by 2050 can range from 25 million to 1 billion with 200 million being the most widely cited estimate.[3]

1. Climate Change, Human Mobility and Southeast Asia

Southeast Asia is a "hotspot" for severe weather outbreaks and persistent environmental degradation.[4] Hence, 1.4% to 2.7% of the population of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) Member States (AMS) anticipate significant effects from climate change, including human migration and relocation due to increasing sea levels, coastal flooding, and powerful storms[5]. The Philippines, Myanmar, Thailand, and Vietnam are among the top 10 nations in the world most affected by climate change, according to the Global Climate Risk Index (CRI)[6]. The predicted rise in sea levels by 70 cm by 2100 will particularly affect Southeast Asian countries like Indonesia, the Philippines, Thailand, and Vietnam.[7] Future settlement crises are a real threat, especially in densely populated coastal cities like Jakarta, Manila, Bangkok, Yangon, and Can Tho.

In the particular case of climate-induced displacement, the lower Mekong subregion of Southeast Asia is expected to experience internal displacement owing

3 Francesco Bassetti, "Environmental Migrants: Up to 1 Billion by 2050" (2019) Climate Forsight.

4 Soo-Chen Kwan & David McCoy, "Climate displacement & migration in South East Asia" (2023) OCHA – ReliefWeb Blog.

5 *Ibid*.

6 See also: Indra Overland et al. "Impact of climate change on ASEAN international affairs: Risk and opportunity multiplier" (2017) Norwegian Institute of International Affairs & Myanmar Institute of International and Strategic Studies 1.

7 *Ibid* at 2.

to climate-related reasons for 3.3 million to 6.3 million people between now and 2050, according to the 2021 World Bank's Groundswell Reports.[8] Although there have been few attempts to estimate the number of people in the region who are forced to relocate across borders due to climate change, the physical geography of Southeast Asia and the Greater Mekong sub-region indicates that cross-border migration may become a major concern as the effects of climate change worsen.[9]

2. From "Climate Refugees" to "Climate Migration"

Despite the gravity of the issue, both national and international responses to this challenge for the past 30 years remain constrained and the protection offered to those affected is inadequate.[10] At the forefront of the matter lies the absence of a commonly agreed-upon definition. The term "climate refugees" which is frequently used in mass media, has sparked heated debates among scholars, activists, and policymakers.[11] This term while particularly linked to the initial phases of contemplating the relationship between climate change and human mobility, bears no legal significance.[12]

Individuals displaced due to climate-related circumstances are not protected under the 1951 Refugee

8 Viviane Clement et al, "Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration" (2021) World Bank, Working Paper (Washington, DC).

9 Anggita Marthin & Louis Budiman, "The discourse of climate migration: Unravelling the politics of ASEAN's environmental policies" (2020) 26:2 Pacific Journalism Review at 42.

10 EU, "European Parliment Briefing: The concept of 'climate refugee' – Towards a possible definition" (2023).

11 Kalia Ruth Barkai, "Stop calling people 'climate refugees'" (2023) Climate Home News.

12 EU, *supra* note 11.

Convention. This Convention specifically addresses people who are unable or unwilling to seek shelter in their home countries and who fear persecution because of their race, religion, nationality, membership in a particular social group, or political opinion.[13] Hence, climate-related reasons are currently not recognised as grounds for seeking asylum or refugee status.[14]

In this context, the paper draws on Beatriz Felipe Pérez's four categories of climate migration to encompass a broad range of human mobility scenarios influenced by climate change. This framework aims to "provide insight into the extent to which each relevant branch of international law could be better applied to the different climate migration scenarios".[15] Pérez distinguishes between four key types of migration (i) climate-emergency migration, (ii) climate-induced migration, (iii) climate-forced migration and (iv) migration in/ from small island states.[16]

Accordingly, "Climate-emergency migration" occurs either before or immediately after sudden-onset disaster events. In contrast, "Climate-induced migration" takes place in gradually changing environments, where economic and livelihood impacts become evident early. In both cases, migrants retain some degree of choice in their decision to relocate. However, "Climate-forced migration" arises in the context of severely deteriorated environments, where staying is no longer a viable option. Finally, "Migrants in/from small island

---

13 *Convention Relating to the Status of Refugees*, 28 July 1951, 189 UNTS 137, art 1.

14 Kerilyn Schewel, "Who Counts as a Climate Migrant?" (2023) Migration Policy.

15 Beatriz Felipe Pérez, "Beyond The Shortcomings of International Law: A proposal for the legal protection of climate migrants" in *Climate Refugees* (London: Routledge, 2018) at 216.

16 *Ibid* at 214–215.

states" face the most extreme scenario, characterised by the complete loss of their environment due to rising sea levels and other irreversible impacts.[17]

Taking into account Pérez's approach, this paper will employ the overarching terms "Climate migration" and "Climate-induced displacement" interchangeably to address the broadest scope of the issue. While doing so, it aims to evaluate the extent to which international environmental law and ASEAN's general climate regime can play a role in setting up political climate discourse surrounding the root cause of "Climate migration". To be more specific, this paper will use the term "Climate-emergency migration" when addressing the relevance of particular disaster risk reduction and climate change adaptation (DRR-CCA) policies. This paper will also explore the applicability of ASEAN's labour framework in the case of "Climate-induced migration". In addressing the relevance of international and regional human rights frameworks, the paper will focus on "Climate-forced migration". Moreover, the concern regarding the applicability of ASEAN's statelessness law will arise in the context of "Migration to/from small island states".

3. ASEAN for "Climate Migration"

The absence of a comprehensive regulation on internal climate migration by individual AMS and the lack of regional measurement on climate cross-border migration among all AMS are the two key issues with the current condition of ASEAN's climate migration management.[18] However, the current ASEAN system does

17 *Ibid* at 216.
18 *Marthin & Budiman*, *supra* note 10 at 44.

offer a certain degree of hope for affected migrants seeking protection for their rights and interests as well as a temporary framework of support and assistance that reflects the collective commitment of AMS toward alleviating the immediate challenges arising from their displacement. These efforts are reflected in the 4 interlinked regimes in accordance with each group of climate migrants as categorised.

3.1. ASEAN Environmental Framework for "Climate Migration" and "Climate-emergency Migration"

3.1.1. ASEAN General Climate Framework for "Climate Migration"

Although ASEAN's current climate policies do not specifically address climate migration, its effort to help mitigate and adapt to climate change helps alleviate the root cause of the issue.[19]

Considering ASEAN's stance in the ongoing climate discussions, all eleven members of the ASEAN – including Timor-Leste's current in-principle membership status[20] – are parties to the 1922 United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC or Framework) and have ratified both the 1997 Kyoto Protocol and the 2015 Paris Agreement.[21] Therefore, following their different commitments under the obligations for climate mitigation and adaptation, all

19 See also: Daniel Petz & Muhammad Rum, "Where to go? Finding durable solutions for disaster-displaced persons in Southeast Asia" in *ASEAN Risk Monitor and Disaster Management Review*, 2nd Edition *Time is Running Out: Why ASEAN Must Act Now against Climate Emergencies* (Jakarta: AHA Centre, 2020) at pp 225-258.

20 ASEAN, "ASEAN Leaders' Statement on the Application of Timor-Leste for ASEAN Membership" (2022) ASEAN Main Portal.

21 UNFCCC, "Parties" UNFCCC website.

teseopress.com

Southeast Asian States must safeguard the rights and interests of climate migrants. Particularly, each AMS is required to mitigate climate change and its impacts as the root cause of climate migration and implement adaptation strategies that safeguard the rights and interests of the impacted migrants.

ASEAN has reaffirmed AMS's commitment to the 1922 Framework, 1997 Protocol, and 2015 Agreement at the regional level in its most recent Joint Statement on Climate Change to COP27.[22] There, ASEAN attempted to acknowledge that climate change would negatively affect basic human necessities.[23] In the process, it called on AMS to intensify its adaptation efforts by putting ecosystem-based policies and solutions into practice, among other things, with a particular focus on protecting the livelihoods of the most vulnerable populations. In a sense, ASEAN did not specifically voice concerns about climate migration. However, by welcoming the Working Group II contribution to the IPCC AR6 on Impacts, Adaptation, and Vulnerability in November 2022, ASEAN has indirectly acknowledged the existence of climate migrants in the region.[24]

In particular, Working Group II has acknowledged that catastrophic weather and climatic events have caused displacement and involuntary migration and that these events have been made more likely by climate change, which has created and maintained vulnerability.[25] It strongly suggested that there will be a surge in

---

22 ASEAN Secretariat, "ASEAN State of Climate Change Report" (2021) at 5.

23 ASEAN, "ASEAN Joint Statement on Climate Change to the 27th Session of The Conference of The Parties to The United Nations Framework Convention on Climate Change" (2022) at 3.

24 *Ibid*.

25 Intergovernmental Panel on Climate Change, "Summary for Policymakers" (2023) in *Climate Change 2022 – Impacts, Adaptation and Vulnerability:*

teseopress.com

climate-related displacement as a result of the mid-to-long-term intensification of severe precipitation and the concomitant flooding, tropical cyclones, drought, and, gradually, sea level rise.[26] Therefore, Working Group II urged governments to strengthen their capacity for adaptation to reduce the adverse effects of climate change on both home and host countries.[27] By increasing the degree of choice available for migration, AMS can promote safer and more orderly migrations of people between countries by assisting individuals engaged in climate-sensitive economic activities. The Working Group recommended states to address vulnerabilities that represent obstacles to *in situ* adaptation and livelihood options, as well as to implement current migratory accords and development targets, to decrease future risks of displacement and involuntary migration.[28]

Through ASEAN's joined acknowledgement of these findings, AMS subtly demonstrated its agreement and common values when it comes to tackling the problem of climate migration. These joint statements serve as a platform for future political discourse, the creation of consensus, and the negotiation of an AMS policy on climate migration, even though they are not legally binding. As a result, they will greatly influence the development of both AMS's national rules and ASEAN's collaborative policies and initiatives regarding climate migration.

Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, eds, Valérie Masson-Delmotte et al. (Cambridge: Cambridge University Press, 2021) at 11.

26 *Ibid* at 15.

27 *Ibid* at 25.

28 *Ibid*.

3.1.2. ASEAN Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation (DRR-CCA) Framework for "Climate-emergency Migration"

ASEAN demonstrates a prompt response to severe and recurrent environmental issues. While Marthin and Budiman regard this as a major issue of ASEAN in arranging long-term environmental priority,[29] the best applicable ASEAN framework for addressing climate-emergency migration is found under the current disaster management and emergency response system.

In this context, ASEAN Member States (AMS) are obligated under ASEAN's Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation (DRR-CCA) framework to collaborate in addressing mass population influxes caused by environmental disasters. Such collaboration should align with ASEAN's shared objective of mitigating the adverse effects of climate change to foster safer communities and promote sustainable development. This commitment is enshrined in the 2005 ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER). As a legally binding regional framework guiding ASEAN's disaster management and response efforts, the 2005 AADMER stands as the most suitable tool for addressing climate-emergency migration.[30]

Although the 2005 AADMER does not include a specific clause addressing climate-emergency migration, it provides a vital framework for collaboration among ASEAN Member States (AMS). It facilitates the monitoring of hazards with transboundary impacts and supports the preparation of Standard Operating

---

29 *Marthin & Budiman*, *supra* note 10 at 41.

30 ASEAN, "ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER) Work Programme 2021-2025" (2021) PreventionWeb.

teseopress.com

Procedures for the transboundary movement of military and civilian personnel, transportation and communication equipment, facilities, goods, and services. These measures aim to minimize losses and enhance disaster response capabilities across the region.[31]

In 2020, to incorporate AADMER with (i) ASEAN Vision 2025 on Disaster Management, (ii) ASEAN Declaration on One ASEAN One Response, and (iii) ASEAN ICT Roadmap on Disaster Management for 2025, ASEAN developed the AADMER Work Programme.[32] The 2020 Work Programme is designed to span between 2021 and 2025 with a plan to create a region of disaster-resilient nations, mutually assisting and complementing one another, sharing a common bond in minimising the adverse effects of disasters for safer communities and sustainable development. Crucially, it is the first ASEAN document to indirectly acknowledge the influence of climate change on migration.[33]

Shortly thereafter, ASEAN formally recognized the high propensity for migration resulting from climate change in the 2021 ASEAN State of Climate Change Report. The Report highlights that the rising rate of migration could soon pose a significant threat to the region, as a considerable portion of the population resides in areas highly vulnerable to natural disasters and sea-level rise.[34] While the Report itself carries no

---

31 *ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response*, 26 July 2005, art 8.

32 ASEAN, "ASEAN Adopts New Disaster Management Framework for 2021-2025" (2020) ReliefWeb.

33 ASEAN Secretariat, "ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER) Work Programme 2021-2025" (2020) at 61.

34 ASEAN Secretariat, "ASEAN State of Climate Change Report" (2021) at 38.

teseopress.com

legally binding obligations for ASEAN Member States (AMS), it signals a pivotal step toward further discussion and regulation of climate-related emergency migration.

ASEAN's enforcement framework for disaster management and emergency response also plays an important role in aiding climate-emergency migration. Chesterman states that networking, mutual accommodation, consultation, and consensus define ASEAN's strategy for carrying out these commitments and monitoring AMS's compliance.[35] The 2007 ASEAN Charter defined the Secretary-General's responsibilities, including facilitating and overseeing the implementation of the ASEAN Socio-Cultural Community Blueprint 2025 and reporting annually to the ASEAN Summit on ASEAN's activities.[36] At the same time, the 2005 AADMER specifically required AMS to "transmit to the Secretariat reports on the measures taken for the implementation of this Agreement in such form and at such intervals as determined by the Conference of the Parties".[37]

As a result, it created a more robust enforcement mechanism, compelling ASEAN to shift from primarily depending on consensus and cooperation to a reporting and monitoring structure akin to those made at the global level. In that sense, it strengthens AMS's already-existing international climate duties and provides a related incentive for them to adequately manage both

35 Simon Chesterman, *From Community to Compliance?: The Evolution of Monitoring Obligations in ASEAN*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2015) at 6.

36 *Charter of the Association of Southeast Asian Nations*, 20 November 2007, art 11(2)(b).

37 *ASEAN*, *supra* note 31, art 1(3).

teseopress.com

climate migration in general and climate-emergency migration in particular.

3.2. ASEAN Labour Framework for "Climate-induced Migration"

According to Pérez, "climate-induced migration" often takes the form of labour/economic migration.[38] Hence, Pérez believed that although the 1990 International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Migrant Convention) does not explicitly mention environmental or climatic causes for migration, they offer those who fit in the definition protection for not only themselves but also their family.[39] This protection includes a safeguard mechanism to uphold these climate-induced migrant labourers and their families' right to life, not to be subjected to torture, inhuman or degrading treatment, freedom of thought, conscience and religion and the right to not be subject to measures of collective expulsion.[40] However, Indonesia and the Philippines are the only two ASEAN countries which ratified the 1990 Migrant Convention.[41] As such, the majority of Southeast Asian climate-induced migrants are left out of the equation. This selective ratification or endorsement of international migration instruments as a whole indicates ASEAN's disengaged stance regarding the particular issue of climate-induced migration.[42]

---

38 Pérez, *supra* note 16 at 216.
39 *Ibid* at 217.
40 *Ibid*.
41 Rey P. Asis & Carlos L. Maningat, "The 'ASEAN Way' in Migration Governance" in Heaven Crawley & Joseph Kofi Teye, eds, *The Palgrave Handbook of South–South Migration and Inequality* (New York: Springer International Publishing, 2024) at 681.
42 *Ibid*.

Such a reluctance attitude of the region is reflected in almost every ASEAN's labour migration initiative. Accordingly, while the 2007 ASEAN Declaration on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers (DPPRMW)[43] is believed to formulate a potential right-based approach to climate-induced migration that fits within its scope, the reality is much different.[44] However, Petcharamesree noted that the Preamble of the 2007 DPPRMW weakens the agreement. This is because it acknowledges and prioritises state autonomy in deciding their migration policies including regulating entry into their territory and the terms under which migrant workers may remain[45]. Therefore, it excludes any possibility of a regional strategy for climate-induced migrant workers because each state has complete control over the issue despite the well-stated acknowledgement to address "cases of abuse and violation against migrant workers whenever such cases occur".[46]

Bypassing the hope for a common regional approach to climate-induced migration, ASEAN's subsequent advancements in migrant regulation post-2007 also indicate a tendency to restrict the scope of migrant labourers eligible for ASEAN's protection. The 2012 Agreement on Movement of Natural Persons, which eases the temporary migration of highly skilled individuals, is mainly connected to business and investment activities.[47] Considering that approximately nine

---

43 *ASEAN Declaration on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers*, 13 January 2007, ASEAN Secretariat (ADPPRMW).

44 Sriprapha Petcharamesree, "ASEAN and Its Approach to Forced Migration Issues" (2016) 20 Intl JHR at 181.

45 *Petcharamesree*, *supra* note 42 at 182–184.

46 Petcharamesree, *supra* note 42 at 183.

47 See also: Flavia Jurje, & Sandra Lavenex, "Mobility norms in free trade agreements: Migration governance in Asia between regional integration

teseopress.com

out of every ten migrants seeking employment within ASEAN are categorized as low-skilled or semiskilled[48] these new provisions only cover a fraction of the total labour migration flows in the Southeast Asian region. Moreover, applying the current context where climate-induced migrants are often categorised as unskilled labourers, the chance for them to be protected under the scope of this agreement is even thinner.

This limited approach continues to be reflected in the 2017 ASEAN Consensus on The Protection and Promotion of The Rights of Migrant Workers. Asis and Maningat observed that this newly proposed instrument while strengthens the legality of the 2007 ASEAN Declaration on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers, still only addresses legally resident migrant workers, a scope considerably narrower than the majority of international instruments at the moment.[49] Most significantly, these instruments are mainly concerned with the processes for controlling the flow of workers and typically ignore the fundamental problem of migrant rights protection. This leads to the fact that even in the unlikely event that some climate-induced skilled migrant workers fall under the purview of this current protection, their rights and interests are not guaranteed.[50]

At the same time, the likelihood of ASEAN successfully implementing its labour framework to protect the

---

and free trade" (2018) 17:1 European Journal of East Asian Studies 83, pp 83–117.

48 See also: Aniceto C. Orbeta Jr., "Enhancing labour mobility in ASEAN: Focus on lower-skilled workers" (2013) 17 PIDS Discussion Paper Series.

49 *Asis & Maningat*, *supra* note 39 at 682.

50 See also: Ronald Skeldon, "Working Paper No.18: Managing Irregular Migration as a Negative Factor in the Development of Eastern Asia" (2009) in *ILO Asian Regional Programme on Governance of Labour Migration*, Working Paper No 18.

teseopress.com

rights of all workforce migrants inside the area is also increasingly uncertain. This is because the enforcement mechanism of ASEAN's labour migration framework lacks substantial follow-up on member states' commitments[51] due to its longstanding principle of non-interference.[52]

In particular, to oversee the declaration's implementation, ASEAN established the ASEAN Committee on the Implementation of the ASEAN Declaration on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers (ACMW) in 2007. The responsibilities of the ACMW include organising the annual ASEAN Forum on Migrant Workers, developing an ASEAN instrument on migrant workers' rights, preparing pre-departure materials for ASEAN migrant workers, working with relevant international organisations on "Safe Migration" campaigns and pre-departure materials for migrants, and promoting communication between itself and those engaged in smuggling and human trafficking.[53] However, the sensitivity of the subject and the lack of agreement among AMS have made progress in carrying out this specialised Committee's mandates noticeably slow.[54]

Given that migration continues to be regarded by AMS as a sensitive issue[55] and the enforcement of ASEAN's labour migration application framework is limited, the prospect of ASEAN adopting a broader

---

51 *Asis & Maningat*, *supra* note 39 at 693.

52 See also: Amitav Acharya, "The Myth of ASEAN Centrality" (2017) 39:2 Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs 273; Eric Corthay, "The ASEAN doctrine of non-interference in light of the fundamental principle of non-intervention" (2016) 17:2 Asian Pac L & Pol'y J 1.

53 *Petcharamesree*, *supra* note 42 at 183.

54 *Ibid* at 177.

55 *Ibid*.

teseopress.com

perspective to recognize the role of climate change in the migration context is certainly not any time soon.

3.3. ASEAN Human Rights Framework for "Climate-forced Migration"

The responsibility of each ASEAN Member State (AMS) to address the issue of climate-forced migration depends on its individual signatory status, ratification of relevant treaties, and adherence to applicable human rights agreements. In this context, climate-forced migration intersects with rights protected under the 1966 International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) and the 1966 International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR). Specifically, seven out of the eleven ASEAN members – excluding Brunei Darussalam, Myanmar, Malaysia, and Singapore – are parties to the 1966 ICCPR.[56] Additionally, Brunei Darussalam, Malaysia, and Singapore have not signed or ratified the 1966 ICESCR, meaning only eight out of eleven AMS are parties to the ICESCR.[57]

As a result, while the majority of AMS have obligations to protect the rights of climate-forced migrants under the ICCPR and ICESCR, not all of them are bound by these commitments. For those AMS to whom these obligations apply, the expectation is to respect, protect, and fulfill human rights by: (1) strengthening climate actions to prevent foreseeable harms associated with climate-forced migration, (2) providing for climate-forced migrants in line with the non-refoulement

56 "Ratification Status for CCPR – International Covenant on Civil and Political Rights", UN Treaty Body Database.

57 "Ratification Status for CESCR – International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights", UN Treaty Body Database.

principle, and (3) ensuring minimum standards of living and health for displaced individuals. Protection.

Although this does not lead to a single unified ASEAN strategy for climate-forced migration, it offers a valuable framework for developing common practices among AMS to address the growing crisis in the region.

Stange et al. noted that within the particular regional context, ASEAN lacks a cooperative regional framework on the issue of forced migration in general or climate-forced migration in specific.[58] However, given its broad coverage and flexibility, there is no denying that ASEAN's human rights regime can offer some protection for climate-forced migrants.[59] Yet, this does not imply that it is entirely adequate.

Accordingly, the foundational defence of human rights in ASEAN was taken in 2009 with the creation of the ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights (AICHR). As an ASEAN charter-based body, the AICHR is mandated to promote and protect the human rights of all groups within the ASEAN population.[60] However, not only climate-forced migration isn't in any of its focus policies, but the AICHR has also been criticised for the limitation of its legal personality and the reduction of its effectiveness when concerned with

58 Gunnar Stange et al, "Forced Migration in Southeast Asia" (2019) 12 Austrian Journal of South-East Asian Studies at 250.

59 See also: Paramjit S. Jaswal & Stellina Jolly, "Climate refugees: Challenges and opportunities for inter- national law" (2013) 55:1 J Indian L Inst 45.

60 See also: André Asplund, "ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights: Civil Society Organizations' Limited Influence on ASEAN" (2014) 7 Journal of Asian Public Policy 191.

teseopress.com

cross-border human mobility issues. Its reaction to the Rohingya-Myanmar Crisis is an alarming example.[61]

The adoption of the 2012 ASEAN Human Rights Declaration provided a seemingly better ground for the protection of climate-forced migrants.[62] Accordingly, Article 15 of this Declaration requires states to respect the right to freedom of movement and residence within the borders of each State and provides that every person can leave any country including his or her own, and to return to his or her country[63]. However, Petcharamesree highlighted that this right does not ensure that migrants compelled by climate change can pass or enter another state in the region.[64] Another instance is Article 16 of the Declaration which recognises the right to seek and receive asylum in another State.[65] Yet, this right is also limited to what is permitted by the laws of such states and any applicable international agreements. Consequently, the protection and promotion of the rights of climate-forced migrants under the ASEAN regime are up to each state's mercy and discretion.

In this regard, while certain policies and regulations for the protection of forced migrants compelled by climate change are in place within ASEAN's human rights regime; the recognition and protections of climate-forced migrants would mostly be left largely to the will of national governments which may not comply with international human rights standards. Hence, the ASEAN human rights regime does little to build

---

61 See also: Husni Thamrin, "Rohingya-Myanmar Crisis: How Is ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights?" (2018) 63 International Affairs and Global Strategy 19.

62 *ASEAN Human Rights Declaration*, 18 November 2012, ASEAN Secretariat (AHRD).

63 *Ibid*, art 15.

64 *Petcharamesree*, *supra* note 42 at 185.

65 *ASEAN Human Rights Declaration*, supra note 63, art 16.

teseopress.com

stronger incentives or impose greater human rights responsibilities on AMS to address the problem of climate-forced migration.[66]

Moreover, Petcharamesree contended that the lack of a human rights court and regional authorities to hear complaints or carry out investigations makes the ASEAN human rights regime a poor venue for pursuing protection and remedies for climate-forced migrants.[67] At the same time, Stange et al. noted that in addressing the problem of climate-forced migration, AMS has primarily taken a unilateral approach[68]. According to Amer, this is mostly because of the very strong guiding principles of ASEAN, which include respecting state sovereignty, abstaining from meddling in member states' internal affairs, consulting and reaching consensus, and limiting the scope to which certain rights are applicable.[69] Such an approach prevents ASEAN from taking any legally binding actions toward AMS's noncompliance with any human rights obligation related to climate-forced migration.

Because of this, there is no shared regional incentive within ASEAN to carry out its human rights commitment to safeguarding the rights and interests of climate-forced migrants. Instead, the organisation functions mainly as a forum for its eleven member states, each of which is motivated by its own dominant

66 See also: Tri Nuke Pudjiastuti & Steven C. M. Wong, "The Politics of Forced Migration in Southeast Asia" in Sriprapha Petcharamesree & Mark P Capaldi, eds, *Migration in Southeast Asia: IMISCOE Regional Reader* (New York: Springer International Publishing, 2023).

67 *Petcharamesree*, *supra* note 42 at 187.

68 *Stange*, *supra* note 56 at 250.

69 See also: Ramses Amer, "The Association of Southeast Asian Nations' (ASEAN): Conflict Management Approach Revisited; Will the Charter Reinforce ASEAN's Role?" (2009) 2 Austrian Journal of South-East Asian Studies 6.

teseopress.com

national approach to the problems.[70] Thus, ASEAN does not significantly increase AMS's motivation to carry out its human rights duties concerning climate-related forced migration in the region.

3.4. ASEAN Stateless Framework for "Migration to/from Small Island States"

The 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons[71] (Status of Stateless Convention) and the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness[72] (Reduction of Statelessness Convention) are international treaties specifically designed to protect stateless persons. Though it is still unclear if people who migrate to or from small island nations could lose their statehood *de jure* as a result of the loss of state territory,[73] it is evident that since the 1961 Reduction of Statelessness Convention establishes specific obligations to prevent and reduce statelessness, it should be enforced to prevent the state from collapsing due to the loss of land brought about by sea level rise.[74] In this current case, those in the category of migration to/from Small Island States confront the unprecedented risk of seeing their territory become entirely uninhabitable in the short term or permanently submerged under ocean waters

---

70 *Petcharamesree*, *supra* note 42 at 187.

71 *Convention Relating to the Status of Stateless Persons*, 28 September 1954, 360 UNTS 117.

72 *Convention on the Reduction of Statelessness*, 30 August 1961, 989 UNTS 175.

73 See also: Michael Gagain, "Climate Change, Sea-Level Rise, and Artificial Islands: Saving the Maldives. Statehood and Maritime Claims through the Constitution of the Oceans" (2012) 23 Colo J of Intl Envtl L & Pol'y 79.

74 See also: Jessica L. Noto, "Creating a Modern Atlantis: Recognizing Submerging States and their People" (2014) 62 Buff L Rev 747.

in the long term.[75] As such, where climate migration might potentially end in statelessness, the applications of these provisions are crucial to address this growing issue.[76]

Among AMS, the Philippines, Singapore, Indonesia, East Timo, Brunei Darussalam and East Timo are island states. Hence, their inhabitants face heightened vulnerability to rising sea levels and other environmental degradation linked to climate change.[77] However, ASEAN exhibits the lowest degree of adherence to the two Statelessness Conventions as compared to other regions.[78] The Philippines, which became a party to the 1954 Status of Stateless Convention in 2011, is the only AMS that has remained a party to it. None of all AMS have accepted the 1961 Reduction of Statelessness Convention.

Despite this status, ASEAN does possess mechanisms to address the issue of statelessness in Southeast Asia.[79] Accordingly, provisions to protect people from being stateless are recognised by the 2012 ASEAN Human Rights Declaration. Hence, the promotion and defence of human rights related to statelessness at the regional level is the mandate of both the ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights (AICHR) and the ASEAN Commission on the Promotion and Protection of the Rights of Women and Children (ACWC). While their efforts are also restrained by

---

75 UNHCR, "Climate Change and Statelessness:An Overview" (2009) UNHCR Website.

76 *Pérez*, *supra* note 16 at 220.

77 *Pérez*, *supra* note 16 at 220.

78 Rodziana Mohamed Razali, "Statelessness in the ASEAN Member States" in Rodziana Mohamed Razali, ed, *Safeguarding Against Statelessness at Birth: International Law and Domestic Legal Frameworks of ASEAN Member States* (Singapore: Springer Nature, 2023) at 117.

79 *Ibid* at 117–119.

teseopress.com

ASEAN's consensus and non-interference principle, they still have a good influence on AMS through capacity building, promoting exchanges of good practices and relevant global norms and standards to recognise and protect the rights of stateless persons in the region.[80]

Another relevant effort was made in 2015 with the establishment of the ASEAN Community Vision 2025. There, ASEAN's overarching goal of creating a people-centred, people-oriented, and inclusive society by 2025 – a regional community that upholds, protects, and advances the rights of every individual provides a foundation for ASEAN statelessness efforts.[81] Taking an example, in 2016, the ACWC suggested that ACWC Viet Nam "lead an evaluation of the progress of initiatives in promoting the right to a nationality for women and children, and consider future steps in collaboration with UNHCR, ACWC Representatives and other related bodies" to advance the ASEAN Community's development and the fuller realisation of the rights of nationality to all ASEAN's peoples.[82] Such a program does demonstrate a certain degree of willingness to protect the rights of stateless persons from the ASEAN side.

However, until now, these efforts have primarily focused on addressing the immediate concerns by providing birth registration and legal identity to those affected, rather than proactively taking steps to prevent statelessness from occurring in the first place.

---

80 Nick Oakeshott, "The Search for Solutions to Statelessness in Southeast Asia: State Practice and Recent Developments" in Laura van Waas & Mélanie J. Khanna, eds, *Solving Statelessness* (AH Oisterwijk: Wolf Legal Publishers, 2017) at 368.

81 *Razali*, *supra* note 76 at 120.

82 ASEAN, "ACWC Champions the Well-being of All Women and Children: Towards an Inclusive COVID-19 Recovery in ASEAN" (2021) ASEAN Website.

teseopress.com

This approach is limited to reacting rather than adopting preventive measures, which are essential in effectively addressing the issue of potential statelessness due to climate change of migration to/from small island states in the long term. In that sense, ASEAN's stateless framework does not offer any support for the current situation of displacement due to climate change in Southeast Asia.

4. Challenges and Prospects for ASEAN

The applicability of the 4 interlinked ASEAN frameworks to each category of climate migrants presents a general landscape of ASEAN's current and potential solution to the issue at hand. In this picture, the response offered by ASEAN is not yet adequate. This status, combined with the current struggle toward enforcing the promises made in relevant policies and declarations, highlights the existing challenges that ASEAN needs to face to effectively deal with the growing number of displacements brought on by climate change in the region. These challenges include:

4.1. Challenge 1: Including and Prioritising Climate Migration Issues in the ASEAN Agenda

Petz and Rum argued the absence of political will and proactive efforts among AMS has led to the lack of a regional convention—a crucial platform and beginning point for addressing and elevating the urgency of climate migration.[83] These challenges have further compounded the under-discussed topic of climate

83 *Petz & Rum*, *supra* note 18.

migration. At the same time, AMS's reluctance to coss-Smmit to migration initiatives and low performance in climate actions create a practical challenge for ASEAN to build a strong incentive to protect Southeast Asian climate migrants.

Looking at the climate effort, human mobility and climate-induced displacement have not been directly acknowledged in any of the ASEAN climate core instruments as well as joint declarations to COP despite the growing urgency of the issue. ASEAN has also been too focused on the "big goal" of achieving net zero and simply managing disasters and their casualties to see the need to govern mobility in the context of climate change. At the same time, Marthin and Budiman asserted that ASEAN's current governing mechanism of its environment is too restricted to the generation of knowledge based on major urges and acceptance by its AMS to determine which issue continues to be a priority.[84] As such, some aspects of environmental concerns like human mobility and displacement continue to be left out of ASEAN's future vision while some other issues are given too much attention.

While AMS is generally agreed about climate change, the topic of migration is often contested. It is undeniable that the majority of the states in the region view migration issues as sensitive.[85] Such a reluctance to directly discuss the topic adds to the ambiguity of the issue in the region. Hence, ASEAN's capacity to create any policies and solutions to migration brought on by climate change is still limited if this "sensitive" viewpoint surrounding migration issues isn't addressed. This challenge, according to Elder and Miyazawa reflects

84 *Marthin & Budiman*, *supra* note 10 at 41.
85 *Petcharamesree*, *supra* note 42 at 183.

ASEAN's fragmented and bureaucratic organisational structure which causes its Working Groups to lack substance and its decision-making process to be slow.[86] Overcoming such designs would allow ASEAN to fulfil its role as the regional institution for climate migrants in the region.

4.2. Challenge 2: Monitoring AMS to Perform Obligations Related to Climate Migrants

The current practices of AMS raised an alert as to how ASEAN will manage its members to uphold their commitments that are relevant to addressing the issue of climate migrants. Ding and Beh observed that although AMS has made significant efforts to protect against climate change following their climate obligations under the 1992 UNFCCC, their environmental performance is not up to par with that of other regions.[87] With most climate instruments being non-binding, compliance with any climate obligations will depend heavily on the AMS's willingness.[88] As such, ASEAN is put under the question of how-to best address this "Achilles' heel" and hold AMS accountable for any wrongdoing related to the issue of climate migrants within the climate framework.[89]

---

86 Mark Elder & Ikuho Miyazawa, "Survey of ASEAN's organizational structure and decision making process for regional environmental cooperation and recommendations for potential external assistance" (2015) Institute for Global Environmental Strategies.

87 David K. Ding, & Sarah E. Beh, "Climate Change and Sustainability in ASEAN Countries" (2022) 14 Sustainability at 1014.

88 See also: Maximilian S. T. Wanner, "The Effectiveness of Soft Law in International Environmental Regimes: Participation and Compliance in the Hyogo Framework for Action" (2021) 21 International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics 113.

89 See also: Guri Bang, Jon Hovi & Tora Skodvin, "The Paris Agreement: Short-Term and Long-Term Effectiveness" (2016) 4 Politics and Governance 209.

Concerning compliance with their human rights commitments, Southeast Asian states are also not well-performed. Only two out of eleven AMS, Cambodia[90] and the Philippines[91] have fully engaged in the process of both ICCPR and ICESCR's treaty report procedures. Thailand[92] and Timor-Leste[93] are running behind with no report submitted in due dates for their ICCPR's report obligations while Myanmar,[94] Thailand, Vietnam[95] and Timor-Leste are all late in their ICESCR's state report deadlines. As for ASEAN's own human rights framework, there is no denying that ASEAN is without a human rights court and specialised mandates as well as under the heavy influence of the non-interference principle. Hence, there is little ASEAN can offer from the human rights perspective to the issue of climate migration despite its promising applicability.

Notwithstanding these challenges, ASEAN continues to serve as a valuable regional framework for effectively addressing crises within its purview. The existing instruments pertinent to the issue of climate migration, as discussed above, highlight what ASEAN can contribute. Such contribution offers some prospects including:

4.3. Opportunity 1: Supporting a Regional Solution to a Regional Crisis

Williams maintained that a regional arena might be a more effective way to coordinate an alternative system for resolving the situation of persons displaced by

90 OHCHR, "Reporting Status for Cambodia" UN Treaty Body Database.
91 OHCHR, "Reporting Status for Philippines" UN Treaty Body Database.
92 OHCHR, "Reporting Status for Thailand" UN Treaty Body Database.
93 OHCHR, "Reporting Status for Timor-Leste" UN Treaty Body Database.
94 OHCHR, "Reporting Status for Myanmar" UN Treaty Body Database.
95 OHCHR, "Reporting Status for Viet Nam" UN Treaty Body Database.

climate change.[96] Supporting this view, Mayer asserted that regional governance offers stronger environmental cooperation to tackle issues like migration brought on by climate change.[97] In a sense, such an approach allows ASEAN to satisfy its "will to differ" and to "evolve on its own path"[98] in the context of applying an "ASEAN way" in dealing with an issue that sparked interest from the Western side of the international community.[99]

At the same time, ASEAN might serve as a springboard for creating the conversation on climate migration, as well as for cooperation and communication to promote the effects of climate change on migration.[100] By forging a greater sense of regionalism, ASEAN can facilitate a strong political will to jointly deal with other sub-national and international organisations and civil societies on the topic of migration in the context of climate change in Southeast Asia.

4.4. Opportunity 2: Strengthening the Role of ASEAN in International Forums

Koh and Robinson claim that ASEAN has maintained a regional structure for cooperation and has been extraordinarily successful in creating a shared regional

96 Angela Williams, "Turning the Tide: Recognizing Climate Change Refugees in International Law" (2008) 30:4 Law & Pol'y at 518.

97 Benoit Mayer, "Environmental Migration: Prospects for a Regional Governance in Asia-Parcific Region" (2013) 16:1 Asia Pac J of Envtl L at 93.

98 See also: Mon Tay, "Human Rights, Culture, and the Singapore Example" (1995) 41 McGill LJ 743, at 768; B. S. Chimni, "Asian Civilizations and International Law: Some Reflections" (2011) 1:1 Asian Journal of International Law 39.

99 *Mayer*, *supra* note 98 at 93–94.

100 *Marthin & Budiman*, *supra* note 10 at 47.

framework for environmental policy.[101] Regarding migration, the idea of a regional dialogue is a complete and hopeful novelty in and of itself. Twenty or thirty years ago, it was unimaginable to discuss foreigners' rights or the limits of national sovereignty over borders in the ASEAN.[102]

As ASEAN grew into its role as an intergovernmental organisation which directly deals with the issue of displacement brought on by climate change in the region, it can promote itself as the voice of Southeast Asian climate migrants in global climate and migration dialogues. Such an opportunity would in turn provide those affected by climate-induced displacement with better recognition no matter where their country of origin or destination will be.

Conclusion

The "climate refugee" issue emphasises how important it is for Southeast Asia and beyond to establish thorough and effective governance systems. This paper has examined the regulatory gaps on climate migration in the region, analysing the complexity of migration concerning climate change by utilising Pérez's approach. Through an analysis of migration and climate policies, together with human rights and statelessness frameworks, this paper has assessed ASEAN's potential power in creating regional governance for people affected by climate change. However, while ASEAN's

101 Koh Kheng Lian & Nicholas A. Robinson, "Strengthening Sustainable Development in Regional Inter-Governmental Governance: Lessons from the ASEAN Way" (2002) 6 Sing JICL at 643.

102 *Mayer*, *supra* note 98 at 97-98.

regulatory frameworks offer a partially effective avenue for addressing the needs of climate migration, significant challenges persist. Gaps in climate implementation and the need for improved AMS's incentive to cooperate on migration issues are examples of this. As we move forward, ASEAN will need to overcome these obstacles and take advantage of chances to fortify its governance framework for displacement brought on by climate change in the region. By doing this, ASEAN can ensure that everyone has a more resilient and equitable future by protecting the rights and interests of those who are most impacted by the effects of climate change.

Bibliography

International Agreements

ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response, 26 July 2005.

ASEAN Declaration on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers, 13 January 2007.

ASEAN Human Rights Declaration, 18 November 2012.

Charter of the Association of Southeast Asian Nations, 20 November 2007.

Convention on the Reduction of Statelessness, 30 August 1961, 989 UNTS 175.

Convention Relating to the Status of Refugees, 28 July 1951, 189 UNTS 137.

Convention Relating to the Status of Stateless Persons, 28 September 1954, 360 UNTS 117.

International Documents

ASEAN, "ASEAN Joint Statement on Climate Change to the 27th Session of The Conference of The Parties

to The United Nations Framework Convention on Climate Change" (2022).
ASEAN Secretariat, "ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER) Work Programme 2021-2025" (2020).
ASEAN Secretariat, "ASEAN State of Climate Change Report" (2021).
European Union, "European Parliament Briefing: The concept of 'climate refugee' – Towards a possible definition" (2023).

Books & Chapters

Asis, Rey P. & Carlos L. Maningat, "The 'ASEAN Way' in Migration Governance" in Heaven Crawley & Joseph Kofi Teye, eds, *The Palgrave Handbook of South–South Migration and Inequality* (New York: Springer International Publishing, 2024).
Chesterman, Simon, *From Community to Compliance?: The Evolution of Monitoring Obligations in ASEAN*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2015).
Felipe Pérez, Beatriz, "Beyond The Shortcomings of International Law: A proposal for the legal protection of climate migrants" in *Climate Refugees* (London: Routledge, 2018).
Intergovernmental Panel on Climate Change, "Summary for Policymakers" (2023) in *Climate Change 2022 – Impacts, Adaptation and Vulnerability: Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, eds, Valérie Masson-Delmotte et al. (Cambridge: Cambridge University Press, 2021).
Oakeshott, Nick, "The Search for Solutions to Statelessness in Southeast Asia: State Practice and Recent Developments" in Laura van Waas & Mélanie J.

Khanna, eds, *Solving Statelessness* (AH Oisterwijk: Wolf Legal Publishers, 2017).

Petz, Daniel, & Muhammad Rum, "Where to go? Finding durable solutions for disaster-displaced persons in Southeast Asia" in *ASEAN Risk Monitor and Disaster Management Review*, 2nd Edition *Time is Running Out: Why ASEAN Must Act Now against Climate Emergencies* (Jakarta: AHA Centre, 2020).

Pudjiastuti, Tri Nuke & Steven C. M. Wong, "The Politics of Forced Migration in Southeast Asia" in Sriprapha Petcharamesree & Mark P Capaldi, eds, *Migration in Southeast Asia: IMISCOE Regional Reader* (New York: Springer International Publishing, 2023).

Razali, Rodziana Mohamed, "Statelessness in the ASEAN Member States" in Rodziana Mohamed Razali, ed, *Safeguarding Against Statelessness at Birth: International Law and Domestic Legal Frameworks of ASEAN Member States* (Singapore: Springer Nature, 2023)

Viviane Clement et al, *Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration* (Washington, DC: World Bank, 2021).

Articles

Acharya, Amitav, "The Myth of ASEAN Centrality" (2017) 39:2 Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs 273.

Amer, Ramses, "The Association of Southeast Asian Nations' (ASEAN): Conflict Management Approach Revisited; Will the Charter Reinforce ASEAN's Role?" (2009) 2 Austrian Journal of South-East Asian Studies 6.

Asplund, André, "ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights: Civil Society Organizations'

Limited Influence on ASEAN" (2014) 7 Journal of Asian Public Policy 191.
Bang, Guri, Hovi, Jon & Tora, Skodvin, "The Paris Agreement: Short-Term and Long-Term Effectiveness" (2016) 4 Politics and Governance 209.
Chimni, B. S., "Asian Civilizations and International Law: Some Reflections" (2011) 1:1 Asian Journal of International Law 39.
Corthay, Eric, "The ASEAN doctrine of non-interference in light of the fundamental principle of non-intervention" (2016) 17:2 Asian Pac L & Pol'y J 1.
Ding, David K. & Sarah E. Beh, "Climate Change and Sustainability in ASEAN Countries" (2022) 14 Sustainability.
Elder, Mark, & Ikuho Miyazawa, "Survey of ASEAN's organizational structure and decision-making process for regional environmental cooperation and recommendations for potential external assistance" (2015) Institute for Global Environmental Strategies.
Gagain, Michael, "Climate Change, Sea-Level Rise, and Artificial Islands: Saving the Maldives. Statehood and Maritime Claims through the Constitution of the Oceans" (2012) 23 Colo J of Intl Envtl L & Pol'y 79.
Goodman, Sherri & Pauline Baudu, "Climate change as a 'threat multiplier': history, uses and future of the concept" (2023) 38 Center for Climate and Security 1.
Jaswal, Paramjit S. & Stellina Jolly, "Climate refugees: Challenges and opportunities for inter- national law" (2013) 55:1 J Indian L Inst 45.
Jurje, Flavia & Sandra Lavenex, "Mobility norms in free trade agreements: Migration governance in Asia

between regional integration and free trade" (2018) 17:1 European Journal of East Asian Studies 83.
Lian, Koh Kheng & Nicholas A. Robinson, "Strengthening Sustainable Development in Regional Inter-Governmental Governance: Lessons from the ASEAN Way" (2002) 6 Sing JICL.
Lonergan, Steve, "The Role of Environmental Degradation in Population Displacement" (1998) 4 Environmental Change and Security, Project Report No 5.
Marthin, Anggita & Louis Budiman, "The discourse of climate migration: Unravelling the politics of ASEAN's environmental policies" (2020) 26:2 Pacific Journalism Review.
Mayer, Benoit "Environmental Migration: Prospects for a Regional Governance in Asia-Parcific Region" (2013) 16:1 Asia Pac J of Envtl L.
Noto, Jessica L., "Creating a Modern Atlantis: Recognizing Submerging States and their People" (2014) 62 Buff L Rev 747.
Overland, Indra et al. "Impact of climate change on ASEAN international affairs: Risk and opportunity multiplier" (2017) Norwegian Institute of International Affairs & Myanmar Institute of International and Strategic Studies 1.
Petcharamesree, Sriprapha, "ASEAN and Its Approach to Forced Migration Issues" (2016) 20 Intl JHR at 181.
Stange, Gunnar et al, "Forced Migration in Southeast Asia" (2019) 12 Austrian Journal of South-East Asian Studies.
Tay, Mon, "Human Rights, Culture, and the Singapore Example" (1995) 41 McGill LJ 743.
Thamrin, Husni, "Rohingya-Myanmar Crisis: How Is ASEAN Intergovernmental Commission on

Human Rights?" (2018) 63 International Affairs and Global Strategy 19.
Wanner, Maximilian S. T., "The Effectiveness of Soft Law in International Environmental Regimes: Participation and Compliance in the Hyogo Framework for Action" (2021) 21 International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics 113.
Williams, Angela, "Turning the Tide: Recognizing Climate Change Refugees in International Law" (2008) 30:4 Law & Pol'y.

Research Documents & Working Papers

Orbeta Jr., Aniceto C., "Enhancing labour mobility in ASEAN: Focus on lower-skilled workers" (2013) 17 PIDS Discussion Paper Series.
Skeldon, Ronald, "Working Paper No.18: Managing Irregular Migration as a Negative Factor in the Development of Eastern Asia" (2009) in *ILO Asian Regional Programme on Governance of Labour Migration*, Working Paper No 18, online: <ilo.org>.

Online Sources

"Ratification Status for CCPR – International Covenant on Civil and Political Rights" UN Treaty Body Database, online: <tbinternet.ohchr.org>.
"Ratification Status for CESCR – International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights", UN Treaty Body Database, online: <tbinternet.ohchr.org>.
ASEAN, "ASEAN Adopts New Disaster Management Framework for 2021-2025" (2020) ReliefWeb, online: <reliefweb.int>.

ASEAN, "ACWC Champions the Well-being of All Women and Children: Towards an Inclusive COVID-19 Recovery in ASEAN" (2021) ASEAN Website, online: <asean.org>.

ASEAN, "ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER) Work Programme 2021-2025" (2021) PreventionWeb, online: <preventionweb.net>.

ASEAN, "ASEAN Leaders' Statement on the Application of Timor-Leste for ASEAN Membership" (2022) ASEAN Main Portal, online: <asean.org>.

Bassetti, Francesco, "Environmental Migrants: Up to 1 Billion by 2050" (2019) Climate Foresight, online: <climateforesight.eu>.

Barkai, Kalia Ruth, "Stop calling people 'climate refugees'" (2023) Climate Home News, online: <ec2-13-43-10-83.eu-west-2.compute.amazonaws.com>.

Schewel, Kerilyn, "Who Counts as a Climate Migrant?" (2023) Migration Policy, online: <migrationpolicy.org>.

Kwan, Soo-Chen & David McCoy, "Climate displacement & migration in South East Asia" (2023) OCHA – ReliefWeb Blog, online: <reliefweb.int>.

OHCHR, "Reporting Status for Cambodia" UN Treaty Body Database <https://tbinternet.ohchr.org>.

OHCHR, "Reporting Status for Philippines" UN Treaty Body Database < tbinternet.ohchr.org>.

OHCHR, "Reporting Status for Thailand" UN Treaty Body Database <tbinternet.ohchr.org>.

OHCHR, "Reporting Status for Myanmar" UN Treaty Body Database < tbinternet.ohchr.org>.

OHCHR, "Reporting Status for Timor-Leste" UN Treaty Body Database <tbinternet.ohchr.org>.

OHCHR, "Reporting Status for Viet Nam" UN Treaty Body Database <tbinternet.ohchr.org>.
UNFCCC, "Parties" UNFCCC website, online: <unfccc.int>.
UNHCR, "Climate Change and Statelessness:An Overview" (2009) UNHCR Website, online: <unhcr.org>.

Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) for the Fertilizer Industry and Recommendations for Vietnamese Fertilizer Exporters

NGUYEN Thu Hien & NGUYEN Hai Anh

Abstract

The global push towards environmental sustainability and carbon neutrality has prompted countries and industries worldwide to reassess their carbon footprints and adopt greener practices. This shift is particularly impactful for industries with historically high greenhouse gas emissions, such as the fertilizer industry. Vietnam, as a significant player in this sector, finds itself at a crossroads, faced with the dual challenge of adhering to international environmental standards, such as the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM), and maintaining its competitive edge in the global market. The article delves into the current state of Vietnam's fertilizer industry, highlighting its reliance on coal and outdated technologies that contribute to high emission levels. It underscores the urgent need for the industry to transition towards more sustainable practices through investment in cleaner technologies, improved emission reporting, and the establishment of a clear regulatory framework for carbon pricing. The article further recommends capacity building and international collaboration as essential strategies for achieving alignment with global

environmental goals. By embracing these changes, Vietnam's fertilizer industry can ensure its long-term sustainability and contribute to the global fight against climate change, while also securing its position in the international market.
Keywords: CBAM, fertilizer industry, Viet Nam, fertilizer exporters.

Résumé

L'élan mondial vers la durabilité environnementale et la neutralité carbone a poussé les pays et les industries du monde entier à réévaluer leur empreinte carbone et à adopter des pratiques plus écologiques. Ce changement a un impact particulier sur les industries ayant historiquement de fortes émissions de gaz à effet de serre, comme l'industrie des engrais. Le Vietnam, en tant qu'acteur important dans ce secteur, se trouve à un carrefour, confronté au double défi de se conformer aux normes environnementales internationales, telles que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne, tout en maintenant son avantage concurrentiel sur le marché mondial. Cet article examine l'état actuel de l'industrie des engrais au Vietnam, mettant en évidence sa dépendance au charbon et aux technologies obsolètes qui contribuent à des niveaux élevés d'émissions. Il souligne le besoin urgent pour cette industrie de passer à des pratiques plus durables grâce à des investissements dans des technologies plus propres, à une amélioration du reporting des émissions, et à l'établissement d'un cadre réglementaire clair pour la tarification du carbone. L'article recommande en outre le renforcement des capacités et la collaboration internationale comme des stratégies essentielles

pour aligner le secteur sur les objectifs environnementaux mondiaux. En adoptant ces changements, l'industrie des engrais du Vietnam peut assurer sa durabilité à long terme et contribuer à la lutte mondiale contre le changement climatique, tout en consolidant sa position sur le marché international.

Mots-clés : CBAM, industrie des engrais, Vietnam, exportateurs d'engrais.

The Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) presents an urgent and significant challenge for the Vietnamese fertilizer industry, fundamentally altering the landscape of international trade. As the European Union moves to implement CBAM, aiming to levy charges on carbon emissions associated with imported goods, Vietnamese fertilizer exporters are at a critical juncture[1]. This policy shift targets reducing global carbon footprint but simultaneously threatens the competitiveness of Vietnamese fertilizers in EU market in particular and worldwide in general, which is crucial for the industry's growth and sustainability. The mechanism underscores the need for immediate strategic adjustments among exporters. They are compelled to enhance their production processes, adopt cleaner and more energy-efficient technologies, and engage in more rigorous carbon emissions tracking and reporting. Without prompt and effective action, Vietnamese fertilizer exporters risk losing their market share in the EU, a scenario that would have broader implications for the country's agricultural sector and its economy. Thus, understanding and adapting to the CBAM is not merely

1 Ngô Đức Thanh, Nguyễn Hồng Thơm, "Tác động của cơ chế điều chỉnh biên giới carbon (CBAM) của EU tới một số ngành hàng xuất khẩu có cường độ carbon cao của Việt Nam và đề xuất giải pháp ứng phó››, *Tạp chí nghiên cứu Công nghiệp và thương mại*" (2023).

a regulatory requirement but a strategic imperative that calls for comprehensive planning, investment in green technologies, and active participation in international carbon markets to ensure sustainable growth and competitiveness in the evolving global trade environment.

1. Introduction to the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM)

The Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) has been developed as a policy measure aimed at mitigating the issue of carbon leakage by ensuring that the price of carbon for imported products is not lower than the price that EU producers must pay under the regulations of the EU Emissions Trading System (EU ETS). Starting from October 2023, importers into the EU will need to comply with the requirement to report the emission levels of their imported products and will enter a trial phase, during which they will not yet have to pay the CBAM fees. CBAM marks a significant step forward in the European Union's (EU) Green Deal, a strategic plan aimed at reshaping the region's economic growth towards fairness, prosperity, and sustainability. It serves as a foundation to encourage the development of industries based on the principles of a green and sustainable economy. CBAM is designed with the goal of reducing the EU's carbon emissions by at least 55% compared to 1990 levels by 2030. By emphasizing transparency in information, CBAM plays an important role not only in reducing greenhouse gas emissions and combating climate change but also in affecting the entire supply chain of businesses, from production to consumption.

1.1. Regarding the Objectives

Firstly, the European Union (EU) has implemented the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) as a part of the EU Emissions Trading System (ETS), primarily aiming to eliminate carbon disparities by establishing fair competition conditions between EU-compliant producers and those from non-EU countries. In this way, CBAM provides an alternative solution to allocating free carbon quotas to EU producers at high risk of carbon leakage, while also obligating importers to purchase CBAM certificates. These certificates are expected to be issued from 2026 to 2035, in parallel with the gradual phase-out of free quota allocations for high carbon leakage risk sectors in the EU.

Secondly, the EU also sees CBAM as a tool to achieve the goal of reducing greenhouse gas emissions by 55% compared to 1990 levels by 2030 and moving towards a carbon-neutral economy by 2050. CBAM is part of the "Fit for 55" package, which includes various measures to improve current policies to align with greenhouse gas reduction objectives. This includes amending the EU's ETS system, expanding its scope, updating emission reduction targets, and other measures such as restructuring policies on renewable energy and energy saving, developing infrastructure for alternative fuels, and supporting the development of sustainable aviation and marine fuels.

Finally, the EU hopes that CBAM will encourage non-EU trade partners to adopt more robust greenhouse gas emission reduction measures. Notably, at the end of each fiscal year, importers will have the opportunity to be reimbursed for any quotas or carbon taxes paid in the export country if they can prove that their emission reduction efficiency level is equivalent

or superior. Through this, the EU aims to build an alliance of trade partners sharing the same goal, promoting accession through policy and support programs to enhance carbon-neutral efforts.

1.2. Regarding the Operational Principles

The CBAM mechanism is designed to comply with the important principles of the World Trade Organization (WTO), applicable to all types of border adjustments. There are two main aspects to emphasize: (i) Ensuring non-discrimination between like products, and (ii) Maintaining fairness among countries and avoiding creating unfair competitive conditions for imported mechanism have approached these issues carefully, always referring to WTO regulations.[2] Concerning non-discrimination, the calculation of charges for importers is based on the average weekly auction price of quotas in the ETS for the corresponding product sector. Thus, entities within the scope of CBAM regulation will have to pay for their CO2 emissions at a fixed rate, equivalent to the level that EU partners have to pay. However, these payments will not result in overlap with any other carbon tax that the producer in the exporting country has paid, as this cost can be deducted from the expense of purchasing CBAM certificates. This helps avoid a double financial burden on emission costs. Regarding the principle of fair treatment, CBAM will be applied fairly to all EU trade partners as well as members of the European Customs Union. Any discrimination against trade partners or different policies for members of the Union would lead to a violation of WTO regulations. Therefore, CBAM will not favor developing countries.

2 *Ibid.*

Finally, regarding the adjustment of competitive conditions, the EU has carefully placed CBAM in the context of internal climate policies, some of which have been implemented for decades. This mechanism can be justified under Article XX of GATT 1994, concerning the protection of natural resources, human health, and life, because the EU can demonstrate that the purpose of carbon policies is to address the risks posed by climate change, as acknowledged in the recent assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.

1.3. Regarding the Implementation Road-Map

On May 16, 2023, Regulation (EU) 2023/956 issued by the European Commission on May 10, 2023, on establishing the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) in the European Union (EU) officially came into effect.

From October 1, 2023, to December 31, 2025, there will be a transition phase. During this period, businesses importing into the EU will have to comply with the reporting requirements stipulated in Articles 33, 34, and 35 of Regulation (EU) 2023/956. Specifically, importers will need to report quarterly on the greenhouse gas emissions generated from certain types of goods imported into the EU within 30 days after the quarter ends. The first report from importers must be submitted by January 31, 2024[3]. In this transition phase, CBAM will be applied to items including iron, steel, aluminum, electricity, cement, fertilizers, and hydrogen, which are industries accounting for up to 94%

[3] Trần Vũ Trung, "Cơ chế điều chỉnh biên giới carbon của Liên minh châu Âu và khả năng ảnh hưởng đến xuất khẩu của Việt Nam", Cơ sở dữ liệu quốc gia về Khoa học và Công nghệ (2023).

of the total industrial emissions in the EU. However, by the end of 2025, the European Commission (EC) will conduct an evaluation of CBAM's operation and may expand the application of this mechanism to more types of products and services.

Table 1: CBAM Deployment Road-map

10/2023	01/2026	2027	2034
CBAM will begin the transition period. Importers will be required to comply with reporting obligations and will not be subject to CBAM fees	CBAM started to be gradually introduced in parallel with the phasing out of the EU ETS free quota	The European Commission carried out a comprehensive review of CBAM	CBAM is officially fully operational
Transition stage	Operation stage		Full operation stage

Source: European Parliament (2022).

From January 1, 2026, CBAM will officially start operating. Any violations of the CBAM terms will be subject to penalties similar to those in the European Union's Emission Trading System (EU ETS). According to EU ETS guidelines, if an organization fails to fulfill its obligation to surrender annual emission quotas on time, they may face the initiation of punitive measures. The fine for not surrendering sufficient emission quotas is set at 100 euros for each ton of CO2, with the condition that this amount will be adjusted for inflation. The regulatory authority of each member state in the EU will be

the entity applying this penalty. Furthermore, any non-compliance will be accumulated into the total emissions that the organization must reduce in the following year, meaning that non-compliance will not be overlooked but will be addressed by increasing the emission obligations for the next year.[4]

2. The Impact of the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) on the Fertilizer Industry in Vietnam

2.1. General Situation Before the Application of the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) to the Fertilizer Industry in Vietnam: General Emission Context

Historically, Vietnam has not been a major contributor to climate change. However, rapid economic growth, urbanization, and industrialization over the past 30 years have led to a rapid surge in greenhouse gas (GHG) emissions. From 2000 to 2019, annual GHG emissions increased 7 times, reaching 438.11 million tons of CO2, accounting for 0.88% of global emissions. The average GHG emissions per capital were 4.54 million tons of CO2 in 2019, about 5.75 times higher than in 2000, although still relatively low compared to the regional and global averages. Vietnam has become one of the highest GHG-emitting economies in East and Southeast

4 EU, *Directive 2003/87/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 13 October 2003 establishing a M9 system for greengouse gas emission allowance trading within the M9 Union and amending Council Directive 96/61/EC* (EU ETS guidelines), amended by EU, *Directive 2023/959 of the European Parliament and of the Council of 10 May 2023,* [2023] OJ, L 130.

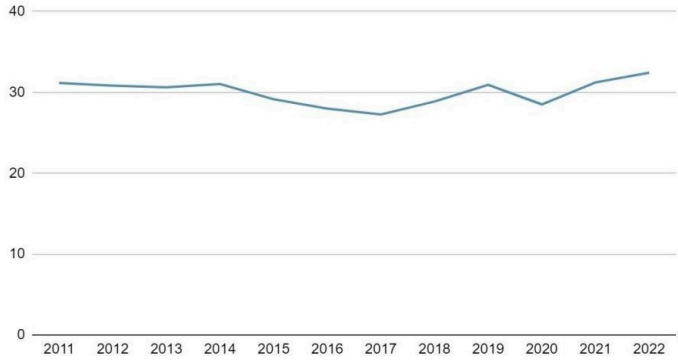
Asia, measured by emissions per unit of output, and its emissions are higher than those of China, South Korea, Japan, Malaysia, Thailand, and the Philippines.[5]

Before the implementation of CBAM, the Vietnamese fertilizer industry, like many other sectors, faced challenges from increasing greenhouse gas emissions, where the burning of fossil fuels was the main cause, accounting for about 60% of the country's total greenhouse gas emissions in 2014. With the rapid increase in CO2 emissions, reaching 285.9 million tons of CO2 in 2019, and Vietnam becoming the 22nd largest CO2 emitting country in the world from fuel combustion, the fertilizer industry also faced challenges from dependence on energy from fossil fuels. This is particularly notable in the context of the energy sector, including coal-fired power production, which accounts for a large proportion of Vietnam's total CO2 emissions from the combustion of fossil fuels.[6]

5 Minh Ngoc Nguyen, "Annual CO2 emissions of Vietnam from 2010 to 2021" (2024) Statista.

6 Thang Nam Do & Paul J. Burke, "Carbon pricing in Vietnam: Options for adoption" (2021) 2 Energy and Climate Change.

Figure 2: Total Greenhouse Gas emissions: Tonnes of CO2 Equivalent per Year in Vietnam



Source: European Commission's Directorate-General for Joint Research Centre.

2.2. Regrading Legal Responsibility

Vietnam has implemented several types of taxes related to environmental protection and natural resources, including Special Consumption Tax, Value Added Tax, and Environmental Protection Tax. However, to date, Vietnam has not implemented any form of carbon tax on CBAM export products and fossil fuels. This indicates that the Vietnamese fertilizer industry may not be ready to face the strict carbon emission regulations from the EU and other international markets. Moreover, Vietnam is only in the preparatory stage for the deployment of the Emission Trading System (ETS), expected to be piloted from 2025 and officially operational from 2028, two years later than the EU's CBAM deployment road-map. The time and standard difference between Vietnam's tax system and the EU's requirements may

lead to the Vietnamese fertilizer industry facing high CBAM fees when exporting to the EU.[7]

Table 2: Vietnam's policies and laws on energy before CBAM took effect

No.	Name of Energy Policy/Legislation	Issuing Authority
1	Electricity Law (2004, amended in 2012 and 2020)	Ministry of Industry and Trade
2	National Energy Development Strategy to 2020, vision to 2050	Government of Vietnam
3	Versions of the Power Development Plan (PDP), the latest draft is PDP8	Ministry of Industry and Trade
4	Environmental Protection Law (2020)	Ministry of Natural Resources and Environment
5	Development Strategy for Renewable Energy to 2030, vision to 2050	Government of Vietnam
6	Decision on approval of the National Power Development Plan	Prime Minister of Government
7	Circular on Development of Projects and Standard Power Purchase Agreements for Renewable Energy Projects	Ministry of Industry and Trade
8	Petroleum Law (2008)	Ministry of Industry and Trade
9	Law on Energy Efficiency and Conservation (2010)	Ministry of Industry and Trade
19	Development Strategy for Renewable Energy 2016-2030, vision to 2050	Government of Vietnam
20	Law on Energy Efficiency and Conservation (2011)	Government of Vietnam

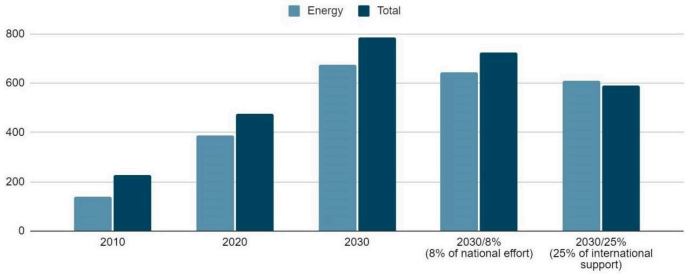
7 United Nation Development Program, "Long-term greenhouse gas emission mitigation opportunities and drivers in Viet Nam" (2023).

Vietnam has committed to intensify efforts to reduce greenhouse gas emissions in its 2022 Nationally Determined Contributions (NDC) update, aiming for net-zero emissions by 2050. In the fertilizer industry, where CO2 primarily arises from energy combustion and waste processing, these targets are particularly significant. Vietnam aims to reduce emissions by 15.8% without relying on external conditions and up to 43.5% with international support, compared to the baseline emission scenario. Simultaneously, Vietnam's Green Growth Strategy emphasizes reducing greenhouse gas emission intensity by at least 15% per GDP by 2030 and 30% by 2050 compared to 2014. In the fertilizer industry, reducing total methane emissions by at least 30% by 2030 compared to 2020 is a critical goal, applicable to activities such as solid waste and wastewater treatment, along with reducing fossil fuel use in production.[8]

8 Axel Michaelowa et al, "Carbon Border Adjustment Mechanism Impact Assessment Report for Vietnam" (2023) Zurich Open Repository and Archive.

teseopress.com

Figure 3: Annual greenhouse gas emissions 2010 and projections to 2020 and 2023 (BAU scenario) and conditional and unconditional targets to 2030



Source: Vietnam SR (2015) and MONRE (2015), CCWG (2018).

Table 3: Emission reduction targets in comparison by 2030 in NDC 2020 and NDC 2022

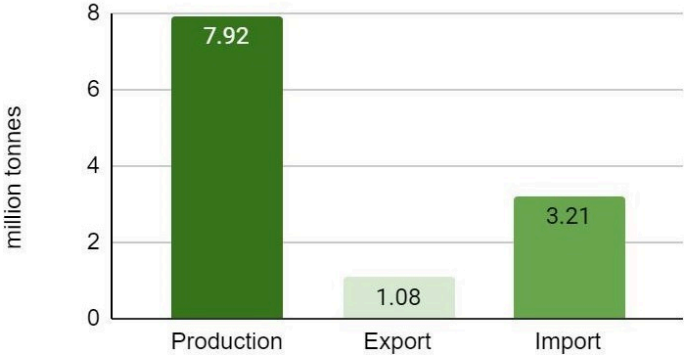
Sector	Unconditional contribution				Conditional contribution			
	NDC 2020		NDC 2022		NDC 2020		NDC 2022	
	%	MtCO2e	%	MtCO2e	%	MtCO2e	%	MtCO2e
Energy	5.5	51.5	7.0	64.8	16.7	155.8	24.4	227.0
Waste	1.0	9.3	3.5	32.5	2.3	21.2	5.0	46.6
Total	6.5	61.8	10.5	97.3	18.1	177.0	29.4	273.6

Source: NDC (2022).

2.3. Regarding Fertilizer Exports

Although not prominent in comparative advantage over iron, steel, cement, and aluminum, the fertilizer industry and export sector play an undeniable role in Vietnam's socio-economic development process. Fertilizers are not only a necessary input for the agricultural production sector but also key to the development of intensive farming, contributing to national food security. The contribution of fertilizers in promoting efficient agricultural production has become one of the main pillars of sustainable growth and development in Vietnam. Moreover, other industries such as iron, steel, cement, and aluminum also play an undeniable role in providing materials for construction and manufacturing, thereby supporting the process of industrialization and urbanization. However, the demand for producing CBAM products, including fertilizers, has steadily increased to meet domestic and export needs, proving its irreplaceable role in the economy. Regarding global market position, although Vietnam is not a major player in most CBAM commodities, except for cement, exporting 14% of its fertilizer output in 2021 reflected the demand and recognition for this product from the international market. Despite having to import more than export due to a lack of input materials or the capacity to produce certain specific products, focusing on fertilizers remains an important strategy to promote sustainable agricultural development and ensure food security for the country.

Figure 4: Production, imports and exports of Vietnam's CBAM products, 2021



Source: FAO (2023), Worldsteel Assocation (2023), GSO (2022), UNCOMTRADE, Statista (2023).

In 2021, Vietnam made a notable contribution in the field of cement exports, accounting for 18.8% of the global value, but these figures for iron and steel stopped at 2.5%, and for aluminum and fertilizers, the numbers were even more modest, under 1%. Particularly, within the EU market scope, fertilizers were not named in Vietnam's export list that year. Although not exporting fertilizers to the EU, Vietnam still captured a small part of this market with 5.1% of the export value for iron and steel and 4.7% for cement, along with 0.6% for aluminum.[9]

9 Baoviet Securities Company, "Ngành Phân bón 2023: Chịu áp lực từ giá phân bón giảm mạnh" (2023).

Table 4: Share of Vietnam's CBAM products to EU market, 2021

	Quantity (%)	Value (%)
Iron and Steel	4.5	5.1
Aluminium	0.7	0.6
Cement	5.5	4.7

Source: UNCOMTRADE (2023).

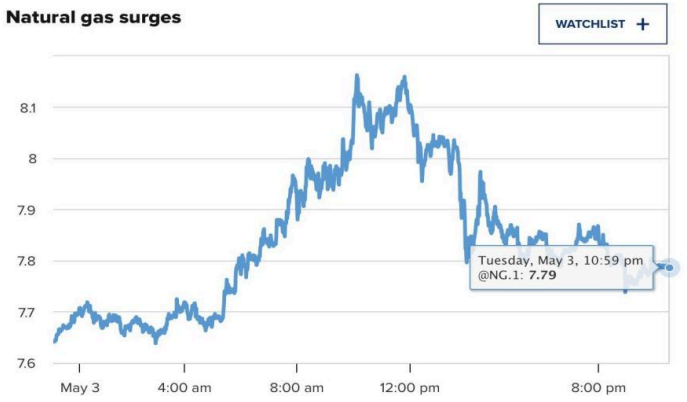
The absence of fertilizers in the export list to the EU in 2021 is a sign that new efforts and strategies are needed to promote this product segment, especially considering its important role in agriculture and national food security. Regarding the forecast for the development of the fertilizer industry. However, in the years 2020, 2021, and 2022, soaring energy prices put many fertilizer producers in Europe in a difficult situation, forcing them to scale down operations or even temporarily shut down. The sudden increase in raw material prices, especially natural gas, led Europe to reduce nitrogen fertilizer production capacity by 25% to 30% and cut ammonia (NH3) production capacity by up to 50%, according to S&P Global Platts. In winter, from October to March annually, when the demand for gas increases, the cost of fertilizer production becomes even more expensive. This problem becomes more severe when the ability to increase fertilizer supply in the market is very limited, as factories often operate at a capacity of 85% to 100%.[10] In this context, Vietnam can see a major opportunity in expanding and promoting its fertilizer export industry. With supply disruptions in Europe, Vietnam can seize the opportunity to

10 Dương Anh Dũng, "Hiện trạng và định hướng phát triển ngành Phân bón Việt Nam", Trung tâm WTO.

teseopress.com

increase production and exports, especially when the country has a large potential for competitive fertilizer production. Focusing on improving production efficiency, using energy efficiently, and expanding markets can help Vietnam not only meet domestic demand but also take advantage of export opportunities, especially in the context of the European market facing significant supply challenges. In summary, amidst the gas supply shortage in Europe, causing a decline in fertilizer production and the world facing a supply shortage, fertilizer prices are expected to rise sharply even though no specific statistics are available yet. In this context, the export value of Vietnamese fertilizers is forecasted to grow significantly.

Figure 5: Current natural gas price in EU



Source: cnbc.com.

In summary, before the CBAM is applied, the Vietnamese fertilizer industry is in a difficult situation when it needs to improve the carbon intensity of the product while still maintaining competitiveness. The lack of effective carbon emission reduction measures and the delay in implementing ETS indicate that Vietnam needs to quickly strengthen emission reduction measures and enhance green production capacity to face the challenge from CBAM and protect its position in the international market. The application of CBAM will impose new requirements on the fertilizer industry, forcing businesses to improve energy performance and reduce carbon emissions. This is not only a challenge but also an opportunity for the industry to invest in clean technology, enhance the use of renewable energy, and implement emission reduction measures to meet increasingly stringent environmental standards. With the government planning to reduce the coal ratio in power generation capacity and increase the use of renewable energy, the fertilizer industry can take this opportunity to transform and enhance its competitiveness in the international market, especially in the context of applying CBAM.

2.4. Impact of the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) on the Legal Responsibility of Vietnam's Fertilizer Industry

According to the Ministry of Natural Resources and Environment's report, climate change damage is estimated at about $10 billion in 2020, equivalent to 3.2% of Vietnam's GDP, highlighting the importance of quick and decisive action in protecting the environment and minimizing the impacts of climate change. For the fertilizer industry, this means investing in clean technology and improving production processes to reduce

greenhouse gas emissions. Active participation in the carbon market not only demonstrates the fertilizer industry's responsibility towards environmental issues but also presents an opportunity to enhance competitiveness, adopt green technology, and promote sustainable production. The Vietnamese government has also implemented several financial policies to encourage green production, including laws on resource tax and green credit incentives, supporting the fertilizer industry in this transition. These efforts have contributed to enhancing Vietnam's international standing in sustainable development, while also opening new directions for the fertilizer industry in integrating with global trends and promoting national goals on environment and sustainable development.

Vietnam committed to reducing greenhouse gas emissions at the COP26 conference in November 2021, a move highly regarded internationally in the fight against climate change. In this commitment step, Vietnam has shown its determination in the climate change battle, earning high international regard. Additionally, the Ministry of Natural Resources and Environment's Carbon Market Development Plan, expected to pilot in 2025 and officially operate in 2028, marks a significant step towards the Net Zero goal. This market operates on the principle that "the polluter pays" through the buying and selling of carbon credits, opening up a new revenue source for the state budget. In the context of rapid globalization and climate change, the transformation of Vietnam's fertilizer industry into a green economy, with the selection of environmentally friendly technologies, becomes more urgent than

ever.[11] The Vietnamese government has supported this process through the issuance of many legal documents, facilitating companies, especially small and medium enterprises in the fertilizer industry, to adapt and meet new environmental policies. Participation in the carbon market is not only a responsibility but also an opportunity for organizations and businesses to implement emission reduction solutions and adopt green technology. Vietnam has also implemented various financial policies to encourage green production, including laws on resource tax and green credit incentives from the State Bank. These efforts have significantly advanced Vietnam's sustainable development journey, recognized in the National Progress Assessment Report by the Sustainable Finance and Banking Network and ranking high in Asia and globally on policies contributing to national self-determination goals.

To cope with the impacts of climate change, reduce greenhouse gas emissions, and aim for a sustainable development future, Vietnam has not only committed to international agreements but also implemented many internal policies and measures. Important steps include: (i) Signing and ratifying the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in 1992 and 1994, respectively; (ii) Signing and ratifying the Kyoto Protocol in 1998 and 2002; (iii) Signing the Paris Agreement in 2016; (iv) Updating the Nationally Determined Contribution (NDC) for the first time in 2015 and then in 2020 and 2022; (v) Signing the Political Declaration on establishing a Just Energy Transition Partnership (JETP) with the International Partners Group in December 2022. Notably,

11 United States Agency for International Development, "Carbon markets in Vietnam" (2022).

at the COP26 conference, Vietnam made a strong commitment to achieving "net-zero emissions" by 2050.[12] A year later, at COP27, Vietnam continued to affirm this commitment and discussed with the International Partners Group to ensure a fair energy transition process. According to the 2022 updated NDC, Vietnam aims to reduce emissions in sectors such as energy, agriculture, LULUCF, waste, and industrial production processes by 2030, far exceeding the 2020 NDC. On the domestic regulatory front, Vietnam has implemented many policies, strategies, and action plans from the central to local levels to cope with climate change and reduce greenhouse gas emissions, aiming for green and sustainable development goals. Recently, Resolution No. 01/NQ-CP clearly outlined tasks and solutions for 2023, including restructuring the energy sector, reducing carbon emissions to advance towards the carbon neutrality goal by 2050, and enhancing communication about applying international emission standards, especially the CBAM standard for goods exported to the EU market.

CBAM has the potential to create a strong incentive for Vietnam's fertilizer industry to adopt sustainable production methods and reduce carbon emissions. This not only helps the industry avoid carbon fees mandated by CBAM but also promotes the development of the domestic carbon market. Specifically, reducing emissions in the fertilizer production process will allow companies to create and sell carbon credits, opening opportunities to participate in the domestic

12 Loan Nguyen, "SUMMARY OF CBAM IMPACT ASSESSMENT REPORT FOR VIET NAM Technical
Assistance Project on Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism and Carbon Tax Policies for Viet Nam" (2023) ASIA Clean Energy Forum 2024.

ETS system or the international carbon market under Article 6 of the Paris Agreement. This transition not only helps Vietnam move closer to achieving its NDC and Paris Agreement goals but also improves the international competitiveness of the fertilizer industry. This positions Vietnam as a leader in the global shift towards a low-carbon economy, contributing to the country's energy transition strategy. However, implementing an effective domestic carbon market requires the development of a comprehensive legal framework, including the design and enforcement of mechanisms, creating emission credits or allocating emission rights to the fertilizer industry if a mandatory cap is introduced. Building an effective carbon pricing system, ensuring transparency, and preventing market manipulation are essential steps in this process. Additionally, the Vietnamese government needs to provide support and guidance to the fertilizer industry, including technological assistance, financial incentives, and capacity-building initiatives, to facilitate the transition towards low-carbon production. The development of a domestic carbon market aligned with international standards will not only help Vietnam meet its climate commitments but also enhance the competitiveness of its fertilizer industry on the global stage.

2.5. Impact of the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) on Vietnam's Fertilizer Industry Production

Overall, on a macroeconomic level, the impact of CBAM appears to be not too significant. However, when considering specific industries and individual companies, a significant reduction in export value becomes a major issue, posing numerous challenges for companies. Specifically, in the fertilizer production sector,

the impact of CBAM is assessed to be not significant. Yet, when comparing the average carbon emissions of sectors within the scope of CBAM in Vietnam with other exporting countries like the USA, UK, China, EU, and South Korea, Vietnam exhibits concerning levels of emissions. Particularly, Vietnam's fertilizer industry only ranks behind China but exceeds the average.[13]

With the EU implementing CBAM, at least in the short term, it will affect Vietnam's export goods to the EU, including fertilizers. Given the low volume and value of exports, the initial impact is not expected to be too large, estimated to potentially decrease by about $100 million. However, after 2026, when CBAM may be expanded to include indirect carbon emission taxes and apply to other high-carbon emission products such as organic chemicals and polymers, the impact on Vietnam's exports to the EU will become significantly more substantial.[14]

For Vietnam, more than a decade ago, Resolution No. 24-NQ/TW, issued by the Communist Party of Vietnam on June 3, 2013, marked a turning point in proactively dealing with climate change, improving resource management, and strengthening environmental protection. Over a decade of implementation, Vietnam has made significant progress in these areas, with the introduction of 6 other resolutions, enriching the policy and institutional system with advanced views, integrating with international standards, and meeting the requirements of the era. However, in a constantly changing world and domestic context, both policy development and implementation as well as the

13 Trần Vũ Trung, "Cơ chế điều chỉnh biên giới carbon của Liên minh châu Âu và khả năng ảnh hưởng đến xuất khẩu của Việt Nam" (2023) Cơ sở dữ liệu quốc gia về Khoa học và Công nghệ.

14 *Nguyen*, *supra* note 12.

awareness and actions of the business community need to be continuously updated and adjusted to meet new requirements.[15]

Table 5: Estimated impacts on the fertilizer sector with CBAM in the EU

Indicators	No carbon pricing No change in emission intensity		No carbon pricing Reduced emission intensity		Carbon pricing No change in emission intensity		Carbon pricing Reduced emission intensity	
	2030	2035	2030	2035	2030	2035	2030	2035
Production output (%)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-7.7	-7.7	-7.3	-6.9
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-13.3,	[-13.3,	[12.5, –	[-11.8,
	-0.0]	-0.0]	-0.0]	-0.0]	-1.0]	-1.0]	1.0]	-0.9]
Production output (million tonnes)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.9	-1.2	-0.9	-1.0
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-1.6, –	[-2.0, –	[-1.5, –	[-1.8, –
	-0.0]	-0.0]	-0.0]	-0.0]	0.1]	0.2]	0.1]	0.1]
Export values (%)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-10.0	-10.0	-9.4	-8.9
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-26.3,	[-26.3,	[-24.9,	[-23.6,
	-0.0]	-0.0]	-0.0]	-0.0]	+1.8]	+1.8]	+1.7]	+1.6]
Export values (billion USD)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.1	-0.0	-0.1
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.1,	[-0.2,	[-0.1,	[-0.1,
	-0.0]	-0.0]	-0.0]	-0.0]	+0.0]	+0.0]	+0.0]	+0.0]
Export value to EU (%)	-75.5	-77.9	-74.2	-75.4	-72.9	-75.7	-71.5	-73.1
	[-97.3,	[-98.2,	[-96.8,	[-97.3,	[-96.4,	[-97.6,	[-95.8,	[-96.5,
	-13.6]	-14.9]	-12.9]	-13.5]	-9.7]	-11.1]	-9.2]	-10.1]
Export value to EU (billion USD)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0, –	[-0.0, –	[-0.0, –	[-0.0, –
	-0.0]	-0.0]	-0.0]	-0.0]	0.0]	0.0]	0.0]	0.0]

15 *Michaelowa et al, supra* note 8.

Import values (%)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	+5.5	+5.5	+5.2	+4.8
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-6.1,	[-6.1,	[-5.8,	[-5.4,
	+0.0]	+0.0]	+0.0]	+0.0]	+20.7]	+20.7]	+19.4]	+18.2]
Import values (billion USD)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	+0.1	+0.1	+0.1	+0.1
	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.0,	[-0.1,	[-0.1,	[-0.1,	[-0.1,
	+0.0]	+0.0]	+0.0]	+0.0]	+0.3]	+0.4]	+0.3]	+0.3]
Carbon pricing revenue (billion USD)					+0.3	+0.3	+0.3	+0.3
					[+0.3,	[+0.3,	[+0.2,	[+0.3,
					+0.3]	+0.4]	+0.3]	+0.3]
Emission quantity (million t CO2)	-0.0	-0.0	-1.6	-3.9	-2.1 [-	-2.6	-3.5	-6.0
	[-0.0,	[-0.0,	[-1.6,	[-3.9,	3.6, –	[-4.4, –	[-4.8, –	[-7.4, –
	-0.0]	-0.0]	-1.6]	-3.9]	0,3]	0.3]	1.9]	4.2]

Source: Carbon Border Adjustment Mechanism Impact Assessment Report for Vietnam.

A summary table of CBAM's predicted impacts along with some factors that may relate to the fertilizer manufacturing sector. The volume of fertilizer Vietnam exports to the European Union is quite modest, so the EU's implementation of CBAM is expected not to cause significant fluctuations in this sector's key economic performance indicators. However, carbon pricing could increase production costs, thereby affecting the price competitiveness of Vietnam's fertilizer industry. It is noteworthy that the impact of carbon pricing extends beyond CBAM; while CBAM only increases the price of products exported to the EU, carbon pricing affects the cost of all domestic products. Production output is expected to decrease by about 7.7% (with a confidence interval [CI] of [1%, 13.3%]), and exports could decrease by 26.3% or even slightly increase by 1.8%. Income from carbon pricing in the fertilizer sector is estimated at about $0.3 billion. Additionally, applying a carbon price will help reduce emissions by about 2.1 million

tCO2 by 2030 (CI = [0.3,3.6]) and 2.6 million tCO2 by 2035 (CI = [0.3,4.4 million]). If emission intensity is reduced simultaneously with carbon pricing, the reduction in emissions will be 3.5 million tCO2 by 2030 (CI = [1.9,4.8 million]) and 6.0 million tCO2 by 2035 (CI = [4.2,7.4 million]), resulting in a higher emission reduction effect.[16]

2.6. Challenges for the Vietnamese Fertilizer Industry

Legally, although Vietnam has demonstrated a commitment to reducing GHG emissions and has taken some steps, the legal framework for carbon pricing and the domestic carbon market is still in the process of being perfected. This requires special attention to the fertilizer sector, which is one of the first to be affected by the CBAM, to ensure sustainable development and minimize the negative impacts of adopting international carbon pricing measures. The 2020 Vietnamese Environmental Protection Law has not set a specific price for carbon, creating a loophole in managing the environmental impact of the fertilizer production industry. According to the Environmental Protection Tax Law, the "environmental protection tax" is an indirect tax on products harmful to the environment, but it has not been specified for the fertilizer industry, even though this sector significantly impacts the environment through energy use and emissions during production.[17] The 2009 Natural Resources Tax Law mentions taxing the exploitation of resources but does not explicitly refer to raw materials necessary for fertilizer production, such as natural gas, a crucial ingredient for

16 *Loan Nguyen*, *supra* note 12.
17 *Nam Do & Burke*, *supra* note 6.

producing ammonia in fertilizers. This indicates a gap in managing the environmental impact of the fertilizer sector through taxes and fees. Meanwhile, domestic carbon market policies and regulations mentioned in the 2020 Environmental Protection Law allow for the exchange of emission permits and carbon credits, creating opportunities for the fertilizer sector to reduce emissions and participate in the carbon market. However, the lack of specific guidance from the Ministry of Finance and the Ministry of Natural Resources and Environment indicates the need for further development of the legal framework and government support for the fertilizer sector to adapt and contribute more effectively to carbon emission reduction goals. Additionally, to deal with the impact of the EU's CBAM regulation, the Vietnamese fertilizer industry needs to ensure that domestic carbon prices are at least equal to or higher than EU carbon prices to avoid purchasing CBAM certificates when exporting to the EU. This requires Vietnam to establish a clear and competitive carbon pricing to support the fertilizer industry in reducing emissions and enhancing environmental protection.

The implementation of the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) presents complex challenges for the Vietnamese fertilizer industry, especially in the current trade relations context and the agreements signed between Vietnam and the European Union (EU), including the EU-Vietnam Free Trade Agreement (EVFTA).[18] The deployment of CBAM needs to be carefully considered with the principles of the World Trade Organization (WTO) and comply with the

18 Asian Development Bank, "Pathways to Low-Carbon Development for Viet Nam" (2017).

commitments in the EVFTA and other international agreements Vietnam has joined. Since becoming a WTO member in 2007 and signing the EVFTA, Vietnam has further integrated into the global trade system, committing to comply with WTO regulations and promote open trade and investment. The EVFTA, in particular, emphasizes trade and investment development based on equality and non-discrimination principles while complying with WTO regulations. CBAM's challenge under WTO and EU-Vietnam FTA agreements Implementing CBAM faces several legal issues, including:

i. Compatibility with international trade rules: CBAM may not be compatible with international trade rules, such as those established by the WTO, if it is considered discriminatory against foreign goods. CBAM is required to ensure it does not violate WTO rules on the trade aspects of environmental measures or other trade agreements.
ii. International coordination among different countries to avoid unfair competition between countries or regions.[19] These are some of the main legal considerations Vietnam needs to account for when analyzing CBAM, but other issues may arise depending on Vietnam's policies and decisions. During this process, Vietnam will face significant challenges in adapting to CBAM, not only to comply with international legal regulations but also to ensure that its fertilizer industry can continue to compete fairly in the international market, especially in the EU market.

[19] Dương Anh Dũng, "Hiện trạng và định hướng phát triển ngành Phân bón Việt Nam" Trung tâm WTO.

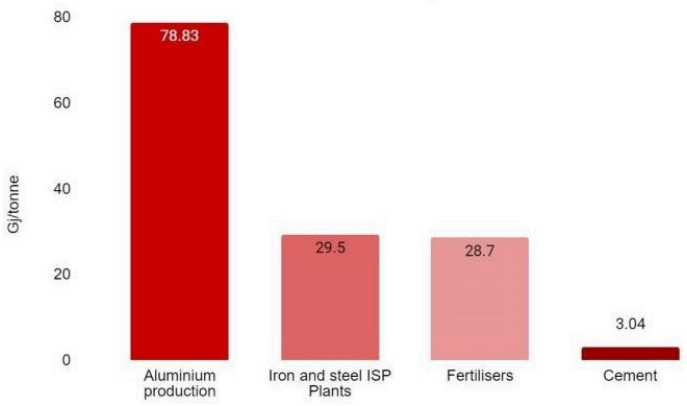
It is undeniable that the understanding of the European Union (EU)'s environmental regulations within the Vietnamese business community is still limited. In a world that is gradually shifting, especially for Vietnamese businesses aiming for exports, the biggest obstacle might be accessing the EU market becoming more difficult. This is not only a barrier for new businesses targeting this market but also a significant challenge for experienced businesses with the EU market due to changes and additions of standards and certifications with higher requirements. According to a study conducted by the Private Sector Development Committee (Committee IV, under the Advisory Council for Administrative Procedure Reform of the Prime Minister) in 2022, only about 11% of surveyed businesses understand the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) well, while 53% of businesses do not know anything about it, and 36% of businesses have vague knowledge. For Vietnamese businesses, especially small and medium-sized enterprises, there is still a hesitancy or lack of resources to transition to environmentally friendly production models, a process that requires significant financial investment and the adoption of advanced technology. In contrast, foreign businesses, especially those from Europe and the United States, are very proactive in complying with these strict environmental standards.[20]

It is particularly noteworthy that all of Vietnam's CBAM export products, including fertilizers, belong to the high energy-intensive group. Specifically, fertilizer has an energy intensity of 28.7 GJ/ton, only lower than aluminum and steel but higher than cement with 3.04 GJ/ton (ADB, 2017).[21]

---

20 *Nguyen*, *supra* note 12.
21 *Michaelowa et al*, *supra* note 8.

Figure 6: Energy Intensity of Vietnam's CBAM products



Source: Springer (2018).

This highlights the urgent need for the Vietnamese fertilizer industry to reduce energy consumption and improve energy efficiency in production to reduce greenhouse gas emissions, thereby minimizing the impact of the CBAM and ensuring the sustainability of exports to the EU market.

Oil, gas, electricity, and CBAM products, including the fertilizer production sector, in Vietnam are subject to various types of taxes, including Import/Export Tax (IMT/EXT), Special Consumption Tax (SCT), Value-Added Tax (VAT), Natural Resource Tax (NRT), and Environmental Protection Tax (EPT).

Table 6: Taxes on fertilizers in Vietnam

	NRT	VAT	IMT (Appliedin EVFTA)	EXT (Appliedin EVFTA)
Fertilizers		10%	0-9% (-0.3%)	0%

Source: Parliament of Vietnam (2022).

Among these taxes, NRT and EPT are indirect taxes aimed at protecting natural resources and the environment, which are significant for the fertilizer production sector as this sector uses natural resources like natural gas as a main raw material. NRT is applied to important raw materials like natural gas, a key component in ammonia production—a raw material for many types of fertilizers. This tax is applied at a rate of 10% and higher, affecting the cost of raw materials and ultimately the price of fertilizer products. EPT, although mainly imposed on coal and oil, also reflects Vietnam's efforts in reducing negative impacts on the environment, an important issue for the fertilizer sector since the production process can cause pollution. Vietnam has not yet imposed a carbon tax on CBAM export products and fossil fuels, including the fertilizer sector. Although NRT and EPT may indirectly contribute to reducing greenhouse gas emissions, they do not directly target carbon emissions from the production process, meaning this sector has not yet faced the burden of a direct carbon tax. However, with Vietnam preparing to deploy an Emission Trading System (ETS)—expected to be piloted from 2025 and officially from 2028, the fertilizer sector needs to prepare for policy changes that could affect production costs and product prices.[22]

22 *Michaelowa et al*, supra note 8.

This transition requires the fertilizer sector to improve energy efficiency and reduce emissions in the production process to lower costs associated with ETS and maintain competitiveness in the market. The gap between Vietnam's tax system and EU requirements could pose challenges for the fertilizer sector when exporting to the EU market, especially when CBAM is applied, requiring products to bear an additional cost burden related to carbon emissions. This emphasizes the importance of the Vietnamese fertilizer sector quickly adapting to international environmental standards to maintain competitiveness.[23]

3. Some Recommendations for Vietnamese Fertilizer Export Enterprises

According to the Strategy for the Development of Vietnam's Chemical Industry up to 2030, vision to 2040 stated in Decision No. 726/QD-TTg by the Prime Minister on June 16, 2022, the fertilizer sector is expected to grow at a rate of 3%-5%/year in the period 2021-2030, and 4%-6% in the period 2031-2040.[24] Based on the production value of 2021, the forecasted growth rate, and the emission intensity of the sector, the amount of fertilizer produced and the total emissions of the sector in 2030 and 2035 are estimated as follows:

---

23 WTO Center, "UPDATE ON PROJECT PROGRESS AND EU CBAM REGULATION Technical Assistance Project on Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism and Carbon Tax Policies for Vietnam" (2023).

24 *Michaelowa et al*, *supra* note 8.

Table 7: Estimated production and emissions of the fertilizer sector

Year	Average annual production (million tonnes)	Sector average emissions intensity	Average sector annual emissions (mtCO2e)
2021	7.92	2.1	16.63
2030	1.31		23.75
2035	14.51		30.47

Source: Carbon Border Adjustment Mechanism Impact Assessment Report for Vietnam.

First, understanding the emission characteristics of the fertilizer industry is key to identifying appropriate emission reduction measures. In Vietnam, fertilizers used include single nutrient fertilizers like Urea, Super Phosphate, and Potassium, as well as compound fertilizers like NPK and DAP (167/2007/QD-TTg, 2007; International Aluminium Institute, 2022a). Each type of fertilizer has different raw materials and production processes, leading to a diversity in the emission intensity of the end product. In reducing greenhouse gas emissions from the fertilizer production sector, many methods are considered based on documents such as Decision No. 726/QD-TTg and Vietnam's NDC Technical Report 2022.[25] One effective way is to switch from coal to natural gas in the production process of Urea. In Vietnam, Urea production based on coal is the most energy-consuming and emitting process. Switching to natural gas can significantly reduce emissions, however, this requires substantial investment in new facilities and patented technology. Natural gas consumption can be reduced by using permeate gas, a byproduct of gas production, promoting a circular economy. Additionally,

25 *Baoviet Securities Company*, *supra* note 9.

using biomass such as wood and sawdust for heating is also a solution to reduce greenhouse gases. Enhancing energy efficiency through the improvement of industrial equipment such as boilers, engines, and lighting devices is also an important method, with potential to reduce emissions and energy costs.

Secondly, reducing N2O emissions, another greenhouse gas, during nitric acid production is also an important goal. Best Available Technologies (BAT) proposed to reduce N2O emissions can significantly reduce emissions, although the NDC does not specify which technologies are suitable for Vietnam. Lastly, the development and update of national technical regulations on chemical fertilizers are emphasized as an important measure. Currently, regulations do not control CO2 and N2O emissions from ammonia and nitric acid production, so amending and supplementing these regulations could support emission reduction in the sector.

Thirdly, enterprises need to closely monitor the development of the CBAM and actively plan responses to limit impacts on production and export activitie.[26] Thoroughly understand greenhouse gas emission reporting requirements, develop procedures and measurement systems for emission reporting purposes in accordance with CBAM. Given concerns about mandatory greenhouse gas emission reporting for businesses exporting to the EU from 1/1 to 31/12/2024, an expert from the UNFCCC emphasized: It's important for businesses not just to perform reporting, but also to be conscious and capable of managing and controlling the greenhouse gases they emit. This reporting process will help businesses understand their emission status

26 WTO Center, "SUMMARY REPORT EU GREEN DEAL & VIETNAM'S EXPORT Cases of agricultural, food and textile sector" (2023).

better and identify the amount of carbon that needs to be reduced to avoid tax constraints.

Fourthly, the financial impact of CBAM on export activities should be considered, including the impact on product promotion and marketing strategies. Analyze market opportunities for products with lower carbon emissions and more environmentally friendly compared to industry averages and competitors. Implement carbon reduction measures, adopt sustainable production processes and methods to minimize emissions during production.[27]

Fifthly, considering the development of a "Carbon Tax" proposal is of interest. Implementing a domestic carbon tax in Vietnam would not only reduce the burden from the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) but also retain significant long-term revenue for Vietnam, thereby reducing the impact of CBAM on exported goods and enhancing Vietnam's international competitiveness. In the process of assessing and analyzing current tax and fee policies related to environmental protection in Vietnam, environmental protection taxes and fees have been identified as compatible with a carbon tax system.[28] Therefore, integrating a carbon tax into the current environmental tax or fee system would facilitate the establishment of a comprehensive carbon tax structure. The choice between integrating a carbon tax into existing taxes or environmental fees may depend on overall policy objectives and government management. However, based on analyses of potential tax overlaps, advisors suggest that implementing a

27 United States Agency for International Development, *supra* note 11.

28 WTO Center, "UPDATE ON PROJECT PROGRESS AND EU CBAM REGULATION Technical Assistance Project on Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism and Carbon Tax Policies for Vietnam" (2023).

teseopress.com

new carbon tax may risk overlapping with the current environmental protection tax, as both aim for similar objectives. This could lead to redundant taxation on the same subject, since the current environmental protection tax already includes some elements of a carbon tax. Implementing a domestic carbon tax system in Vietnam would allow the country to retain a portion of the revenue that would otherwise be paid to the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM), alleviating the pressure CBAM places on Vietnam's export products. This not only reduces the financial burden from CBAM but also improves Vietnam's competitive position in the international market in the long term.[29]

Sixth, and most importantly, it is necessary to effectively implement the Green Sustainable Development Plan from 2021 to 2030, aiming towards 2050 (according to Decision 1658/QĐ-TTg), as well as the National Action Plan on Climate Change Response by 2050 (Decision No. 896/QĐ-TTg, dated July 26, 2022).[30] Along with government agencies, implement carbon emission reduction policies, including establishing a Carbon price and encouraging the adoption of renewable energy. To ensure compatibility with the EVFTA, the EU needs to carefully consider the design and implementation of CBAM, including providing a clear and fair mechanism to determine the carbon emission level of imported products from Vietnam and ensuring that CBAM does not create unnecessary barriers to trade. This requires a coordinated effort between Vietnamese businesses and the government to align with international standards and commitments, thereby ensuring

---

29 Energy Transition Partnership, "Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism – Carbon Tax Design for Vietnam" (2023).

30 *Nam Do & Burke*, *supra* note 6.

the sustainable development of Vietnam's export sector in the context of global climate change mitigation efforts.

Conclusion

In addressing the challenges posed by global shifts towards carbon neutrality and the implementation of the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM), Vietnam's fertilizer industry faces a pivotal moment. The industry's current reliance on coal and outdated production technologies not only places it at a disadvantage under new environmental regulations but also highlights the urgent need for systemic change. To navigate these challenges, it is recommended that Vietnam invests in cleaner production technologies, enhances greenhouse gas emission reporting and monitoring, and develops a clear regulatory framework that includes a comprehensive carbon pricing mechanism. Additionally, capacity building within the industry and international collaboration are crucial to align Vietnam's fertilizer sector with global environmental standards. By adopting these recommendations, Vietnam can transform its fertilizer industry to meet the demands of a low-carbon future, ensuring both environmental sustainability and economic resilience.

Bibliography

International Documents

United Nation Development Program, "Long-term greenhouse gas emission mitigation opportunities

and drivers in Viet Nam" (2023), online: <undp.org/>
United States Agency for International Development, "Carbon markets in Vietnam" (2022), online: <climatelinks.org/>.
Asian Development Bank, "Pathways to Low-Carbon Development for Viet Nam" (2017), online: <adb.org/>.
Energy Transition Partnership, "Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism – Carbon Tax Design for Vietnam" (2023), online: <energytransitionpartnership.org/>.
WTO Center, "UPDATE ON PROJECT PROGRESS AND EU CBAM REGULATION Technical Assistance Project on Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism and Carbon Tax Policies for Vietnam" (2023), online: <wtocenter.vn/>.
WTO Center, "SUMMARY REPORT EU GREEN DEAL & VIETNAM'S EXPORT Cases of agricultural, food and textile sector" (2023), online: <wtocenter.vn/>.

Articles

Do, Thang Nam & Paul J. Burke, "Carbon pricing in Vietnam: Options for adoption" (2021) 2 Energy and Climate Change, online: <sciencedirect.com/>.

Online Sources

Anh Dũng, Dương, "Hiện trạng và định hướng phát triển ngành Phân bón Việt Nam" Trung tâm WTO, online: <trungtamwto.vn/>.
Bảo, Thanh, "Nghiên cứu ban hành thuế carbon trong phát triển kinh tế giảm phát thải"

(2023) Tạp chí điện tử Năng lượng sạch Việt Nam, online: <tnmttuyenquang.gov.vn/tin-tuc/khi-tuong-thuy-van-bien-doi-khi-hau/nghien-cuu-de-xuat-phuong-an-thue-cac-bon-tai-viet-nam-24513.html>.

Baoviet Securities Company, "Ngành Phân bón 2023: Chịu áp lực từ giá phân bón giảm mạnh" (2023), online: <cafef1.mediacdn.vn/>.

Công thương, Báo, "Thực thi CBAM tác động ra sao tới xuất khẩu của Việt Nam sang EU" (2023) Tạp chí Tài chính, online: <tapchitaichinh.vn/>.

Ly, Khánh, "Nghiên cứu Đề xuất phương án thuế các-bon tại Việt Nam" (2023) Trang Thông tin điện tử tổng hợp Sở Tài nguyên và môi trường tỉnh Tuyên Quang, online: <tnmttuyenquang.gov.vn/>.

Long, Trần, "Sẵn sàng với sân chơi CBAM trong cuộc đua xanh hóa nền kinh tế" (2023) VietnamPlus, online: <vietnamplus.vn/>.

Michaelowa, Axel et al, "Carbon Border Adjustment Mechanism Impact Assessment Report for Vietnam" (2023) Zurich Open Repository and Archive, online: <zora.uzh.ch/>.

Nguyen, Loan, "SUMMARY OF CBAM IMPACT ASSESSMENT REPORT FOR VIET NAM Technical Assistance Project on Impact Assessment of EU's Carbon Border Adjustment Mechanism and Carbon Tax Policies for Viet Nam" (2023) ASIA Clean Energy Forum 2024, online: <asiacleanenergyforum.adb.org/>.

Nguyen, Minh Ngoc, "Annual CO2 emissions of Vietnam from 2010 to 2021" (2024) Statista, online: <statista.com/>.

Thanh, Ngô Đức & Nguyễn Hồng Thơm, "Tác động của cơ chế điều chỉnh biên giới carbon (CBAM) của EU tới một số ngành hàng xuất khẩu có cường độ

carbon cao của Việt Nam và đề xuất giải pháp ứng phó" (2023) Tạp chí nghiên cứu Công nghiệp và thương mại, online: <vioit.vn/>.

Trung tâm WTO, "Đánh giá tác động kinh tế của CBAM và những cân nhắc chính sách | Dự án Hỗ trợ kỹ thuật về Đánh giá tác động của Cơ chế điều chỉnh biên giới các-bon (CBAM) của Liên minh châu Âu (EU)" (2023), online: <trungtamwto.vn>.

Trung, Trần Vũ, "Cơ chế điều chỉnh biên giới carbon của Liên minh châu Âu và khả năng ảnh hưởng đến xuất khẩu của Việt Nam" (2023), Cơ sở dữ liệu quốc gia về Khoa học và Công nghệ, online: <sti.vista.gov.vn/>.

teseopress.com

Chapitre V. Nouvelles approches, nouveaux horizons

●

Chapter V. New Approaches, New Horizons

Rompons les frontières du bilatéralisme

La régionalisation comme voie d'amélioration du droit international des investissements?

Paul URANGA

Résumé

Bien qu'encore dominé par le procédé bilatéral, depuis le début des années 2010, le régionalisme s'est accéléré en matière de protection des investissements étrangers. L'émergence d'accords régionaux intégrant à la fois des dispositions commerciales et d'investissements, appelés parfois « méga-régionaux », bouleverse le bilatéralisme classique et pose la question de leur impact sur le cadre international de protection des investissements. La régionalisation est ainsi décrite à travers les initiatives de l'Union européenne, de l'Asie, de l'Afrique et des Amériques. Par une approche holistique, il est ainsi identifié la promesse que porte la régionalisation, à savoir une réforme des normes de protection des investissements ainsi que la consolidation du droit applicable au niveau régional. Toutefois, la régionalisation du droit international des investissements qui se déploie actuellement comporte des imperfections, telles que la superposition des traités bilatéraux et régionaux, qui augmente la complexité du système et retarde les effets des réformes. Cette complexité accroît l'incertitude quant aux droits

des investisseurs et retarde les réformes substantielles attendues. Finalement, bien que la régionalisation porte de belles promesses d'amélioration, elle reste actuellement une réponse encore imparfaite aux défis actuels du droit international des investissements.
Mots-clés : régionalisme, bilatéralisme, investissements, traités de protection des investissements, précision, cohérence.

Abstract

Although still dominated by the bilateral process, since the early 2010s, regionalism has accelerated in terms of foreign investment protection. The emergence of regional agreements incorporating both trade and investment provisions, sometimes referred to as "mega-regional" agreements, is overturning the bilateral framework and raising the question of their impact on the international investment protection framework. Regionalization is described regarding of initiatives in the European Union, Asia, Africa, and the Americas. Using a holistic approach identifies the promise of regionalization, namely the reform of investment protection standards and the consolidation of applicable law at regional level. However, the regionalization of international investment law that is currently underway is fraught with imperfections, such as the superimposition of bilateral and regional treaties, which increases the complexity of the system and delays the effects of reforms. This complexity increases uncertainty as to investors' rights and delays the expected substantial reforms. Finally, although regionalization holds great promise for improvement, it currently remains an

imperfect response to the current challenges of international investment law.
Keywords: regionalism, bilateralism, investment, investment protection treaties, precision, coherence.

Dans le vaste monde du droit international des investissements, le bilatéralisme est Roi. Et en l'absence d'un accord multilatéral dont les discussions ne sont toujours pas à l'ordre du jour depuis l'échec de l'Accord multilatéral des investissements[1], son *imperium* ne viendrait pas à être remis en question. À l'opposé du système commercial multilatéral de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) qui repose sur un corpus conventionnel unique, le régime de protection des investissements internationaux trouve sa singularité dans la multitude de traités bilatéraux d'investissements (TBI) qui le compose. « La densité normative y est extrêmement élevée », affirmait Patrick Juillard au début des années 2000[2]. Force est de constater que la situation s'est dramatiquement accentuée. Même si la tendance actuelle est à la baisse du nombre de TBI conclus[3], ils sont toujours l'épicentre du droit international des investissements, avec pas moins de 2828 conclus, dont 2219

1 Sur cette question, voir par exemple : Société française pour le droit international, *Un accord multilatéral sur l'investissement : d'un forum de négociation à l'autre? : journée d'études*, Paris, Pedone, 1999, ou encore, Peter T. Muchlinski, "The rise and fall of the multilateral agreement on investment: where now" (2000) 34 Int'l L 1033.

2 Patrick Juillard, « Conclusions générales » dans Farhat Horchani, *Où va le droit de l'investissement? Désordre normatif et recherche d'équilibre (Actes du colloque organisé à Tunis les 3 et 4 mars 2006)*, Paris, Pedone, 2006 à la p 315.

3 *World Investment Report 2023*, Nations Unies, 2023 aux pp 71-74, se référer en particulier aux graphiques et tableaux.

en vigueur[4]. Dès lors, les TBI représentent toujours la source conventionnelle principale du droit international des investissements[5]. La « domination du procédé bilatéral[6] » est encore prégnante chez les États, qu'ils soient du Nord global ou du Sud global. Cette approche a l'intérêt de la flexibilité et permet aux gouvernements d'adapter leur propre modèle d'accord à leurs différents partenaires. Elle n'a, en revanche, pas l'intérêt de la cohérence globale[7], bien que cela ne préjuge en aucun cas de la présence d'un véritable régime international de protection des investissements[8].

Face à ce constat, un vent de renouveau est venu souffler sur le paysage conventionnel d'investissement au début des années 2010. L'annonce de la négociation de plusieurs accords commerciaux à portée régionale,

---

4 À la date du 17 janvier 2024, le total s'élève à plus de 300 si l'on compte les 451 traités comprenant des dispositions sur les investissements. Voir Investment Policy Hub.

5 Arnaud De Nanteuil, *Droit international de l'investissement*, Paris, Pedone, 2020 aux pp 96 et suiv. Voir également, Tarcisio Gazzini, « Bilateral Investment Treaties », dans Tarcisio Gazzini, Eric De Brabandere, dir, *International Investment Law: The Sources Of Rights And Obligations*, La Haye, Martinus Nijhoff, 2012.

6 Claire Crépet Daigremont, « Les sources du droit international des investissements » dans Charles Leben, dir, *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Paris, Pedone, 2015 à la p 91.

7 Certains auteurs considèrent néanmoins que le développement des TBI, largement similaires et entre autres, interprétés de manière « systémique », permet de parler d'un régime multilatéral du droit international des investissements aux fondements cohérents et relativement harmonieux. C'est la thèse de Stephan Schill, *The multilateralization of international investment law*, Cambridge University Press, 2009 ; Pour la même position mais plus récemment évoquée, Stephan Schill, « Sources of International Investment Law: Multilateralization, Arbitral Precedent, Comparativism, Soft Law », dans Jean d'Aspremont and Samantha Besson, dir, *The Oxford Handbook on the Sources of International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

8 L'existence d'un véritable régime du droit international des investissements cohérent est soutenue par certains, en particulier Jeswald W. Salacuse, *The Law of investment treaties,* Oxford, Oxford University Press, 2021 aux pp 1-28.

teseopress.com

intégrant des dispositions propres aux TBI[9], est venue rompre les frontières du bilatéralisme. Si le rythme de conclusion des accords bilatéraux décroit, cela peut s'expliquer notamment par cette « tendance à la régionalisation des relations commerciales » qui prend corps « à travers la conclusion de grands partenariats commerciaux »[10]. L'existence de traités de commerce et d'investissement à portée régionale n'est pas nouvelle, l'Accord de libre-échange nord-américain[11] (ALENA) et le Traité sur la Charte de l'énergie[12] (TCE) en sont les parfaits témoins. En matière purement commerciale, ce phénomène de régionalisation existe depuis longtemps et avait été pris en compte déjà par le GATT[13], de nombreux accords commerciaux régionaux ayant été conclus avant 2010. Si cela n'est pas totalement nouveau, ce qui l'est en revanche est l'association plus fréquente à partir de cette période du commerce et de la

9 Concernant un des premiers accords de ce type représentant une nouvelle génération d'accord régionaux, l'Accord économique global et commercial (AECG) entre l'Union européenne (UE) et le Canada a débuté ses négociations en 2009. Voir par exemple, Christian Deblock, Joël Lebullenger et Stephan Paquin, « L'AECG, un accord pionnier », Christian Deblock, Joël Lebullenger et Stephan Paquin, dir, *Un nouveau pont sur l'Atlantique*, Presses universitaires du Québec, 2015 aux pp 1-24, spé à la p 2.

10 Sabrina Robert Cuendet, « Crise ou renouveau du droit des investissements internationaux? Réflexions sur l'objet des mécanismes de protection des investisseurs étrangers » (2016) RGDIP 545 à la p 546.

11 ALENA, 1994, en vigueur.

12 TCE, 1994, en vigueur. À noter que le TCE a une portée bien plus large et est souvent présenté comme un traité multilatéral. Voir notamment Thomas Wälde, « International Investment under the 1994 Energy Charter Treaty » dans Thomas Wälde, dir, *The Energy Charter Treaty: An East-West Gateway for Investment and Trade*, Kluwer, 1996 à la p 252 qui écrivait « *It is the first major multilateral treaty* » en matière de protection des investissements.

13 Se référer à l'Article XXIV GATT qui organise une coexistence entre le système multilatéral commercial et les « accords préférentiels » selon la terminologie employée par l'OMC.

teseopress.com

protection des investissements dans un même accord[14], ainsi que du développement de traités d'investissement à portée régionale[15]. Une autre originalité est l'ampleur de ces accords qui, à l'instar de l'Accord de partenariat transpacifique (PTPGP), ont parfois été appelés « méga-régionaux[16] » pour en souligner l'importance économique et démographique. Le développement de ce type d'accord et leur potentiel impact sur le régime de protection des investissements a été constaté et suivi avec intérêt par les différentes itérations du World Investment report (WIR) à partir de 2011[17].

En portant un œil sur le tableau d'ensemble, l'on constate aisément que cette tendance à la régionalisation du droit international des investissements est incontestable[18] tant elle est globale. Outre les dynamiques « transrégionales »[19] qui s'opèrent à l'image

---

14 Armand De Mestral et Alireza Falsafi, « Investment provisions in regional trade agreements: a more efficient solution? », dans Armand De Mestral, Céline Lévesque, dir, *Improving International Investment Agreements*, Routledge, 2012, aux pp 116-117.

15 Entre autres, voir l'Accord d'investissement trilatéral, Chine, Corée du Sud, Japon, 2012, en vigueur ; plus récemment, les accords de l'UE avec Singapour et le Vietnam qui pour des raisons de compétence internes à l'UE ont été conclus séparément de l'accord purement commercial.

16 « *The phenomenon of the 'mega-regionals' occurs during this period with the beginning of negotiations between Pacific Rim states (including the US but not China) for the TPP* » [nous soulignons], Daniel Behn, Ole Kristian Fauchald et Malcom Langford, « The international investment regime and its discontents », dans Daniel Behn, Ole Kristian Fauchald et Malcom Langford, dir, *The Legitimacy of Investment Arbitration: Empirical Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022. Un ouvrage consacré à ces accords reprend le terme, *Mega-Regional Trade Agreements: CETA, TTIP, and TiSA: New Orientations for EU External Economic Relations*, Stefan Griller et al, dir, Oxford, Oxford University Press, 2017.

17 *World Investment Report 2011*, Nations unies, 2011; et en particulier les *World Investment Report 2012,* Nations unies, 2012 ; *World Investment Report 2013,* Nations unies, 2013 ; *World Investment Report 2014,* Nations unies, 2014.

18 *De Nanteuil*, *supra* note 5, aux pp 108-109.

19 Le terme de « transrégionalisme » est parfois utilisé, voir Jean-Baptiste Velut, « Naissance, déclin et rémanence du nouveau régionalisme », dans

teseopress.com

des accords de l'UE, il semble que toutes les parties du monde expérimentent un même mouvement de convergence vers une certaine approche au niveau régionale. Sans entrer outre mesure dans les détails et une citation exhaustive de chaque ACR, il est possible de dresser un large panorama. En Europe, l'Union européenne est une référence. Et pour cause, dès 2009, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne[20], elle a affiché une vision unifiée du droit international des investissements avec pour ambition de remplacer les singularités de chaque État membre[21]. Une vision qui se déploie autant au niveau externe par son approche européenne du droit international des investissements matérialisée dans ses accords avec des États tiers, qu'au niveau interne dans sa volonté d'élimination des TBI et arbitrages intra-européens[22]. Existe-t-il pour autant un véritable « droit européen des investissements », le débat reste ouvert[23]. Sur le continent asiatique, il suffit de reprendre les mots de Julien Chaisse et Shintaro Hamanaka pour illustrer ce mouvement de régionalisation également à l'œuvre, qui écrivaient que « Asia is departing from the old stage of IIAs dominated by BITs

---

Christian Deblock et Joël Lebullenger, dir, *Génération TAFTA Les Nouveaux partenariats de la mondialisation*, Presses Universitaires de Rennes, 2018, à la p 25.

20 *Traité de Lisbonne*, 13 décembre 2007, (entrée en vigueur : 1er décembre 2009).

21 Voir les communications de la Commission européenne, entre autres « Vers une politique européenne globale en matière d'investissements internationaux », COM(2010)343 final ; également au niveau intra européen, « La protection des investissements intra-européens », COM/2018/547 final.

22 Voir par exemple Patrick Jacob, « Peut-on parler d'un droit européen des investissements? » dans Raphael Maurel, dir, *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, LexisNexis, 2023.

23 *Ibid*. Et plus largement sur cette question, se référer aux diverses contributions de l'ouvrage, *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, Raphael Maurel, dir, LexisNexis, 2023.

teseopress.com

with Western countries and beginning to have its own momentum towards signing modern IIAs that tend to be regional »[24]. Cette tendance est, par exemple, particulièrement visible à la lumière de l'*Asean comprehensive investment agreement*[25] (ACIA) ou du *Regional comprehensive economic partnership*[26] (RCEP). Du côté de l'Afrique, bien qu'il existe également un vaste réseau de TBI intra comme extra-africains[27], la tendance à la régionalisation a également été constatée[28]. Partant, certains ont pu y voir une « Africanization » du droit international des investissements[29] qui pourrait s'accélérer avec la conclusion du Protocole sur les investissements de la Zone de libre-échange continentale africaine[30] (ZLECAf). Enfin, à l'endroit des Amériques, l'approche régionale est forte. L'Amérique du Nord est pionnière en la matière depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA – remplacé par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique en 2020 –, tandis que l'Amérique du Sud dispose d'un nouveau Protocole sur la coopération et la facilitation des

24 Julien Chaisse et Shintaro Hamanaka, « The 'Noodle Bowl Effect' of Investment Treaties in Asia: The Phenomenon, the Problems, the Practical Solution » (2018) 33:2 ICSID Review – Foreign Investment Law Journal 501 à la p 505.

25 ACIA, 2009, en vigueur.

26 RCEP, 2020, en vigueur.

27 Laura Páez, « Bilateral Investment Treaties and Regional Investment Regulation in Africa: Towards a Continental Investment Area? » (2017) 18: 3 The Journal of World Investment & Trade 379 aux pp 381-392.

28 « Vers une régionalisation du droit international des investissements en Afrique ? » (2021) 4:3 Bulletin du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation 1.

29 Makane Moïse Mbengue, "Special Issue: Africa and the Reform of the International Investment Regime" (2017) 18 The Journal of World Investment & Trade 371 à la p 376.

30 Danish et al, « Le protocole sur l'investissement de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine : que contient-il et quelles sont les prochaines étapes pour le continent ? » (2023) Investment Treaty News.

teseopress.com

investissements ajouté au MERCOSUR depuis 2017[31]. Il est utile de mentionner le CAFTA DR de 2004[32] qui permet de compléter ce panorama. En somme, de la conclusion accrue de ces accords et protocoles à portée régionale, intégrant des dispositions similaires aux TBI, en découle ce mouvement de régionalisation du droit international des investissements et les espoirs qui y sont attachés.

Ce mouvement général de la matière peut s'étudier de deux manières différentes. L'une est de s'intéresser à une des différentes expressions de la régionalisation en polarisant son analyse sur une région en particulier[33]. L'autre, qui sera choisie aux fins de cette analyse, est holistique et élargit la focale sur les dynamiques générales de la régionalisation[34]. Cette approche permet d'offrir un état des lieux, bien qu'imparfait, du phénomène global de la régionalisation des traités de protection des investissements. À cet instant charnière d'intenses négociations multilatérales sur la réforme du

---

31 Sur la question, voir Facundo Perez Aznar et Henrique Choer Moraes, « The MERCOSUR Protocol on Investment Cooperation and Facilitation: regionalizing an innovative approach to investment agreements » (2017) EJIL Talk!.

32 *Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis d'Amérique et la République Dominicaine* (CAFTA DR), 2004, en vigueur.

33 Récemment, pour l'Union européenne, voir l'étude récente *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, Raphael Maurel, dir, LexisNexis, 2023 ; pour l'Afrique, se référer par exemple à Won L. Kidane, *Africa's International Investment Law Regimes,* Oxford University Press, 2023 ; pour une partie de l'Asie, voir Julien Chaisse et Sufian Jusoh, *The ASEAN Comprehensive Investment Agreement*, Edward Elgar Publishing, 2016 ; pour une approche plus globale, Leon Trakman et Nicola Ranieri, *Regionalism in International Investment Law*, Oxford University Press, 2013.

34 Se référer notamment à Wolfgang Alschner, « Regionalism and Overlap in Investment Treaty Law: Towards Consolidation or Contradiction? » (2014) 17:2 J Intl Econ L 271 ; ou pour une monographie, Jansen N. Calamita et Mavluda Sattorova, *The regionalization of international investment treaty arrangements*, BIICL, 2015.

teseopress.com

règlement des différends investisseur-État[35] (RDIE) et de remise en cause de la protection offerte par ces traités, cette analyse entend s'interroger sur les réponses qu'apporte, ou non, la régionalisation. En ce sens, la régionalisation est un phénomène à double tranchant, autant porteuse d'une promesse d'amélioration que d'un risque de dégradation pour le régime international de protection des investissements. S'il n'est pas entendu donner une réponse définitive, toute conclusion sur un domaine aussi dynamique étant vouée à péricliter, il s'agira de proposer un éclairage nouveau, fort des développements récents.

Pour illustrer notre propos, une réflexion d'un contexte autre nous apparait intéressante. Des mots de Hannah Arendt, « [s]i nous n'étions pardonnés, délivrés des conséquences de ce que nous avons fait, notre capacité d'agir serait comme enfermée dans un acte unique dont nous ne pourrions jamais nous relever » et « [s]i nous n'étions liés par des promesses, nous serions incapables de conserver nos identités ; nous serions condamnés à errer sans force et sans but »[36]. Ainsi, contre l'imprévisibilité de ce que seront l'avenir du droit international des investissements[37] et l'irréversibilité de son histoire, la seule solution est la capacité de constater ce qui est promis et de pardonner ce qui n'a pas été accompli. S'inspirant librement de cette thématique développée par la philosophe, l'analyse s'articulera autour de la promesse induite par la régionalisation du droit international des investissements, qui est celle

35 Groupe de travail III: Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États.

36 Hannah Arendt. *Condition de l'homme moderne*, Traduction de Georges Fradier, Calmann-Lévy, aux pp 302 et 303.

37 Avec les négociations au groupe de travail III de la CNUDCI et le mouvement de réforme des TBI, l'avenir du régime est difficile à prévoir.

teseopress.com

d'une réponse à ses principaux défauts (1). Une fois cela réalisé, il s'agira d'illustrer le pardon en reconnaissant l'imparfaite réponse du régionalisme (2), dans l'optique d'une amélioration.

1. La promesse : la régionalisation comme réponse aux tares du droit international des investissements

La régionalisation est pleine de promesses. La première est celle de voir se développer au travers de ces ACR, une nouvelle génération de normes protégeant les investissements, plus équilibrées et novatrices (1.1). Une deuxième est la consolidation du droit international des investissements ou, dit autrement, l'accroissement de sa cohérence par l'élimination des précédentes relations bilatérales et l'unification du droit applicable au niveau régional (1.2).

1.1. Une réforme des normes de protection des investissements à l'échelle régionale

D'un léger bruissement au commencement des années 2000 à une puissante cacophonie, ce phénomène de régionalisation des traités de protection des investissements intervient à un moment où les invectives relatives au droit international des investissements résonnent le plus[38]. Bien des critiques sont attribuées au droit international des investissements, qu'elles soient d'ordre technique ou idéologique[39], mais la régionalisation

38 Pour une chronologie de la « crise de légitimité », voir *The international investment regime and its discontents*.

39 Pour une évaluation des théories critiques faites au droit international des investissements et leur influence de la position européenne en la matière, se référer à Edoardo Stoppioni, « Théories critiques et droit

portait l'espoir d'en résoudre une partie. En 2014, le WIR notait par ailleurs que les « [n]egotiations of mega-regional agreements may present opportunities for the formulation of a new generation of investment treaties that respond to the sustainable development imperative[40] ». Plus largement, ce nouveau type d'accord représente un nouveau moyen de répondre à la critique classique du déséquilibre inhérent entre les intérêts des États et ceux des investisseurs au sein des TBI[41]. Par un accord plus précis et équilibré au niveau régional, il est possible d'accélérer significativement le remplacement nécessaire du réseau de TBI vieillissant[42]. En outre, les négociations multilatérales ne portant que sur la réforme du RDIE[43], seule la conclusion de ces accords permet de répondre à la question de la réforme des normes substantielles. Partant, la régionalisation semble être le véhicule le plus efficace pour résoudre les défauts de ce régime, ou, pour reprendre les mots de Raphaël Maurel, l' « éthicisation du droit des investissements par sa régionalisation […] parait *in fine* le niveau d'action adapté aux enjeux actuels[44] ».

Il demeure difficile de savoir si les réponses à la crise apportées par ces accords de commerce et d'investissement permettent réellement de la régler, ou tout

européen des investissements » dans Raphael Maurel, dir, *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, LexisNexis, 2023.

40 *World Investment Report 2014*, Nations Unies, 2014 à la p 121.

41 Par exemple, voir Catharine Titi, *The Right to Regulate in International Investment Law*, Nomos and Hart, 2014.

42 Ce remplacement de ces « *outdated treaties* » est le fer de lance du guide de réforme proposé par la CNUCED, voir *UNCTAD's Reform Package for the International Investment Regime (2018 edition)*; UNCTAD's *IIA Reform Accelerator – a new tool to facilitate investment treaty reform*.

43 *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session*, Supplément n° 17 (A/72/17).

44 Raphaël Maurel, « L'éthicisation du droit international des investissements : un panorama », dans Raphaël Maurel, *Le droit international des investissements au prisme de l'éthique*, LexisNexis, 2021 à la p 13.

teseopress.com

du moins une partie. Ce qui parait évident en revanche, c'est que les approches régionales offrent une palette éclectique de solution aux défauts des TBI classiques. Cette diversité – qui fera l'objet d'une réflexion plus loin dans cette analyse[45] – se retrouve à l'endroit du RDIE où résident les principales innovations proposées par ces accords. Néanmoins, outre ces nouveautés procédurales qui, *a contrario* de la position de l'Union européenne avec les États tiers, cristallisent essentiellement une certaine limitation de l'arbitrage, les normes substantielles ont pu faire peau neuve. Tout d'abord, de nouvelles clauses sont apparues sous l'impulsion d'accords comme l'AECG, à l'image de celle sur le droit de réglementer. L'insertion de cette clause, sous une forme ou une autre, constitue désormais le droit commun des nouveaux traités de protection des investissements[46]. Ensuite, une stratégie, particulièrement développée par les accords régionaux, est la précision et la clarification des normes de protection[47]. Cette nouvelle rédaction constitue « [o]ne of the most significant features of the contemporary reform of international investment agreements »[48]. Ainsi, pour tenter de régler les problèmes de prévisibilité de la jurisprudence et d'interprétations jugées trop étendues résultant du large pouvoir d'interprétation laissé aux tribunaux

45 Traité dans la partie 2.1.

46 AECG, article 8.1 ; PTPGP, article 9.16 ; ACÉUM, article 14.16 ; Accord du Pacifique sur les relations économiques Plus, art 19.

47 Caroline Henckels, « Protecting Regulatory Autonomy through Greater Precision in Investment Treaties: The TPP, CETA and TTIP » (2016) 19:1 J Intl Econ L 27.

48 Ying Zhu, « Do Clarified Indirect Expropriation Clauses in International Investment Treaties Preserve Environmental Regulatory Space » (2019) 60 Harv Intl LJ 377 à la p 377.

teseopress.com

arbitraux[49], les normes ont évolué « from standard to rule[50] ».

Sans porter de jugement sur sa réelle effectivité, cette évolution peut s'illustrer avec le traitement juste et équitable (TJE) et l'expropriation, qui ont fait l'objet des plus importantes clarifications au fur et à mesure de la conclusion de nouveaux traités. Le TJE oscille d'une simple liaison avec standard minimum de traitement[51], à une liaison coutumière associée à des notions spécifiques[52], jusqu'à l'énumération exhaustive des éléments qui entrent dans le cadre de l'appréciation de la violation de la norme[53]. Certaines évolutions purement jurisprudentielles, comme les attentes légitimes[54], sont soit exclues, à l'instar de l'ACÉUM et du PTPGP[55], soit codifiées et très fortement encadrées dans le cadre de l'AECG[56] ou du pilier investissement de l'Accord-cadre avancé UE-Chili récemment conclu[57]. L'expropriation indirecte, laissée indéfinie par la pratique convention-

---

49 Pouvoir qualifié de « *quasi-legislative* » par Charles H. Brower II, dans « Investor-State Disputes under NAFTA: The Empire Strikes Back » (2001) 40 Colum. J. Transnat'l L 43 à la p 56.

50 Federico Ortino, « Refining the Content and Role of Investment "Rules" and "Standards": A New Approach to International Investment Treaty Making » (2013) 28 ICSID Rev 152 à la p 160.

51 Par exemple, l'Accord trilatéral Japon-Corée-Chine, art 5.

52 PTGP, article 9.6 ; ACÉUM, article 14.6 ; ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande second protocole, 2023, art 7. Voir également le protocole sur les investissements de la ZLECAf qui délaisse complétement la dénomination « traitement juste et équitable », art 17.

53 C'est l'approche choisie par l'Union européenne, voir AECG, article 8.10 ; Accord-cadre avancé UE-Chili, article 10.15 ; et l'art 14(6) de l'*Accord de protection des investissements* (APIE), Union européenne et Vietnam, 25 juin 2019 (pas encore entré en vigueur) (APIE).

54 Catharine Titi, « The Arbitrator as a Lawmaker: Jurisgenerative Processes in Investment Arbitration » (2013) 14:5 The Journal of World Investment & Trade 829 à la p 839.

55 Par exemple, les arts 9(6.4) du PTPGP et 14(6.4) de l'ACÉUM qui sont identiques.

56 AECG, art 8(10.4). C'est aussi le cas de l'art 14(6), APIE UE-Vietnam.

57 *Accord-cadre avancé UE-Chili*, art 10.15(3).

teseopress.com

nelle classique, a largement été interprétée par les tribunaux arbitraux[58]. En conséquence, la précision de la notion d'expropriation indirecte est devenue la norme, restreignant sa qualification à des situations n'impliquant pas « des actions réglementaires non discriminatoires d'une Partie qui sont conçues et appliquées dans un but légitime de protection du bien-être public[59] ».

Au côté de cette promesse de renouvellement des normes de protection des investissements, celle de l'unification du droit applicable aux investissements étrangers au niveau régional paraissait encore plus attrayante (1.2).

1.2. L'unification du droit au niveau régional, facteur de cohérence normative

La régionalisation est traditionnellement perçue à travers son opposition avec la multilatéralisation[60], le premier étant un danger pour le second. Plus encore, elle serait le héraut d'une fragmentation des règles commerciales en une multitude d'ACR. La régionalisation emporterait le risque de voir se développer un « bol de

---

58 Pour une jurisprudence qui définit l'expropriation indirecte *: Lauder c. République tchèque*, Affaire CNUDCI, Sentence finale, 3 septembre 2001 au para 200 : « [*i*]*ndirect expropriation or nationalization is a measure that does not involve an overt taking, but that effectively neutralizes the enjoyment of the property* ». Plus récemment, voir *PJSC DTEK Krymenergo c. Fédération de Russie*, Affaire CPA No. 2018-41, Sentence, 1 novembre 2023, au para 662.

59 PTPGP, annexe 9-B(3)(b) ; avec une formulation identique, ACÉUM annexe 14-B(3)(b) ; pour des formulations similaires, AECG, annexe 8-A alinéa 3 ; Protocole sur les investissements de la ZLECAf, art 20 ; ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande, annexe 11-B(4).

60 Classiquement, se référer à Jagdish Bhagwati, « Regionalism versus Multilateralism » (1992) 15:5 The World Economy 535 ; ou encore à Allan Winters, « Regionalism versus Multilateralism » (1996) The World Bank, Policy research Working Paper 1687.

teseopress.com

spaghetti[61] », préjudiciable pour la cohérence du système commercial international. Si cette menace peut être relativisée[62], il demeure que le développement fulgurant des ACR[63] peut être source de confusion. Or, en droit international des investissements, régime déjà caractérisé par le morcellement de ses sources, la régionalisation apparait davantage comme facteur d'harmonisation et de cohérence normative[64]. La logique est ainsi renversée, moins qu'un risque, les ACR révèlent une promesse de consolidation du droit[65] à un seul niveau plutôt qu'à plusieurs bilatéraux. En revanche, pour que cette consolidation soit pleinement réalisée, il est essentiel que les traités régionaux prévoient le remplacement des liens conventionnels bilatéraux existant[66].

Dans cette perspective, certains « méga-régionaux » prévoient spécifiquement la terminaison des TBI existant entre les parties à l'accord. En ce sens, à la lumière du règlement européen de 2012 opérant la fin progressive des TBI extra-européens[67], tous

---

61 Théorisé à l'origine par Jagdish Bhagwati dans « US Trade Policy: The Infatuations with FTAs » (1995) Columbia University, Discussion Paper Series No 726.

62 Par exemple, Richard E. Baldwin soutient une position contraire à Bhagwati, « Multilateralising Regionalism: Spaghetti Bowls as Building Blocs on the Path to Global Free Trade » (2006) 29:11 The World Economy 1451.

63 CNUCED, *Key Statistics And Trends*, New York, 2021 à la p 16.

64 August Reinisch, « The challenge of fostering greater coherence in international investment law » dans Roberto Echandi et Pierre Sauvé, dir, P*rospects in International Investment Law and Policy: World Trade Forum*, Cambridge University Press, 2013 à la p 237 ; Tania Voon, « Consolidating International Investment Law: The Mega-Regionals as a Pathway towards Multilateral Rules » (2018) 17:1 World Trade Review 33 aux pp 55 et suiv.

65 *Alschner*, *supra* note 34.

66 *Ibid* ; *World Investment Report 2014*, Nations Unies, 2014 aux pp 121-122.

67 UE, *Règlement N° 1219/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 établissant des dispositions transitoires pour les accords bilatéraux d'investissement conclus entre des États membres et des pays tiers* [2012] JOUE, L 351.

teseopress.com

les accords régionaux de l'UE disposent d'une telle clause[68], permettant, une fois l'entrée en vigueur de l'accord, de remplacer complètement le réseau de TBI vieillissant. Compte tenu de l'importance quantitative des TBI extra-européens, la consolidation ainsi opérée permettrait de « significantly reduce the size and complexity of the BIT universe[69] ». À titre d'exemple, alors que l'AECG remplacera 7 TBI[70] et l'Accord-cadre avancé UE-Chili 16[71], l'accord UE-Vietnam promet d'en remplacer plus d'une vingtaine[72]. Un autre potentiel d'unification du droit au niveau régional est le Protocole sur les investissements de la ZLECAf, qui prévoit de remplacer l'ensemble des TBI intra-africain[73]. Un tel instrument, dont l'objectif affiché dans son préambule est de parvenir à un « predictable and mutually-advantageous continental framework of principles and rules for investment promotion, facilitation and protection », permettrait d'unifier la réglementation des investissements intra-africains au niveau continental[74]. Loin d'être une pratique totalement généralisée[75], ces deux exemples d'ampleur démontrent « a constructive

68 Voir par exemple *AECG*, art 30.8(1) ; *APIE UE-Vietnam*, art 4.20(4) ; *Accord-cadre avancé UE-Chili*, art 10.22(1).

69 *Alschner*, *supra* note 34 à la p 284, note 49.

70 AECG, annexe 30-A.

71 Mark Konstantinidis, « The EU-Chile Advanced Framework Agreement, ISDS, and the Big Bad Dilemma » (2023) Kluwer Arbitration Blog.

72 APIE UE-Vietnam, annexe 6 ; ou Investment policy hub.

73 Protocole sur les investissements de la ZLECAf, article 49. Cela représenterait 173 TBI selon certaines sources, par exemple Nefeli Lamprou et Efemena Iluezi-Ogbaudu, « The AfCFTA Investment Protocol – A potential game changer for the African continent ? » (2023) Linklaters.

74 Pour une discussion sur cet aspect, voir *« Vers une régionalisation du droit international des investissements en Afrique ? »*, *supra* note 28.

75 Mis à part l'Accord de libre-échange des *Républiques d'Amérique centrale – République de Corée* (2018) qui remplace les TBI existants entre les parties à l'art 9.30, il existe peu d'autres exemples. Cela sera traité dans la partie 2.1.

teseopress.com

step in defragmentation[76] » et une volonté de cohérence du régime, au moins au niveau régional.

Un autre effet promis par le régionalisme des traités de protection des investissements est que cette tendance serait une avancée vers le multilatéralisme[77]. Autrement dit, la conclusion d'accords à portée régionale ou plurilatérale permettrait de créer un *momentum* favorable au multilatéralisme. D'un point de vue logique, il est en effet à peu près certain que le remplacement du procédé conventionnel bilatéral par un régional constitue une avancée vers le multilatéralisme, d'autant plus si cela se généralise au sein des régions et entre les régions du monde. Ensuite, l'histoire du droit international des investissements parait corroborer cette idée puisque l'entrée en vigueur de l'ALENA et du TCE avait « nourri l'espoir que les conditions de négociation d'un accord multilatéral à vocation universelle étaient enfin réunies[78] ». Même si cela n'avait pas abouti à la conclusion d'un AMI, il est difficile de nier qu'il existait un réel mouvement vers le multilatéralisme. Aujourd'hui, outre un soutien doctrinal à l'idée d'une organisation internationale des investissements[79], l'intérêt pour la multilatéralisation se constate par l'instauration du Groupe de travail III de la CNUDCI. Néanmoins, il serait sans doute extrapoler de dire

---

76 Stephan Schill, concernant le régionalisme africain, dans « Editorial: The New (African) Regionalism in International Investment Law » (2017) 18:3 The Journal of World Investment & Trade 367.

77 *Voon*, *supra* note 64 ; Emmanuel Laryea, « The Globalisation versus Regionalism Debate. Global Journal of Comparative Law » (2013) 2 Global Journal of Comparative Law 167 : « *Regionalism is thus leading to globalism in this field* [le droit international des investissements] » à la p 193 ; *World Investment Report 2012* à la p 86.

78 *Crépet Daigremont*, *supra* note 6, à la p 89.

79 Nicolette Butler et Surya Subedi, « The Future of International Investment Regulation: Towards a World Investment Organisation? » (2017) 64 Neth Int Law Rev 43.

teseopress.com

que c'est la régionalisation seule qui aurait mené à ce renouveau de discussions multilatérales[80]. Renouveau qui ne concerne d'autant plus que le volet procédural.

Il a ainsi pu être souligné les atouts de la régionalisation. Bien qu'elle apparaisse être une voie prometteuse d'amélioration du droit international des investissements, elle n'en est pas moins porteuse d'imperfections. La régionalisation demeure alors une réponse imparfaite aux problèmes de la matière (2).

2. *Le pardon* : la régionalisation comme réponse imparfaite aux tares du droit international des investissements

Pour pouvoir pardonner et donc permettre aux traités de protection des investissements d'évoluer dans le bon sens, il est nécessaire de constater les erreurs de la régionalisation. La plus flagrante demeure celle de la complexité croissante du réseau de traités par un manque d'unification du droit par ces accords régionaux (2.1). L'ineffectivité des normes mises en place par les ACR vient porter un autre coup aux promesses de la régionalisation (2.2).

80 L'action de l'UE est cependant significative dans l'établissement de ces négociations puisque c'est sous l'impulsion de son projet de tribunal multilatéral que ces discussions ont vu le jour, voir Florian Couveinhes, « Le lancement de la négociation d'une convention instituant une cour multilatérale d'investissements : l'avenir indéterminé d'un projet européen déterminant » (2018) 4 RGDIP 893.

teseopress.com

2.1. Une complexité croissante par une unification incomplète

Les exemples des accords de l'UE et du Protocole sur les investissements de la ZLECAf peuvent faire oublier que, dans beaucoup d'autres cas, aucune clause ne vient mettre fin aux TBI existant entre les parties. Déjà au début de la précédente décennie, des études s'étant intéressées à la question concluaient que la tendance n'était pas à la coordination ou au remplacement des anciens TBI par les accords régionaux[81]. L'absence de coordination et la coexistence entre les traités bilatéraux et régionaux emportaient la conclusion pessimiste de Alschner, affirmant que, jusqu'à présent, « [a]cross the globe, regionalization has thus lead to an increase of unconsolidated layers of vertically overlapping investment treaties[82] ». Les WIR de 2012 à 2014 abondaient dans le même sens, mettant en évidence le risque de complexité accrue et d'incohérence du système[83]. Force est de constater qu'à l'aube 2024, ce risque est toujours présent, voire exacerbé par des accords d'une importante portée. Il est d'autant plus présent en Asie où peu de traités viennent mettre fin aux TBI déjà en vigueur ou du moins encadrer leur coexistence, créant une sorte de « noodle bowl effect[84] ». Le PTPGP

---

81 *Alschner*, *supra* note 34 ; International Bar Association, « Consistency, efficiency and transparency in investment treaty arbitration : A report by the IBA Arbitration Subcommittee on Investment Treaty Arbitration Consistency, efficiency and transparency in investment treaty arbitration » (2018) à la p 9 ; *Wolrd Investment Report 2012* à la p 86 ; *Wolrd Investment Report 2013* aux pp 105-106 ; *Wolrd Investment Report 2014* à la p 122.

82 *Ibid*, *Alschner* à la p 284.

83 *World Investment Report 2012* à la p 86 ; *World Investment Report 2013* aux pp 105-106 ; *World Investment Report 2014* à la p 122.

84 En reprenant la métaphore de Julien Chaisse et Shintaro Hamanaka, dans « The 'Noodle Bowl Effect' of Investment Treaties in Asia: The Phenomenon, the Problems, the Practical Solutions », *supra* note 24, aux

et le RCEP, mastodontes dans le paysage économique international, permettent ainsi aux TBI coexistants de survivre. Les deux réaffirment l'intention des parties de le voir coexister avec les accords internationaux existants[85]. L'ACIA existe également en parallèle d'une presque trentaine de TBI sans y mettre fin[86], ainsi que l'accord trilatéral d'investissement entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud, qui réaffirme en son article 25 les droits des investisseurs sous les TBI coexistants. Cette approche éclatée[87] contraste fortement avec les régions européenne et africaine qui tentent de l'unifier au niveau régional.

Les problèmes d'une régionalisation intervenant en superposition du réseau bilatéral, plutôt qu'en son remplacement, sont bien connus. Si l'idée d'avoir une meilleure protection des investissements par la multiplication des possibilités de recours peut être soutenue[88], elle s'oppose à la tendance actuelle qui est à la reconsidération d'une telle protection sans limites. D'autant plus que les bénéfices de cet empilement des couches bilatérales et régionales sont minimes en comparaison des défauts. Le principal est l'ajout d'un niveau de complexité à un droit international des investissements

---

pp 512-515. Voir également, Julien Chaisse et Sufian Jusoh, « Chapter 3: Emergence of Asian noodle bowls of IIAs » dans *The ASEAN Comprehensive Investment Agreement*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2016.

85 Le PTPGP affirme cette coexistence à l'article 1.2, le RCEP à l'article 20.2. À noter que pour le PTPGP, l'Australie a décidé de s'entendre avec le Peru, le Mexique et le Vietnam de terminer leur TBI existants par échange de lettre, voir *World Investment Report*, Nations unies, 2019 à la p 111.

86 *ACIA*, art 44 ; Investment policy hub.

87 Également partagée par certaines intégrations régionales, voir par exemple les accords de l'Alliance pacifique tel que, *Accord de libre-échange Alliance Pacifique-Singapour*, 2022, art 1.2 qui réaffirme l'existence des traités coexistant.

88 *Chaisse* et *Hamanaka*, *supra* note 24 à la p 512.

teseopress.com

croulant déjà sous son propre poids[89]. Cette complexité est source d'incertitude quant aux droits dont disposent les investisseurs, aux obligations des États ainsi que d'incohérence manifeste dans la jurisprudence arbitrale[90]. Cela sans parler des pratiques de *treaty shopping* qui permettent aux investisseurs d'instrumentaliser les traités[91], voire de cumuler les procédures[92]. Par ailleurs, la liberté d'une entité étant fortement liée à la connaissance et à la certitude de ses obligations[93], ce type de régionalisation exacerbe le fardeau que ces traités posent à la liberté de réglementer des États. À l'heure où la rationalisation du réseau de TBI est un enjeu majeur, la superposition de couches conventionnelles n'apparaît pas être une évolution souhaitable.

La régionalisation, telle qu'elle se déploie actuellement, est également révélatrice d'une hétérogénéité accrue du droit international des investissements. En d'autres termes, l'émergence de nouveaux pôles et acteurs régionaux influents fait surgir une disparité croissante des modèles de protection des investisse-

---

89 *World Investment Report 2011*, Nations Unies, 2011 à la p XVII.

90 Cela pourrait également entamer sérieusement les efforts entrepris au niveau multilatéral, voir les mots de Jose´ E Alvarez : « *A world where diverse BITs and regional free trade agreements with investment chapters will be interpreted within diverse institutions – from national courts to arbitrators operating under different rules to permanent international judges – is not a place likely to produce the predictable, coherent, consistent and stable substantive rules that most reformers seek* ». « ISDS Reform: The Long View » (2021) 36:2 ICSID Review – Foreign Investment Law Journal 253 à la p 275.

91 Abordé dans la partie 2.2.

92 Sur cette question, voir par exemple Walid Ben Hamida, « L'arbitrage État-investisseur face à un désordre procédural : la concurrence des procédures et les conflits de juridictions » (2005) 51:1 AFDI 564.

93 « *Clear and determinate legal rules allow people to know where they stand (and where they should not stand) and therefore allow them to maximize their freedom* », Ofer Raban, « The Fallacy of Legal Certainty: Why Vague Legal Standards May Be Better for Capitalism and Liberalism » (2010) 19:175 BU PILJ 175 à la p 179 se référant aux arguments de Friedrich Hayek dans *The Constitution of Liberty*.

teseopress.com

ments à travers les différentes régions du monde. Si la tendance à réformer les normes substantielles est assez commune et reprend en grande partie les acquis des TBI précédents, le RDIE fait l'objet de plus en plus d'approches divergences. Celle de l'UE, bien que n'étant toujours pas effective, a sans doute provoqué le plus de réactions puisqu'elle représente une réelle « métamorphose » de l'arbitrage d'investissement classique[94]. La mise en place d'un Système juridictionnel d'investissement (SJI ou *ICS* en anglais) disposant d'un tribunal permanent et d'un palier d'appel est venue autant soulever l'enthousiasme que les questions[95]. Cette approche, que l'on pourrait considérer comme « innovante », s'oppose à une approche de « rejet » pur et simple du RDIE, représenté par le RCEP, qui n'intègre qu'un règlement des différends interétatique[96] ou encore l'ACEUM dans les relations avec le Canada[97]. Il est notable de constater que l'abandon du RDIE se retrouve de plus en plus au sein du modèle latino-américain[98], le dernier protocole du MERCOSUR reprenant l'approche brésilienne

94 Paul Uranga, « A Metamorphosis of Mindset: How International Investment Arbitration Has Evolved Without Major Institutional Reform » (2024) EFILA Blog.

95 Voir par exemple Laura Puccio et Roderick Harte « De l'arbitrage au système juridictionnel des investissements (SJI) » EPRS, Parlement européen, juin 2017.

96 RCEP ch 19 ; pour un commentaire, voir Henri Gao, « The Investment Chapter in the Regional Comprehensive Economic Partnership: Enhanced Rules without Enforcement Mechanism », dans Kimura, F., S. Urata, S. Thangavelu, and D. Narjoko, dir, *Dynamism of East Asia and RCEP: The Framework for Regional Integration*, Jakarta, ERIA, 2022, aux pp 201-222.

97 ACÉUM ch 14, annexe 14-C.

98 Cette approche n'est pas forcément partagée par tous les États latino-américain, se référer à Alejandro López Ortiz, José Joaquín Caicedo et William Ahern, « Two Solutions for One Problem: Latin America's Reactions to Concerns over Investor-State Arbitration » (2016) 13:2 Transnational Dispute Management.

teseopress.com

de rejet de l'arbitrage investisseur-État[99]. En définitive, « [l]es nouveaux accords de libre-échange font apparaitre des solutions qui ne traduisent en aucune façon une tendance à l'unité[100] ». De cette disparité des approches découle des clivages sur ce que devrait être le RDIE, qui se retrouvent d'abord au sein des négociations d'accords transrégionaux tels que l'accord de protection des investissements entre l'UE et le Japon, ce dernier prônant une résolution par arbitrage classique[101]. Clivages qui peuvent ensuite compliquer les négociations multilatérales au sein du Groupe de travail III de la CNUDCI.

La monté de différentes approches du droit international des investissements n'est pas une mauvaise chose *per se*, mais impose une nouvelle couche de complexité[102] et pourrait faire peser le risque d'une plus grande fragmentation de la matière plutôt que la consolidation promise. De plus, une telle complexité est amenée à être instrumentalisée par les investisseurs, amoindrissant l'effet des nouveautés dans les ACR (2.2).

---

99 Mara Valenti, « New trends in international investment law treaty practice: where does Latin America stand » (2018) Artigos Sequência (Florianópolis) 79 ; *Pérez-Aznar et Choer Moraes*, *supra* note 31.

100 Geneviève Bastid Burdeau, « L'arbitrage d'investissement au hasard des accords de libre-échange », dans *Droit sans frontières – Mélange en l'honneur d'Éric Loquin,* LexisNexis, 2018, à la p 53.

101 Michel Trochu, « Chapitre 12 – Les systèmes de règlement des différends investisseurs-États dans les accords de partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Asie-Pacifique (UE-Corée du Sud, UE-Singapour, UE-Viet Nam, UE-Japon) » dans *Union européenne et protection des investissements*, 1ère édition, Bruxelles, Bruylant, 2021 à la p 295.

102 « *Complexity increases on account of the simultaneous presence of different approaches to and actors involved in investment treaty-making* » Stephan W. Schill et Marc Jacob, « Trends in international investment agreements, 2010–2011: the increasing complexity of international investment law », dans Karl P. Sauvant, dir, *Yearbook on international investment law & policy 2011-2012*, Oxford University Press à la p 178.

teseopress.com

2.2. Des normes ambitieuses aux effets peu révélés

Dans l'attente – sans doute vaine – d'un accord multilatéral sur les investissements, la réformation des anciens TBI entreprise grâce à ce mouvement de régionalisation peinera à déployer ses effets dans un futur proche. En effet, outre les problèmes de ratification des accords régionaux de certains acteurs comme l'UE[103] qui rendent les innovations recherchées encore ineffectives, la structure hautement décentralisée et non hiérarchisée du droit international des investissements est à même de tempérer les effets bénéfiques de la régionalisation. Malgré l'important développement d'accords à portée régionale, les TBI d'ancienne génération constituent encore la majorité du réseau conventionnel en matière de protection des investissements[104]. Ces TBI encore en vigueur datant des années 1990, qui coexistent avec les nouveaux accords[105], représentent une vision plus ancienne de la protection des investissements étrangers, moins en accord avec les intérêts de l'État d'accueil. Étant donné que l'âge moyen d'un traité de protection des investissements basant les recours arbitraux est de 20 ans[106], ces TBI représentent encore le principal fondement des arbitrages investisseur-État actuels[107]. Les investisseurs préfèrent logiquement s'appuyer sur ces TBI plus anciens, chaque fois que cela est possible pour régler leurs différends, plutôt que

---

103 Par exemple, David Kleimann et Gesa Kübek, « The Signing, Provisional Application, and Conclusion of Trade and Investment Agreements in the EU The Case of CETA and Opinion 2/15 » (2016) EUI Working Paper RSCAS 2016/58.

104 *World Investment Report 2023* à la p 73.

105 « *at least 40 per cent of the relationships created by new-generation IIAs coexist with an earlier one between the same economies*. » *ibid*, à la p 73.

106 Tarald Berge et Wolfgang Alschner, « Reforming Investment Treaties: Does Treaty Design Matter? » (2018), Investment Treaty News.

107 *World Investment Report 2023*, à la p 78.

sur de nouveaux accords régionaux moins protecteurs. Dès lors, le régime actuel demeurant dominé par des relations fondées sur des TBI non réformés[108] et chevauchant en grande partie celles créées par les accords régionaux[109], amoindris les effets bénéfiques de la régionalisation. Il en découle que la « treaty-based responsiveness will need time or more extensive reform[110] ».

Une telle architecture conventionnelle, basée sur le chevauchement et la coexistence de « vieux » accords bilatéraux et de « nouveaux accords » régionaux, pose plusieurs difficultés. Une première est le contournement des ACR et de leurs nouvelles normes par les investisseurs. Ces derniers vont utiliser divers moyens pour utiliser des TBI plus favorables en cas de différend. Évoqué plus en amont, la pratique du *treaty shopping*, qui correspond généralement à toutes « legal operations aimed at a strategic invocation, creation, or change of nationality with the aim of accessing more beneficial investment treaties[111] » permet de déplacer un potentiel contentieux vers les traités plus anciens qui sont encore majoritaires. La restructuration de l'investissement vers un État possédant des traités plus avantageux, par exemple, atténue de fait l'intérêt de la conclusion d'un accord régional. Dans la même

---

108 *Ibid* à la p 73.

109 *UNCTAD's Reform Package for the International Investment Regime (2018 edition)*, *supra* note 42, à la p 74.

110 Daniel Behn, Ole Kristian Fauchald et Malcolm Langford, « The International Investment Regime and Its Discontents » dans Daniel Behn, Ole Kristian Fauchald et Malcolm Langford, dir, *The Legitimacy of Investment Arbitration: Empirical Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022, à la p 79.

111 Jorun Baumgartner, *Treaty Shopping in International Investment Law*, Oxford, Oxford University Press, 2016 à la p 12 ; voir également Julien Chaisse, « The Issue of Treaty Shopping in International Law of Foreign Investment: Structuring (and Restructuring) of Investments to Gain Access to Investment Agreements » (2015) 11:2 Hastings Business Law Journal 225.

teseopress.com

veine, en cas de chevauchement complet des accords, l'investisseur n'aura qu'à choisir quel traité offre les garanties substantielles et procédurales les plus intéressantes et donc, délaisser l'ACR moins protecteur. En outre, une autre manière de contourner l'application d'accords plus récents est l'utilisation de la clause de la nation la plus favorisée, consistant en l'obligation de l'État d'accorder un traitement non moins favorable aux investisseurs étrangers que celui qu'il a déjà octroyé aux autres investisseurs étrangers[112]. Une telle clause permet classiquement à l'investisseur d'aller utiliser un *traitement plus favorable*, entendu comme les standards substantiels ou procéduraux, dans un TBI tiers, dans le but de le revendiquer en lieu et place de celui du traité de base[113]. Catharine Titi mettait ainsi en garde que « [t]hese 'permutations' of substantive – and potentially dispute settlement – standards can have unexpected ramifications. In particular, the standard's renvoi to other, older, treaty provisions can invalidate new formulations intended to reform a state's IIAs[114] ». Cette idée est également avancée par Wolfgang Alshner, qui considère que « [t]he risk that MFN overrides investment treaty design and reverses innovation in practice is real[115] ». Ce risque apparait néanmoins relativement bien géré par les nouveaux instruments conventionnels régionaux qui tendent à exclure l'importation de

112 *De Nanteuil*, *supra* note 5, à la p 350.

113 CNUCED, *Most-Favoured-Nation Treatment*, UNCTAD Series on Issues in International Investment Agreements II, Nations-Unies, 2010 à la p 5.

114 Catharine Titi, « Most-Favoured-Nation Treatment, Survival Clauses and Reform of International Investment Law » (2016) 33:5 J Intl Arb 425 à la p 428.

115 Wolfgang Alschner, *Investment Arbitration and State-Driven Reform: New Treaties, Old Outcomes*, Oxford University Press, 2022, à la p 125.

teseopress.com

garanties procédurales, mais également substantielles de traités tiers[116].

D'autres problèmes se posent quant au déploiement des effets des nouvelles normes des accords régionaux. Celui des clauses de survie[117] des TBI remplacés est d'une importance capitale pour la pleine réalisation des promesses de la régionalisation. En l'absence d'une stipulation expresse mettant fin aux TBI existants et à leur clause de survie[118], les droits relatifs à ces TBI peuvent perdurer et permettre aux investisseurs de contourner les innovations des nouveaux accords, pour un certain temps. Pour terminer ce rapide tour d'horizon des différentes lacunes entamant l'effet de la régionalisation, il suffit de mentionner le risque du contournement de ces nouvelles normes par les tribunaux arbitraux eux-mêmes. Certains exemples tirés de la jurisprudence récente, tel que la fameuse sentence *Eco Oro* c. *Colombie*, viennent corroborer ce danger[119]. Ainsi, même en présence de traités plus protecteurs de la liberté de réglementer de l'État, les tribunaux arbitraux peuvent être tentés d'interpréter les nouveaux traités à la lumière des anciens[120].

---

116 Protocole sur les investissements de la ZLECAf, arts 14(3) et 15 ; Alliance Pacifique-Singapore, art 8.6(3) ; AECG, art 8.7(4) ; Accord-cadre avancé UE-Chili, art 10.9(4). Il est étonnant de noter que l'ACÉUM ne dispose pas d'une telle exclusion.

117 Pour un rapide tour d'horizon des clauses de survie, voir *Titi*, *supra* note 114 aux pp 434 et suiv.

118 C'est le cas du Protocole sur les investissements de la ZLECAf, art 49(1).

119 *Eco Oro Minerals Corp c. République de Colombie*, décision rendue dans l'affaire no. ARB/16/41, décision sur la compétence, la responsabilité et instructions sur le quantum CIRDI, 9 septembre 2021. D'autres affaires sont régulièrement citées notamment pour illustrer l'inefficacité des exceptions générales insérées dans les nouveaux traités, voir par exemple *Bear Creek Mining Corporation c. la République de Pérou*, Affaire CIRDI n° ARB/14/2, Sentence, 30 novembre 2017 ; *Copper Mesa Mining Corporation c. la République d'Équateur*, Affaire CPA n° 2012-2, Sentence, 15 mars 2016.

120 *Alshner*, *supra* note 115 à la p 184.

teseopress.com

Conclusion

Le bilan de la régionalisation n'est pas plus à faire que son état des lieux définitif, car elle est avant tout un processus. Néanmoins, force est de constater que le parcours est encore long et abrupt pour que cette voie réalise toutes ses promesses. À mi-chemin – si tant est que l'on en soit à ce stade – il est possible de tirer des conclusions intérimaires sur les effets *de lege lata* de la régionalisation sur le régime international de protection des investissements étrangers. Et ces dernières révèlent un tableau en demi-teinte, peint de nombreuses possibilités d'améliorations, bien que laqué d'un vernis imparfait. Même s'il est possible de constater de réelles avancées, répondant en partie aux défauts des premiers TBI, de nombreuses imperfections permettent de douter de la pleine réalisation de ces avancées dans un futur proche. D'autant plus que la diversité des approches régionales révèle une fragmentation croissante du droit international des investissements. Moins qu'une avancée vers l'amélioration, la régionalisation apparait pour l'instant davantage comme un révélateur des tensions et lacunes inhérentes au droit international des investissements et à son évolution. Mais fort heureusement, ces conclusions demeurent colorées d'une incertitude propre à leur caractère éphémère, ce qui laisse la promesse d'une amélioration future à condition de reconnaitre les pardons d'hier.

Bibliographie

Traités

Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACÉUM), 2018, en vigueur.

Accord d'investissement trilatéral, Chine, Corée du Sud, Japon, 2012, en vigueur.

Accord de libre-échange des Républiques d'Amérique centrale – République de Corée, 2018, en vigueur.

Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis d'Amérique et la République Dominicaine (CAFTA DR), 2004, en vigueur.

Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), 1994, en vigueur.

Accord de libre-échange, Alliance Pacifique-Singapour, 2022, en vigueur.

Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), 2018, en vigueur.

Accord de protection des investissements (APIE), Union européenne et Vietnam, 2019 (non entré en vigueur).

Accord de protection des investissements (APIE), Union européenne et Singapour, 2018 (non entré en vigueur).

Accord économique et commercial global, UE-Canada, 2016, en application provisoire.

Accord-cadre avancé UE-Chili, (non entré en vigueur).

ASEAN Comprehensive Investment Agreement (ACIA), 2009, en vigueur.

ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande, 2009, en vigueur. (Second protocole entré en vigueur en 2023).

Regional comprehensive economic partnership, 2020, en vigueur.

Traité de Lisbonne, 13 décembre 2007, (entrée en vigueur : 1er décembre 2009).

Traité sur la Charte de l'Énergie, 1994, en vigueur.
Zone de libre-échange continentale africaine, 2018.

Documents internationaux

CNUCED, *Key Statistics And Trends*, New York, 2021.
CNUCED, *Most-Favoured-Nation Treatment*, UNCTAD Series on Issues in International Investment Agreements II, Nations-Unies, 2010.
CNUCED, UNCTAD's *IIA Reform Accelerator – a new tool to facilitate investment treaty reform*, en ligne : <unctad.org/system/files/official-document/diaepcbinf2020d8_en.pdf>.
CNUCED, *UNCTAD's Reform Package for the International Investment Regime (2018 edition)*, en ligne : <investmentpolicy.unctad.org/uploaded-files/document/UNCTAD_Reform_Package_2018.pdf>.
Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 17 (A/72/17).
International Bar Association, « Consistency, efficiency and transparency in investment treaty arbitration: A report by the IBA Arbitration Subcommittee on Investment Treaty Arbitration Consistency, efficiency and transparency in investment treaty arbitration » (2018).
World Investment Report 2011, Nations Unies, 2011.
World Investment Report 2012, Nations Unies, 2012.
World Investment Report 2013, Nations Unies, 2013.
World Investment Report 2014, Nations Unies, 2014.
World Investment Report 2014, Nations Unies, 2014.
World Investment Report 2023, Nations Unies, 2023.

Jurisprudence

Bear Creek Mining Corporation c. la République de Pérou, Affaire CIRDI n° ARB/14/2, Sentence, 30 novembre 2017.

Copper Mesa Mining Corporation c. la République d'Équateur, Affaire CPA n° 2012-2, Sentence, 15 mars 2016.

Eco Oro Minerals Corp c. République de Colombie, décision rendue dans l'affaire no. ARB/16/41, décision sur la compétence, la responsabilité et instructions sur le quantum CIRDI, 9 septembre 2021.

Lauder c. République tchèque, Affaire CNUDCI, Sentence finale, 3 septembre 2001.

PJSC DTEK Krymenergo c. Fédération de Russie, Affaire CPA No. 2018-41, Sentence, 1 novembre 2023.

Monographies, chapitres de livre et actes de colloque

Société française pour le droit international, *Un accord multilatéral sur l'investissement : d'un forum de négociation à l'autre ? : journée d'études*, Paris, Pedone, 1999.

Alschner, Wolfgang, *Investment Arbitration and State-Driven Reform: New Treaties, Old Outcomes*, Oxford University Press, 2022, à la p 125.

Arendt, Hannah. *Condition de l'homme moderne*, Traduction de Georges Fradier, Calmann-Lévy.

Baumgartner, Jorun, *Treaty Shopping in International Investment Law*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

Behn, Daniel, Fauchald, Ole Kristian et Malcolm Langford, "The International Investment Regime and Its Discontents" dans Daniel Behn, Ole Kristian

Fauchald et Malcolm Langford, dir, *The Legitimacy of Investment Arbitration: Empirical Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

Calamita Jansen N. Sattorova, Mavluda, *The regionalization of international investment treaty arrangements*, BIICL, 2015.

Titi, Catharine, *The Right to Regulate in International Investment Law*, Nomos and Hart, 2014.

Chaisse, Julien et Sufian Jusoh, *The ASEAN Comprehensive Investment Agreement*, Edward Elgar Publishing, 2016.

De Mestral, Armand et Alireza Falsafi, "Investment provisions in regional trade agreements: a more efficient solution?" dans Armand De Mestral et Céline Lévesque, dir, *Improving International Investment Agreements*, Routledge, 2012.

De Nanteuil, Arnaud, *Droit international de l'investissement*, Paris, Pedone, 2020.

Deblock, Christian, Lebullenger, Joël et Stephan Paquin, « L'AECG, un accord pionnier », Christian Deblock, Joël Lebullenger et Stephan Paquin, dir, *Un nouveau pont sur l'Atlantique*, Presses universitaires du Québec, 2015.

Gao, Henri, « The Investment Chapter in the Regional Comprehensive Economic Partnership: Enhanced Rules without Enforcement Mechanism » dans Kimura, F., S. Urata, S. Thangavelu, et D. Narjoko, dir, *Dynamism of East Asia and RCEP: The Framework for Regional Integration*, Jakarta, ERIA, 2022.

Gazzini, Tarcisio, « Bilateral Investment Treaties », dans Tarcisio Gazzini et Eric De Brabandere, dir, *International Investment Law: The Sources Of Rights And Obligations*, La Haye, Martinus Nijhoff, 2012.

Griller, Stefan et al, *Mega-Regional Trade Agreements: CETA, TTIP, and TiSA: New Orientations for EU*

External Economic Relations, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Jacob, Patrick, « Peut-on parler d'un droit européen des investissements ? » dans Raphael Maurel, dir, *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, LexisNexis, 2023.

Juillard, Patrick, « Conclusions générales » dans Farhat Horchani, *Où va le droit de l'investissement ? Désordre normatif et recherche d'équilibre (Actes du colloque organisé à Tunis les 3 et 4 mars 2006)*, Paris, Pedone, 2006.

Kidane, Won L., *Africa's International Investment Law Regimes,* Oxford University Press, 2023.

Maurel, Raphael, *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, LexisNexis, 2023.

Maurel, Raphaël, « L'éthicisation du droit international des investissements : un panorama », dans Raphaël Maurel, dir, *Le droit international des investissements au prisme de l'éthique*, LexisNexis, 2021.

Reinisch, August, « The challenge of fostering greater coherence in international investment law » dans Roberto Echandi et Pierre Sauvé, dir, *Prospects in International Investment Law and Policy: World Trade Forum*, Cambridge University Press, 2013.

Salacuse, Jeswald W., *The Law of investment treaties,* Oxford, Oxford University Press, 2021.

Schill, Stephan, « Sources of International Investment Law: Multilateralization, Arbitral Precedent, Comparativism, Soft Law », dans Jean d'Aspremont et Samantha Besson, dir, *The Oxford Handbook on the Sources of International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Schill, Stephan, *The multilateralization of international investment law*, Cambridge University Press, 2009.

Stoppioni, Edoardo, « Théories critiques et droit européen des investissements » dans Raphael Maurel, dir, *Nouveaux aspects du droit européen des investissements*, LexisNexis, 2023.

Trakman, Leon et Nicola Ranieri, *Regionalism in International Investment Law*, Oxford University Press, 2013.

Trochu, Michel, « Chapitre 12 – Les systèmes de règlement des différends investisseurs-États dans les accords de partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Asie-Pacifique (UE-Corée du Sud, UE-Singapour, UE-Viet Nam, UE-Japon) » dans *Union européenne et protection des investissements*, 1ère édition, Bruxelles, Bruylant, 2021.

Velut, Jean-Baptiste, « Naissance, déclin et rémanence du nouveau régionalisme », dans Christian Deblock et Joël Lebullenge, dir, *Génération TAFTA Les Nouveaux partenariats de la mondialisation*, Presses Universitaires de Rennes, 2018.

Wälde, Thomas, « International Investment under the 1994 Energy Charter Treaty » dans Thomas Wälde, dir, *The Energy Charter Treaty: An East-West Gateway for Investment and Trade*, Kluwer, 1996.

Articles de revue

Alschner, Wolfgang, « Regionalism and Overlap in Investment Treaty Law: Towards Consolidation or Contradiction? » (2014) 17:2 J Intl Econ L 271.

Alvarez, José E., « ISDS Reform: The Long View » (2021) 36:2 ICSID Review – Foreign Investment Law Journal 253.

Baldwin, Richard E., « Multilateralising Regionalism: Spaghetti Bowls as Building Blocs on the Path

to Global Free Trade » (2006) 29:11 The World Economy 1451.

Bastid Burdeau, Geneviève, « L'arbitrage d'investissement au hasard des accords de libre-échange », dans *Droit sans frontières – Mélange en l'honneur d'Éric Loquin,* LexisNexis, 2018.

Ben Hamida, Walid, « L'arbitrage État-investisseur face à un désordre procédural : la concurrence des procédures et les conflits de juridictions » (2005) 51:1 AFDI 564.

Berge, Tarald et Wolfgang Alschner, « Reforming Investment Treaties: Does Treaty Design Matter? » (2018) Investment Treaty News, en ligne : <iisd.org/itn/2018/10/17/reforming-investment-treaties-does-treaty-design-matter-tarald-laudal-berge-wolfgang-alschner>.

Bhagwati, Jagdish dans « US Trade Policy: The Infatuations with FTAs » (1995) Columbia University, Discussion Paper Series No. 726.

Bhagwati, Jagdish, « Regionalism versus Multilateralism » (1992) 15:5 The World Economy 535.

Brower II, Charles H., dans « Investor-State Disputes under NAFTA: The Empire Strikes Back » (2001) 40 Colum. J. Transnat'l L. 43.

Butler, Nicolette et Surya Subedi, « The Future of International Investment Regulation: Towards a World Investment Organisation? » (2017) 64 Neth Int Law Rev 43 (2017).

Chaisse, Julien et Shintaro Hamanaka, « The 'Noodle Bowl Effect' of Investment Treaties in Asia: The Phenomenon, the Problems, the Practical Solution » (2018) 33:2 ICSID Review – Foreign Investment Law Journal 501.

Chaisse, Julien, « The Issue of Treaty Shopping in International Law of Foreign Investment: Struc-

turing (and Restructuring) of Investments to Gain Access to Investment Agreements » (2015) 11:2 Hastings Business Law Journal 225.

Couveinhes, Florian, « Le lancement de la négociation d'une convention instituant une cour multilatérale d'investissements : l'avenir indéterminé d'un projet européen déterminant » (2018) 4 RGDIP 893.

Crépet Daigremont, Claire, « Les sources du droit international des investissements » dans Charles Leben, dir, *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Paris, Pedone, 2015.

Danish et al, « Le protocole sur l'investissement de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine : que contient-il et quelles sont les prochaines étapes pour le continent ? » (2023) Investment Treaty News, en ligne : <iisd.org/itn/fr/2023/07/01/the-protocol-on-investment-to-the-agreement-establishing-the-african-continental-free-trade-area-whats-in-it-and-whats-next-for-the-continent/>.

Henckels, Caroline, « Protecting Regulatory Autonomy through Greater Precision in Investment Treaties: The TPP, CETA and TTIP » (2016) 19:1 J Intl Econ L 27.

Kleimann, David et Gesa Kübek, « The Signing, Provisional Application, and Conclusion of Trade and Investment Agreements in the EU The Case of CETA and Opinion 2/15 » (2016) EUI Working Paper RSCAS 2016/58.

Konstantinidis, Mark, « The EU-Chile Advanced Framework Agreement, ISDS, and the Big Bad Dilemma » (2023) Kluwer Arbitration Blog, en ligne : <arbitrationblog.kluwerarbitration.com/

2023/02/02/the-eu-chile-advanced-framework-agreement-isds-and-the-big-bad-dilemma/>.

Lamprou, Nefeli et Efemena Iluezi-Ogbaudu, « The AfCFTA Investment Protocol – A potential game changer for the African continent? » (2023), Linklaters, en ligne : <linklaters.com/en/insights/blogs/arbitrationlinks/2023/may/afcfta-investment-protocol>.

Laryea, Emmanuel, « The Globalisation versus Regionalism Debate. Global Journal of Comparative Law » (2013) 2 Global Journal of Comparative Law 167.

López Ortiz, Alejandro, Caicedo, José Joaquín et William Ahern, « Two Solutions for One Problem: Latin America's Reactions to Concerns over Investor-State Arbitration » (2016) 13:2 Transnational Dispute Management.

Muchlinski, Peter T., « The rise and fall of the multilateral agreement on investment: where now » (2000) 34 Int'l L 1033.

Ortino, Federico, « Refining the Content and Role of Investment "Rules" and "Standards": A New Approach to International Investment Treaty Making » (2013) 28 ICSID Rev 152.

Páez, Laura, « Bilateral Investment Treaties and Regional Investment Regulation in Africa: Towards a Continental Investment Area? » (2017) 18: 3 The Journal of World Investment & Trade 379.

Perez Aznar, Facundo et Henrique Choer Moraes, « The MERCOSUR Protocol on Investment Cooperation and Facilitation: regionalizing an innovative approach to investment agreements » (2017) EJIL Talk!, en

ligne : <ejiltalk.org/the-mercosur-protocol-on-investment-cooperation-and-facilitation-regionalizing-an-innovative-approach-to-investment-agreements/>.

Puccio, Laura et Roderick Harte « De l'arbitrage au système juridictionnel des investissements (SJI) » EPRS, Parlement européen, juin 2017.

Raban, Ofer, « The Fallacy of Legal Certainty: Why Vague Legal Standards May Be Better for Capitalism and Liberalism » (2010) 19:175 BU PILJ 175.

Mbengue, Makane Moïse, « Special Issue: Africa and the Reform of the International Investment Regime », (2017) 18 The Journal of World Investment & Trade 371 à la p 376.

Robert Cuendet, Sabrina, « Crise ou renouveau du droit des investissements internationaux ? Réflexions sur l'objet des mécanismes de protection des investisseurs étrangers » (2016) RGDIP 545.

Schill, Stephan, « Editorial: The New (African) Regionalism in International Investment Law » (2017) 18:3 The Journal of World Investment & Trade 367.

Schill Stephan et Marc Jacob, « Trends in international investment agreements, 2010–2011: the increasing complexity of international investment law », dans Karl P. Sauvant, dir, *Yearbook on international investment law & policy 2011-2012*, Oxford University Press.

Titi, Catharine, « Most-Favoured-Nation Treatment, Survival Clauses and Reform of International Investment Law » (2016) 33:5 J Intl Arb 425.

Titi, Catharine, « The Arbitrator as a Lawmaker: Jurisgenerative Processes in Investment

Arbitration » (2013) 14:5 The Journal of World Investment & Trade 829.
Uranga, Paul, « A Metamorphosis of Mindset: How International Investment Arbitration Has Evolved Without Major Institutional Reform » (2024) EFILA Blog, en ligne : <efilablog.org/2024/01/22/a-metamorphosis-of-mindset-how-international-investment-arbitration-has-evolved-without-major-institutional-reform/>.
Valenti, Mara, « New trends in international investment law treaty practice: where does Latin America stand? » (2018) Artigos Sequência (Florianópolis) 79.
« Vers une régionalisation du droit international des investissements en Afrique? » (2021) 14:3 Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation.
Voon, Tania, « Consolidating International Investment Law: The Mega-Regionals as a Pathway towards Multilateral Rules » (2018) 17:1 World Trade Review 33.
Winters, Allan, « Regionalism versus Multilateralism » (1996) The World Bank, Policy research Working Paper 1687.
Zhu, Ying, « Do Clarified Indirect Expropriation Clauses in International Investment Treaties Preserve Environmental Regulatory Space » (2019) 60 Harv Intl LJ 377.

Union Européenne

Commission européenne, « La protection des investissements intra-européens », COM/2018/547 final.

Commission européenne, « Vers une politique européenne globale en matière d'investissements internationaux », COM(2010)343 final.

UE, *Règlement N° 1219/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 établissant des dispositions transitoires pour les accords bilatéraux d'investissement conclus entre des États membres et des pays tiers* [2012] JOUE, L 351.

teseopress.com

Le premier accord de commerce bi régional

Une analyse de l'accord UE – MERCOSUR

Leidy Natalia SERRANO BURBANO

Résumé

Conclu entre le Mercosur et l'Union européenne, le premier accord de commerce birégional de l'Histoire a été annoncé en 2019. Ainsi, deux puissances économiques, représentant 31 États, avaient réussi à conclure 20 ans de négociations avec un accord de principe en matière commerciale. Cet accord aurait comme objectif la création d'une zone de libre-échange entre deux organisations d'intégration régionale, reliant ainsi deux partenaires économiques historiques, à savoir l'Europe et le Cône sud. En pleine crise du système multilatéral, l'option des négociations de bloc à bloc se présente comme une solution intermédiaire entre un bilatéralisme croissant et un multilatéralisme dysfonctionnel. Dans cet article, nous analysons l'accord commercial de principe conclu entre l'Union européenne et le Mercosur afin d'identifier ses points positifs et ses lacunes. Ce type d'accord est-il un modèle qui pourrait être reproduit avec d'autres organisations d'intégration régionale ? Malgré les difficultés rencontrées lors des négociations, le contenu de l'accord est avant-gardiste, non seulement en raison de son grand potentiel économique. En même temps, l'accord contient

des considérations non commerciales visant à protéger les droits sociaux et l'environnement, ce qui en fait un accord de nouvelle génération. Cependant, malgré son contenu avant-gardiste, cet accord a rencontré une grande résistance au niveau politique, ce qui a entraîné l'incapacité des parties à parvenir à une conclusion définitive. Au niveau régional, on peut trouver les mêmes enjeux qui bloquent l'organisme multilatéral, auxquels s'ajoutent les difficultés inhérentes à une négociation à ce niveau entre deux organisations d'intégration régionale ayant des niveaux d'approfondissement économique, politique et juridique différents.
Mots-clés : accord de libre-échange, Mercosur, Union européenne, accord de nouvelle génération, entrée en vigueur, application provisoire, agriculture, environnement, développement durable.

Abstract

The first ever bi-regional trade agreement between Mercosur and the European Union was announced in 2019. Two economic powers, representing 31 states, had succeeded in concluding 20 years of negotiations with an agreement in principle on trade matters. The aim of this agreement would be to create a free-trade zone between two regional integration organizations, linking two historic economic partners, namely Europe and the Southern Cone. In the current crisis of the multilateral system, the option of block-to-block negotiations presents itself as an intermediate solution between growing bilateralism and dysfunctional multilateralism. In this article, we analyze the trade agreement in principle between the European Union and Mercosur to identify its positive points and shortcomings. Is

this type of agreement a model that could be replicated with other regional integration organizations? Despite the difficulties encountered during the negotiations, the content of the agreement is avant-garde, not only because of its great economic potential. At the same time, the agreement contains non-trade considerations designed to protect social rights and the environment, making it a new-generation agreement. However, despite its groundbreaking content, the agreement encountered considerable resistance at the political level, resulting in the parties' inability to reach a definitive conclusion. At regional level, the same issues blocking the multilateral body can be found, plus the difficulties associated with negotiation at this tier between two regional integration organizations with different levels of economic, political and legal deepening.
Keywords: Free trade agreement, Mercosur, European Union, new generation agreement, entry into force, provisional application, agriculture, environment, sustainable development.

Le libre-échange menant à la mondialisation économique n'est plus une option, c'est une réalité. Cela est apparu comme une évidence avec la pandémie de Covid-19, où nous avons vu la codépendance qui existe entre les différentes régions du monde au 21ème siècle. Face à un organisme multilatéral qui n'est pas parvenu à dégager un consensus ou à faire des progrès significatifs depuis le cycle de négociations de Doha, une vague de régionalisme[1] est récemment apparue pour

[1] En ce qui concerne la vague de nouveaux accords commerciaux, il est important de souligner que, bien qu'il ne s'agisse pas de la première vague d'accords régionaux, c'est la plus marquée. Par exemple, plus de deux fois plus d'accords régionaux ont été conclus en 2020 qu'au cours

faire avancer les négociations entre les « like minded countries »[2].

Au milieu du « bol de spaghetti »[3] que crée ce chevauchement d'accords, la négociation entre blocs régionaux se présente comme une option viable, une solution à mi-chemin entre un retour au bilatéralisme et un multilatéralisme dysfonctionnel. Dans cet article, nous nous concentrerons sur le premier accord biré-gional conclu entre deux organisations d'intégration régionale : l'Union européenne et le Mercosur, ainsi que les options qu'elle présente en tant que solution viable pour relever les défis mondiaux.

En effet, le 28 juin 2019, à la fin du sommet du G20, la Commission européenne a annoncé qu'après plus de vingt ans de négociations « l'Union Européenne et le Mercosur sont parvenus à un Accord politique concernant un Accord commercial ambitieux, équilibré et global »[4]. Cet accord, qui aurait la capacité de créer une grande zone de libre-échange avec un marché de plus de 800 millions d'habitants[5], constitue aussi une nouveauté dans les négociations de ce type, car s'il est

---

des années précédentes. Voir : OMC, *Accords commerciaux régionaux, base de données*.

2 Richard Ouellet, « Régionalisme économique : Une solution insuffisante à la panne du multilatéralisme » dans Olivier Delas, Olivier Bichsel et Baptiste Jouzier, dir, *L'après COVID 19 : Quel multilatéralisme face aux enjeux globaux? Regards croisés : Union européenne – Amérique du nord- Asie*, Éditions Bruyland, 2021, 419 à la p 427.

3 L'expression « bol de spaghettis » fait référence à l'expression utilisée par l'économiste Jagdish Bhagwati. Cette expression renvoie à la diversité des accords entre les nations et les régions, qui crée un désordre confus et alambiqué. Voir : Brad Kloewer, « The Spaguetti Bowl of preferential trade agreements and the declining relevance of the WTO » (2016) 44 Denv J Intl L & Pol'y 429.

4 UE – Commission, Communiqué de presse, *L'UE et le Mercosur concluent un accord commercial*, Bruxelles, 28 juin 2019.

5 *Acuerdo de Asociación Estratégica MERCOSUR – UE, resumen informativo elaborado por el Gobierno Argentino*, Mercosur, 2019.

teseopress.com

ratifié, il serait le premier accord en matière commerciale entre deux organisations d'intégration régionale[6].

Les parties de cet accord sont, d'une part, l'Union européenne, qui est caractérisée pour être une organisation internationale d'intégration régionale avec un caractère *sui generis*[7]. Elle constitue un marché commun et l'exemple d'intégration régionale le plus achevé à l'heure actuelle. Composée de vingt-sept États membres, elle représente un énorme marché de 500 millions d'habitants, 20 % de l'économie mondiale[8].

Et, d'autre part, le Mercosur, qui est un processus d'intégration régionale et une union douanière créée avec la signature du traité d'Asunción en 1991, est composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, ainsi que du Venezuela, qui en fait partie mais qui est suspendu de tous ses droits depuis 2017[9], et de la Bolivie, qui est en cours d'adhésion. Avec une population de 295 millions d'habitants, le Mercosur représente aujourd'hui un PIB réel de plus de 2 500 milliards de dollars (2020)[10]. Cette organisation internationale, créée dans les années 90, suit la logique juridique de l'intégration régionale de l'Union européenne mais en l'adaptant aux caractéristiques et particularités de l'Amérique latine.

Les négociations visant cet accord ont pris plus de vingt ans, donnant comme résultat un projet d'accord

6 Marcílio Toscano Franca, Lucas Lixinski et María Belén Olmos Giupponi, *The law of MERCOSUR*, Oxford, Hart Publishing, 2010 à la p 1.

7 Francesco Martucci, *Droit de l'Union européenne*, 3ème édition, Hypercours Dalloz cours & TD, Paris, Dalloz, 2021 à la p 9.

8 Lisandro Mondido et Anahí Rampini « Acuerdo Mercosur- Union Europea inter regionalismo del siglo XXI » (2019) Informe del centro de estudios economicos y sociales Scalabrini Ortiz (CESO) à la p 3.

9 En raison du non-respect des principes démocratiques.

10 Affaires mondiales Canada, « Accord de libre-échange entre le Canada et le Mercosur », (2016).

teseopress.com

entre ces deux organisations qui se révèle novateur et singulier pour diverses raisons.

D'abord, le premier accord de libéralisation des échanges conclu entre deux organisations d'intégration régionale ouvre la voie à une nouvelle approche dans les négociations commerciales. Son importance sur le plan juridique et politique dépasse largement son impact économique. Au fil du temps, les évolutions politiques ont façonné ces deux organisations régionales de manière divergente. Aujourd'hui, cet accord symbolise une réaffirmation de la libéralisation des échanges fondée sur la règle du droit, et surtout une réaffirmation de l'engagement envers le multilatéralisme, dans un contexte marqué par une montée des contestations et une crise au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Selon Jean-Claude Juncker[11], cet accord, qui vise une libéralisation des échanges entre le Cône sud et le vieux continent, marque un moment historique dans un contexte de tensions commerciales. Il s'agit d'une étape importante en termes d'accords de libre-échange, car c'est le premier accord de type birégional. Dans un monde où la mondialisation et l'ouverture économique est de plus en plus contestée, la réussite d'un accord de principe en matière de commerce entre deux organisations régionales est un appel à la continuation et renforcement du multilatéralisme, si contesté depuis la montée des protectionnismes économiques dans le monde.

Néanmoins, le modèle d'accord birégional conclu entre l'Union européenne et le Mercosur est-il un modèle viable de négociations régionales ?

---

11 CE – Commission, Communiqué de presse, *L'UE et le Mercosur concluent un accord commercial*, Bruxelles, 28 juin 2019.

teseopress.com

L'Accord de libre-échange conclu entre le Mercosur et l'Union européenne qui a comme objectif la libéralisation de 91 % des échanges entre les deux blocs fait partie des accords commerciaux de nouvelle génération. Accords qui sont conclus comme une réponse à la crise actuelle du multilatéralisme. Ainsi, il s'agit d'un accord cohérent avec les innovations actuelles, en intégrant des considérations non commerciales, un chapitre sur le développement durable et prend en compte les contestations grandissantes au système économique mondial. De plus, il représente une réaffirmation de la politique commerciale européenne et de la libéralisation des échanges dans un contexte de contestation grandissante de la mondialisation économique. Il constitue, en effet, une nouvelle étape dans la libéralisation commerciale car il s'agit du premier accord bi régional de libre commerce. Ce qui consolide les deux blocs économiques en opposition aux nationalismes grandissantes au sein des États membres.

Toutefois, son entrée en vigueur est incertaine, reflétant ainsi les faiblesses institutionnelles des organisations régionales et la difficulté de mettre en place des négociations birégionales. En effet, l'annonce de la conclusion des négociations a été très contestée, ce qui a fait de sa ratification une étape incertaine dans les deux blocs économiques. Ainsi, bien qu'il s'agisse d'une initiative intéressante et tournée vers l'avenir, ce modèle d'accord bi régional est imparfait, car il doit relever des défis majeurs pour arriver à une mise en œuvre effective.

Afin d'évaluer les résultats et la viabilité de ce type de négociations, nous examinerons tout d'abord la capacité de ce type d'accord à répondre aux défis actuels, en analysant les résultats concrets des négociations (1). Puis, nous examinerons sa qualité d'accord

imparfait en raison des contestations à son encontre et le blocage de son entrée en vigueur (2).

1. Un modèle d'accord bi régional capable de répondre aux défis actuels

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur est l'aboutissement de vingt ans de négociations visant une association interrégionale profonde. Cet objectif n'a pas totalement été accompli avec l'annonce de 2019. Toutefois, les résultats de l'accord annoncé ne sont pas négligeables, ni dans son volet économique, ni dans son importance politique.

En ce qui concerne l'accord publié[12], il a des résultats économiques intéressants (1.1). De plus, malgré la difficulté dans les négociations, les résultats ne se limitent pas à son volet économique, il s'agit aussi d'un accord innovant qui inclut des questions environnementales et sociales, constituant ainsi un accord de nouvelle génération (1.2).

1.1. Un accord visant l'ouverture de marchés

Le volet commercial négocié par la Commission européenne a été conclu le 28 juin 2019. Toutefois, selon le rapport du Parlement européen, il y a une autre partie, la partie politique, qui aurait été négociée par le Service diplomatique de l'Union européenne et finalisée le 18

12 Compte tenu du fait que seule la partie commerciale de l'accord a été publiée, nous nous limiterons à l'analyser. Toutefois, il convient de noter que le manque de publicité concernant la partie de l'accord relative à la coopération et au dialogue politique, qui, bien qu'ayant été négociée, n'a pas encore été publiée, est tout à fait regrettable. Cela ne permet pas une étude complète du nouveau cadre juridique de la coopération transatlantique entre l'Union européenne et le Mercosur.

juin 2020[13], qui n'a pas encore été publié. En effet, depuis l'annonce en 2019 de la conclusion de l'accord commercial de principe, celui-ci est officiellement annoncé comme « plus qu'un accord commercial »[14]. Il est présenté comme une avancée stratégique pour parvenir à une économie compétitive et dynamique, promouvant ainsi plusieurs objectifs tels que la relance de l'économie, la création d'emplois de qualité et la réduction de la pauvreté[15].

Selon la partie de l'accord qui a été publiée, il vise à réduire et, dans certains cas, à éliminer les droits de douane et les barrières commerciales entre les pays membres des deux blocs. Il est structuré et basé sur l'élimination progressive des droits de douane. La progressivité est un élément fondamental de l'accord, car il a été formulé de cette manière afin de tenir compte des asymétries des blocs régionaux. Ainsi, l'Union européenne s'est engagée à libéraliser 92 % des importations en provenance du Mercosur, tandis que le bloc sud-américain libéralisera 91 % des importations européennes. L'Union européenne supprimera les droits de douane en 10 ans, et le Mercosur disposera de 15 ans pour y parvenir[16].

L'accord crée une zone de libre-échange, une initiative que l'on peut qualifier d'ambitieuse. En effet, l'intégration de ces deux marchés représente un tiers du commerce mondial, un quart des investissements

13 Andrés Malamud, « Assessing the Political Dialogue and Cooperation Pillar of the EU-Mercosur Association Agreement: Towards a Bi-Regional Strategic Partnership? » (2022) Think Tank-European Parliament.

14 *Acuerdo de Asociación Estratégica MERCOSUR – UE, resumen informativo elaborado por el Gobierno Argentino*, Mercosur, 2019.

15 *Ibid*.

16 Nicolás Albertoni et Andrés Malamud, « La Unión Europea y América Latina: de sueño a pesadilla », éd. The New York Times, 14 septembre 2020.

teseopress.com

directs étrangers et un marché potentiel de 778 millions d'habitants[17]. Il implique la libéralisation complète de presque tous les échanges de marchandises entre les deux blocs ; il contient des dispositions qui faciliteront la fourniture de services et la réduction des barrières non tarifaires, et prévoit la libéralisation mutuelle des contrats publics[18]. De plus, l'accord va au-delà des questions tarifaires : il couvre un large éventail de disciplines. Il inclut le commerce des services, la propriété intellectuelle, les marchés publics, le développement durable et les petites et moyennes entreprises. Il a pour but d'approfondir et d'accélérer les échanges entre les deux zones économiques, c'est la raison pour laquelle nous pouvons considérer que l'accord conclu est un accord OMC-plus[19], il contient tout au long de son contenu une référence directe aux dispositions de l'organisme multilatéral.

Selon les documents publiés par le gouvernement argentin et l'Union européenne, l'accord comporterait 17 chapitres, consacrés à un large éventail de questions : Commerce des marchandises, Règles d'origine, Douanes et facilitation des échanges, Recours commerciaux, Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), Dialogues, Obstacles techniques au commerce (OTC), Services et établissement, Marchés publics, Concurrence, Subventions, Entreprises publiques, Droits de propriété intellectuelle, y compris indications géographiques, Commerce et développement durable, Transparence,

17 Lisandro Mondido et Anahí Rampini « Acuerdo Mercosur- Union Europea inter regionalismo del siglo XXI » (2019) Informe del centro de estudios economicos y sociales Scalabrini Ortiz (CESO) à la p 3.

18 Banco de España Jacopo Timini & Francesca Viani, « El tratado de libre comercio entre la UE y el Mercosur : principales elementos et impacto económico » Articulos analíticos:1/2020 Boletín Económico à la p 1.

19 Berramdane Abdelkhaleq, « L'accord UE – mercosur » (2022) 656 Revue de l'Union européenne 172.

Petites et moyennes entreprises et Règlement des différends.

En termes de contenu, l'Union libéralisera toutes ses importations de produits manufacturés et 82 % de ses importations de produits agricoles[20]. Les pays du Mercosur libéraliseront 90 % des produits industriels importés de l'Union européenne et 93 % des produits agricoles[21].

L'accord tient compte des différences d'intégration entre les deux blocs dans sa clause d'intégration régionale. Les parties s'engagent à promouvoir des conditions qui facilitent la circulation des biens et des services entre les deux régions et à l'intérieur de celles-ci mais en adaptant cette libéralisation aux conditions d'intégration existantes dans les deux blocs.

En ce qui concerne les appellations d'origine, c'est un succès de la politique européenne. Il s'agit de l'accord conclu par l'Union européenne avec le plus grand nombre d'appellations d'origine européennes. Inscrit à l'annexe II du chapitre sur la propriété intellectuelle, l'accord donne une protection à un total de 357 produits européens et 220 produits du Mercosur[22]. À cela s'ajoute un système d'auto-certification visant à offrir une plus grande flexibilité à l'exportateur, qui peut ainsi réduire les coûts et les délais de la procédure d'exportation[23].

---

20 Maria Victoria Álvarez et Juleita Zelicovich, « El acuerdo Mercosur – Union europea : un abordaje multicausal de la conclusion del proceso négociador » (2020) 44 Relaciones internacionales 107 à la p 110.

21 *Ibid* à la p 113.

22 Les produits protégés par le Mercosur sont principalement des vins argentins et uruguayens.

23 Andrés Malamud, « Assessing the Political Dialogue and Cooperation Pillar of the EU-Mercosur Association Agreement: Towards a Bi-Regional Strategic Partnership? » (2022) Think Tank-European Parliament.

teseopress.com

Une autre innovation majeure de l'accord est l'ouverture des marchés publics du Mercosur. Les pays du bloc avaient catégoriquement refusé de s'ouvrir dans ce domaine. En effet, les économies du Mercosur, qui ne font pas partie de l'accord sur les marchés publics de l'OMC, n'ont pas permis aux entreprises étrangères d'accéder à ce type de procédures[24]. Seul le Brésil est en négociation pour intégrer l'accord au niveau de l'OMC. Cette ouverture des marchés publics du Mercosur est une grande opportunité pour les Européens, car elle leur ouvre un marché où ils seront les seuls à pouvoir concurrencer les nationaux.

Dans son dernier chapitre, l'accord établit un mécanisme de règlement des différends basé sur l'arbitrage traditionnel. Toutefois, cet accord est innovant en ce qu'il s'inscrit dans les modèles d'arbitrage « de bloc à bloc ». L'accord leur confère une capacité d'agir active et passive aux organisations régionales dans les procédures d'arbitrage[25]. Il convient toutefois de noter qu'il existe une différence dans la qualité pour agir dans la procédure arbitrale. Le Mercosur et ses États membres peuvent engager une procédure d'arbitrage mais ce n'est pas le cas pour les États membres de l'Union européenne[26]. Cette différence peut s'expliquer par des différences dans les niveaux d'intégration.

Il est important de noter que cet accord ne contient aucune clause traditionnelle de règlement des différends entre investisseurs et États. Il ne figure ni dans le traité ni dans un texte annexe ou parallèle réglementant

---

24 *Álvarez et Zelicovich*, *supra* note 20, à la p 112.

25 Santiago-Ortiz Deluca et Godofredo Agustín, « El arbitraje entre bloques de integración. El sistema de solución de controversias del acuerdo Mercosur-Unión Europea» (2020) 9:17 Revista Juridica Franco-Argentina 104 à la p 4.

26 *Ibid*.

teseopress.com

la matière, comme cela a été fait dans d'autres traités récents signés par l'Union européenne[27]. Cette question n'a jamais été incluse, ni dans le mandat de négociation, ni dans aucun des 39 cycles de négociations qui ont eu lieu au cours des vingt années[28]. Cela s'explique par le fait que le Brésil (l'un des membres les plus influents politiquement et économiquement du bloc) a toujours été réticent à signer ce type d'accords.

Ainsi, l'accord conclu entre l'Union européenne et le Mercosur va au-delà de son volet économique et d'intégration régionale et constitue un jalon dans la négociation de la libéralisation des échanges. Il essaie de répondre aux défis grandissants du système économique mondial en incluant des considérations non commerciales, comme l'environnement, le travail et le développement durable. Il s'agit donc d'un accord de libéralisation du commerce de nouvelle génération.

1.2. Un accord de nouvelle génération

La suspension des négociations du cycle de Doha et les manifestations altermondialistes qui se sont multipliées depuis Seattle en 1999 ont conduit le système économique fondé sur la libéralisation des échanges à intégrer des considérations qui ne sont pas exclusivement commerciales. Il s'agit d'une tentative d'atténuer les dommages causés par un système économique basé sur le capitalisme et d'inclure tous les acteurs dans les

---

27 Voir : *Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres*, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, 27 juin 2012 ; *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour,* 19 octobre 2018, JO L294/3 (entrée en vigueur : 21 novembre 2019) [Accord de libre-échange UE-Singapour].

28 Magdalena Bas Vilizzio, « Acuerdo Mercosur-Unión Europea: Sombras y Ausencia de la solución de controversias inversor-Estado » (2019) 21 Documentos de Trabajo Fundación Carolina à la p 3.

teseopress.com

gains qu'il pourrait représenter. Ainsi, pour répondre à ces défis, les modèles d'accords de libre-échange ont dû inclure des considérations correspondant aux valeurs non marchandes. Ainsi, des questions telles que l'environnement, le développement durable, la propriété intellectuelle et les droits sociaux ont été progressivement incluses dans les négociations sur les ouvertures économiques nationales.

Les accords qui tiennent compte de ces enjeux et tentent d'y répondre sont décrits comme « des accords de nouvelle génération car ils vont bien au-delà du démantèlement des seules barrières douanières dont se contentaient les accords de libre-échange classiques »[29]. Ces accords comportent des dispositions relatives non seulement aux échanges mais aussi à la protection des investissements, à la propriété intellectuelle, à la protection de l'environnement et des droits sociaux[30].

L'accord UE-Mercosur fait également partie de cette vague d'accords de nouvelle génération car il reconnaît les engagements internationaux pris en matière d'environnement (changement climatique, biodiversité, etc.), les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (travail des enfants, droit syndical, etc.) ainsi que les normes liées à la responsabilité sociale des entreprises[31].

Le texte publié en 2019 contient deux chapitres à souligner qui intègrent des considérations non commerciales. Le premier chapitre porte sur les petites et

---

29 Philippe Vincent, « Les nouveaux accords commerciaux conclus par l'Union Européenne » (2021) Numéro spécial, Cahiers de Science politique de l'Université de Liège 54 à la p 64.

30 Eleftheria Neframi, « L'Union Européenne et les accords de libre-echange de nouvelle génération. Quelle efficacité d'action d'une Union à compétence limité? » (2018) XIX Annuaire Français des Relations Internationales 517 à la p 519.

31 *Malamud*, *supra* note 23.

teseopress.com

moyennes entreprises et le second sur le commerce et le développement durable. En ce qui concerne l'inclusion de considérations relatives aux petites et moyennes entreprises, l'accord tente de répondre à l'une des principales critiques formulées à l'encontre des accords de libre-échange, à savoir qu'ils ne profiteraient qu'aux grandes multinationales. La libéralisation des marchés a été caractérisée comme ayant un impact plus important sur les petites entreprises, tout en les excluant des avantages que l'ouverture des marchés peut apporter. Une ouverture brutale du commerce aux concurrents étrangers pourrait entraîner des conséquences dévastatrices pour les petites entreprises nationales qui composent le marché local.

Le chapitre sur le « commerce et le développement durable » est l'un des plus complets de l'accord. Ainsi, il vise à améliorer l'intégration du développement durable dans les relations commerciales et d'investissement des parties, notamment en établissant des principes et des actions relatifs aux aspects du développement durable liés au travail et à l'environnement qui présentent un intérêt particulier dans un contexte de commerce et d'investissement[32]. Il est donc reconnu que les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable sont interdépendantes et se renforcent mutuellement. C'est pourquoi l'Union européenne et le Mercosur réaffirment leur engagement à promouvoir le développement du commerce international d'une manière qui contribue à l'objectif du développement durable, pour le bien-être des générations actuelles et futures.

---

32 *Trade part of the EU-Mercosur Association Agreement*, Union européenne – MERCOSUR, 28 juin 2019, CIRCABC, ch *Trade and sustainable development*, art 1.

teseopress.com

Pour atteindre cet objectif, les parties s'engagent à promouvoir le développement durable en respectant les engagements multilatéraux en matière de travail et d'environnement. Tout en reconnaissant les différences de niveau de développement entre les parties. Le chapitre sur le développement durable a un caractère coopératif « fondé sur des valeurs communes »[33].

L'article 4 de ce chapitre précise les engagements internationaux en matière de travail. L'importance de ces dispositions concernant le respect des normes minimales de travail doit être mise en valeur. Le Brésil, le membre le plus puissant économiquement du Mercosur, a été accusé de pratiques de travail forcé dans le secteur agricole[34]. Bien qu'aucune nouvelle obligation ne soit créée, les parties s'engagent à respecter leurs engagements multilatéraux en la matière.

En outre, les articles 5 à 9 développent les engagements environnementaux. Ils confirment l'engagement pris par les États membres des organisations internationales parties à l'accord, à respecter l'accord de Paris sur le Climat. Ainsi que de promouvoir la contribution positive du commerce à une voie vers de faibles émissions de gaz à effet de serre et un développement résistant au climat. L'accent est mis sur les liens entre le commerce et la biodiversité, la gestion durable des forêts et la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture. L'importance de ces dispositions doit être soulignée, car le Mercosur possède 60 % de l'Amazonie sur son territoire[35]. En plus de l'aquifère Guarani, qui est la

33 *Ibid*.

34 « Pesticides, travail forcé, logements insalubres… Des syndicats dénoncent les pratiques imposées à des fournisseurs brésiliens de McDonald's » (2022) Franceinfo 2022.

35 « Amazonía, una selva en nueve países » (2021) El Tiempo Sect Medio Ambiente.

teseopress.com

troisième plus grande réserve d'eau douce souterraine au monde[36].

Selon l'étude de la Banque d'Espagne sur l'impact de l'accord sur les émissions de CO2, l'inclusion de dispositions environnementales dans les accords commerciaux a permis de promouvoir des réglementations environnementales plus strictes dans les pays qui ont pris de tels engagements[37]. Selon cette étude, les dispositions incluses dans l'accord UE-Mercosur sont les plus strictes dans ces domaines dans un accord de cette nature. Et même si ces mesures étaient respectées, elles pourraient, selon les prévisions de l'étude, conduire à une réduction des émissions de CO2 dans les pays du Mercosur.

En effet, selon le rapport de la Banque interaméricaine du développement, l'augmentation des émissions de CO2 liée à l'accord UE-Mercosur devrait être faible, équivalant à moins de 0,002 % des émissions mondiales[38]. Ainsi, la majeure partie de cette augmentation se produirait dans l'Union européenne[39]. De plus, selon l'étude de la London School of Economics and political science sur l'impact de l'accord UE-Mercosur publié en 2020[40], bien que les politiques environnementales du Mercosur soient moins strictes que celles de l'Union

36 Cristina Papaleo « América latina necesita una nueva cultura del agua » (2023) Ed DW, sect Naturaleza y medio ambiente.

37 Rodolfo Campos, Marta Suérez-Varela et Jacopo Timini, « El acuerdo comercial UE – MERCOSUR y su impacto sobre las emisiones de CO2 » (2022) 1 Banco de España, Artículos Analíticos: Boletín Económico.

38 Belisario de Azevedo et al, *Acuerdo de Asociación Mercosur-Unión Europea*, par Belisario de Azevedo et al, DOI.org (Crossref), Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, Sector de Integración y Comercio IDB-TN-01701, Banco Interamericano de Desarrollo, 2019 à la p 12.

39 *Papaleo*, *supra* note 36 à la p 4.

40 The London School of Economics and Political Science, *Sustainability Impact Assessment in Support of the Association Agreement Negotiations between the European Union and Mercosur*, LU, Publications Office, 2020.

teseopress.com

européenne, l'inclusion de ces questions dans l'accord et de son caractère novateur doit être remarquée.

En effet, l'accord inclut toutes les considérations en matière environnementale incluses dans des autres accords commerciaux du même type. Dès le préambule de l'accord, il est possible de trouver des références aux objectifs environnementaux. Ainsi, dans le chapitre « common provisions » [41] on trouve la référence directe aux exceptions générales de l'article XX du GATT. Ces exceptions « comprennent les mesures environnementales, telles que les mesures prises pour mettre en œuvre les accords multilatéraux sur l'environnement, qui sont nécessaires pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux »[42]. En plus de toutes les considérations qu'on vient de décrire dans le chapitre « commerce et développement durable ».

Malgré tous les résultats à saluer dans la conclusion de l'accord. Le modèle de négociation de bloc à bloc présente certaines difficultés qui ne peuvent être négligées.

Lorsqu'on essaie de négocier un accord de cette ampleur, entre deux organisations internationales d'intégration régionale, connues pour être des puissances économiques de part et d'autre de l'Atlantique, les différences culturelles, politiques et juridiques présentent des difficultés qui font de ce modèle de négociation un modèle imparfait.

41 *Trade part of the EU-Mercosur Association Agreement*, *supra* note 32, ch *Common provisions*, art 13.2 A.

42 *Ibid*.

teseopress.com

2. Un modèle d'accord birégional imparfait : les difficultés pour sa concrétisation

En effet, depuis juin 2019, date à laquelle l'accord a été annoncé, il est vivement contesté. De ce fait, sa situation politique ne permet pas d'avancer dans son processus de ratification juridique.

Malgré les arguments avancés par la Commission et les représentants de l'Union européenne sur l'importance politique, économique et sociale de l'accord, où ils affirment qu'il s'agirait d'une réaffirmation de l'Union en tant qu'acteur international et d'un compromis institutionnel et politique entre les deux organisations, la contestation croissante a fait de la ratification et de l'entrée en vigueur de l'accord un objectif difficile à atteindre.

Ces difficultés confirment que l'ancien Premier ministre belge Mark Eyskens n'avait peut-être pas tort lorsqu'il décrivait l'Union européenne comme « un géant économique et un nain politique »[43]. Il existe, en effet, une dichotomie entre ce qu'elle parvient à négocier et ce qu'elle parvient à mettre en œuvre.

2.1. Contestation agricole et de préoccupations environnementales

La remise en cause du modèle économique défendu par la libéralisation des échanges et son impact sur des secteurs sensibles comme l'agriculture et l'environnement a été au cœur du débat sur l'accord UE-Mercosur. En effet, les acquis économiques et politiques que l'entrée en vigueur de l'accord représenterait pour les deux

43 Nicolás Albertoni et Andrés Malamud, « La Unión europea y América Latina: de sueño a pesadilla » (2020) The New York Times.

blocs économiques ont été éclipsés par de ferventes contestations de son contenu et de ses possibles conséquences au niveau environnemental et social.

L'un des volets des réponses les plus ferventes à l'accord concerne l'environnement. En réalité, les accords de libre-échange ont été fortement critiqués pour les impacts environnementaux que le modèle économique peut créer. Ces défis, transposés dans le cadre de l'accord UE-Mercosur, ont eu d'importantes conséquences politiques, menant l'avancement du processus légal de ratification à une impasse.

En effet, l'accord est conclu entre des partenaires économiques qui n'ont pas le même niveau de développement. Il est souvent critiqué en raison de l'impact que les pays et les entreprises du Nord pourraient avoir sur l'environnement des pays du sud en matières premières. Il s'agirait d'une continuation du paradigme économique basé sur la dynamique Nord-Sud.

Les accords commerciaux internationaux et la politique de libéralisation des échanges peuvent affecter l'environnement par de multiples canaux. La libéralisation du commerce stimule l'activité économique, ce qui entraînerait une augmentation de la pollution en vertu d'une notion connue sous le nom « d'effet d'échelle »[44].

Dans le contexte de cet accord, il est nécessaire de noter que le Mercosur est en grande partie constitué d'une richesse environnementale unique au monde, qui est directement affectée par des mécanismes basés sur des activités extractives sans conscience sociale ou environnementale. Ainsi, l'accord, communément appelé « l'accord voitures contre vaches », est particulièrement frappant pour les détracteurs du modèle économique et les écologistes. Car il existe un lien évident entre le

44 *Timini et Viani, supra* note 18.

développement de la production de viande bovine et la déforestation de la forêt amazonienne.

En effet, selon le rapport d'Impact sur le développement durable de l'accord UE – Mercosur sollicité par le gouvernement français, il existerait un risque de dégradation de la biodiversité en raison d'une croissance de l'élevage dans le Mercosur à des fins d'exportation[45]. L'accord pourrait avoir un impact négatif sur l'environnement au sens large, selon Errine Fournier, interrogée par le Financial Times « This trade deal is a double whammy for the planet: it will exacerbate deforestation and encourage the production of big, dirty cars »[46].

Une autre des critiques qui a conduit l'accord UE-Mercosur dans l'impasse concerne la forte opposition à l'ouverture des marchés européens aux produits agricoles du Mercosur. En effet, l'accord avec le Mercosur fait l'objet d'une critique quasi unanime du monde agricole européen[47]. Ce secteur économique craint l'arrivée massive de produits moins chers sur le marché unique européen. À cela s'ajoute l'existence d'un différentiel qualitatif en matière de normes sanitaires et phytosanitaires entre les produits européens et sud-américains[48].

Cependant, les controverses agricoles dans le cadre du commerce international ne se limitent pas exclusivement à l'accord UE-Mercosur. La question de

---

45 Dimitri Senny et Etienne Verhaegen, « Accord de libre-échange UE-Mercosur: analyse et impacts des discours de défense et d'opposition » à la p 51.

46 Bryan Harris, Anna Gross et David Keohane, « Environmental criticism mounts over EU-South America trade deal » (2019) Financial Times, sect Global Trade.

47 Philippe Vincent, « Les nouveaux accords commerciaux conclus par l'Union Européenne » (2021) Numéro spécial, Cahiers de Science politique de l'Université de Liège 54 à la p 73.

48 Christophe Ventura, « UE / MERCOSUR: Un engagement à l'épreuve du temps » (2018) IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) la p 7.

teseopress.com

l'agriculture est une question particulièrement spécifique dans le commerce international. Suite aux difficultés rencontrées dans le cadre du cycle de Doha, les défis concernant l'ouverture des marchés agricoles se situent principalement du côté européen dans le cadre de l'accord UE-Mercosur.

Dans le domaine agricole, le bloc européen offrira un accès préférentiel pour 99 % des échanges avec le Mercosur, en éliminant les droits de douane pour 84 % des importations et, pour le reste, par le biais de quotas ou de préférences fixes[49]. Les réactions sont basées sur le déséquilibre sectoriel que constituent les deux blocs. D'un côté, c'est l'agriculture locale qui n'est pas compétitive face à l'agrobusiness du Mercosur[50]. Et de l'autre côté, la qualité des produits du Mercosur est un sujet de préoccupation, car les réglementations en matière d'élevage ne sont pas les mêmes des deux côtés de l'Atlantique. C'est un problème relatif aux conditions de production, de la qualité et des normes des produits alimentaires qui feront l'objet d'échanges[51].

Ainsi, il y a une contestation constante de la part des européens concernant la qualité des produits qui rentreraient à son marché du fait des accords de libre-échange. Toutefois, si la viande bovine est la source de contestations de l'accord UE – Mercosur. Des accords avec des partenaires plus proches en termes de règlementations ont aussi subi les mêmes contestations. Par

---

49 Laurita Botero Botero et María Florencia Guzmán, « Comercio agrícola en el tratado de asociación estratégica entre Unión Europea y MERCOSUR: el talón de Aquiles del acuerdo o la razón de la unión? » (2020) 8:16 Revista de la Secretaría del Tribunal Permanente de Revisión 163 à la p 168.

50 Xavier Dupret, « Traité UE-Mercosur, une menace? » (2020) 2:2 La Revue Nouvelle 13.

51 Thierry Pouch, « UE-Mercosur : un accord à la Janus » (2019) 377:5 Paysans société 5.

teseopress.com

exemple, une des raisons de l'opposition à l'AECG[52] signé avec le Canada était liée aux conditions de production du maïs ou du blé dur[53].

Ces préoccupations ont été surmontées lors des négociations, grâce à la mise en œuvre de certains mécanismes. L'accord conditionne l'entrée des produits agricoles au respect des normes européennes. Par le biais du chapitre concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires, il est établi que « Les produits exportés d'une partie doivent satisfaire aux exigences SPS applicables de la partie importatrice »[54]. À cela s'ajoute une clause spéciale concernant la reconnaissance de la situation en matière de santé animale et d'organismes nuisibles aux végétaux et des conditions régionales[55].

Cependant, ces mesures prévues par l'accord ne suffisent pas à calmer les esprits politiques à son encontre. L'accord en vue entre les deux entités suscite de nombreuses réactions hostiles. En Europe, les filières agricoles – notamment les éleveurs – en France, en Irlande ou en Allemagne s'inquiètent[56].

2.2. Blocage de ratification : les différents niveaux d'intégration régionale

Un autre problème qui a fait stagner les négociations et qui bloque actuellement la signature de l'accord est lié

---

52 *Accord Économique et Commercial Global, Union Européenne et Canada*, 30 octobre 2016 (entrée en application provisoire le 21 septembre 2017).

53 *Ibid*.

54 *Trade part of the EU-Mercosur Association Agreement*, *supra* note 32, ch *Sanitary and phytosanitary measures*, art 2.

55 *Ibid*, art 10.

56 Christophe Ventura, « UE / MERCOSUR: Un engagement à l'épreuve du temps » (2018) Institut de relations internationales et stratégiques à la p 7.

aux asymétries existantes entre les deux blocs[57], asymétries juridiques, mais aussi politiques et économiques. Ces difficultés existaient au début des négociations et se sont aggravées avec le temps. Par exemple, l'Union européenne a le double de la population du Mercosur, néanmoins, elle représente un tiers de sa superficie[58]. En effet, le commerce entre l'Europe et le Mercosur « a été caractérisé par la différence des volumes relatifs des flux »[59].

Pendant les 20 ans de négociations, les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine ont été marquées par des hauts et des bas. Malgré leurs liens historiques et culturels, l'intérêt de l'Union européenne pour l'Amérique latine a connu des étapes politiques où la présence européenne est considérée comme une nécessité géopolitique, tandis que d'autres fois ces relations ne faisaient pas partie des priorités de l'Union en tant qu'acteur international.

Dans les années 80, il existait un certain nombre de facteurs qui rendaient un rapprochement entre l'Union européenne et l'Amérique latine favorable[60]. D'une part, des pays historiquement liés à la région, comme l'Espagne et le Portugal, faisaient leur entrée dans la Communauté économique européenne. À cela s'ajoute le fait que le Cône sud connaissait un mouvement de démocratisation et de relance économique après la période de dictatures qui a secoué la région.

---

57 Detlef Nolte et Clarissa Correa Ribeiro Neto, « Mercosur and the EU: The False Mirror » (2021) 112 Lua Nova: Revista De Cultura E Política 87 à la p 93.

58 *Álvarez et Zelicovich*, *supra* note 20 à la p 120.

59 *Ibid*.

60 Jérémie None, « UE-MERCOSUR : vers un accord d'association subrégional ? Bilan, enjeux et perspectives » (2012) 1 La Chronique des Amériques (Observatoire des Amériques), à la p 1.

teseopress.com

Les négociations, qui ont duré vingt ans et se sont achevées en 2019, n'ont toutefois pas abouti à un résultat aussi ambitieux que prévu au début des négociations. En effet, à la suite de la relance des années 90 et à l'enthousiasme suscité par la perspective d'une intégration bi-régionale à travers un accord d'association interrégionale, les relations entre le Mercosur et l'Union européenne ont été reléguées à un niveau de priorité dangereusement bas dans l'agenda de l'Union[61].

Pendant vingt ans, la capacité à conclure des accords concrets et à atteindre les objectifs fixés a été questionnée. Les négociations n'ont pas été faciles et plusieurs défis ont dû être surmontés. En effet, « Les principales pierres d'achoppement observées ont trait aux stratégies de négociation ainsi qu'aux préoccupations de part et d'autre sur les offres d'accès aux marchés »[62].

De plus, au niveau juridique, les deux organisations présentent des différences fondamentales. Le Mercosur est une organisation d'intégration régionale à caractère imparfait car la création d'une union douanière est incomplète, notamment en raison du phénomène de double encaissement des tarifs de douane. Ainsi, il ne constitue pas un exercice d'intégration régionale au même niveau d'approfondissement que l'Union Européenne. En effet, l'intégration régionale du cône sud a été marquée par la résistance de ses États membres à céder leur souveraineté sur certains aspects. Le Mercosur a dû approfondir son intégration régionale avant de pouvoir agir en tant qu'entité internationale capable de négocier en bloc avec une autre intégration régionale, dont les institutions et le fonctionnement institutionnel

61 Alfredo Valladão, « Chapitre 1. Les relations Union européenne-Mercosur après Seattle » dans *Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur*, Académique, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, 29, à la p 44.

62 *None*, *supra* note 60.

teseopress.com

et économique sont mieux établis. Même s'il a été créé sur la base du modèle institutionnel et économique de l'Union européenne, il ne s'agit pas d'une intégration économique ayant le même degré d'approfondissement et d'institutionnalisation.

Néanmoins, le caractère imparfait du Mercosur n'est pas un problème actuellement. Étant donné qu'il a toujours été régi par consensus, les États parties du Mercosur sont cohérents avec ces engagements et espèrent continuer avec le processus de signature et ratification de l'accord. En effet, le Mercosur a toujours eu un caractère intergouvernemental, cela signifie que le processus de ratification des traités ne pose pas de difficultés particulières.

Cependant, ce n'est pas le cas de l'Union européenne, dont la procédure repose sur une éventuelle ratification par les parlements des États membres. Cette approche apparaît comme un affaiblissement de son pouvoir de négociation et de son unité en tant qu'entité supranationale. Ainsi, l'Union européenne, qui se distingue par sa logique de supranationalité et son statut d'acteur international unique, fait face à une contestation particulièrement vive de la part de certains de ses États membres en raison du contenu du traité. L'Autriche, la France, la Belgique et les Pays-Bas ont déjà averti qu'ils s'opposeraient à l'entrée en vigueur de l'accord[63]. En raison du partage de compétences entre l'Union européenne et ses États membres, la ratification de l'accord se trouve dans une impasse.

En ce qui concerne la procédure d'entrée en vigueur des accords internationaux au sein de l'Union européenne, celle-ci est bien plus complexe que dans le

63 « La Wallonie va-t-elle bloquer à elle seule l'accord UE-Mercosur? » BFM BUSINESS sect Union européenne.

teseopress.com

cas du Mercosur, en raison de cadres normatifs d'une grande complexité[64]. L'Union européenne fonctionne sur la base d'un processus de transfert de compétences des États membres vers une entité supranationale, ce qui implique que l'entrée en vigueur des accords conclus par l'organisation internationale suive une procédure spécifique.

Un accord de nouvelle génération, comme l'accord de principe en matière commerciale entre l'Union européenne et le Mercosur, en raison de son contenu innovant, dépasse la compétence exclusive de l'Union européenne[65]. C'est la raison pour laquelle il devrait être ratifié par tous les parlements des 27 États membres. Or, en conséquence des contestations politiques contre l'accord, l'avancée de la procédure de ratification est incertaine. Ainsi, un processus de vérification juridique et de traduction, qui prend normalement 6 mois, traîne depuis plus de 4 ans, dans l'attente d'un environnement politique propice à la ratification. Depuis son annonce, les contestations et oppositions au sein des blocs économiques sont devenus de plus en plus importantes. Ce qui a provoqué une vague d'annonces de la part des

64 Nicolas de Sadeleer, « Une épée de Damoclès pesant sur le futur accord commercial UE-Mercosur? » (2020) 1 Blogdroiteuropéen Working Paper.

65 Cette complexité a déjà été rencontrée au sein de l'Union lors de précédents accords commerciaux de nouvelle génération. Par exemple, lors de l'accord UE-Singapour, des questions ont émergé quant à la capacité de l'Union européenne à conclure l'accord seule, ou si le processus de ratification nécessitait la participation des États membres en raison de compétences partagées. Alors que la Commission a soutenu que l'Union pouvait conclure l'accord seule, le Conseil et plusieurs États membres ont estimé qu'il s'agissait d'un accord comportant des dispositions relevant d'une compétence partagée. Cette situation illustre les défis liés à la délimitation des compétences et à la procédure de ratification au sein de l'Union européenne.

teseopress.com

gouvernements et du Parlement européen s'opposant à sa ratification et à son entrée en vigueur « en l'état »[66].

Toutefois, avec le changement de paradigme politique au Brésil, les parties espèrent trouver un moyen de sortir du nœud politique dans lequel se trouve l'accord. Ainsi, le président argentin Alberto Ángel Fernández au palais présidentiel Casa Rosada en présence d'Ursula von der Leyen[67] a déclaré que « C'est à nous et à l'Europe de lever les obstacles, et si la volonté politique existe, ce n'est pas si difficile ». En effet, ce qui bloque l'accord selon les Européens concerne les politiques environnementales du pouvoir politique brésilien. Avec la montée au pouvoir du gouvernement de Lula da Silva, l'environnement politique est amené à changer.

Conclusion

Nous avons abordé la situation actuelle de l'accord de principe en matière commerciale entre l'Union européenne et le Mercosur. Ce premier accord de commerce bi régional de l'histoire présente des avancées remarquables dont on peut tirer de nombreuses leçons. Tant sur le plan des négociations que des résultats concrets, une analyse approfondie de cet exercice juridique nous amène à nous demander si ce type de négociations ne pourrait pas être une voie pour faire face au phénomène de « bol de spaghetti » généré par la crise du multilatéralisme actuelle.

Cependant, il est indéniable que l'avenir de cet accord est incertain. Sa future ratification rencontre

66 UE, Parlement Européen, communiqué, octobre 2021.

67 Valentine Neirinck-Fauvelle « En visite en Amérique du Sud, Ursula von der Leyen espère l'aboutissement de l'accord UE Mercosur cette année » Toutel'europe Sect Commerce international.

les mêmes problématiques que la sphère multilatérale, adaptées à un contexte régional. Ce blocage reflète les difficultés actuelles à parvenir à des accords commerciaux dans un contexte marqué par le nationalisme et le protectionnisme croissant.

Il est ainsi crucial de réaliser une analyse des processus de négociation, car cela permet d'évaluer les avancées réalisées dans cet exercice juridique bilatéral entre deux organisations internationales. Malgré les controverses et les obstacles, la promesse de ce qui a été négocié persiste. Les transformations dans la politique interne des pays signataires vers un changement de paradigme politique nous donnent de l'espoir pour surmonter cette crise.

Bibliographie

Traités

Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour, 19 octobre 2018, JO L294/3 (entrée en vigueur : 21 novembre 2019) [Accord de libre-échange UE-Singapour].

Accord Économique et Commercial Global, Union Européenne et Canada, 30 octobre 2016 (entrée en application provisoire le 21 septembre 2017)

Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, 27 juin 2012

Trade part of the EU-Mercosur Association Agreement, Union Européenne – MERCOSUR (28.6.2019), CIRCABC.

Documents gouvernementaux

MERCOSUR – *Acuerdo de Asociación Estratégica MERCOSUR – UE, resumen informativo elaborado por el Gobierno Argentino*, 2019.

Banco de España – Rodolfo Campos, Marta Suérez-Varela et Jacopo Timini, « El acuerdo comercial UE – MERCOSUR y su impacto sobre las emisiones de CO2 » (2022) 1 Artículos Analíticos: Boletín Económico

Banco de España Jacopo Timini et Francesca Viani, « El tratado de libre comercio entre la UE y el Mercosur : principales elementos et impacto económico » Articulos analíticos:1/2020 Boletín Económico

UE – Commission, Communiqué de presse, *L'UE et le Mercosur concluent un accord commercial*, Bruxelles, le 28 juin 2019

UE – Commission, Communiqué de presse, *L'UE et le Mercosur concluent un accord commercial*, Bruxelles, le 28 juin 2019

Monographies

Azevedo, Belisario et al, *Acuerdo de Asociación Mercosur-Unión Europea*, par Belisario de Azevedo et al, DOI.org (Crossref), Instituto para la Integracion de América Latina y el Caribe, Sector de Integración y Comercio IDB-TN-01701, Banco Interamericano de Desarrollo, 2019.

Martucci, Francesco, *Droit de l'Union européenne*, 3e édition. éd, Hypercours Dalloz cours & TD, Paris, Dalloz, 2021

The London School of Economics and Political Science, *Sustainability Impact Assessment in Support of the Association Agreement Negotiations between the European Union and Mercosur*, LU, Publications Office, 2020.

Toscano Franca, Marcílio Lucas Lixinski et María Belén Olmos Giupponi, *The law of MERCOSUR*, Oxford, Hart Publishing, 2010

Chapitres de livre, articles de revue et entrées d'encyclopédie

Abdelkhaleq, Berramdane, « L'accord UE – mercosur » (2022) 656 Revue de l'Union européenne 172.

Álvarez, Maria Victoria et Juleita Zelicovich « El acuerdo Mercosur – Union europea : Un abordaje multicausal de la conclusion del proceso négociador » (2020) 44 Relaciones internacionales 107.

Bas Vilizzio, Magdalena « Acuerdo Mercosur-Unión Europea: Sombras y Ausencia de la solución de controversias inversor-Estado » (2019) 21 Documentos de Trabajo Fundación Carolina.

Botero Botero, Laurita et María Florencia Guzmán, « Comercio agrícola en el tratado de asociación estratégica entre Unión Europea y MERCOSUR: el talón de Aquiles del acuerdo o la razón de la unión ? » (2020) 8:16 Revista de la Secretaría del Tribunal Permanente de Revisión 163.

Deluca, Santiago-Ortiz et Godofredo Agustín, « El arbitraje entre bloques de integración. El sistema de solución de controversias del acuerdo Mercosur-Unión Europea» (2020) 9:17 Revista Juridica Franco- Argentina 104.

Dupret, Xavier « Traité UE-Mercosur, une menace? » (2020) 2:2 La Revue Nouvelle 13.

Malamud, Andrés, « Assessing the Political Dialogue and Cooperation Pillar of the EU-Mercosur Association Agreement: Towards a Bi-Regional Strategic Partnership? » (2022) Think Tank-European Parliament

Mondido, Lisandro et Anahí Rampini « Acuerdo Mercosur- Union Europea inter regionalismo del siglo XXI » (2019) Informe del centro de estudios economicos y sociales Scalabrini Ortiz (CESO).

Neframi, Eleftheria « L'Union Européenne et les accords de libre-echange de nouvelle génération. Quelle efficacité d'action d'une Union à compétence limité? » (2018) XIX Annuaire Français des Relations Internationales 517.

Nolte, Detlef et Clarissa Correa Ribeiro Neto « Mercosur and the Eu: The False Mirror » (2021) 112 Lua Nova: Revista De Cultura E Política 87.

None, Jérémie, « UE-MERCOSUR : vers un accord d'association subrégional? Bilan, enjeux et perspectives » (2012) 1 La Chronique des Amériques (Observatoire des amériques).

Ouellet, Richard, « Régionalisme économique : Une solution insuffisante à la panne du multilatéralisme » dans Olivier Delas, Olivier Bichsel et Baptiste Jouzier, dir, *L'après COVID 19 : Quel multilatéralisme face aux enjeux globaux? Regards croisés : Union européenne – Amérique du nord- Asie,* Éditions Bruyland, 2021, 419.

Pouch, Thierry, « UE-Mercosur : un accord à la Janus » (2019) 377:5 Paysans société 5.

Valladão, Alfredo, « Chapitre 1. Les relations Union européenne-Mercosur après Seattle » dans *Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur*, Académique, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 29.

Ventura, Christophe, « UE / MERCOSUR : Un engagement à l'épreuve du temps » (2018) IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques).

Vincent, Philippe, « Les nouveaux accords commerciaux conclus par l'Union européenne » (2021) Numéro

spécial, Cahiers de Science politique de l'Université de Liège 54.

Article de presse

« La Wallonie va-t-elle bloquer à elle seule l'accord UE-Mercosur? », éd BFM BUSINESS sect Union européenne, en ligne: <bfmtv.com/economie/economie-social >.

« Pesticides, travail forcé, logements insalubres… Des syndicats dénoncent les pratiques imposées à des fournisseurs brésiliens de McDonald's » (2022) Franceinfo, en ligne: <francetvinfo.fr/monde/bresil/pesticides-travail-force-logements>.

« Amazonía, una selva en nueve países » (2021) El Tiempo Sect Medio Ambiente, en ligne: <eltiempo.com/vida/medio-ambiente/que-paises-tienen-parte-del-amazonas-591637>.

Albertoni, Nicolás et Andrés Malamud, « La Unión europea y América latina: de sueño a pesadilla » (2020) The New York Times, en ligne: <nytimes.com/es/2020/09/14/espanol/opinion/mercosur-union-europea.html>.

Harris, Bryan, Anna Gross et David Keohane, « Environmental criticism mounts over EU-South America trade deal » (2019) Financial Times, sect Global Trade, en ligne <ft.com/content/055ac66c-9d9e-11e9-9c06-a4640c9feebb>.

Papaleo, Cristina, « América latina necesita una nueva cultura del agua » (2023) Ed DW, sect Naturaleza y Medio ambiente, en ligne : <dw.com/es/am%C3%A9rica-latina-n>.

Sources électroniques

Affaires mondiales Canada, « Accord de libre-échange entre le Canada et le Mercosur » (2016), en ligne : <international.gc.ca/trade-commerce/>.

Valentine Neirinck-Fauvelle, « En visite en Amérique du Sud, Ursula von der Leyen espère l'aboutissement de l'accord UE Mercosur cette année », Toutel'europe, sect Commerce international, en ligne : <touteleurope.eu/environnement/e>.

Autres sources

Senny, Dimitri et Etienne Verhaegen, « Accord de libre-échange UE-Mercosur : analyse et impacts des discours de défense et d'opposition ».

L'encadrement juridique de la production d'insectes destinée à la consommation humaine, une approche comparée entre l'Union européenne et l'Asie du Sud-Est

Andréa Phonsavanh SIMONNET

Résumé

Garantir la sécurité alimentaire d'une population croissante, tout en préservant la durabilité des systèmes alimentaires mondiaux, représente un défi d'ampleur appelant des actions communes. Les insectes comestibles, intégrés depuis longtemps dans les traditions alimentaires de la plupart des régions du monde, dont l'Asie du Sud-Est, émergent en tant qu'option prometteuse. L'Union européenne est le premier ensemble régional à encadrer la mise sur le marché d'insectes comestibles, à travers le règlement européen sur les nouveaux aliments, entré en vigueur au 1er janvier 2018. Il leur consacre ainsi explicitement le statut de denrée alimentaire, et les soumet à une procédure d'autorisation de mise sur le marché spécifique. Ce règlement offre des opportunités considérables pour l'industrie émergente de l'élevage d'insectes du Sud-est asiatique. La reconnaissance explicite des insectes et de leurs parties en tant que nouvelle denrée alimentaire possible, ainsi que la procédure simplifiée d'approbation de notification d'aliments traditionnels en provenance d'États tiers, ouvrent des perspectives de commerce international

encourageantes pour l'industrie. Celles-ci sont cependant conditionnées par des normes européennes strictes en matière de sécurité sanitaire. L'Union propose un marché attractif à même de stimuler une amélioration des standards de l'industrie, comme cela peut-être le cas en Thaïlande. Elle ne résout toutefois que partiellement les entraves, induites par l'informalité dans laquelle opère cette industrie, à son intégration au commerce international. Le potentiel de développement international pour les acteurs du domaine appelle davantage de réglementations aux échelles locales et internationales afin de normaliser cette industrie.
Mots-clés : Règlement européen sur les nouveaux aliments, insectes comestibles, Union européenne, Asie du Sud-Est.

Abstract

Ensuring food security for an ever-growing global population, while maintaining sustainable food systems is a challenge requiring collective actions. Edible insects, which have long been integrated within traditional food regimes in most of the world's regions, including Southeast Asia, have been emerging as a promising option. The European Union (EU) is the first regional organization to regulate the placement of edible insects on its market through the scope of the European regulation on novel foods, which entered into force on January 1st, 2018. This regulation explicitly allows them to be identified as foodstuff, while submitting their placement on the market to a specific authorization procedure. This regulation also offers considerable opportunities for the emerging insect farming industry in Southeast Asia. The

explicit recognition of insects and their parts as a possible new food, as well as the simplified procedure regarding traditional food coming from third countries, unfolds encouraging international trade perspectives for the industry. Those are nevertheless conditioned by strict European food safety norms. The EU indeed offers an attractive market, stimulating an improvement of the industrial standards, such as in the case of Thailand. This is however only a partial solution to the impediments, arising from the informality of this industry, to its full integration within international trade. The international development's potential for the sector's stakeholders calls for more local and international regulations, in order to normalize this industry.
Keywords: Novel food regulation, Edible insects, European Union, Southeast Asia.

Le 24 janvier 2023, la Commission européenne autorise par règlement d'exécution la mise sur le marché européen pendant cinq ans, de la poudre d'*Acheta domesticus,* de grillons domestiques partiellement dégraissés, par la société vietnamienne Cricket One Asia[1]. Cette poudre se destine à être incorporée par l'industrie agroalimentaire au sein de différents types de préparation, dont des petits pains, des barres de céréales, ou encore des biscuits secs, destinés à la consommation humaine. Cette autorisation interpelle au sein des classes politiques européennes[2]. L'information d'une ambition dissimulée

1 UE, *Règlement (UE) d'exécution 2023/5 de la Commission du 3 janvier 2023 autorisant la mise sur le marché de la poudre d'Acheta domesticus (grillons domestiques) partiellement dégraissés en tant que nouvel aliment et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2017/2470*, [2023], JO L 2/9.

2 Euractiv avec AFP, « Misinformation swirls over EU edible insects » (2023).

de l'Union européenne (UE ou Union) de contraindre les consommateurs européens à manger des insectes à leur insu est alors largement relayée sur les réseaux sociaux, alertant une part de l'opinion publique européenne[3]. À l'examen des règlementations européennes encadrant strictement la mise sur le marché européen des insectes, cette crainte semble pourtant infondée.

L'Union européenne a, en effet, instauré un cadre de règles en matière alimentaire des plus aboutis à l'échelon régional. Ses origines remontent au traité de Rome de 1957, qui établit notamment la première version de la politique agricole commune (PAC)[4]. Largement étendue depuis, la législation alimentaire européenne couvre désormais différents aspects du domaine, dont la sécurité sanitaire des aliments et le commerce international des denrées alimentaires. Elle intègre quarante ans plus tard, en 1997, les innovations dans ce secteur à travers le règlement (CE) 258/97 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires[5]. Conduit par des objectifs de protection de la santé publique[6], ce règlement fixe les conditions d'autorisation de mise sur le marché européen d'aliments dont la consommation était restée jusqu'alors négligeable[7] en Europe.

---

3 Euronews avec AFP, « Fact-Checking : l'Union européenne va-t-elle nous obliger à manger des insectes? » (2023).

4 CE, *Traité instituant la Communauté économique européenne*, signé à Rome, 25 mars 1957, 298 UNTS 11, art 38.

5 CE, *Règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires,* [1997], JO L 043.

6 Marine Friant-Perrot, « Analyse des risques liée aux nouveaux aliments » dans De Grove-Valdeyron Nathalie, dir, *Innovation et analyse des risques dans le domaine de la santé et des produits de santé dans l'Union européenne. Regards croisés* (2020) Cahier Jean Monnet 8, IRDEIC/CEEC, à la p 1.

7 Voir CE, *Règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires,* [1997], JO L 043, art 1.2.

teseopress.com

Il implique alors un système de double évaluation des risques, nationale et communautaire. Le règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments[8] le remplace à partir du 1er janvier 2018 et uniformise ce dispositif à l'échelle européenne, en vue d'optimiser la temporalité et la gestion des demandes[9]. Lorsque cela est prévu, la Commission européenne confie l'expertise scientifique du dossier à l'autorité européenne de la sécurité des aliments (EFSA), qui conditionne l'octroi de son autorisation.

Les orientations des politiques européennes alimentaires et leurs cadres tendent à répondre aux besoins évolutifs de la population. En ce sens, le Pacte vert européen, stratégie adoptée par la Commission européenne en 2019, expose l'ambition de l'Union de rendre la croissance économique plus durable et neutre d'ici 2050. Elle y propose déjà de promouvoir « la production et l'utilisation de nouvelles sources de protéines » afin « d'atténuer la pression sur les terres agricoles »[10]. La stratégie de la ferme à la table[11] adoptée en 2020 se concentre sur l'objectif d'amélioration de la durabilité des systèmes alimentaires. Dans ce cadre, elle identifie spécifiquement

8 UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, modifiant le règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 1852/2001 de la Commission,* [2015], JO L 327.

9 Voir *Friant-Perrot*, *supra* note 6, à la p 6.

10 UE, *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Le Pacte vert pour l'Europe,* [2019], COM(2019) 640 final.

11 UE, *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Une stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement*, [2020], COM(2020) 381 final.

teseopress.com

les protéines dérivées d'insectes comme sources de protéines de substitution[12] afin de soutenir la durabilité de la production alimentaire. De par la nature récente de ce domaine en Europe, les insectes comestibles entrent dans la catégorie des nouveaux aliments[13]. En tant que tels, ils sont par ailleurs soumis aux mêmes règles que les autres denrées alimentaires au sein du marché intérieur, conformément aux dispositions prévues dans le règlement (CE) 178/2002 portant sur les principes généraux de la législation alimentaire européenne[14].

L'entomophagie, qui correspond au fait de consommer des insectes[15], serait en outre une innovation à même de répondre à la nécessité de concevoir des alternatives alimentaires durables afin de pouvoir nourrir la population mondiale croissante, dont il est estimé qu'elle atteindra neuf milliards d'habitants d'ici à 2050[16]. L'entomophagie, envisagée pour l'humain et l'animal, particulièrement d'élevage, soulève de nombreuses problématiques sociétales et de questions innovantes. Les insectes constituent une source de protéines intéressante de par leurs apports nutritionnels, notamment en lipides, mais également par leurs avantages environnementaux. Ils génèrent moins de gaz à effet de serre

12 *Ibid*.

13 Voir UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8 au préambule (2).

14 CE, *Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,* [2002], JO L 031.

15 FAO, dir, *Insectes comestibles : perspectives pour la sécurité alimentaire et l'alimentation animale*, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2014.

16 *Ibid*.

teseopress.com

qu'un élevage de bétail traditionnel et permettent une utilisation des terres plus efficace car requérant moins d'espace[17]. En ce sens, la publication en 2013 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) d'un ouvrage sur les potentialités offertes par les insectes comestibles pour la sécurité alimentaire mondiale[18], consacre leur place au sein des débats relatifs aux protéines de substitution à la viande[19]. Cette pratique alternative, pourtant classique dans certaines régions du globe, est encore loin de faire l'unanimité au sein de la société européenne[20], où les insectes ont été traditionnellement absents des régimes alimentaires.

Les données statistiques disponibles sur le nombre réel de consommateurs réguliers d'insectes à travers le monde varient, en raison de l'informalité qui accompagne cette pratique. Partagés principalement entre l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie[21], ils sont estimés entre plusieurs centaines de milliers et deux milliards

17 *Ibid*.

18 La sécurité alimentaire est à distinguer de la sécurité sanitaire. Selon la définition donnée par la FAO, lors du sommet mondial de l'agriculture en 1996, elle vise à garantir que « tous les êtres humains », aient « à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». FAO, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*, [1996], Rome.

19 Giovanni Sogari et al, « Consumer Perceptions and Acceptance of Insects as Feed and Food: Current Findings and Future Outlook » dans Lucia Scaffardi et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022, à la p 148.

20 En 2020, seul 10,3 % des personnes sondées par le Bureau européen des unions de consommateurs accepteraient de substituer les insectes à la viande. Voir en ce sens Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), « One bite at a time: consumers and the transition to Sustainable food, Analysis of a survey of European consumers on attitudes towards sustainable food » (2020).

21 Arnold Van Huis et al, « How many people on our planet eat insects: 2 billion? » (2022) 8:1 JIFF 1–4.

teseopress.com

selon les analystes[22]. L'Asie Pacifique domine largement le marché mondial des insectes en matière de revenus[23], et l'Asie du Sud-Est est considérée comme étant l'un des berceaux de l'industrie des insectes[24]. Récoltés à l'origine depuis des centaines d'années, la pratique de l'entomoculture, soit l'élevage d'insectes, s'est particulièrement répandue au Laos, en Thaïlande et au Vietnam[25].

Destinés d'abord uniquement au marché domestique et éventuellement au commerce extérieur intrarégional[26], les insectes comestibles d'Asie du Sud-Est sont désormais susceptibles de répondre à une demande internationale croissante. Cette opportunité s'inscrit dans un contexte d'interdépendance croissante des systèmes alimentaires exposés à des risques environnementaux et sanitaires, toujours plus importants. À l'instar du cas de l'entreprise vietnamienne Cricket One, les autorisations de mise sur le marché de produits issus des insectes du Sud-est asiatique[27] interviennent dans un contexte de resserrement des liens économiques et commerciaux entre l'UE et les États membres de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)

---

22 *Ibid.*

23 Simone Mancini et al, « Exploring the Future of Edible Insects in Europe » (2022) 11:3 Foods 455, 1–12.

24 Nathan Preteseille et al, « Insects in Thailand: National Leadership and Regional Development, from Standards to Regulations Through Association » dans Afton Halloran et al, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Springer International Publishing, (2018), à la p 441.

25 FAO, dir, *Insectes comestibles : perspectives pour la sécurité alimentaire et l'alimentation animale*, *supra* note 15.

26 *Ibid* à la p xvi.

27 Voir art 24, annexe XV, UE, *Règlement d'exécution (UE) 2021/404 de la Commission du 24 mars 2021 établissant les listes des pays tiers, territoires et zones de pays tiers et territoires en provenance desquels l'entrée dans l'Union d'animaux, de produits germinaux et de produits d'origine animale est autorisée conformément au règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil*, JO L114, (31 mars 2021).

teseopress.com

formalisé de la manière la plus avancée par des accords de libre-échange avec certains États de la région[28].

L'entomophagie en Asie du Sud-Est est caractérisée par un haut degré d'informalité, qui se reflète dans les informations lacunaires disponibles sur le nombre et le type d'insectes réellement consommés[29] ainsi que dans les cadres juridiques respectifs des États de la région[30]. À l'exception de la Thaïlande, ils n'identifient et n'encadrent pas spécifiquement la production et la consommation d'insectes. En dépit des potentialités nutritionnelles, environnementales et commerciales proposées, l'entomophagie historique en Asie du Sud-Est souffre d'un cadre juridique insuffisant qui entrave le développement de l'industrie d'élevage d'insectes[31]. Elle connaît même un recul expliqué partiellement par l'influence occidentale[32] et l'amélioration du niveau de vie local sur les changements des habitudes alimentaires des consommateurs asiatiques.

---

28 *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour*, [2019], JO L 294 et *Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam*, [2020], JO L 186.

29 Nanna Roos, « Insects and human nutrition » dans Afton Halloran et al, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Cham, Springer International Publishing, (2018) à la p 85.

30 Voir Annexe – Cadres réglementaires applicables aux insectes comestibles de l'Union européenne, du Laos, de la Thaïlande et du Vietnam.

31 Anu Lähteenmäki-Uutela, Siva Barathi Marimuthu et Nathan Meijer, « Regulations on insects as food and feed: a global comparison» (2021) 7:5 JIFF 849, à la p 854.

32 Voir en ce sens : Gallen, Céline, Gaëlle Pantin-Sohier et Dominique Peyrat-Guillard, « Les mécanismes cognitifs d'acceptation d'une innovation alimentaire de discontinuité : le cas des insectes en France » (2019) 34:1 Recherche et Applications en Marketing (French Edition) à la p 3 ; Hubert Barennes, Maniphet Phimmasane et Christian Rajaonarivo, « Insect Consumption to Address Undernutrition, a National Survey on the Prevalence of Insect Consumption among Adults and Vendors in Laos » (2015) 10:8 PLoS ONE e0136458 1–16 ; *Van Huis et al*, *supra* note 21.

teseopress.com

Ainsi, salués pour leurs apports nutritionnels, les bénéfices environnementaux et les perspectives économiques d'une industrialisation de leur élevage à grande échelle, les insectes comestibles interrogent par les problématiques sanitaires (hygiène alimentaire, allergènes) et d'ordre sociologique (néophobies)[33] qu'ils soulèvent. L'Union européenne, qui ambitionne de montrer l'exemple au plan international des bonnes pratiques en termes de normes alimentaires[34], se confronte à l'expérience largement avertie, mais informelle de l'Asie du Sud-Est en matière de consommation d'insectes. D'une part, l'Union européenne recherche des solutions pour rendre les systèmes alimentaires plus durables, accroissant ses besoins en solutions alternatives. Elle dispose en outre de la capacité règlementaire, du poids pour soutenir cette alternative et la défendre auprès des instances multilatérales, à l'image du forum du Codex alimentarius[35]. D'autre part, l'Asie du Sud-Est souffre d'un cadre règlementaire de la production d'insectes comestibles peu formalisé. Celui-ci ne permet pas encore le déploiement de cette solution à grande échelle et une expansion du secteur suffisante pour alimenter significativement l'économie des pays de la région. Pourtant, l'entrée en vigueur du règlement européen sur les nouveaux aliments en 2018, marque un potentiel tournant pour l'industrie d'élevage des insectes du Sud-est asiatique et le marché européen en clarifiant le statut des

33 FAO, dir, *Looking at edible insects from a food safety perspective: challenges and opportunities for the sector*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2021, à la p 45.

34 UE, *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Une stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement*, [2020], COM(2020) 381 final.

35 CE, *2003/822/CE: Décision du Conseil du 17 novembre 2003 relative à l'admission de la Communauté européenne la commission du Code alimentaire,* [2003], JO L 309.

teseopress.com

insectes comestibles. Cette situation invite à interroger la manière dont cette innovation juridique alimentaire européenne est à même de favoriser l'essor de l'industrie des insectes comestibles en Asie du Sud-Est, en faveur de la durabilité des systèmes alimentaires.

Le règlement européen sur les nouveaux aliments propose des éléments de clarifications essentiels qui laissent entrevoir des possibilités de mise en valeur de l'expérience et de la production d'insectes en Asie du Sud-Est (2), cette dernière rencontrant des difficultés institutionnelles dans la saisie de l'opportunité de l'intérêt croissant du marché européen pour les insectes comestibles (3).

1. Des innovations législatives européennes suggérant des opportunités pour le développement du marché des insectes d'Asie du Sud-Est

1.1. La reconnaissance explicite des insectes et des aliments issus des traditions des pays tiers par le règlement européen sur les nouveaux aliments

Si l'appellation « innovation » pour désigner l'entomophagie peut, de prime abord, paraître paradoxale pour le consommateur asiatique, elle est considérée en tant que telle par le droit dérivé de l'Union européenne[36]. Elle

36 Dans le cadre de ses conclusions sur l'affaire Entoma, l'avocat général M. Bobek, soulève l'ambiguïté de la catégorisation des insectes en tant que nouvel aliment, clarifiée par le règlement européen de 2015 sur les nouveaux aliments, qu'il met en perspective avec l'histoire de l'entomophagie à l'échelle de l'humanité. Voir en ce sens UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8 au préambule (8) et CJUE, *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation,* Conclusions de l'avocat général, C-526/19, [2020], ECLI:EU:C:2020:552 au para. 1 ; Volpato, Annalisa, « Novel Foods in

représente une nouveauté au sens de la définition posée par le règlement sur les nouveaux aliments de par sa consommation peu significative sur le continent européen avant le 15 mai 1997[37]. Au regard du droit de l'UE, le domaine de l'entomophagie est en effet si récent, que les insectes ne sont pas couverts, même selon une mention implicite, par le champ d'application du règlement de 1997[38]. Ce n'est qu'à partir de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2018 du règlement européen 2015/2283 relatif aux nouveaux aliments que leur statut de denrée alimentaire, au sens du règlement européen 278/2002[39], est véritablement reconnu. Le règlement relatif aux nouveaux aliments intègre explicitement « les insectes et leurs parties » au sein de son champ d'application[40]. Les nouveautés législatives qu'il prévoit visent non seulement à refléter les progrès technologiques du

---

the EU Integrated Administrative Space: An Institutional Perspective » dans Lucia Scaffardi et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022, à la p 19.

37 Voir UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8 au préambule (7).

38 Voir CJUE, *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation,* Conclusions de l'avocat général, *supra* note 36, et *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation*, Arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne, C-526/19, [2020], ECLI:EU:C:2020:769 aux para 44 et 46.

39 La denrée alimentaire au sens du droit de l'Union comprend « toute substance ou produit, transformé, partiellement transformé ou non transformé, destiné à être ingéré ou raisonnablement susceptible d'être ingéré par l'être humain ». Voir en ce sens CE, *Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,* [2002], JO L 031, art 2.

40 Voir UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8 au préambule (8).

teseopress.com

domaine alimentaire, mais également à en simplifier la mise en œuvre, à travers des procédures d'autorisation désormais harmonisées à l'échelle européenne.

Dans le même temps, le législateur européen mu par la volonté de faciliter le fonctionnement du marché intérieur des nouveaux aliments[41], reconnaît explicitement aux aliments traditionnels en provenance de pays tiers la possibilité de bénéficier d'une procédure de notification simplifiée par rapport à la demande d'autorisation générale[42]. Le préambule du règlement sur les nouveaux aliments invite en ce sens à faciliter « la mise sur le marché dans l'Union d'aliments traditionnels », simplification toutefois conditionnée par plusieurs éléments : l'assurance d'une utilisation sûre, pendant au moins vingt-cinq ans, « dans le cadre du régime alimentaire habituel d'un nombre significatif de personnes »[43].

Dans la forme, la procédure générale implique qu'un opérateur soumette une demande d'autorisation à la Commission européenne, qui la transmet ensuite aux États membres et à l'EFSA[44]. En revanche, la procédure pour les aliments traditionnels en provenance d'un pays tiers requiert simplement une notification d'intention de mise sur le marché auprès de la Commission. Sur le fond, la procédure est en principe également allégée, avec des exigences moindres en termes de preuves scientifiques[45]. Cet assouplissement semble a priori attester d'une reconnaissance par le législateur européen de la valeur pour le marché intérieur, de l'expérience des pays tiers en termes de denrées

41 UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8 au préambule (2).
42 *Ibid* art 14.
43 *Ibid* au préambule (15).
44 *Ibid* art 10.
45 *Ibid* art 14.

alimentaires, jusqu'alors inédites sur le continent. Ainsi, l'expérience de l'entomophagie traditionnelle en Asie du Sud-Est pourrait laisser entrevoir un avantage et des opportunités de développement du marché asiatique des insectes vers l'Union. Toutefois, l'informalité du secteur dans la région du sud-est asiatique et les difficultés d'accès aux données statistiques réelles de consommateurs d'insectes établies[46] interrogent la réalisation en pratique des conditions posées par le règlement sur les nouveaux aliments.

Si le règlement sur les nouveaux aliments de 2015 apparaît comme une opportunité de mise en avant de l'expérience d'entomophagie historique asiatique, cette flexibilité demeure en effet strictement conditionnée par des preuves scientifiques. Pour preuve, la systématisation de la saisie pour avis scientifique de l'EFSA par la Commission européenne[47] souligne la relativisation de cette opportunité pour les opérateurs asiatiques. L'opérateur qui soumet la demande d'autorisation à la Commission de mettre sur le marché un insecte peut bénéficier de cette facilitation dès lors qu'il est en mesure de prouver qu'historiquement, il ne pose pas de difficultés sur le plan de la sécurité sanitaire. Or, les difficultés entourant le développement du secteur pour le commerce international tiennent à son caractère informel.

Depuis l'entrée en vigueur du règlement 2015/2283, plusieurs opérateurs économiques ont déposé des demandes auprès de la Commission européenne d'autorisation de mise sur le marché d'*acheta domesticus*. Contrairement à ses homologues européens[48], l'entre-

46 *Van Huis et al*, *supr*a note 21.

47 Voir *Friant-Perrot*, *supra* note 6, à la p 6.

48 Voir par exemple Commission européenne, « Résumé de la demande : Defatted whole cricket (Acheta domesticus) powder, déposée par : Cricket One No., Ltd. 383/3/51 Quang Trung street, Ward 10, Go Vap

teseopress.com

prise Cricket One fait reposer une part significative de son argumentation sur l'expérience avérée de consommation des insectes dans les régimes des consommateurs du Cambodge, du Laos, du Vietnam, du Myanmar et de la Thaïlande[49]. Elle l'accompagne d'exemples concrets de modes historiques de consommation. Cette argumentation prend en outre appui sur l'expérience thaïlandaise de plus de vingt ans de développement de son industrie d'élevage de grillons. Cette pratique traditionnelle ne sera mentionnée et reprise qu'en complément dans le cadre de l'examen scientifique proposé par l'EFSA qui, à la demande de la Commission européenne, évalue les risques posés par le produit étudié[50]. Il reste difficile de mesurer la portée effective de cette utilisation traditionnelle sur l'autorisation de mise sur le marché accordée par la Commission européenne. En effet, elle repose finalement sur la procédure habituelle d'autorisation d'un nouvel aliment, basée sur une évaluation scientifique du risque sanitaire posé. Le règlement d'exécution autorisant la mise sur le marché du produit ne mentionnera en outre pas non plus cette utilisation traditionnelle[51].

Les opportunités pour l'industrie asiatique se heurtent ainsi aux barrières techniques érigées par l'Union européenne dans la recherche de son équilibre

district, HCMC, Vietnam », (2019) ; Commission européenne, « Résumé de la demande : Whole and ground cricket (Acheta domesticus), déposée par : Fair Insects BV (A Protix Company), Industriestraat 3, 5107 NC Dongen, Netherlands » (2018).

49 *Commission européenne*, *supra* note 48.

50 EFSA Panel on Nutrition, Novel Foods and Food Allergens (NDA), « Safety of partially defatted house cricket (Acheta domesticus) powder as a novel food pursuant to Regulation (EU) 2015/2283 » (2022) 20:5 EFS2.

51 UE, *Règlement (UE) d'exécution 2023/5 de la Commission du 3 janvier 2023 autorisant la mise sur le marché de la poudre d'Acheta domesticus (grillons domestiques) partiellement dégraissés en tant que nouvel aliment et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2017/2470*, *supra* note 1.

teseopress.com

entre garantir la sécurité alimentaire à travers une diversification des apports sans pour autant compromettre la sécurité sanitaire[52].

1.2. Le conditionnement strict de l'accès au marché européen à une évaluation scientifique d'innocuité

En effet, la manière dont les insectes sont en pratique traités dans le cadre de la procédure générale du règlement sur les nouveaux aliments reflète la réticence des institutions européennes à reconnaître aisément l'innocuité d'un aliment non conventionnel[53]. Conduit par le principe de précaution[54], le législateur européen envisage le nouvel aliment selon une perspective de santé publique[55] qu'il met en balance avec le fonctionnement du marché intérieur des nouveaux aliments[56]. En vertu de ce principe, en cas d'incertitude scientifique relative à une denrée alimentaire, les objectifs de sécurité sanitaire prévalent et le produit ne peut être mis sur le marché sans une évaluation extensive d'innocuité. Il existe

---

52 Lucia Scaffardi, « A Peculiar Category of Novel Foods: Traditional Foods Coming from Third Countries and the Regulatory Issues Involving Sustainability, Food Security, Food Safety, and the Free Circulation of Goods » dans Lucia Scaffardi et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022, à la p 42.

53 *Ibid* à la p 44.

54 Voir UE, *Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,* [2002], JO L 031, art 7.

55 Voir Friant-Perrot, Marine, » Innovation et sécurité alimentaire » dans De Grove-Valdeyron Nathalie et Marine Friant Perrot, dir, *Les 20 ans du règlement sur la législation et la sécurité alimentaire dans l'Union européenne-Bilan et perspectives*, Larcier, 2023, à la p 178.

56 *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation,* Arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne*, supra* note 38 au para 9.

ainsi une présomption de nocivité pour les nouveaux aliments, applicables aux insectes comestibles qui ne bénéficient pas de la procédure réservée aux aliments traditionnels en provenance des États tiers.

Cette prévalence des enjeux de sécurité sanitaire est effectivement au cœur des fondements du règlement européen sur les nouveaux aliments. En ce sens, la première tentative de réforme de la Commission européenne s'est soldée par un échec[57]. En 2008, il était déjà notamment envisagé que les aliments traditionnels en provenance d'États tiers soient dispensés de la procédure d'autorisation générale impliquant la collecte de données scientifiques, coûteuse en moyens financiers et en temps, pour bénéficier d'une procédure de notification simplifiée. Les différentes parties prenantes, dont l'EFSA, font alors part de leur doute en raison des risques sanitaires que cela pourrait engendrer[58]. Pourtant reprise dans le cadre de la réforme de 2015, cette procédure se révèle difficilement applicable aux insectes comestibles en provenance d'Asie du Sud-Est.

Sous l'égide de la procédure actuelle, la seule preuve d'une consommation historique et traditionnelle d'insectes sans apport d'éléments scientifiques relatifs à leur absence de nocivité est par conséquent toujours insuffisante. Selon le régime du règlement 258/1997, l'examen d'innocuité auquel étaient soumis les insectes relevait de la discrétion du gouvernement national en charge de la demande déposée[59]. La mise en œuvre du règlement de 2015 confirme sa stricte approche

57 *Scaffardi*, *supra* note 52 à la p 51.

58 *Ibid*.

59 *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation*, Arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne, C-526/19, [2020], ECLI:EU:C:2020:769, *supra* note 38 au para 44.

teseopress.com

sanitaire en soumettant les insectes au régime général harmonisé européen. En pratique, elle implique systématiquement un examen scientifique par l'EFSA. Ainsi, la charge de la preuve d'innocuité pèse donc sur l'opérateur économique qui souhaite introduire sur le marché européen un nouvel aliment et en fait la demande auprès de la Commission européenne[60]. S'ensuit une évaluation du risque par l'Agence européenne de sécurité des aliments.

Au-delà de son coût financier et de sa dimension chronophage, cette procédure est imposée dès lors que la consommation traditionnelle asiatique ne peut en l'état se transposer au régime alimentaire occidental. En effet, les produits, tels qu'ils seront exportés et consommés au sein de l'Union européenne, se présenteront sous des formes différentes de celles consommées habituellement en Asie du Sud-Est. Souvent appréciés entiers dans la région, les insectes passeront par des processus de transformation avancés pour être intégrés à l'alimentation des Européens[61]. Il est en ce sens impossible de démontrer l'existence d'une consommation historique et saine de poudre de grillon partiellement dégraissée, par exemple, étant donné que la consommation traditionnelle de grillons ne requiert culturellement pas autant de transformation.

De ce point de vue, il peut être entendable que ces procédures d'évaluation soient une réassurance essentielle pour le consommateur européen qui semble, malgré la démonstration d'innocuité induite par la procédure applicable, tout de même réticent à cette

60 Voir UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8, art 10 (e).

61 Céline Gallen, Gaëlle Pantin-Sohier et Dominique Peyrat-Guillard, « Familiarisation et diffusion de l'entomophagie en France » (2021) 64:1 Innovations 153.

teseopress.com

consommation. Malgré les bénéfices présumés de la récolte et de la consommation d'insectes en Asie du Sud-Est, l'informalité du secteur se heurte aux barrières techniques, visant à garantir la santé publique des consommateurs européens. Si ces conditions au regard du caractère informel du marché peuvent apparaître limitantes, elles sont également une opportunité d'adopter des standards de production élevés au plan international, encourageant la confiance envers cette industrie émergente.

2. Les exigences générales du marché européen comme levier éventuel du développement de l'industrie du Sud-Est asiatique

2.1. Le succès de l'industrie thaïlandaise d'élevage des criquets induit par une expérience progressivement institutionnalisée

L'essor du commerce international des insectes comestibles est empêché par une absence de règlementations internationales en la matière, que le règlement européen sur les nouveaux aliments pallie partiellement. Le manque de règlementations nationales suffisantes, notamment pour encourager les investissements[62], entrave en effet le développement de la production et du commerce international des insectes. Au cœur de ce secteur en expansion en Asie-Pacifique, l'exception de la Thaïlande est particulièrement instructive pour justifier de la nécessité d'institutionnaliser et de réglementer la production d'insectes comestibles[63].

62 *Lähteenmäki-Uutela, Barathi Marimuthu et Meijer*, *supra* note 31, à la p 854.
63 *Preteseille et al*, *supra* note 24 à la p 441.

En effet, l'industrie thaïlandaise, qui en 2023 détient 12 % des parts du marché mondial, se positionne en tête de file dans la région, menant le développement de l'industrie et poursuivant l'objectif d'approvisionner la population mondiale en insectes[64]. Ses exportations sont pour l'heure certes particulièrement orientées vers les pays de la zone Asie-Pacifique, mais elle est l'un des deux seuls États d'Asie du Sud-Est, avec le Vietnam, à bénéficier d'une autorisation de mise sur le marché européen d'insectes comestibles[65].

Quoique récente en comparaison de l'entomophagie historique du pays[66], la pratique de l'élevage des insectes en Thaïlande a bénéficié d'un contexte particulièrement favorable à son développement. En effet, dès 2013, le pays enregistre plus de vingt-mille fermes d'insectes sur son territoire[67]. Plusieurs facteurs expliquent cette expansion originale pour la région. La demande croissante du marché international, les innovations proposées par le secteur privé de l'industrie d'élevage et de transformation des insectes ainsi que le soutien par la recherche universitaire[68] ont joué un

64 Voir Sasiprapa Krongdang, Patcharin Phokasem, Karthikeyan Venkatachalam et Narin Charoenphun, « Edible Insects in Thailand: An Overview of Status, Properties, Processing, and Utilization in the Food Industry » (2023) 12:11 Foods 2162 à la p 7.

65 UE, *Règlement d'exécution (UE) 2021/404 de la Commission du 24 Mars 2021 établissant les listes des pays tiers, territoires et zones de pays tiers et territoires en provenance desquels l'entrée dans l'Union d'animaux, de produits germinaux et de produits d'origine animale est autorisée conformément au règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil*, JO L114, (31 mars 2021), art 24 et annexe XV.

66 Yupa Hanboonsong, Tasanee Jamjanya et Patrick B Durst, *Six-legged livestock: edible insect farming, collection and marketing in Thailand*, Bangkok, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Regional Office for Asia and the Pacific, 2013.

67 *Ibid*.

68 Voir par exemple Patrick B. Durst et al, dir, *Forest insects as food: humans bite back ; proceedings of a workshop on Asia-Pacific resources and their potential for development, 19-21 February 2008, Chiang Mai, Thailand*, RAP publi-

rôle important dans le développement du secteur. À l'échelle institutionnelle, ces initiatives ont été notamment encouragées et soutenues par des dispositifs gouvernementaux généraux. Les producteurs du sud-est asiatique d'insectes ont ainsi pu bénéficier de l'appui aux petites et microentreprises[69] du ministère de l'agriculture et des coopératives mais également de l'établissement de standards officiels de sécurité sanitaire suffisamment ambitieux pour les produits alimentaires spécifiquement destinés aux exportations[70].

Le développement de bonnes pratiques agricoles est motivé en l'espèce par une volonté politique nationale de développer le commerce international mais également de renforcer la confiance du consommateur[71] envers les produits proposés. Cela est particulièrement vrai s'agissant des insectes : le développement de la politique des bonnes pratiques agricoles dans le domaine de l'élevage des grillons coïncide dans sa temporalité avec l'ouverture des opportunités d'exportation d'insectes comestibles vers le marché de l'Union européenne[72]. En novembre 2017, le bureau national des commodités agricoles et des standards alimentaires propose des standards de bonnes pratiques agricoles d'élevage de grillons[73] dont l'objectif est de proposer des produits de qualité et avec des garanties de sécurité sanitaire à

---

cation 2010/02, Bangkok, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2010 ; *Hanboonsong, Jamjanya et Durst*, *supra* note 66.

69 *Ibid*.

70 Masami Takeuchi et Boonprab, Kangsadan, « Food Safety Situations in Thailand with Regard to their Thai's Food Safety Knowledge and Behaviors», (2006) Kasetsart Journal (Nat. Sci.) 40, à la p 224.

71 *Preteseille et al*, *supra* note 24 à la p 436.

72 *Ibid*.

73 *Good Agricultural Practices for cricket farm, Thai agricultural standard, Ministère de l'agriculture et des coopératives, Bureau national des commodités agricoles et des standards alimentaires,* [2017], TAS 8202-2017.

la consommation[74]. Ces bonnes pratiques, certes générales, couvrent, sur une base volontaire, l'ensemble de la chaîne de production d'élevage des criquets[75] de la gestion de la ferme d'élevage aux normes d'hygiène.

En dépit du potentiel établi pour les autres États d'Asie du Sud-Est dans ce secteur, la Thaïlande est pour l'heure le seul État de la région à disposer d'une telle expérience d'industrialisation de l'élevage d'insectes. En conséquence, les opérateurs des États tiers souhaitant exporter des insectes vers le marché européen s'appuient sur l'exemple de l'industrie thaïlandais en termes de référence de bonnes pratiques d'élevage d'insectes[76]. Il apparaît nécessaire de réunir les règlementations adaptées au développement de l'industrie et les capacités de mise en œuvre, de transformation et de garanties de la sécurité sanitaire. En ce sens, un certain encouragement de l'innovation est indispensable, d'autant plus lorsque le consommateur occidental semble très peu enclin à l'entomophagie dans sa forme primaire.

2.2. Une informalité du secteur des insectes en Asie du Sud-Est limitant son expansion internationale

Il semble difficile d'envisager à ce stade que les succès du secteur privé vietnamien et de l'industrie thaïlandaise se répandent aussi aisément dans la région, l'ASEAN n'abordant pas l'entomophagie dans le cadre de règlementation ou de politique. Il est à noter que la seule

74 *Ibid* ; voir également *Lähteenmäki-Uutela, Marimuthu et Meijer*, *supra* note 62 à la p 854.

75 Dana Elisabeth Wilderspin et Afton Halloran, « The Effects of Regulation, Legislation and Policy on Consumption of Edible Insects in the Global South » dans Afton Halloran, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Cham, Springer International Publishing, 2018, à la p 447.

76 EFSA Panel on Nutrition, Novel Foods and Food Allergens (NDA) « Safety of partially defatted house cricket (Acheta domesticus) powder as a novel food pursuant to Regulation (EU) 2015/2283 » (2022) 20:5 EFS2.

teseopress.com

initiative régionale significative en Asie est celle d'une organisation non gouvernementale visant à représenter les intérêts du secteur. L'association asiatique des insectes pour l'alimentation humaine et animale (Asian Association for Food and Feed – AFFIA) s'inscrit dans le sillage de ses homologues européens et américains plus établis : la plateforme internationale des insectes pour l'alimentation humaine et animale (International Platform of Insects for Food and Feed – IPIFF), particulièrement proactive, et la coalition nord-américaine pour l'agriculture des insectes (North American Coalition for Insect Agriculture – NACIA).

Concernant l'expansion de l'industrialisation, elle implique une production à grande échelle et une appréhension nouvelle de l'insecte comestible. Le Laos a bénéficié, par exemple, d'un programme d'appui technique de la FAO, notamment pour formaliser cette alternative en faveur de la diversification alimentaire en proposant le remplacement de la récolte traditionnelle par le développement de l'élevage[77]. Par ailleurs, cette industrialisation requiert une adaptation aux marchés occidentaux. Contrairement au consommateur asiatique, le consommateur européen acceptera par exemple plus difficilement de manger des insectes très peu transformés, voire entiers[78], et aura tendance à les préférer dissimulés, en connaissance de cause, au sein de son

77 FAO, dir, *Insectes comestibles : perspectives pour la sécurité alimentaire et l'alimentation animale*, *supra* note 15 ; Yupa Hanboonsong et Patrick B. Durst, *Edible insect in Lao PDR: building on tradition to enhance food security*, RAP publication 2014,12, Bangkok, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Regional Office for Asia and the Pacific, 2014.

78 Giulia Formici, « Legislative and Judicial Challenges on Insects for Human Consumption: From Member States to the EU, Passing Through the Court of Justice of the EU » dans Lucia Scaffardi et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022, à la p 113.

teseopress.com

alimentation [79]. Au-delà de la complexité entourant la sécurité sanitaire d'un processus de transformation, elle implique également une certaine capacité d'infrastructure, de recherche et de développement difficile d'accès pour les petits producteurs de la région.

Le cantonnement du secteur à un niveau informel se justifie en effet partiellement par des standards et des règlementations coûteux[80] qu'une harmonisation au plan mondial serait susceptible de rendre plus accessibles aux producteurs. En ce sens, établir des standards mondiaux en termes de registre d'espèces d'insectes propres à la consommation humaine ainsi que des procédures à même de guider les opérateurs économiques et les autorités gouvernementales[81] est indispensable. En l'état, les règlementations existantes, y compris le règlement européen sur les nouveaux aliments, avantagent les grands acteurs privés qui ont une certaine capacité financière et d'infrastructures, en protégeant les données pendant cinq ans des opérateurs qui soumettent leur demande d'approbation de mise sur le marché auprès de la Commission européenne[82]. En effet, en février 2024, six types d'insectes seulement sont autorisés à être mis sur le marché européen[83]. Les données proposées dans le cadre des demandes soumises à la Commission européenne restent protégées pendant cinq ans par la protection des données. Condition nécessaire à la stimulation de l'innovation, chaque

79 *Pantin-Sohier Gallen et Peyrat-Guillard*, *supra* note 61.

80 *Wilderspin et Halloran*, *supra* note 75 à la p 453.

81 *Lähteenmäki-Uutela, Marimuthu et Meijer*, *supra* note 62 à la p 855.

82 Voir UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, supra* note 8 au préambule (30) et art 26.

83 UE, *Règlement d'exécution (UE) 2017/2470 de la Commission du 20 décembre 2017 établissant la liste de l'Union des nouveaux aliments conformément au règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil relatif aux nouveaux aliments,* [2017], JO L 351/72.

teseopress.com

entreprise devra donc soumettre sa propre proposition, soutenue scientifiquement. En réalité, le secteur dans sa structure actuelle bénéficie particulièrement aux plus grands acteurs qui ont la possibilité et les moyens de fournir les preuves suffisantes pour accéder au marché, mais également de satisfaire les besoins différents et exigeants du marché européen.

Des règlementations harmonisées seraient à même de guider les opérateurs dans l'investissement de leurs ressources limitées[84], et de favoriser l'innovation. À l'échelle internationale, les insectes demeurent cependant absents des standards alimentaires mondiaux définis dans le cadre du forum international du Codex Alimentarius[85], en dépit des initiatives impulsées par le secteur privé[86]. Alors qu'en 2021, l'Union européenne autorise pour la première fois officiellement la mise sur son marché d'insectes[87], le forum du Codex Alimentarius[88] semble peu enclin à s'y intéresser et demeure à un stade exploratoire[89]. Pourtant, dès 2010, le Laos, soutenu par la FAO mais aussi le Cambodge et la Thaïlande, propose la création d'un standard pour le grillon

84 *Lähteenmäki-Uutela, Marimuthu et Nathan Meijer*, *supra* note 62 à la p 855.

85 *Ibid*.

86 *Preteseille et al*, *supra* note 24.

87 En 2021, la société française SAS EAP Group est la première à obtenir l'autorisation de mise sur le marché de de l'UE de larves séchées en tant que nouvel aliment. Voir en ce sens UE, *Règlement d'exécution (UE) 2021/882 de la Commission du 1er juin 2021 autorisant la mise sur le marché de larves séchées du Tenebrio molitor en tant que nouvel aliment en application du règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2017/2740 de la Commission*, [2021], JO L 194/16.

88 Dana Elisabeth Wilderspin et Afton Halloran, « The Effects of Regulation, Legislation and Policy on Consumption of Edible Insects in the Global South », *supra* note 70 à la p 447.

89 Commission du Codex Alimentarius, « Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, nouvelles sources d'aliments et nouveaux systèmes de production : le Codex devrait-il se pencher sur ces questions et fournir des orientations ? » (2021), CX/CAC 21/44/15 Add.1.

teseopress.com

comestible[90], projet qui sera abandonné en 2014 faute de données scientifiques suffisantes[91].

Conclusion

En dépit de l'essor de l'élevage d'insectes annoncé, les données disponibles sur cette industrie croissante[92] demeurent limitées. L'entomophagie, qui relève encore en 2024 d'une consommation de niche au sein des sociétés occidentales[93], a le mérite de soulever des débats quant aux options d'approfondissement de la durabilité de systèmes alimentaires. Les exigences d'un marché européen ou d'un marché américain peuvent servir de levier au développement d'une industrie d'élevage d'insectes qualitative en Asie du Sud-Est.

Cette industrie souffre d'incertitudes juridiques auxquelles la mise en œuvre du règlement européen sur les nouveaux aliments répond partiellement. Les lacunes règlementaires, aussi bien au niveau international que local, ne sont pas encore comblées. L'approche sanitaire européenne est insuffisante[94] pour rendre comestibles les insectes aux yeux des consommateurs réticents à l'entomophagie. Leurs représentations mentales[95], selon des facteurs sociologiques et anthropologiques[96], restent un défi à aborder pour les acteurs du domaine. Les complexités

90 Voir : *Preteseille et al*, *supra* note 24 à la p 436.
91 FAO, dir, *Looking at edible insects from a food safety perspective: challenges and opportunities for the sector*, *supra* note 32 à la p 34.
92 L'IPIFF anticipe une croissance exponentielle du secteur d'ici à 2030, accompagnée notamment de la création de plus de 100 000 emplois. Voir en ce sens *Pantin-Sohier et Peyrat-Guillard*, *supra* note 61 à la p 111.
93 *Mancini et al*, *supra* note 23 à la p 1.
94 Voir *Friant-Perrot*, *supra* note 6, à la p 14.
95 *Pantin-Sohier et Peyrat-Guillard*, *supra* note 32.
96 Voir *Friant-Perrot*, *supra* note 6, à la p 14.

teseopress.com

entourant le travail d'acceptation de l'entomophagie impliquent une normalisation de cette consommation[97] par l'éducation et le marketing[98]. Ce travail est d'autant plus essentiel que la durabilité des systèmes alimentaires en lien avec une approche qualitative de l'alimentation, induisent des exigences coûteuses en termes de traçabilité et de production vertueuse, mais aussi des débats autour de la relocalisation de la production alimentaire, et l'existence d'autres alternatives qui, à l'instar des protéines végétales, pourraient être plus faciles à instaurer et à accepter.

Cadres règlementaires applicables aux insectes comestibles de l'Union européenne, du Laos, de la Thaïlande et du Vietnam

Entité concernée	Autorités institutionnelles	Règlementations et cadre identifiant spécifiquement les insectes	Règlementations et cadres généraux applicables
Union européenne	Commission européenne, Autorité européenne de sécurité des aliments	Règlement (UE) 2015/2283 relatif aux nouveaux aliments Avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments	Ensemble du corps législatif européen applicable aux denrées alimentaires, dont : Règlement (CE) n° 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire

97 Tieneke Kröger et al, « Acceptance of Insect-Based Food Products in Western Societies: A Systematic Review » (2022) 8 Front Nutr 759885 1.

98 Didier Marquis et al, « The taste of cuteness: How claims and cute visuals affect consumers' perception of insect-based foods » (2023) 32 International Journal of Gastronomy and Food Science 100722 1.

République démocratique populaire lao	Ministère de l'agriculture et des forêts	Aucune	Politiques et législation générales applicables aux produits agricoles Ex : Loi sur l'agriculture N°01-98/NA.
Royaume de Thaïlande	Ministère de l'agriculture et des coopératives	Good Agricultural Practices for cricket farm, Thai agricultural standard, TAS 8202-2017(Non contraignant)	Politiques et législations applicables aux produits agricoles Politique générale de sécurité sanitaire Ex : Agricultural Standards Act, B.E. 2551 (2008).Thai Agricultural Standard TAS 9007-2005 Entitled Safety Requirements for Agricultural Commodity and Food.
République socialiste du Vietnam	Ministère de l'agriculture et du développement rural	Aucune	Politiques et législations applicables aux produits agricoles Politique générale de sécurité sanitaire Ex : Loi N°55/2010/QH12 sur la sécurité sanitaire

Bibliographie

Traités

CE, *Traité instituant la Communauté économique européenne*, 25 mars 1957, 298 UNTS 11.

Jurisprudence

CJUE, *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation*, Arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne, C-526/19, [2020], ECLI:EU:C:2020:769.

CJUE, *Entoma SAS contre Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation*, Conclusions de l'avocat général, C-526/19, [2020], ECLI:EU:C:2020:552.

Documents internationaux

Nations Unies

FAO, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*, [1996], Rome.

Union européenne

CE, *Règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires,* [1997], JO L 043.

CE, *Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,* [2002], JO L 031.

UE, *Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, modifiant le règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du*

Conseil et le règlement (CE) n° 1852/2001 de la Commission, [2015], JO L 327.

UE, *Règlement d'exécution (UE) 2017/2470 de la Commission du 20 décembre 2017 établissant la liste de l'Union des nouveaux aliments conformément au règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil relatif aux nouveaux aliments,* [2017], JO L 351/72.

UE, *Règlement d'exécution (UE) 2021/404 de la Commission du 24 Mars 2021 établissant les listes des pays tiers, territoires et zones de pays tiers et territoires en provenance desquels l'entrée dans l'Union d'animaux, de produits germinaux et de produits d'origine animale est autorisée conformément au règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil*, [2021], JO L114.

UE, *Règlement d'exécution (UE) 2021/882 de la Commission du 1er juin 2021 autorisant la mise sur le marché de larves séchées du Tenebrio molitor en tant que nouvel aliment en application du règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2017/2740 de la Commission*, [2021], JO L 194/16.

UE, *Règlement (UE) d'exécution 2023/5 de la Commission du 3 janvier 2023 autorisant la mise sur le marché de la poudre d'Acheta domesticus (grillons domestiques) partiellement dégraissés en tant que nouvel aliment et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2017/2470*, [2023], JO L 2/9.

CE, *2003/822/CE : Décision du Conseil du 17 novembre 2003 relative à l'admission de la Communauté européenne la commission du Code alimentaire,* [2003], JO L 309.

UE, *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Le Pacte vert pour l'Europe,* [2019], COM(2019) 640 final.

UE, *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Une stratégie "De la ferme à la table" pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement*, [2020], COM(2020) 381 final.

UE, EFSA Panel on Nutrition, Novel Foods and Food Allergens (NDA), « Safety of partially defatted house cricket (Acheta domesticus) powder as a novel food pursuant to Regulation (EU) 2015/2283 », [2022], 20:5 EFS2, en ligne : <data.europa.eu/doi/10.2903/j.efsa.2022.7258>.

UE, SLU, Swedish University of Agricultural Sciences, «Novel foods: a risk profile for the house cricket (Acheta domesticus) » [2018], 16:EU-FORA: Series 1 EFS2, en ligne : <data.europa.eu/doi/10.2903/j.efsa.2018.e16082>.

UE, EFSA Panel on Nutrition, Novel Foods and Food Allergens (NDA) et al, « Safety of frozen and dried formulations from whole house crickets (Acheta domesticus) as a Novel food pursuant to Regulation (EU) 2015/2283 » [2021], 19:8 EFS2, en ligne : <data.europa.eu/doi/10.2903/j.efsa.2021.6779>.

Législation nationale

TH, *Good Agricultural Practices for cricket farm, Thai agricultural standard,* Ministère de l'agriculture et des coopératives, Bureau national des commodités agricoles et des standards alimentaires, [2017], TAS 8202-2017.

Monographies

Durst, Patrick B. et al, dir, *Forest insects as food: humans bite back; proceedings of a workshop on Asia-Pacific*

resources and their potential for development, 19-21 February 2008, Chiang Mai, Thailand, RAP publication 2010/02, Bangkok, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2010.

FAO, dir, *Insectes comestibles : perspectives pour la sécurité alimentaire et l'alimentation animale*, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2014.

FAO, dir, *Looking at edible insects from a food safety perspective: challenges and opportunities for the sector*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2021.

Halloran, Afton et al, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Cham, Springer International Publishing, 2018.

Hanboonsong, Yupa, Tasanee Jamjanya et Patrick B. Durst, *Six-legged livestock: edible insect farming, collection and marketing in Thailand*, Bangkok, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Regional Office for Asia and the Pacific, 2013.

Hanboonsong, Yupa et Patrick B. Durst, *Edible insect in Lao PDR: building on tradition to enhance food security*, RAP publication 2014,12, Bangkok, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Regional Office for Asia and the Pacific, 2014.

Scaffardi, Lucia et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022.

Chapitres et articles de revue

Barennes, Hubert, Maniphet Phimmasane et Christian Rajaonarivo, « Insect Consumption to Address Undernutrition, a National Survey on the Prevalence of Insect Consumption among Adults and

Vendors in Laos » (2015)10:8 PLoS ONE e0136458 1.

Debucquet, Gervaise et Marine Friant-Perrot, « Regards croisés sur la notion de Novel Food : quel droit pour quelle nouveauté ? » (2016) 6 cdst 81.

Friant-Perrot, Marine, « Analyse des risques liée aux nouveaux aliments » dans De Grove-Valdeyron Nathalie, dir, *Innovation et analyse des risques dans le domaine de la santé et des produits de santé dans l'Union européenne. Regards croisés* (2020) Cahier Jean Monnet 8, IRDEIC/CEEC 1.

Friant-Perrot, Marine, « Innovation et sécurité alimentaire » dans De Grove-Valdeyron Nathalie et Marine Friant Perrot, dir, *Les 20 ans du règlement sur la législation et la sécurité alimentaire dans l'Union européenne- Bilan et perspectives*, Larcier, 2023.

Formici, Giulia, « Legislative and Judicial Challenges on Insects for Human Consumption: From Member States to the EU, Passing Through the Court of Justice of the EU », dans Scaffardi, Lucia et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022.

Gallen, Céline, Gaëlle Pantin-Sohier et Dominique Peyrat-Guillard, « Familiarisation et diffusion de l'entomophagie en France » (2021) 64:1 Innovations 153.

Gallen, Céline, Gaëlle Pantin-Sohier et Dominique Peyrat-Guillard, « Les mécanismes cognitifs d'acceptation d'une innovation alimentaire de discontinuité : le cas des insectes en France » (2019) 34:1 Recherche et Applications en Marketing (French Edition) 50.

Halloran, Afton et al, « The development of the edible cricket industry in Thailand » (2016) 2:2 JIFF 91.

Kröger, Tieneke et al, « Acceptance of Insect-Based Food Products in Western Societies: A Systematic Review » (2022) 8 Front Nutr 759885.

Krongdang, Sasiprapa et al, « Edible Insects in Thailand: An Overview of Status, Properties, Processing, and Utilization in the Food Industry » (2023) 12:11 Foods 2162.

Lähteenmäki-Uutela, Anu, Siva Barathi Marimuthu et Nathan Meijer, « Regulations on insects as food and feed: a global comparison » (2021) 7:5 JIFF 849.

Mancini, Simone et al, « Exploring the Future of Edible Insects in Europe » (2022) 11:3 Foods 455.

Marquis, Didier et al, « The taste of cuteness: How claims and cute visuals affect consumers' perception of insect-based foods » (2023) 32 International Journal of Gastronomy and Food Science 100722.

Müller, Andrew, « Insects as Food in Laos and Thailand: A Case of 'Westernisation'? » (2019) 47:2 Asian J Soc Sci 204.

Preteseille, Nathan et al, « Insects in Thailand: National Leadership and Regional Development, from Standards to Regulations Through Association » dans Halloran, Afton et al, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Cham, Springer International Publishing, 2018.

Roos, Nanna, « Insects and human nutrition » dans Halloran, Afton et al, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Cham, Springer International Publishing, 2018.

Scaffardi, Lucia, « A Peculiar Category of Novel Foods: Traditional Foods Coming from Third Countries and the Regulatory Issues Involving Sustainability, Food Security, Food Safety, and the Free Circulation of Goods » dans Scaffardi, Lucia et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the*

European Union: An Interdisciplinary Analysis, Cham, Springer International Publishing, 2022.

Sogari, Giovanni et al, « Consumer Perceptions and Acceptance of Insects As Feed and Food: Current Findings and Future Outlook » dans Scaffardi, Lucia et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022.

Takeuchi, Masami et Kangsadan Boonprab, « Food Safety Situations in Thailand with Regard to their Thai's Food Safety Knowledge and Behaviors» (2006) 40 Kasetsart Journal (Nat. Sci.) 222.

Van Huis, Arnold et al, « How many people on our planet eat insects: 2 billion? » (2022) 8:1 JIFF 1.

Volpato, Annalisa, « Novel Foods in the EU Integrated Administrative Space: An Institutional Perspective » dans Scaffardi, Lucia et Giulia Formici, dir, *Novel Foods and Edible Insects in the European Union: An Interdisciplinary Analysis*, Cham, Springer International Publishing, 2022.

Wilderspin, Dana Elisabeth et Afton Halloran, « The Effects of Regulation, Legislation and Policy on Consumption of Edible Insects in the Global South » dans Halloran, Afton et al, dir, *Edible Insects in Sustainable Food Systems*, Cham, Springer International Publishing, 2018.

Sources électroniques

Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), « One bite at a time: consumers and the transition to Sustainable food, Analysis of a survey of European consumers on attitudes towards sustainable food » (2020), en ligne : <beuc.eu/>.

Commission du Codex Alimentarius, « Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, nouvelles sources d'aliments et nouveaux systèmes de production : le Codex devrait-il se pencher sur ces questions et fournir des orientations ? » (2021), CX/CAC 21/44/15 Add.1, en ligne : <fao.org>.

Commission européenne, « Résumé de la demande : Defatted whole cricket (Acheta domesticus) powder, déposée par : Cricket One No., Ltd. 383/3/51 Quang Trung street, Ward 10, Go Vap district, HCMC, Vietnam » (2019), en ligne : <food.ec.europa.eu/safety/novel-food/authorisations/summary-applications-and-notifications_en>.

Commission européenne, « Résumé de la demande : Whole and ground cricket (Acheta domesticus), déposée par : Fair Insects BV (A Protix Company), Industriestraat 3, 5107 NC Dongen, Netherlands » (2018), en ligne : <food.ec.europa.eu/document>.

Euractiv avec AFP, « Misinformation swirls over EU edible insects » (2023), en ligne : <euractiv.com />.

Euronews avec AFP, « Fact-Checking : l'Union européenne va-t-elle nous obliger à manger des insectes ? » (2023), en ligne : <fr.euronews.com>.

FAO, Base de données FAOLEX, en ligne : <fao.org/faolex/country-profiles/fr/>.

International Platform of Insects for Food and Feed (IPIFF), site web, en ligne : <ipiff.org/>.

Sur les directeurs de cet ouvrage collectif

Richard OUELLET est professeur titulaire en droit international économique à la Faculté de droit et à l'École supérieure d'études internationales (ESEI) de l'Université Laval à Québec. Il est titulaire de la Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique. Ses enseignements et recherches portent sur les accords de l'Organisation mondiale du commerce et sur l'intégration économique régionale. Il est consultant pour divers ministères, organisations et organismes publics et parapublics en matière de droit international économique.

LY Van Anh est chercheuse et directrice-adjointe de la Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique. Elle détient une maîtrise en droit international (LL.M.) et un doctorat en droit (LL.D.) de l'Université Laval. Elle possède une vingtaine d'années d'expériences en recherche et enseignement du droit international économique à l'Académie diplomatique du Vietnam. Elle enseigne le droit de l'OMC aux cycles supérieurs à l'Université Laval depuis septembre 2022.

NGUYEN Ngoc Ha est directeur de l'Institut de la recherche créative, professeur à la Faculté de droit, École supérieure de commerce extérieur, Hanoï (Viet Nam) et chercheur associé à la Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique. Ses enseignements et recherches portent sur

le droit de l'Organisation mondiale du commerce, sur le règlement des différends commerciaux internationaux, sur les accords de libre-échange et ceux de la nouvelle génération. Il est aussi consultant pour divers ministères gouvernementaux, organisations internationales et entreprises en cette matière.

HA Cong Anh Bao est le doyen de la Faculté de droit, École supérieure de commerce extérieur, Hanoï (Viet Nam). Ses domaines d'expertise et de recherche approfondie comprennent les contrats commerciaux et internationaux, le droit du commerce électronique et le droit financier et bancaire. Il anime fréquemment des sessions de formation et fournit des conseils à diverses sociétés et entreprises au Vietnam sur les contrats commerciaux et internationaux. Il est également arbitre et médiateur au Vietnam.

About the Editors

Richard OUELLET is a Full Professor in International Economic Law at the Faculty of Law and the Graduate School of International Studies (ESEI) at Université Laval in Quebec City. He holds the Research Chair on New Issues in Economic Globalization. His teaching and research focus on World Trade Organization agreements and regional economic integration. He serves as a consultant for various ministries, organisations, and public and semi-public bodies on matters of international economic law.

LY Van Anh is a researcher and Deputy Director of the Research Chair on New Issues in Economic Globalization. She holds a Master's degree in International Law (LL.M.) and a Doctorate in Law (LL.D.) from Université Laval. With over 20 years of experience in research and teaching in international economic law at the Diplomatic Academy of Vietnam, she has been teaching WTO law at the graduate level at Université Laval since September 2022.

NGUYEN Ngoc Ha is Director of the FTU Institute of Creative Research, Professor at the Faculty of Law, Foreign Trade University, Hanoi (Viet Nam) and Associate Researcher at the Research Chair on New Challenges of Economic Globalization. His teaching and research focus on World Trade Organization law, international trade dispute settlement, free trade agreements and new generation free trade agreements. He is also a consultant for various

government ministries, international organizations and companies in this field.

HA Cong Anh Bao is the Dean of the Faculty of Law, Foreign Trade University. His areas of expertise and in-depth research include commercial and international business contracts, e-commerce law, and finance and banking law. Mr. Bao frequently conducts training sessions and provides consultancy for various corporations and companies in Vietnam on commercial and international business contracts. He also serves as an arbitrator and mediator in Vietnam.

Sur les auteurs

Andréa Phonsavanh SIMONNET est doctorante en Droit de l'Union européenne à Nantes Université, en France. Elle s'intéresse particulièrement aux relations extérieures entre l'UE et l'Asie du Sud-Est. Son projet de thèse actuel porte sur la dimension alimentaire des relations entre l'Union européenne et les États d'Asie du Sud-Est.

Carla GOMEZ est doctorante à la Faculté de droit de l'Université Laval et à la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux. Membre de la Chaire de recherche sur les nouveaux enjeux de la mondialisation économique (NEME) et du Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales (CRDEI) de l'Université de Bordeaux, sa thèse de doctorat porte sur les vecteurs d'intégration des considérations non commerciales dans les accords commerciaux.

BUI Thi Kim Hong, LE Thu Trang et **NGUYEN Hoang Mai** sont des étudiantes en dernière année à l'Académie diplomatique du Vietnam, spécialisées en droit international. Passionnées par le droit international et le commerce international, elles participent activement à des initiatives de publication académique et favorisent les échanges intellectuels entre étudiants en droit.

DINH TON Minh Duc est en dernière année de licence en droit international à l'Académie diplomatique du Vietnam. Ses études se concentrent principalement sur le droit international, le droit commercial, le droit des

affaires et la résolution alternative des conflits. Ses recherches portent également sur le droit, le développement durable et l'innovation.

DINH Thao Nguyen et **NGUYEN Minh Anh** également en dernière année à l'Académie diplomatique du Vietnam, s'intéressent particulièrement au droit du commerce international et au droit international économique.

François Jr. EZE'E ATANGANA MBALLA est titulaire d'une maîtrise en droit des affaires obtenue à l'Université de Douala et étudiant finissant en Master en relations internationales option contentieux international de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC). Chercheur au Centre africain d'études internationales, diplomatiques, économiques et stratégiques (CEIDES), ses axes de recherches touchent au droit international économique et commercial, au droit extractif et aux MARD.

HUYNH Duc Ngoc Anh a récemment obtenu sa licence en droit du commerce international et est actuellement assistante de recherche à l'Institut de droit international et comparé de l'Université d'Économie et de Droit, VNU-HCM. Ses domaines de recherche incluent le droit du commerce international et le droit de l'environnement. Elle a mené des études sur la compatibilité des mécanismes environnementaux avec les réglementations de l'OMC et a formulé des recommandations pour des pays en développement comme le Vietnam.

Ilona MENNINI est actuellement en post maîtrise de droit international à l'Université de Bordeaux, en double diplôme avec la maitrise de droit des relations

transatlantiques à l'Université de Laval. Durant ce diplôme, elle s'est particulièrement intéressée au droit commercial international. Cette appétence l'a notamment poussé à réaliser un mémoire sur la prise en compte novatrice de l'environnement au sein de l'AECG. Par la suite, elle a décidé d'approfondir ses connaissance en matière de libre-échange en réalisant un stage à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, à la direction internationale.

Josuha MORVAN est diplômé de la formation bidiplômantes en droit des relations transatlantiques entre l'Université de Bordeaux et l'Université Laval. Durant ses études, il a développé une passion pour les relations internationales. Cela peut être observé au travers de sa participation à un projet européen hybride sur le développement durable et le droit comparé, ainsi que la rédaction d'un essai de maîtrise sur l'encadrement juridique du transfert de données entre l'UE et les USA. Son travail témoigne d'un intérêt marqué pour les échanges internationaux et les défis globaux à l'ère du numérique.

LE Thi Thanh Tam et **NGUYEN Thi Mai Anh** sont étudiantes au baccalauréat en droit à l'École supérieure de commerce extérieur (Vietnam). Leurs intérêts académiques portent sur les enjeux mondiaux émergents, en particulier les questions liées aux changements climatiques et à la durabilité.

Leidy Natalia SERRANO BURBANO est avocate diplômée de la Universidad del Cauca, en Colombie. Elle est titulaire d'un master en droit des relations transatlantiques, obtenu dans le cadre du programme bidiplômant de l'Université de Bordeaux et de l'Université

Laval. Son essai de fin d'études portait sur l'avenir de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. Elle est actuellement doctorante à l'Université Laval, où elle mène un projet de recherche axé sur l'inclusion des intérêts des peuples autochtones dans les accords commerciaux de nouvelle génération.

Marie-Joséphine Affoué KADJO est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Laval, où elle a rédigé un mémoire intitulé *Les subventions agricoles dans le droit de l'OMC : analyse critique du cadre réglementaire du commerce du sucre et du coton*. Actuellement chercheure associée à la Chaire NEME, ses recherches se concentrent sur l'intersection entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et le règlement des différends dans le droit de l'OMC.

Mathilde CLOUTIER est étudiante à la maitrise en études internationales et au baccalauréat en droit à l'Université Laval. Au cours de son stage à la mission permanente du Canada auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elle a développé un vif intérêt pour les négociations commerciales, en particulier pour l'influence de la géopolitique sur les décisions étatiques. Son essai de maîtrise s'intéresse à la filière batterie québécoise, avec un accent particulier sur les objectifs d'intégration nord-américaine qu'elle vise à atteindre.

NGUYEN Thu Hien est étudiante en deuxième année de droit du commerce international à l'ESCE du Vietnam. Ses études couvrent le droit international, le droit commercial et le droit des affaires.

NGUYEN Hai Anh est étudiante en troisième année en économie internationale à l'ESCE. Ses études portent sur le commerce international, l'administration des affaires et l'économie du développement.

Paul URANGA est doctorant à la Faculté de droit de l'Université Laval et doctorant à la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux dans le cadre d'une codirection assurée par les Professeurs Richard Ouellet et Baptiste Tranchant. Il consacre sa thèse de doctorat sur le sujet de « La prévisibilité du droit international des investissements.

PHAM Trong Anh, PHAM Minh Anh et **NGUYEN Thi Thu Nga** sont des étudiants en dernière année de droit à l'Académie nationale d'administration publique (NAPA). Trong Anh se spécialise en droit du commerce international et en droit international des droits de l'homme. Thu Nga s'intéresse particulièrement au droit international, au droit international humanitaire, au droit des affaires et au droit de la propriété intellectuelle. Minh Anh apporte une approche interdisciplinaire qui enrichit considérablement la profondeur des recherches du groupe.

Sébastien Marcel MOUTOU–NKOUNKOU est doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa. Auparavant, il a obtenu une maîtrise en sciences économiques de l'Université Cheick Anta Diop de Dakar (UCAD), promo 2013, au Sénégal, et une maîtrise en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), en 2019. Ses intérêts de recherche portent sur la politique et l'économie en Afrique.

TA Khanh-Linh est inscrite au programme de Master en droit international à l'Université de Bristol. Elle est la fondatrice de Green Path Migrants, une campagne de sensibilisation sociale pour les migrants climatiques en Asie du Sud-Est. Elle mène actuellement des recherches sur les droits de l'homme, l'environnement et la migration.

VU Phuong Linh est étudiante en dernière année de droit international à l'Académie diplomatique du Vietnam. Ses domaines d'intérêt incluent le droit international public, le droit des droits de l'homme, ainsi que les rôles et fonctions des organisations internationales et régionales dans la gestion des défis mondiaux.

VU Phuong Mai, VU Nguyen Hoai Anh et **NGUYEN Chau Giang** sont des étudiantes en quatrième année spécialisées en droit des affaires internationales à l'ESCE du Vietnam. Leurs études couvrent le droit international, le droit des affaires et le droit commercial, leur fournissant une base solide dans les principes juridiques régissant la dynamique du commerce mondial.

About the authors

Andréa Phonsavanh SIMONNET is a PhD candidate in European Union Law from Nantes University, France. Her research interests revolve around external relations of the EU, in particular with Southeast Asian States. Her current thesis work focuses on Food Law and the relations between the European Union and Southeast Asia.

Carla GOMEZ is a PhD candidate at the Faculty of Law of Université Laval and the Faculty of Law of the University of Bordeaux. A member of the NEME Chair and the Centre for European and International Research and Documentation (CRDEI) at the University of Bordeaux, her doctoral dissertation examines the integration of non-commercial considerations into trade agreements.

BUI Thi Kim Hong, LE Thu Trang and **NGUYEN Hoang Mai** are senior students at the Diplomatic Academy of Vietnam, majoring in International Law. With great interests found in International Law and International Trade, they actively engage in academic publication initiatives and foster intellectual exchange among law students.

DINH TON Minh Duc is a senior undergraduate student majoring in International Law at the Diplomatic Academy of Vietnam. His studies mainly focus on International Law, Trade Law, Business Law, and Alternative Dispute Resolution. His area of research

extends to Law, Sustainable Development and Innovation.

DINH Thao Nguyen and **NGUYEN Minh Anh** are senior students majoring in International Law at the Diplomatic Academy of Vietnam. Their studies include knowledges related to International Law, International Trade Law, and International Economic Law.

François Jr. EZE'E ATANGANA MBALLA holds a Master's degree in Business Law from the University of Douala and is completing a Master's in International Relations, specializing in International Litigation, at the Institute of International Relations of Cameroon (IRIC). A researcher at the African Center for International, Diplomatic, Economic, and Strategic Studies (CEIDES), his research focuses on international economic and trade law, extractive law, and ADR mechanisms.

HUYNH Duc Ngoc Anh recently completed her Bachelor's degree in International Trade Law and is now a research assistant at the Institute of International and Comparative Law, University of Economics and Law, VNU-HCM. Her research interests include international trade law and environmental law. She has conducted studies on the compatibility of environmental mechanisms with WTO regulations and provided recommendations for developing countries such as Vietnam.

Ilona MENNINI is currently pursuing a post-master's degree in International Law at the University of Bordeaux in a dual degree program with a Master's in Transatlantic Relations Law at Université Laval. During this program, she developed a keen interest in international trade law, which led her to write a thesis on

the innovative consideration of environmental issues within CETA. She later deepened her knowledge of free trade by completing an internship at the Paris Chamber of Commerce and Industry, in the International Affairs Department.

Josuha MORVAN is a graduate of the dual-degree program in Transatlantic Relations Law between the University of Bordeaux and Université Laval. During his studies, he developed a passion for international relations, as evidenced by his participation in a European hybrid project on sustainable development and comparative law, as well as his master's thesis on the legal framework for data transfers between the EU and the USA. His work reflects a strong interest in international exchanges and global challenges in the digital age.

LE Thi Thanh Tam and **NGUYEN Thi Mai Anh** are undergraduate students in Law at Foreign Trade University, Vietnam. Their academic interests focus on emerging global challenges, particularly climate change and sustainability.

Leidy Natalia SERRANO BURBANO is a lawyer who graduated from the Universidad del Cauca in Colombia. She holds a Master's degree in Transatlantic Relations Law, earned through a dual-degree program between the University of Bordeaux and Université Laval. Her final research paper focused on the future of the free trade agreement between the European Union and Mercosur. She is currently a doctoral candidate at Université Laval, where she is conducting a research project on the inclusion of Indigenous peoples' interests in next-generation trade agreements.

Marie-Joséphine Affoué KADJO holds a Master's degree in Law from Université Laval, where she wrote a thesis titled *Agricultural Subsidies in WTO Law: A Critical Analysis of the Regulatory Framework for Sugar and Cotton Trade*. Currently a research associate at the NEME Chair, her research focuses on the intersection of agriculture, food security, and dispute settlement in WTO law.

Mathilde CLOUTIER is a Master's student in International Studies and an undergraduate law student at Université Laval. During her internship at Canada's Permanent Mission to the World Trade Organization (WTO), she developed a strong interest in trade negotiations, particularly in how geopolitics influences state decisions. Her master's thesis focuses on Quebec's battery sector, with a particular emphasis on North American integration objectives.

NGUYEN Thu Hien is the second-year students majoring in International Trade Law at Foreign Trade University in Vietnam. Her studies include knowledg related to International Law, Trade Law and Business Law as well.

NGUYEN Hai Anh is a third-year student majoring in International Economics at Foreign Trade University. Her studies include knowledge related to International Trade, Business Administration, and Development Economics.

Paul URANGA is a PhD candidate at the Faculty of Law of Université Laval and the Faculty of Law of the University of Bordeaux, under the joint supervision of Professors Richard Ouellet and Baptiste Tranchant. His

doctoral research explores *The Predictability of International Investment Law*.

PHAM Trong Anh, PHAM Minh Anh, and **NGUYEN Thi Thu Nga** are final-year law students at the National Academy of Public Administration (NAPA). Trong Anh focuses on international trade law and international human rights law. Thu Nga is particularly interested in International Law, International Humanitarian Law, Business Law, and Intellectual Property Law. Minh Anh brings an interdisciplinary approach that significantly enhances the depth of the group's research.

Sébastien Marcel MOUTOU-NKOUNKOU is a PhD candidate in Political Science at the University of Ottawa. He previously obtained a Master's in Economics from Cheikh Anta Diop University of Dakar (UCAD) in Senegal in 2013 and a Master's in Political Science from the University of Quebec in Montreal (UQÀM) in 2019. His research interests focus on politics and economics in Africa.

TA Khanh-Linh is a postgraduate student majoring in International Law at the University of Bristol. She is the founder of Green Path Migrants, a social awareness campaign for climate migrants in Southeast Asia and currently researches Human Rights, Environment and Migration.

VU Phuong Linh is a final-year student majoring in International Law at the Diplomatic Academy of Vietnam. Her areas of interest are Public International Law, Human Rights Law, and the roles and functions of international and regional organizations in addressing global challenges.

VU Phuong Mai, VU Nguyen Hoai Anh and **NGUYEN Chau Giang** are the fourth-year students majoring in International Business Law at Foreign Trade University in Vietnam. Their studies include knowledges related to International Law, Business Law and Trade Law as well, equipping them with a foundation in the legal principles governing global trade dynamics.